



HAL
open science

Politicité et sociabilité. Quand les classes populaires questionnent la sociologie et la politique

Denis Merklen

► **To cite this version:**

Denis Merklen. Politicité et sociabilité. Quand les classes populaires questionnent la sociologie et la politique. Sociologie. Université Paris 7 - Denis Diderot, 2011. tel-01609096

HAL Id: tel-01609096

<https://shs.hal.science/tel-01609096>

Submitted on 5 Oct 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Denis Merklen

POLITICITE ET SOCIABILITE

Quand les classes populaires questionnent la sociologie et la politique

Volume II – Mémoire principal

(EXPOSE SUR L'ORIGINALITE DES RECHERCHES)

Jury :

Robert Castel, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris (EHESS), Centre d'étude des mouvements sociaux (CEMS, EHESS/CNRS).

Roger Chartier, professeur au Collège de France. Directeur d'études à l'EHESS, Centre de recherches historiques (CRH, EHESS/CNRS).

Emilio de Ípola, profesor de la Universidad de Buenos Aires (UBA), Instituto Gino Germani.

Numa Murard, professeur à l'Université Paris Diderot – Paris 7, Centre de sociologie des représentations et des pratiques politiques (CSPRP).

Monique de Saint Martin, Directeur d'études à l'EHESS, Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (IRIS, EHESS/INSERM/CNRS/Paris 13).

Olivier Schwartz, professeur à l'Université Paris Descartes – Paris 5, Centre de recherches sur les liens sociaux (CERLIS, CNRS/Paris 5)

Etienne Tassin, professeur à l'Université Paris Diderot – Paris 7, CSPRP.

**Dossier d'Habilitation à Diriger des Recherches,
Préparé sous la direction de Numa Murard,
Université Paris Diderot – Paris 7**

**Soutenu publiquement le 25 novembre 2011, salle Lombard, EHESS, 96 bd
Raspail – 75006 Paris**

A mi hermana Moira, qui m'appris à lire et à écrire.

A ma mère et à mon père, qui furent instituteurs.

A mes fils, que je regarde déchiffrer lettres et mots avec passion.

A Luciana, mon amour, qui leur lit une histoire chaque soir.

Remerciements

Ce mémoire n'aurait pas vu le jour sans le soutien de Numa Murard. Il a lu, accompagné, critiqué sans concessions. Je remercie sa générosité, son immense culture sociologique, son intelligence et sa sensibilité pour parler de et avec celles et ceux qui se trouvent égarés à la périphérie et dans les interstices de la société. Je le remercie de son expérience, qu'il m'a offerte comme miroir.

Je remercie mes collègues de l'université Paris Diderot, notamment les équipes du Centre de sociologie des pratiques et des représentations politiques (CSPRP) et de l'UFR de sciences sociales. Je remercie aussi mes collègues de l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (IRIS) à l'École des hautes études en sciences sociales, mon laboratoire de rattachement. C'est ici et là-bas que ces pages furent écrites, entre Paris Diderot et l'EHESS, où je bénéficie chaque jour d'une richesse intellectuelle inestimable et de conditions de travail privilégiées. Il y a là, parmi eux, quelques personnes qui ont le sens de la compagnie et de la solidarité, le sens du devoir et celui de la gaieté. Merci à celles et à ceux qui protègent leur humanité en ces temps de violence.

Marc Bessin et Robert Castel sont depuis plusieurs années déjà les compagnons de route d'une recherche sur le thème de l'individu mobile et des « politiques de l'individu ». Leur amitié et leur compagnie intellectuelle sont pour beaucoup dans ce mémoire. Merci !

L'enquête sur les bibliothèques a profité d'une convention avec la Bibliothèque publique d'information (BPI) du Centre Georges-Pompidou à travers son Centre d'Études et recherche. Je remercie sa directrice, Françoise Gaudet. J'ai aussi bénéficié d'une convention avec la Communauté d'agglomération Plaine Commune, à travers la Direction de la lecture publique. Dans le cadre de celle-ci, deux étudiantes de Paris Diderot ont obtenu un financement pendant six mois pour la réalisation d'une série d'entretiens. Je remercie Dominique Deschamps, directrice de la lecture publique, qui a ouvert à mon travail les portes des bibliothèques et donné accès à beaucoup d'information. Elle et son équipe ont su accueillir mes critiques, supporter mes commentaires maladroits, m'avertir quand je faisais fausse route.

Je remercie Pauline Beunardeau, Charlotte Perrot-Dessaux et Emilia Schijman, étudiantes à l'université Paris Diderot. Elles ont partagé avec moi leurs terrains, leurs notes, leurs trouvailles et leurs lectures.

Anne Kupiec (université Paris Diderot) et Christophe Evans (Centre d'Études et recherche de la BPI) m'ont aidé, stimulé et accompagné dans l'exploration de ce monde des bibliothèques, nouveau pour moi. Sans eux le chemin aurait été bien plus long et plus laborieuse son exploration. Je remercie tout particulièrement Florence Schreiber, directrice de la Bibliothèque centrale de Saint-Denis. Elle a su se rendre complice de cette recherche et de ses interrogations depuis le début. Je salue en elle la passion politique de tous ces bibliothécaires qui travaillent dans des situations parfois difficiles.

J'ai bénéficié d'un congé de « reconversion thématique » de six mois accordé par l'université Paris Diderot. J'ai ainsi pu m'échapper des salles de cours, des réunions et des couloirs de l'université pour m'isoler dans ma tour d'ivoire. Merci à celles et ceux qui ont dû porter ma part de travail et qui l'ont fait sans hésiter.

Présentation : pour une sociologie politique des classes populaires

*Hay dos modos de
conciencia:
una es luz, y otra, paciencia.
Una estriba en alumbrar
un poquito el hondo mar;
otra, en hacer penitencia
con caña o red, y esperar
el pez, como pescador.*

*Dime tú: ¿Cuál es mejor?
¿Consciencia de visionario
que mira en el hondo
acuario
peces vivos,
fugitivos,
que no se pueden pescar,
o esa maldita faena
de ir arrojando a la arena,
muertos, los peces del mar?*
Antonio MACHADO¹

Il est convenu que le dossier pour une habilitation à diriger des recherches contienne un « retour » sur le parcours du candidat. Cette mise en perspective ne peut se faire sans tenir compte de certains éléments de notre propre biographie. Le sociologue, peut-il se défaire de sa sociabilité au moment d'écrire ? Peut-il cesser d'être un sujet politique au moment où il travaille ? Il est toujours préférable d'explicitier quelques éléments de son parcours, de se rendre visible et essayer d'y réfléchir, ne serait-ce qu'au moment de cette halte qu'est la rédaction du mémoire d'habilitation à diriger des recherches, afin de considérer et de soumettre à la discussion son propre « point de vue ». En fin de comptes, je ne ferai que suivre les conseils des fondateurs de la sociologie à la manière dont Max Weber ou Karl Marx pensaient que le moment et la place du locuteur comptent pour la réception de son discours.

¹ *Poesía completa*, Madrid, Austral, 2010. (*Proverbios y cantares*, XXXV, 1913).

Mon parcours intellectuel est étroitement lié aux situations historiques et nationales dans lesquelles ma réflexion a été menée, aux contextes intellectuels et aux débats auxquels j'ai voulu prendre part ou dans lesquels j'ai été pris, enfin aux personnes et groupes avec lesquels j'ai eu la fortune ou le malheur de travailler. J'essaierai, dans cette première partie, d'ouvrir une perspective permettant de situer mon parcours ainsi que mon travail dans le présent de la sociologie. Viendra ensuite le moment, en deuxième partie, de présenter mes travaux en cours et de les projeter vers l'avenir.

Je dois en premier lieu dire un mot sur la situation universitaire dans laquelle j'ai engagé ma carrière et, ensuite, parler du moment où j'ai réalisé ma thèse de sociologie, de la place que cette thèse a pris dans mon parcours. J'ai obtenu mon baccalauréat en décembre 1983, alors que prenait fin la dictature militaire de 1976-1984. Ma première année de sociologie fut aussi la première année du gouvernement de Raúl Alfonsín (1984-1989). Et j'ai complété ma carrière universitaire en 1989, première année du gouvernement de Carlos Menem. 1989 fut aussi l'année de l'hyperinflation qui submergea la moitié de mes concitoyens dans la pauvreté et le quart d'entre eux dans l'indigence. J'aurai l'occasion de revenir sur cette conjoncture au Chapitre 3 de ce mémoire (*cf. infra*, p. 78) ; mais je dois dire un mot sur la formation du sociologue en Argentine. Jusque dans les années 1990 les études de sociologie se limitaient en Argentine à une « *licenciatura* » qui demandait cinq années d'études universitaires. Avec ce diplôme de « *licenciado en sociología* » (que j'ai obtenu en 1989 à l'Université de Buenos Aires) on devenait sociologue, on pouvait enseigner et faire de la recherche ou se mettre en quête de travail dans un marché qui commençait à se développer pour les sciences sociales². Souvent, comme dans mon cas, on faisait les trois choses à la fois : j'enseignais, faisais de la recherche et cherchais du travail car les deux premières ne donnaient pas un salaire permettant de vivre³.

² Le premier « master » en sociologie (bac +7) fut créé par l'Université de Buenos Aires en 1995, le *Master en investigación en ciencias sociales*. J'ai intégré la première promotion et suis le troisième à avoir obtenu le diplôme après soutenance de mon mémoire en 1997. Le doctorat en *Ciencias sociales* existe seulement depuis 2001. A l'heure où j'écris ces pages, il n'y a pas de doctorat de sociologie.

³ En 1995, j'étais « Jefe de trabajos prácticos » (chef de travaux pratiques) à l'Université de Buenos Aires et gagnais pour ce travail 80 pesos par mois (80 U\$).

On pouvait compléter seulement ce parcours simple vers la « licenciatura » avec quelques matières supplémentaires et un semestre de stage qui permettaient d'obtenir le diplôme de « *profesor de sociología* », ce que j'ai eu en 1990, toujours à l'Université de Buenos Aires. J'ai, vers la fin de mes études, commencé ma carrière de « chercheur » avec l'obtention d'une bourse d'« *iniciación a la investigación* » que j'ai complétée ensuite à l'étape suivante en obtenant trois ans plus tard une bourse de « *graduado* » (« diplômé »), équivalant à un statut de chercheur confirmé. La première de ces recherches (sur laquelle je reviendrai longuement dans les pages qui suivent) a donné lieu à plusieurs articles et surtout à la publication d'un premier livre en 1991, *Asentamientos en La Matanza. La terquedad de lo nuestro* (Buenos Aires, Catálogos, 205 pages).

Le diplôme de sociologue permettait évidemment d'enseigner à l'université, ce que j'ai fait avant même d'obtenir ma « licenciatura ». La conjoncture de la fin de la dictature et du retour de l'immense majorité des sociologues en Argentine après de longues années d'exil provoqua une situation singulière qui vit les plus brillants intellectuels et chercheurs récupérer leur chaire. Mais entre eux, nos professeurs, et nous, leurs étudiants, manquait plus d'une génération d'enseignants et de chercheurs. Ainsi les étudiants les plus avancés de ma génération (qui, répétons-le, était la première génération d'étudiants post-dictature) ont très rapidement été sollicités pour intégrer les différents chaires de ceux qui étaient par ailleurs nos professeurs. Ce fut mon cas et dès 1987 (ma troisième année d'études universitaires) j'ai intégré la mythique chaire de « *Sociología sistemática* » sous la tutelle de Juan Carlos Portantiero⁴ (J'aurai aussi l'occasion de revenir sur mon parcours d'enseignant).

Ces détails prennent une certaine importance ici car la forme que prit mon parcours dans les circonstances tout à fait singulières qui furent celles de ma génération, imposent à ce mémoire d'habilitation une forme particulière. Dans la première partie, qui sera celle d'un retour réflexif sur mes travaux, je ne saurais suivre la forme classique d'une entrée structurée par une période qui commence « après la thèse ». En 1996, quand j'ai pris l'avion pour venir faire mon doctorat à

⁴ Cette chaire fut créée au temps de la fondation de la sociologie à l'Université de Buenos Aires par Gino Germani et fut successivement occupée par deux des plus grands sociologues argentins de leur temps : Miguel Murmis et Juan Carlos Portantiero.

l'École des hautes études en sciences sociales de Paris sous la direction de Robert Castel, j'avais derrière moi dix années d'enseignement universitaire, un ouvrage publié et plusieurs articles scientifiques (voir *Curriculum vitae*, Volume I de ce dossier). Il m'a ainsi paru fondé de revenir plus longuement sur l'évolution de mon travail, en amont et en aval de mon doctorat, sans évidemment prétendre déroger aux normes et sans minimiser non plus le rôle de cette thèse, étape fondamentale de mon parcours.

Il s'agit de décrire le chemin de construction d'un objet de recherche, tel que je peux percevoir ce parcours aujourd'hui. En effet, mon travail trouve une première caractéristique dans ce fait qu'il ne présente pas, pour l'instant, de tournant majeur m'ayant conduit à changer d'objet. Ma sociologie a commencé comme une exploration de l'univers de la pauvreté, et cette inquiétude continue à structurer mes principales orientations sous la forme d'une « sociologie des classes populaires ». J'ai traité cet objet à partir de plusieurs optiques et je continue à l'inscrire au sein de différentes problématiques. Ainsi, dans un premier temps, j'ai cherché à décrire, à rendre visibles les formes de l'action collective que l'on observait alors en Argentine au milieu des années 1980. J'ai ensuite essayé d'enrichir l'intelligibilité de cet univers par l'inscription de cet objet dans une problématique de l'intégration sociale telle qu'elle s'est structurée en France au milieu des années 1990 – c'est l'étape de ma thèse, entre 1997 et 2001. Enfin, je travaille depuis sur une problématique qui oriente le regard vers la question des modes d'individuation en milieu populaire (Chapitre 4) et, en même temps, sur l'inextricable confusion de la sociabilité et la politicalité populaires. Mon intérêt pour la « culture populaire » apparaît dans ce mémoire comme une dernière étape dans laquelle je me trouve actuellement engagé, et dont les premiers résultats seront présentés dans la Deuxième partie de ce mémoire.

Parallèlement, deux autres préoccupations ont accompagné cette évolution. J'ai, dès le départ, accordé une importance fondamentale à la façon dont les intellectuels concevaient l'activité politique dans la société, les formes de conscience collective et, dans ce cadre, comment nous autres sociologues projetions souvent sur les classes populaires des images, des fantaisies ou des fantasmes sur cette politique. Le fait que les « classes populaires » constituent l'un des centres d'intérêt de la pensée sociale en est un fait révélateur que j'ai toujours pris en considération

dans mes explorations. C'est peut-être pour cette raison première que j'ai dès les débuts de ma formation été séduit par les courants de ce qu'on appelle la « sociologie critique ». Dans le cadre de cette critique de la dimension politique de la pensée sociale, j'accorde évidemment une place centrale aux « techniques » d'appréhension de la pauvreté, allant de la conceptualisation (pauvreté, indigence, exclusion, exploitation, domination, discrimination, désaffiliation, marginalité...) aux modes d'estimation statistique de ces situations (seuil de la pauvreté, nécessités de base insatisfaites, indice du développement humain, seuil des « deux dollars par jour », approche par les « capacités » - *capabilities* -, etc.). En deuxième lieu, les politiques sociales, et plus particulièrement, la forme que prend dans chaque cas le rapport de l'Etat avec les classes populaires font partie de mon objet d'étude. C'est ainsi que dès mes premiers travaux je me suis attaché, d'un côté, à décrire les « politiques de lutte contre la pauvreté », et de l'autre, à la question de savoir si les classes populaires peuvent constituer un « sujet » dans la démocratie (à la manière dont elles avaient été pensées comme sujet de la « révolution ») ou si la dissolution de tout acteur social collectif dans le sujet individuel est, au contraire, la condition *sine qua non* de toute pensée démocratique.

Cet objet d'étude a été lentement façonné à travers les différents terrains et enquêtes dans lesquels j'ai voulu m'engager. Ma première exploration de terrain s'est faite parmi les manutentionnaires du très moderne marché d'aliments situé dans la périphérie de Buenos Aires (le « *Mercado Central* », sorte de « Rungis » argentin). Je faisais encore mes études et je m'intéressais alors au rapport à l'éducation et à l'école de ces travailleurs analphabètes⁵. Mais mon premier travail long et approfondi s'est fait dans l'observation d'un groupe d'occupations illégales de terres urbaines, les *asentamientos*, que j'ai commencé à regarder « en temps réel » (au sens où j'ai approché ces terrains dès les premiers jours d'existence de ces collectifs et où mon observation a été pendant longtemps « participante »).

Suite à un processus d'appauvrissement vertigineux qui a plongé des millions d'Argentins dans la misère en l'espace de quelques années (notamment lors des poussées inflationnistes du début des années 1980 puis de l'hyperinflation de 1989), j'ai placé petit à petit la lutte pour la survie au cœur de mes observations sur les

⁵ Cela a donné lieu à une courte monographie écrite en 1985-1986 dont je n'ai malheureusement gardé aucune trace.

modes d'action collective. C'est ainsi que je me suis intéressé aux questions liées au logement, et tout particulièrement à l'accès à l'eau potable, sujet que j'ai exploré à plusieurs reprises et lors de différentes enquêtes⁶.

D'autres terrains extérieurs à l'Argentine ont influencé mon regard. J'ai eu l'occasion d'enquêter dans des quartiers populaires, successivement, en Uruguay, en France, au Sénégal, en Haïti et enfin en Chine. Ces expériences grâce auxquelles je sortais du cas argentin ont eu pour moi une importance majeure⁷. Non seulement parce que je découvrais ainsi de nouveaux quartiers, différents de ce que j'avais connu dans les périphéries de Buenos Aires, ou que je faisais l'expérience de divers degrés de pauvreté, y compris de l'extrême indigence car lors de l'hyperinflation argentine de 1989 j'avais déjà vu ces combats pour la survie. Ce que j'ai pu voir à l'œuvre ce sont des Etats qui se situaient différemment face aux classes populaires, dans des situations très contrastées comme l'illustrent les cas haïtien et français. *In fine*, la comparaison de ces situations m'a permis d'observer des systèmes d'action distincts mais articulés à chaque fois autour d'une même problématique et donc comparables. Approcher l'objet de recherche dans la perspective de « systèmes d'action » permettait une prise en considération des rapports entre acteurs hétérogènes (organisations de quartier, ONG ou associations – extérieures au quartier mais agissant dans celui-ci - ; Etat ; partis politiques ; organisations internationales ; organisations religieuses ; etc.).

Enfin, dans cette introduction à grands traits, la dimension historique doit être soulignée. Mon travail est celui d'une génération qui ne se définit pas par une conjoncture d'après-guerre ni d'après-guerre-froide. Commencer à travailler dans l'Argentine du milieu des années 1980 et affirmer son regard tout au long des années 1990 c'est l'ajuster au fait démocratique, d'une part, à l'appauvrissement de

⁶ En 1995 j'ai participé à une enquête sur l'accès à l'eau potable dans des quartiers de la banlieue Sud de Buenos Aires. En 1995-1996 j'ai participé à l'élaboration du Plan directeur d'accès à l'eau potable et de son assainissement pour la banlieue de Buenos Aires élaboré à l'Université de La Plata. En 2000 et 2001 j'ai enquêté sur l'accès à l'eau potable dans les quartiers de la banlieue de Pikine (Sénégal) et de Port-au-Prince pour le compte de l'UNESCO ; enfin, en 2004 j'ai enquêté sur le lancement du programme « *Agua mas trabajo* » du gouvernement Kirchner dans la banlieue Ouest de Buenos Aires.

⁷ J'ai fait mon premier terrain dans les « banlieues » françaises en 1999 et, en 2000 et 2001, soit au moment où je rédigeais ma thèse (soutenue en décembre 2001), dans les périphéries de Dakar et de Port-au-Prince. J'ai travaillé dans trois villes de Chine en 2007 seulement (Pékin, Chengdu et Chifeng). Dans les cas argentin, français et uruguayen j'ai continué et je continue évidemment à travailler.

l'autre. C'est tenter de réfléchir sous le règne de l'idéologie néolibérale. Sur ce plan des conjonctures intellectuelles, les déplacements de l'Amérique latine à l'Europe et d'ici en Afrique, dans les Caraïbes ou en Asie n'ont pas non plus été sans conséquences.

Mon travail de recherche est donc présenté ici sous la perspective d'une métamorphose. J'essaierai de rendre compte des transformations que j'ai pu opérer dans la construction de cette « sociologie politique des classes populaires ». Cette évolution se présente enfin scandée par quelques publications sur lesquelles j'aurai aussi l'occasion de revenir tout au long de ce mémoire. En 1991 je publiais mon premier livre, *Asentamientos en La Matanza. La terquedad de lo nuestro*, faisant état des premiers résultats de l'observation de ces quartiers issus d'un mouvement collectif d'occupation illégale de terres. En 1997, un article, « *Un pobre es un pobre. La sociabilidad en el barrio, entre las 'condiciones' y las 'prácticas'* », me donnait l'occasion d'interroger les limites d'une approche de la question sociale en termes exclusifs de « pauvreté », et d'indiquer en même temps la potentialité d'une sociologie à contenu ethnographique – peu fréquente encore en Argentine – où la question de la territorialisation prenait une place essentielle. En 2000, un autre article, « *Vivir en los márgenes. La lógica del cazador* », écrit en France à partir de récits de vie produits dans la banlieue de Buenos Aires, fut l'occasion d'esquisser une approche de la question populaire à partir d'une problématique de l'individuation. En 2001 je présentais ma thèse à soutenance sous la direction de Robert Castel : *Action collective et inscription territoriale. Les occupations illégales de terres urbaines en Argentine depuis les années 1980*. Je terminais mon travail sur les *asentamientos* par une densification de mes premières enquêtes. Là où je voyais essentiellement de nouvelles formes d'action collective, je rajoutais la problématique de la « question sociale » tel qu'elle a été forgée par mon directeur. Je me suis efforcé de faire cohabiter une sociologie des mouvements sociaux – largement inspirée des travaux d'Alain Touraine – avec une sociologie de l'intégration sociale. En 2005, avec mon deuxième ouvrage, *Pobres ciudadanos. Las clases populares en la era democrática (Argentina, 1983-2003)* – réédité en 2010 -, s'impose à moi la nécessité de réintégrer dans une même problématisation les dimensions habituellement traitées séparément. En effet, je ne vois qu'une seule transformation avec un côté « social » et un côté « politique » et non pas une

évolution sociale d'un côté et une évolution politique de l'autre. Je commence à structurer mon approche en termes de « politicalité » comme une critique à la fois de la sociologie politique et de la sociologie de la pauvreté. En 2006, encore un article important dans la compréhension de mon parcours : « *Paroles de pierre, images de feu. Sur les événements de novembre 2005* ». Les « émeutes » de cet automne me donnent l'occasion de dénoncer en France le même type d'écueil que j'avais observé plus de quinze ans auparavant en Amérique du Sud : regarder la vie politique des classes populaires exclusivement comme un épiphénomène provoqué par les transformations économiques et sociales conduit à une impasse. En gros, la disparition de la classe ouvrière laissait sans politique les exclus. Mon questionnement sur les événements de 2005 vient demander de conserver une dimension politique dans le regard porté sur les transformations sociales. Enfin, je dois mentionner mon avant-dernier livre, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, paru en 2009, par lequel j'ai tenté une problématisation de la question du quartier populaire à partir de mes diverses expériences. L'inscription territoriale des classes populaires est observée à partir des conséquences que cette localisation entraîne sur la vie politique des quartiers périphériques. La réalité française des « banlieues » est observée un regard formé dans l'histoire récente de l'Argentine⁸.

La partie la plus importante de ce mémoire est celle qui nécessite le moins d'une présentation. En 2007, j'ai commencé à explorer un phénomène qui m'est alors apparu intéressant. Ayant été invité par le Centre d'étude et recherches de la Bibliothèque Publique d'information (Bpi – Centre Georges Pompidou) à participer à sa conférence annuelle au Salon du livre de Paris de cette année-là, j'ai découvert que plusieurs bibliothèques de quartier (plus d'une vingtaine) avaient été brûlées pendant les émeutes urbaines de l'automne 2005 en France. Une convention passée avec ce Centre d'études et recherche de la Bibliothèque publique d'information du Centre Georges Pompidou allait guider mes premiers pas dans une nouvelle direction. J'ai ainsi été amené à découvrir qu'en réalité nombreuses étaient les bibliothèques qui étaient cible d'attaques, par la pierre ou par le feu au sein des quartiers populaires. J'ai pu recenser soixante-sept bibliothèques volontairement

⁸ La liste de mes publications est incluse dans mon *Curriculum vitae*, dans le Volume I de ce dossier. Leurs références exactes peuvent y être consultées. Dorénavant, à la différence des autres citations, les références à mes propres travaux seront indiquées entre parenthèses suivant le modèle : (Merklen, 1991).

incendiées entre 1998 et 2010. Quelles raisons a-t-on de brûler des livres ? Comment décrire finement ce que le caractère massif de cette question risque d'écraser ?

J'ai décidé de commencer la présentation de ce mémoire avec un poème d'Antonio Machado. Le poète invite au dialogue, pose la question d'un choix entre deux formes de conscience. Peut la sociologie se définir dans cette alternative ? Comme une conscience de visionnaire qui regarde au fond du « vaste aquarium » les poissons vifs, fugitifs, insaisissables, ou comme ce maudit besoin d'avoir à jeter sur le sable, morts, les poissons de la mer ?

PREMIERE PARTIE

PERSPECTIVE SUR UN PARCOURS DE RECHERCHE

Image récente d'une occupation illégale de terres, au Sud de la ville de Buenos Aires. Il s'agit de l'*asentamiento* dit du « Parque Indoamericano ».

Source de l'image : Pagina/12, le 4 mars 2011.



1. Quelques enseignements du premier terrain : Les chasseurs, leur inscription territoriale et leurs pratiques politiques

Le premier long terrain⁹ dans lequel je me suis investi a été celui des « *asentamientos* » de la banlieue de Buenos Aires, au milieu des années 1980. Ces « *asentamientos* », selon le nom que les eux-mêmes donnent à ce type d'initiative, sont des occupations illégales de terres en vue de produire un quartier, chacun y bâtissant son propre logement. Des centaines de familles rassemblant des milliers de personnes investissent un terrain vague dans les interstices de la ville. L'action est « collective » dès le départ car les futurs habitants s'organisent avant même d'envahir les terres et arrivent sur place comme un groupe déjà constitué et consolidé. J'ai pu observer la formation de trois quartiers où je suis resté travailler pendant près de dix ans, du début 1986 au milieu de l'année 1996 : *El Tambo*, le 22 de Enero et le 17 de marzo. Tous les trois se trouvent dans une banlieue pauvre de Buenos Aires, dans le district de La Matanza, espace industriel et ouvrier des années 1950 aux années 1970, devenue depuis une zone sinistrée par la pauvreté et la désindustrialisation.

L'expérience à laquelle j'ai eu accès était vraiment passionnante. J'avais là, en acte, une claire utopie sociale. Un nombre considérable de gens parmi les plus pauvres de la ville s'organisait quotidiennement pour essayer de se doter des plus élémentaires biens et services de essentiels : l'eau, un abri, des installations sanitaires, l'électricité, l'évacuation des eaux usées, le ramassage des déchets ménagers. La vie était en jeu. Il y avait beaucoup de bébés parmi ces jeunes familles qui étaient les acteurs du projet, et beaucoup mouraient emportés par la diarrhée au cours de ces étés chauds¹⁰. Installer des toilettes était un enjeu aussi important

⁹ En réalité j'ai fait une première expérience de terrain auprès de portefaix semi-analphabètes du Marché central de viandes fruits et légumes de Buenos Aires. Ce qui m'intéressait c'était leur rapport à l'école et à une scolarité trop tôt abandonnée. Je me suis ensuite intégré au *Plan nacional de alfabetización* comme consultant-chercheur ou « expert » de ce programme pour le district de La Matanza. Je n'ai jamais publié sur cette première expérience de travail et de recherche.

¹⁰ L'enquête par questionnaires que j'ai mise en œuvre quelques mois après ces occupations montrait que les familles étaient composées par des couples (dont la moyenne d'âge était de 31 ans) ayant, toujours en moyenne, trois enfants en bas âge dont le premier était en âge d'aller à l'école. Le

que l'accès à l'eau potable, pouvoir cuisiner dans des conditions d'hygiène minimales, avoir un endroit pour dormir. Pour tout cela il fallait s'organiser. Le principal dirigeant de ces occupations m'a dit un soir : « Le plus important pour nous c'est de faire comprendre à tout le monde que l'avenir de chacun est ici indissociablement lié à la destinée de tous » (*el futuro de cada uno está indissociablemente ligado al destino de todos*). Et l'organisation signifiait la coopération et la solidarité, mais impliquait également l'autorité et la fermeté pour créer un certain ordre. Les liens sociaux se formaient sous mes yeux dans la lutte contre l'environnement et contre la peur. Cette lutte pour la survie, j'en étais sûr, se trouvait dans les fondements du social, et dans les fondations de la politique. Elle était consubstantielle à l'utopie incarnée par la volonté de se faire une place dans le monde, d'avoir un chez-soi, de construire un quartier conçu comme un espace moral. Cette utopie sociale s'exprimait de multiples manières et par des multiples canaux, mais nous pouvons retenir quelques phrases qui étaient dans la bouche de tous les habitants : « *tener una casa propia* » (avoir une maison à soi), « *queremos construir un barrio y no una villa* » (on veut un quartier et pas un bidonville), « *queremos un lugar en el mundo* » (on veut une place dans le monde), « *tenemos derecho a un techo* » (on a le droit à un logement). La notion même de « *vivienda* », de « *casa* » (logement, maison), donne la mesure de cet engagement du projet dans une double coordonnée, de lutte pour la survie et de projet d'intégration. Il fallait, de leur point de vue, répondre très rapidement aux urgences de celui qui n'a pas de logement et projeter son action dans l'avenir d'un espace où planter sa vie.

nombre de bébés de moins d'un an était proche du nombre total de familles participant à l'occupation. Cf. Merklen, 1991.

TABLEAU 1				
LES ASENTAMIENTOS DE LA MATANZA : POPULATION ET SURFACE OCCUPEE				
Nom du quartier	Surface occupée	Population (habitants)	Nombre de familles et de lots	Date de l'occupation
<i>El Tambo</i>	30 hectares	3 600	710	6 janvier 1986
<i>22 de Enero</i>	107 hectares	13 000	2 500	22 janvier 1986
<i>17 de Marzo</i>	50 hectares	4 600	900	17 mars 1986
Total	187 hectares	21 200	4 110	
Source : Merklen, 2001.				

Une deuxième dimension de la mobilisation sociale est rapidement émergée. Cette survie et cette lutte collective contraignaient le groupe à se déterminer sur la base d'une frontière qui le séparait de – et le reliait à – l'extérieur. Lors de l'une de mes premières expéditions dans les *asentamientos*, j'ai été témoin de l'attaque d'un groupe de policiers qui, dans la clandestinité, ont tiré une nuit contre les occupants et ont blessé deux d'entre eux. Immédiatement après l'occupation des terrains j'ai aussi suivi la mobilisation des habitants de Ciudad Evita¹¹, apeurés par l'installation de ceux qui, de leur point de vue n'étaient « que » des *villeros* (habitant d'un bidonville, en espagnol d'Argentine). Ils constituaient alors des bandes armées visant à déloger par la force les occupants. Du côté des *asentamientos*, ces agressions contraignaient à se définir par une clôture, à travers le tracé d'une limite qui séparait l'intérieur du groupe de l'extérieur. Cette frontière était naturellement spatiale : les limites du quartier permettaient de distinguer ceux qui y habitaient (les *vecinos*) des autres. De l'extérieur, outre la police et les habitants des autres

¹¹ Comme nous verrons plus loin, Ciudad Evita est une cité jardin, « ville modèle » bâtie par l'épouse du Général Perón vers 1952 aux marges de laquelle se sont installés les nouveaux *asentamientos*. Ces énormes pavillons abritaient des familles appartenant à la partie intégrée de la classe ouvrière. A partir des années 1980 ces beaux « chalets » ont commencé à être achetés par une classe moyenne qui se déplaçait déjà vers de nouvelles banlieues. La réaction des uns et des autres a été très violente contre les nouveaux venus. Cf. *infra*, p. 42 sq.

quartiers, sont venus rapidement la municipalité et le gouvernement de la province de Buenos Aires (tous deux péronistes, l'un du péronisme traditionnel et d'extrême droite – le maire de La Matanza, Federico Russo – l'autre « rénovateur » et progressiste – le gouverneur de Buenos Aires, Antonio Cafiero). Est venu aussi le gouvernement national de Raúl Alfonsín (radical) qui a envoyé son propre frère et les ministres de l'Intérieur Enrique Nosiglia et de l'Action sociale, Fernando Barrios Arrechea, voir ce qu'était cette nouvelle expérience qui représentait une menace explosive dans un contexte difficile. De l'extérieur arrivaient aussi les militants, les étudiants et les journalistes qui venaient tous les jours voir de quoi il s'agissait, donner un coup de main ou essayer d'influencer l'expérience¹².

L'utopie des *asentamientos* s'orientait vers un double horizon pour l'expérience collective. D'un côté, elle était orientée par l'objectif de se faire une place dans le monde et d'avoir un logement décent. De l'autre côté, les *asentamientos* visaient directement l'espace politique par la forme démocratique qu'ils donnaient à leur mouvement social. Il y avait donc d'abord le rêve de la maison, du quartier, du « nid » ou de la « coquille »¹³, de l'espace vital de la famille dont on a parlé. Cette aspiration prenait forme dans le projet collectif de construction d'un quartier, un « *barrio* » qui devait se distinguer d'une « *villa* » - le bidonville. En effet, les occupants faisaient leurs les normes légales d'occupation des sols et de l'urbanisation. A la différence des bidonvilles, dans les *asentamientos* on trace les rues et on divise l'espace en lots et en pâtés de maison, avec une parfaite délimitation des trottoirs. L'organisation de l'espace se présentait là comme la matérialisation d'un projet d'intégration sociale qui commence notamment par distinguer le domaine public du privé et qui oblige, avec une norme additionnelle à ce que dans chaque lot ne puisse se construire qu'une seule maison et s'installer qu'une seule famille. On voulait ainsi éviter la suroccupation de l'espace,

¹² Je suis évidemment aussi du nombre de ce qui sont venus voir, aider, essayer d'influencer l'expérience.

¹³ Dans sa « Poétique de l'espace », Gaston Bachelard nous rappelle la signification de l'habiter, de la maison, du logement, dont il tente de restituer les significations avec les images de « nid » et de « coquille ». Cf. BACHELARD, Gaston : *La poétique de l'espace*, Paris, PUF, 2010 (1^{ère} édition, 1957). Or, le logement n'est pas ce refuge qui nous protège de l'extérieur, qui nous abrite dans un monde agressif. Il est aussi point d'appui, lieu de départ vers la vie.

l'entassement, la promiscuité caractéristiques des bidonvilles¹⁴. Avant même le jour de l'occupation, quand ils projetaient le futur quartier, les occupants laissent des espaces libres pour les équipements collectifs : l'école, la place, un terrain de sport, une crèche, la chapelle... Cette projection vers la ville se doublait de la recherche d'un accès aux services urbains : obtenir de la municipalité le prolongement des lignes de bus, l'éclairage public, le ramassage des ordures, l'eau potable... Enfin, il y avait encore un objectif dans le projet de « *barrio* » (quartier). Les militants des *asentamientos* ont d'emblée manifesté le souhait d'acheter les terres dans lesquelles ils s'étaient installés par la force afin que chaque habitant devienne le propriétaire de son terrain et de sa maison. Avant même de sortir de la légalité comme conséquence de l'occupation illégale, on cherchait une porte pour y entrer. Devenir propriétaire était le chemin pour sortir de l'illégalité, se doter d'un capital et s'inscrire dans la voie de l'intégration sociale que représente encore le souvenir de la « *casa propia* » – un rêve qui fut réalité pour des générations de travailleurs argentins depuis les années 1910¹⁵.

Mais l'utopie des *asentamientos* poursuivait un horizon directement politique de par les formes d'organisation qu'ils adoptaient et par le type de dialogue qu'ils établissaient avec les autorités, la presse et les partis politiques. L'une des choses qui a le plus attiré mon attention en cet été de 1986 a été le mode d'organisation de ces véritables mouvements sociaux. Assemblées, élection des autorités du quartier, formation d'un corps de délégués, élections à bulletin secret, délibération collective au sein d'un espace public ouvert, la vie intérieure de ces occupations de terrains était un bouillon de démocratie. Et il ne pouvait pas en être autrement. Si pour donner confiance aux jeunes familles qui s'engageaient dans l'occupation il fallait leur dire « *no queremos una villa, vamos a hacer un verdadero barrio* » (nous ne voulons pas d'un bidonville, on va faire un véritable quartier), pour

¹⁴ La norme dans les lotissements de la province de Buenos Aires définit des lots de 300 m² (10m de façade par 30m de long), ce qui aurait parfaitement permis la construction de plus d'une maison par lot. C'est de fait une stratégie largement utilisée par les familles lorsque les enfants forment leur propre foyer que de construire leur maison dans le même lot. Or l'entassement des maisons et des cabanes est aussi caractéristique de l'image que les classes populaires ont des bidonvilles.

¹⁵ Sur les origines de l'accès à la propriété du logement par les travailleurs, cf. KORN, Francis y De la TORRE, Lidia : "La vivienda en Buenos Aires 1887-1914", *Revista Desarrollo Económico*, Buenos Aires, 1985. Sur les conditions de cet accès pendant la période qui s'étend jusqu'au début des années 1970, cf. CLICHEVSKY, Nora, PREVOT-SCHAPIRA, Marie-France et SCHNEIDER, Graciela : *Loteos populares, sector inmobiliario y gestión local en Buenos Aires*, Buenos Aires, CEUR-CREDAL, 1990.

qu'elles acceptent de s'engager il fallait donner la preuve que les décisions collectives seraient prises dans un parfait cadre démocratique, égalitaire, transparent. Les habitants (*los vecinos*¹⁶) s'adressaient à l'espace public de la jeune démocratie argentine en faisant appel à des journalistes de la presse et la télévision pour expliquer leur projet de bâtir un quartier, leur volonté d'acheter (« *no queremos que nadie nos regale nada* » – on ne veut de cadeau de personne, affirmaient-ils), et pour rappeler que leur action se fondait sur le droit au logement (*el derecho a un techo*) que les autorités devaient garantir selon la Constitution.

En cette Argentine des années 1980, la naissante démocratie se définissait naturellement à travers l'institutionnalisation de la citoyenneté. Mais elle définissait également sa conjoncture par l'existence de divisions qui traversaient de plus en plus profondément son corps social. Comme nous allons le voir, la démocratisation avançait de pair avec la submersion dans la pauvreté d'un nombre croissant de familles et d'individus. Citoyenneté et pauvreté, à quoi accorder la primauté, que faut-il regarder en premier ? J'allais vite souffrir d'un certain strabisme. Mais j'allais me rendre compte aussi rapidement que je n'étais pas le seul borgne du coin, que ces familles et ces mouvements sociaux avaient eux aussi un œil sur le guidon et l'autre sur l'horizon, les yeux simultanément fixés sur le chemin et sur l'objectif, entre tactique et stratégie. Ils devaient répondre (en même temps ?) aux urgences imposées par la pauvreté et aux exigences d'un idéal citoyen qui fonctionnait à la fois comme rempart protecteur (contre la répression, pour revendiquer leurs droits) et comme volonté d'identification et de reconnaissance¹⁷. Et j'allais vite apprendre que je n'étais pas le seul à traverser des frontières sociales, celles qui séparaient mon propre quartier des *asentamientos*, et celles qui séparaient aussi ce vécu du

¹⁶ Nous ne cesserons pas d'insister sur la dimension morale de la catégorie de *vecino* en espagnol, qui rend ce mot intraduisible en son habituel « habitant ». Cette catégorie fournit un véritable ciment idéologique à l'expérience des *asentamientos* et, au-delà même de cette expérience, à la territorialisation des classes populaires en Argentine. Avec sa charge morale et politique, le mot *vecino* se trouve profondément enraciné au sein de l'expérience populaire en Argentine et en Amérique latine.

¹⁷ Nous observions à ce moment un tournant dans les représentations des classes populaires argentines qui cessaient de se présenter publiquement à partir de la formule « nous les travailleurs », les « droits des travailleurs », la « dignité des travailleurs » (typique des représentations péronistes mais venant également de la gauche), et qui commençaient à affirmer leur position en tant que « citoyens ». C'était là l'une des nouveautés majeures dans ces jeunes quartiers.

monde universitaire. Enfin, le travail du sociologue s'apparentait décidément beaucoup à l'expérience sociale de ceux qui ne l'étaient pas.

J'ai ensuite pu vivre le changement de ce paysage démocratique au cours des premières années de vie des occupations illégales. J'ai vu comment l'action de l'Etat, des partis politiques et des ONG affectait ces organisations. J'ai vu évoluer le mouvement social au fur et à mesure que la survie semblait moins compromise (parce que les menaces d'expulsion s'estompaient, parce que les familles s'installaient de plus en plus sur ce qui n'était plus un terrain vague et progressaient dans la construction de leur maison, enfin parce que les habitants accédaient tant bien que mal à quelques services essentiels, comme l'eau). La survie et la projection vers l'horizon se montraient aussi intimement liées que la théorie sociale nous dit que sont liés intérêts et idéaux. La pauvreté articulait à la citoyenneté. Comment interpréter cette articulation? Difficile à dire car il était évident qu'elle ne se traduisait pas par une solution apportée aux problèmes de mes concitoyens.

A regarder aujourd'hui cette première enquête sur les *asentamientos*, j'e m'aperçois que j'avais déjà là les thèmes qui allaient orienter mon travail pendant très long temps. Or, par la suite, des lectures, d'autres terrains ainsi que mon propre parcours biographique allaient donner forme à mes observations à travers une petite série de préoccupations théoriques et de motivations politiques. Je voudrais à présent revenir sur les trois concepts qui constituent le fil rouge de mon travail et, sans doute, en grande partie les bases d'appui pour sa projection vers l'avenir : *inscription territoriale*, *logique des chasseurs* et *politicalité*. Une fois abordé cet examen conceptuel, je m'arrêterai sur cette conjoncture de l'Argentine des années 1980 et 1990 où se sont nouées ces lignes de force en même temps que s'est constitué mon point de vue.

L'inscription territoriale des classes populaires

Avec ce concept d'« inscription territoriale¹⁸ », j'ai voulu décrire à la fois un mode d'insertion sociale des individus, un mode de structuration des classes populaires à travers le quartier et une modalité de la politique populaire – au sens d'une voie de communication avec les institutions et d'un point d'appui pour l'action collective. Face à la décomposition des liens relatifs au travail et à une désarticulation des protections sociales, j'observais un renforcement des liens de coopération et de projection vers la société structurés au niveau local. Ainsi que le montrait l'expérience des *asentamientos*, le quartier se présentait désormais pour cette fraction des classes populaires comme la base de structuration de supports sociaux indispensables à ceux qui décrochaient de l'emploi, du syndicat et de la trame institutionnelle qui trouvait son épice entre l'Etat et les syndicats – et pas seulement dans l'Etat¹⁹.

Nous pouvons commencer par dire que la production de ce territoire, de ces quartiers que nous avons sous les yeux fournissaient quatre types de support aux familles et aux individus, leurs futurs « habitants ». En premier lieu, le quartier apparaissait comme la base d'une sociabilité élémentaire et comme le support d'une solidarité *interparis* qui permettait de résister dans les moments de crise ou remédier à la situation des plus faibles en donnant un point d'appui aux familles. La crise de 1989 a été pour moi l'occasion de renouveler l'observation d'une situation où la survie était en jeu²⁰. J'ai pu participer à la fabrication collective de pain, à la mise en place de soupes populaires, à la distribution de lentilles, de polenta, de riz, de sucre, de lait en provenance de l'Etat. Le quartier fonctionne alors pratiquement

¹⁸ J'ai utilisé pour la première fois cette expression dans ma thèse dont le titre est : « Inscription territoriale et action collective ». Cf. Merklen, 2001.

¹⁹ Nous avons à plusieurs reprises attiré l'attention sur cette spécificité du système social argentin qui fait que les protections sociales étaient entre les mains de l'Etat et des syndicats. Cf. Merklen, 2006c et 2009c. Nous y reviendrons.

²⁰ En 1989 l'hyperinflation a provoqué une crise qui, avec une augmentation des prix de l'ordre de 4000% par an (selon les estimations officielles de l'Indec – l'INSEE argentin), a littéralement pulvérisé les salaires et les revenus et, pour la première fois de l'histoire de ce pays, produit une situation de famine et de véritable « dislocation des régulations sociales », pour reprendre une expression employée pour l'analyse de cet épisode dramatique. Cf. SIGAL, Silvia et KESSLER, Gabriel : « Comportements et représentations face à la situation de dislocation des régulations sociales : l'hyperinflation en Argentine », in *Survivre. Réflexions sur l'action du chaos, Cultures & Conflits n° 24/25*, hiver-printemps 1996-1997.

comme une extension de la famille. Mais dans ces univers de pauvreté, lorsqu'au niveau national on peut dire que « la crise est passée », quelque chose demeure toujours de ces solidarités locales qui sont certes plus visibles en période d'extrême détresse mais qui sont en réalité toujours là. En second lieu, le quartier que je voyais bâtir servait de point d'appui à la sortie des individus vers la ville et à leur projection vers la société. Depuis le quartier on sortait chercher du travail, gagner sa vie ou faire ses études, et on revenait au quartier en quête de repos ou d'aide. Au quartier on trouvait avec qui causer, jouer au football, chanter, danser ou faire sa prière. Le territoire peut être pensé comme une espèce de « capital social » (au sens de Pierre Bourdieu), comme une ressource pour l'action individuelle. En troisième lieu, le quartier était en même temps l'objet et la base de la mobilisation collective. J'ai pu voir comment au quartier s'articulent des mouvements sociaux, des révoltes et des protestations. Les associations les plus variées se retrouvent à côté des groupes de migrants (en provenance des pays limitrophes et des provinces du Nord du pays), des groupes de musique, des églises protestantes et des comités de partis politiques. Ces diverses formes de mobilisation renforçaient les liens locaux de coopération et rendaient possible la projection du groupe vers l'espace public et le système politique. Ils avaient besoin des deux espaces : du premier pour signifier qu'ils étaient des citoyens, des sujets de droits, et du second pour obtenir les moyens de faire progresser le quartier. Enfin, très rapidement ont commencé à intervenir dans les quartiers un nombre important d'institutions, depuis les services municipaux jusqu'aux institutions scolaires en passant par les services sociaux et de santé, les services urbains, des dizaines d'ONG, etc. Dans le cas de l'Argentine, nous avons aussi pu observer très rapidement que les partis politiques ne laisseraient pas les « nouveaux mouvements sociaux » agir tous seuls²¹. Le quartier se présentait donc déjà également comme l'action que sur eux exerçaient ces autres agents, de l'extérieur – l'école, la police et les services urbains en étaient les principaux, avec d'autres politiques sociales qui, notamment dans la période qui nous intéresse, se sont orientées vers le territoire et ont « localisé » leur action. Ces institutions apportaient deux choses à la réalité des *asentamientos*. D'une part, elles amenaient

²¹ Un courant d'inspiration tourainienne théorisait à l'époque l'arrivée de « nouveaux mouvements sociaux » qui se développeraient, postulait-on, à côté des partis politiques et du système politique. Cf. JELIN, Elizabeth : *Los nuevos movimientos sociales*, Buenos Aires, CEAL, 1985, et NUN, José: "La rebelión del coro", en J. Nun: *La Rebelión del coro. Estudios sobre la racionalidad política y el sentido común*, Buenos Aires, Nueva Visión, 1989, p. 11-24.

des ressources indispensables au quotidien de chaque famille et au progrès du quartier ; d'autre part, elles mettaient progressivement en place des régulations de la vie locale (comme les horaires que l'école impose à la vie familiale ou les lois que la répression policière amène jusqu'au territoire du quartier). Ce sont là des régulations sociétales qui limitent le pouvoir du groupe sur ses membres, qui n'obéissent ainsi plus aux seuls rapports de face-à-face ou de type communautaire. Au fur et à mesure que les institutions arrivent à réguler la vie locale et dans la mesure où elles arrivent à offrir des points d'appui aux individus pour se projeter vers l'extérieur, le quartier évolue vers l'intégration. C'est ce que nous avons observé dans les premières années de vie des *asentamientos*. En revanche, à partir du milieu des années 1990, lorsque les services publics ont commencé à se désagréger en Argentine, les institutions ont joué un rôle contraire et elles sont devenues un facteur aggravant la désaffiliation et l'atomisation. C'est ce qui arrive lorsque l'Etat dérégule le marché du travail ou lorsque la police devient un mélange d'organisation mafieuse et de bureaucratie inefficace comme nous l'avons vu alors.

Le concept d'inscription territoriale m'a permis d'opérer par comparaison et de considérer ces *asentamientos* au regard d'autres types de quartier populaire. C'est ainsi que nous avons pu comparer les *asentamientos* avec d'autres formes d'habitat populaire comme la *villa* (bidonville) ou le traditionnel *barrio* (quartier pavillonnaire). Bien évidemment, l'inscription sociale par le territoire se présente comme une dynamique extrêmement variable dans le temps et dans l'espace. Il y a des quartiers où la présence institutionnelle est très faible et d'autres où l'action collective est quasi inexistante. Si, par exemple, nous comparons ne serait ce que grossièrement les quartiers populaires en Argentine et en France, on peut voir qu'en France les institutions sont fortes et les mouvements sociaux faibles, toujours par rapport à l'Argentine. La notion d'inscription territoriale m'a ainsi permis de saisir la spécificité et les différences entre ces formes d'habitat que la langue courante identifie comme « *conventillos* » (taudis), « *barrios* » (quartier pavillonnaire), « *asentamientos* », « *villas* » (bidonville) y « *monoblocks* » (grand ensemble), par exemple, et qui en réalité constituent autant de modalités d'inscription sociale par le territoire²². Ce concept permet également d'observer l'évolution de chacune de ces

²² Afin de situer les *asentamientos* dans le paysage de l'habitat populaire argentin et de rendre visible leurs spécificités, j'ai procédé à une comparaison entre ces formes d'inscription territoriale prenant

morphologies dans le temps, de comparer non seulement un quartier avec un autre mais aussi le même quartier avec son passé. J'ai pu ainsi montrer comment les « *villas* » différaient dans la conjoncture des années 1960 et dans celle des années 1990 parce que ce type de quartier correspondait à une modalité d'inscription territoriale distincte dans chaque cas (plus proche de la question ouvrière dans les années soixante, plutôt liée à la problématique de la décomposition du salariat dans les années quatre-vingt-dix). Plus tard, le concept d'inscription territoriale m'a permis d'observer comment certains mouvements sociaux, comme celui des « *piqueteros* », n'avaient pas, contrairement à ce que montraient la presse et les premières approches, un seul côté donné par leur présence dans l'espace public. Mais qu'il fallait plutôt les regarder à partir de ce qui était moins visible dans la sphère publique nationale mais très clair dans les interstices de la vie locale.

La logique des chasseurs

Les années 1980 et 1990 ont été celles d'un essor important de la notion de pauvreté²³. Pour plusieurs raisons, sur lesquelles nous reviendrons plus loin, cette notion s'impose rapidement dans un contexte où s'effondrent à la fois le salariat et l'Etat social argentin. Selon ma propre expérience de la pauvreté, l'économicisme qui se trouvait derrière ce concept ou la réduction de sa phénoménologie à la question de l'assistance me paraissaient problématiques. Une instabilité massive traversait l'expérience de tout ce que j'étais capable d'observer dans cette Argentine de l'hyperinflation et de changements brutaux de régimes politiques. L'Argentine passe d'un taux de pauvreté urbaine de 3% en 1973 à plus de 50% en 1990, d'un taux de chômage d'environ 6% à près de 20% dans la même période, d'un contexte politique de très grande instabilité dans les années 1970 à la plus

en compte leur évolution dans le temps. Cf. le chapitre III de ma thèse, « Deux figures d'habitat populaire », in Merklen, 2001, p. 171-259. J'avais auparavant ébauché cette approche dans un article paru dans la revue *Sociedad*, « Un pobre es un pobre. La sociabilidad en el barrio entre las condiciones y las prácticas », in Merklen, 1997.

²³ Un rapport particulièrement important est publié en 1984 par l'Institut officiel des statistiques de l'Argentine, l'INDEC : *La pobreza en la Argentina*. Ce texte sera suivi de nombreuses publications et recherches prenant pour objet la pauvreté, son évolution, les manières appropriées de la « mesurer », etc.

féroce dictature (1976-1984) et à une démocratie très ouverte dès 1984. Ces bouleversements multiples déstabilisaient la vie de tout ce qui m'entourait dans cette banlieue de l'ouest de Buenos Aires où je menais mes premières enquêtes et où j'habitais. Et les expériences que j'essayais de saisir excédaient ce que l'idée de pauvreté donnait à voir. La sociologie que Robert Castel proposait à partir de ses *Métamorphoses de la question sociale*, et un texte qu'il publia en 1996 sur les « marginaux » inspiré par le célèbre anonyme, fondateur de la littérature « picaresque » espagnole, le *Lazarillo de Tormes* (Anónimo, 1554), m'a permis de proposer une autre clef de compréhension de l'expérience de la pauvreté²⁴.

L'expérience des *asentamientos* et, de manière plus générale, la vie qui m'entourait grouillait de *picaros* débrouillards, malins, délurés qui faisaient preuve d'une grande capacité d'action dans ce monde hostile qui déstabilisait tout point d'appui²⁵. C'est en reconstruisant des parcours des occupants que j'ai commencé à prendre conscience de la souffrance du "pauvre" liée à l'errance. Nombreux étaient ceux qui, parmi les occupants des *asentamientos* avaient dû quitter leur logement à la suite des hausses des prix des loyers, des démolitions consécutives à la construction des autoroutes, des destructions de bidonvilles, etc. Ils avaient été contraints à changer maintes fois de logement, de quartier, de lieu, de ville même. Et cette errance se doublait de parcours tout à fait aléatoires que j'ai enregistré dans les années 1980, d'abord chez les adultes à la recherche d'un boulot puis dans les années 1990, quand les enfants devenus jeunes-adultes cherchaient dans la

²⁴ CASTEL, Robert : *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995, et du même auteur, « Les marginaux dans l'histoire » in S. Paugam : *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1996, p. 32-41.

²⁵ Je ne peux pas faire référence ici à ma propre vie familiale. Le divorce de mes parents et l'abandon de mon père d'abord, quand j'avais quelques semaines de vie. L'exil avec mes parents ensuite (ma mère s'est remariée), les coups d'Etat (en Uruguay en 1973 puis en Argentine en 1976), la persécution dont fut l'objet mon beau-père devenu mon vrai père. Les nombreux licenciements et pertes d'emploi qu'ils subirent, la perte de leurs diplômes avec l'émigration (en Uruguay mes parents étaient instituteurs, diplôme non reconnu par l'Argentine), les déménagements à répétition (j'en compte plus d'une dizaine avant mon entrée à l'université), les inflations et les dévaluations successives, tout semblait remettre les choses à plat, rendre futiles nos projections vers l'avenir et nous laisser périodiquement en situation de recommencer. Je pourrais remplir des pages sur les nombreuses activités économiques de mon père qui engageaient souvent toute la famille : ouvrier (il perdit un œil dans un accident du travail à l'usine) puis licencié, vendeur à la sauvette de billets de loterie, agent immobilier, employé de commerce, buraliste, la famille a eu un atelier-imprimerie de textiles, un commerce de jeux de hasard, un kiosque à journaux... Mes frères et sœurs et moi-même avons connu une aléatoire carrière sur le marché du travail. Ma mère détestait que quelqu'un vienne avec des vieux vêtements à raccommorder « pour les enfants, car tu te débrouilles tellement bien ». Pour elle ce n'était pas autre chose que du boulot, un boulot souvent très difficile à faire.

formation, les études, le travail, le logement... une place, un chemin, un horizon qu'ils avaient du mal à fixer. Mais la contrepartie de cette expérience de l'instable ne se traduisait pas nécessairement par de l'écrasement, de la paresse ou la dépression. Elle donnait lieu plutôt à une grande capacité d'inventivité et d'initiative, au déploiement d'une puissante énergie individuelle et collective. C'est ainsi que je suis arrivé à l'emploi de la métaphore des « chasseurs »²⁶.

La sociologie latino-américaine possède une longue trajectoire d'observation de la vie locale des classes populaires et, au fond, de ce à quoi je fais référence avec le concept d'inscription territoriale. Mais, pendant longtemps, on a vu la vie de ces quartiers comme ce qui restait aux marges du travail salarié. On attendait une intégration à la modernité qui allait suivre le processus de modernisation ou on critiquait l'installation de ces couches dans la marginalité. Lorsque sociologues et anthropologues se sont au début approchés des quartiers populaires, ils n'ont vu là que les vestiges de modes de vie traditionnels, ce qui n'était pas complètement dénué de sens surtout si l'on tient compte de la force de la composante territoriale – une inscription territoriale qu'ils pensaient caractéristiques des liens « pré-modernes ». Avec l'idée des chasseurs, j'ai voulu signaler que dans la conjoncture actuelle, l'inscription territoriale des classes populaires constitue surtout un ressort d'individuation et non pas seulement un vestige du passé. A la manière dont Richard Hoggart ou Norbert Elias ont observé les quartiers ouvriers des années 1950, nous avons observé en cette Argentine de fin de siècle que l'inscription territoriale ne tirait pas inéluctablement vers l'arrière, dans le sens d'une involution, mais que ces quartiers populaires devaient être pensés dans le sens des forts torrents d'individuation qui traversent nos sociétés et qui balayent avec force jusqu'à ces périphéries les plus éloignées. C'était en tout cas évident pour nous dans cette ère hyper-libérale que nous vivions dans les années 1980 et 1990 en Amérique du Sud.

Or, il était tout aussi évident pour nous que ce mode d'individuation ne possédait pas forcément des vertus libératrices. Au contraire, ces modes d'individuation peuvent cacher des formes négatives de socialisation qui représentent des modes particulièrement puissants de domination sociale. Dans la continuité d'une ligne qui va de Karl Marx à Robert Castel, nous observions dans ces

²⁶ Mon premier texte sur la « logique des chasseurs » est de 2000, cf. Merklen, 2000.

modes d'individuation l'une des dynamiques sociales contre lesquelles les classes populaires luttent avec la plus grande énergie. Dans une formation sociale capitaliste, le plus grand risque pour les pauvres n'est pas l'enfermement mais l'atomisation. La métaphore des chasseurs vise à décrire les individus confrontés à ce péril. Face à la déstabilisation de leur univers, les gens étaient obligés de « sortir » continuellement à la « chasse » aux ressources qui s'épuisaient sitôt qu'on mettait la main dessus. De même que l'agriculteur a appris à domestiquer son environnement afin de le rendre prévisible et de stabiliser les ressources essentielles, le salarié arrive à anticiper l'avenir grâce aux régulations et aux protections sociales. Nos chasseurs, par contre, étaient installés dans l'incertitude jour après jour.

Lorsque nous regardons les classes populaires qui peuplent nos métropoles, nous observons une réalité traversée par des conflits profonds, contradictoires, toujours paradoxaux. C'est au sein de ces tensions non résolues que se trouvent ces individus qui ne sont jamais complètement écrasés par leur sort, mais que nous voyons partir quotidiennement vers la ville et vers la société à la recherche de moyens de vie et de survie.

La politicalité populaire

L'enquête que nous avons menée sur le mouvement d'occupations illégales de terres dans la période de la démocratisation argentine et dans la décennie de réformes néolibérales qui a suivi dans les années 1990 m'a conduit à proposer un autre terme pour saisir la conjoncture des classes populaires. Et, là encore, c'est la transition de la sociologie latino-américaine à la sociologie française, d'une observation et d'un cadre de discussion exclusivement argentins à ma participation à la recherche et aux débats de la sociologie française qui se sont traduits dans la proposition du terme « politicalité » pour penser politiquement les classes populaires aujourd'hui²⁷. J'ai voulu, à travers ce néologisme, prendre distance par rapport à une

²⁷ J'ai employé pour la première fois cette expression dans un article publié dans la revue *Mouvements* : « Paroles de pierre, images de feu. Sur les événements de novembre 2005 » (janvier 2006), puis dans un autre article paru au mois de novembre de la même année dans la revue *Tumultes* sous le titre « Une nouvelle politicalité pour les classes populaires. Les *piqueteros* en

expression typique de la science politique et de la sociologie politique françaises et, en même temps, attirer l'attention sur trois aspects de la vie politique des classes populaires. Je décrirai rapidement ces trois dimensions de la vie politique des classes populaires pour me référer ensuite à l'expression « rapport au politique » fréquemment employée dans les sciences sociales.

Avec les *asentamientos*, il était clair pour moi que les pratiques politiques des classes populaires se déclinaient socialement comme toutes les autres pratiques, qu'on les qualifie de sociales, économiques ou culturelles. Les classes populaires s'organisaient pour faire des choses (aller vivre dans un terrain vague occupé illégalement) que les catégories sociales qui pouvaient échapper à une telle alternative de logement condamnaient clairement. Et dans la conjoncture de la démocratisation, cette condamnation était politique : ce n'était pas bien de s'approprier illégalement d'un terrain, et les branchements clandestins aux réseaux d'électricité et d'eau potable étaient qualifiés de vol – tandis que les occupants revendiquaient quant à eux le « droit au logement » que l'Etat de la démocratie se devait de respecter (« *Tenemos derecho a un techo* », disaient-ils). Après tout, le président Raúl Alfonsín l'avait affirmé pendant la campagne électorale qui était aussi une campagne de sortie de la dictature : « *Con la democracia se come, se cura y se educa* » criait-il dans tous ses meetings²⁸. Contrairement donc à ce que prétendait une conception universaliste de la citoyenneté (ou « du politique ») comme celle qui régnait alors à Buenos Aires, ni la citoyenneté ni la politique ne se présentaient comme une sphère à laquelle « on accède ». Il était évident pour moi que les contenus de la politique trouvaient définition au sein des conflits et que nous, sociologues ou intellectuels, étions loin d'avoir le monopole de la détermination de ce qui est politique et ce qui ne l'est pas. Ainsi, dans le cadre qui était le nôtre, il était évident qu'il fallait distinguer les pratiques avec lesquelles classes populaires et classes moyennes faisaient de la politique sans pouvoir toujours dire qu'une était

Argentine ». Tandis que dans le premier il était question des émeutes d'octobre et novembre 2005 en France, dans le second il s'agissait de la révolte populaire de 2001 en Argentine. Cf. Merklen, 2006a et 2006c.

²⁸ « Avec la démocratie on mange, on se soigne et on s'éduque », était le slogan de sa campagne qui jouait sur l'opposition dictature-démocratie et les très lourdes conséquences sociales du gouvernement militaire.

plus légitime ou meilleure que l'autre. Ce qui différencie politiquement les classes moyennes et les classes populaires était observable sur deux registres.

En premier lieu, il était évident qu'au sein des classes moyennes (celles que je côtoyais à l'université de Buenos Aires ou dans les « chalets » de Ciudad Evita, par exemple) les individus bénéficiaient de supports sociaux plus solides sur lesquels asseoir leur quotidien, et que ces bases leur permettaient de prendre distance par rapport à nombre de ces urgences qui font le quotidien instable des classes populaires. Autrement dit, les classes moyennes dépendaient moins directement de la politique pour survivre (bien que leurs « intérêts » se jouent également sur ce terrain).

L'Etat ne s'adresse pas également à tous les citoyens. Il vise les classes populaires avec une batterie de politiques publiques qui laissent ces dernières dans un rapport particulier à la chose publique. J'observais comment les politiques sociales se localisaient et contribuaient ainsi à l'ancrage territoriale des classes populaires (là où auparavant elles contribuaient à la protection sociale à travers le salariat). J'observais également comment une logique d'action « par projets »²⁹ qui se développait comme conséquence de l'alliance de l'Etat avec les ONG et certaines agences internationales alimentait les stratégies de type « chasseur » que nous venons de décrire.

La notion de politicité m'a également permis de décrire la nouvelle conjoncture des classes populaires qui se dessinait sous les trois lignes conjointes de la localisation des politiques sociales, de l'appauvrissement et la décomposition du salariat, et de l'affirmation du régime démocratique. A partir des années 1980 les classes populaires se différencient de celles des années 1940-1970 non seulement économiquement et socialement – parce qu'elles sont plus pauvres ou moins ouvrières – mais aussi politiquement – par ce qu'elles font, par leur rapport à l'Etat, par la manière dont elles existent politiquement. J'observais alors l'émergence d'une fraction qui ne pouvait plus organiser sa propre mobilisation autour du travail ni affirmer dans le droit ses « acquis ». L'occupation de terres et la construction d'un quartier visait justement l'affirmation d'un point d'appui autour d'un droit qui n'était plus revendiqué comme droit des travailleurs mais comme droit des citoyens.

²⁹ BOLTANSKI, LUC et CHIAPPELLO, Ève : *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

Et sur des registres massifs du quotidien, la vie politique évoluait dans un quotidien défini au jour le jour, avec des difficultés énormes pour se stabiliser et se projeter vers l'avenir. On obtenait aujourd'hui une chose (un camion de nourritures, un peu d'argent d'une ONG ou un pédiatre pour le dispensaire), et il fallait recommencer le lendemain. Cette distinction politique des classes populaires les différençait en même temps de leurs concitoyens des classes moyennes et des « travailleurs » de l'Argentine péroniste.

Le concept de *politicalité* s'élève contre une vision qui prétend isoler le politique des autres sphères de la vie sociale³⁰. L'expérience des *asentamientos* m'a en réalité montré qu'il est impossible de séparer « morale » et « intérêt » comme l'a fait pendant des décennies la sociologie des mouvements sociaux. Comme si l'horizon collectif pouvait être vu en faisant abstraction de l'endroit où nous sommes ancrés. Je découvrais que cette distinction ne pouvait être qu'analytique tandis que les travaux sur les premiers mouvements populaires de la modernité montraient que ces deux termes n'avaient en réalité jamais été séparés³¹. Si nous cédon à l'exigence de séparation du social et du politique, nous restons coincés dans l'impossibilité de comprendre la vie politique des classes populaires et nous sommes amenés à conclure qu'elles sont étrangères au politique. Les formes des pratiques politiques de n'importe quel groupe social sont intimement liées aux aléas de sa condition sociale. J'ai appris dès mes premiers pas sur le terrain que *politicalité* et *sociabilité* marchaient ensemble.

Nous devons admettre que le lien politique n'est ni unique ni homogène. La condition politique des groupes et des individus se constitue au sein d'une trame complexe de liens politiques qui les lient avec la nation et le quartier, avec les travailleurs et les membres de leur parti, avec les citoyens d'autres peuples du monde avec lesquels ils entrent en sympathie, qui lient les femmes entre elles et les jeunes entre eux, etc. Politiquement parlant, les habitants des « *asentamientos* » n'étaient pas uniquement « occupants » ou « travailleurs », « jeunes parents » ou

³⁰ Comme nous le verrons plus loin (cf. Chapitre 3, « Les ciments d'une réflexion : la politique contre la société », p. 78 et *sq.*), cette vision qui cherchait à « autonomiser le politique du social » était devenue hégémonique dans l'Argentine des années 1980 et 1990.

³¹ Voir par exemple RUDE, Georges : *La foule dans la révolution française*, Paris, Maspero, 1982 (*The Crowd in the French Revolution*, Oxford University Press, 1959).

« *sin techo* » [sans toit] « Argentins » ou « péronistes ». Leur citoyenneté se définissait dans une mise en relation de tous ces liens sociaux et d'autres encore à l'intérieur d'une trame instable. Cette trame de liens politiques se définissait aussi par le tracé d'une série de liens de conflit qui opposait riches, classes moyennes et pauvres, *la gente del conurbano* (les banlieusards) aux les habitants de la capitale, les indiens ou *cabecitas negra* aux blancs ou *porteños*, les machos aux homosexuels, les catholiques aux pentecôtistes, etc. Cette trame de liens politiques que la politicalité prétend saisir nécessite d'être décrite dans chaque conjoncture, dans chaque lieu et pour chaque groupe social. C'est dans le conflit que la politicalité d'un groupe trouve sa définition.

En troisième lieu, quand je suis arrivé en France pour travailler sur ces questions au milieu des années 1990, je me suis aperçu qu'au moment de penser les classes populaires, la sociologie et la science politique s'interrogeaient sur la manière dont ces dernières pouvaient « avoir accès à la politique » ou « entrer en contact avec la politique », ou encore qu'elles prenaient pour objet de leur recherche le « rapport des classes populaires à la politique ». On suppose alors, plus ou moins tacitement, une séparation entre politique et univers populaire. C'est d'une certaine manière comme si les classes populaires étaient du côté de la nature et qu'elles devaient faire des efforts pour entrer dans le monde de la culture et de la politique. Cette position était particulièrement prégnante dans la sociologie des quartiers de banlieue et dans la sociologie des « émeutes ». Le terme de politicalité répondait au souci de ne pas employer l'expression « rapport au politique ». Je me proposais d'envisager ce monde populaire comme ayant une dimension directement politique, aussi bien en Argentine qu'en France où je commençais déjà à projeter mon travail. Question à la fois de méthode et de fond. On peut penser que les formes de la politique populaire qu'on observe ici et maintenant sont moins nobles que l'on voudrait. Mais ce qu'il faudrait éviter c'est le point de vue qui considère les pratiques observées (occuper illégalement des terres, couper des routes, brûler des voitures ou des livres, caillasser des bibliothèques ou des écoles, affronter à la police) comme étant hors de la politique – posture qui équivaldrait à étudier la « *murga* », la « *bailanta* » ou le « *hip-hop* » comme expressions étrangères à la culture car elles se trouvent à l'extérieur du théâtre. Le concept de politicalité a pour présupposé que les sujets n'ont pas une vie *ex ante* leur vie politique. Si nous ne

procédons pas ainsi, si nous acceptons l'expression courante « rapport au politique », nous présupposons que les individus sont naturellement dans le social et qu'ils doivent « faire quelque chose » pour rentrer en relation avec la politique³². Ce n'est pas que les pauvres « entrent en rapport » avec la politique ou, le cas échéant, restent au-delà de telle forme de conscience. Penser en termes de politicalité requiert d'accepter que tout individu est, *per se*, un sujet politique.

Je voulais donc attirer l'attention sur le fait que les classes populaires, comme tous les autres groupes sociaux, ne séparent pas la politique du reste de leur vie. Ou, si l'on préfère, que la politique est massivement présente dans leur vie. Comme pour tout le monde, la vie de chacun est une vie politique. Mais les formes par lesquelles elles font de la politique se différencient souvent nettement des modalités adoptées par d'autres groupes. Avec le concept de politicalité j'ai pu penser comment en cette Argentine des années 1980 et 1990, les plus faibles (ceux-là mêmes qui occupaient des terres avec les *asentamientos* pour « avoir une place dans le monde »), essayaient d'assurer leur survie et, en même temps, de se projeter dans l'avenir et de contribuer à l'élaboration d'un horizon commun.

Je reviens encore un instant aux formes extrêmement complexes de mobilisation que j'ai eu à décrire pour les quartiers populaires en Argentine. Cette complexité est conférée à l'action par les tensions auxquelles elle a sans cesse affaire. Les « tensions » résultent d'exigences normatives ou de contraintes matérielles qui tirent en permanence le sens de l'action dans des directions opposées ou contraires. Je reviens brièvement sur quatre de ces tensions que j'ai décrites pour la première fois dans le cadre de ma thèse³³.

Une première tension résulte des exigences que la cohésion du groupe imposait et des besoins de celui-ci de se projeter vers l'extérieur. Par exemple, les dirigeants des *asentamientos* devaient parler deux langues, ou maîtriser deux codes, si l'on préfère. Par le premier, ils mobilisaient un discours capable de donner un sens commun à ce qui se passait, d'unir le sort de chacun à l'avenir de tous, de ramener une multiplicité de problèmes singuliers à un problème commun à tous, etc. –

³² L'expression « rapport au politique » renvoie, bon gré mal gré, aux pires conceptions du déterminisme du dix-neuvième siècle où le social détermine la conscience.

³³ Cf. Merklen, 2001, notamment le chapitre VII « L'inscription territoriale et les logiques de l'action collective », p. 490-522.

discours qui parle à l'intérieur du groupe. Par le second ordre de discours – vers l'extérieur cette fois – ils s'adressaient à la société, à l'espace public, aux multiples administrations auxquelles ils avaient affaire, aux journalistes et à la presse. Ils se proposaient ici de négocier avec les autorités, des hommes politiques ou avec des cadres de telle ou telle institution, mais ils cherchaient aussi à donner leur avis sur l'ordre juste : « nous avons le droit à un toit ». J'observais comment ce qui pouvait être dit dans un registre ne pouvait pas être dit dans l'autre. Leur condition même de leader de quartier dépendait de leur capacité à réussir aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur du quartier, d'être loquace sur les deux territoires et d'être capable de faire communiquer entre eux ces deux mondes distincts. Parfois, par exemple, la résolution de certains conflits se faisait avec une dose de violence qui aurait été inacceptable en dehors du quartier. D'autres fois, afin d'obtenir les financements pour un projet, les dirigeants faisaient face à un ordre discursif incompréhensible, ennuyeux, sans aucune valeur dans une assemblée de quartier. C'est ainsi que ces deux dimensions de la vie locale ne communiquent presque jamais en harmonie. La plupart du temps, les tensions qui résultent de logiques extérieures et intérieures à l'action donnent lieu à des problèmes difficiles à résoudre. Un regard qui assimilerait l'activité « politique » à ce qui se fait vers l'extérieur (vers l'espace public, par exemple), laissant les problèmes de cohésion du groupe à une sphère dite « sociale » ou « communautaire » serait de toute évidence rapide et simplificateur. La politicité populaire, dans notre cas, résulte plutôt de la capacité (ou de l'incapacité)   faire face à ces tensions.

Un deuxième univers de tensions se structurait entre les exigences qu'imposait l'urgence d'un quotidien très précaire et ce que le collectif demandait dans sa projection vers l'avenir. Cette tension fondamentale entre urgence et projet est celle qui a traversé les *asentamientos* dans les années 1980, par exemple. Ils devaient attribuer un lot à quiconque en avait besoin, souvent dans l'urgence. Mais ils devaient en même temps réserver de la place « pour l' cole » ou pour « la place » s'ils voulaient que l'occupation devienne un jour un « véritable quartier ». Je me rappelle le cas d'un homme qui voulait une place dans l'occupation car il avait perdu son logement et dormait dans sa voiture avec sa femme et ses trois enfants. On lui a dit que c'était complet alors qu'il voyait un grand espace libre : « non, ça c'est pour la place du quartier », lui répondait-on. « Mais nous avons aussi besoin d'une place,

nous... » Cela fut également le cas pour les *piqueteros* en pleine crise de 2001. D'un côté, l'urgence : chaque groupe devait se battre pour obtenir des allocations (les « *planes trabajar* » de l'époque), des ressources pour leur quartier et pour l'organisation³⁴. De l'autre côté, le projet : il était nécessaire d'articuler une demande pour le travail, pour le mouvement de travailleurs sans emploi, d'élaborer des projets de développement communs, de formuler des critiques à l'encontre de la politique des gouvernements de Carlos Menem et de Fernando De la Rúa par rapport à un modèle de société qui les laissait dehors. La tension pouvait revêtir ici des formes idéologiques et diviser les groupes entre eux. Sont ainsi apparus des groupes plus radicaux qui ne voulaient rien négocier, qui étaient très critiques par rapport au gouvernement et qui réclamaient du travail pour tous ou qui étaient de type « autonomiste » (plus orientés vers une logique de projection vers l'avenir), mais aussi des groupes plus enclins à négocier, à obtenir « des réponses concrètes à nos besoins » (plutôt mus par l'urgence). De fait, quand la survie des individus et des familles est en jeu, les deux exigences se présentent ensemble. La vie de la mobilisation dépend à la fois de sa capacité à faire évoluer le projet vers un horizon et à obtenir quelques réponses immédiates à ce qui presse. Dans quelle proportion ?

On peut encore signaler deux sources de tension normative. Pour une part, l'action collective était, dans le cas des *asentamientos*, traversée par les exigences de l'inscription territoriale et le désir des individus et des familles de se projeter vers l'intégration sociale ou une participation sociale dans des conditions d'équité (« *tener una vida digna* » ou « vivre comme tout le monde »). Par ailleurs, à travers leur action sociale, l'Etat, les partis politiques et d'autres institutions (comme les ONG ou les agences internationales), déstabilisaient ce que les classes populaires cherchaient avec leur mobilisation. L'action de l'Etat et des autres organisations aidait parfois à stabiliser le présent et à se projeter vers l'avenir. C'était le cas, par exemple, lorsqu'ils donnaient accès à l'eau potable ou qu'ils goudronnaient les rues. Mais la plupart du temps, ils distribuaient des denrées et des ressources ponctuelles qui s'épuisaient aussitôt consommées. Des aliments pour la cantine populaire, des

³⁴ J'ai pu retravailler plus précisément sur la question de l'urgence à partir des situations limites liées à l'extrême pauvreté que j'ai pu observer. Outre les deux moments de l'hyperinflation (1989) et de la crise de récession (2002) qui m'ont donné l'occasion d'observer une situation de pénurie alimentaire et de quasi-famine en Argentine, je dois faire mention de mon travail dans un bidonville de la banlieue de Port-au-Prince, Haïti, en 2000 (cf. Merklen, 2000b). J'ai prolongé cette réflexion dans *L'expérience des situations-limites* (Merklen, 2009b).

outils pour le jardin d'enfants du quartier, des tôles ondulées pour le toit des maisons, des couvertures, des matelas ou toutes sortes d'objets que les classes populaires argentines appellent « *mercadería* » - elles disent que « *bajó mercadería* » quand quelque chose arrive pour le quartier. Les politiques sociales distribuèrent ainsi des ressources de manière ponctuelle contraignant les habitants et leurs organisations à une perpétuelle mobilisation; à se mobiliser à tout instant pour quelque chose qui manque, pour des ressources qui s'épuisent sans cesse. De surcroît, les choses étaient distribuées dans ce quartier-ci mais pas dans celui d'à côté, ce qui a créé une dynamique de concurrence généralisée entre quartiers et entre groupes à l'intérieur d'un même quartier qui obligeait chacun à être « actif » et plutôt agressif au sein du système politique. Un mode d'échange de biens matériels et symboliques s'est peu à peu institutionnalisé entre les gouvernants et les quartiers que certains ont qualifié de « clientéliste »³⁵. Dans ce contexte néolibéral des dernières vingt années, il est arrivé peu de fois que les institutions stabilisent des régulations sociales ou cherchent à assurer des services publics. Lorsque le résultat des mobilisations sociales ne peut pas s'inscrire dans le droit et devenir effectif (« réel » ou « concret ») en étant pris en charge par des institutions, la tension entre la protestation et la négociation devient un problème politique majeur pour les classes populaires. L'action de l'Etat et des autres agences et ONG à travers de politiques sociales ciblées et orientées par des logiques de type « projet » a longuement contribué à mettre ainsi sous tension la politicalité populaire en la sortant d'une logique de type « acquis » (*conquistas*, en Argentine) caractéristique de l'époque où la figure du « travailleur » dominait la politicalité populaire.

La question de l'Etat et plus généralement des institutions qui mettent en place ce que la loi indique est un problème politique fondamental. Qui nous ouvrir amène au prochain concept (et dernier), celui de « distance institutionnelle » sur lequel je reviens ici car il a été élaboré dès mes premières recherches. Cette brèche,

³⁵ En Argentine, les travaux de Javier Auyero ont particulièrement développé la perspective du clientélisme. Etant donné le contexte de concurrence partisane et l'important degré de mobilisation des quartiers, nous nous sommes opposés à cette vision qui tendait à rendre captif le vote des habitants ou à considérer la politicalité populaire trop exclusivement du point de vue de l'allégeance et de la domination. Cf. AUYERO, Javier: *¿Favores por votos? Estudios sobre clientelismo político contemporáneo*, Buenos Aires, Losada, 1997 ; et du même auteur : *La política de los pobres. Las prácticas clientelistas del peronismo*, Buenos Aires, Manantial, 2001. J'ai discuté cette vision notamment dans *Pobres Ciudadanos*, chapitres 2 et 3, p. 61-112.

souvent pensée du point de vue des pauvres comme la différence entre ce que dit la loi et la réalité, constituait pour moi une preuve de plus que la question des classes populaires devait être traitée non seulement comme une question « sociale » mais aussi « politique ». Les classes populaires se constituent autant dans leur rapport au monde du travail et à l'argent que dans le rapport qu'elles entretiennent avec l'Etat, les partis politiques et d'autres institutions. L'observation de la conjoncture argentine des années post-dictature du dernier quart du vingtième qui a vu se conjuguer appauvrissement rapide, désarticulation du salariat et démontage presque complet de l'Etat social à l'argentine (l'Etat social péroniste), rendaient évident le fait que les nouvelles classes populaires devaient être considérées autant du point de vue de la « sociabilité » que de la « politicité », et que le premier terme de l'équation était insaisissable sans la prise en considération de l'autre – et *vice versa*.

Depuis le début, mon travail a été orienté par le souci de rendre compte des tensions qui structurent l'action collective, qui façonnent l'expérience populaire et qui rendent compréhensible la laborieuse connexion que les individus établissent avec les multiples univers collectifs auxquels ils ont affaire – y compris les institutions, le système politique et les autres groupes sociaux avec lesquels ils sont en concurrence et en conflit. La tâche n'a pas été simple et le résultat d'une telle exploration ne peut jamais prétendre à l'exhaustivit ³⁶. Mais l'exploration m'était indispensable. Dans la capacité à articuler, tant bien que mal, ces langages contradictoires, se joue la capacité à conférer collectivement un sens au vécu. Dans une conjoncture de changements vertigineux où l'incertitude s'impose, la recherche d'une articulation politique de l'expérience s'avère crucial pour amoindrir les effets de l'atomisation.

³⁶ L'idée de « tensions » entre logiques différentes de l'action est une idée qui s'inspire de l'œuvre d'Alain Touraine. Depuis longtemps il a ainsi caractérisé l'action collective comme la recherche d'issues à des conflits souvent insolubles entre logiques contradictoires au sein d'une même formation sociale. Cette perspective rend aux acteurs la résolution de conflits qui apparaissent souvent au sein de la sociologie sous la forme de débats entre courants théoriques. C'est le cas, par exemple, du débat dans la sociologie des mouvements sociaux autour de la question de savoir si l'action est orientée par la défense d'intérêts ou par la recherche de valeurs (opposition morale-intérêts encore reprise dans l'œuvre d'Axel Honneth, par exemple). Je citerai deux textes d'Alain Touraine qui ont particulièrement influencé mon travail : *Production de la société* (Paris, Seuil, 1973), et *La voix et le regard* (Paris, Seuil, 1978).

La distance institutionnelle

Dès sa naissance, le mouvement des *asentamientos* a mené son action en vue d'obtenir les services urbains et les équipements nécessaires à l'habitat urbain dans une grande ville et, selon eux, à la construction d'un « véritable quartier » (*un verdadero barrio*). Il n'a jamais été question de se contenter de l'occupation d'un terrain pour y bâtir sa maison. La projection vers le système politique afin d'obtenir des services urbains et des équipements collectifs a été immédiate. Cela a pris la forme d'un « droit à la ville » et les occupants ont dès le début inscrit leur initiative dans le cadre d'une citoyenneté. « Nous venons manifester pour notre droit à l'eau potable » disaient-ils lorsqu'ils allaient en masse manifester devant la mairie. Ainsi ont-ils demandé en plus de l'eau, le ramassage des ordures, le tracé des rues sur le terrain occupé, l'électricité et l'éclairage, des écoles et des dispensaires, des cantines communautaires, des garderies et jardins d'enfants, des centres sportifs et des locaux « pour l'association du quartier ». Guidés par un projet clair, ils possédaient un idéal social et politique qui articulait un mode de participation avec un horizon d'intégration. Et ils avaient un argument sur lequel appuyer leurs demandes. Les « droits » inscrits dans la constitution et la loi, les promesses de la démocratie et des hommes politiques leur étaient « dus » car, de toute évidence, ils se trouvaient en situation de « distance » par rapport à cet idéal de la citoyenneté. Du coup, ils prétendaient ainsi renverser la charge d'illégalité qui pesait sur eux (ils s'approprièrent illégalement des terres, volaient l'électricité et l'eau potable, etc.). C'était l'Etat, les hommes politiques, les autorités qui, selon eux, ne respectaient pas la loi : leurs enfants n'avaient pas d'école, il n'y avait pas de dispensaire, les rues n'étaient pas éclairées... Les institutions étaient défailantes.

Peu à peu, grâce à leur capacité de mobilisation et de négociation, ces nouveaux quartiers ont commencé à voir arriver les services tant attendus. Les trois quartiers sur lesquels j'ai commencé à enquêter, par exemple, qui ont envahi leurs terrains en 1986, ont « progressé » beaucoup plus vite que beaucoup de quartiers issus de lotissements légaux bien plus anciens. L'électrification est aujourd'hui presque totale, il y a des écoles dans les trois quartiers, beaucoup de rues sont goudronnées, le réseau téléphonique est installé, les ordures sont ramassées et la

police vient dans les rues en principe pour faire son travail. Et nombreux sont les *asentamientos* qui ont progressé comme ceux de La Matanza dans d'autres points de la banlieue de Buenos Aires ou d'autres grandes villes argentines. Mais ce « progrès » s'est fait d'une manière qui mérite description. Et d'abord, s'agissant de l'ordre d'arrivée. Qu'est-ce qui est arrivé en premier ? Le plus nécessaire, l'eau potable, par exemple ?³⁷ Non, l'eau potable est trop chère, l'Etat a commencé les travaux de construction d'un réseau d'eau potable dans ces quartiers pendant l'été 2004, et cela s'est fait sans système de tout-à-l'égout, ce qui posait le problème de l'évacuation des eaux usées avec des conséquences lourdes en matière d'hygiène car tout finit dans les ruisseaux et autres cours d'eau qui traversent la zone³⁸. Il a fallu près de vingt ans pour que les habitants puissent boire de l'eau potable : en 2005, les enfants avec qui je jouais en 1986 sur le terrain alors à peine investi étaient devenus des adultes. Souvent ce qui « arrive »³⁹ en premier c'est ce qui est moins cher ou ce qu'on obtient parce qu'on a su négocier avec tel homme politique ou telle institution. Ainsi la municipalité, au tout début, a envoyé des pelleteuses et des bulldozers tracer les rues mais ne les a pas pavées, puis elle a envoyé des camions poubelles pour ramasser les ordures. A ce « désordre » des priorités s'ajoute une deuxième singularité. Ce qui arrive dans un quartier n'arrive pas nécessairement dans un autre (qui se trouve parfois de l'autre côté d'une rue, comme c'est le cas pour La Matanza entre les quartiers El Tambo et 22 de Enero). Ainsi, un quartier voit ses rues pavées tandis que l'autre non, l'un obtient l'éclairage pendant que l'autre est plongé dans le noir pendant la nuit, les uns comptent sur une ligne de bus tandis que les autres marchent, ceux d'ici ont une cantine populaire, les autres non. A ces deux spécificités s'ajoute une troisième. Les institutions qui ont en charge ces services agissent le plus souvent dans l'illégalité. La plupart du temps parce qu'elles

³⁷ Dans les premiers mois et semaines de vie des *asentamientos*, beaucoup de bébés meurent victimes de la diarrhée et des mauvaises conditions d'hygiène. Lors de notre dernière enquête de terrain dans ces quartiers, en 2004, la Direction de la santé de la Province de Buenos Aires, estimait que dans ces quartiers l'hépatite B touchait plus de 50% de la population.

³⁸ Mon dernier travail de terrain sur les *asentamientos* de La Matanza a consisté en une observation du plan d'accès à l'eau potable mis en place par le premier gouvernement Kirchner qui a forcé la main de l'entreprise privée Aguas Argentinas (Suez) qui n'avait pas rempli ses obligations contractuelles sur ce point. Cf. Merklen, 2006d, 2007 et 2008.

³⁹ Les gens utilisent cette expression dans les quartiers : « *llegó el agua, pero todavía no llegaron las cloacas* » - l'eau est arrivée, mais les égouts ne sont toujours pas encore arrivés. Dans ces quartiers les disent que les choses « arrivent » ou « descendent » (« *llegaron las cloacas* », ou « *bajaron mercadería* »).

ne respectent pas leurs obligations contractuelles, comme lorsqu'une ligne de bus diminue la fréquence de ses passages ou décide d'arrêter le service plus tôt le soir. C'est aussi le cas lorsque des investissements complètement insuffisants mènent à des coupures d'eau et d'électricité fréquentes ou lorsque les cours d'eau débordent en hiver faute d'avoir été nettoyés. Mais, et ceci est très important, les institutions agissent de manière irrégulière car elles décident de s'installer dans des terres occupées illégalement et à propos desquelles, la plupart du temps, un procès en justice est en cours. L'exemple le plus frappant est celui des écoles publiques que l'Etat de la province de Buenos Aires a commencé à installer dans les *asentamientos* à partir de 1987. Et des médecins ont été envoyés pour travailler dans des locaux complètement « hors norme » dans des dispensaires de fortune bâtis par les habitants (souvent avec l'aide d'une ONG). Enfin, une quatrième spécificité doit être mentionnée. Je parle ici d'« institutions » et je ne dis pas l'Etat car le système institutionnel auquel ont affaire les habitants de ces quartiers est extrêmement complexe. D'une part parce que l'Argentine est un Etat fédéral et que les compétences institutionnelles relèvent tantôt de l'Etat national, tantôt des Etats provinciaux ou des municipalités. D'autre part parce que, à partir des années 1990, le très vaste programme de privatisations a changé la donne et que ce n'était plus l'Etat qui administre ce que nous continuons à appeler en France les « services publics ». De plus, beaucoup de choses se faisaient et se font par autogestion. Des crèches collectives sont bâties par les habitants eux-mêmes qui construisent également des réseaux d'eau et d'électricité clandestins, des dispensaires, qui ramassent les ordures et les enterrent, qui bâtissent des ponts pour traverser un ruisseau. Et dans d'autres cas encore, interviennent des ONG de toutes sortes, financées par les agences internationales ou par la coopération internationale de tel ou tel pays⁴⁰.

Il en résulte une situation d'empilement, de chevauchement, d'interstices, de discontinuités, de manques et d'absences qui fait de ces quartiers des espaces institutionnels très complexes. J'en ai fait une description que je me permets de reproduire ci-dessous dans l'Encadré 1.

⁴⁰ Dans les années 1980 et 1990, les coopérations italienne et espagnole ont été très présentes en Argentine, ainsi que l'Unicef, le PNUD, la BID et la Banque Mondiale. Cf. Merklen, 2010.

Encadré 1 : Les quartiers comme espaces institutionnels complexes

« L'instabilité et le manque de régularité envahissent la vie quotidienne dans le quartier populaire à des niveaux auxquels les autres catégories sociales ne sont pas habituées. Il s'agit d'une forme d'expérience étrangère à celle d'autres zones de la ville, et plus rare encore dans d'autres sociétés où les institutions régissent la vie sociale de façon plus systémique.

Enquêtant en milieu populaire, j'ai très fréquemment eu des difficultés pour concrétiser les rendez-vous pris avec mes interviewés, difficultés qui se répètent souvent tout au long du travail d'enquête. Lors de déplacements vers le « terrain », le travail que j'avais programmé avec quelqu'un est resté en suspens, tout simplement parce que la personne était absente, qu'elle arrivait en retard ou qu'elle était occupée à faire autre chose. C'est le moment où le chercheur reste dans l'expectative, se laisse porter, partage le rythme de la vie des habitants, leurs difficultés. Parfois j'ai dû rester dormir dans le quartier parce que le bus de l'unique ligne nocturne ne passait plus, sans que l'on sache pourquoi. Plusieurs fois, j'ai dû y rester sans pouvoir monter dans des bus qui ne s'arrêtaient pas parce qu'ils étaient trop pleins. Différents épisodes de violence auxquels la police était presque toujours mêlée m'ont également empêché d'arriver à destination. D'autres fois, j'ai mis toute une matinée à sortir la voiture du fossé où elle était tombée après avoir glissé dans la boue...

Ces expériences, qui dans l'histoire d'un travail de recherche peuvent sembler anecdotiques, se répètent et se multiplient dans la vie quotidienne de ceux qui vivent là. Cela leur arrive dans toutes sortes de situations : les démarches auprès de la municipalité ou des services sociaux peuvent prendre des heures et demander des jours entiers d'effort. Rien n'arrive à temps là où on en a besoin. Les instituteurs manquent souvent à leur poste parce qu'ils sont aussi affectés par l'instabilité, bien que l'école soit dans beaucoup de cas le lien institutionnel le plus stable pour les familles. L'irrégularité est aussi du côté des services urbains : dans les transports comme dans le ramassage des ordures ménagères, et les coupures d'eau et d'électricité sont si fréquentes et naturelles que la pluie d'automne. L'irrégulier est aussi présent dans les dispensaires où l'on attend toujours l'arrivée du pédiatre ou des médicaments. Ou d'une justice qui prend des années à régler les litiges entre particuliers. C'est alors que l'incertitude entraîne l'attente : *Le temps passe, le 188 non*, indiquait un graffiti dans une station de bus d'une zone populaire de Montevideo en 1998. Et on attend la promesse d'une embauche, de travaux d'aménagement du quartier... Un jour tout bascule : le gouvernement a changé les critères d'attribution d'une allocation ou modifié son montant ... même ce qui relevait du droit dépend de l'arbitraire.

Face à la question « *Tu bosses, actuellement ?* », on répondra peut-être « *Oui, en ce moment.* » Ce qui veut dire qu'auparavant non et que demain qui sait. – « *T'as été payé ?* », demande la femme. « *Non, mais ils m'ont donné une avance... il paraît qu'on sera payés lundi* », répond le mari. C'est pour en finir avec cette incertitude du lendemain que beaucoup de travailleurs sénégalais que nous avons pu voir le 1^{er} mai à Dakar défilaient avec des pancartes indiquant « *Non au statut de journalier éternel* »⁴¹.

Bien évidemment, la question de la régularité ou de la stabilité du quotidien sont des questions abstraites qui nécessitent d'être précisées. Considérer que l'instabilité gouverne le quotidien dans beaucoup de quartiers populaires exige de répondre à une question méthodologique d'ordre général : ces mondes sont certes précaires, mais par rapport à quoi

⁴¹ Nous avons vu des travailleurs défiler avec ces mêmes pancartes deux années consécutives, les 1^{er} mai 2000 et 2001.

définissons-nous cette précarité ? L'instabilité s'exprime dans la vie quotidienne mais elle trouve son origine dans la forme des institutions qui organisent la cohésion sociale. Ainsi, nous pouvons tenter une comparaison. Dans certaines sociétés, mieux régulées que celles qui constituent notre objet, comme celles d'Europe occidentale par exemple, les institutions fonctionnent de façon plus systémique et structurent ainsi davantage la vie quotidienne. On peut signaler alors une plus grande correspondance entre la formalité légale et la « réalité », une plus grande extension des institutions sur la vie sociale et moins de brèches entre elles. Les institutions publiques ont une influence plus grande sur la socialisation, pouvant ainsi mieux articuler le passage de l'individu de l'une à l'autre aux différents moments de la vie⁴². Cette « rigidité » institutionnelle a permis, pendant la période de plein emploi, de garantir l'intégration sociale – et même aujourd'hui, face aux déstabilisations dans le monde du travail, elle continue à assurer des niveaux élevés de cohésion, comparativement élevés, du moins, si nous les mettons en rapport avec ceux des sociétés comme la société argentine. En effet, c'est à partir de l'insertion par l'emploi que d'autres participations institutionnelles prennent sens, comme l'éducation par exemple. La société peut alors être comparée à un système. En revanche, dans des moments de crise comme ceux des vingt dernières années, il se produit une fracture du système institutionnel qui pousse un grand nombre d'individus vers des situations de désaffiliation. Ce contexte explique, en partie, la grande popularité que l'idée d'exclusion a eue un temps en France. Partant d'une situation où la vie sociale était vécue en bonne mesure à l'abri des institutions, la séparation d'un certain nombre d'individus de ce système institutionnel a été perçue comme constituant une situation d'« exclusion sociale ».

Nous parlons de ces situations où l'État ne régule pas, ou alors seulement de façon laxiste, d'importants domaines de la vie sociale. Ceci s'exprime clairement dans le caractère de plus en plus informel de la régulation sociale : des lois et des règlements qui ne sont pas respectés, l'économie informelle comme horizon de tous les possibles, des contrôles publics affaiblis... On dit ainsi au Brésil d'une loi qu'elle « n'a pas collé » (*essa lei não pegou*), pour indiquer qu'elle a bien pu être votée par le parlement, mais que c'est tout de même une loi que personne ne suit ni ne respecte. Soit que les institutions n'existent pas, soit que la forme réelle qu'elles adoptent laisse des vides dans la société ; et ces vides sont remplis par d'autres configurations du social, comme celles que nous avons pu trouver dans ces quartiers⁴³.

Ainsi se vit au quotidien ce que traduisent les chiffres relatifs à la précarité, au travail au noir, ou encore ce que montrent les indicateurs sur le dysfonctionnement des services

⁴² Nombreux sont les chercheurs qui mettent l'accent sur la « désinstitutionnalisation » récente des parcours de vie en Occident, observation extensible notamment à l'expérience des classes moyennes. Cela dit, cette « polychromie » du temps biographique reste toujours massivement encadrée par des institutions qu'on devrait qualifier de « solides », au moins par rapport aux situations de précarité observées dans les pays du « Sud ». Dans les pays du « Sud », il s'agit plutôt de la défaillance des institutions, dans ceux du « Nord » d'une évolution institutionnelle dans un sens moins « fonctionnaliste ». A propos de la dimension temporelle des parcours de vie, voir les travaux de Marc Bessin, notamment, « Les seuils de l'âge à l'épreuve de la flexibilité temporelle », in Chaire Quetelet, *Le temps et la démographie*, Academia, Louvain-la-Neuve, 1993, p. 214-230. Sur l'évolution des institutions et de leur « programme », cf. DUBET, François : *Le déclin de l'institution*, Seuil, Paris, 2002.

⁴³ Cette distance avec la légalité et sa combinaison avec des formes complexes d'activité trouve un exemple très intéressant dans la vision que Gabriel Kessler a fournie du délit *amateur*. On observe là un mode de résolution de ce problème donné par une articulation complexe entre travail et délit, et entre les destins divers qu'on donne à l'argent, selon qu'on a gagné celui-ci de manière légale ou illégale. Cf. Gabriel Kessler, *Sociología del delito amateur*, Paidós, Buenos Aires, 2004.

publics. De sorte que la vie dans les marges exige de s'habituer à l'instabilité comme composante d'un *au jour le jour*. L'instabilité institutionnelle devient alors l'un des deux composants centraux de cette situation spécifique d'individuation que nous pouvons régulièrement observer dans les quartiers populaires de beaucoup de grandes villes. C'est ainsi que [...] l'incertitude structure l'expérience contemporaine de la plupart des milieux populaires. Elle contraint les individus à un mélange complexe d'initiative et d'attente, ce qui est évidemment difficile à maîtriser. »

Extraits de Merklen, D. : *Quartiers populaires, quartiers politiques*, op. cit. 2009, p. 223-228.

L'un des principaux problèmes qu'affrontent les classes populaires en Argentine depuis les années 1970 est de trouver le moyen de rendre effectifs les droits consacrés dans la loi. C'est un problème plus difficile à résoudre que celui de conquérir de nouveaux droits. A les approcher et discuter politique avec eux ce problème sautait aux yeux, ce que j'ai fait quotidiennement pendant dix ans comme chercheur (de 1986 à 1996) et quelques années auparavant en tant que militant. Imaginer, par exemple, une réduction du temps du travail devient une chimère lorsque le travail est principalement au noir et que les patrons ne respectent même pas la journée de huit heures, contrairement à ce que prescrit la loi en Argentine. Dans ces conditions, la lutte pour la citoyenneté sociale peut être longue et sinueux le chemin à parcourir pour garantir une institutionnalisation effective de cette citoyenneté. Les classes populaires l'ont appris rapidement. En attendant, il fallait assurer la survie chaque jour. Cet autre combat obéit à la fois aux exigences de l'inscription territoriale, au niveau du quartier, et aux exigences du système politique et du système institutionnel qui contrôlent les ressources qu'on prétend « chasser ». Sous les conditions actuelles, la mobilisation sociale s'impose comme un combat sans fin. Les pauvres sont condamnés à la participation parce que leur rapport au travail et aux institutions est une expérience de l'aléatoire.

Dans la dure expérience des classes populaires, rien n'est jamais « garanti ». Et plus profondément encore, ce que l'expérience des *asentamientos* m'a montré c'est que le chemin de l'intégration sociale peut être un chemin sinueux. La citoyenneté ne se présentait pas comme un « état » auquel on accédait simplement et en une fois, comme on traverserait une frontière pour passer d'un état à l'autre, d'un statut à un autre. Ces citoyens n'« accédaient » pas à la santé. Ils obtenaient un dispensaire dans le cadre d'une lutte menée au nom du droit à la santé, certes, mais un dispensaire où « aujourd'hui le pédiatre n'est pas là » ou encore, où il prescrit

des médicaments qu'on ne peut pas s'acheter. Ces situations de l'univers populaire ne sont pas caractérisées par l'« exclusion » ou par l'absence de l'Etat. Elles se caractérisent par une situation de « distance institutionnelle ».

J'ai continué à travailler autour de ce concept de « distance institutionnelle » qui a été formulé par la première fois par Silvia Sigal⁴⁴ dans le prolongement des débats sur la marginalité en Amérique latine. Il permet de rendre compte à la fois des situations de précarité, des modes d'individuation de type « chasseur » et des formes de la politicalité caractéristiques des classes populaires à l'ère de l'après *welfare* et de l'après salariat. Cette question ne peut pas être réduite à celle des « illégalismes » étudiés actuellement, ni à une problématique de l'« informalité », que ce soit en économie ou en politique. Ces modèles de problématisation restent tributaires d'une conception normative qui prend le Droit comme modèle. Qui plus est, une vision du salariat tel qu'il a pu être théorisé à partir de la conjoncture des « trente glorieuses » ne doit pas servir à écraser ce que de singulier ont les situations contemporaines. La « distance institutionnelle » est un concept qui relie de manière transversale les trois autres dimensions de notre point de mire. Au niveau de l'inscription territoriale, tout d'abord. Nous ne cesserons pas d'insister sur le fait que les quartiers sont aussi faits par les institutions qui y sont présentes (ou absentes) et par la forme que prend cette présence (Merklen, 2009a) : « C'est un quartier *mal* desservi par les transports » dit-on pour qualifier un quartier par ses institutions. Sans cette prise en considération, les quartiers seraient réduits à des formes de solidarité primaire ou à des formes de « protection rapprochée », pour reprendre l'expression consacrée par Robert Castel. Au niveau des processus d'individuation, comme nous l'avons vu et verrons en détail plus loin, si des stratégies de type « chasseur » ou de type « agriculteur » caractérisent les univers populaires, ces formes que prend l'individuation ne sont nullement le résultat de subjectivités. Elles résultent du type de rapport que les individus ont avec le marché du travail et avec le système institutionnel. Enfin, sur le plan politique, la sociologie sur les « mouvements sociaux urbains »⁴⁵ a montré que, contrairement aux conflits du monde du travail où les rapports sociaux sont directs et l'Etat apparaît comme un

⁴⁴ Cf. SIGAL, Silvia : "Marginalidad espacial, Estado y ciudadanía", *op. cit.*, 1981.

⁴⁵ C'est l'une des contributions de l'œuvre de Manuel Castells. Cf. CASTELLS, Manuel : *Sociologie des mouvements sociaux urbains*, Paris, EHESS, Vol. 1, avril 1974 ; et du même auteur : *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, Maspero, 1973.

tiers agent, dans les mobilisations urbaines (comme dans le cas des *asentamientos*) les groupes ont affaire directement à l'Etat.

De nos jours, trois données ont complexifié la politicalité des classes populaires. En premier lieu, l'Etat n'est plus l'interlocuteur privilégié mais un « système institutionnel », à la fois complexe et instable – la présence des « ONG » et des agences des Nations Unies en constitue un exemple important dans les pays du Sud. En second lieu, très fréquemment la sphère du travail ne domine pas le quotidien et les individus se pensent eux-mêmes plutôt comme « citoyens » que comme « travailleurs » ou « ouvriers ». Et les luttes au niveau du quartier ne sont plus uniquement des « luttes urbaines » mais des luttes pour une survie qui dépend directement de la politique à travers ce système institutionnel complexe. La « distance institutionnelle » est donc un concept qui nous permet d'imaginer une aire de réflexion sur les classes populaires située quelque part entre « l'exclusion » et « l'intégration ».

Nous orienterons à présent la réflexion sur trois dimensions de la conjoncture telle que nous l'avons perçue dans nos travaux. Cette conjoncture était évidemment celle de la question sociale, des évolutions du salariat et des politiques sociales. Mais c'était aussi une conjoncture politique et une conjoncture urbaine. Nous consacrerons les deux chapitres qui suivent à décrire ce double cadre, urbain et politique dans lequel j'ai commencé à forger mon regard sociologique et que je n'ai toujours pas abandonné.



Eva Duarte de Perón,
Evita, 1919-1952,
représentée ici avec
son célèbre chinon.

2. Le regard urbain. La construction politique d'une banlieue en morceaux

Située dans la banlieue ouest de la capitale argentine, Ciudad Evita est un bon terrain pour observer la société argentine de la seconde moitié du vingtième siècle. On peut y voir illustrée la relation des classes populaires à la politique, les conséquences des politiques urbaines toutes tendances confondues, enfin, la gestation d'une fragmentation sociale remontant à une période beaucoup plus ancienne que celle que l'on identifie couramment avec « la crise » de 2001 ou la période « néolibérale ». Ce territoire apporte encore une image révélatrice de certains aspects parfois sous-estimés de l'immense banlieue du Grand Buenos Aires.

Ciudad Evita est le nom de la cité-jardin construite par la Fondation Eva Perón au début des années 1950. Mais aujourd'hui, ce ne sont plus seulement *les chalets aux toits de tuile rouge* avec lesquels s'identifient ses habitants : Ciudad Evita est également devenue une localité de la banlieue située dans La Matanza, la municipalité la plus étendue (plus de 200km²), la plus peuplée (environ 1,2 million d'habitants) et la plus pauvre du *Conurbano*.

Plusieurs raisons expliquent le choix de ce terrain particulier. En premier lieu, Ciudad Evita est un cas singulier, de cité-jardin, relevant d'un urbanisme utopique et de la volonté de créer une « enclave » modèle. Lorsqu'on la situe dans le cadre de l'ensemble de l'agglomération, Ciudad Evita apparaît là, comme posée dans l'immense marée de lotissements populaires de la banlieue de Buenos Aires. Il y a, au départ, dans le projet architectural et urbain, un désir clairement affirmé de mise en ordre de la ville et de la société, en opposition au désordre et au bricolage pavillonnaire qui caractérisait déjà l'urbanisation périphérique. Or ce projet dans sa forme aboutie s'est vu interrompre par le coup d'Etat militaire de 1955 qui mit fin au premier gouvernement du Général Péron (1945-1952, 1952-1955) et dénaturer par la venue d'un voisinage de populations « indésirables ». Le transfert par les militaires au début des années 1970 des *villeros* de la capitale « parqués » dans des cités de transit ; la construction de grands ensembles pour les reloger, les occupations

collectives de terres des années 1980 et 2000, sont autant de blessures portées à l'utopie de la ville-modèle.

La localité de Ciudad Evita où habitent aujourd'hui plus de 150 000 personnes apparaît comme un terrain privilégié pour analyser les processus d'intégration puis de fragmentation sociale au niveau de la ville. Sur ce territoire se trouvent juxtaposés des « morceaux » de ville bien distincts. Des discontinuités spatiales structurent l'espace urbain et le fragmentent de telle sorte que les relations entre les différentes parties de la ville sont à la fois profondément distantes, asymétriques, conflictuelles entre la vieille Ciudad Evita et les quartiers pauvres qui l'« encerclent ».

En second lieu, l'urbanisation de Ciudad Evita ne relève pas de la forme dominante de l'urbanisation de banlieue, celle des immenses lotissements populaires ouverts par les promoteurs immobiliers, c'est-à-dire par la logique du marché qui a été abondamment analysée⁴⁶, mais elle est le fruit de l'intervention publique et de l'action collective des habitants pour l'accès à la terre urbaine et à un logement, en réaction aux carences de l'État. Cet aspect nous permet de reprendre le débat ouvert dans les années 1970 sur les vertus du marché et de l'habitat pavillonnaire dans l'accès des classes populaires au logement et à leur intégration à la ville et à la citoyenneté, c'est-à-dire sur les bienfaits de la logique libérale⁴⁷, au regard des politiques publiques urbaines et de leurs vicissitudes⁴⁸.

En troisième lieu, ce territoire est né d'un acte politique, sous les auspices de la Fondation Eva Perón. Evita en est la figure tutélaire, tour à tour bannie par les militaires et revendiquée par les courants « révolutionnaires » du péronisme. La dimension politique et idéologique est donc une clef de lecture essentielle pour analyser les processus d'hétérogénéisation sociale dans cet espace. L'histoire politique de la seconde moitié du siècle dernier, avec toute sa violence et sa conflictualité, a été fondatrice de clivages territoriaux. Ces clivages sont intimement liés à ceux du mouvement péroniste, en raison de son poids symbolique, mais aussi de son fort ancrage local. Car le mode de fonctionnement du parti péroniste

⁴⁶ Cf. CLICHEVSKY, N. *et alii.* : *Loteos populares, sector inmobiliario y gestión local en Buenos Aires*, op. cit.

⁴⁷ KORN, FRANCIS et DE LA TORRE, Lidia : "La vivienda en Buenos Aires 1887-1914", article cité.

⁴⁸ YUJNOVSKY, Oscar: *Claves políticas del problema habitacional argentino - 1955/1981*, Buenos Aires, GEL, 1984.

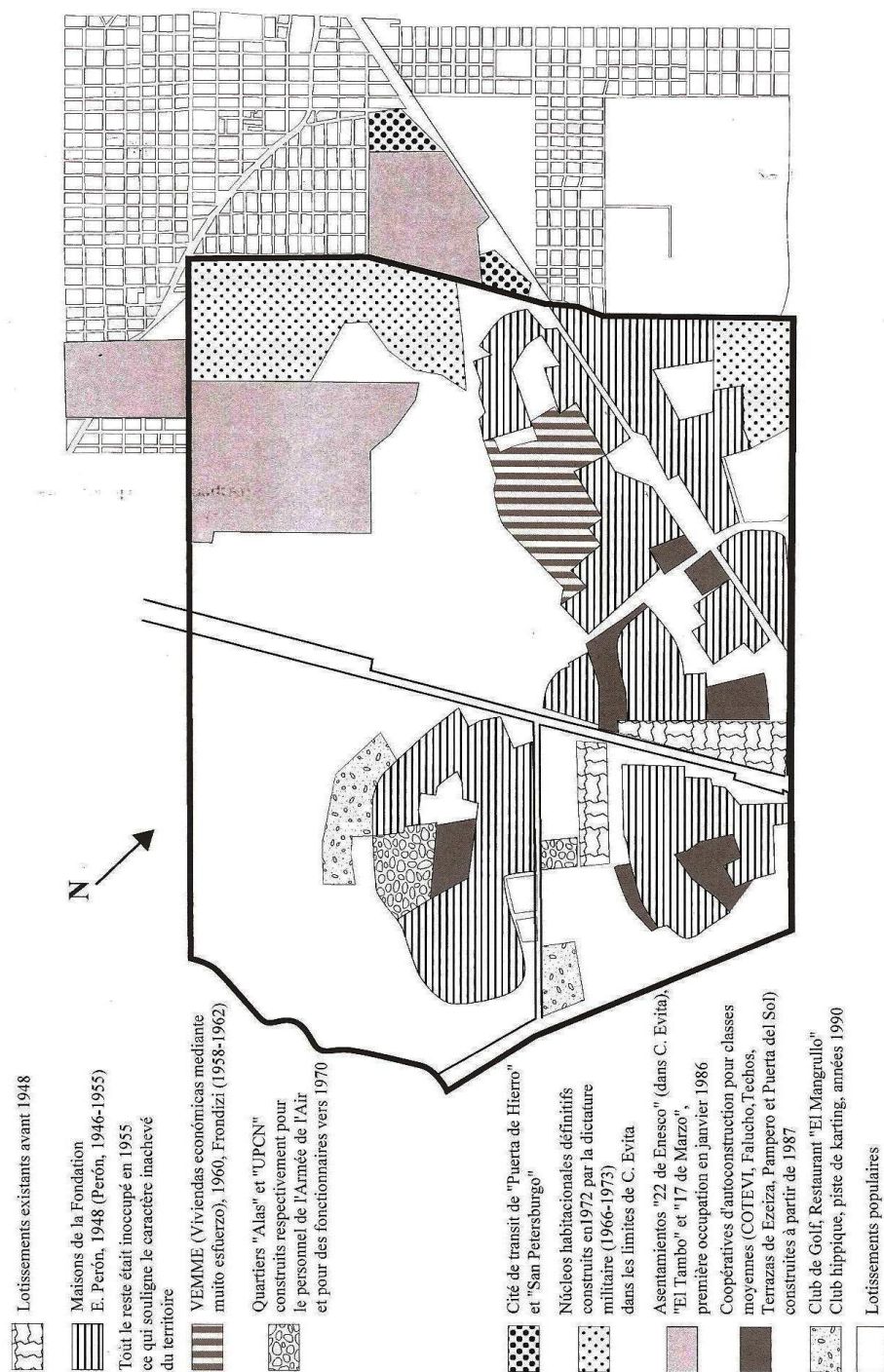
décentralisé a été modelé par les années de proscription. La clandestinité a obligé au repli des militants sur le quartier, répondant ainsi au mot d'ordre que *chaque foyer soit une unité de base*. Elle explique la structuration de réseaux partisans au niveau local et l'importance des enjeux territoriaux à partir desquels se construisent leur pouvoir et leur capacité de négociation avec le centre⁴⁹.

En quatrième lieu, la fragmentation que nous pouvons observer aujourd'hui n'est pas seulement le résultat de la dernière crise. Elle doit être lue dans le temps, comme résultant de l'action discontinue de l'Etat, de l'histoire politique de l'Argentine, des frustrations répétées des classes populaires, autant de facteurs qui sapent les institutions et contribuent à instaurer, dans un climat de méfiance et de violence chaque jour plus visible, des coupures marquées entre des territoires à la fois proches et distants.

⁴⁹ LEVITSKY, Steven: "An 'Organized Disorganization': Informal Structure and the Persistence of Local Party Structures on Argentine Peronism", *Journal of Latin America Studies* 33, N°1, (February) 2001, p. 29-66.

Carte 1 : L'effigie d'Eva Duarte de Perón (1919-1952), dite *Evita*, représentée sur la carte de Ciudad Evita, vue de profil avec son chinon

Carte n°2 : Ciudad Evita, urbanisation 1952-2000



Source : élaboration personnelle

La progression de la ville permet d'observer le croisement de trois dynamiques : l'évolution des politiques de logement, les transformations opérées au niveau de l'identité des classes populaires et des classes moyennes, et les bifurcations observées dans le processus d'urbanisation de la banlieue, notamment dans sa relation avec la capitale. Dans sa complexité, le territoire fragmenté que nous observons met en relief une condensation de réalités urbaines, sociales et politiques qui diffère de celle avec laquelle on identifie couramment la banlieue (un Grand Buenos Aires qui serait dominé par la réalité du bidonville – la *villa* – et du lotissement pavillonnaire). En effet, Ciudad Evita est une ville entièrement bâtie par l'action politique, celle de l'Etat bien sûr, mais aussi celle des syndicats et des mouvements d'habitants. Elle nous permet donc d'isoler une parcelle de banlieue entièrement dominée par l'action publique. Dans quelle mesure, la succession des logiques politiques à l'origine de l'urbanisation explique-t-elle aussi la fragmentation des classes populaires fixées dans des espaces éclatés de sociabilité ? Peut-on affirmer que ce sont les interventions publiques faites au nom de la justice sociale, de l'ordre ou de la démocratie qui expliquent au moins partiellement cette fragmentation sociale ?

Une ville en dehors de la ville

L'étalement qui a caractérisé la croissance de la périphérie de Buenos Aires à partir des années 1940 s'est produit dans une relation ambiguë avec la capitale et avec le pouvoir. Cette relation permet de comprendre les représentations contradictoires de cet espace, à la fois lieu du progrès et de l'intégration des classes populaires, et dans le même temps, de la relégation des plus pauvres. Car la banlieue a été le lieu permettant aux travailleurs d'accéder massivement à la propriété, alors qu'une « couche marginale » se trouvait reléguée dans les bidonvilles – *las villas*⁵⁰. Dans ce processus, les régulations étatiques ont été

⁵⁰ A la différence de l'Europe, en Argentine (tout comme en Uruguay, pour citer un cas similaire et souvent oublié), la classe ouvrière a très tôt eu accès à la propriété du logement, dès le début du XX^e siècle et l'intégration des migrants en provenance du vieux continent. Cf. KORN, Francis : *Buenos Aires : los huéspedes del 20*, Buenos Aires, GEL, 1989.

extrêmement laxistes, laissant la dynamique du marché, donc de l'offre et de la demande, ouvrir de nouvelles terres urbaines. L'urbanisation de vastes portions de territoires a été le résultat conjoint des politiques publiques, des logiques des entreprises immobilières et de l'action collective des habitants pour construire.

C'est au moment de la plus forte expansion de la banlieue, à la fin des années 1940, qu'a été conçu le projet de Ciudad Evita. Elle se veut le contre-modèle de cette urbanisation chaotique, une ville exemplaire. Elle est sans aucun doute un des projets urbains les plus emblématiques de la période péroniste. Cet ensemble de 10 000 maisons, dont la construction commence en 1952, fut implanté dans une zone rurale par décision explicite de ses concepteurs, pour que vu d'avion, son plan représente le visage, vu de profil, d'Eva Perón, *Evita*. Il est protégé par des espaces verts et de vastes réserves de terres publiques, pour qu'il ne soit pas noyé dans la marée des lotissements alentour, à un moment où les localités autour de Ciudad Evita explosent, autour de la route 3 et des gares desservies par le chemin de fer General Belgrano.

Instrument de propagande de l'Etat péroniste, la conception urbanistique du projet s'inspire des idées de E. Howard, le père de la cité-jardin⁵¹. Le reportage-fiction sur Ciudad Evita publié en 1953 dans la revue *Argentino* nous décrit l'émerveillement des voyageurs qui découvrent cette ville, que tout oppose au reste de la banlieue et de ses quartiers ouvriers, et où s'étendait désormais :

« Le Grand parc du Sud, une tâche émeraude qui rivalise avec celle du Bois de Palermo, à l'autre extrémité de la ville [...] Et en vérité, Ciudad Evita paraissait un lieu de rêve [...] Plus qu'une ville vivante et active, elle donnait l'impression d'un lieu de repos pour privilégiés. Et cependant, c'était une ville ouvrière [...] la première en son genre, elle anticipait ce que seront les villes du travail dans les nations organisées, en accord avec la doctrine de la justice sociale. »

Nous ne nous attarderons pas sur la légende dorée de Ciudad Evita. Mais il faut dire que, tout comme dans la fiction, elle est toujours présente dans la mémoire et dans le discours des premiers habitants, avec *des arbres fruitiers, un poulailler, du parquet dans les maisons en front de rue*. Or, aujourd'hui, Ciudad Evita n'est plus

⁵¹ CHOAY, Françoise : *L'urbanisme, utopies et réalité*, Seuil, Paris, 1965.

une cité ouvrière idéale. C'est une zone résidentielle pour les classes moyennes qui présente de fortes différences entre les quartiers (les « circonscriptions ») qui la composent. Comment cette hétérogénéité s'est-elle produite au fil du temps ?



Un « chalet » de Ciudad Evita resté dans sa forme originelle. Il correspond au modèle de 4 pièces.

Date du cliché :
26 avril 2011

La ville est unifiée par son architecture (les *chalets* blancs aux toits de tuile rouges⁵²), mais dès le départ, la conception même du plan, les voies de communication et l'idéal autarcique revendiqué par les concepteurs vont dessiner de fortes discontinuités au sein même de la ville. Les rues en cul-de-sac, les rotondes, le plan même se voulaient en rupture avec le damier public (la *cuadrícula*) qui avait guidé la croissance de la ville de Buenos Aires. Ces différences sont allées en s'approfondissant au fur et à mesure que la ville était menacée sur son flanc Nord et Ouest. En effet, Ciudad Evita est une ville qui organise sa vie à partir d'une communication avec l'extérieur plus qu'entre ses différents quartiers. La circulation et les moyens de transport ont été conçus pour sortir de la ville ou la traverser, ce qui constitue un élément structurant le territoire dès son projet.

⁵² Le mot « chalet » emprunté par l'espagnol au français de Suisse. Il est employé à Ciudad Evita pour désigner les habitations originaires. Nous verrons que l'image traduite par ce mot est employée par les habitants des quartiers populaires avoisinant la ville pour représenter l'identité des habitants de Ciudad Evita. On dit ainsi *les gens des chalets*.



Quelques images des chalets de
Ciudad Evita aujourd'hui

Date des clichés : 26 avril 2011



Jusque dans les années 1960, le train reste le moyen de transport le plus important pour relier Ciudad Evita à la capitale. Deux voies du chemin de fer General Belgrano traversent la ville et la relient à des zones populaires du sud de la capitale et de la banlieue qui ont autrefois concentré un nombre important d'établissements industriels. Vers les années 1960, les bus commencent à traverser la ville, en modifiant les axes de circulation et les voies de communication avec la capitale et avec les localités voisines. Mais c'est à partir des années 1970 qu'une nouvelle dynamique se fait jour avec l'arrivée de la voiture. Elle creuse les différences. Du côté de l'autoroute, les zones situées au Sud vont se trouver à moins de 20mn du

cœur de la capitale, alors qu'en sortant par l'avenue Crovara, par le Nord, le temps demandé pour arriver au centre de Buenos Aires est deux voire trois fois plus long, selon les heures de la journée. La relation privilégiée de la ville avec la voiture est désormais totale, ce qui la coupe en deux : les quartiers du Nord plus liés aux classes populaires de la banlieue, ceux du Sud en lien direct avec les classes moyennes de la capitale.

Ainsi, si dans les années 1950 et 1960 les habitants étaient pratiquement déconnectés du centre de Buenos Aires, cette situation a complètement changé pour ceux qui ont une voiture, et tout particulièrement pour ceux qui habitent dans la zone Sud de Ciudad Evita, proche de l'autoroute. C'est ainsi que dans les années 1980 et plus encore dans les années 1990, Ciudad Evita devient un secteur attractif pour une certaine classe moyenne qui cherche à fuir la capitale qu'elle perçoit comme étant de plus en plus polluée, sale et violente. Les premiers locataires des chalets (des « gens humbles », *los humildes*, pour reprendre la terminologie péroniste) sont remplacés par une clientèle de jeunes, de professions libérales, d'enseignants, qui à quelques minutes de la capitale trouvent des maisons bon marché et d'une qualité exceptionnelle par rapport au reste de la banlieue, avec une dotation de services non moins singulière.

Conflits politiques et rivalités territoriales

Ciudad Evita est née comme un véritable îlot dans un territoire rural, mal relié à la capitale et séparé du reste de la banlieue par des extensions rurales. Toutefois, en raison d'une part de la forte charge symbolique que lui conféraient son nom, son profil urbanistique et son inspiration, d'autre part de sa localisation dans un des bastions du péronisme, elle a été l'enjeu de luttes politiques dès les années 1950, conflits qui se sont accentués dans les années 1970 et 1980.

En effet, La Matanza a une importante histoire ouvrière et politique, résultant de l'installation sur son territoire, à partir des années 1940, de nombreuses usines de secteurs variés de l'industrie : textiles, automobiles, de pâte à papier,

d'électroménagers, de machines-outils et métallurgie. Ce paysage ouvrier et industriel est entré en crise avec la fermeture de la plupart des usines dans les années 1980 et 1990, et l'extension consécutive d'une pauvreté croissante.

Mais avec la construction des grands ensembles dans les années 1970, puis avec les *asentamientos* des années 1980, un autre conflit symbolique apparaît : où sont les limites de Ciudad Evita ? Qui habite dans la ville et qui est en dehors ? Selon les limites légalement établies, tous ces nouveaux quartiers se trouvent dans la ville. Cependant, les habitants de la ville historique affirment que Ciudad Evita se réduit uniquement aux chalets de tuiles rouges construits par la Fondation Eva Perón.

Comme nous le verrons plus loin, ce jeu de noms propres, de toponymes, est mobilisé par presque tous les acteurs lorsque de nouveaux quartiers cherchent à s'intégrer non seulement dans le territoire mais aussi dans l'héritage symbolique et prestigieux de la ville. Car dire « *Moi, c'est Evita elle-même qui m'a donné la maison* » ou encore « *Moi, je vis dans la ville qu'Evita a construit* » peut fonctionner et fonctionne certainement comme autant de signes de distinction. Mais au-delà des enjeux autour de la mémoire, l'occupation de ce territoire convoité donne lieu à des stratégies de différenciation, de distinction voire d'exclusion entre les habitants de Ciudad Evita et les nouveaux venus sur son territoire, entre *the established* et *the outsiders* auraient dit Norbert Elias et John Scotson⁵³.

L'occupation d'un territoire toujours inachevé : la compétition pour l'accès au sol

Le projet de Ciudad Evita interrompu par le coup d'État de 1955, la ville reste implantée sur un territoire qu'on peut qualifier d'inachevé. Déjà dans le projet initial, l'urbanisation pavillonnaire prévue ne recouvre pas totalement la portion de territoire légalement définie comme appartenant à la localité de Ciudad Evita. En fait, la ville historique occupe à peine un peu plus de la moitié des terres sous sa juridiction. Elle devient dès lors un territoire convoité car bien que la totalité des

⁵³ ELIAS, Norbert et SCOTSON, John : *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard, 1997 (*The Established and the Outsiders*, London, 1965).

maisons n'ait pas été bâtie, la plupart des infrastructures de services ont été réalisées avant 1955. C'est le cas des services d'eau potable, d'électricité, de téléphone, des égouts, de l'asphalte, de l'éclairage public, ainsi que de certains équipements collectifs (toutes les écoles, le bureau de postes, le commissariat de police, les marchés, la salle de soins médicaux, deux chapelles et la délégation municipale)⁵⁴. Cette qualité des équipements collectifs et des services urbains rend les terres vacantes de Ciudad Evita très convoitées et leur donne une haute valeur immobilière. En effet, même cinquante ans après, une grande majorité des quartiers issus de lotissements privés n'ont guère un niveau comparable d'équipement.

L'un des nombreux terrains vagues encore existants. Comme souvent investi ici par les habitants pour y faire un terrain de football, la cancha, élément essentiel des quartiers de périphérie à Buenos Aires. On apprécie au fond les « chalets » derrière les arbres.



Date du cliché : 27 avril 2011

C'est sur la base d'un territoire à la fois attrayant et « doté » de vastes surfaces vacantes que plusieurs projets de logements sociaux vont se succéder. L'occupation complète et étend l'urbanisation interrompue, mais elle entraîne une série de tensions sociales sur l'espace d'une ville pensée à partir de l'homogénéité d'un projet destiné à faire preuve de la reconnaissance due à la *dignité du peuple*

⁵⁴ La totalité des chalets de Ciudad Evita bénéficient déjà dans les années 1950 de l'eau potable, du tout à l'égout, de l'électricité, du gaz de ville, de l'éclairage, de rues goudronnées, du ramassage des ordures, et beaucoup ont le téléphone. Disons à titre de comparaison qu'en 2004, lorsque le gouvernement a lancé un plan d'accès à l'eau potable (Merklen, 2008), la moitié de la population de La Matanza – soit plus de 500 000 habitants – n'avait encore eu accès ni à l'eau potable ni à l'assainissement. Et ce contraste est abyssal en comparaison avec la situation des familles des *asentamientos* qui s'installent dans le territoire de Ciudad Evita en 1986.

travailleur. Paradoxalement, le caractère « historique » et « modèle » du projet primitif va opérer comme un obstacle à l'intégration des nouveaux quartiers.

Il est impossible de présenter ici de manière détaillée la succession des différents projets qui se sont incarnés dans le territoire de Ciudad Evita. Mais disons que déjà le gouvernement Frondizi (1958-1962) ajoute 1000 maisons au projet initial, mais des maisons plus petites et surtout construites par « effort mutuel » (*Las Viviendas económicas mediante mutuo esfuerzo, VEMME*), c'est-à-dire avec l'apport en travail des futurs habitants (500 heures). A ce nouveau quartier s'ajoutent dans les années 1970, deux quartiers construits à l'initiative d'organisations syndicales : le quartier ALAS, au profit des sous-officiers de l'Armée de l'Air, dans la Primera ; et le quartier UPCN, au profit des fonctionnaires de l'Etat.

Mais c'est l'arrivée sur le territoire des *villeros*⁵⁵ venus de la capitale dans les années 1960 et des *asentamientos* dans les années 1980 qui changent définitivement la sociabilité de Ciudad Evita. La première vague de nouveaux venus résulte de la politique d'éradication des bidonvilles et débouche sur la création de quartiers qui sont devenus parmi les quartiers les plus stigmatisés du *Conurbano*, la fantasmagorique banlieue de Buenos Aires.

La planification autoritaire

Pendant longtemps en Argentine, chaque gouvernement militaire a imposé sa conception de l'ordre social à la ville, ce qui s'est traduit en premier lieu par l'expulsion des pauvres « vicieux » de Buenos Aires. Des tentatives il y en eut beaucoup, mais les plus importantes, tant par leur impact que par les moyens employés, ont été mises en œuvre pendant les deux dernières périodes militaires (1966-1973 et 1976-1983)⁵⁶. En accord avec leurs idées, les militaires ont déplacé

⁵⁵ C'est ainsi qu'on appelle les habitants des bidonvilles (les *villas* ou *Villas miseria*) en Argentine, de même qu'au Brésil on appelle *favelados* les habitants des *favelas*.

⁵⁶ En 1966 un coup d'Etat a destitué le gouvernement d'Arturo Illia (1964-1966). Se succèdent à la tête de l'Etat les généraux Onganía, Livingston et Lanusse. Le pouvoir civil reprend en 1973 jusqu'au nouveau coup d'Etat de 1976 où cinq autres généraux s'installent successivement au pouvoir jusqu'en 1984 : Videla, Viola, Saint-Jean, Galtieri et Bignone.

les *villeros* installés dans le territoire de la capitale pour les mettre à la lisière de la ville. Il s'agissait d'une part de ne pas permettre aux « délinquants » de s'approprier un territoire auquel on ne leur concédait aucun droit, et d'autre part de laver l'image de la ville. Dans leur système de pensée, l'existence des *villas* ne s'explique pas par la pauvreté mais par la malice et la mauvaise foi de profiteurs qui veulent bénéficier du bien collectif qu'est la ville. Un slogan des militaires était : « *la ville pour ceux qui la méritent* ».

Le fait que les habitants occupent illégalement les terrains sur lesquels ils ont bâti leur maison et que, la plupart du temps, ils soient clandestinement connectés aux réseaux de services (notamment à l'eau et à l'électricité) sert à cautionner leur stigmatisation comme « délinquants », comme individus asociaux. Assez largement répandue dans le corps social, cette image a été portée au niveau du discours officiel notamment par les militaires à cette époque promoteurs d'une politique très « conservatrice ».

Dans les années 1960, cette conception a coïncidé avec les derniers temps d'un urbanisme fonctionnaliste et étatique de grands ensembles. C'est ainsi que les militaires ont mis en place un plan de relocalisation de bidonvilles dans de grandes « cités », les *monoblocks* – bâtis dans le Grand Buenos Aires sur des terres achetées par la municipalité de la capitale, où l'on a déplacé ces populations pauvres du territoire de la capitale vers celui de la province de Buenos Aires, ce qui les a laissées dans une situation paradoxale : elles habitent dans le territoire de la province, dans des ensembles gérés par le gouvernement de la capitale. Comme nous le verrons, cette embrouille administrative et politique a créé des conflits « pauvre contre pauvre » qui prennent en otage les habitants⁵⁷.

Deux types de logement résultent de la politique d'éradication des *villas* de la capitale durant la dictature de 1966-1973, dont deux grands ensembles se trouvent à Ciudad Evita. La Commission municipale du logement de la ville de Buenos Aires

⁵⁷ En tant que fédération, l'Etat argentin est structurée en 22 « provinces » auxquelles s'ajoute le territoire « fédéral » de la capitale entouré par la province de Buenos Aires qui devient « Ciudad autónoma de Buenos Aires » à partir de la réforme constitutionnelle de 1995. Ainsi, l'agglomération de Buenos Aires (d'environ 12 millions d'habitants) se compose du territoire de la ville de Buenos Aires (3,2 millions d'habitants) avec son gouvernement municipal et d'une couronne de municipalités (le *conurbano* ou Grand Buenos Aires qui compte 8,5 millions d'habitants) situées dans le territoire de la province de Buenos Aires.

(CMV), institution créée à cet effet, acquiert des terres pour y déplacer les *villeros*. Le plan devait être orchestré en deux temps : dans un premier temps, les habitants des bidonvilles sont « parqués » dans des cités de transit (*Núcleos habitacionales transitorios*, NHT), pour être ensuite relogés dans des logements définitifs (*Núcleos habitacionales definitivos*, NHD).

Dans toute la banlieue, ces cités de transit et grands ensembles ont été à l'origine d'un nombre important des « quartiers impopulaires », pour reprendre l'excellente formule d'Annick Madec⁵⁸. Les quartiers ayant la plus mauvaise réputation, ceux qui sont réputés de tous les trafics et de toutes les violences sont issus de ces « grands ensembles » que personne n'aurait l'idée en Argentine d'identifier au concept de « cité », le projet ayant été tué dans l'œuf. C'est ainsi qu'à l'intérieur des limites administratives de Ciudad Evita ont été construits deux NHD gigantesques : 4 200 logements pour le grand-ensemble de *José Ingenieros* et près de 5 000 pour celui de *Villegas*. Ces grands ensembles ont été construits en vis-à-vis des deux cités de transit dans lesquelles avaient été déplacées les *villeros* de Villa Soldati (les NHT de *Puerta de Hierro* et de *San Petersburgo*), les deux grands-ensemble se trouvent de l'autre côté de l'avenue Crovara, dans les terrains attenants au chemin de fer.

L'allée d'entrée qui sépare
les deux rangées
d'habitations au NHT « San
Petersburgo »



Date du cliché : 27 avril 2011

⁵⁸ MADEC, Annick : *Chronique familiale en quartier impopulaire*, Paris, La Découverte, 2002.

Ces cités de transit peuvent être clairement considérées comme des « quartiers fermés » – au sens foucauldien du terme. Le *núcleo* est conçu comme une structure pénitentiaire, avec des allées – des *tiras* – de part et d'autre desquelles se trouvent des habitations d'une exigüité extrême (25m²par famille), flanquées d'un minuscule jardin : un habitat de *villa* (toit en tôle, exigüité, entassement) somme toute, mais tiré au cordeau par les militaires. Les *villas* furent des zones « strictement surveillées » durant la dictature, les militaires ainsi qu'une bonne partie de la société considérant comme dangereux leurs habitants, les *villeros*. Car, à la stigmatisation du pauvre s'ajoute le fait que les *villas* étaient des lieux où les militants péronistes organisèrent, en partie, une forte résistance à la dictature. La mémoire de la « fermeture » policière durant la dictature où les entrées et sorties étaient strictement contrôlées fait dire à certains habitants que le nom de Puerta de Hierro (qui est comme on sait le nom de la résidence de Perón durant son exil à Madrid) serait dû à l'existence de portes de fer que l'on fermait le soir. Ces cités de transit deviendront avec le temps de véritables *villas miseria* tant les conditions de vie vont se détériorer. En 1972, un mouvement d'habitants encouragé par les courants de gauche des Jeunesses péronistes occupe les deux NHD, empêchant de fait le transfert des habitants des NHT vers des logements définitifs. Comme les autorités de la capitale et celles de la province de Buenos Aires déchargeaient leur responsabilité l'une sur l'autre, les *nucleos* se sont rapidement dégradés et sont devenus des espaces de non droit et perçus comme marginaux. De surcroît, les familles sont restées là, à la fois parquées et suspendues dans l'attente d'une prise en charge de leur situation par une autorité, ce qui n'est jamais arrivé. La population des *villas* est vue par « l'extérieur » comme appartenant à une seule et même catégorie de familles partageant une même trajectoire de vie, celle de gens déplacés de la capitale à la fin des années 1960, les plus jeunes formant la quatrième génération de *villeros*.

Quant aux *monoblocks*, l'action de résistance au régime militaire menée en 1972 par les Jeunesses péronistes est venue contrecarrer les plans de la dictature et a compliqué davantage la situation sociale de ces quartiers. Les deux grands-ensembles de Villegas et de José Ingenieros ont été occupés illégalement avec d'autres « sans-toit » avant que les habitants des bidonvilles qui attendaient dans les *nucleos* aient pu prendre leur place. La logique d'intervention politique sur la société

et sur la ville est alors poussée à l'extrême avec un effet catastrophique : les habitants des bidonvilles ont vu leur sort fixée à jamais dans les *núcleos*, et les nouveaux habitants des *monoblocks* sont restés pour toujours des occupants illégaux. Aucun gouvernement n'est depuis intervenu pour trouver une solution. La ville de Buenos Aires, propriétaire des immeubles et des infrastructures se voit elle-même otage d'une situation créée il y a plus de trente ans par une dictature et aggravée ensuite par un mouvement politique qui prétendait contester cet ordre. Mais la capitale refuse de céder ces espaces immenses à La Matanza ou à la province de Buenos Aires. Ces deux dernières accusent la ville de Buenos Aires d'avoir résolu ses conflits sociaux en transférant les pauvres de l'autre côté de l'avenue General Paz, « périphérique » limite de la capitale. Quant aux habitants, ceux des *chalets* sentent leur territoire envahi de manière illégitime, ce à quoi ils attribuent l'origine de tous les maux. Ceux des *núcleos* se sentent à la fois abusés et trompés, par les autorités mais aussi par les habitants des autres quartiers qui leur ont volé leur droit. Ceux des *monoblocks* se sentent victimes de l'abandon des autorités et de la ségrégation des habitants des chalets. Tous ont des griefs envers l'autre, aucun ne dispose d'un moyen d'action les réunissant autour d'une « cause ». Fragmentée, Ciudad Evita est incapable d'une action commune.



« Monoblocks
» de Villegas.

Cliché :
26 avril 2011

NHT et NHD, les habitations transitoires deviennent définitives, si bien que lorsque nous avons enquêté sur cette population au cours des années 1980⁵⁹, puis dans les années 2000, l'état de dégradation des infrastructures élémentaires (électricité, eau potable, état général des logements) donnait la mesure de la situation institutionnelle problématique dans laquelle se trouvait ce type de quartiers. La situation diffère énormément entre les *asentamientos*, d'un côté, et les grands ensembles et cités de transit de l'autre, et cela pour deux raisons, l'une symbolique, l'autre matérielle. Sur le terrain symbolique, les *asentamientos* sont nés d'une initiative d'occupation, d'un projet, d'une image de l'avenir et d'une interpellation de l'Etat, d'une action menée par le bas. Les NHT et NHD en revanche sont nés d'une expulsion, d'une délocalisation et d'une promesse venant d'en haut. Sur le plan matériel, les grands ensembles ont besoin d'infrastructures lourdes pour faire fonctionner les immeubles en déliquescence, ce qui rend impossible l'autogestion sans injection de ressources importantes en argent et en technologie. Les *asentamientos* peuvent, tant bien que mal, pallier au manque de certaines infrastructures par des solutions de petite échelle (en faisant un puits individuel pour avoir accès à l'eau, par exemple, ou en envoyant dans le sous-sol, de façon individuelle, les eaux usées). Les uns et les autres sont ainsi placés dans des espaces définis par des distances institutionnelles hétérogènes et par des processus politiques différenciés.

La deuxième confrontation : les années de la démocratie et les *asentamientos*.

Avec le retour à la démocratie, un nouveau mode d'accès à la terre se développe dans tout le Grand Buenos Aires. C'est par un mouvement illégal d'occupation de terrains que naissent les *asentamientos*, des quartiers pauvres avec

⁵⁹ Nombreuses familles habitant les NHD et les NHT ont fourni des contingents pour les occupations qui donnèrent lieu aux *asentamientos* voisins.

un fort contenu en action collective. Ayant comme protagonistes de jeunes ménages confrontés à la crise des politiques de logement et à un appauvrissement croissant, les *asentamientos* se différencient des traditionnelles *villas* en ayant recours à une action collective visant à reproduire le cadre urbain classique des quartiers : tracement des rues, respect de la logique pavillonnaire (une famille dans une parcelle), autoconstruction d'équipements collectifs (écoles, crèches communautaires, etc.). Or, le caractère misérable des habitations, auquel s'ajoute l'illégalité de l'occupation, provoquent des réactions de la part des classes moyennes qui habitent à proximité des *asentamientos* et ne voient dans ces mouvements sociaux que des immenses bidonvilles en formation (Merklen, 1991 et 2001).

Le 6 janvier 1986, un groupe de quelque 180 familles occupe illégalement une partie des terrains vagues situés entre le ruisseau Mario et l'avenue Marconi, à Isidro Casanova, près de Ciudad Evita. Cette occupation donne lieu à un vaste mouvement d'invasion de terres qui est à l'origine de la formation de trois *asentamientos* regroupant plus de 20 000 habitants. Situées dans les limites de la localité ou juste en face des *chalets*, les trois occupations constituent une nouvelle menace pour les habitants de Ciudad Evita. *El Tambo* est situé à l'Est de l'avenue Cristiania, et le *22 de Enero* se trouve à l'Ouest de la même avenue, juste en face, sur des terres de Ciudad Evita. Quant au *17 de Marzo*, il est localisé au Nord de l'avenue Crovara, sur les terres laissées vacantes entre les NHT *Puerta de Hierro* et *San Petersburgo*. La taille de ces trois nouveaux quartiers donnent la mesure du danger que perçoivent les habitants des *chalets* : le *22 de Enero* s'étend sur 107 hectares et abrite plus de 13 000 habitants, dans le *17 de Marzo* 4 600 personnes habitent sur un territoire de 50 hectares, et dans *El Tambo* 3 600 habitants vivent sur 30 hectares, ce qui fait une superficie occupée d'environ 180 hectares pour plus de 21 000 habitants (Merklen, 1991).

Une nouvelle dynamique d'hétérogénéisation se consolide. En fait, si le *22 de Enero* occupe une partie des terrains de Ciudad Evita, il ne parvient à s'y intégrer ni socialement ni d'un point de vue urbanistique. Ce conflit complexe trouve sa source profonde dans le fossé de plus en plus marqué entre les classes moyennes et une population pauvre grandissante, mais il résulte également d'un mouvement social visant à donner accès au logement par les occupations de terres. Un territoire convoité, une proximité urbaine superposée à une distance sociale, la volonté de s'y

intégrer pour les uns, l'intérêt de maintenir la pauvreté éloignée pour les autres : tels sont les ingrédients qui alimentent le conflit. Un conflit qui semble se prolonger à l'infini avec ses épisodes de 1986, 1988, 2002...

Immédiatement après la première occupation du 22 janvier 1986, les habitants de Ciudad Evita ont commencé à s'organiser pour expulser les occupants qui voulaient s'installer juste en face des *chalets*, ce qui eut pour conséquence le début d'un conflit complexe. Ces habitants voyaient les occupations comme une menace, pour la valeur de leurs maisons et comme une dégradation de l'image de la ville mythique : *je ne veux pas un bidonville devant chez moi*.

Deux ans plus tard, une nouvelle tentative d'occupation entraîna, en 1988, la réactivation d'un conflit qui était gelé, depuis 1986, à la suite de l'accord trouvé entre les dirigeants des *asentamientos* et les habitants de Ciudad Evita (représentés par des autorités de l'Église, des agents immobiliers et des membres de certaines associations comme le Rotary Club, le Club des Leones et certaines *Sociedades de fomento*). Cet accord avait débouché sur un *statu quo* selon lequel l'*asentamiento* restait éloigné (et donc invisible) des chalets, en échange de quoi Ciudad Evita renonçait à l'idée de faire expulser les habitants de l'*asentamiento*.

Le lendemain de l'occupation de 1988, les événements firent la une des plus importants journaux du pays, durant plusieurs jours, car tout le secteur « historique » de Ciudad Evita fut mobilisé et mis sous la surveillance des habitants campant entre la ville et la zone occupée pour s'assurer que les *asentamientos* n'avancent pas davantage et pour constituer un moyen de pression pour leur expulsion. La tension fut telle qu'on dut mettre en place un cordon policier pendant plusieurs jours. En outre, les habitants de Ciudad Evita ont coupé les principales avenues et routes de la zone. Ils se sont rendus à la télévision et à la radio. Ils ont organisé des manifestations de rue en signe de protestation et ont envoyé des lettres de protestation au Parlement. Ils ont menacé de *ne pas payer les impôts à un État qui ne garantit pas la défense nos propriétés*.

Le conflit s'achève par le transfert du groupe d'occupants dans les limites reconnues, densifiant la population du 22 de Enero. En effet, dans la négociation, la province de Buenos Aires accorde aux habitants de la ville historique un subside pour clore les espaces encore vides entre l'*asentamiento* et Ciudad Evita. Quant aux

habitants des *asentamientos*, ils ont dû abandonner les terrains les plus proches des chalets, mais ont obtenu en échange un accord pour étendre davantage leur occupation vers la route 21.

Les habitants de Ciudad Evita comme ceux des *asentamientos* s'organisent à travers des associations leur permettant de devenir un interlocuteur formel face à l'État. Le conflit provoque ainsi le repli des deux groupes d'habitants sur deux espaces bien définis. D'un côté, les organisations des trois *asentamientos*, et de l'autre, les *forces vives* de la *Junta Vecinal* de Ciudad Evita. Le conflit est vite porté à l'intérieur du système politique car les quatre niveaux de l'État argentin étaient alors gouvernés par des groupes politiques différents : une certaine droite traditionnelle et conservatrice du péronisme à La Matanza (représentée par le maire Federico Russo), un secteur progressiste de la *Renovación* péroniste au niveau de la province (représentée par le gouverneur Antonio Cafiero), le radicalisme dans son versant progressiste dans le gouvernement national (représenté par le ministre Barrios Arrechea) et dans un versant plus conservateur au gouvernement de la capitale (représenté par le maire Suarez Lastra à travers la CMV, propriétaire des terres envahies par les habitants du *22 de Enero*).

Aux identités politiques, le conflit ajoute une série de tensions exprimant à la fois des identités et des intérêts sociaux représentés sous la forme d'appartenances territoriales : quartiers contre bidonvilles, divers projets politiques sur ce que doit être un *asentamiento*, habitants de bidonvilles délogés de la capitale en attendant une « réparation historique », habitants de Ciudad Evita essayant de jongler entre les intérêts économiques déterminés par le prix des biens immobiliers et une symbolique paradoxale tiraillée entre l'image d'une « cité-jardin » et celle d'habitations pour les ouvriers d'Evita, etc.

Mais le conflit entre Ciudad Evita et les quartiers pauvres se niche dans un autre conflit – toujours présent entre la capitale et les banlieues. Car depuis la création de la Commission municipale du logement (CMV en espagnol) et la mise en œuvre de son projet d'éradication des bidonvilles de la capitale, cet organisme a acquis un nombre important de terres dans la banlieue (sur le terrain de plusieurs municipalités de la province de Buenos Aires), afin d'y reloger les pauvres. Ce transfert de populations a connu une première étape avec la création des NHT et

des NHD décrits plus haut, et une deuxième étape lorsque les bidonvilles ont été expulsés de manière plus sauvage encore sous la dernière dictature militaire. Une des conséquences de cette situation est que le gouvernement de la capitale est devenu le propriétaire d'une quantité importante de terres et d'immeubles sur le territoire d'autres municipalités de la banlieue. C'est là la source de la surdétermination politique d'un conflit social dans l'agglomération, qui dure depuis bientôt quarante ans, entre les classes moyennes et les plus pauvres toujours rejetés vers la périphérie. Car traditionnellement, alors que la capitale, avec un électorat de classes moyennes, est gouvernée par le Parti Radical ou d'autres formations « progressistes », les municipalités de la banlieue où la CMV a relogé les pauvres sont gouvernées par différents courants du péronisme⁶⁰. C'est dans ce cadre que s'inscrit le conflit entre les pauvres et les classes moyennes de Ciudad Evita car la CMV est propriétaire des terres occupées par les *asentamientos*, ainsi que des immeubles des quartiers « définitifs » des NHD et « transitoires » des NHT. Depuis 1983, l'attitude de la CMV qui a « laissé pourrir la situation, en laissant des terrains vides de manière provocatrice », est dénoncée. Car comme nous l'avons précisé, ces terrains furent en leur temps l'objet d'expropriations pour éradiquer les *villas* de la capitale. Lors de l'occupation de janvier 1988, la CMV entre en scène pour rappeler qu'elle a le projet de construire sur ce terrain un quartier pour reloger les *villeros*. Mais les habitants de Ciudad Evita ont aussitôt demandé qu'il soit loti au prix du marché, pour que la valeur de leur terrain ne soit pas dépréciée que les habitants soient sélectionnés par le marché. Les fondations du nouveau projet ont été construites, mais les habitants de Ciudad Evita s'y sont opposés. Depuis, cette frange de terres reste, comme une zone-tampon entre les deux secteurs en conflit, tandis que les fondations abandonnées sont une sorte de « glacis ».

Ciudad Evita est donc née comme un projet de rationalisation sociale. Véritable *utopia*, cette ville-modèle représente la volonté de l'État de poser sur terre

⁶⁰ Ce schéma change avec l'arrivée au pouvoir du kirchnerisme quand un candidat conservateur, Mauricio Macri, gagne les élections du gouvernement de la capitale en 2007. Dans la banlieue, cependant, le péronisme règne toujours.

l'exemple d'une existence heureuse. Mais comme d'habitude, la société et l'histoire ont pris le dessus sur la raison gouvernementale. Une histoire souvent marquée justement par une volonté d'imposition de logiques politiques discontinues.

Une histoire politique à soubresauts a ensuite fait son œuvre. Au projet de la Fondation Eva Perón se sont ajoutées les tentatives de prise de contrôle des militaires, un projet du président radical Arturo Frondizi, plusieurs projets émanant de syndicats, les plans d'éradication des bidonvilles et de relocalisation de leurs habitants, enfin les occupations collectives de logements en 1972 et de terrains à partir de 1986. A cela, il faut ajouter le travail d'un marché immobilier qui a permis aux classes moyennes de s'approprier des maisons au moyen desquelles Perón voulait reconnaître la dignité des travailleurs.

Ainsi, quasiment rien ne reste de la sociabilité qu'on pouvait observer dans la Ciudad Evita des années 1950 ou 1960, représentée par des familles ouvrières s'installant dans la ville comme dans un village vert. Une sociabilité de classes moyennes est venue s'introduire dans les chalets, en même temps que la marginalité a été imposée à ses côtés ou que les pauvres cherchaient justement à se faire une place dans le monde, exclus qu'ils sont du marché immobilier et délaissés par des politiques de logement quasiment inexistantes. Les années 1980 venues, Ciudad Evita condense déjà la représentation d'une Argentine traversée par la fragmentation sociale, avec des fragments qui se touchent sans pouvoir se côtoyer.

Ciudad Evita nous montre aussi une image du Grand Buenos Aires en décalage avec celle qu'on peut avoir aujourd'hui. En effet, on pense souvent la banlieue comme un espace dominé par les quartiers faits de lotissements pavillonnaires à côté desquels ont poussé des centaines de bidonvilles. On est là dans le registre de l'expansion d'une ville par effet de l'action d'une société civile conduite par l'initiative personnelle des habitants et par l'action des agents immobiliers, notamment jusqu'aux années 1970.

Mais ce que Ciudad Evita nous rappelle, c'est que cette banlieue a également toujours été vue, en opposition à la ville et à ses aménités, comme un vaste réservoir de terres urbaines où l'on peut faire du logement social, « transférer » les populations pauvres de la capitale, déplacer la question sociale. En particulier durant les périodes de dictature lorsque les *villeros* semblent menacer l'image et la

tranquillité sociale et politique de la ville et contrarient les projets urbanistiques de modernisation de la capitale. Nous voyons alors un Grand Buenos Aires aussi massivement investi par l'action publique, par la puissance de l'État et qui a toujours fait l'objet d'actions collectives (en logique de protestation, de résistance ou d'accommodation à la conjoncture) de la part des classes populaires.

C'est ainsi que la banlieue apparaît aujourd'hui comme un immense espace segmenté. Il est segmenté par l'urbanisation en îlots et les inégalités résultant du fonctionnement du marché immobilier, mais il est également fragmenté par l'effet d'une action publique dominée par la discontinuité et la surdétermination politique des conflits. Nous voyons ainsi à Ciudad Evita comment la question foncière impose des effets de « fermeture ». La zone sud de la ville n'est pas tant un espace défini par l'entre-soi car nous avons pu constater la faible importance des activités typiques des classes moyennes – un exclusif Club de Leones ou encore un club hippique et un autre de tir à l'arc par trop restreints. On vit là, en quelque sorte, en état d'apesanteur par rapport au territoire dans lequel elle se trouve.

Dans un récent article sur les quartiers fermés de Los Angeles, Goix montre que la clôture ne s'impose pas en raison de l'organisation d'un mode de vie, d'une volonté de l'entre-soi, ni même d'une protection contre la violence, même si ces motivations existent⁶¹. La clôture est avant tout destinée à protéger la valeur immobilière de la propriété, en évitant le contact direct avec les populations « pauvres » ou « indésirables » qui entraînent une dévalorisation immédiate de la valeur immobilière. De fait, dans sa partie sud Ciudad Evita fonctionne comme un quartier fermé, protégé de l'avancée des pauvres par la zone tampon reconnue en tant que patrimoine historique. Les habitants de cette zone vivent dans un état de décalage par rapport au territoire. Toute leur vie est tournée vers la capitale. En revanche dans la partie nord, la proximité des quartiers marginaux a entraîné une dévalorisation des terrains. Et c'est en raison de cette proximité que les conflits sont les plus violents et les tensions les plus fortes.

Du côté des classes populaires c'est la division qui règne. Elles sont séparées des classes moyennes voisines qui n'ont des motifs de s'en éloigner. De surcroît,

⁶¹ LE GOIX, Renaud: "Gated Communities: Sprawl and Social Segregation in Southern California", *Housing Studies*, vol. 20, no. 2, 2005, p. 323-344.

elles ne trouvent aucune institution publique leur offrant des possibilités de construire une sociabilité commune avec ses voisins un peu plus aisés. Au contraire, les institutions comme l'école ou la police creusent davantage le fossé qui sépare les uns des autres par leur action socialement clivée. Les « pauvres » sont aussi divisés entre eux, chacun dans son quartier. Tout contribue à augmenter l'importance du « quartier » : les commerces, les structures d'une solidarité quasi exclusivement fondée sur des liens de proximité, la présence de l'Église et la présence de leaders ou médiateurs liés au péronisme qui articulent ces quartiers au système politique et à l'aide sociale. L'action de l'Etat a, depuis vingt-cinq ans, pratiquement abandonné sa prétention à l'universalité des protections sociales pour venir agir dans la « proximité », de manière plus « ciblée », plus localisée et en conséquence fragmentée⁶². Ce dernier facteur ne peut être trop souligné. L'articulation entre l'action collective et l'accès aux politiques sociales constitue le plus paradigmatique des exemples d'une logique politique qui contribue à la fragmentation. En effet, les quartiers se trouvent soumis à une concurrence accrue pour avoir accès à des ressources de l'aide sociale qui restent insuffisantes. Sous contrôle du système politique (des différents groupements du péronisme, les *agrupaciones*, en réalité), les quartiers sont contraints à s'organiser en fonction d'une négation de l'autre devenu le bénéficiaire potentiel des effets d'une assistance qu'il faut, en se battant, obtenir pour « nous, qui avons toujours été délaissés ».

Le cas de Ciudad Evita nous permet de voir quelques notes essentielles de la configuration des classes populaires à partir des couches sédimentaires de ce dernier demi-siècle argentin. Nous observons ici comment les classes populaires se distinguent par les modes d'inscription territoriale qui sont les leurs. Ces modalités d'inscription territoriale dépendent moins d'effets de localisation ou de spatialisation que de la manière dont cette sédimentation de rapports différents à l'Etat modifie substantiellement la politicité des classes populaires, entre autres par la plus ou moins grande distance institutionnelle dans laquelle les différents groupes se trouvent. Une distance institutionnelle qu'elles tentent de combler mais dans

⁶² En 2009, le gouvernement de Cristina Kirchner a créé une « allocation universelle par enfant », rente accordée aux enfants dont l'un des parents se trouve sans emploi ou travaille au noir, ce qui « universalise » le revenu des allocations familiales attachées aux enfants de salariés. C'est la première mesure à visée générale adoptée depuis les années 1970.

laquelle chacun apprend à vivre en attendant. Les NHT et NHD, comme les *asentamientos* et même les « chalets » d'Eva Perón se sont installés chacun à sa manière et dans son temps dans les espaces vides créés par l'Etat et par les interstices laissés vacants par ses administrations. Cet espace interstitiel ouvre moins à une action culturelle de type identificatoire qu'à des actions de lutte pour la survie (à la recherche d'un expédient pour soi ou pour son quartier), de lutte pour la reconnaissance (pour affirmer son action en tant que citoyen à part entière)⁶³. Cet espace interstitiel, finalement, ouvre à l'espace d'une politique dont résulte une ville aux quartiers très différenciés autant que l'espace vital des classes populaires. Entre le marché qui, rappelons-le avait assuré massivement l'accès à la propriété du logement individuel depuis les années 1910, et un Etat qui cherchait dans les années 1950 à rendre sa dignité à la condition des travailleurs par la construction d'une cité-jardin modèle, nous sommes passés à la production d'espaces confus où la superposition d'acteurs et de projets hétérogènes dialogue avec un système politique non moins éclaté que la société civile. Dans ce jeu nouveau, la politicité des individus et des groupes sociaux se joue plus entre leur condition citoyenne et leur qualité d'habitant de tel ou tel quartier que sur le registre d'une condition salariale instable (dans le meilleur des cas) et d'une figure du travailleur difficilement pourvoyeuse de points d'appui pour ceux qui se trouvent dans les périphéries des villes.

Dans les pages qui suivent nous réfléchissons, non plus notre regard attentif à la ville et aux formes d'inscription sociale auxquelles elle donne lieu, mais à la manière dont « le » politique se pense lui-même à travers l'écriture des sciences sociales.

⁶³ C'est toute la différence entre nos observations et ce que Laurence Roulot-Berger a observé à partir de son étude sur les « jeunes nomades ». Elle semble concentrer l'avantage sur des phénomènes de type identificatoires. Cf. ROULLEAU-BERGER, Laurence: *La Ville intervalle. Jeunes entre centre et banlieue*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1993.

Encadré 2 : Statuts de propriété et distance institutionnelle

Lorsque j'ai commencé mon travail sur les *asentamientos*, j'ai découvert que la question de la propriété était une composante centrale de la culture populaire urbaine en Argentine. L'une des premières phrases que j'ai entendue dans ces occupations illégales était : « *No queremos que nos regalen nada. Nosotros queremos comprar* » (Nous ne voulons pas de cadeau, nous voulons acheter [les terrains que nous sommes en train d'occuper]). Ces mots étaient répétés tout le temps et en tout contexte d'interlocution : dans les familles, lors des assemblées et réunions de quartier, dans des meetings, dans le cadre de réunions avec les autorités et les hommes politiques et, surtout, surtout, devant les journalistes et les caméras de télévision. Cette insistance avait deux objectifs. D'un côté les occupants cherchaient à se démarquer des habitants des bidonvilles (les *villeros*), accusés de voleurs car illégalement installés. De l'autre côté, ils visaient ainsi une voie d'intégration sociale au quartier et l'ouverture d'une voie de négociation avec les autorités. Ils s'inscrivaient de cette façon dans une tradition d'accès au logement qui démarre avec l'arrivée massive de migrants européens et qui se traduit par un accès à la propriété du logement très tôt, vers les années 1910.⁶⁴ Ces mouvements sociaux sollicitaient l'Etat pour l'accès aux services urbains et aux équipements collectifs tels l'école ou les centres de santé, et pour des politiques sociales. Et ils le sollicitaient pour un accès à crédit de la propriété.

Plus de vingt ans plus tard, quand je reviens sur ce genre de quartier, je demande toujours aux habitants s'ils sont propriétaires de leur logement. La plupart du temps, ils me disent « oui », et je demande alors à voir leur titre, ce à quoi ils accèdent volontiers. Ils reviennent alors avec un bout de papier qui n'est pas un titre de propriété (la « *escritura* » dans la loi argentine) et qui est dépourvu de toute valeur légale. Mais qui n'est pas dépourvue de valeur politique. Ces papiers attestent que telle famille vit là où on le trouve et, dans la majorité des cas, qu'ils ont participé à un processus de négociation autour de la « *regularización de la tenencia* » (régularisation de la possession », c'est l'expression généralement employée). Souvent, lors de premières étapes de ces processus de régularisation, habitants et autorités s'accordent pour réaliser un « recensement » et le papier que les familles gardent soigneusement et qu'ils montrent à la première demande est une attestation de ce recensement. Ces papiers sont toujours marqués de la signature d'un élu (député, édile, maire, sénateur, ministre, secrétaire d'Etat...). D'autres fois, le papier est un « contrat » entre l'occupant précédent et l'actuel où le premier dit avoir vendu au second. Sauf que le premier n'avait pas la propriété du bien.

Nous avons observé cette situation dans des *asentamientos*, dans des bidonvilles partout en Argentine (la dernière fois dans un *asentamiento* de la périphérie de Bariloche et dans un bidonville du centre-ville de la même localité de la Patagonie, en décembre 2009). Mais c'était surtout le cas dans les NHT et dans les NHD de Ciudad Evita où ces milliers de familles se succèdent depuis 40 ans dans un statut juridique incertain. Moins éloignée du cadre légal mais pas totalement conforme non plus, cette situation est également visible dans les

⁶⁴ KORN, Francis y DE LA TORRE, Lidia, *op. cit.*

quartiers de Ciudad Evita bâtis par des coopératives ou des syndicats où, la non plus, les habitants ne sont pas des propriétaires légalement reconnus plusieurs même lorsqu'ils habitent leur logement et qu'ils l'ont payé depuis des décennies.

Ces papiers servent donc à stabiliser un marché immobilier marginal (mais auquel participent des millions de personnes) et à légitimer sa position face au système politique et à l'opinion publique. Leur valeur politique est majeure car ils peuvent servir à éviter une expulsion. Leur valeur économique peut être importante car ils peuvent donner lieu à une transaction plus avantageuse. En cas de litige entre deux familles pour la possession d'une maison ou d'un terrain, ces papiers sont brandis comme des véritables titres de propriété.

La forme prise par ces statuts de propriété fait preuve de la situation de l'Etat argentin, et permet de voir l'une des facettes du rapport des classes populaires à celui-ci. Si dans un pôle se trouve la « *escritura* » et de l'autre l'absence de tout papier, entre les deux on peut observer toute une série de situations intermédiaires, superposées et complexes toutes représentées par ces papiers. C'est là la caractéristique principale des situations de distance institutionnelle. Un avocat ou un juge pourraient dire que ces papiers ne servent à rien. Cependant, le possesseur du papier signé (surtout lorsqu'il est signé par une autorité politique), fait preuve de bonne foi et renvoie la faute un Etat représenté par l'autorité signataire, un Etat qui ne tient pas ses obligations, ses promesses ni ses engagements. A commencer par le « droit au logement » politiquement reconnu dans une démocratie, et légalement inscrit dans la Constitution nationale. La réalité sociale et la réalité institutionnelle restituent toute leur épaisseur politique à cette tension : les gens en situation d'illégalité se comptent par millions, la Justice et la Police sont dans l'impossibilité de procéder à des expulsions de masse. Alors, les systèmes politiques locaux « font avec ». Et les gens aussi, tout naturellement.

3. Les ciments d'une réflexion : la politique contre la société⁶⁵

« *Nous n'existons pas, sauf quand il faut voter.*
L'air déçu et la moitié du visage couverte d'un
foulard, un jeune synthétise la demande des *piqueteros*
devant une caméra de télévision. »
Du journal argentin *Clarín*, le 24-06-2001

Ce n'est que bien après le 19 décembre 2001 que la prise de conscience d'une évolution politique des classes populaires a pu commencer à faire son chemin en Argentine. A ce moment, nous avons eu l'impression que beaucoup d'universitaires tombaient des nues avec la chute du gouvernement – dont le parti de centre-gauche Frente Grande faisait partie s'étant présenté deux ans plutôt comme une alternative au menemisme. Ce mois de décembre 2001, le *Peuple* est revenu sur la Plaza de Mayo, et le président déchu est parti en hélicoptère de la Casa Rosada... Les classes moyennes descendent dans la rue, des casseroles à la main. Les plus pauvres dressent des barrages de rue, saccagent des commerces, occupent des usines. Et le pire est qu'ils semblent agir de manière organisée. – *Quel cauchemar du passé est venu nous réveiller ?* se demandent certains. Deux ans plus tard, tout le monde est rassuré. L'histoire ne se répète qu'une seule fois et la deuxième... – *Tu parles !*

La conjoncture politique dans laquelle évolue la pensée universitaire entre la fin de la dictature en 1983 et la crise terrible de 2001 impose un mode d'incompréhension sur lequel je souhaite revenir. A regarder mon propre parcours, bien que j'aie eu les éléments pour déchiffrer ce processus (notamment grâce au point de vue que la recherche sur les *asentamientos* me donnait), ce n'est qu'après mon installation en France que j'ai pu mûrir une analyse de cette période. Pour cela, le concept de *politicité* m'a été indispensable.

⁶⁵ Dans cette session je reprends partiellement le texte de l'article « La politique contre la société. Les intellectuels face aux transformations politico-sociales en Argentine (1983-2001) », qui est aussi le premier chapitre de mon livre *Pobres Ciudadanos*. Cf. Merklen, 2006b et 2005.

Pendant les quelques vingt années qui vont de l'élection de Raúl Alfonsín à la chute de Fernando de la Rúa, les sciences sociales argentines ont consacré leurs efforts à fixer les contours d'un système politique capable de stabiliser un gouvernement démocratique de la société. Pour ce faire, tout un espace de discussion et de débat s'est établi sur la base d'une délimitation qui laissait la société en dehors du politique. Notamment lorsque cette société se compose d'intérêts « corporatifs », c'est-à-dire « sectoriels ». La citoyenneté doit être une affaire d'individus, car la politique est un monde d'idées à portée universelle, nous dit-on. La mobilisation, elle, est une question de partis politiques à représentation parlementaire et de « mouvements sociaux » – c'est-à-dire, de mouvements dont le but est d'élargir l'horizon de la démocratie⁶⁶. Avec l'élection de Nestor Kirchner en mai 2003, la politique reprend les rênes d'un pouvoir qu'elle n'a jamais lâché. Mais contrairement à ce que certains intellectuels espéraient depuis 1983, le « système politique » montre qu'il se constitue, comme toujours, dans une permanente interpénétration avec la société. Et celle-ci ne se plie pas toujours aux besoins de la bonne démocratie. La politique est toujours corrompue, jamais propre.

Le 10 décembre 1983, Raúl Alfonsín gagne les élections présidentielles en Argentine. Comme on le sait, ce n'était pas une élection de plus. Le pays sort d'une dictature sanglante, l'économie plonge dans une crise profonde, les militaires venaient de perdre la Guerre des Malouines. Comment faire alors pour que cette dictature militaire fût la dernière ? Le vingtième siècle argentin a été, comparativement au reste de l'Amérique latine, celui d'un progrès social incontestable. Mais ce vingtième siècle n'a jamais été démocratique. A titre d'indicateur grossier, il suffit de penser qu'aucun président élu n'a passé le pouvoir à un autre président lui aussi démocratiquement élu avant 1989. Et qu'à l'exception de deux d'entre eux (H. Yrigoyen en 1924 et J. D. Perón en 1952), tous les présidents « constitutionnels » ont fini leur mandat renversés par un coup d'État militaire. Contrairement à leurs voisins chiliens et uruguayens, les Argentins ont vécu la plus grande partie du XX^e siècle sous des dictatures militaires. A quelques exceptions

⁶⁶ Bien évidemment, il y a eu des gens pour fêter la rage populaire. Fatigués d'entendre beaucoup les sermonner à propos de la fin de l'« Argentine des masses », ils ont chanté le retour du peuple. Les *piqueteros* incarneraient le nouveau sujet mobilisé et la « foule » aurait récupéré la raison et sa capacité « créatrice »... L'espoir a peu duré. GONZALEZ, Horacio: « La multitud creadora », in *L'Ordinaire latino-américain*, n° 188, Université de Toulouse Le Mirail, juin 2002, p. 45.

près, les gouvernements civils n'ont pas été conduits dans le souci de la liberté et de la promotion de la citoyenneté. C'est dire si dans cette conjoncture post-dictature l'idée démocratique est plus qu'un pacte social renouvelé : c'est un horizon commun. Nous les Argentins, nous écrivons toujours la *dernière* dictature militaire pour indiquer que celle de 1976-1983 n'est pas la première, mais aussi dans l'espoir de conjurer le sort et qu'elle ait vraiment été la dernière.

Le caractère sanglant du régime militaire a amené la pensée politique sur la dictature pour signaler la nature extrême de la dictature, à insister sur le caractère « ultime » de cet événement. Les 30 000 « disparus », le vol de bébés, les tortures systématiques, les 5 000 prisonniers politiques, les milliers de personnes poussées à l'exil ont contribué au sentiment collectif d'un « *nunca más* » (plus jamais ça) pour renvoyer la violence hors du champ politique (Merklen et Sigal, 2009).

Comment instaurer une démocratie durable ? Pendant toute la présidence d'Alfonsín (1983-1989), cette question a constitué l'enjeu politique majeur et les intellectuels se sont impliqués personnellement et collectivement dans la construction démocratique. En effet, un nombre important parmi les intellectuels les plus influents s'est engagé dans les débats publics. Plus précisément, ils ont participé à l'élaboration d'une vaste production théorique sur la meilleure manière d'institutionnaliser la démocratie. À tel point qu'ils ont fait de la « transition démocratique » d'abord, et de la « consolidation de la démocratie » ensuite, l'axe central autour duquel vont évoluer les sciences sociales pendant plus de dix ans⁶⁷. Le sujet redevient d'actualité en 2001.

Les intellectuels argentins ont sans doute eu raison dans l'identification de l'un des enjeux majeurs de l'histoire politique de leur pays. Cependant la démocratisation politique n'était pas le seul processus à l'œuvre dans la société. Dans le débat sur la démocratisation, la priorité a été donnée à la stabilisation des mécanismes électoraux de désignation des autorités ainsi qu'aux mécanismes susceptibles d'empêcher les tentations de déstabilisation du système chaque fois que les intérêts d'un secteur puissant seraient affectés. Il fallait défendre les

⁶⁷ Le livre *Ensayos sobre la transición democrática en la Argentina*, ouvrage collectif publié sous la direction de José Nun et de Juan Carlos Portantiero (Buenos Aires, Punto Sur, 1987) n'est pas seulement un ouvrage de référence sur cette question : il a eu une influence politique majeure sur la pensée politique de ces années en Argentine et en Amérique latine.

institutions face à toute demande qui puisse être interprétée comme une attaque menée contre elles depuis la société. Ce faisant, la sociologie politique a négligé l'importance des transformations qui bouleversaient de fond en comble la structure de la société. Les conséquences d'une transformation sociale et économique de l'ampleur qu'a connue l'Argentine dans la période qui va de 1983 à 2001 ne peuvent pas ne pas déstabiliser la démocratie. Les coups portés à la structure sociale ont ébranlé la totalité de l'édifice : les personnes intégrées dans le salariat classique représentaient plus de 76% de la population active entre 1945 et 1980 alors qu'elles constituent à peine 33% des actifs à partir de 2001. Toujours en 2001, le seuil qui permet de distinguer le 10% le plus riche de la population est de 30 fois supérieur au seuil qui permet de distinguer le 10% le plus pauvres, alors même que l'Argentine des années 1960 pouvait se vanter de la robustesse de ses classes moyennes. Mais une bonne partie des sociologues et des politologues n'ont pas voulu voir les conséquences politiques du changement social. Comme dans le tableau de Goya, les « rêves de la raison » démocratique ont permis l'envol des monstres qui finiraient vingt ans plus tard par miner les conditions minimales d'existence de tout projet démocratique. En 2001, la fracture sociale était telle que les classes moyennes se sont retrouvées confinées dans certains quartiers des grandes villes et que près de la moitié des Argentins sont tombés sous le seuil de pauvreté (alors que seulement 3% étaient dans cette situation en 1973, selon la CEPAL). Lorsque la science politique s'est réveillée en décembre 2001, avec le tremblement provoqué par la chute du gouvernement de Fernando De la Rúa (1999-2001) il était trop tard. On était déjà passé à un autre tableau de Goya : Saturne était en train de manger son fils.

Dans cette section, je voudrais attirer l'attention sur les conditions dans lesquelles la « question sociale » a cessé d'être considérée comme une véritable question politique. Ce processus théorique a eu une importance centrale, et ce qui est intéressant c'est que dans des conditions historiques totalement différentes, le parcours intellectuel qui conduit à séparer la condition sociale de la condition citoyenne a suivi un parcours similaire en France dans les années 1990⁶⁸. C'est par cette opération symbolique que les sciences sociales ont

⁶⁸ Voir sur ce sujet la très intéressante thèse de Nicolas Pinet : *La politique au-delà de la vie politique. Pratiques et représentations de la citoyenneté chez les jeunes adultes à Santiago du Chili, New York et*

participé à la transformation qui fait de l'Argentine des années 1970 un pays méconnaissable aux yeux d'un jeune des années 2000. Notre travail s'inscrit dans cette conjoncture. Non seulement parce qu'il y est né, mais parce que les questionnements sur la place politique des classes populaires s'articulent à l'intérieur de ce cadre comme une interrogation sur la coprésence de la « pauvreté » et de la « citoyenneté ». La période sur laquelle la science politique réfléchit ici est celle de la croissance concomitante de la pauvreté et de la citoyenneté, qui fait que plus de libertés politiques, plus les individus s'affirment en tant que citoyens. Mais en même temps, il a plus d'individus pauvres et de plus en plus pauvres. Jusqu'où l'articulation problématique que nous présenterons ici est-elle transposable au-delà de cette conjoncture ? Jusqu'où peut-elle aider à penser les classes populaires au-delà de l'Argentine ? Et jusqu'à quel point permet-elle de regarder l'Argentine d'aujourd'hui qui voit la pauvreté et le chômage reculer de manière très importante ?⁶⁹

Il est nécessaire d'explorer les conditions dans lesquelles la démocratie a oublié les classes populaires. Cet oubli s'est produit dans un contexte où la « politicalité » des classes populaires s'est aussi vue radicalement modifiée. En effet, les classes populaires n'ont pas changé seulement parce qu'elles ont souffert d'une désaffiliation du salariat ou parce qu'elles se sont appauvries. Elles ont changé parce que leurs pratiques politiques ont évolué et parce que les pratiques politiques des autres, l'Etat, les partis, les classes moyennes, ont aussi changé. Le changement est social *et* politique. Le problème que nous identifions ici contient à la fois une dimension politique et une dimension épistémologique. La première se manifeste dans les deux sens contradictoires de l'évolution politique récente : en même temps qu'elle se consolidait dans ses mécanismes formels et de fonctionnement de l'espace public, la démocratie sociale se dégradait à toute allure jusqu'au point de remettre en question la démocratie tout entière. La seconde dimension relève de l'ordre de la connaissance. En définissant des conditions trop strictes pour leur réflexion, en forçant les aspects normatifs de la conceptualisation, les sciences sociales se sont privées des

Paris, Paris, EHESS, 2010. Voir aussi l'article de Numa Murard et Etienne Tassin : « La citoyenneté entre les frontières », *L'Homme et la Société* n° 160-161, Paris, 2006, p. 17-35.

⁶⁹ En 2010, le taux de pauvreté était redescendu à environ 12% de la population et celui du chômage à 7,5% de la population active.

moyens théoriques nécessaires à l'observation d'une partie importante de la vie politique, concernant notamment la politicité des classes populaires. En réalité, ces deux dimensions ont évolué parallèlement pendant toute la période 1983-2003. Ceci sera particulièrement visible lorsque nous observerons la construction d'une pensée *progressiste*, de centre-gauche, à partir de 1989⁷⁰. Cette pensée s'est incarnée en partie dans la formation du *Frente por un País Solidario* (FREPASO) qui arriva au pouvoir en 1999 pour en partir en 2001⁷¹. Est-il légitime de transposer ce type de questionnements à l'évolution récente de la démocratie française, aux modes de sa pensée politique, à l'évolution des rapports entre « la gauche » et les classes populaires ? Nous avons écrit un article à ce propos quand, immédiatement après les émeutes de l'automne 2005, les intellectuels français se sont engagés dans des débats que Gérard Mauger a qualifié d'« émeutes de papier »⁷² – pour savoir si ces protestations populaires face à l'action de la police et aux déclarations du ministre et candidat à la présidence de la République avaient ou pas un caractère « politique ». Il était surprenant, depuis l'expérience argentine qui était la mienne, d'être témoin d'un débat public qui avait le même objet et les mêmes formes qu'en Argentine près de vingt ans plus tôt (Merklen, 2006a et 2009a).

L'université dans le retour à la démocratie (1983-1989)

Silvia Sigal a montré toute l'importance que le moment de la sortie de la dictature a eue pour les intellectuels argentins. Dans un ouvrage majeur sur la relation entre intellectuels et politique elle prend acte de l'enjeu que cette étape

⁷⁰ Cet espace politique correspond à ce que l'on appelle la « gauche » en France. En Argentine, on fait référence aux « secteurs progressistes », au « centre-gauche » ou encore à la « gauche démocratique ».

⁷¹ Le FREPASO est l'une des deux forces principales qui, avec le Parti Radical, gagnent les élections présidentielles de 1999. Ces deux groupes formaient l'« Alliance ». Carlos « Chacho » Álvarez, l'un des leaders du FREPASO, a été investi vice-président de la République, poste qu'il quitta en 2000 suite à une affaire de corruption concernant le Sénat.

⁷² MAUGER, Gérard : *L'émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*, Paris, Editions du Croquant, 2006.

représente pour toute une génération au sein de laquelle Silvia Sigal elle-même occupe sans doute une place centrale :

« Suite à la guerre des Malouines, la fin de la dictature rend évidente la reconversion à la démocratie des intellectuels argentins, comme l'avait déjà fait une bonne partie de l'intelligentsia occidentale. Ceux qui s'étaient inscrits, avec les armes ou la parole, dans des projets révolutionnaires, trouvaient maintenant la possibilité de parler en leur nom propre et non plus, comme dans le passé, comme porte-parole d'autres entités : Peuple, Nation ou Révolution. Dans le débat sur la démocratie, l'intelligentsia argentine pouvait assumer, et elle l'assuma, une intervention en première personne, au nom de valeurs qui étaient maintenant les siennes : la Loi, les Droits de l'Homme, la Conscience »⁷³.

La fin de la dernière dictature militaire coïncide avec un bouleversement de la vie de l'université qui vivait alors une refondation, notamment dans le domaine des sciences sociales. Sous le régime militaire, la filière de sociologie avait été vidée de ses professeurs, exilés dans leur grande majorité, tout comme leurs collègues historiens, philosophes ou anthropologues. Ils rentraient dix ans plus tard, pour la plupart du Mexique, de France, des États-Unis ou encore d'Espagne et d'Italie. Que la défaite politique de la gauche ainsi que la défaite sociale des travailleurs, confirmées par le coup d'État de 1976, aient été le fait d'un régime de terreur n'est pas une donnée mineure. Le tout est intimement lié à la déroute intellectuelle des universitaires qui revenaient en 1983 en ayant abandonné leurs convictions idéologiques et théoriques passées. Ce mouvement fut accompagné de l'expérience faite dans les universités des pays d'exil et d'un bouleversement plus général des sciences sociales, marquées par la crise du marxisme et du structuralisme. Nos professeurs des années 1980 avaient alors déplacé leurs centres d'intérêts : la lutte des classes, la théorie de la dépendance et la marginalité étaient remplacées par la citoyenneté, la transition démocratique et « la production d'un ordre », pour

⁷³ SIGAL, Silvia : *Intelectuales y poder en la década del sesenta*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2002. (1^{re} ed. Puntosur, 1991), p. XI. Version française : *Le rôle politique des intellectuels en Amérique latine. La dérive des intellectuels en Argentine*, Paris, L'Harmattan, 1996.

reprendre le titre d'un livre célèbre de Juan Carlos Portantiero⁷⁴. Cette évolution est remarquable dans le cas d'un certain nombre d'intellectuels qui avaient construit leur réflexion au sein des différents courants du marxisme et qui revenaient soit en ayant complètement abandonné leurs anciens points d'appui, soit en cherchant une ouverture vers d'autres horizons.

L'enjeu principal revenait à trouver les moyens d'autonomiser la politique par rapport à la société. On peut observer, naturellement, une diminution de l'importance accordée aux conflits de classes comme facteur explicatif du fonctionnement institutionnel. La sociologie perdait du terrain au profit de la science politique et l'université accompagnait une expérience nationale incarnée par le gouvernement de Raúl Alfonsín. En 1987, la Faculté de Sciences Sociales est créée à l'Université de Buenos Aires. La sociologie intègre la nouvelle faculté avec quatre nouvelles filières : travail social, communication, science politique et ressources humaines. La création d'une filière de science politique eut un impact considérable. Y trouveront place un certain nombre de courants théoriques relativement nouveaux dans le contexte de l'université publique, venus pour la plupart de la tradition anglo-saxonne (John Rawls, Robert Nozick, Niklas Luhmann, Ulrich Beck, Norberto Bobbio, entre autres). Du point de vue institutionnel, les sociologues partagent le pouvoir dans cette nouvelle faculté avec les politologues. En sociologie, on relit attentivement Tocqueville, et on suit de près les évolutions opérées par Jürgen Habermas, Antony Giddens et Alain Touraine. La lecture de François Furet et de Claude Lefort joua un rôle important car elle aida les sociologues à régler leurs comptes avec la lecture structuraliste du marxisme guidée dans une bonne mesure par l'œuvre de Louis Althusser. Cette évolution présente une caractéristique très significative : si on regarde la littérature produite par les principaux sociologues argentins durant les années 1980 et 1990, on constate une concentration de l'attention sur la théorie politique en détriment de la théorie sociale. La question politique se découplait ainsi de la question sociale pour des raisons qui étaient moins liées à l'évolution de la société qu'à l'évolution politique et professionnelle

⁷⁴ PORTANTIERO, Juan Carlos : *La producción de un orden*, Buenos Aires, Nueva Visión, 1988.

des intellectuels. Evidemment, on lisait beaucoup *La condition de l'homme moderne* de Hannah Arendt⁷⁵.

Réviser l'histoire : l'Argentine de masses de la période 1945-1976

La consolidation de la démocratie passe ces années-là par la résolution de deux problèmes centraux : la question de la violence et la question des « corporations ». Telles seraient les deux difficultés récurrentes ayant traversé l'histoire politique du pays. Par la première, on fait référence à la question militaire et aux mouvements des guérillas des années 1960 et 1970. Par la deuxième, il s'agit d'élaborer la question du péronisme et de l'articulation particulière entre État et société consolidée par ce mouvement politique à partir des années 1940.

A partir de 1983, la question des Droits de l'homme occupe une place centrale dans la réorganisation de la société. Sa prééminence va stabiliser la vie politique du pays jusqu'à aujourd'hui, ce qui constitue sans doute l'une des composantes majeures de l'évolution récente de la société argentine. Cette question trace une ligne de démarcation nette avec le passé. Raúl Alfonsín est le premier à le comprendre, grâce à quoi il emporte les élections présidentielles du 10 décembre 1983 – faisant perdre une élection présidentielle au péronisme pour la première fois de l'histoire, un péronisme qui avait négligé cette question. Le thème des droits de l'homme s'installe avec une grande force tout au long de la présidence d'Alfonsín : lors du procès exceptionnel des juntes militaires, lors de la répression des soulèvements des militaires *carapintadas* entre 1988 et 1991, et au moment de la répression de la prise de la caserne de La Tablada en 1989⁷⁶. Il s'agit d'éliminer la

⁷⁵ ARENDT, Hannah: *La condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1961 (*The Human Condition*, London, Chicago, University of Chicago Press, 1958).

⁷⁶ Après le procès contre les juntes militaires, un mouvement d'officiers entame des actions de force contre le gouvernement. Ayant été jeunes sous-officiers pendant la dictature, ils s'opposent à une mise en cause de leur participation active dans la répression. Ces militaires soulèvent plusieurs casernes de l'armée de terre et demandent une loi les protégeant contre l'action de la justice. Ils obtiennent partiellement ce qu'ils recherchent avec la sanction des lois dites de « point final » (mettant un terme à l'action de la Justice), et d'« obéissance due » (protégeant les militaires qui auraient « obéi aux ordres » dans l'exécution de la répression illégale). Ces militaires *carapintadas* réactualisent le danger du coup d'État qui hante encore tous les esprits. La fin des mises en examen

violence du répertoire de l'action politique et de limiter la lutte aux seuls moyens légaux. Cette épreuve interpelle directement le passé marxiste de la plupart des universitaires qui nous intéressent. La définition de la démocratie comme structure purement « formelle » doit être remise en question si l'on veut vraiment que la forme de l'action politique devienne l'un des contenus fondamentaux de la vie sociale. Les intellectuels argentins ont trouvé une issue à leur propre passé dans l'œuvre de Claude Lefort. Dans la lecture que le philosophe français fait de *La question juive* du jeune Marx, les droits de l'homme deviennent « une politique ». La loi n'est plus seulement un corset limitant les formes d'action possibles au bénéfice des propriétaires. Les droits de l'homme représentent au contraire l'horizon inaccessible qui guide le progrès des idées politiques. Pour reprendre les mots de Norberto Bobbio, un autre auteur influent à ce moment en Argentine, la gauche renonce à la révolution en échange du respect de la loi de la part des classes dominantes. De type stratégique, l'interprétation que l'auteur italien fait de la conversion du PCI au jeu démocratique ainsi que « de l'épisode des *brigade rosse*, interpelle dans ce contexte les ex-marxistes argentins⁷⁷.

On peut dire que dans cette évolution, les intellectuels accompagnent le mouvement de la société vers un nouvel ordre politique. En effet, depuis 1983, l'ensemble des médias et la quasi-totalité des voix s'exprimant sur la place publique condamne le recours à la violence comme mode d'action politique. L'Argentine vit (enfin) dans le plein respect des libertés civiles. La nouvelle norme politique semble définitivement consolidée avec la répression « légale » des mouvements de 1989 et de 1991⁷⁸. Cela dit, il faut souligner ici que, parallèlement, se développe dans cette

de militaires, la loi d'amnistie prononcée en 1991 sous le gouvernement de Carlos Menem et la répression ferme de leur dernier mouvement de force en 1991 avec l'emprisonnement de l'un de ses principaux dirigeants, le colonel Alí Seineldín, mettent fin à ce mouvement.

Quant à la prise de la caserne de La Tablada, elle convoque un autre spectre. Cette fois c'est un assaut coordonné par un ancien dirigeant de la guérilla trotskiste des années soixante, Enrique Gorriarán Merlo, membre du Mouvement Tous pour la Patrie (MTP) dans les années 1990. Protestant contre le mouvement des « *carapintadas* », l'action de ce groupe de jeunes militants a été durement réprimée : la plupart des assaillants sont tués, leur mouvement politique est déclaré illégal, et un nombre important de dirigeants et de militants est emprisonné avec de lourdes peines. Gorriarán Merlo est extradé depuis le Mexique et condamné à perpétuité.

⁷⁷ BOBBIO, Norberto : *Libéralisme et démocratie*, Paris, Le Cerf, 1996 (1985).

⁷⁸ Les guillemets sont parfaitement justifiés pour le cas de La Tablada : au-delà de toute limite légale, les militaires ont fusillé des prisonniers, séquestré et torturé des militants, et ils sont même allés

période une nouvelle forme de violence illégale exercée par l'État. Elle est perpétrée par la police au sein des quartiers populaires contre des jeunes accusés de délinquance. Ces jeunes sont fréquemment torturés dans les commissariats, et l'on compte régulièrement des « délinquants » tués par cette police que la presse qualifie alors de *gatillo facil* (d'avoir la gâchette facile). Dans certains cas, comme à Ingeniero Budge en 1987, plusieurs jeunes sont exécutés sur la voie publique. Cette violence policière que les classes populaires vivent quotidiennement, ne sera pourtant que très tardivement considérée comme un problème politique. La nouvelle violence d'État ne visant pas des militants politiques, elle est considérée comme un problème « social » (c'est-à-dire concernant des « délinquants »), malgré les dénonciations des organismes des droits de l'homme⁷⁹.

Face au problème général de la relation entre violence et politique, les intellectuels argentins ont choisi d'exclure l'élément tragique du champ politique. Ce choix théorique et politique est parfaitement respectable et compréhensible étant donné les circonstances historiques que traversait le pays. Cependant, il est légitime de se demander si la prétendue exclusion mutuelle entre « tragédie » et politique ne revêt un caractère illusoire⁸⁰. Je voudrais en tout cas souligner ici qu'elle a rendu difficile la reconnaissance du poids politique de la violence subie par les classes populaires pendant ces vingt premières années de l'ère démocratique. Pour qui comme moi qui enquêtait en tant que chercheur dans les périphéries de la ville, dans l'illégalité des *asentamientos*, où la violence s'exerçait tant à l'intérieur des quartiers et des maisons que quotidiennement par la police dans l'espace public ou dans l'obscurité des commissariats, la séparation entre violence et politique n'avait aucun sens. J'ai moi-même participé à certains épisodes de violence ou été témoins

jusqu'à l'utilisation d'armes chimiques pour récupérer leur caserne. Toutefois, rien de cela n'a été reconnu par la justice.

⁷⁹ Ce n'est qu'avec l'implication de la police dans les attentats perpétrés contre l'ambassade d'Israël et contre la mutuelle des associations juives en 1994 que la question policière réapparaît comme un problème politique. À ce propos, les Mères de la Place de Mai ont, seules, insisté sur la continuité des méthodes répressives de la police depuis 1975. Sur l'entrée de cette violence dans le domaine des droits de l'homme, cf. PEREYRA, Sebastián: « ¿Cuál es la herencia del movimiento de derechos humanos? » in F. Schuster et alii.: *Tomar la palabra. Estudios sobre protesta social y acción colectiva en la Argentina contemporánea*, Buenos Aires, Prometeo, 2005, p. 151-191. Nous avons exploré ce passage d'une violence à l'autre comme deux problèmes de nature *politique* dans « Violence et politique. Une approche argentine » (Merklen et Sigal, 2009d).

⁸⁰ Pour une analyse de la rupture entre « tragédie » et « politique » et ses conséquences, voir RINESI, Eduardo: *Política y Tragedia. Hamlet, entre Hobbes y Maquiavelo*, Buenos Aires, Colihue, 2003.

de ces violences à plusieurs reprises. Cependant, il était très difficile d'ouvrir une place à la réflexion politique sur cette violence omniprésente. Elle n'était pas du tout considérée comme une composante de la vie sociale et politique mais comme une déviation, comme une irrégularité qui n'avait pas à être intégrée dans le raisonnement politique. L'idée que ces « illégalismes » devaient être réévalués dans les termes d'une distance institutionnelle qui serait constitutive de ces espaces sociaux était une idée difficile à accepter. Comme nous pouvons le voir dans l'encadré n° 3, il a fallu attendre les années 2004-2005 et l'arrivée de Nestor Kirchner au gouvernement pour que ce sujet soit considéré comme un problème politique.

Encadré 3 : Penser et dire la violence

« La disparition de la violence collective traditionnelle donne une nouvelle visibilité à d'autres usages de la contrainte, qui se placent au centre de la scène publique. Citons quelques-uns de ses protagonistes les plus notoires : des bandes (constituées souvent par des jeunes pauvres), des nouveaux mouvements sociaux et, enfin, des membres de la police. Auxquels il faudrait ajouter la violence, symbolique, des « escraches », ces opérations qui visaient tout d'abord, pour s'étendre ensuite à d'autres objectifs, l'individualisation des responsables de la répression devant leur domicile, à l'image des anciens charivaris.

Quelle est leur teneur politique? Suffit-il de dire simplement que ces formes de violence sont une conséquence des nouveaux conflits sociaux ? Quels sont les mécanismes sociaux et/ou politiques qui lui sont associés ? Ce sont là quelques-unes des questions posées aujourd'hui aux sciences sociales, bien différentes de celles soulevées par les régimes autoritaires, la guérilla ou le terrorisme d'Etat. Il s'agit enfin de savoir si les sciences sociales argentines ont élaboré les outils conceptuels nécessaires pour penser, sans les réduire à de simples effets des structures sociales, ces formes de violence qui, faute d'être tout à fait nouvelles, dominent la sphère publique aujourd'hui. [...]

Il convient d'appeler « crimes » politiques des événements qui jalonnent la période post-1983 – et dont une bonne partie est associée aux administrations ménémistes. À la différence de la violence politique collective, dont les protagonistes sont identifiés et appellent une réponse gouvernementale immédiate, son caractère politique est caché. Faits divers au départ, ils sont introduits dans le politique par les médias ou des associations tels les mouvements de défense des droits de l'homme, qui dénoncent l'implication du pouvoir ou d'acteurs politiques.

Ces relations crapuleuses ne sont certainement pas inédites dans l'histoire du pays, mais,

révélateurs des côtés obscurs de la politique, ils sont d'autant plus insupportables, et scandaleux qu'ils semblent confirmer que peu de choses ont changé avec le retour à l'ordre constitutionnel. Aussi, ils font la une des journaux et suscitent des mobilisations populaires qui revendiquent justice et vérité, en écho aux manifestations contre les agissements de la Junte.

Rappelons-en quelques-uns : le meurtre de Maria Soledad Morales, dans la province de Catamarca en 1990, l'assassinat des journalistes Mario Bonino (1993) et José Luis Cabezas (1997), le prétendu suicide d'Alfredo Yabrán en 1998, ainsi que, bien sûr le cas de la mort du fils du président de la république, Carlos Menem Jr., en 1995. C'est encore le cas de la disparition de témoins, lors des procès aux tortionnaires de la dictature, dont l'un d'entre eux, Julio López reste « disparu » depuis le 18 septembre 2006.

Bien que de nature fort différente, il convient de mentionner les nombreuses interventions des forces de l'ordre locales qui se soldent par la mort de citoyens, suspectés de crimes ou pas. La violence y est présente non seulement en raison de leur brutalité mais encore du fait de l'utilisation illégale, aux limites de la clandestinité, d'un pouvoir légitime. Même lorsqu'elle est dépourvue de buts partisans – ce qui n'est pas toujours le cas – cette violence ne reste pas en dehors du politique du fait qu'elle est l'œuvre de membres de l'appareil d'Etat. [...]

Les procès faits aux commandants des juntes militaires ont eu l'immense valeur symbolique de séparer les armes de la poursuite d'objectifs politiques ou doctrinaires. Les institutions du régime démocratique sont en place. Or tout se passe comme si l'emploi de la force implose. À la violence politique organisée succède une dissémination de la violence. La figure de la « main d'œuvre désœuvrée »⁸¹ en dit long sur le début de ce processus devant lequel le système judiciaire semble impuissant. Ses réponses sont insuffisantes, contestées, perçues comme illégitimes.

Dans une société qui n'a pas appris à distinguer démocratie et république cette impuissance contribue à corroder la confiance dans un système représentatif mis à mal, par ailleurs, par les partis eux-mêmes. L'expansion du sentiment d'« impunité » met la Justice en accusation dans un procès instruit à son encontre par les victimes, les accusés ou de nombreux mouvements sociaux constitués précisément en raison de ses insuffisances. Les liens entre l'extension des différentes formes de violence et l'augmentation vertigineuse des exclus (produite par les crises économiques et par les transformations sociales) sont évidents. Dans la mesure où ils le sont non seulement pour l'observateur mais également pour les couches sociales aisées, le profil des nouvelles classes dangereuses se précise : la si souvent citée « fracture sociale » risque de se doubler d'une frontière quasi statutaire. L'association entre la violence éparpillée et la « nouvelle question sociale » est telle qu'elle excède le seul traitement de l'illégalité par les institutions judiciaires et de police. Par ailleurs, à l'intérieur de ces institutions, la corruption et les dysfonctionnements sont si profonds qu'ils font partie du problème qu'elles sont censées régler. Dans ce contexte, la réponse aux questions

⁸¹ *Mano de obra desocupada* : l'expression voit le jour dans les années 1980 pour parler des membres des forces armées et de police « occupés » pendant la dictature au travail de tortionnaires qui, « chômeurs » en démocratie, se mettent à employer leurs méthodes à de simples fins crapuleuses.

posées par la violence, ressentie comme excessive et insupportable, ne semble pouvoir venir que du politique. Encore faut-il, Javier Auyero le montre, dévoiler la trame obscure qui lie le système politique « réellement existant » et la violence⁸². Les sciences sociales argentines se trouvent confrontées à un problème nouveau. Les frontières entre violence et politique doivent être réexaminées. Toute violence n'est pas (en dernière instance) politique et la politique n'est pas (en dernière instance) violence, mais tracer une séparation trop radicale entre les deux termes fait obstacle à la compréhension des violences en tant que situations inhérentes aux sociétés démocratiques qui ne visent pas sa déstabilisation. »

Extraits de Merklen, D. et Sigal, S. : *Violence et politique. Une approche argentine, op. cit.*, 2009.

Le second problème que les sciences sociales ont cherché à résoudre est étroitement lié à la présence persistante d'un péronisme « mouvementiste » et aux caractéristiques dont il aurait imprégné le système politique argentin⁸³. Ce mouvement serait au cœur de la formation d'une matrice antagonique qui traverse l'ensemble de la vie sociale et politique du pays depuis les années 1950⁸⁴. C'est un élément majeur du point de vue des classes populaires car il ne s'achèvera qu'en 1976, après avoir entièrement structuré leur politicité pendant trente ans.

Pendant les années 1940, Perón déploya une politique de type travailliste conçue comme une tentative « corporatiste » de réforme de la société visant à la conciliation des classes ainsi qu'à la suppression des partis politiques et de

⁸² AUYERO, Javier : « La zone grise de la politique argentine. Regard sur les liens clandestins entre violence et acteurs politiques », *La Nouvelle Revue Argentin* (CNRS/Univ. Paris 10/Univ. De Quilmes), n° 2, décembre 2008, p. 21-30.

⁸³ Juan Domingo Perón fut Secrétaire d'Etat au Travail pendant la dictature militaire de Farrel, entre 1943 et 1945. Par deux fois consécutives élu président de la République, il gouverna de 1946 à 1952 puis de 1952 à 1955, année où il fut destitué, avec l'appui d'importants secteurs de la société civile et des partis politiques de l'opposition, par un coup d'Etat militaire autoproclamé « *Revolución liberadora* ». Perón revint au pouvoir une nouvelle fois élu en 1974 jusqu'à sa mort en 1975. Il vécut un exil de dix-huit années, réfugié dans l'Espagne de Franco entre 1955 et 1973.

⁸⁴ ALTAMIRANO, Carlos : *Bajo el signo de las masas (1943-1973)*, Buenos Aires, Ariel, 2001.

l'autonomie ouvrière⁸⁵. « L'ère de la justice sociale que [le péronisme] prétendait inaugurer, impliquait la substitution de l'État libéral abstentionniste par un système corporatiste capable d'institutionnaliser les conflits sociaux, en s'appuyant sur ces fonctions ainsi incorporées pour fonder un principe nouveau d'ordre et de légitimité »⁸⁶. Or, l'establishment patronal n'est pas convaincu du fait que donner autant de bénéfices aux travailleurs soit le meilleur chemin pour obtenir la paix sociale, ce qui provoque son éloignement progressif du gouvernement⁸⁷. Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, une alliance d'opposition au péronisme se constitue autour du mécontentement du patronat et des propriétaires terriens, suivie par une bonne partie des classes moyennes et des intellectuels⁸⁸.

La consolidation d'un mouvement de résistance face au péronisme pousse Perón à adopter une stratégie de renforcement du visage populiste du mouvement. Effectivement, tout autre soutien au gouvernement faisant défaut, les liens avec le mouvement ouvrier sont renforcés, la mobilisation populaire est promue par l'État et les syndicats s'érigent de plus en plus en acteurs politiques. Sur la base d'une représentation du conflit politique en termes de clivage social, une identification s'opère entre le peuple, le mouvement péroniste et la nation. Ce clivage s'articule autour d'un antagonisme défini entre le peuple et le mouvement péroniste d'un côté, les ennemis de la nation de l'autre.

Après le renversement du deuxième gouvernement de Perón en 1955, les syndicats déplacent davantage leur action vers la politique, évoluant vers un rôle partisan. En effet, le parti péroniste proscrit, la centrale ouvrière CGT a politiquement représenté le mouvement jusqu'en 1973, année du retour du

⁸⁵ Le projet péroniste a même été qualifié de « fasciste » ou d'un « institutionnalisme » proche du fascisme. Cf. HALPERIN DONGHI, Tulio: *La larga agonía de la Argentina peronista*, Buenos Aires, Ariel, 1994. TORRE, Juan Carlos : *El 17 de Octubre de 1945*, Buenos Aires, Ariel, 1995.

⁸⁶ NOVARO, Marcos et PALERMO, Vicente : *Política y poder en el gobierno de Menem*, Buenos Aires, Flacso/Norma, 1996, p. 384

⁸⁷ L'historien Halperín Donghi affirme que « les patrons argentins, très sagement, ne croyaient pas au danger imminent d'une révolution sociale et refusaient de payer le prix sûrement élevé [des concessions faites aux ouvriers] face à une éventualité d'une extrême improbabilité », HALPERIN DONGHI, Tulio : *La larga agonía de la Argentina peronista*, op. cit.

⁸⁸ Silvia Sigal montre l'hétérogénéité de cette alliance anti-péroniste, identifiée à l'époque comme le camp des "démocrates". SIGAL, Silvia : "Intelectuales y peronismo", in TORRE, Juan Carlos: *Los años peronistas (1943-1955)*, Buenos Aires, Sudamericana, 2002, p. 481-522.

péronisme au pouvoir. Après le coup d'Etat, le « parti *justicialista* »⁸⁹ est interdit, une forte censure s'exerce sur tous les médias et sur toute manifestation publique, et son leader part en exil jusqu'en 1973. Pourtant, le péronisme continue à être le premier acteur politique du pays. Pendant toute la période de sa proscription, aucun gouvernement n'est élu à la faveur d'élections libres : le péronisme reste de facto la première force électorale. Or, le parti étant interdit, le péronisme doit s'appuyer sur les organisations ouvrières, la *colonne vertébrale* du mouvement.

Entre 1955 et 1976, une sorte d'impossible équilibre des forces s'installe⁹⁰. Tout gouvernement, qu'il soit civil ou militaire, se retrouve devant le défi d'œuvrer dans un système politique qui prétend ignorer le péronisme organisé autour des syndicats, sans jamais arriver à l'éliminer ni à diminuer son pouvoir de pression. C'est la présence d'un clivage centré autour de l'opposition entre *peuple* et *oligarchie* qui organise la politique argentine. Cet antagonisme était déjà présent en 1945, lorsque le péronisme jettait les fondations de son pouvoir, et a perduré jusqu'à ce que la dernière dictature militaire (1976-1983) mette fin à ce schéma socio-politique. Or, l'antagonisme peuple/oligarchie n'est pas une opposition d'origine sociale, comme on pourrait le croire à première vue. En effet, le problème « n'est pas que le péronisme 'représente' des demandes sociales radicales sous la forme d'un antagonisme politique, mais qu'il a construit un antagonisme politique radical sur la base d'un clivage social [...]. Celui qui s'est construit au milieu des années 1940 n'a pas été un antagonisme social à proprement parler, mais de par son origine et sa logique de développement, c'est un antagonisme politique qui s'est enraciné et s'est nourri à partir d'un clivage social entre le peuple et l'oligarchie »⁹¹. Une interprétation concordante signale qu'« en faisant converger les questions de l'interventionnisme étatique et de la politisation du conflit social, la création d'un espace public unifié et commun dans lequel interagissent les différents agents

⁸⁹ *Partido Justicialista* – PJ – est le nom officiel du parti péroniste.

⁹⁰ Cet impossible équilibre a été théorisé par Emilio de Ipola et Juan Carlos Portantiero en termes de crise d'hégémonie, indiquant l'impossibilité de constitution d'un ordre, ou d'un « bloc historique », dirigé par l'Etat et la bourgeoisie. Cf. DE RIZ, Liliana y DE IPOLA, Emilio: "Acerca de la hegemonía como producción histórica. Apuntes para un debate sobre alternativas políticas en América latina, in Labastida: *Hegemonía y alternativas políticas en América latina*, Mexico, Siglo XXI, 1985. Voir aussi, PORTANTIERO, Juan Carlos: "Notas sobre crisis y producción de acción hegemónica", in Labastida: *Hegemonía y alternativas políticas en América latina*, Mexico, Siglo XXI, 1985.

⁹¹ Novaro et Palermo, *op. cit.*, 1996, p. 388.

économiques et sociaux se transforme, donc, en la marque de naissance du populisme d'après-guerre. Le corollaire le plus important de cette convergence a été la transformation de l'économie en une question expressément politique »⁹². Dans le même sens enfin, d'autres auteurs soulignent le caractère de « communauté organisée » du projet péroniste original⁹³.

Ce clivage a eu pour conséquence d'enraciner les catégories populaires dans le politique. Les travailleurs s'intègrent dans une configuration qui renforce leurs organisations sociales à caractère politique, voire partisan. Cela explique pourquoi le conflit social évoqué par les discours populistes l'est toujours en termes de conflit national, entre le *peuple substance de la nation* et ses ennemis⁹⁴. C'est l'une des raisons pour lesquelles les individus des classes populaires ne se penseront pas comme des *ciudadanos* avant 1983 mais comme des *trabajadores*. Et c'est aussi pourquoi la question « citoyenne » aura autant d'importance dans la structuration politique de l'Argentine contemporaine et de la place que les classes populaires occupent en son sein. Le déclin de l'identité de « travailleur » n'est pas exclusivement lié au recul du salariat mais présente une dimension directement politique.

Ce type de lecture de l'histoire argentine et du rôle joué par le péronisme visait, dans les années 1980, à expliquer pourquoi la démocratie avait été virtuellement impossible après 1930. En même temps, cette lecture cherchait à identifier les écueils qui devaient être évités afin de consolider le régime démocratique après le terrorisme d'Etat de la dernière dictature. Pratiquement aucun acteur politique de la période qui va du coup d'Etat de 1928 à la fin de la dernière dictature en 1983 ne semble s'impliquer profondément dans la

⁹² CAVAROZZI, Marcelo : "Modelos de desarrollo y participación social en América Latina: legados y paradojas", in Kliksberg, B et Tomassini, L. : *Capital social y cultura : claves estratégicas para el desarrollo*, Buenos Aires, BID/Fund. Herrera/University of Maryland/FCE, 2000, p. 200.

⁹³ SIGAL, Silvia y VERON, Eliseo : *Perón o muerte. Los fundamentos discursivos del fenómeno peronista*, Buenos Aires, Legasa, 1986.

⁹⁴ Cette représentation manichéenne est l'une des bases de l'autoritarisme du régime populiste, car il fait de tout ennemi du régime un ennemi de la nation. C'est ainsi qu'ont été qualifiés par le péronisme, chacun à leur tour, l'ambassadeur des États unis, les cheminots en grève, les propriétaires terriens, l'université, les « démocrates » et l'Église catholique.

construction d'une démocratie libérale. La caractéristique dominante de la politique argentine pendant cette période serait induite par le fait que les intérêts corporatifs et sectoriels priment sur les formes d'action et de représentation « proprement » politiques – dans les deux sens du mot. Les militaires devaient rentrer dans leurs casernes, la gauche abandonner les armes et les syndicats laisser la politique aux partis. La politique retrouverait ainsi un espace pacifié.

A côté des militaires, les syndicats sont effectivement perçus comme l'archétype de l'acteur non démocratique. Si par nature, ils représentent des intérêts particuliers, sous le péronisme l'acteur syndical a souffert d'une double perversion : en devenant « corporatiste », ce qui l'a éloigné du modèle du mouvement social, et en devenant un acteur « politique », une force déterminante du système politique. En premier lieu, les syndicats sont une force électorale. Quand le PJ est légal, ils décident des élections internes au parti, et quand le PJ est proscrit ils orientent le vote péroniste⁹⁵. En second lieu, des modalités d'action « non politiques » se substituent aux élections comme moyen de se départager en cas de conflit : la grève et la mobilisation deviennent la modalité d'action politique privilégiée des classes populaires.

Le péronisme est ainsi un casse-tête pour les intellectuels. Pendant les années 1960, les intellectuels d'affiliation marxiste ont consacré leurs efforts à expliquer et à comprendre pourquoi la classe ouvrière était péroniste et non révolutionnaire. Pour ce faire, ils ont dissocié « classe ouvrière » et « péroniste ». Il s'agissait alors d'isoler l'élément purement politique, la conscience péroniste, pour s'appuyer sur la situation de classe des ouvriers. La conscience péroniste était l'élément à corriger pour restituer un véritable caractère de classe à l'action⁹⁶. Ce qui est surprenant, c'est que ces mêmes intellectuels allaient faire le chemin inverse vingt ans plus tard. Dans un premier temps, dans les années 1960 donc, ils ont considéré le péronisme avec en tête l'objectif de la révolution, et ils ont abandonné le politique au profit de la société (les classes populaires devaient être considérées comme « ouvrières » plutôt que comme « péronistes »). Comme nous le voyons, à partir des années 1980, objectif démocratique en tête, ils abandonnent la société au

⁹⁵ SIDICARO, Ricardo : *Los tres peronismos. Estado y poder económico 1946-55 / 1973-76 / 1989-99*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2002.

⁹⁶ Sigal, S., *Intelectuales y poder en la década del sesenta*, op. cit., p. 187-200.

profit de la politique : peu importe l'évolution sociale des classes populaires pourvu que les individus qui la composent deviennent des citoyens.

La revanche de la société : l'apparition d'une nouvelle politicalité pour les classes populaires (1989-2001)

Le retour à la démocratie est interprété dès 1983 comme l'occasion de restituer sa place à la politique et de remettre la politique à sa place. La modernisation de l'Argentine passait alors par plus de « citoyenneté » et plus de « politique ». Dans ce contexte, il fallait redéfinir et rétablir les contours de la bonne politique : l'acteur politique devait être essentiellement citoyen⁹⁷. La représentation doit être articulée par des partis. L'acte politique par excellence est le vote. L'acteur politique est nécessairement un « sujet » capable de porter de nouvelles significations à l'horizon de la démocratie. La question du « sens » occupe une place centrale et en conséquence, un parti politique démocratique est une organisation à idées. Il n'est pas censé représenter directement un secteur ou une classe. Et encore moins incarner un intérêt ! Péchés ! Topographiquement, la politique ne se fait pas dans la rue mais à l'intérieur des institutions et des partis, à la chambre des députés et des sénateurs. La politique s'autonomise par rapport à la société pour conduire celle-ci à travers une lutte argumentative : des idées exprimées et argumentées sur la place publique⁹⁸.

Forte de cet outillage intellectuel, la science politique a dans une bonne mesure compromis ses chances de comprendre pourquoi les classes populaires ne s'accommodaient ni des transformations de la société ni de l'ordre démocratique. Et la pensée « progressiste » n'a pas été capable d'interpréter l'évolution politique des

⁹⁷ En France, la question de la citoyenneté fait son apparition contemporaine dans les années 1980. Voir à ce propos la thèse de Nicolas Pinet, *La politique au-delà de la vie politique*, op. cit., p. 33 sq. Cf. DUCHESNE, Sophie : *Citoyenneté à la française*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997 ; et LECA, Jean : « Individualisme et citoyenneté » in Birnbaum, P. et Leca, J. : *Sur l'individualisme : théories et méthodes*, Paris, Presses de Sciences Po, 1986.

⁹⁸ La publication de la *Théorie de l'agir communicationnel* eut un grand impact à ce moment. Nous avons consacré toute l'année 1989 à son étude au sein du groupe d'enseignants de la chaire de *Sociología sistemática* aux côtés de Juan Carlos Portantiero. Cf. HABERMAS, Jürgen : *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard, 1987, 1^{ère} éd. Allemande, 1981.

catégories les plus défavorisées. Comment comprendre l'évolution des classes populaires sans réduire ce processus à une augmentation des taux de pauvreté, comme le faisait alors en grande partie la sociologie argentine faisait car aucun problème politique qui ne fût un résidu du passé n'était alors visible ? Comment rendre compte de la vie politique des classes populaires dont les *asentamientos* et bientôt beaucoup d'autres manifestations collectives s'intégraient tant bien que mal à la vie de la jeune démocratie ?

Il faut tout d'abord noter que pendant la période allant de 1976 à 2001, les traditionnels supports politiques des classes populaires les ont lâchés ou ont été incapables d'articuler une réponse à l'initiative régressive menée du haut de l'État.

En premier lieu, à partir du coup d'Etat de 1976, la défaite politique, sociale et idéologique a laissé les différents partis et organisations de la gauche traditionnelle dans une situation de quasi-impuissance. Deux faits constituent la preuve de cette paralysie : d'une part, une fois le régime démocratique installé, les forces de la gauche ont eu du mal à se doter d'une force parlementaire ; d'autre part, fragmentées, elles se sont montrées incapables de se réunir dans un quelconque « front » quelconque, fut-ce dans une telle situation de repli⁹⁹.

En second lieu, une fois dissociés de l'État et soumis aux effets de la déstructuration du monde du travail, les syndicats ont vu leur force diminuer et leur capacité d'initiative politique pratiquement se désagréger. Qui plus est, leur disqualification comme force déterminante au sein du parti péroniste leur a enlevé la possibilité de peser sur les décisions de l'État. Les syndicats ont perdu leur fonction de protection sociale¹⁰⁰, ils ont été impuissants à défendre l'emploi et ils se sont montrés incapables d'articuler des formes d'action correspondant à la situation de ceux qui décrochaient du salariat classique.

⁹⁹ Cette situation d'éclatement et de non représentativité des forces de gauche contraste évidemment avec la situation qu'ont connue le Chili et l'Uruguay où elles ont rapidement reconquis des parts de pouvoir après les dictatures.

¹⁰⁰ La protection sociale n'est pas en Argentine une prérogative exclusive de l'Etat. À travers les *obras sociales*, les syndicats ont assuré en Argentine une partie importante des fonctions de « sécurité sociale », notamment l'assurance maladie. Ces « œuvres sociales » cœur du pouvoir syndical pendant des décennies, ont été privatisées sous le gouvernement de Carlos Menem.

En troisième lieu, depuis 1976, l'État apparaît comme le principal agresseur des classes populaires. Il s'est constitué en puissance arbitraire de répression politique et de régression sociale pendant la dictature. Il a été incapable de contrôler l'hyperinflation de 1988 et 1989 pendant le gouvernement d'Alfonsín, ce qui s'est traduit par la pulvérisation des salaires et par une dislocation des services publics. Sous la décennie menemiste, c'est l'État qui organise le démontage pièce par pièce d'un service public déjà dysfonctionnel (mais qui assurait encore son rôle de service public), et d'un salariat qui structurait le monde du travail (il le faisait déjà plutôt mal que bien, certes, mais il le structurait tout de même). Enfin, sous l'Alliance, l'impuissance publique a mené à la catastrophe avec cette récession qui a divisé le PIB par deux à partir de 1998 et qui a débouché sur la crise de 2001.

Enfin, le péronisme a joué un rôle ambivalent dans la conjoncture démocratique. D'un côté, dans ses organisations nationales (le parti, puis le gouvernement) et dans son rôle de représentant de la classe ouvrière, il laisse orphelins les travailleurs. Non seulement il ne défendra plus leurs droits et leurs intérêts, mais depuis 1989 c'est sous l'impulsion d'un gouvernement péroniste que s'est produit le plus grand processus d'appauvrissement que l'Argentine n'ait jamais connu. De ce point de vue, à l'issue de l'ère Menem on a la conviction que le vieux mouvement péroniste n'y est plus. D'un autre côté, cependant, le péronisme est la formation politique qui interprète le mieux la nouvelle relation entre les classes populaires et l'État. Par son contrôle des administrations locales, le péronisme contribue à la construction d'un espace d'assistance et de participation politique qui, comme nous le verrons, se trouve au centre de la nouvelle politicalité des classes populaires.¹⁰¹

Les sciences sociales argentines ont parfaitement décrit le processus de déstructuration sociale. En gros, ce processus peut être représenté comme le passage du « *travailleur* » au « *pauvre* », glissement catégoriel qui rend compte d'abord du phénomène de décrochage, puis de celui d'effondrement des classes

¹⁰¹ La période ouverte par le gouvernement de Nestor Kirchner (2003-2007) puis continuée par son épouse Cristina Fernandez (2007-2011) changea notablement la place du péronisme. Nous reviendrons sur cette évolution.

populaires et d'une partie des classes moyennes. En Argentine la sociologie s'est plutôt servie de la notion d'« appauvrissement ». On construit alors des « cartes de la pauvreté » et l'Institut des statistiques (INDEC) indique deux fois par an le nombre d'individus et de foyers qui tombent sous le seuil de la « pauvreté » et de « l'indigence » à travers sa fameuse « enquête permanente des ménages »¹⁰². Or ces descriptions ont contribué à figer les classes populaires dans l'image de la perte qu'elles étaient inéluctablement en train de subir¹⁰³. Ancrées dans une pure négativité, les différentes formes de mobilisation des classes populaires ont été présentées comme oscillant entre la défense des acquis du passé, l'incompréhension de ce qui leur arrivait et la pure anomie.

C'est ainsi qu'ont souvent été observés les mouvements de protestation contre les politiques d'ajustement structurel du gouvernement de Menem. A ce propos, il est intéressant de citer comme exemple la vision qu'ont donnée de ces protestations quelques intellectuels étroitement liés à l'expérience du FREPASO :

« Le mouvement de protestation sociale a connu un développement sporadique, avec des pics de haute intensité et des périodes de très faible activité, et il s'est exprimé notamment par des "soulèvements" [*estallidos*], tumultes urbains et mobilisations soudaines de masse avec un certain contenu de violence et sans une direction politique claire, parfois pas même une direction syndicale ou sectorielle définie. [...] Il ne s'agit pas précisément de mouvements sociaux, étant donné leur caractère éphémère. Et fréquemment, il s'agit plutôt d'expressions de violence anomique que de revendications radicalisées. Occasionnellement, ces mobilisations produisent l'émergence spontanée d'un leadership, mais dans ce cas demeure toujours leur caractère essentiellement "antipolitique" »¹⁰⁴.

¹⁰² Voir notamment les nombreuses études réalisées par l'INDEC (notamment le *Mapa de la pobreza en Argentina*, Buenos Aires, 1981), ainsi que les travaux de Susana Torrado, Alberto Minujin, Gabriel Kessler, Silvio Feldman et Miguel Murmis.

¹⁰³ Je me suis efforcé de décrire les conséquences théoriques et politiques de ce glissement catégoriel. Ceci n'est pas exempt de conséquences sur l'incompréhension de la formation de nouvelles classes populaires. (Merklen, 2003b).

¹⁰⁴ NOVARO, MARCOS y PALERMO, Vicente : *Los caminos de la centroizquierda. Dilemas y desafíos del Frepaso y de la Alianza*, Buenos Aires, Losada, 1998, p. 74-75.

C'est de cette manière que l'alternative de centre-gauche au néolibéralisme représenté par Carlos Menem ne cherchera pas à donner un sens à la protestation sociale ni même à s'allier à ces mouvements de protestation. On considère au contraire que le rôle d'une alternative « progressiste » est d'approfondir le travail de stabilisation des règles du jeu démocratique pour renforcer l'autonomie relative de l'espace politique par rapport à la société. Il est important d'examiner ici quelques-unes des interprétations du phénomène menemiste proposées par la science politique. Pour les uns, l'importante corruption qui accompagne l'action du gouvernement et notamment la force du leader pendant les premières années du mandat, minent les règles du jeu et empêchent le parti (le PJ) de jouer son rôle. C'est la clôture du débat public par l'action (encore) populiste du leader qui rend nécessaire la création d'un espace d'opposition, politique profitable à la gauche. Pour les autres, c'est justement l'inverse. Menem continue l'institutionnalisation du PJ initiée par le mouvement de la Rénovation et joue le jeu de la concurrence partisane dans un espace déjà ouvert¹⁰⁵. On voit alors le fonctionnement normal du jeu démocratique qui aurait permis la construction patiente d'un espace de centre-gauche ouvert par la concurrence entre partis.

Ni dans un cas ni dans l'autre, cette nouvelle force *progressiste* n'est conçue comme une alternative au modèle social régressif mis en place par le menemisme. Et c'est exactement ce qui s'est passé lorsque l'Alliance est arrivée au pouvoir : elle n'a pris aucune mesure susceptible de modifier l'orientation économique cherchée par Menem, et elle n'a pas non plus cherché à comprendre le mouvement de protestation qui s'articule dans les provinces, dans les petites villes et dans l'immense banlieue de Buenos Aires. Cette « gauche » au pouvoir ne chercha pratiquement pas non plus à protéger la moitié de la population argentine tombée sous le seuil de la pauvreté.

Victimes d'un processus de transformation qui les rendit perdants sur toute la ligne, ces citoyens ont évidemment esquissé des réponses politiques à leur débâcle sociale. Or, le nouveau « répertoire » qui sert de base à la mobilisation sociale, dès les années 1980, ne correspond en rien à la vision stylisée de la politique

¹⁰⁵ La *Renovación* fut une mouvance interne visant à transformer le caractère « mouvementiste » du péronisme. Il s'agissait alors d'écarter les syndicats pour rétablir le pouvoir du « parti » au détriment du « mouvement ». Son action s'étale entre 1985 et 1989.

que la théorie politique à construire¹⁰⁶. Et certes, cette mobilisation sociale n'est en rien le fait de « sujets » voulant élargir les horizons de la démocratie : *asentamientos*, ces centaines d'occupations illégales de terres en vue du logement depuis 1981 ; *saqueos*, ces mouvements de saccage de commerces lors de l'hyperinflation de 1989 et lors de la crise de 2001 ; *estallidos sociales*, ces soulèvements populaires dans les provinces pour protester contre le non-paiement des salaires, contre la fermeture d'usines ou contre la corruption et les formes locales de népotisme ; enfin, des *piquetes*, ces barrages de routes en province depuis 1996 et à Buenos Aires depuis 2000 : ce sont certes là des mouvements qui correspondent plutôt à la révolte d'une société civile fragmentée. Mais pourquoi ne pas y voir des éléments d'une nouvelle politicité des classes populaires en formation ? Pour une part, ils servent à manifester l'opposition ou le mécontentement face aux initiatives de modernisation de l'économie et de la société qui les excluent. D'autre part, ils expriment des tentatives de participation à la nouvelle démocratie. Ce caractère « positif » de la politicité ne pouvait être compris par une théorie politique qui voyait dans l'institutionnalisation des partis politiques et de la démocratie électorale l'ouverture d'un espace politique idéal conçu par opposition à la grève et à la manifestation (des armes traditionnellement utilisées par le péronisme)¹⁰⁷. Surtout, cette positivité politique était invisible dès lors qu'on postulait que violence et illégalité sortaient du champ politique. Alors que, dans tous les cas, mener ces formes de mobilisation c'était avoir un pied dans l'illégalité, et souvent, les mains souillées par la violence.

Cette représentation d'une « bonne politique » opposée aux traditionnelles mobilisations des travailleurs a fait très couramment partie des arguments avancés dans les années 1980 et 1990. Nous trouvons un exemple intéressant de ce type

¹⁰⁶ Le concept de « répertoire d'action collective » proposé par Charles Tilly comme une forme d'observation de l'histoire et, notamment, de mise en lumière de l'évolution des modes de protestation ou de contestation du pouvoir eut lui aussi une grande importance. Il a été mobilisé notamment par la génération de jeunes chercheurs dont je fais partie, formés en démocratie étudiaient les nouvelles formes de mobilisation sociale, inclassables selon le schéma de ses professeurs. Cf. TILLY, Charles: *La France conteste. De 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1998 (*The French contentious*, 1986).

¹⁰⁷ Ainsi furent qualifiées d'« antidémocratiques » les grèves menées par la CGT pendant le gouvernement d'Alfonsín, à la fin des années quatre-vingt.

d'argumentation dans un article de Sebastián Pereyra et Federico Schuster¹⁰⁸. Les auteurs présentent une histoire de « la protestation sociale en Argentine démocratique » en faisant ressortir deux périodes. La première verrait gouverner la « matrice syndicale » : entre 1983 et 1995, 60% et 75% des actions de protestation sociale auraient été organisées par les syndicats. Cette « matrice syndicale » a connu à son tour deux moments. Pendant le gouvernement radical de Raúl Alfonsín (1983-1989), la protestation aurait été liée à la défense des « conditions salariales des travailleurs et à la confrontation des syndicats (en général péronistes) avec la politique globale du gouvernement (radical) »¹⁰⁹. Pendant le premier gouvernement de Carlos Menem (1989-1994), toujours marquées par la « matrice syndicale », les protestations « ont été orientées par la défense des postes de travail ou par la protection des conditions de travail qu'on voyait menacées par la privatisation des compagnies de l'Etat (téléphone, gaz, électricité...) par la 'rationalisation' (réduction) de l'appareil bureaucratique de l'Etat, mais encore par la disparition d'industries dans les régions »¹¹⁰. Cependant, toujours selon ces auteurs, avec le deuxième gouvernement de Carlos Menem (1994-1999), la matrice syndicale cèderait à une nouvelle ère de protestation sociale, cette fois de « matrice citoyenne », en s'orientant « pour la justice, contre la violence policière, pour l'égalité d'opportunités ou de droits, pour l'environnement, pour le travail »¹¹¹. On observe donc ici la production d'une opposition entre deux « matrices » de la protestation sociale : « d'un côté la forme traditionnelle de mobilisation syndicale liée aux demandes et aux conflits d'intérêts et située dans le champ de l'économie. De l'autre, une série de revendications à caractère universel et liées à l'espace générique de la réclamation de droits »¹¹². Au-delà de certains aspects factuels qui pourraient être contestés, ce que nous observons clairement ici c'est le caractère tranché de l'opposition produite par les auteurs quant à la nature des matrices « syndicale » et « citoyenne ». Dans sa présentation, la protestation syndicale n'a

¹⁰⁸ SCHUSTER, Federico et PEREYRA, Sebastián: "La protesta social en la Argentina democrática: balance y perspectivas de una forma de acción política", in Giarraca, N.: *La protesta social en Argentina. Transformaciones económicas y crisis social en el interior del país*, Buenos Aires, Alianza, 2001, p. 41-63.

¹⁰⁹ *Ibidem*, p. 51-52.

¹¹⁰ *Ibidem*, p. 52.

¹¹¹ *Ibidem*.

¹¹² *Ibidem*, p. 53.

aucun lien avec la citoyenneté. Elle ne garde pas de relation avec les droits bafoués de beaucoup de citoyens salariés ou retraités et n'étaient pas à caractère *universel* ? Ce type d'approche met à nu la sociologie devant l'emprise d'une théorie de la démocratie et de la citoyenneté « pures », toujours selon ces auteurs¹¹³.

Dans une perspective encore plus radicale, même après 2001 d'autres intellectuels n'ont pu voir dans la mobilisation sociale qu'une expression d'anomie :

« Les barrages de routes menés depuis plusieurs années, mais s'intensifiant considérablement pendant l'année 2001 dénotent un mode d'action comportant des risques variés de dérivation violente, destiné à faire pression sur les autorités à travers la perturbation de l'ordre. La ressource de l'exclu est de récupérer de la signification par le blocage. Cependant, l'organisation de cet espace social semble extrêmement difficile. [...] Les saccages [de commerces] ayant eu leur moment culminant en décembre 2001 [...] ont contribué au désordre et à la protestation provoquant la chute du gouvernement de Fernando De la Rúa [...] Il existe ici un fort potentiel antipolitique et même de désagrégation des liens sociaux »¹¹⁴.

Depuis la perspective qui était la mienne dans l'observation de l'histoire récente de l'Argentine, je cédé à la tentation d'avancer dans le sens contraire : face à la désagrégation des liens sociaux à laquelle l'action de l'État a conduit, les classes populaires tentent comme elles le peuvent de se replier et de retrouver des formes d'action efficaces, parfois même désespérément. Dans un cas comme dans l'autre, on voit que pour beaucoup d'auteurs la mobilisation sociale coïncide difficilement avec une mobilisation citoyenne : le caractère « antipolitique » est tantôt mis du côté de l'action syndicale, tantôt du côté des protestations ou des révoltes populaires. Tous semblent oublier le caractère politique des transformations

¹¹³ Par opposition avec beaucoup de chercheurs travaillant sur la question politique, ces auteurs qualifient la protestation sociale de « forme d'action politique » (dans le titre de leur article). On pourrait alors se demander si, toujours selon eux, la action syndicale traditionnelle est aussi une action politique ou s'ils ne font référence qu'aux luttes sociales qui surviennent une fois les syndicats affaiblis et mis au pied du mur. La question n'est pas élucidée dans l'article cité.

¹¹⁴ CHERESKY, Isidoro : « Autoridad política debilitada y presencia ciudadana de rumbo incierto », in *L'Ordinaire latino-américain n° 188*, Université de Toulouse Le Mirail, juin 2002, p. 25-35.

socioéconomiques, et le caractère conséquemment politique de la mobilisation populaire (sous toutes ces formes).

Pendant les années 1980 et 1990, la pensée politique du centre-gauche s'est montrée incapable de protéger les classes populaires du naufrage. Qui plus est, si l'on suit certains, ce n'était pas son rôle car « le *Frente Grande* n'était pas le parti des victimes de l'ajustement ; par conséquent, il ne devait pas s'occuper des demandes immédiates de réparation, mais des demandes plus médiates et complexes, plus "politiques" et universelles que sectorielles »¹¹⁵. Cela explique en partie l'incompréhension que ses intellectuels ont montrée à l'égard de l'évolution de la politicité des classes populaires. Cette incompréhension s'explique en partie par l'extrapolation qui est faite du rôle de la citoyenneté dans la formation de la conscience politique. De même, ils ont hypostasi  le rôle des élections dans la démocratie réduisant l'action politique aux seuls débats d'idées dans lesquels seule la confrontation électorale pourrait légitimement trancher.

S'agissant du rôle des élections, Roberto Gargarella se pose légitimement une question : comment est-il possible que les élections du mois d'octobre 2001 n'aient pas permis d'éviter la crise de la mi-décembre de cette même année ?  tant donné le caractère démocratique du gouvernement et des élections, il conclut au caractère trop massif et limitatif de l'acte de voter¹¹⁶. Et il rappelle, parce que le contexte de la réflexion politique argentine l'exigeait ainsi, que la démocratie n'est pas seulement faite d'élections mais se fait également à travers de multiples moyens, comme la protestation dans la rue. En ce sens, nous ajoutons que pour ne pas rester enfermées dans la seule expression électorale, les classes populaires argentines ont dû trouver d'autres moyens pour communiquer avec le système politique. Le risque d'isolement est d'autant plus important que ces catégories évoluent dans le contexte d'une fracture sociale grandissante. En tout cas, il paraît évident que la voie électorale n'a pas suffi à bon nombre d'Argentins pour éviter de tout perdre (notamment si l'on tient compte de la mauvaise qualité de l'offre politique).

¹¹⁵ Novaro et Palermo, *op. cit.*, 1998, p. 107. Le *Frente Grande* est le prédécesseur du FREPASO.

¹¹⁶ GARGARELLA, Roberto : « "Piedras de papel" y silencio : La crisis política argentina le da desde su sistema institucional », in *L'Ordinaire latino-américain né 188*, *op. cit.*, p. 37-44.

S'inscrivant dans la même problématique, une controverse intéressante autour de l'adhésion des classes populaires au vote péroniste : comment expliquer que ceux qui ont souffert le plus violemment des conséquences des réformes mises en œuvre par Menem aient voté majoritairement pour ce même péronisme au pouvoir pendant dix ans ? Deux arguments rivaux ont été avancés, les deux faisant appel au caractère pré-politique du vote des « pauvres » ainsi qu'à l'hétéronomie de leur situation. Selon le premier, le plus couramment avancé, dans leur dénuement les pauvres étaient victimes du clientélisme orchestré par les appareils du péronisme¹¹⁷. Selon le deuxième, le vote populaire en faveur de Menem aurait été le résultat d'une grave crise (l'hyperinflation de 1989) qui aurait renforcé la figure du leader en induisant une relation de soumission de type populiste favorable à la « démocratie délégative » au détriment de la représentation¹¹⁸.

A la suite d'un véritable processus de désaffiliation, les classes populaires argentines se sont trouvées dans un état de dépendance accrue vis-à-vis de l'État et de ses rendements en matière de politiques publiques. C'est notamment le cas de ceux qui sont aujourd'hui en dehors de tout système de protection sociale et exclus de l'emploi. Cependant, tout mettre du côté de l'hétéronomie et du clientélisme, c'est encore une fois méconnaître la production politique des classes populaires pendant la période démocratique. Indubitablement, le lien complexe avec le péronisme en fait partie, et c'est ce mouvement qui a le mieux compris les transformations de la politicalité populaire (en même temps qu'il les orientait et qu'il contribuait à les mettre en place). Mais péronisme et clientélisme ne coïncident pas entièrement, même du temps de Carlos Menem et d'Eduardo Duhalde¹¹⁹.

Le péronisme reconstruit son lien avec les classes populaires notamment à travers le contrôle de l'État post-réformes. Et la clé du rapport des classes populaires

¹¹⁷ Dans ses interprétations les plus radicales, le clientélisme serait enraciné dans la culture populaire comme un « habitus » résultant du rapport d'assistance vis-à-vis de l'État dans lequel Eva et Juan Perón auraient installé les classes populaires dans les années quarante. cf. AUYERO, Javier : « Evita como *performance*. Mediación y resolución de problemas entre los pobres urbanos del Gran Buenos Aires » in Auyero, J. (compilador): *¿Favores por votos? Estudios sobre clientelismo político contemporáneo*, Buenos Aires, Losada, 1997.

¹¹⁸ O'DONNELL, Guillermo : « ¿Democracia delegativa? », en *Cuadernos del CLAEH* n° 61, Montevideo, 1992.

¹¹⁹ Eduardo Duhalde (péroniste) a gouverné la Province de Buenos Aires, où se trouve le territoire de la banlieue de la capitale, de 1994 à 1999. Il fut le vice-président de Menem de 1989 à 1994. Il devient sénateur en 2001 et est nommé à la tête de l'État entre 2002 et 2003, pendant la crise.

à l'État se trouve dans le dédoublement de sa présence. D'un côté, ce dernier représente la conduite centralisée de l'économie et de la société dans la figure du gouvernement national. De l'autre, il s'est métamorphosé en une structure complexe et décentralisée dans les divers gouvernements locaux (les municipalités et les provinces). C'est par le contrôle de ces structures territoriales que le péronisme a su recomposer une partie de son lien avec les classes populaires, car celles-ci construisent leurs mondes d'appartenance au sein des divers cadres locaux¹²⁰.

Une fois le processus de désaffiliation amorcé, les perdants se sont réfugiés dans le local et ils ont reconstruit leur sociabilité notamment à travers ce que nous avons appelé une « inscription territoriale ». C'est sur le cadre local que les classes populaires organisent partiellement et leur participation politique et leurs liens de solidarité. Les collectifs à base territoriale (dans le cadre du quartier, dans la grande ville ; des villages et des petites villes dans les provinces) servent de point d'appui à la construction des nouveaux répertoires d'action (Merklen, 2003). Il faut, d'une part, inscrire ce mouvement de territorialisation comme l'apparition sur la scène démocratique de nouvelles logiques d'action et même de nouveaux acteurs, et d'autre part, l'inscrire dans le contexte de la crise de l'État et de l'appauvrissement résultant de la dégradation du monde du travail.

La longue et patiente construction de liens sociaux au niveau des quartiers de la banlieue (dans une bonne mesure investie par des organisations non partisans comme les églises, l'école, les ONG et les organisations de quartier) a été parfaitement ignorée par les universitaires pour qui la politique ne se lit qu'à travers le phénomène d'une citoyenneté réduite à l'acte électoral et à l'échange d'arguments dans l'espace public. En revanche, cela a été efficacement pris en compte et alimenté par le péronisme (tous courants confondus). Lorsque nous travaillions dans ces quartiers, nous avons pu observer la formation d'une politicalité qui ne correspondait en rien à l'espoir de voir apparaître une citoyenneté propre, mais qui représente bel et bien une tentative d'exister politiquement¹²¹.

¹²⁰ D'une façon beaucoup plus limitée, le radicalisme a réussi la même reconversion dans les provinces sous son contrôle, comme Córdoba, Chaco et Río Negro.

¹²¹ J'ai eu l'occasion d'observer ce mouvement sur une période relativement longue, dans le travail de terrain que j'ai réalisé entre 1987 et 1997 de manière continue, puis de manière intermittente mais

En bonne logique, les classes populaires tentent de défendre et de protéger leur mode de vie par des actions menées sur le système politique local. Et cela devient d'autant plus déterminant qu'un grand nombre de foyers dépend de ressources dont la distribution se fait dans le cadre de politiques publiques territorialisées¹²². Dans ce contexte, les organisations sociales locales exercent une action parfaitement politique destinée à influencer (autant que faire se peut) les politiques sociales (réorientées sur le territoire et devenues de véritables politiques de « lutte contre la pauvreté »). Cette action débouche le plus fréquemment sur l'obtention de quelques bénéfices ponctuels ne permettant que de palier à la situation. Mais, pourquoi s'empêcher de penser qu'elle pourrait devenir une lutte dont l'objet serait de faire reculer l'antidémocratique régression sociale des dernières décennies ? En même temps, ces mêmes habitants de quartier participent au jeu électoral en parfaits citoyens. Et là, comme on dit, « *ils font leurs choix* ». Mais il faut se dire aussi qu'« *ils font avec* », car le plus souvent le système politique ne leur propose pas grand-chose en termes de choix.

Mais en même temps qu'ils luttent pour leur survie, les habitants se projettent dans l'espace public pour réclamer leurs droits, pour légitimer leurs modes d'action, pour dénoncer l'action des gouvernants ou pour récuser la corruption ou l'ineptie gouvernementale, comme lorsqu'ils se sont associés aux classes moyennes pour exiger « *que se vayan todos* » (qu'ils s'en aillent tous). Contrairement à ce que la conjoncture de l'après-1983 semblait indiquer, ces quartiers de la périphérie de Buenos Aires menaient une existence parfaitement politique. Ou en tout cas, il était difficile de comprendre quelque chose à ce qui s'y passait sans le regard de la sociologie politique. Quelle ne fut donc pas ma surprise quand, à l'automne 2005, les intellectuels français se sont précipités dans les périphéries urbaines en flammes pour avertir qu'il n'y avait là probablement rien de

régulière. Des observations du même type réalisées par Pablo Semán ont mis en évidence la formation d'une nouvelle culture populaire telle que la politicalité des classes populaires ne peut être séparée de leur religiosité et de la matrice péroniste à travers laquelle elles interprètent la société et la démocratie. SEMAN, Pablo et MIGUEZ, Daniel : « Culture politique et pentecôtisme en Argentine. Spiritualisation de la politique ou politisation de l'Esprit ? » in A. Corten et A. Mary (éds) : *Imaginaires politiques et pentecôtismes Afrique/Amérique latine*, Paris, Éditions Karthala, 2000, p. 321-341. SEMAN, Pablo: "Cosmológica, holista y relacional: una corriente de la religiosidad popular contemporánea", *Revista Ciências Sociais e Religião* año 3 n° 3, Porto Alegre, octobre 2001.

¹²² La reformulation de la question sociale en termes de pauvreté s'est traduite, dans les années 1980 et 1990, par une réorientation des politiques sociales à l'échelle locale.

politique, au mieux que ces émeutes cachait un germe « proto-politique ». C'est au même moment que les orientations de politique sociale et de politique économique changeaient de sens en Argentine. Les révoltes des classes populaires ne semblaient plus tâchées d'irrationalité ou d'antidémocratie. Non seulement le système démocratique offrait des alternatives au vote, mais une légitimité était reconnue aux révoltes et aux modes d'action de ces classes populaires que la période qui va au moins de 1966 à 2003 a rendu perdantes coup après coup. Il est malheureusement trop tôt pour le savoir, mais peut-être que les classes populaires argentines commencent à sortir de la conjoncture néolibérale dans laquelle elles sont brutalement plongées avec l'arrivée des années 1970.

4. Ouverture : Les classes populaires dans la nouvelle conjoncture de l'individuation

Au moment où je rencontre la sociologie de Robert Castel et que je finis la rédaction de ma thèse, je me rends compte de l'importance des processus d'individuation en milieu populaire. Je propose alors la figure des « chasseurs urbains » et travaille dans l'idée d'une « logique des chasseurs » pour l'interprétation de ces univers populaires de la périphérie de Buenos Aires que j'observe traversés par des processus d'individuation négative plutôt que par des logiques « communautaires »¹²³. En cette même période, je participe à une enquête sur le dispositif des « emplois-jeunes », récemment mis en place par le gouvernement de Lionel Jospin (1997-2002)¹²⁴. C'est ma première enquête en France. Je fais du terrain à l'office HLM du quartier du Clos Saint-Lazare, à Stains (je ne pouvais pas imaginer à ce moment-là que les bibliothèques de quartier me conduiraient dans le même quartier plus de dix ans plus tard). J'ai alors réalisé une enquête d'observation sur des emplois-jeunes qui travaillaient dans cet office HLM, et notamment un travail d'archives à la bibliothèque du Centre d'études de l'emploi, en essayant de comprendre les dispositifs d'« emplois aidés » depuis le « rapport Schwartz » et les travaux d'utilité collective (TUC) jusqu'aux emplois-jeunes en passant par les contrats emploi solidarité (CES) et les contrats emploi consolidé (CEC). Ce double travail d'élaboration théorique et d'enquête empirique m'a permis d'entamer une transition de l'Argentine vers la France dans mon approche des classes populaires. La question des dynamiques d'individuation occupe alors le centre de ma réflexion. En cette fin des années 1990, je suis en fait étonné par la force des discours sociologiques et politiques à propos du « repli communautaire »

¹²³ Cf. « Vivre dans les marges : la logique du chasseur », in Merklen, 2001, chapitre VI, p.426-489 ; et Merklen, 2000.

¹²⁴ J'ai effectué ce travail au sein d'une équipe dirigée par Isabelle Astier. Cf. ASTIER, Isabelle, CASTEL, Robert, LE GOFF, Frédérique, et MERKLEN, Denis : *Aux marges de la fonction publique : des politiques d'emploi aidé aux emplois jeunes*, Paris, Centre d'études des mouvements sociaux – CEMS/EHESS, CEE-ministère de l'Éducation nationale, de la recherche et de la technologie, 2002, 234 p. (Merklen, 2002). Voir aussi MERKLEN, Denis : « La modernisation du service public par la réponse à des besoins émergents », in S. Divay : *Regards croisés sur les emplois-jeunes*, CA-Céreq de Rouen, série Documents 173, Rouen, 2003, p. 65-73 (Merklen, 2003c).

qui, disait-on, traversait les banlieues en France et qui conduisait à une « ghettoïsation ». Il me semblait que c'était une manière de reprendre sous un autre motif le thème de l'exclusion, et qui ne correspondait ni à mes hypothèses ni à mes observations¹²⁵. Les thèses de Robert Castel sur les processus d'individuation, qu'il problématisait à partir du concept de « désaffiliation », me paraissent alors beaucoup plus appropriées que celles de certains sociologues de terrain qui sillonnaient les quartiers. Je n'ai pas changé d'avis depuis.

Dans un second temps, entre 2005 et 2009, j'ai été invité par Robert Castel à travailler avec Marc Bessin au sein de sa chaire à l'Écoles des hautes études en sciences sociales, *Sociologie des interventions sur le social*. Nous avons alors mené conjointement, pendant ces quatre années, un séminaire intitulé *Individu mobile et protection sociale*. Ce séminaire a été pour nous l'occasion de travailler ensemble sur ce que nous avons commencé à appeler les « politiques de l'individu » et m'a donné l'opportunité d'approfondir mes intuitions sur la question de « l'individu populaire » et de placer mes observations dans un cadre plus général où je pouvais désormais caractériser la conjoncture actuelle à partir de la problématique de l'individuation. C'est dans ce cadre que j'ai aussi commencé à ouvrir ma réflexion vers une dimension plus directement politique. Je voudrais présenter ici deux chapitres qui rendent compte de ces observations et qui permettent de comprendre cette bifurcation dans mon travail. Je le fais au risque de quelques répétitions avec la section précédente (*cf. supra*, « La logique des chasseurs », p. 29 *sq.*) mais sachant que ce chapitre constitue une transition nécessaire vers la deuxième partie de ce mémoire. La question de l'individuation en milieu populaire sera évidemment l'une des clefs de mon approche des bibliothèques de quartier et nous retrouverons plus loin la problématique de l'individuation (notamment liée à la question de la citoyenneté). Mais je préfère placer ici ce chapitre sous le signe d'une « ouverture ». Cette question de l'individuation en milieu populaire constitue l'une de mes préoccupations centrales aujourd'hui, et elle le sera dans l'avenir. Comme nous le verrons, cette problématique se décline sur fond d'une conjoncture marquée à la

¹²⁵ C'est une position fréquente par exemple dans la sociologie d'inspiration tourainienne, comme c'est le cas dans certains travaux de François Dubet et de Didier Lapeyronnie : *Les quartiers d'exil*, Paris, Seuil, 1992.

fois par l'ampleur et par la direction que les processus d'individuation prennent aujourd'hui.

Dynamiques d'individuation et politiques de l'individu

Nous vivons un processus accéléré de modernisation sociale impulsée non seulement par le capitalisme et les entreprises mais aussi par l'État et même par les instances supranationales de gouvernement. Cette modernisation de l'ensemble de la société et de l'expérience sociale a été caractérisée par beaucoup comme l'ère d'un « nouvel individualisme »¹²⁶. Je voudrais examiner ici cette conjoncture comme étant, plus précisément, une conjoncture profondément travaillée par des « dynamiques d'individuation ».

Pour ce faire je me servirai de deux procédés méthodologiques. D'un côté, je distinguerai ces dynamiques d'individuation, qui caractérisent la conjoncture actuelle depuis les années 1980, de la conjoncture précédente. Comme nous verrons, la période qui a suivi la crise de 1929 et la Seconde Guerre mondiale, décrite par Peter Wagner comme la période de la « modernité organisée », a, elle aussi, été une conjoncture de fort individualisme¹²⁷. Nous devrions même dire que c'est la conjoncture où l'individualisme devient une réalité pour la première fois dans l'histoire. Mais celui qui s'étend à partir des années 1930 est un individualisme traversé par des dynamiques qui diffèrent à certains égards radicalement de celles qui travaillent notre conjoncture aujourd'hui. De l'autre côté, je tenterai de caractériser et de décrire ce que nous proposons d'appeler les *politiques d'individuation* ou *politiques de l'individu*¹²⁸. Car la conjoncture actuelle n'est pas le fait d'une évolution automatique, sans acteurs. Elle est aussi faite d'initiatives fortes qui visent à rendre l'ordre social apte à accueillir ce nouvel individualisme. Qu'est-ce

¹²⁶ Cf. GAUCHET, Marcel : « Essai de psychologie contemporaine. Un nouvel âge de la personnalité », *Le Débat*, n° 99, Paris, 1998, p. 164-181.

¹²⁷ WAGNER, Peter : *Liberté et discipline. Les deux crises de la modernité*, Paris, Métailié, 1996 (*Soziologie der Moderne, Freiheit und Disziplin*, Frankfurt, 1995).

¹²⁸ Les pages qui suivent ont été élaborées dans le cadre d'un travail avec Marc Bessin et Robert Castel. Je bénéficie donc ici des résultats de cette élaboration collective.

qui caractérise ces « politiques de l'individu » ? Disons pour l'instant que nous observons depuis une vingtaine d'années la mise en place d'une série de mesures et la réorientation d'autres dont l'objet est la production de l'individu lui-même. Tandis que, dans la conjoncture précédente, l'« individu » était considéré comme une donnée, comme un point de départ, les nouvelles orientations visent au contraire sa production. Les politiques de l'individu ciblent la production du sujet individuel et essaient de contraindre chaque personne à se constituer comme un sujet à la fois « actif » et « responsable ». La sociologie classique théorisait la « socialisation » avec l'idée qu'il fallait intégrer les individus, voire les adapter à la vie en société, mais les individus étaient « déjà là ». Aujourd'hui en revanche, on met en place un ensemble de dispositifs destinés à agir sur les subjectivités individuelles afin de les produire en tant que telles. C'est donc un type nouveau de politiques publiques qui agit dans le cadre de ce que la sociologie contemporaine a caractérisé comme un « nouvel individualisme ».

Quelles formes prennent concrètement les dynamiques d'individuation en cours ? Dans quelle mesure répondent-elles, ou pas, à cette demande diffuse mais affirmée de « liberté individuelle » et d'« autonomie » que Marcel Gauchet attribue au « succès de la démocratie » ? ¹²⁹ Dans quelle mesure ces processus d'individuation en cours prennent-ils la forme d'injonctions à une prétendue autonomie, alors qu'en réalité celle-ci ne constituerait qu'une forme de culpabilisation sociale ? Bien qu'elle excède la place que ce chapitre prend dans l'économie de ce mémoire d'habilitation, une exploration de ces questionnements ne pourrait aboutir que par une description du contenu de ces dynamiques de l'individuation telles qu'elles se déploient dans le monde du travail et des politiques sociales, des inscriptions collectives et des mouvements sociaux. Or, afin de dégager les principales lignes de force qui traversent cette problématique, et visant à caractériser ici les traits fondamentaux de ce qu'est une « politique de l'individuation », je me contenterai de signaler quelques exemples sommaires, sans

¹²⁹ Pour cet auteur, l'exacerbation de l'individualisme contemporain est une conséquence de la réussite de la démocratie. Mais paradoxalement, cet individualisme accompli érode les bases sociales du régime. C'est ce qui lui permet d'affirmer sa thèse centrale selon laquelle la démocratie agirait contre elle-même. GAUCHET, Marcel : *La démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, 2002.

entrer dans le détail qu'une démonstration empirique exigerait. Le ton sera donc dans les pages qui suivent celui d'un « essai ». Cela nous laissera le temps de revenir plus en détail sur les conséquences que ces dynamiques d'individuation entraînent au sein de l'univers de certaines fractions des classes populaires.

La conjoncture

Il y a, tout d'abord, une puissante injonction à l'individuation qui traverse la totalité des institutions et qui pénètre ainsi jusqu'aux interstices les plus infimes de la vie sociale. Cette pression exercée sur les individus prend le plus souvent la forme d'une « responsabilisation ». Chacun est tenu pour responsable non seulement de son propre sort mais de sa performance sociale et des conséquences de sa participation à la vie sociale. Ces injonctions à l'individuation prennent aussi la forme d'une exigence généralisée d'« activation ». Cette dernière vise l'activation de volonté individuelle. L'individu est sommé d'améliorer sa performance, d'investir son avenir ou de se prémunir contre les aléas de l'existence. Ces injonctions de *responsabilisation* et d'*activation* sont des termes que nous trouvons présents dans la formulation des objectifs de nombreuses politiques publiques et de la réorientation de la plupart des politiques sociales¹³⁰. Elles constituent donc l'un des principaux vecteurs d'individuation. En cela, elles ont une portée sociétale qui dépasse largement le seul domaine des politiques sociales. Ces pressions s'exercent aussi bien au niveau des politiques sociales que sur le mode d'une économie de l'organisation des entreprises privées et publiques, tel qu'ont pu le décrire des auteurs comme Richard Sennet¹³¹, Luc Boltanski¹³² ou Vincent de Gauléjac¹³³.

¹³⁰ VRANCKEN, Didier : *Le nouvel ordre protectionnel. De la protection sociale à la sollicitude publique*, Lyon, Parangon/Vs, 2010.

¹³¹ SENNETT, Richard : *Le travail sans qualités. Les conséquences humaines de la flexibilité*, Paris, Albin Michel, 2000 (*The corrosion of character*, New York, 1998) ; et du même auteur, *Respect. De la dignité de l'homme dans un monde d'inégalité*, Paris, Albin Michel, 2003 (*Respect: The Formation of Character in an Age of Inequality*, Londres, 2002).

¹³² BOLTANSKI, LUC, et CHIAPELLO, Ève : *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

¹³³ GAULEJAC, Vincent (de) : *La société malade de la gestion*, Paris, Seuil, 2005.

Mais la modernisation ne vient pas seulement d'en haut. Ces injonctions rencontrent une demande sociale qui se manifeste le plus souvent par un désir accru de « liberté individuelle », par une sorte d'expressionnisme, une quête d'authenticité de la part des individus eux-mêmes, une volonté affichée de cultiver un « rapport à soi ». Demande sociale qui prend aussi la forme d'un désir d'autonomie dans la détermination de leur propre biographie, une volonté « d'être soi »¹³⁴. Comme nous le verrons un peu plus loin, cette volonté d'affirmation individuelle et ce besoin que chaque individu ressent d'être le seul maître de sa biographie, est une conséquence directe de la période précédente. Si cette exigence sociale d'être le seul maître de soi est si puissante, c'est qu'elle hérite de l'extension d'un véritable individualisme de masse structuré lors de la période de la modernité organisée, après donc les années 1930.

Deux dynamiques d'individuation se trouvent aujourd'hui articulées, les injonctions institutionnelles tombent d'en haut sur les individus, les affirmations subjectives partent du social et se présentent à lui comme un désir personnel. La conjonction de ces deux dynamiques se traduit certes par le déploiement d'énergies sociales nouvelles, sans doute associées à l'innovation et au changement, que ce soit sur le plan économique, politique ou social. Une véritable volonté d'entreprendre caractérise notre époque. Mais la situation qui en découle conduit aussi fréquemment les individus vers des situations paradoxales ou des impasses. D'une part, l'individuation se traduit très fréquemment par la mise en place de nouvelles formes de contrôle social. D'autre part, suite à l'affaiblissement des protections collectives, l'individuation provoque chez les personnes une certaine paralysie, les met dans des situations où elles sont privées des ressources indispensables à l'action. L'exemple paradigmatique de ces impasses étant celui du chômeur dont la force de travail est invalidée par la conjoncture économique et à qui on demandera de faire « un travail sur soi » afin de « s'activer ». Nous sommes alors en présence de ce qu'Isabel Astier et Nicolas Duvoux ont appelé les « injonctions biographiques »¹³⁵,

¹³⁴ EHRENBURG, Alain : *La fatigue d'être soi. Dépression et société*, Paris, Odile Jacob, 1998.

¹³⁵ ASTIER, Isabelle, et DUVOUX, Nicolas : *La société biographique. Une injonction à vivre dignement*, Paris, L'Harmattan, 2006.

exigences paradoxales adressées aux individus les plus faibles de s'activer dans une conjoncture d'inactivité économique¹³⁶.

« Responsabilisation » et « activation » de la volonté individuelle constituent des mécanismes discursifs, articulés au sein d'une véritable idéologie servant à la mise en place des politiques d'individuation. Le point est central, voyons quelques exemples.

La problématique du risque constitue un bon exemple car, sous sa forme actuelle, elle inverse les sens donnés à la responsabilité individuelle et à la protection sociale telles qu'elles s'étaient structurées à l'époque où nos sociétés ont pris conscience de leurs difficultés d'intégration sociale sous la forme d'une caractérisation des principaux « risques sociaux ». En effet, traditionnellement, la problématique du risque faisait référence aux aléas que les différentes activités collectives ou économiques entraînaient pour les individus. C'est pour cette raison qu'on parlait de « risque social » : on désignait ainsi les risques consécutifs à la participation de chacun à la vie en société. C'est le cas des risques représentés par l'accident, le travail ou la maladie. La société était « responsable » de ces conséquences négatives et devait, en conséquence, « protéger » les individus. Ainsi, les cycles de croissance et de dépression étant identifiés comme intrinsèques à une économie de marché, la fin du XIX^e siècle rend possible la mise en place des premières mesures d'assurance chômage. Chaque travailleur courant un risque involontaire de perdre son emploi, il était légitime que la société mutualise ce risque et le protège. L'individu est protégé par la société.

En revanche, telle qu'elle est mobilisée aujourd'hui, la problématique du risque est invoquée pour indiquer les risques que, par leurs activités ou leur manque de précaution, les individus font courir à la collectivité ou, plus précisément, aux autres individus. C'est ce qui permet de provoquer une inflexion dans la problématique du risque, pour passer d'une logique de la « protection sociale » à une logique « assurantielle » où on enjoint à chacun de se préparer à l'éventualité et de protéger la collectivité des conséquences imprévisibles de ses activités. L'individu est désormais prié de s'assurer lui-même contre les risques de chômage, de maladie

¹³⁶ CASTEL, Robert : « Au-delà du salariat ou en deçà de l'emploi ? L'institutionnalisation du précaire », *La montée des incertitudes, op. cit.*, p. 159-183.

ou de vieillesse, mais aussi de se rendre responsable de la conduite de ses enfants à l'école ou dans les espaces publics. Si dans le schéma traditionnel, les dynamiques collectives de la vie sociale (l'activité économique ou le travail, par exemple) avaient été caractérisées comme porteuses de risques, selon la nouvelle logique, c'est l'individu qui est identifié comme un potentiel porteur de risques pour la société. Il lui revient donc de se tenir pour responsable de ses actes et des éventuels accidents qui lui arriveront afin qu'ils ne pèsent pas sur les autres. Le sens du risque est inversé, ce qui entraîne un changement dans la conception classique du social. Avant, la société protégeait les individus face aux risques et se rendait responsable du sort de chacun. Aujourd'hui, chacun doit s'assurer et est tenu pour responsable des aléas de l'existence et des inconvénients qu'il peut occasionner à autrui et à lui-même. C'est le sens du couple responsabilisation-activation : être responsable de soi et être actif afin de minimiser les éventuels coûts sur la collectivité.

Cette tendance à la responsabilisation généralisée rejoint souvent le discours de certaines catégories (celles qui bénéficient d'une mobilité sociale importante) qui disent vouloir échapper aux contraintes qui leur étaient imposées au temps des protections sociales et qui visaient justement à éviter des risques potentiels. Ainsi, l'assurance maladie obligatoire. Ainsi, le contrat à durée indéterminée. Dans le droit du travail, celui-ci constitue effectivement une contrainte imposée à l'employeur, mais elle cherche à protéger l'employé des aléas de l'offre et de la demande. Ce type de régulation sociale est aujourd'hui pointé comme une forme « trop rigide » du contrat de travail, alors qu'elle a donné lieu par le passé à une situation d'emploi « stable ». Les individus qui sont séduits par des perspectives de mobilité préféreraient des formes de contrat plus souples, « flexibles », où chacun soit individuellement assuré face aux risques (et non plus de façon mutualisée)¹³⁷. Il vaudrait mieux, selon cette logique, parier sur les bénéfices de la mobilité. Mais chacun devra alors se prémunir contre les éventuelles conséquences de cette liberté gagnée – précisément en se rendant mobile, en intensifiant ou en variant sa formation afin d'élargir ses compétences, en étant prêt au changement.

Un autre terrain où la nouvelle conjoncture est visible est celui des « temporalités ». Une problématique qui est aussi représentative de cette

¹³⁷ CASTEL, Robert : Préface à l'édition de poche, *La gestion des risques*, *op. cit.*

ambivalence des dynamiques d'individuation que nous observons. La crise des années 1970 se traduit par une « déstandardisation » des parcours de vie et des régimes de temporalité qui caractérisaient la modernité organisée et qui étaient jusque-là organisateurs de la vie sociale¹³⁸. Tout au long du XX^e siècle, une forte institutionnalisation du social a structuré les biographies selon un schéma triparti des âges de la vie où l'adulte occupait le centre, et les figures de l'enfant et de la vieillesse, les extrémités. Cette organisation du temps est entrée en crise avec notamment la flexibilisation du salariat mais aussi comme conséquence de l'entrée des femmes sur le marché du travail, de l'accélération de la mobilité géographique ou l'allongement, la diversification et la massification des études. Mais cette diversification des temps sociaux n'a pas été seulement la conséquence de telles dynamiques « structurelles ». Elle a aussi en partie répondu à une demande sociale qui voyait dans l'ancien régime des temporalités et de la structure familiale un mode de soumission de l'individu au contrôle institutionnel ou social. Chacun cherche alors à rendre plus souple cette scansion des temps biographiques par des événements qui sont perçus comme purement rituels : fin des études, entrée sur le marché du travail, mariage, naissance des enfants, retraite... La déstandardisation des temps sociaux rencontre donc une demande sociale de libéralisation, un désir manifeste de contrôle par l'individu de sa propre biographie. Ainsi chacun veut pouvoir contrôler par soi-même l'âge auquel il devient mère ou père, le moment auquel chacun réalise ou bien reprend ces études. Chacun veut pouvoir faire des pauses dans la carrière professionnelle, voire partir à la retraite pour revenir au travail plus tard, etc. Par conséquent, les contraintes sociales sur la trajectoire biographique semblent perdre une part de leur légitimité pour apparaître comme arbitraires. Cependant, comme l'ont montré les travaux de Marc Bessin, cette flexibilisation des temporalités ne répond pas seulement à des aspirations ou à des projets individuels, elle obéit également à l'émergence de nouvelles exigences en provenance du marché du travail, d'un côté, et des différents dispositifs institutionnels, de l'autre¹³⁹. Côté travail, l'affaiblissement de la norme classique de l'emploi se traduit par un rétrécissement des horizons temporels et par une montée en puissance de l'incertain. Côté institutions, aussi bien dans le domaine des politiques sociales que

¹³⁸ BESSIN, Marc, et LEVILAIN, Hervé : « Pères sur le tard. Logiques temporelles et négociations conjugales », *Recherches et prévisions*, n° 76, Paris, CNAF, juin 2004, p. 23-38.

¹³⁹ BESSIN, Marc : « Les seuils de l'âge à l'épreuve de la flexibilité temporelle », article cité.

dans d'autres dispositifs comme celui de la justice pénale, l'État exige de plus en plus que les individus deviennent responsables de leur parcours. Ainsi, la perte d'un emploi peut apparaître comme une difficulté dans la prévision ou comme un manquement dans la projection vers l'avenir. Chacun doit « s'activer » afin de ne pas tomber dans un état de dépendance. On peut ainsi observer une véritable politique visant la constitution d'un nouveau régime de temporalité. De même que l'État et le salariat ont joué un rôle majeur dans la production d'une temporalité aujourd'hui vue comme linéaire et trop rigide organisée en étapes. Le capitalisme pousse aujourd'hui vers un régime de temporalité plus diversifié et incertain que l'État cherche à institutionnaliser, souvent en réponse à des demandes sociales. Peut-on dire que le nouveau régime offre plus de libertés à l'individu ? Pas nécessairement, car les bénéfices auxquels cette temporalité flexible peut donner lieu dépendent pour beaucoup des autres ressources dont chacun dispose (ou ne dispose pas).

La prise de conscience de ces nouvelles dynamiques d'individuation donne un objet nouveau à la sociologie à partir des années 1990. Elle reprend à nouveaux frais la problématique classique de l'individu à partir de l'observation de ce qu'il convient donc de caractériser comme des véritables « politiques de l'individu ». Leur profondeur et leur étendue sont en question. Cependant, des questions se posent à la fois sur les conséquences et sur la nature de ce « nouvel individualisme »¹⁴⁰. Il y a d'abord ce fait que les dynamiques d'individuation sont profondément ambivalentes, entre une « mobilité souhaitée » et une « mise en mobilité subie », par exemple. Une ambivalence qui, de toute évidence, ne se distribue pas de façon homogène parmi l'ensemble des individus, même si elle traverse le corps social tout entier. D'une part, parce que les différentes catégories sociales ne sont pas également armées pour faire face aux injonctions à l'individuation de type « responsabilisation » ou « activation » dont nous venons de parler. D'autre part, parce que les individus ne sont pas également pourvus pour s'assurer eux-mêmes contre les conséquences de leur participation à la vie collective et face aux risques

¹⁴⁰ GAUCHET, Marcel : « Les deux sources du processus d'individuation », *Le Débat*, n° 119, Paris, 2002, p. 133-137.

ou aux aléas de l'existence. Ainsi, on n'est pas pareillement exposé aux conséquences d'une perte d'emploi selon que l'on soit père de famille ou célibataire, selon qu'on ait 30 ou 50 ans, selon qu'on soit endetté, locataire ou propriétaire de son logement. L'exposition aux risques est inégale comme inégales sont les ressources dont dispose chacun pour s'en protéger. Or, le désir de maîtriser par soi-même l'avenir rend difficilement acceptable à chacun la nature socialement clivée des parcours individuels. Il est donc nécessaire de rendre compte de cette ambivalence générale qui caractérise la modernisation en cours, tout comme il est également nécessaire de rendre visibles les déclinaisons sociales de cette modernisation ambiguë.

Qu'est-ce que chacun gagne à l'individuation ? C'est une question qu'il faut compléter en essayant de savoir qui gagne quoi et qui sort perdant de la nouvelle conjoncture. Peut-on décrire la conjoncture actuelle par une identification des « gagnants » et des « perdants » du processus de modernisation, de ceux qui cherchent plus de mobilité et de ceux qui la subissent ? Peut-on définir un « nouvel âge des inégalités » par une caractérisation de ceux qui tirent profit de leur mobilité et de leur souplesse (à changer de travail, à se reconvertir, à s'adapter au changement, à déménager et à synchroniser vie familiale et vie professionnelle) ? Les politiques de l'individuation en cours se traduisent en effet par un gain de liberté pour certaines catégories d'individus ou par la « libéralisation » de certains domaines de la vie sociale. Par exemple, la possibilité d'arrêter son activité, de changer de lieu de résidence, d'aller « faire une expérience » de travail à l'étranger ou de changer d'entreprise pour enrichir son *curriculum vitae* peuvent être des ouvertures stimulantes pour un cadre supérieur, fortement assuré par sa riche dotation en capital social, scolaire et économique. Mais les politiques de l'individuation peuvent se traduire par une perte de liberté pour d'autres catégories et par l'imposition de contraintes fortes dans d'autres domaines de la vie sociale. Ainsi, le risque encouru par une migration ou par un « simple » déménagement consécutif à la recherche d'un emploi peut se traduire par une mise à l'épreuve parfois dramatique. Une famille peut avoir besoin au contraire d'une inscription territoriale assurée en raison d'une situation précaire ou l'âge des enfants. Comment sacrifier les liens de proximité que la famille et le territoire procurent dans un contexte de précarité de l'emploi ? La mobilité est une contrainte qui s'apparente

à une forme d'errance sociale pour tous ceux qui sont faiblement lotis en capitaux. Ainsi, « l'intérim », qui permet aux entreprises d'adapter leur dotation en personnel aux évolutions de l'offre et de la demande, se traduit par une condition de précarité de plus en plus aiguë pour les ouvriers et les petits employés ainsi contraints à alterner travail et chômage sans avoir aucune prise sur le moment où l'activité ou l'attente interviennent¹⁴¹.

Ces dynamiques modernisatrices sont à l'œuvre en France depuis plus de vingt ans – depuis le début des années 1970 au Royaume-Uni, aux États-Unis et en Amérique latine. Nombreux sont les auteurs qui les ont prises comme centre de leur réflexion et nombreuses les recherches qui tentent de les rendre visibles dans les domaines les plus divers de la vie sociale (du travail à la famille, de la participation politique aux parcours biographiques en passant par la socialisation ou la protection sociale). Parfois, les dynamiques contemporaines de l'individuation sont considérées sans ambivalence, dans leur positivité, comme une forme de progrès social¹⁴². Ces analyses adoptent souvent une perspective qui place l'expérience individuelle de la vie sociale au centre de la réflexion¹⁴³. Les processus d'individuation sont étudiés notamment à partir d'un questionnement sur les modalités de la subjectivation individuelle. Comment devient-on aujourd'hui un individu ? Quelles sont les dynamiques sociales qui permettent de rendre compte de la diversité des présences individuelles dans nos sociétés ? Comment l'individu fait-il face aux différentes contraintes de la vie sociale ? Telles semblent être quelques-unes des principales questions auxquelles la sociologie de l'individuation cherche des réponses¹⁴⁴. C'est le cas d'une problématique spécifique à la sociologie française, articulée autour de la notion d'« épreuve ». En effet, dans le cadre de cette problématique, la sociologie tente de saisir, sur un mode spécifique, les relations entre transformation des

¹⁴¹ La précarité professionnelle a pris une ampleur considérable avec l'essor de la sous-traitance et du travail intérimaire depuis les années 1980. Elle s'est développée plus précisément sous la forme d'une insécurité de l'emploi, d'une pénibilité accrue des conditions de travail et d'une difficulté de disposer d'une représentation collective. Cf. BEROUD, Sophie, et BOUFFARTIGUE, Paul (sous la dir. de) : *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?*, Paris, La Dispute, 2009.

¹⁴² SINGLY, François (de) : *Les uns avec les autres*, Paris, Armand Colin, 2003.

¹⁴³ Ainsi, en France, la dite « sociologie de l'épreuve ». Voir par exemple : MARTUCCELLI, Danilo : *Forgé par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2006.

¹⁴⁴ Pour une synthèse de ces perspectives, cf. MARTUCCELLI, Danilo : *Grammaires de l'individu*, Paris, Gallimard, « Folio essais », 2002.

structures sociales et vécu individuel. La notion d'épreuve conduit le chercheur à centrer son observation sur la façon dont chaque individu fait face aux difficultés de la vie sociale. Ce qui intéresse ici, ce n'est pas seulement la réaction de l'individu, ses décisions ou son comportement effectif. Ce qui attire l'attention, c'est surtout le vécu, les sentiments, les perceptions, les évaluations qui permettent à l'individu de se positionner face à ce qu'il perçoit comme des duretés de la vie sociale. Ainsi, on abandonnera la vieille problématique des « représentations » qui permettent à l'individu de se positionner dans l'ordre social au profit d'une problématique de la « réflexivité » permettant à chacun de se positionner face au changement¹⁴⁵. L'individu en tant que tel, dans sa singularité, devient l'objet de la sociologie. Évidemment, une fois le chercheur ainsi penché vers l'intérieur du sujet, le constat est celui de la diversité des expériences, des ressentis, des attitudes, etc. La notion d'individuation vient alors nommer la diversification et la pluralité¹⁴⁶. Dans un premier temps donc, le mode que chaque individu a de faire face à une épreuve fournit un outil méthodologique pour rendre compte de l'individualisation du social. Or, dans un deuxième temps, l'observation des épreuves rend visibles non plus les déclinaisons singulières du social mais plus précisément les processus producteurs d'individus. Comment se présente l'individuation observée sous cet angle ?

On peut dire de façon très générale que la notion d'épreuve sert à décrire sur un mode singulier le rapport individu-société. Dans la perspective qu'il ouvre, le concept place le sujet individuel au centre de la vie sociale. Or, une fois entré dans ce cadre de réflexion, il devient difficile au sociologue de hiérarchiser entre différentes sortes d'épreuve, maladie, divorce ou chômage, car il ne dispose plus d'une théorie du lien social, ces événements sont placés à l'échelle d'une épreuve plus dure ou difficile à surmonter et dont seul le sujet individuel peut nous dire la nature de la portée. Quel accident a le plus d'effets sur le parcours de l'individu ? Le sociologue sacrifie ici dans une large mesure ses capacités à établir une quelconque hiérarchisation des problèmes sociaux définis à l'extérieur de l'individu. Il n'y a que l'interviewé pour nous dire ce qui a été décisif « pour lui ». Or, le matériau recueilli

¹⁴⁵ Ulrich Beck a théorisé cette problématique, allant même jusqu'à parler de « modernité réflexive ». Cf. BECK, Ulrich : « Modernité réflexive : généralisation de la science et de la politique », *La société du risque*, Paris, Flammarion, 2001 (*Risikogesellschaft*, Francfort, 1986), p. 335 sq.

¹⁴⁶ LAHIRE, Bernard : *L'Homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Nathan, 1998 ; et du même auteur : *La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, La Découverte, 2004.

avec cet outillage conceptuel conduit à la fois à une dilution du social et à une subjectivation des processus d'individuation. L'éclatement de la vie sociale qui est ainsi décrit ne résulte-t-il pas, en partie, de la perspective adoptée ?

Notre point de vue, pour sa part, n'oriente pas la recherche vers une mise en valeur du sujet individuel, de la plus ou moins grande importance qu'il accorde aux événements qui se présentent à lui. Nous essayons plutôt d'attirer l'attention sur l'élargissement ou le rétrécissement des marges d'autonomie individuelle. L'individuation peut se traduire par un gain de « liberté » ou d'indépendance sociale, par une augmentation des « capacités » d'action de l'individu (selon la perspective d'Amartya Sen¹⁴⁷), mais elle peut aussi déboucher, au contraire, sur un enfermement ou une immobilisation des individus sur eux-mêmes ou dans une espèce de vide social. L'« individuation » devient alors « atomisation », et les dynamiques de singularisation se traduisent plutôt par des formes de contrôle social ; nous sommes alors en présence de ce que Robert Castel a caractérisé comme des dynamiques « négatives » d'individuation¹⁴⁸. En effet, notre approche se caractérise par le fait de soumettre les dynamiques d'individuation actuelles à une évaluation critique, ce qui conduit à signaler leur caractère profondément ambivalent. L'individuation contemporaine contient des aspects « positifs » dans lesquels les individus conquièrent des marges élargies d'indépendance, voire d'autonomie, mais elle contient des aspects « négatifs » dans lesquels les individus voient leurs marges d'action se rétrécir. Plus précisément, ces formes d'individuation négative ne se distribuent pas de façon homogène sur l'ensemble du corps social. Touchées par la dérégulation du marché du travail, par l'affaiblissement des inscriptions collectives et par la perte d'efficacité des protections sociales, les classes populaires souffrent aussi bien des injonctions à l'individuation qui les responsabilisent de leur sort que des chants de sirène qui leur proposent plus d'autonomie et de mobilité alors qu'elles sont démunies des ressources nécessaires pour y faire face – ainsi que nous le verrons dans la section suivante.

¹⁴⁷ Voir à ce propos le numéro de *Raisons pratiques* consacré à une étude sociologique des propositions d'Amartya Sen : MUNCK, Jean (de), et ZIMMERMANN, Bénédicte (sous la dir. de) : « La liberté au prisme des capacités. Amartya Sen au-delà du libéralisme », *Raisons pratiques*, n° 18, Paris, Éditions de l'EHESS, février 2008.

¹⁴⁸ Cf. CASTEL, Robert : « L'individualisme négatif », *Les métamorphoses de la question sociale, op. cit.*, p. 461-474.

La caractérisation de la conjoncture actuelle, qui s'ouvre vers les années 1980, est donc complexe. On ne peut pas suivre sans heurts une part des observateurs lorsqu'ils affirment que la modernité du XXI^e siècle irait davantage en faveur de l'individualisme que ne l'a été la modernité du XX^e siècle. Penser ainsi serait non seulement contrefactuel du point de vue historique mais conduirait encore à aller trop vite sur les conséquences de ces nouvelles dynamiques d'individuation dans la conjoncture actuelle. Regarder les dynamiques d'individuation en cours oblige à s'arrêter un moment sur les précédents processus d'individuation, propres au siècle passé, et qui avaient attiré l'attention de la sociologie nord-américaine et européenne surtout à partir des années 1950. En effet, des travaux de Daniel Bell et David Riesman à ceux de l'école de Francfort ou les nombreuses contributions de la sociologie française, les années 1960 et 1970 ont donné lieu à l'observation des conséquences d'un « nouvel individualisme » dont nous parlait alors la sociologie. Des dynamiques telles que la « consommation de masse », la consolidation des *mass media* et des industries culturelles, la progressive démocratisation de l'école, l'entrée des femmes sur le marché du travail et leur « libération », la réduction du temps de travail et la consolidation des protections sociales et du salariat ont été associées à un essor jusqu'alors sans précédent de l'individualisme. De ce point de vue, on peut dire que le XX^e siècle a été le siècle de la réalisation de l'individualisme, celui qui finit par rapatrier sur terre la réalité de l'individualisme après une longue marche séculaire, pour parler comme Louis Dumont¹⁴⁹ ou la réalisation d'une véritable « société des individus », pour parler comme Norbert Elias¹⁵⁰. En quoi l'individualisme de notre début du XXI^e est-il tributaire ou au contraire en opposition à celui que la sociologie a caractérisé pendant les années 1950-1970 ? C'est une question sur laquelle on ne peut pas faire l'impasse si l'on veut donner un peu de consistance historique à la description des enjeux de l'individualisme contemporain. Il y a peut-être deux conceptions de l'individuation engagées dans un combat qui structure la conjoncture actuelle. Celle qui domine aujourd'hui renvoie à une conception assez « classique » (au sens du

¹⁴⁹ DUMONT, Louis : *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Seuil, 1991 (1^{re} éd. 1983).

¹⁵⁰ ELIAS, Norbert : *La société des individus*, Paris, Fayard, 1991 (*Die Gesellschaft der Individuen*, Francfort, 1987).

XVIII^e siècle) de l'individualisme comme « libération des contraintes sociales ». Or les descriptions de l'individualisme qui ont dominé la sociologie entre les années 1950 et 1970 semblent renvoyer davantage à une conceptualisation plus durkheimienne ou marxiste (sans doute tributaires d'un certain romantisme propre au XIX^e siècle), sur les conditions sociales nécessaires à l'émergence de l'individualisme. Ces visions, qu'on aurait pu alors taxer de « moraliste » tellement elle condamnait l'essor de l'individualisme après la Seconde Guerre mondiale, se trouve aujourd'hui pratiquement reculée vers l'oubli : peu nombreuses sont aujourd'hui les références à des auteurs comme Marcuse, Adorno et Horkheimer, Louis Althusser ou David Riesman, et on a l'impression que leurs ouvrages ne font plus partie des formations en sciences sociales. La critique sociale a changé de camp.

La modernisation en cours depuis les années 1980 prend appui sur une conception libérale de l'individu. C'est-à-dire que la liberté est essentiellement présentée sous sa forme négative, sur le modèle d'un desserrement des contraintes, d'un relâchement des attaches sociales, le but de tout processus d'individuation étant de « libérer l'individu ». Mais cette conception tend à nier toute conception « positiviste » de la liberté, celle-ci étant entendue comme « point d'appui », où elle apparaît à partir de l'existence de « supports » qui habilitent à de nouvelles possibilités d'action. La conception libérale ne peut pas penser la liberté comme le résultat d'un lien social ou d'une action collective telle que Hannah Arendt, par exemple, conçoit l'action politique comme le résultat d'un agir ensemble. La conception libérale ne peut pas concevoir « le social » comme une chance pour l'individu mais pense la société négativement, comme une contrainte, dans les limitations (parfois certes inévitables) que l'autre impose à la liberté individuelle. C'est la raison pour laquelle, ainsi conçue, la liberté individuelle augmente au fur et à mesure que l'individu fait reculer la contrainte sociale.

Cette conception « libérale » de l'individuation tend également à nier que les individus sont inégaux aussi bien dans leurs conditions effectives d'individuation que dans leurs aspirations à l'individuation. De quoi chaque individu a-t-il donc besoin pour pouvoir augmenter à la fois ses marges d'indépendance et ses possibilités d'action ? C'est une question dont la réponse se décline socialement selon des classes d'individus et non individuellement à partir des désirs abstraits de chaque personne. En effet, on peut dire qu'il y a individus et individus. Les uns se libéreront

certes avec moins d'État (ceux qui disposent de capitaux ou d'assises suffisantes pour asseoir sur eux leur indépendance sociale), tandis que d'autres en sortiront perdants, c'est-à-dire avec leurs marges de liberté réduites, chaque fois que la « réduction de l'État » se traduit par une diminution des protections sociales ou par une soumission sans médiations aux aléas du marché. L'offensive entamée ces dernières années contre l'État, présenté comme source de toutes les contraintes, les rigidités et les entraves, est tellement massive que les critiques de l'État comme forme de « contrôle social » se voient complètement déplacées. La critique de l'État comme machine de contrôle social a, pour ainsi dire, changé de côté. Alors qu'elle venait des marges et d'en bas, comme une revendication de l'autonomie individuelle pour les faibles, et qu'elle s'associait à une critique du capitalisme sous sa forme « monopoliste », elle semble aujourd'hui venir d'en haut et servir le point de vue des formes les plus concentrées de capital financier qui cherchent l'abolition de pratiquement toutes les formes de régulation. Revenons brièvement à cette problématique.

La modernité organisée comme « société de masses » et comme « bureaucratie ».

La consolidation et l'expansion d'une société d'individus dans le cadre de la modernité organisée après la Seconde Guerre mondiale a donné lieu à l'émergence d'une nouvelle problématique sociale. Dans ce cadre, c'est la structure organisationnelle de la société qui a été vécue comme problématique à partir du moment où celle-ci s'est trouvée massivement peuplée par des individus. De manière très synthétique, on peut identifier deux types de problèmes dont chacun donnera lieu à l'émergence d'une forme de critique sociale et au développement, selon les cas, de mouvements sociaux de contestation.

Dès les années 1950, la standardisation des comportements comme conséquence de l'industrialisation et de la consommation de masse posent problème, notamment aux États-Unis. Le caractère massif et répétitif de la production industrielle est dénoncé. L'accès à la consommation et la sortie du règne du besoin commencent à être une réalité quotidienne pour de larges couches de la

classe ouvrière ainsi que pour une classe moyenne de plus en plus étendue. Nous pouvons caractériser aujourd’hui, sans hésiter, cet accès au « bien-être » comme un progrès, notamment lorsque nous comparons ces années 1950 à la première moitié du siècle et à la situation provoquée par la crise des années 1930. La consommation de masse a permis l’amélioration des conditions de vie du plus grand nombre. Or, même si cela peut nous paraître paradoxal, ce processus a été fortement critiqué et contesté. Le progrès social apparaît aux yeux de beaucoup comme une « société de masses » où l’individu se trouve noyé ou, plus précisément, où le sujet individuel est réduit à une sorte de monade atomisée. Des films comme *Les Temps modernes*, de Charlie Chaplin¹⁵¹, montrent assez tôt, à côté de la problématique de la crise et du chômage de l’après-1929, les masses d’individus qui, comme des moutons, parcourent les rues et rentrent pressés dans les bouches du métro. Comme si les personnes elles-mêmes étaient un produit industriel, pareillement habillées et sans aucun signe singulier dans leurs modes d’agir ou d’être présentes dans l’espace public. Les gens, dit-on alors, semblent agir sans penser – le contraire d’une « modernité réflexive » revendiquée aujourd’hui.

La problématique de « la foule » (au sens de *crow*, « masse ») vient assez vite mettre en relief la soumission de l’individualité à la tyrannie du grand nombre. Assez tôt, des auteurs nord-américains attirent l’attention sur ces changements. Ainsi, David Reisman publie deux ouvrages qui deviendront de véritables *best-sellers*¹⁵². La consommation de masse conduit les hommes à une forme de conformisme et d’apathie sociale où on observe une perte de production de sens de la part de l’individu. Cet individu de la société de masses ne serait pas un sujet libre et autodéterminé mais un individu « extrodéterminé » s’accommodant tantôt aux pressions des petits groupes d’appartenance (le « groupisme »), tantôt aux injonctions standardisées de la société. Le résultat est celui d’une société décrite comme une foule de personnalités solitaires incapables de doter le monde de sens et de le transformer. La nouvelle classe moyenne adopte graduellement un style de vie dans lequel chacun s’adapte au comportement de l’autre. La capacité de consommation croissante s’accompagne d’une perte de la capacité à orienter son

¹⁵¹ *Modern Times*, United Artists, 1936.

¹⁵² RIESMAN, David, DENEY, Reuel, et GLAZER, Nathan : *La Foule solitaire*, Paris, Artaud, 1964 (*The Lonely Crowd*, Yale, 1950) ; et RIESMAN, David : *Individualism Reconsidered*, Glencoe, The Free Press, 1954.

propre comportement. L'individu se définit lui-même en fonction des styles de vie des autres. Peu à peu, un *other-direction orientation* se met en place ; c'est-à-dire, une force sociale qui oriente les individus de l'extérieur selon le mode de vie des autres – ce qu'ils consomment, ce qu'ils font de leur temps libre, selon leurs opinions politiques, leur mode de concevoir le travail et même de jouer ou de s'épanouir. L'individu extrodéterminé cherche plus à être aimé qu'à contrôler l'autre car il a besoin d'assurance et d'être émotionnellement en syntonie avec les autres. Se développe ainsi un type de personnalité inoffensive qui est, toujours selon Riesman, indispensable aux grandes institutions et à la croissance de la grande industrie. Le conformisme et l'apathie se présentent comme le vrai visage de ce qu'est devenue l'utopie de la liberté individuelle.

Ces critiques se situent à proximité des thèmes inspirés par la psychanalyse à propos de la violence que la contrainte de l'organisation sociale exerce sur les individus¹⁵³. C'est aussi dans ce sens que les sociologues de « l'école de Francfort » ont développé leurs critiques à propos des effets des industries culturelles. Sans doute, cette consommation de masse a donné « accès » à la culture au plus grand nombre (à travers la presse écrite, par exemple). Mais le développement de la radio et du cinéma place les individus en position de consommateurs de produits identiques fabriqués à la chaîne, tout comme l'industrie produit des biens matériels. La salle de cinéma où l'on trouve une série d'individus isolés, chacun assis dans le noir et soumis à un stimulus identique, reproduit à l'infini par l'industrie, apparaît comme une image de la société. L'individu cesse ainsi d'être un « producteur » du monde dans lequel il vit en lui conférant du sens pour devenir un simple « consommateur ». Le thème de la passivité est une nouvelle fois mis en avant. Pour Herbert Marcuse, les sociétés industrielles avancées créent un monde « unidimensionnel » dans lequel la satisfaction des besoins et les formes de la pensée sont la conséquence d'un seul et unique mouvement, une uniformisation et une homogénéisation des individus convertis de cette façon en « masse » sans possibilité de pensée critique capable de transformer le monde, seul lieu

¹⁵³ On peut se rappeler que les types de personnalité présentés par David Riesman (*inner-oriented et other oriented*), mais aussi toute la gamme qui se situe entre les deux : l'individu anémique, l'adapté, l'apathique, l'autonome) sont directement inspirés des travaux d'Erich Fromm.

d'affirmation du sujet et de réalisation de la liberté¹⁵⁴. La « reproduction » de l'ordre social, à l'instar de la « reproductibilité de l'œuvre d'art », selon la formule d'Adorno et Horkheimer, devient l'un des thèmes privilégiés de cette critique marxiste¹⁵⁵. La perte de sens et l'appauvrissement culturel sont ici les thèmes centraux d'une forme de domination impersonnelle, d'aliénation.

À côté des effets de domination résultant de la culture de masse et de la standardisation des modes de vie véhiculés par la reproduction d'un monde entièrement converti en marchandise, le thème du contrôle social prend une place importante à partir des années 1960. C'est précisément le thème de l'« organisation », qui est présentée comme une forme oppressive de rationalisation du quotidien. Suivant les analyses de Max Weber, cette rationalisation prend à la fois la forme d'un principe unique qui pénètre jusqu'aux interstices les plus infimes de la vie sociale et la forme d'une organisation centrale (l'État et la grande entreprise) à travers laquelle la « bureaucratie » arrive à contrôler le comportement des individus dans ses plus infimes détails. *Brazil*, le film de Terry Gilliam (1985), apparaît comme une illustration tardive de ce type de vision où la démocratie tourne à l'utopie noire du contrôle total, et *Le Meilleur des mondes*, le roman d'Aldous Huxley, en a également fourni une fresque sous forme d'utopie négative, reproduite à des millions d'exemplaires¹⁵⁶. Des œuvres comme *Surveiller et punir* donneront à certaines métaphores une immense popularité¹⁵⁷.

La sociologie du travail a, de son côté, fait de l'observation du « fordisme », des cadences et de l'assujettissement du travailleur à la chaîne de montage l'un de ses centres d'intérêt privilégiés, s'inspirant, dans la plupart des cas, des réinterprétations du concept d'aliénation – tel que Marx a pu le développer en 1844.¹⁵⁸ Le contrôle minutieux des mouvements du travailleur par un appareil

¹⁵⁴ MARCUSE, Herbert : *L'Homme unidimensionnel : essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Paris, Éditions de Minuit, 1968 (*One-Dimensional Man*, Boston, 1964).

¹⁵⁵ À l'instar de Hannah Arendt dans *Les Origines du totalitarisme. Le système totalitaire*, Paris, Gallimard, « Quarto », 2002 (*The Origins of Totalitarianism*, 1951), beaucoup associent l'ascension des masses et leur « disponibilité » à l'influence d'un leader à la montée des totalitarismes en Europe.

¹⁵⁶ HUXLEY, Aldous : *Le Meilleur des mondes*, Paris, Plon, 1933 (*Brave New World*, Londres, 1932).

¹⁵⁷ FOUCAULT, Michel : *Surveiller et punir : naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.

¹⁵⁸ On peut se rappeler que le calendrier du « brave world » d'Huxley commence en 1908, date de fabrication de la première Ford T, et que les années sont comptées en – F (pour avant-Jésus) et + F (pour après-Jésus).

externe de surveillance tente de le soumettre à une organisation bureaucratisée en vue de l'augmentation de la productivité. Les travailleurs sont convertis en purs individus, isolés les uns des autres, empêchés de communiquer et de doter de sens leur expérience commune. Le film *La classe operaia va in Paradiso (La classe ouvrière va au paradis)* traduit ce climat d'observation de l'usine et du fordisme non comme celui de l'augmentation des salaires, de la protection du salarié et de l'amélioration des conditions de travail, mais comme celui de l'assujettissement jusqu'à la folie du comportement de l'ouvrier¹⁵⁹. Ce qui constitue le cœur rationalisant du processus de production et de l'organisation de l'entreprise devient simplement une machine débridée qui rend fou le travailleur lorsqu'on la regarde du point de vue de l'individu¹⁶⁰.

Au même titre que l'organisation du travail, le déploiement de l'État est vu comme une forme d'organisation oppressive de la société. En effet, l'un des faits premiers de la « modernité organisée », selon la formule de Peter Wagner¹⁶¹, est la prise en charge par l'État d'un nombre important de domaines de la vie sociale. Sous la forme de « services » pour lesquels il crée des institutions *ad hoc*, l'État « bureaucratise » des zones de plus en plus étendues de la vie quotidienne. Nous observons aujourd'hui, et c'était évidemment déjà le cas à l'époque, les « services publics » assurés au plus grand nombre grâce à l'action du *Welfare State* qui extrait de la logique marchande des domaines de la vie sociale. Or, nombreux ont été ceux qui voyaient dans cet État plutôt une structure de contrôle social tenant entre ses mains l'éducation et le logement, les transports et les médias (la radio et la télévision sont largement étatisées), la santé et les services sociaux, l'urbanisation et la production de l'énergie. Au milieu du XX^e siècle, l'État n'est plus seulement un instrument de répression. Il est devenu un agent chargé de diffuser un modèle d'organisation sociale, et les institutions sont laissées entre les mains de « technocrates », vus non plus comme les acteurs de la rationalité mais avant tout comme les agents d'une « idéologie » prétendument rationnelle. En France, Louis Althusser est celui qui a probablement le plus insisté sur le rôle de l'État comme

¹⁵⁹ PETRI, Elio, 1972. Ce thème de la folie de l'ouvrier comme conséquence de son assujettissement à la chaîne était déjà présent dans le film de Charlie Chaplin *Les Temps modernes*, *op. cit.*

¹⁶⁰ CORIAT, Benjamin : *L'atelier et le chronomètre*, Paris, Christian Bourgois, 1979.

¹⁶¹ WAGNER, Peter : *Liberté et discipline*, *op. cit.*

producteur d'une idéologie destinée à maintenir les individus en situation de subordination aux injonctions et aux besoins de l'économie capitaliste¹⁶². Dans les années 1960 et 1970, nombreux sont les mouvements qui commencent à revendiquer un changement du modèle institutionnel, dans lequel ils voient essentiellement des appareils de contrôle du sujet, que ce soit à la prison, à l'hôpital ou dans les institutions du travail social.

Il est intéressant d'observer comment, à cette époque, une bonne partie des sociologies d'inspiration marxiste déplacent l'objet de leurs recherches et la cible de leurs critiques de l'économie et la politique (qui constituaient leurs centres d'intérêt à l'époque de la modernité libérale du XIX^e et du début du XX^e siècle) vers la culture, l'idéologie ou les formes de contrôle social par l'État et les bureaucraties. Nous devons considérer aujourd'hui ces auteurs comme des observateurs de leur temps. Ils essayaient d'attirer l'attention sur un aspect important de cette société d'individus qui se développe en Occident, et surtout sur les paradoxes qui traversent en ce moment les formes d'organisation de la modernité. C'est sans doute ce qui a donné l'une de ses forces d'impulsion à la « sociologie critique ».

Comme dans les autres formes de critique sociale qui se développent à cette époque, « intégration » et « adaptation » sont vécues et représentées comme le problème principal, contrairement à ce qui s'était passé pendant la modernité libérale du XIX^e siècle, où la question était celle de l'exclusion des masses de prolétaires maintenues en situation de paupérisation et où la critique visait leur exclusion politique et leur exploitation économique. Ce moment du XX^e siècle avancé se trouve également à l'opposé de ce qui se passera à partir des années 1980, où les systèmes d'intégration sociale se grippent et les thèmes liés à la notion d'exclusion remplacent à nouveau ceux du contrôle et de la domination.

Des voix importantes ont critiqué en leur temps ces visions « pessimistes » ou « extrémistes » des années 1950, 1960 et 1970. Elles mettaient déjà l'accent sur l'importance des systèmes de protection sociale et des marges accrues de liberté individuelle qui se développaient précisément grâce à ces formes organisées et rationalisées de la vie sociale. Daniel Bell soulignait ainsi en 1960 la différence

¹⁶² ALTHUSSER, LOUIS: « Idéologie et appareils idéologiques d'État (notes pour une recherche) », Paris, *La Pensée*, n° 151, juin 1970.

entre l'expérience sociale des intellectuels qui critiquaient le capitalisme et la société de masses, et l'expérience du *Welfare State* qu'ont eue les ouvriers et les pauvres ayant largement bénéficié de la protection sociale à partir des années 1930¹⁶³. Ce sont des points de vue dont il faut certainement tenir compte à l'heure d'évaluer cette première forme de la société des individus.

Or, l'important ici est que ces sentiments d'oppression et de domination faisaient partie du vécu de ces individus qui peuplaient en masse nos sociétés pour la première fois dans l'histoire. Comme on va le voir, ce vécu sera au centre de l'écho que les discours de type néolibéral et les politiques qu'ils inspirent trouveront lorsque « la crise » de l'après-1973 rendra la conjoncture apte à ce type de projets. Nous devons alors tenir compte d'au moins deux paradoxes. En premier lieu, il faut considérer le fait que les formes institutionnelles critiquées dans les années 1950-1970 sont celles-là mêmes qui ont permis l'émergence d'un individualisme pour le plus grand nombre, c'est-à-dire qui ont rendu possible l'intégration sociale de ceux qui n'avaient bénéficié, jusqu'alors, d'aucune marge d'autonomie comme conséquence de leur non-intégration sociale. En second lieu, la plupart des critiques qui dans ces années-là pointaient les effets pervers de la modernité organisée (comme « société de masses » ou la « société bureaucratisée », sous la thématique du « contrôle » ou sous celle de la « domination »), provenaient de ce qu'on pouvait alors appeler des formes plus ou moins diverses de la « gauche radicale ». Or, beaucoup de ces critiques serviront de base à la construction d'une « droite radicale », pour reprendre le titre d'un autre ouvrage de Daniel Bell où il étudie ce glissement par lequel la critique de l'État et des régulations sociales migre d'un côté à l'autre de l'échiquier politique des intellectuels¹⁶⁴. Les années 1980 arrivées, ne

¹⁶³ BELL, Daniel : *La fin de l'idéologie*, Paris, PUF, 1997 (*The End of Ideology : On the Exhaustion of Political Ideas in the Fifties*, 1960). Il souligne également la distance existant entre le fait observé du développement d'une culture de masses représentée par le cinéma, où les individus se trouvent soumis à un stimulus standardisé, et l'hypothèse des effets d'« atomisation » et d'appauvrissement culturel de ces industries. Il attire l'attention sur le fait, plutôt négligé, que ces mêmes individus sortent de la salle de cinéma pour commenter avec leurs amis, parents et camarades le film qu'ils viennent de voir. Il souligne ainsi les effets « socialisateurs » et d'enrichissement culturel des nouvelles industries culturelles contre les idées d'atomisation et d'homogénéisation.

¹⁶⁴ *The Radical Right* (New Jersey, Transaction Publishers, 2008) fut publié pour la première fois en 1955 et son objet était de comprendre l'extrême droite aux États-Unis à la sortie de la Seconde Guerre mondiale. Les éditions de 2002 et de 2008 cherchent à comprendre la continuité de ces mouvements sous les gouvernements de Ronald Reagan (1981-1989) et de George Bush père (1989-1993) et fils (2001-2009).

restera de la critique du capitalisme et de la société de masses que la critique faite aux contraintes imposées à l'individu par un État excessivement présent et bureaucraté.

L'individualisme avant les politiques de l'individu

Deux auteurs permettent de rétablir une certaine historicité quant à la problématique de l'individu et de l'individuation en sociologie : Robert Castel et Peter Wagner. L'enjeu est important car l'immense majorité de la sociologie contemporaine traite « l'individualisme » comme s'il était un phénomène nouveau, qui aurait vu son émergence seulement à partir des années 1980 et, avec plus de force en France, à partir des années 1990. On s'empêche ainsi de voir que ce qui se produit à ce moment-là est une inflexion, et non une « naissance », et, plus important encore, cette posture empêche de voir la nature de la conjoncture actuelle. En réalité, le tournant néolibéral des années 1980 a donné lieu à une réaction qui présente ces mêmes développements historiques de l'État et des régulations sociales (autrefois critiqués comme des formes de contrôle social et de domination) du point de vue des théories de l'intégration sociale. Voyons cela de plus près.

L'individu moderne a été doté de la possibilité d'exister comme un sujet capable de se conduire par lui-même grâce la mise en œuvre de régulations collectives. C'est parce que l'individu a d'abord été inscrit dans des systèmes de régulations collectives qu'il a pu accéder au statut d'individu. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer le statut de cet individu de la « société salariale » (selon la caractérisation de Robert Castel) ou de la « modernité organisée » (suivant la caractérisation de Peter Wagner) à la situation faite aux individus de la période historique précédente, c'est-à-dire la formation sociale qui s'impose avec la double révolution politique et industrielle de la fin du XVIII^e siècle. Cette première modernité place l'individu-citoyen au centre de la vie politique, c'est lui qui choisit

ses représentants et leur délègue le pouvoir de gouverner en son nom. C'est aussi l'individu libre et responsable qui est au principe des jugements moraux, des sanctions pénales et des transactions qui commandent les rapports entre les membres de la société. L'organisation de la société moderne repose ainsi sur les relations contractuelles que nouent librement les individus. Le rôle de l'État est, quant à lui, seulement d'assurer la validité de ces échanges entre les individus en leur donnant force de loi et de garantir la sécurité des biens et des personnes par le biais du monopole de la violence.

Cependant, il s'avère que cet ordre contractuel a été incapable d'unifier l'ensemble de la société. Il exclut de son orbite ceux qu'on appelle alors les « prolétaires », qui effectivement coïncident avec la masse des non-proprétaires, laissés complètement en dehors des registres légitimes d'échanges politiques et sociaux. Les descriptions du paupérisme s'accordent alors à dénoncer l'existence de catégories d'individus qualifiés d'une manière purement négative : amoralité, vice, irresponsabilité, dangerosité... C'est ainsi que, suivant Robert Castel, on peut dire que la « classe non propriétaire » est constituée de non-individus ou de gens qui vivent dans une soumission presque totale aux contraintes du travail et de la misère, qui ne sont individualisés que « négativement », parce que le capitalisme a détruit toutes les formes de lien social caractéristiques de l'époque pré-moderne, comme l'ont justement dénoncé Marx et Engels dans le *Manifeste du parti communiste*.

La réponse à cette tension qui traverse la modernité libérale a été la constitution de la « modernité organisée ». La solution est donnée par l'association d'une citoyenneté sociale à la citoyenneté politique. Les prérogatives complètes de la citoyenneté ont cessé ainsi d'être confisquées par une élite de propriétaires et de notables. Les non-proprétaires eux-mêmes sont devenus « propriétaires » de droits, bénéficiaires de protections¹⁶⁵. Robert Castel appelle « propriété sociale » cette capacité de disposer des moyens nécessaires pour être affranchi de la dépendance immédiate du besoin, ou de la dépendance d'un supérieur ou d'une institution disposant d'un pouvoir discrétionnaire pour pourvoir aux besoins de l'individu. C'est

¹⁶⁵ CASTEL, Robert : *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi*, op. cit.

justement l'institutionnalisation des régulations donnant lieu à la « propriété sociale » qui permet à chacun de devenir « propriétaire de soi ». Désormais, chacun arrive à se conduire comme un individu à part entière parce qu'il a conquis ce socle de ressources qui sont la condition de l'indépendance sociale. Ce que donnait la propriété individuelle en termes de sécurité, de protections, d'assises sociales, peut désormais être partagé par tous ceux qui sont propriétaires de ces droits : droit au secours, droit à la santé, droit à la retraite, réduction du temps de travail et interdiction de la soumission au travail de larges franges de la biographie (enfance, vieillesse, grossesse, etc.). Les changements ainsi intervenus dans les régimes de la temporalité deviennent un enjeu majeur. Non seulement chacun dispose de parts de plus en plus importantes de temps pour soi, mais chacun est capable d'anticiper l'avenir et de savoir de quoi demain sera fait. L'autonomie de l'individu n'est plus un privilège réservé à une minorité, sa possibilité est désormais dans la trajectoire de la majorité des membres d'une société démocratique qui dispose, en plus des droits civils et des droits politiques, d'un large éventail de droits sociaux. C'est en ce sens qu'Émile Durkheim peut affirmer que l'individu n'est pas la simple expression d'une « nature » mais bien une condition historique où l'acteur principal est l'État¹⁶⁶.

C'est donc bien grâce à leur inscription dans des systèmes de régulation collective que les individus acquièrent les conditions d'une participation pleine à la vie sociale. Qu'on la regarde sous la forme d'une modernité organisée ou d'une société salariale, cette formation sociale se caractérise par la prépondérance des collectifs : extension des collectifs de travail avec le poids croissant de la grande industrie ; développement de syndicats puissants exprimant les intérêts collectifs de vastes catégories homogènes de travailleurs ; conventions collectives désindividualisant la relation employeur-employés qui donnait un pouvoir discrétionnaire au patron ; régulations collectives du droit du travail attribuant un même statut à de larges catégories de salariés ; juridictions de la protection sociale qui dote des mêmes droits ces groupements professionnels ; développements des services publics permettant l'accès à des biens collectifs, comme l'éducation ou le logement...

¹⁶⁶ DURKHEIM, Émile : *Leçons de sociologie*, Paris, PUF, 1950 (1^{re} édition Istanbul, 1947).

L'individu affirme ainsi sa présence tout au long du XX^e siècle dès lors qu'il arrive à s'inscrire dans ce registre complexe de régulations. On peut ainsi voir comment, sociologiquement et historiquement parlant, l'individu n'est ni souverain ni autonome. Il est pris dans des systèmes forts de contraintes qui tiennent à sa classe sociale d'appartenance, à son sexe, à la place qu'il occupe dans l'éventail des âges, aux rapports de subordination qu'il subit s'il est salarié, etc. Néanmoins, il dispose des conditions minimales d'une certaine indépendance sociale, il dispose d'une certaine marge de manœuvre lui permettant d'exister réellement comme individu. L'accès à la consommation de masse est un bon exemple des caractéristiques de cette individuation ambiguë. Nous avons vu combien elle a été critiquée comme forme culturelle de domination, mais l'accès à la consommation a d'abord été un formidable levier d'affranchissement à l'égard de la dictature du besoin immédiat.

La modernité organisée n'est pas une société d'égalité. Elle est au contraire fortement stratifiée avec les grandes inégalités qu'une telle structure hautement diversifiée impose. Cependant, aussi bien le cadre que l'ouvrier relèvent également du droit du travail et de la protection sociale. Je voudrais donc souligner ce qui semble être un enseignement fondamental de cette analyse du statut de l'individu pendant la deuxième moitié du XX^e siècle. La consistance de l'individu n'a pas été construite par des politiques de l'individu à proprement parler. Prenons l'exemple du droit à la retraite. La retraite est attribuée à un individu, et il peut en disposer à sa guise. Mais elle n'est pas attachée à la singularité de sa situation en tant qu'individu. Son droit découle automatiquement de son appartenance à une catégorie générale de salariés. Son taux et ses modalités d'attribution dépendent des régulations qui régissent cette catégorie professionnelle constituée en collectif. Qu'un retraité présente en tant qu'individu quelque particularité que ce soit n'a strictement aucune importance. Il est individuellement protégé, non pas à partir de ce qu'il a de propre en tant qu'individu, mais parce qu'il fait partie d'un ensemble et qu'il est traité de manière identique à celle de chacun des membres de son collectif d'appartenance.

On peut dès lors reprocher à ces régulations de la modernité organisée leur caractère formel, abstrait, bureaucratique, etc., qui surplomberaient et manqueraient la signification des besoins de chacun. À notre avis, c'est méconnaître leur fonction, parce que les effets de ces dispositions générales reviennent sur l'individu lui-même, le renforcent et à vrai dire donnent à la plupart des membres de la modernité organisée la possibilité de se conduire en tant qu'individus. Si cette formation sociale qu'on appelle aujourd'hui « société salariale » ou « modernité organisée » a pu être critiquée par ses contemporains, c'est précisément et paradoxalement parce qu'elle avait créé les conditions d'existence d'une « société d'individus ».

On peut ainsi affirmer que cette dynamique a rapatrié au sein de la société tous ceux et celles qui n'avaient nullement été intégrés par la première modernité en les dotant des « supports » nécessaires pour qu'ils puissent participer aux échanges sociaux, fût-ce en restant subordonnés. « Subordonnés, mais pas invalidés, car ils sont au moins semblables à leurs concitoyens », comme dit Robert Castel. Or, les deux visions de la modernité organisée que je viens de présenter, comme « société de masses » ou comme « bureaucratie », d'un côté, comme système de régulations sociales rendant possible l'existence réelle des individus de l'autre côté, obligent à un examen du concept de « contrainte sociale ». Car c'est précisément dans la polysémie ambivalente de cette notion que le sens de la conjoncture actuelle devient visible.

Qu'est-ce qu'une contrainte sociale ?

Le tournant qui va se produire dans le dernier quart du XX^e siècle signifie un certain retour à la pensée libérale du XVIII^e siècle, et de ce fait la caractérisation de « néo-libéralisme » semble quelque part justifiée. Elle se manifeste, d'un point de vue sociologique, dans la manière dont est théorisé le rapport individu-société comme relevant d'une relation d'opposition, voire de contradiction. Sans

schématiser excessivement, on peut dire qu'il s'agit d'une pensée qui place la « liberté » du côté de l'individu et la « contrainte » du côté de la société. Or, une sociologie de l'individu pensée exclusivement dans la perspective d'une libéralisation progressive de « la » contrainte, ainsi considérée sur un plan général et abstrait, présente une série de problèmes.

En premier lieu, elle s'inscrit dans une démarche quelque peu irréaliste qui pense l'individu et le social comme deux termes opposés ; comme si l'individu, pour exister, devait se défaire du poids du social. Ou comme si, tel un ermite, l'individu pouvait exister en deçà du social. Une telle démarche relèverait d'un registre d'analyse qui se place sur un terrain illusoire. Elle ne veut pas admettre la complexité de la problématique de l'individu. Elle ne reconnaît pas l'individualisme comme une forme de sociabilité. L'individu émerge à partir du desserrement de certaines contraintes. Mais il est aussi le résultat de l'institutionnalisation d'une série d'autres contraintes imposées à certains domaines de la vie sociale. En effet, dans un premier temps, le capitalisme et la démocratie ont permis l'abolition de tout un régime de contraintes liées à l'ancienne société, à ses dépendances interpersonnelles, aux hérédités, à la fixation des personnes à la terre, au caractère héréditaire des statuts sociaux, etc. Mais, comme nous venons de le voir, dans un deuxième temps, c'est l'institutionnalisation d'une autre série de contraintes que nous appelons des « régulations sociales » qui ont donné accès à l'individualisation à tous ceux que la nouvelle formation sociale laissait dans un état de soumission presque absolue. Ainsi, la régulation des rapports de travail (à partir de l'institutionnalisation de limites d'âge ou de la restriction au temps de travail, par exemple) a fait du travail un support à l'individuation. Il a cessé ainsi d'être une pure forme d'exploitation. Tandis que ces régulations constituent des « supports »¹⁶⁷ pour certains alors elle est certes vécue comme une bride par les autres – notamment pour les entrepreneurs qui dans un contexte de libre marché préfèrent toujours une main d'œuvre libre ou « flexible ».

¹⁶⁷ Pour une caractérisation du concept de « support » comme point d'appui à une individuation positive telle que nous l'employons ici, cf. CASTEL, Robert : *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi*, op. cit.

Durkheim avait déjà largement insisté sur le fait que la contrainte sociale avait un caractère ambivalent. Toute norme sociale agit à la fois comme limitation et comme possibilité, comme « habilitation » et comme « contrainte »¹⁶⁸. Dès lors, l'individuation ne résulte pas de plus d'habilitation et de moins de contraintes, car toute norme sociale possède les deux caractéristiques à la fois. L'émergence de l'individu sur la scène de la réalité sociale a été plutôt la conséquence de l'institutionnalisation d'une série de contraintes ou de régulations sociales qui se sont traduites par des habilitations pour un très grand nombre et par des limitations de leur champ d'action pour d'autres. « Habilitation et contrainte » sont des propriétés intrinsèques de toute forme de régulation sociale, elles ne peuvent pas constituer des alternatives. Le tout étant de savoir sur qui pèse la contrainte, à qui bénéficie l'habilitation, quel domaine de la vie sociale se trouve favorisé et lequel limité, quel type d'activité s'épanouit à partir d'une contrainte, lequel voit ses possibilités restreintes. C'est la raison pour laquelle la conquête de marges progressives d'indépendance sociale ou de « liberté individuelle » si l'on préfère, est toujours un processus conflictuel et ne prend presque jamais la forme d'une dynamique de type « *winner-winner* ». Il en va ainsi de l'histoire de « l'intégration de la classe ouvrière », du suffrage universel ou de la « libération des femmes ». Arrêtons-nous un instant sur cette dernière. Un certain nombre de régulations comme le droit de vote pour les femmes, le droit au divorce, le remplacement de la *patria potestas* par l'« autorité parentale » partagée, et l'entrée des femmes dans le salariat ont permis sans doute l'individualisation de la condition féminine et l'affirmation du statut d'individu pour les femmes. Mais il est vrai qu'un certain nombre d'institutions (comme la famille ou l'église) et d'activités sociales (comme la politique), jusqu'alors très étroitement liées à une forme de la domination masculine, se sont vues contraintes au changement. Toute marge de liberté conquise par les femmes ne se traduit pas immédiatement par une contrainte pour la moitié masculine de la société, mais elle a obligé les hommes à revoir beaucoup

¹⁶⁸ GIDDENS, Antony : *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 2005 (*The Consequences of Modernity*, Cambridge, 1990).

de choses, de leur emploi du temps à leur implication dans les tâches domestiques jusqu'aux formes de l'exercice de leur pouvoir.

Une analyse de la conjoncture actuelle de l'individu exige donc de sociologiser l'analyse de la contrainte. Qu'est-ce que les demandes de libéralisation cherchent aujourd'hui à changer ? Il faut effectivement partir d'un point de vue concret et empirique pour donner du contenu aux expressions que nous mobilisons lorsque nous employons ce mot de « contrainte ». Un certain nombre de débats propres aux processus de modernisation en cours (mondialisation, impôts, taille et rôle de l'État, protections sociales, nature des rapports de travail, politiques sociales et interventions sur les domaines de la famille, de l'enfance ou du genre) relèvent justement du contenu concret de ce qu'en sociologie on appelle une « contrainte sociale ». Ce contenu se décline avant tout sur deux dimensions. Une première dimension d'analyse concerne une description des domaines de la vie sociale sur lesquels on examine le sens de ces régulations. Est-ce que les libéralisations auxquelles on assiste ont la même valeur lorsqu'elles s'exercent sur le domaine de la famille ou du travail, sur celui de l'éducation, de la recherche ou de la politique ? D'un point de vue politique, on peut effectivement dire que les contraintes sociales sont là pour freiner le développement de certains types d'action et en favoriser d'autres. Une diminution du nombre de fonctionnaires et de la dépense publique, par exemple, peut se traduire par une charge allégée de l'impôt pour des investisseurs et même pour des classes moyennes désireuses d'augmenter leur niveau de consommation. Mais du point de vue d'autres catégories de la population, cette suppression des fonctionnaires et cette contraction de la dépense publique peuvent se traduire par une perte de qualité, voire la disparition de certains services publics ou de certains droits sociaux – selon la façon avec laquelle elles seront mises en place.

Une deuxième dimension d'analyse renvoie donc à une description en termes de catégories sociales. Les diverses formes de régulation du monde social comportent autant de libertés pour les uns que de limites pour les activités des autres. Le monde de l'économie est plein de régulations qui bénéficient aux activités de certains agents mais qui freinent celles des autres. Plus encore, de nombreuses

limitations de l'activité économique ont pour but de protéger tout simplement l'existence sociale de certains groupes ou individus. Ainsi, des régulations protectrices de l'environnement peuvent limiter le développement de certaines formes d'agriculture, et plus récemment certaines industries culturelles demandent la régulation et le contrôle de certaines pratiques rendues possibles grâce au développement d'internet et des nouvelles technologies qui les menacent de disparition. Les contraintes imposées à certains, encore une fois, constituent autant de possibilités de survie pour les activités des autres.

Qu'est-ce qu'une politique de l'individu ?

J'ai jusqu'ici employé les expressions « politiques de l'individu » ou « politiques d'individuation » sans préciser le contenu de ces deux expressions que je prends comme synonymes. Je voudrais à présent m'efforcer d'en dessiner les principales lignes. La première précision apportée est que les politiques de l'individu ne se limitent pas à cette constellation d'interventions publiques que sont les politiques sociales. Bien au-delà, il s'agit en réalité d'une réorientation profonde dans la façon de penser les rapports entre l'État et la société. Il est vrai que les politiques sociales sont très fortement concernées par les redéfinitions que la mise en place de politiques d'individuation entraîne. Mais les politiques de l'individu débordent largement le seul domaine du « social ». J'essaierai de donner à voir ce que ces expressions représentent par la référence à deux coordonnées. Premièrement, les politiques d'individuation se détachent de la conception de l'individu qui a prévalu pendant la modernité organisée (et dont nous venons de voir une description générale : l'individu est protégé à partir de son intégration dans des collectifs et grâce à des régulations sociales de type universalistes). Deuxièmement, elles apparaissent en continuité avec l'esprit des politiques sociales « classiques », c'est-à-dire dans leur forme professionnalisée à partir d'une technologie

d'intervention basée sur la dyade de l'« écoute » et de la réparation, caractéristiques de la « relation de service »¹⁶⁹.

Les politiques qui visent l'individu ou qui ont pour objet l'individuation sont donc des initiatives mises en œuvre sur plusieurs terrains de la vie sociale. Parfois, elles interviennent au sein de dispositifs déjà anciens, comme dans le cas des dispositifs d'aide au retour à l'emploi. Sur un autre plan, elles interviennent au niveau des organisations et des entreprises, comme les initiatives de contractualisation et de sous-traitance de ce qui se faisait auparavant sous forme de relation salariale. Enfin, au niveau institutionnel, elles prennent la forme de ce que François Dubet a appelé un changement du « programme » qui gouverne chaque institution. L'objectif de l'institution ne serait dès lors plus la socialisation ou l'intégration des personnes à la vie sociale mais une « intervention sur autrui » ayant pour but la production du sujet en tant qu'individu en accord avec les valeurs de l'autonomie, de la responsabilité, de l'activation et l'auto-assurance face aux risques¹⁷⁰. Or, de façon générale, la nature de ces politiques d'individuation peut être saisie à partir de la façon dont elles définissent leur cible et dans la nature de leurs interventions ou dans la « technologie » qui leur est spécifique.

La cible

Les politiques de l'individu doivent être conçues comme un genre de politique publique qui trouve sa cible dans l'individu lui-même. C'est-à-dire que, à la différence des politiques de protection sociale caractéristiques de la modernité organisée, les politiques de l'individu ciblent l'individu en tant que tel et non pas les dynamiques sociales qui représentent un danger pour l'intégrité ou pour l'autonomie des individus. La différence est nette. Pendant la période de la

¹⁶⁹ GOFFMAN, Erving : *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*, Paris, Minuit, 1968 (*Asylums: essays on the social situation of mental patients and other inmates*, 1961), pp. 380-383.

¹⁷⁰ DUBET, François : *Le déclin de l'institution*, *op. cit.*

modernité organisée, dans le cadre d'une conceptualisation orientée par une problématique de l'intégration sociale, l'État cherchait essentiellement à institutionnaliser des régulations sociales (comme les limitations légales du temps de travail, la protection de la « sphère privée » ou l'interdiction du travail des enfants) et des protections (comme la sécurité sociale, la protection face à l'accident et la maladie, les formes sociales de logement, la protection de la grossesse ou le droit à la retraite). Ces régulations et ces protections visaient la production d'un ordre social d'où se dégagent pour l'ensemble des individus des marges de liberté et d'indépendance. La libre disposition de « portions » de temps ou le maintien du revenu pendant des périodes d'inactivité ont ainsi produit l'émergence de formes sociales de type individualiste. Telle que je viens de la présenter, l'histoire du XX^e siècle après la crise de 1929 peut être vue comme l'ouverture progressive d'espaces de sociabilité qui rendent possible le déploiement de formes individualisées de l'expérience sociale. Ce sont les contraintes sociales qui ont régulé le capitalisme et élargi l'horizon démocratique qui ont rendu ces espaces accessibles à l'expérience sociale de l'individualité.

En revanche, les politiques de l'individu ciblent l'individu en tant que tel. Plus encore, elles ont la production de l'individu pour objet. Ce faisant, elles proposent (tacitement) une définition déterminée de l'individu : s'il est de façon totalement abstraite défini comme une entité dotée de liberté et d'initiative, les politiques publiques exigeront de sa part qu'il soit « responsable » de lui et qu'il se rende « actif » en toutes circonstances. « Responsabilité » et « activation » sont ainsi les seuls contenus des politiques d'individuation car, au-delà de ces définitions minimales, c'est à chaque personne de définir le sens de son expérience et de se projeter vers l'avenir. Dans ce cadre, les institutions ne sont là que pour garantir que les rapports sociaux ne viennent pas restreindre les marges de cette « liberté individuelle ». L'individu est pensé au prisme de l'idée d'une sphère « privée » que l'État doit protéger et respecter, et de sa participation à une sphère publique à laquelle le pouvoir se doit de garantir l'accès. Rien de plus. Entre les deux, dans les autres espaces de la participation à la vie collective (c'est-à-dire, essentiellement la vie professionnelle), c'est à chacun de se débrouiller.

Si on compare la conjoncture actuelle avec celle qui s'achève au milieu des années 1980, en France, les politiques de l'individu vont produire une inflexion du fait de cibler l'individu en tant que tel. Mais, comment définissent-elles leur « cible » ? Dans un premier temps, nous pouvons définir la cible des politiques de l'individu comme les catégories d'individus qui appellent à des dispositifs spéciaux ou qui relèvent d'un traitement spécial, des interventions « sociales ». De ce point de vue, les politiques de l'individu ne se distinguent pas d'autres modalités de la politique sociale, en ce sens qu'elles doivent définir des catégories de population ou fournir une définition situationnelle des individus « à problèmes ». Ainsi vont-elles intervenir sur les situations de dépendance, comme la toxicomanie ou l'alcoolisme, pour essayer de ramener l'individu à des conditions de participation « normale » à la vie sociale. C'est le schéma classique de la « réparation ». Dans le cadre de cette modalité d'intervention, les politiques de l'individu vont approcher leur public de façon individualisée. Elles ciblent chaque individu dans sa situation et dans son histoire personnelles. Les politiques de l'individu ciblent des sujets individuels. Mais pour ce faire, paradoxalement, les dispositifs dont elles dépendent s'organisent à partir de la définition de catégories plus ou moins générales de population qui nécessitent une intervention sur eux. Quelques exemples de « catégories » : les chômeurs, les jeunes (des classes populaires, des quartiers ou des cités, issus de l'immigration ou qui ont des difficultés à entrer sur le marché du travail, qui ont des difficultés scolaires), les parents isolés, les mineurs délinquants, les personnes âgées qui ont besoin d'accompagnement... C'est pourquoi, dans leur élargissement, ce type d'intervention a quitté le domaine de la santé (où se déployaient de façon privilégiée les politiques de type « réparation », comme celle qui combattait les addictions), pour évoluer vers des schémas de type « éducatif ». Ainsi, pense-t-on, il faut éduquer les jeunes qui sont « déviants » par manque d'éducation ou par défaut d'autorité parentale.

On voit vite que cette cible déborde celle de la politique sociale classique. Comment se définit alors la cible des politiques de l'individu ? Une possibilité est simplement de dire que les politiques de l'individu s'adressent à tous ceux qui ratent leur performance sociale. La vie sociale est dès lors conçue sur le modèle d'un jeu de

concurrence généralisée et de luttes indéterminées. Rate sa performance tout individu qui, comme conséquence de sa participation à la vie sociale, se trouve dans une situation de dépendance. A manqué sa performance celui qui a besoin d'aide : le vieux, le malade, le chômeur, la mère célibataire... On peut alors préciser la cible des politiques de l'individu. Sont visés tous ceux qui, déstabilisés, ont besoin d'aide pour se remettre en selle et reprendre le combat. Cela donne une définition du social qui déborde les catégories classiques et qui tend à se généraliser car les causes de la déstabilisation peuvent être multiples et *in fine* ne peuvent être connues que dans le parcours de chaque individu. Quelqu'un va mal parce qu'il est victime de la drogue ou de l'alcool, un autre parce qu'il a divorcé, celle-ci à cause d'une maternité précoce, celui-là parce que son choix de formation est inadapté. D'autres encore vont mal parce qu'ils sont surendettés ou parce qu'ils n'ont pas su anticiper une évolution dans la conjoncture de l'emploi, parce qu'ils manquent des compétences exigées par l'évolution technologique ou du marché et ne peuvent plus suivre les mutations de l'activité économique.

Ces situations, par définition aussi multiples et hétérogènes que les parcours individuels sont singuliers, se trouvent regroupées dans des catégories. Par exemple, seront naturellement classés comme « chômeurs » tous ceux qui perdent leur travail ou qui n'arrivent pas à entrer sur le marché du travail. Mais la raison pour laquelle chacun se trouve dans cette situation est conçue comme singulière et, plus important encore, la probable issue ne peut être définie qu'individuellement. Ainsi, le problème ciblé par une politique de l'individu ne sera plus « le chômage », comme au temps de la modernité organisée, où les oscillations des conjonctures économiques appelaient à réguler le marché du travail pour stabiliser des situations d'emploi. Une politique de l'individu ne poursuit donc plus la mise en place d'une régulation sociale de l'activité économique. Elle cible « les chômeurs » et, plus précisément, chacun des chômeurs. En conséquence, chaque politique de l'individu définira un dispositif de prise en charge ou d'accompagnement individualisé afin de permettre à la personne de « retrouver le chemin de l'emploi ». La politique de l'individu prend pour cible les perdus car ayant perdu. Mais elle ne s'occupe plus des règles du jeu qui amènent les uns à gagner et les autres à perdre.

La réorientation nécessite un changement radical dans la philosophie du social. Les politiques de l'individu créent une nouvelle modalité des politiques sociales après avoir opéré une redéfinition complète des causes, des effets et des solutions possibles des problèmes sociaux.

Or, les politiques de l'individu interviennent sur un autre plan plus général et ne se limitent pas à cibler les « individus à problème ». À la manière dont l'a proposé François Dubet, on peut identifier un changement d'orientation généralisé dans le fonctionnement de certaines institutions comme le système scolaire. L'école viserait de moins en moins l'intégration des individus à la société (selon la formulation classique de la sociologie, telle que Durkheim l'a décrite, par exemple) et de plus en plus la production des individus en soi. Ce changement du « programme institutionnel » s'appuie sur une dissolution de l'idée de société. Les institutions avaient pour but la transmission des règles sociales d'une génération à l'autre à travers l'éducation, leur but essentiel se définissait par le concept de « socialisation ». Lorsqu'elles se trouvent orientées par une philosophie de type « politique de l'individu », les institutions commencent à fonctionner selon un autre programme, car elles ne peuvent plus concevoir la société comme un ensemble et se mettent à agir comme si, effectivement, il n'y avait pas de « société ». Elles ne peuvent plus penser en termes de « places » dans lesquelles on pourrait intégrer les individus. C'est une philosophie qui nie l'idée de société comme un tout. Dès lors, le programme institutionnel se définirait essentiellement par une « intervention sur autrui » destinée à préparer l'individu aux jeux de société, à les « armer » pour la bataille. C'est pourquoi, de manière générale, le travail d'une politique de l'individu poursuit essentiellement un travail de subjectivation.

Les technologies des politiques d'individuation

Dans une certaine mesure, les politiques de l'individu prolongent les dispositifs du travail social classique chaque fois que celui-ci cible un individu dans sa

singularité, et souvent les dispositifs du travail social prennent appui sur une méthodologie de type « relation de service », où la dynamique est celle d'un « travail sur autrui ». Or, dans sa logique fondamentale, la politique de l'individu diffère largement des logiques se trouvant derrière les dispositifs de l'intervention sociale. Le travailleur social identifiait un manque ou un dysfonctionnement (l'individu alcoolique ou la jeune mère célibataire, par exemple) puis il initiait un travail de réparation fonctionnant sur un modèle tutélaire. D'une façon générale, on peut dire que le but du travail social classique est la réintégration de l'individu à la société. Trois éléments caractérisent donc ce type de travail social. Le problème : un dysfonctionnement ou un manque. La méthodologie : conçue sur un modèle tutélaire où l'intervenant conduit le bénéficiaire vers son rétablissement. Le but : replacer l'individu dans la société en facilitant sa réintégration par la réparation, au niveau de l'individu, de ce qui pose problème.

Sur ces trois registres, les politiques de l'individu se distancient du travail social classique. La philosophie qui sous-tend les politiques de l'individu ne suppose pas une « société » où il faudrait replacer les individus qui auraient déraillé ou qui seraient égarés. L'idée même d'intégration sociale est étrangère aux politiques d'individuation. Les politiques de l'individu sont animées par une autre logique. Elles tentent d'armer les individus en vue de mieux les préparer aux combats qu'ils devront affronter. C'est ainsi que les projets éducatifs, visant la formation, y compris la « formation à la citoyenneté », prennent une importance majeure. Mais c'est surtout autour des réinvestissements de l'« *empowerment* » que la réorientation politique dont il est question ici devient visible. Ce terme naît aux États-Unis, dans les années 1960, comme un mode d'opposition aux politiques de « rénovation urbaine » et comme un moyen de protection des « communautés » ou des populations victimes de ces politiques, en essayant de renforcer leur pouvoir (de décider, de résister, de participer, etc.)¹⁷¹. Or, une réappropriation de cette problématique de l'*empowerment* dans les années 1980 évacue complètement la dimension politique du pouvoir pour la réinterpréter en termes de « capacités »

¹⁷¹ BACQUE, Marie-Hélène : « *Empowerment* et politiques urbaines aux États-Unis », *Géographie, économie, société*, vol. 8, n° 1, 2006, p. 107-124.

individuelles. C'est dans cette logique que le concept a fait son irruption au sein des politiques sociales en France au début des années 2000. La notion est alors « mobilisée dans une logique de gestion de la pauvreté et des inégalités pour permettre aux individus de développer et d'exercer leurs capacités individuelles et de prendre des décisions rationnelles dans un contexte d'économie de marché. Elle est alors liée aux notions de choix, d'opportunité, de participation, de gouvernance, de propriété »¹⁷².

Dans ce nouveau cadre, la participation sociale est conçue comme un jeu multiple et indéterminé où chacun tente de gagner son pari. Chaque individu doit se préparer à des trébuchements, à des échecs, à être déstabilisé par le jeu d'un autre individu car chacun ne fait, au fond, que suivre son projet. L'important est que chacun ait bien identifié son terrain, qu'il ait un projet le plus clair possible et qu'il descende dans l'arène sociale le mieux équipé pour faire face à toute éventualité. D'inspiration libérale, les politiques de l'individu ne présupposent pas l'existence d'une « structure » sociale, d'un « organisme », d'un « ordre » ou d'un « système ». Elles ignorent les métaphores qui pensent la vie sociale intégrée dans un ensemble ou qui conçoivent l'individu en rapport avec un espace, avec des places dans lesquelles ils peuvent se situer ou comme une vie collective à laquelle chacun peut ou doit participer. Plus encore, ces conceptions tendent à ignorer, voire nient toute idée de « bien commun » ou de « richesse collective », sur la base desquelles se sont édifiés les artifices des protections collectives et des régulations sociales¹⁷³.

Dans leur conception, les politiques de l'individu cherchent à armer les individus pour qu'ils puissent se battre dans les différents jeux ouverts autour d'eux. Elles prennent appui sur une philosophie qui conçoit autrement le rapport des

¹⁷² BACQUE, Marie-Hélène, et BIEWENER, Carole : « *Empowerment, développement et féminisme : entre projet de transformation sociale et néolibéralisme* », in M.-H. Bacqué et Y. Sintomer : *La démocratie participative, regard historique*, Paris, La Découverte, 2011.

¹⁷³ Ainsi, Christian Topalov a montré comment la naissance de la catégorie « chômeur », dans le sens que nous lui attribuons aujourd'hui, est tributaire de la création de la catégorie « population active ». Or, la « population active » constitue une dimension de l'activité économique qui échappe au contrôle de toute volonté individuelle. Ainsi, aucun travailleur ne peut contrôler le rythme auquel une économie donnée crée des postes de travail ou au contraire les détruit. Cf. TOPALOV, Christian : *Naissance du chômeur. 1880-1910*, Paris, Albin Michel, 1994.

individus au monde. Il ne s'agit plus, à proprement parler, d'une relation du type individu-société. Il semble plutôt que l'individu soit pensé dans le monde entouré d'autres individus qui s'engagent dans des combats, qui se fixent des objectifs personnels et qui, à la limite, nouent des alliances afin de parvenir à leur but. Dans ce cadre, les politiques de l'individu partent du présupposé que, de par sa nature, le monde social produit des gagnants et des perdants. Dans l'idéal, triomphe celui qui arrive à décrypter la réalité sociale et sort victorieux de son pari. Cela peut, et c'est souvent le cas, déstabiliser les autres, et c'est dans ces cas que les politiques de l'individu peuvent avoir une fonction réparatrice aidant celui qui est tombé à se remettre debout. En fin de compte, l'individu ne s'engage pas dans le monde sur le mode d'une « participation » à la vie sociale (dans le sens d'une contribution au bien commun, ou à la production de la richesse, qui donnerait le droit à avoir des droits). Il s'engage dans une prise de risques dans laquelle il peut finir tantôt gagnant tantôt perdant.

« I think we've been through a period where too many people have been given to understand that if they have a problem, it's the government's job to cope with it. "I have a problem, I'll get a grant." "I'm homeless, the government must house me." They're casting their problem on society. And, you know, there is no such thing as society. There are individual men and women, and there are families. And no government can do anything except through people, and people must look to themselves first. It's our duty to look after ourselves and then, also to look after our neighbour. People have got the entitlements too much in mind, without the obligations. There's no such thing as entitlement, unless someone has first met an obligation. »¹⁷⁴

Les politiques de l'individu redéfinissent les modes d'intervention publique de telle sorte que le modèle tutélaire caractéristique du travail social est fortement mis en question. Nous avons dit que la politique de l'individu opère une redéfinition générale de la relation entre l'État et la société, et que la portée de cette réorientation dépasse largement l'univers des politiques sociales. Cependant, la

¹⁷⁴ Interview de Margaret Thatcher au magazine *Woman's Own*, 31 octobre 1987. <http://www.margaretthatcher.org/document/106689> Consulté le 2 juin 2011.

comparaison avec le travail social classique reste d'une grande utilité car elle aide à mettre en lumière la nature des politiques de l'individu, notamment lorsque nous observons les changements provoqués par ces dernières à l'intérieur des politiques sociales elles-mêmes. En effet, tout semble indiquer que nous sortons du modèle du contrôle social exercé sur le bénéficiaire à la façon dont on le concevait à l'époque de la « police des familles »¹⁷⁵. Non pas que ce type de contrôle n'existe plus au sein des dispositifs sociaux¹⁷⁶, mais la politique de l'individu introduit une nouvelle méthodologie dans le domaine des interventions sur le social. Si nous devons décrire le changement de façon caricaturale, nous dirions que l'on passe d'un modèle « tutélaire » à un modèle qui vise « l'autonomie ». Des mesures sont désormais conçues sur la base d'idées telles que l'accompagnement, les aides personnalisées, les orientations, les formations, la proximité, la participation. Il s'agit d'une mobilisation de l'individu qui, en principe, doit définir par lui-même les objectifs lui permettant de sortir de sa situation ainsi que les stratégies appropriées pour y parvenir.

Isabelle Astier a pu ainsi voir un changement dans les « règles du social » provoquées par un « renversement de la dette sociale »¹⁷⁷. Que ce soit au niveau des politiques d'insertion et d'accompagnement, du travail de médiation urbaine dans les quartiers difficiles, ou même de la médiation dans les collèges, ce qui devient évident c'est qu'il appartient aux individus de prouver qu'ils sont en bonne disposition pour s'intégrer à la vie sociale et aux exigences institutionnelles. « Désormais, le fait de bénéficier de la solidarité collective doit s'échanger contre un comportement bien particulier : s'activer. »¹⁷⁸ Selon le nouveau cadre, quiconque souhaite bénéficier de l'aide publique devra prouver sa volonté de reprendre le chemin du travail et devenir l'acteur de sa réinsertion professionnelle. La figure de l'individu actif se diffuse, et l'État social devient un « État social actif » qui appelle l'individu à sortir de sa passivité et réintroduit la notion de contrepartie, qui est

¹⁷⁵ DONZELOT, Jacques : *La police des familles*, Paris, Minuit, 1977.

¹⁷⁶ Voir par exemple MURARD, Numa : *La morale de la question sociale*, Paris, La Dispute, 2003, notamment le chapitre 1^{er}, « La faute aux parents ».

¹⁷⁷ ASTIER, Isabelle : *Les nouvelles règles du social*, Paris, PUF, 2007.

¹⁷⁸ *Ibidem*, p. 34.

justement à la base du « retournement de la dette sociale ». L'accompagnement et la responsabilisation de l'usager sont dans la continuité de la personnalisation et visent un individu devant être libre mais parallèlement obligé de rendre des comptes. Il se doit à la transparence et se contraint à être responsable. L'individu ciblé par l'intervention sociale est ainsi défini comme le sujet de sa propre rédemption et le protagoniste de son action. « Un État social actif appelle l'individu à sortir de sa passivité ; la reconnaissance politique des singularités enjoint à chacun de devenir l'entrepreneur de soi pour pouvoir prétendre à cette reconnaissance. [...] Elle oblige à l'autocontrôle. De manière plus emblématique encore l'obligation de "constituer autrui comme personne" individualise le traitement des problèmes sociaux et enjoint à l'usager de s'engager et de se dévoiler psychologiquement ; l'accompagnement et la responsabilisation de l'usager sont dans la continuité de la personnalisation et visent un individu devant être libre et émancipé mais aussi obligé de rendre des comptes. Il se doit à la transparence et se contraint à être responsable par souci de dignité. »¹⁷⁹ On peut ainsi voir dans la thèse du renversement de la dette sociale la manifestation d'un « nouveau modèle politique d'ordre et de contrôle social qui entend ne pas laisser les pauvres en paix, d'abord et avant tout au nom du respect qui leur est dû. Le bénéfice d'une protection sociale individualisée demande la participation à l'hommage commun à de nouveaux idéaux qui s'imposent dès lors comme normes à ceux qui restent les plus démunis pour les contredire. Ces normes sont d'autant plus difficiles à reconnaître comme telles que les principes de la liberté individuelle et de la réalisation de soi, qui les fondent, appellent un engagement spontané et volontaire faisant peser la charge de leur propre échec sur ceux dont la condition ne leur permet pas de les réaliser »¹⁸⁰. Cette description des politiques sociales gagne toute sa force du moment qu'on ne l'enferme pas dans une vision caricaturale de l'évolution des interventions sociales. En effet, toute l'ambivalence des nouvelles politiques réside dans le fait que cette attente d'autonomie s'accompagne d'une porte de sortie ouverte à tous ceux qu'on voyait enfermés dans les dispositifs sociaux, dont on dénonçait l'engluement dans

¹⁷⁹ PASQUIER, Sylvain : « Les nouvelles règles du social », *Revue du MAUSS permanente*, 22 octobre 2007. <http://www.journaldumauss.net/spip.php?article188>

¹⁸⁰ *Ibidem*.

les dispositifs de l'assistance. Tout bénéficiaire de l'aide de l'action publique ne peut plus, comme hier, se contenter de recevoir passivement ses subsides. Le public assisté doit coopérer, et il doit le faire activement.

Du point de vue de la méthode, les politiques sociales sont de plus en plus orientées selon le modèle de la « coprésence ». Le bénéficiaire et le professionnel s'engagent dans une relation de service qui vise cette fois la définition conjointe de la situation, des objectifs et des stratégies de sortie. La relation entre les individus non seulement se concentre sur la situation singulière du bénéficiaire, mais elle le sollicite très activement à la fois comme sujet du savoir et comme principale ressource à mobiliser¹⁸¹. C'est à cette « mobilisation » que la catégorie d'« activation » fait référence.

Si jusqu'ici l'individu des institutions était conçu comme une figure abstraite, il devient, dans le cadre des politiques de l'individu, un individu concret, conçu dans sa capacité à participer, responsable et surtout « capable ». Cette inflexion ne signifie pas la fin de l'État social mais l'avènement d'un nouvel ordre social ou, comme certains l'ont indiqué, le « redéploiement » de l'État¹⁸². Mais le changement représente surtout l'émergence de nouvelles formes d'inégalités car « cette tendance confronte les individus les plus défavorisés de notre société à une norme et à des exigences qu'ils n'ont souvent pas les moyens d'atteindre »¹⁸³.

Parmi les changements que les politiques d'individualisation introduisent, la contractualisation doit être prise en compte comme étant un élément central. Les politiques publiques conçues dans la logique de la modernité organisée étaient structurées selon un modèle statutaire. La politique publique définissait des catégories d'intervention qui étaient associées à autant de statuts correspondant à des droits spécifiques. En France, la création du revenu minimum d'insertion, en

¹⁸¹ On peut voir sur ce point une certaine proximité entre les politiques de l'individu et quelques-uns des présupposés fondamentaux de la psychanalyse, surtout dans sa conception du patient comme sujet de savoir et comme principal ressort de la « cure ». Or, la psychanalyse suppose une importante théorie des déterminismes sociaux (présente dans son idée d'inconscient) et s'appuie sur une critique de l'ordre social totalement étrangère aux politiques de l'individu.

¹⁸² Cf. VRANCKEN, Didier : *Le nouvel ordre protectionnel*, op. cit. Voir aussi, DONZELOT, Jacques : « Le social en compétition », *Esprit*, n° 349, p. 51-77.

¹⁸³ Duvoux, Nicolas : « L'injonction biographique dans les politiques sociales », *Informations sociales*, n° 156, p. 114.

1988, introduit une inflexion majeure car ce dispositif est fondé sur l'idée d'un « contrat d'insertion » entre l'individu bénéficiaire et l'État¹⁸⁴. Mais le contrat de ce type de dispositif n'est pas un véritable contrat résultant de la rencontre entre deux volontés indépendantes. L'objectif de cette contractualisation est multiple. D'une part, il interrompt la logique de « droit » et pousse l'individu à accepter le fait qu'il reçoit de la communauté un bénéfice, une aide, face à laquelle il est responsable et à laquelle il doit une contrepartie. C'est de cette façon que la politique publique vise « l'activation » de l'individu comme acteur de sa propre vie. Il n'est plus le titulaire d'un droit, il est responsable et redevable de l'aide qu'on lui accorde. Plus encore, il bénéficie du secours qu'on lui accorde alors qu'il aurait dû se prémunir lui-même contre le risque dont il est aussi bien victime que responsable. C'est donc dans ce cadre qu'on comprend comment opère la moralisation des citoyens qui, dans le cadre d'un renversement de la dette sociale, sont tenus de rembourser l'argent que la société leur a versé.

Plus loin encore, certains auteurs parlent d'une véritable « injonction biographique » présente dans des dispositifs si vastes que les politiques d'insertion, le RMI puis le RSA, les politiques d'aide à l'emploi et les dispositifs de médiation urbaine. Si, dans l'ancienne logique, les institutions étaient là pour assurer à l'individu une surface minimale sur laquelle chacun pouvait bouger, dans le cadre des politiques d'individuation les institutions semblent se retourner pour sommer chacun d'être autonome et de se forger un récit biographique à l'adresse de ces mêmes institutions. Ce qui est conçu à la fois comme une « libération » et comme une « responsabilisation » de l'individu par son activation peut aisément se retourner en contrainte et le condamner à une sorte de mise en récit perpétuelle. Derrière ces dispositifs, nous pouvons aisément déceler un soupçon qui pèse sur les épaules de celui qui est vu comme feignant, perdant, profiteuse, paresseux. Ce sont des exigences d'autant plus difficiles à supporter que la seule issue possible est le retour au travail, dans le contexte d'une conjoncture où il est évident que l'économie ne cherche pas à produire des postes de travail permettant de retourner à des situations de type « plein-emploi ». C'est la raison pour laquelle les injonctions

¹⁸⁴ Cf. CASTEL, Robert, et LAE, Jean-François : *Le RMI, une dette sociale*, Paris, L'Harmattan, 1992 ; ASTIER, Isabelle : *Revenu minimum d'insertion et souci de soi*, Paris, Desclée de Brouwer, 1997 ; et DUVOUX, Nicolas : *L'autonomie des assistés. Sociologie des politiques d'insertion*, *op.cit.*

à l'activation dans un contexte de faible activité sont pour le moins paradoxales, et c'est aussi la raison pour laquelle les injonctions biographiques poussant les individus à produire un récit de soi, à produire une introspection visant uniquement à adapter sa propre biographie aux exigences institutionnelles peuvent s'avérer particulièrement corrosives pour la subjectivité du « bénéficiaire », à la manière dont Richard Sennet parle de « *corruption of character* »¹⁸⁵.

À partir d'une analyse de la relation entre les bénéficiaires du RMI et les travailleurs sociaux qui sont censés les suivre, Nicolas Duvoux décrit le rôle central que cette relation de proximité joue dans la mise en œuvre du dispositif. Une relation qui prend comme objet quasi exclusif l'examen permanent de la subjectivité du bénéficiaire dans le but supposé de l'accompagner dans le chemin vers l'intégration. « Dans le contrat d'insertion, c'est l'intimité elle-même qui doit être mobilisée pour que se trouve renforcé le pouvoir de disposer de droits. Les allocataires sont amenés à instrumentaliser la mise en récit de leur parcours et de leur situation actuelle pour orienter la relation dans le sens qui leur soit le plus bénéfique. Évidemment, ce mécanisme est rarement explicité comme tel mais la recherche d'éléments dans la biographie de la personne pour justifier son maintien dans les services sociaux est systématique. »¹⁸⁶ Ce type d'exigence instruit une nouvelle forme d'inégalité qui ne peut plus être perçue comme une inégalité de classe car les politiques d'individuation s'appuient et en même temps instaurent, comme une sorte de pétition de principe, l'hypothèse que tout le monde est un « individu ». Une inégalité matérielle se produit en première instance car tous ne sont pas également lotis et beaucoup sont démunis des ressources nécessaires pour répondre aux exigences de contrepartie et pour se remettre en selle et revenir au combat par leurs propres moyens. Puis une inégalité symbolique, car les populations les plus vulnérables, celles-là mêmes qui sont soumises à un rapport d'autorité dans le cadre de leur relation avec le travailleur social, peuvent s'avérer incapables de mettre à distance les exigences de mise en récit de soi à travers ce qu'il convient d'appeler des injonctions biographiques, ce qui se traduit, dans beaucoup de cas, par une dévalorisation de soi.

¹⁸⁵ SENNET, Richard : *Le travail sans qualités*, op. cit.

¹⁸⁶ DUVOUX, Nicolas : « L'injonction biographique dans les politiques sociales », article cité, p. 119.

L'injonction à la mobilisation se substitue donc au contrôle social. Ou, autrement dit, le contrôle social se limite, si on peut dire, à surveiller l'effort permanent de l'individu pour rester actif. Ce que la politique de l'individu craint le plus, c'est la fainéantise, et ce qu'elle combat en premier lieu, c'est celui qui veut vivre sur le dos des autres. Les interventions de type « tutélaires » découlaient de conceptions du social en termes de « droits ». Il était légitime de contrôler le bénéficiaire de l'action de l'État dans la mesure où celui-ci bénéficiait de l'argent public. C'est pourquoi le contrôle social s'exerce sous la forme d'une exigence de *contrepartie*. La contrepartie correspond au dû avec lequel le bénéficiaire de l'aide répond à la société. Il est compréhensible que la communauté assiste le « perdant », à condition que celui-ci ne s'installe pas dans la position d'assisté voulant convertir l'aide en un droit.

Les politiques de l'individu modifient ainsi le diagnostic qui sert de fondement aux interventions publiques. Comme on a vu, dans sa forme classique, le travail social définit ses prestations comme des réponses à des « manques », à des déficits ou, à la limite, au résultat de dysfonctionnements sociaux. Or, dans la mesure où le monde social est conçu comme un jeu donnant comme résultat « naturel » des « gagnants » et des « perdants », les politiques de l'individu sont conçues comme une préparation à la bataille qui concerne tout le monde et pas nécessairement les perdants. Quand une politique de l'individu vise les perdants, elle prend la forme d'une « réparation », et elle s'appelle alors politique sociale. Mais la cause qui motive ces interventions est dans la nature même du jeu et non pas dans sa perversion. Les politiques qui visent l'individuation ne sont donc pas exclusivement réservées aux faibles, aux populations vulnérables ou aux seuls perdants. Ainsi un chômeur est-il simplement quelqu'un qui perd son travail, chose parfaitement normale dans un marché de la force de travail flexible où l'individu est invité à se rendre mobile et à prendre des risques. L'individu doit s'attendre à ce que son contrat de travail soit discontinué. Et, de fait, il doit se préparer le mieux possible pour une telle éventualité. Lorsqu'il se trouve en situation de chômage, il s'agit de l'aider à sortir le plus rapidement possible de l'embaras. Comme on ne cherche plus à limiter les situations de non-emploi par une régulation du marché, il apparaît comme naturel qu'on aide les individus à revenir au combat. À une double

condition, que celui-ci « ne s'installe pas dans l'assistance », et qu'il fasse les efforts nécessaires pour revenir au travail. Parmi ces efforts, une introspection rendue publique est nécessaire pour montrer qu'on a bien compris en quoi on a été soi-même défaillant et quel est le chemin nécessaire à parcourir pour s'en sortir.

Nous avons précisé que cette nouvelle conjoncture de l'individuation caractérisée notamment par la mise en place de « politiques de l'individu » touche de manière particulière les catégories populaires. Quelle image des classes populaires produit une telle problématisation ? Comment perçoit-on les classes populaires regardées à travers le prisme de l'individuation ? Quel est l'impact de ces politiques d'individuation sur les classes populaires ? Et comment celles-ci réagissent-elles à de telles injonctions ? Les politiques de l'individu ont-elles des effets positifs pour les classes populaires ?

Individus populaires. Sociabilité et politicalité

Traditionnellement, la sociologie a eu du mal à voir des « individus » au sein des classes populaires. Lorsqu'ils ont regardé vers le bas, les sociologues se sont appliqués à montrer comment les processus d'individuation avaient du mal à pénétrer les milieux populaires. La sociologie a souvent suivi un schéma selon lequel la modernité commençait au sein de la bourgeoisie, se répandait dans les classes moyennes, puis n'avait jamais atteint les périphéries peuplées d'ouvriers, de paysans, de pauvres ou de marginaux. Les niveaux de pauvreté trop importants, des mécanismes de domination trop puissants ou des liens de solidarité trop serrés, pensait-on, empêchaient l'individualisme d'atteindre le monde populaire. Et aujourd'hui, nombreux sont ceux qui continuent à voir les classes populaires comme un monde en proie à des mécanismes de domination trop forts pour permettre un accès à l'autonomie et à la liberté de l'individu. D'autres cherchent à mettre en évidence comment les formes de sociabilité propres à ces milieux (liées notamment

à leur ancrage territorial et aux liens interpersonnels qui leur sont caractéristiques) fonctionnent comme un frein à l'autonomie individuelle. Qu'on le regarde d'en haut et qu'on mette l'accent sur l'hétéronomie, ou qu'on le regarde par le bas pour signaler la force de ces liens de solidarité, l'individualisme continue la plupart du temps à être écarté du populaire. Dans un cas comme dans l'autre, l'individualisme est vu comme un phénomène propre aux classes moyennes et, en conséquence, concomitant à leur extension. Ces images sont tellement fortes que la sociologie va même jusqu'à penser que l'univers des « classes populaires » se définit précisément comme un milieu où il n'y a pas d'« individus » à proprement parler. Un peu comme les milieux aristocratiques, les milieux populaires sont présentés comme un résidu du passé, comme tenus par des sociabilités de type communautaires, englués dans la *Gemeinschaft*. Ces types de regard ont dominé la sociologie du XX^e siècle et ils l'accompagnent encore de manière surprenante, bien avancés que nous sommes au sein du XXI^e. Combien n'a-t-on pas insisté sur l'incapacité culturelle des membres des classes populaires à parler en leur nom propre ? Combien n'a-t-on pas insisté sur le fait que le prolétaire était trop prisonnier de sa condition de classe pour prétendre à l'autonomie individuelle ? Comment ne pas voir dans l'état de pauvreté une limite beaucoup trop sévère pour imaginer un individu mobile au sein de ces classes populaires que l'on décrit plutôt « assignés » à des quartiers ghettoïsés ? N'est-il pas vrai que la « culture du pauvre » ait servi de modèle pour penser la spécificité de ces univers populaires où les liens d'interdépendance sont trop serrés pour pouvoir agir en individu autonome ?

Bien que moins nombreux, il est vrai que certains ont défendu l'hypothèse contraire de l'« émancipation » des individus en milieu populaire¹⁸⁷. De façon parfois un peu exacerbée, est postulée la force d'un individualisme « positif », naturel, et maître de sa volonté. Une volonté de savoir et de subjectivation qui se suffirait à elle-même pour faire émerger des sujets individuels au sein des classes populaires. Qu'il y ait des individus parmi les gens du peuple, personne ne peut en douter dans des sociétés entièrement traversées par la modernité comme les nôtres. Une autre affaire est d'associer tout processus d'individuation à une démarche émancipatrice

¹⁸⁷ Voir par exemple, RANCIERE Jacques : *La nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier*, Paris, Fayard, 1981 ; et du même auteur, *Le maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Fayard 1987.

et toute volonté individuelle à une quête d'autonomie. *In fine*, ces débats autour de la domination et de l'émancipation des classes populaires partagent un même présupposé : les processus d'individuation sont uniquement pensés dans leur positivité. Il en découle que, pour ceux qui approchent le populaire en termes de domination, l'« individualisme populaire » apparaît comme une articulation improbable. Et inversement, pour ceux qui parient sur la capacité du peuple à s'émanciper de lui-même, il y a toujours et il y aura toujours des « individus » qui ont su maintenir leur autonomie et échapper à la domination. Les premiers tendent à penser les membres des classes populaires comme de « pauvres gens », les deuxièmes, tantôt comme des « héros », tantôt comme des *picaros*¹⁸⁸.

Les travaux de Robert Castel permettent de produire une inflexion dans ces traditions sociologiques, de sortir peut-être de l'impasse et, je le pense, de jeter ainsi un regard nouveau sur les classes populaires¹⁸⁹. Le point de départ que sa sociologie invite à adopter consiste à s'écarter du débat un peu stérile sur l'existence ou pas d'« individus » dans les milieux populaires, et à concentrer les efforts dans l'examen de la qualité des processus d'individuation qui les traversent. Dans le prolongement des travaux de la « sociologie critique », on trouve dans son œuvre une vision à la fois plus complexe et plus nuancée de l'individualisme, tel que nous venons de le voir au chapitre précédent. L'individualisme n'est pas conçu ici unilatéralement, comme une forme normative ou de « subjectivation » positive. Il y a, au contraire, une catégorisation des modes d'individuation dont certains sont caractérisés à partir de leur « positivité » et d'autres à partir de leur « négativité ». Résultant essentiellement d'une théorisation des processus de désaffiliation, cette observation ouvre à la possibilité de restituer une plus grande complexité à la fois aux univers populaires et aux dynamiques d'individuation. Dans ce chapitre, je me propose d'avancer dans la description des formes d'individuation en milieu populaire. L'objectif étant de montrer que nous ne pouvons plus aujourd'hui

¹⁸⁸ WARNER, Stephen, WELLEMAN, Davis, et WEITZMAN, Lenore : « Le héros, le pauvre type et le combinard. Trois spécifications des opprimés », *Espaces & sociétés*, n° 30-31, Paris, 1981, p. 87-110.

¹⁸⁹ Je m'appuie ici essentiellement sur quatre ouvrages de R. Castel, dans l'ordre chronologique : *La gestion des risques. De l'antipsychiatrie à l'après-psychanalyse*, avec une préface inédite, Paris, Le Seuil, 2011 (Minuit, 1981) ; *Les métamorphoses de la question sociale, op. cit.* ; *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard, 2001 (avec C. Haroche) ; *La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Paris, Le Seuil, 2009.

concevoir ces univers comme s'ils étaient dépeuplés d'individus. Que ce qui les caractérise, au contraire, ce sont les modes spécifiques d'individuation auxquels les classes populaires se trouvent exposées.

À partir de cette hypothèse, j'essaierai de décrire les spécificités de l'individuation populaire au croisement de trois coordonnées : l'inscription territoriale, les logiques de recherche et d'accès aux ressources essentielles à la survie, les formes du lien politique dans les sociétés contemporaines. Pour ce faire, je concentrerai mon propos sur une fraction des classes populaires bien spécifique. Il s'agit, pour aller vite, de ces classes populaires qui habitent dans les « cités HLM » des périphéries urbaines. Est-ce une fraction homogène ? Bien sûr que non (comme elle n'est pas majoritaire), mais elle présente un certain nombre de caractéristiques qui peuvent aider à définir ses contours. Au facteur résidentiel s'ajoute, en premier lieu, une dimension historique. Cette fraction des classes populaires s'affirme à la fin des années 1970 lorsqu'elle fait son apparition dans l'espace public avec l'une des formes de mobilisation qui lui seront caractéristiques : les émeutes. Elle se constitue ainsi au croisement de deux dimensions qui déterminent aussi bien sa sociabilité que sa politicalité. Ces catégories populaires sont très fortement touchées par les processus de désindustrialisation et de désaffiliation. La précarité est leur lot quotidien avec une inscription dans l'emploi de plus en plus contingente. Dans certains quartiers et à certains moments, le chômage peut toucher jusqu'à 40 % des habitants. La seconde dimension de son historicité est déterminée par une proportion très élevée de migrants de première, deuxième ou troisième génération, selon les quartiers et les époques (entre 1970 et aujourd'hui, les choses évoluent). Les moins vieux de ces quartiers viennent donc d'une double trajectoire : ce sont des enfants d'ouvriers et ils viennent, pour une large majorité, des anciennes colonies françaises. Il s'agit aussi d'une population faiblement dotée en diplômes (plus d'un tiers de la population de 15 ans peut sortir du système scolaire sans diplôme) et à bas revenus : 40 % vivait dans un foyer « à bas revenus » selon l'INSEE dans certains quartiers où j'enquêtais en 2007. En deuxième lieu, cette fraction des classes populaires se caractérise par ses modes d'action : la traditionnelle distance des

classes populaires vis-à-vis de la politique institutionnelle se voit redoublée par des taux d'abstention électorale très importants et par le développement de modes d'action et de protestation parfois violents dont l'émeute est la forme principale. Comme nous le verrons, cette distance n'est pas une forme d'apolitisme mais une forme du politique qui très précisément caractérise et différencie cette fraction. Enfin, on peut dire que ce segment des classes populaires se caractérise par un double glissement, du « travailleur » à l'« habitant » d'abord, puis du « travailleur » au « citoyen ». La figure du travailleur a perdu sa centralité, d'une part, comme conséquence de la rareté de l'emploi et de la précarisation qui ont affaibli sa force d'intégration sociale. Il est de plus en plus difficile de se projeter vers l'avenir comme quelqu'un qui commence une « carrière » dans le monde du travail. Qui plus est, les modes d'action collective qui caractérisaient par le passé ce groupe social ont, eux aussi, perdu de l'efficacité. C'est le cas notamment de la grève. Ces passages et ses glissements ne sont pas unidirectionnels, mais ils permettent de situer notre propos. Je le répète, les fractions des classes populaires qui peuplent les « cités HLM » ne sont ni majoritaires (par rapport à l'ensemble des classes populaires) ni homogènes : les divisions qui traversent ces quartiers sont nombreuses et importantes. Mais cet ensemble de caractéristiques communes que je développerai dans les pages qui suivent leur confère une spécificité. L'exploration des trois dimensions par lesquelles je propose d'observer ici l'individuation en milieu populaire (inscription territoriale, accès aux ressources et formes du politique) nous aideront, au fil du texte, à mieux caractériser ces catégories sociales.

Le quartier comme mode d'inscription collective

Nous étudierons l'univers populaire dans son ancrage urbain, dans le quartier. Cela signifie que nous observerons les classes populaires lorsqu'elles ne sont pas au travail, et que nous privilégierons l'expérience de ces couches populaires pour lesquelles cette dimension fondamentale du lien social qu'est le travail se trouve affaiblie, est fragile ou instable et ne suffit plus à fournir l'essentiel des ressources nécessaires à la survie. Je me réfère à ces situations où nombreux sont les individus qui n'arrivent pas à vivre « dignement » de leur travail. Plus encore,

mes observations partiront ici de ce glissement selon lequel une fraction non négligeable des classes populaires a vu migrer l'épicentre de sa sociabilité du travail vers le territoire, et qui a vu son identité socialement reconnue se déplacer de la figure du *travailleur* à celle de *l'habitant* (Merklen, 2009a).

Les groupes qui feront l'objet de mes observations se trouvent dans des territoires à la fois définis et segmentés, les « cités HLM », dans lesquels ils tentent d'assurer un minimum de cohésion interne et de se projeter vers la société. Cette double dynamique de cohésion du groupe et d'intégration sociale s'appuie, de façon fondamentale, sur le territoire. En tant que forme d'inscription collective, le quartier permet le déploiement de stratégies localisées de solidarité et de coopération¹⁹⁰. Au centre de celles-ci se trouve la famille, qui représente la principale structure de ce mode d'inscription sociale par le territoire. Le quartier sert ainsi de point d'appui à la construction d'un sentiment d'appartenance ou de « conscience de classe », si l'on préfère. Il est la base d'un principe de division du monde selon lequel les habitants de ces quartiers se distinguent clairement des autres et se sentent très fréquemment discriminés, voire méprisés, par le fait même d'être « habitants » de ces quartiers. C'est le cas des « jeunes » ou des « immigrés », deux étiquettes qui renforcent celle d'« habitant », pour aller parfois jusqu'à « banlieusard » et devenir un véritable stigmaté. Les modes de peuplement des quartiers, la sédimentation des populations issues de l'immigration, le racisme et les phénomènes d'identification ethnique renforcent le quartier dans sa fonction de principe de classification et de division du monde. La « cité » devient ainsi à la fois une source d'identité collective (« nous ») et un outil de discrimination (sa frontière permet d'identifier un « eux » : les habitants d'autres quartiers, les intervenants sociaux qui viennent travailler dans le quartier ou les « hommes politiques » qui parlent et agissent dans le quartier sans y habiter). Sur ce registre donc, le territoire est une source (affective) d'identification collective et un outil (cognitif) permettant de se repérer dans l'espace social.

¹⁹⁰ Pour une ethnographie sur ces modes de solidarité locale, je renvoie à deux textes classiques : LAE, Jean-François, et MURARD, Numa : *L'argent des pauvres. La vie quotidienne en cité de transit*, Paris, Le Seuil, 1985 ; et PETONNET, Colette : *On est tous dans le brouillard. Ethnologie des banlieues*, Paris, Éditions Galilée, 1979.

Le quartier constitue également un moyen d'accès aux ressources distribuées, la plupart du temps, par l'État, notamment par les collectivités territoriales. Ces territoires des classes populaires constituent de plus en plus un outil dont se sert « l'État »¹⁹¹ pour atteindre et « intervenir » sur cette fraction des classes populaires. Ce qu'il m'intéresse de préciser ici, c'est qu'une bonne partie des ressources que l'État alloue sont accessibles par l'inscription territoriale de chaque individu ou de chaque famille : c'est parce que j'habite ici que j'ai accès à tel ou tel bénéfice, à telle ou telle prestation, à tel ou tel service. L'État se sert donc de ces espaces pour agir sur les individus et sur les familles à faibles ressources. Orientées dans le sens de la « localisation » et dans la recherche de la « proximité », les réformes intervenues depuis les années 1980, aussi bien au niveau des politiques sociales que de la décentralisation de l'État, ont contribué longuement à l'ancrage territorial de ces segments des classes populaires. En effet, ces réformes ont contribué à une évolution de la sociabilité populaire dans le sens de son inscription territoriale. Celle-ci ne résulte pas exclusivement du déploiement de la solidarité locale, elle est aussi une conséquence directe de la « localisation » des politiques sociales. Le territoire est devenu un moyen privilégié par l'État dans l'allocation et la distribution de ressources, une voie choisie pour « cibler » les classes populaires. D'un côté, l'État utilise le territoire comme principe de catégorisation et de perception du monde social¹⁹². De l'autre côté, il se sert du territoire pour organiser et mettre en place de nouvelles modalités d'aide publique. La décentralisation a permis à l'État de localiser son action selon un principe qui déplace son rapport aux classes populaires du travail vers l'habitat. Ce mouvement lui a permis également de se penser à « proximité » d'une identité sociale et de problématiques qu'il conçoit maintenant comme localisées, c'est-à-dire produites par des dynamiques spatiales. À travers la localisation des politiques sociales, l'État participe largement aux principes de territorialisation des classes populaires et de division du monde selon un critère spatial. Et du point de vue des classes populaires, le quartier se voit ainsi

¹⁹¹ Je parlerai par la suite souvent de façon globale de « l'État » pour faire référence à l'État national, aux collectivités territoriales (ville, communautés d'agglomération, région) et de manière générale aux institutions publiques (comme l'école, les dispositifs de la politique sociale ou les entreprises de services public).

¹⁹² Parmi les nombreux travaux qui ont exploré les effets de la « politique de la ville » sur cette localisation des classes populaires, voir TISSOT, Sylvie : *L'État et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique*. Paris, Le Seuil, 2007.

confirmé comme étant l'échelle appropriée de l'inscription collective, notamment par l'accès aux ressources hors travail : l'État met des aides multiples à portée du quartier, accessibles en réalité seulement grâce à une mobilisation à l'échelle territoriale.

L'action syndicale a perdu une bonne partie de son efficacité pour cette portion de la population. Dans le quartier, les démarches sont quotidiennes non seulement pour « faire valoir ses droits au quotidien », comme dit Yasmine Siblot, mais pour résoudre une infinité de problèmes : d'ordre scolaire, familial, à propos des enfants, de la santé ou liés au logement, auprès de la mairie, de l'antenne HLM, des associations ou des nombreuses institutions et services sociaux qui peuplent ces quartiers. Là où l'action syndicale rendait possible une action collective délocalisée (indépendante du lieu de résidence), la réorientation des prestations sociales sur le territoire contraint chacun à se débrouiller quotidiennement de manière individuelle.

Nombreuses sont les dimensions par lesquelles cette fraction des classes populaires se distingue de la traditionnelle classe ouvrière telle qu'elle a pu être décrite par des auteurs tels Michel Verret ou Olivier Schwartz¹⁹³, et nombreux sont les aspects par lesquels les quartiers d'aujourd'hui se distinguent de ceux étudiés par la sociologie du monde ouvrier. En effet, lorsque la sociologie approchait le quartier populaire à l'époque de la classe ouvrière, elle le faisait avec la conviction que ces quartiers étaient des quartiers de travailleurs. Ces quartiers étaient conçus comme « populaires » parce que c'était là que vivaient les ouvriers. On cherchait ainsi à voir ce que les travailleurs faisaient lorsqu'ils n'étaient pas à l'usine, ce qu'ils lisaient, ce dont ils discutaient dans leur quartier, comment était leur vie privée et ce qui se passait au sein de leur famille¹⁹⁴. Le rôle de l'habitat dans la sociabilité

¹⁹³ Ces auteurs sont déjà des auteurs de la dernière période de la « classe ouvrière ». Si bien que, s'il est toujours possible de parler de « condition ouvrière » et si dans ces quartiers il existe une forte composante de travailleurs manuels parmi les habitants des cités HLM, il n'est plus aujourd'hui autorisé de parler en termes de « classe ouvrière ». Cf. SCHWARTZ, Olivier : *Hommes et femmes du Nord. Le monde privé des ouvriers*, Paris, PUF, 1990 ; et la trilogie de Michel Verret : *La Culture ouvrière* (Paris, L'Harmattan, 1996), *L'Espace ouvrier* (Paris, L'Harmattan, 1995), et *Le Travail ouvrier* (Paris, L'Harmattan, 1999, avec Paul Nugues).

¹⁹⁴ Un texte fondateur de cette perspective est celui de Richard Hoggart : *La culture du pauvre*, Paris, Minuit, 1970 (*The uses of literacy*, 1957) ; on peut voir aussi le très beau travail autobiographique de Robert Roberts sur les quartiers ouvriers de Manchester : *The Classic Slum. Salford Life in the First Quarter of the Century*, Penguin, 1971.

ouvrière venait compléter ce qui trouvait son épice centre à l'usine, mais il était clair qu'il s'agissait de quartiers « ouvriers », et que ce qui donnait son identité au quartier provenait de l'insertion professionnelle de ses habitants. Aujourd'hui, en revanche, le territoire est considéré comme une variable indépendante, comme une dimension se suffisant à elle seule dans la compréhension du monde populaire. Pratiquement plus aucun sociologue ne parle d'un « quartier de travailleurs » lorsqu'il mène une enquête dans une cité HLM, et le territoire semble lui suffire comme critère de détermination de son objet d'étude.

L'accès aux ressources

Une bonne partie des ressources servant à la survie de ces familles qui peuplent les quartiers présente cinq caractéristiques : elles sont distribuées par des institutions publiques, elles sont insuffisantes, elles sont instables, elles sont distribuées à travers le territoire, elles visent l'activation des individus. La conjonction de ces caractéristiques, que nous décrirons par la suite, produit un important effet d'individuation et alimente un mode d'action caractéristique des classes populaires, « la chasse ». Dans un cadre de précarité où le travail est déficitaire, dans un cadre où les prestations sociales n'arrivent pas à assurer le quotidien, les individus doivent parcourir le système institutionnel local (associations, mairie, institutions sociales, système de santé, office HLM, etc.) à la recherche de ressources et de solutions aux problèmes qui traversent leur quotidien. Nous observons alors les individus agir en « chasseurs », parce qu'ils n'arrivent à maîtriser ni la provenance ni la reproduction des ressources qui leur sont essentielles, et en conséquence sont à l'affût d'une « proie » à attraper ou d'un « fruit » à cueillir dans la forêt des institutions, dans les interstices de la ville.

Un autre grand thème de la sociologie de Robert Castel apparaît ici comme une caractéristique principale de la sociabilité populaire : l'instabilité dans l'accès aux ressources essentielles. Une instabilité à l'origine de laquelle on peut identifier au moins trois facteurs. Le premier est donné par la précarisation du travail et de l'emploi, son intermittence, la dégradation de ses protections. En deuxième lieu,

l'instabilité est provoquée par l'évolution des politiques sociales, qui abandonnent peu à peu la modalité de la couverture des risques par l'inscription des individus dans des collectifs homogènes. Orientées par une logique de « projets », les politiques sociales déploient des aides ciblées à durée limitée et distribuent ces aides en deçà du nombre de bénéficiaires potentiels, et souvent aussi en deçà de ce que la solution au problème exigerait. Tous ne perçoivent pas des aides sociales, et les aides ne suffisent souvent pas pour payer les factures. Les politiques sociales ont de moins en moins l'objectif de « couvrir » les individus. Elles visent plutôt à les « activer ». Les politiques sociales proposent une aide en contrepartie de laquelle l'État va exiger des individus qu'ils se rendent responsables de leur sort, qu'ils prennent leur destin en main, qu'ils deviennent « autonomes » et ne dépendent plus de l'aide publique.¹⁹⁵ Le troisième facteur de l'instabilité vient de l'inadéquation existant entre les structures de certaines institutions (conçues dans une autre conjoncture, à l'époque de la « modernité organisée ») et le monde vécu des classes populaires. Ainsi, nombreuses sont les femmes seules à la tête d'une famille ou les couples de personnes âgées qui se retrouvent, en logement social, locataires d'un appartement trop grand dont ils ne peuvent plus payer le loyer. Ces situations donnent lieu à la sous-location, aux dettes, aux impayés, aux menaces d'expulsion et aux très nombreuses demandes envers les offices HLM, qui ne savent plus quelle réponse donner. L'évolution des familles, l'instabilité de l'emploi et les « illégalismes » multiples auxquels se plient tous ceux qui vivent du *business* s'entrecroisent ainsi pour multiplier les effets de l'instabilité.

L'extension de ces « illégalismes » déstabilise les catégories habituellement mobilisées dans la compréhension et dans la structuration de la réalité sociale¹⁹⁶. Les sociologues dans leur travail de recherche, tout comme les individus dans leur quotidien, observent l'inadéquation existant entre les mots et ce qui se trouve derrière les mots. Les distinctions entre travail, emploi et activité ne sont plus des distinctions claires, ni dans le cadre de segments importants de l'activité sociale ni

¹⁹⁵ Duvoux, Nicolas : *L'autonomie des assistés. Sociologie des politiques d'insertion*, op. cit.

¹⁹⁶ À propos du développement des « illégalismes » dans la conjoncture actuelle et de la perspective de recherche récemment ouverte par cette catégorie proposée par Michel Foucault, voir le numéro de la revue *Politix* coordonné par Nicolas Fisher et Alexis Spire : « État et illégalismes », *Politix*, n° 87, 3^e trim. 2009.

dans le quotidien de couches de plus en plus étendues de la population¹⁹⁷. Dans le même sens, les catégories habituellement employées pour segmenter les âges de la vie (enfant, adolescent, jeune, adulte, personne âgée, etc.) se trouvent fortement déstabilisées¹⁹⁸. Sur le plan du logement, cet espace vital central, des dichotomies comme « propriétaire » et « locataire » ne servent pas à saisir ni à ordonner la réalité de millions de personnes qui, dans le parc du logement social et des vastes périphéries urbaines, se trouvent vivre dans des situations d'« occupation » que ces catégories du droit se montrent incapables d'organiser¹⁹⁹. Nous avons qualifié ces illégalismes et cette instabilité du concept de « distance institutionnelle », pour indiquer qu'ils doivent être traités comme des espaces où se développent des stratégies et des négociations, des formes pas nécessairement vertueuses de l'« activation » (Merklen, 2001). Des espaces de l'illégalisme qui se manifestent de manière privilégiée dans ces zones de la vie sociale souvent abordées à partir des regards sur la marginalité, la précarité ou l'informalité.

On peut noter deux conséquences principales à ces insuffisances et à ces instabilités provoquées par les politiques publiques. En premier lieu, pour pouvoir bénéficier de l'aide, il faut désormais se mobiliser en concurrence avec ses pairs, partir à la chasse de la précieuse subvention, de cette réponse dont on a besoin avant que son voisin n'arrive le premier, que ce soit pour trouver une place en crèche, envoyer les enfants en colonie de vacances, car on n'a personne pour les garder, ou lorsque la naissance d'un enfant oblige à la recherche d'un logement plus grand. Dans toutes ces circonstances, l'inscription de la demande dans une administration n'est pas suffisante. Il faut « agir » sur les institutions qui prennent

¹⁹⁷ Nasser Tafferant décrit les échanges de l'économie souterraine dans les banlieues comme un espace complexe, dans lequel se dessinent des frontières entre ce qui est « illégal » (les trafics de drogue, par exemple) et ce qui est un travail salarié. Mais dans lequel sont en jeu également les carrières des jeunes vers la vie familiale, les études et le marché du travail. Le « business » se définit comme un espace social qui chevauche tous ces autres espaces, avec une caractéristique : un considérable effort individuel pour stabiliser ce qui apparaît comme incertain. TAFFERANT, Nasser : *Le business, une économie souterraine*, Paris, PUF, 2007.

¹⁹⁸ BESSIN, Marc : « Les seuils de l'âge à l'épreuve de la flexibilité temporelle », in Chaire Quetelet : *Le temps et la démographie*, article cité.

¹⁹⁹ Dans une enquête récente sur le corpus des dossiers de l'office HLM de Stains, dans le quartier du clos Saint-Lazare, Emilia Schijman a produit un intéressant matériau empirique sur l'empilement de ces situations d'insuffisance du logement social. SCHIJMAN, Emilia : *Économie des statuts en cité HLM. Requêtes au guichet et parentés pratiques autour du bail*, mémoire de master rédigé sous la direction d'I. Coutant et de D. Merklen, soutenu à l'EHESS le 16 juin 2010.

les décisions pour que le logement qui se libère nous soit attribué, pour qu'on trouve une place en crèche à la rentrée, pour que notre dossier remonte en haut de la pile. Car le nombre de gens qui ont besoin de ces prestations est bien supérieur au nombre de places disponibles.

En second lieu, parce que les ressources sont limitées dans le temps, il faut recommencer et partir à la recherche d'une nouvelle aide chaque fois qu'un problème se présente ou qu'une ressource s'épuise. Ainsi avons-nous pu accompagner ces familles qui sont tout le temps en tournée, d'un guichet à l'autre, à la chasse de quelque chose qui puisse aider.

Le chasseur urbain mène ainsi une activité intense par laquelle il se distingue du salarié classique. Ainsi que les régulations mises en place à l'époque de la modernité organisée l'ont rendu possible, ce travailleur parvient à s'individualiser parce que son inscription dans le salariat et sa relation à l'État stabilisent sa condition. Il peut ainsi maîtriser l'avenir à la manière d'un agriculteur qui anticipe le lendemain car il connaît la répétition des cycles de la nature. Son autonomie lui est conférée par les droits sociaux qui fonctionnent comme des « supports » rendant possible une certaine indépendance sociale. En revanche, le chasseur de ces quartiers dominés par la précarité souffre d'une forme négative d'individuation. Il est actif car il ne maîtrise pas la reproduction des ressources dont dépend sa survie. Dans une certaine mesure il n'est pas en possession de ses droits. Il doit s'activer pour avoir accès à l'aide (pour « faire valoir ses droits ») et il doit s'activer pour se maintenir à flot sur un marché du travail fragmenté et instable dont il ne contrôle pas l'évolution²⁰⁰. Il est contraint de projeter sa vie immédiatement dans les interstices de l'activité économique, dans la ville et dans les labyrinthes du système institutionnel et des administrations qui contrôlent les ressources dont il a besoin. Cette forme d'« activation » répond à une contrainte mais n'augmente guère les espaces de « l'autonomie ». Elle constitue en effet une puissante dynamique d'individuation, mais qui agit dans le sens d'une « individuation négative ». La soumission à une perpétuelle lutte pour la survie oblige chacun à se mobiliser individuellement, mais elle ne peut en aucun cas donner lieu à une projection dans

²⁰⁰ SIBLOT, Yasmine : *Faire valoir ses droits au quotidien. Les services publics dans les quartiers populaires*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

l'avenir ou à une extension des marges d'action. L'individu se trouve ainsi contraint à une répétition sans fin de la même quête.

L'accès à ces ressources nécessite donc une quête permanente, une négociation incessante avec le système institutionnel local. Mais il se prête difficilement aux demandes collectives. Les exigences de la chasse comme activité atomisent les individus car elles le forcent à tourner sans cesse de guichet en guichet, de débrouillardise en débrouillardise et, souvent, en concurrence les uns avec les autres. Ce mode d'individuation s'appuie sur des échanges locaux structurés par l'inscription territoriale, et il se situe aux antipodes du mode d'individuation caractéristique de l'inscription salariale. Répétons-le : là où le salarié stable organise sa vie comme un « agriculteur » (pouvant prévoir un avenir structuré en cycles, comme les cycles de la nature), le « chasseur » s'installe dans l'imprévisibilité. Le seul moyen de maîtriser le présent c'est d'être à l'affût d'un contrat, d'une subvention, d'une occasion.

La politique

Le lien de citoyenneté était déjà là bien avant les évolutions que nous essayons de saisir, il a accompagné la marche vers la société salariale. Ce lien politique qui se présente comme un lien social d'une nature singulière est celui qui nous lie tous dans une « communauté de citoyens »²⁰¹. De ce point de vue, le lien politique est le lien individualisant par excellence, celui qui inscrit tous les individus dans l'égalité, qui résulte aussi de la combinaison de responsabilité et de droits individuels. C'est une forme d'inscription sociale spécifique reliant chaque individu à la société dans son ensemble. Durkheim avait caractérisé ainsi le lien politique comme étant celui par-dessus lequel on ne reconnaît plus aucune forme d'autorité ; aucune autorité ne pouvant être reconnue au-dessus de la communauté politique. Ce lien individu-société reconnaît l'individu comme un sujet de droit ou qui fait de

²⁰¹ SCHNAPPER, Dominique : *La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation*, Paris, Gallimard, 1994.

lui une figure « sacrée », qui apparaît comme la forme par excellence de l'individuation politique²⁰².

Or, le lien politique ne s'est jamais limité à sa dimension « nationale », reliant chaque individu à la société globale représentée dans la figure de l'État-nation. Lorsqu'on regarde les formes de socialisation politique de la classe ouvrière²⁰³, on s'aperçoit que le lien politique était double. Si d'un côté il liait l'individu en tant que citoyen à la communauté nationale, de l'autre côté il le liait à sa classe, lui permettant de se constituer en collectif. Militants, partis et syndicats ont joué un rôle majeur dans la formation de la classe ouvrière. Ils offraient une grille d'interprétation du monde et ont structuré des formes de coopération et de solidarité locales. Le rôle des municipalités a été aussi important, car elles ont permis aux partis d'institutionnaliser un accès à des ressources essentielles, à commencer par le logement et les services qui lui sont associés. Politiquement parlant, l'individu populaire était citoyen et ouvrier à la fois. Le lien politique était un lien sociétal en même temps qu'il était un lien particulier, de classe. En somme, le lien politique donnait lieu à une double inscription collective, au niveau national au sein de la citoyenneté, et au niveau partisan au sein de la classe.

Cependant, le thème de la citoyenneté se transforme au même moment que la question sociale change sa dynamique, au début des années 1980. C'est à ce moment précis que le thème de la « citoyenneté » tel que nous le connaissons aujourd'hui se constitue comme une dimension privilégiée de l'univers des classes populaires. Qu'est-ce qui change aujourd'hui dans la condition citoyenne ? Concernant cette fraction des classes populaires des périphéries urbaines auxquelles je me réfère ici, tout donne à penser que le citoyen s'est associé à l'habitant dans la même mesure et dans la même proportion qu'il s'est dissocié du travailleur. L'affaiblissement du rapport à l'emploi et du travail comme garant de l'accès à une vie digne contraignent les individus à s'adresser à l'État afin de parer à l'élémentaire. Un État qui contrôle une bonne partie des ressources essentielles à la survie, à

²⁰² C'est aussi dans ce sens qu'Axel Honneth décrit l'activité politique comme une activité individualisante, que ce soit au niveau des luttes pour la reconnaissance « légale » ou pour la reconnaissance « sociale ». HONNETH, Axel : *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000.

²⁰³ Voir, par exemple, SCHWARTZ, Olivier : « Sur le rapport des ouvriers du Nord à la politique. Matériaux lacunaires », *Politix*, vol. 4, n° 13, Paris, 1991, p. 79-86.

commencer par les politiques familiales, le logement et l'ensemble de services qui lui sont associés. Un État qui a réorienté une bonne partie de l'action sociale vers le territoire. Mais, comme nous l'avons vu, ces ressources distribuées à travers le territoire ne le sont pas sous la forme d'un droit mais de modes d'allocation qui nécessitent l'activation des individus²⁰⁴. Et cette activation prend la forme d'une mobilisation dans les interstices des différentes administrations qui doivent être connus et parcourus pour pouvoir « chasser » les ressources correspondant à son besoin.

À ce niveau-là, le sujet politique est conçu et se conçoit lui-même comme un « habitant-citoyen ». Comme un citoyen « d'ici », qui est dans le besoin, à qui il manque quelque chose. Il y a alors une tension entre l'« habitant » et le « citoyen ». Car si, dans sa localisation, il est dans le besoin, c'est en tant que citoyen qu'il peut prétendre parer à ces besoins. Certes, les ressources sont toujours massivement allouées à travers des catégories et des droits garantissant la pérennité et l'universalité de la couverture. Mais la distance existant entre les besoins individuels et familiaux, d'un côté, et les « cases » prévues par la législation et par les dispositifs institutionnels, de l'autre, mettent en question la réalité de ces couvertures pour des portions tellement larges de la population qu'elles ne peuvent plus être considérées comme « marginales » – en ce sens qu'on ne peut plus les penser à travers des catégories du type « quart-monde ». C'est ce qui paraît évident lorsque l'on regarde la concentration des indicateurs, que ce soit le chômage (frôlant les 50 % des habitants de certaines « cités HLM » en région parisienne), le pourcentage de « pauvres » (40 % de « bas revenus ») ou l'ampleur de la précarité dans certains quartiers ou dans des zones touchées par la désindustrialisation²⁰⁵. Le résultat le plus immédiat est que les prestations de la politique sociale deviennent ponctuelles, localisées, et qu'elles sont distribuées en deçà des besoins. C'est ce qui est à l'origine d'une concurrence entre les habitants pour avoir accès à des services et aux biens nécessaires à la survie. Ainsi, cette directrice de crèche nous dit : « Les gens m'arrêtent dans la rue pour me supplier une place alors que je n'en ai pas. Ils sont

²⁰⁴ Ce qui contribue à faire de l'État et du personnel politique un groupe social différencié, situé en face des classes populaires. Nous y reviendrons.

²⁰⁵ MORIN, Éric : *Le ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*, Paris, Seuil, 2004. Pour une enquête récente de type ethnographique, voir LAE, Jean-François, et MURARD, Numa : *L'argent des pauvres 1980-2010. Ethnographie de la mémoire*, Paris, Bayard, 2011 à paraître.

prêts à se mettre à genou, c'est dramatique. J'ai eu cette année deux places, et j'avais plus de quarante demandes sur le secteur. Alors je leur dis que je ne peux rien faire. » Mais les familles du quartier savent que c'est elle qui décide qui aura la place, qu'elle joue un rôle central dans la commission de « la petite enfance » qui s'occupe à la mairie de l'attribution des places en crèche. C'est ainsi que les classes populaires basculent d'une logique de « droits » accordés selon l'inscription de chaque individu dans un collectif ou dans une catégorie, à une logique de débrouillardise où il faut « s'activer » pour essayer d'obtenir ce que l'on cherche.

On observe ainsi une fraction des classes populaires où les individus associent leur condition de citoyens plutôt à leur condition d'habitants qu'à celle de travailleurs. Une association entre « habitants » et « citoyens » qui caractérise cette fraction des classes populaires dont nous parlons. La fraction de ceux qui appuient leurs modes d'action à la fois sur le quartier et sur leur condition de citoyens. Jacques Donzelot énonce l'émergence d'une « citoyenneté urbaine » à partir du moment où une partie considérable des conflits sociaux se jouent de manière privilégiée sur le terrain de la ville²⁰⁶. Un peu à la manière dont Manuel Castells avait identifié dans les années 1970 l'émergence d'un nouveau type de mouvement social, les « mouvements sociaux urbains », fixant le logement et les équipements urbains, et non plus le travail, comme cible de leur action collective²⁰⁷. Or, la nouveauté ne vient pas seulement de ce que la ville soit l'objet de conflits et de demandes, mais qu'elle apparaisse comme théâtre et comme point d'appui à la mobilisation et à la projection vers la société. La question n'est pas seulement celle du « droit à la ville ». Ce que nous observons par exemple dans le cadre des émeutes, ce sont des fractions des classes populaires mobilisées pour dire : « Nous aussi, habitants de ces quartiers oubliés, nous sommes vos concitoyens et nous exigeons d'être traités comme tels. » C'est ce qui arrive lorsque l'on se mobilise pour dénoncer une bavure policière qui se répète comme une forme de mépris de classe (ou de race). C'est un type de présence politique qui affirme la double condition d'habitant et de citoyen et qui s'adresse essentiellement aux gouvernants (et non

²⁰⁶ DONZELOT, Jacques : *Vers une citoyenneté urbaine ? La ville et l'égalité des chances*, Paris, Éditions de la rue d'Ulm, 2009.

²⁰⁷ CASTELLS, Manuel : *Luttes urbaines et pouvoir politique*, op. cit.

pas à un adversaire social quelconque)²⁰⁸. La nouveauté dans cette alliance habitant-citoyen résulte de ce que l'inscription territoriale de ces fractions des classes populaires constitue le point d'appui fondamental dans l'articulation de leur politicalité. Ainsi les habitants ne demandent-ils pas seulement plus d'équipements ou d'amélioration dans leurs conditions locatives. L'ancrage dans le quartier sert à demander une meilleure éducation, à protester contre les discriminations et, comme dans le cas des émeutes, est le point d'appui sur lequel se forme une économie morale. C'est à l'échelle du quartier et non plus au niveau du parti ou du syndicat que ces citoyens jugent l'action de leurs gouvernants, comme lorsque le ministre de l'Intérieur a provoqué leur colère en disant qu'il allait « nettoyer la racaille au Kärcher ». C'est dans ces termes que Dominique Schnapper a interprété les émeutes de 2005 : c'est parce que les habitants sont complètement intégrés politiquement, parce qu'ils sont citoyens, qu'ils peuvent se révolter chaque fois qu'ils sont discriminés ou quand ils veulent rendre visible le poids des inégalités qui les touchent²⁰⁹.

Or, le politique ne se limite pas au seul niveau symbolique. Sa matière n'est pas uniquement la parole. Il suffit pour s'en convaincre de se déplacer vers le terrain des classes populaires où la politique a toujours constitué une voie pour l'amélioration des conditions de vie. Mais cette dimension « matérielle » de l'activité politique est accentuée pour des catégories comme celles que nous observons, dans une conjoncture où le travail s'est raréfié. De plus en plus, la politique apparaît pour ces couches populaires comme l'activité permettant d'accéder à ces ressources indispensables à la survie mais auxquelles on ne peut pas accéder à travers le marché. Non seulement en raison de revenus insuffisants mais aussi parce que ces ressources se trouvent massivement sous contrôle de l'État. Les politiques sociales localisées, une bonne partie de l'action des collectivités territoriales, occupent ainsi

²⁰⁸ Cornelius Castoriadis et Claude Lefort ont pointé la fracture existant entre les gouvernants, installés comme une « classe politique », selon la formule du sens commun, séparée des « gens ». Cette dichotomie est fondatrice du thème de la « citoyenneté » tel qu'il émerge dans les années 1980. Nous y reviendrons. CASTORIADIS, Cornelius : « Imaginaire politique grec et moderne », *Les carrefours du labyrinthe*, tome 4 : *La montée de l'insignifiance*, Paris, Le Seuil, 1996. LEFORT, Claude : « Droits de l'homme et politique », *L'invention démocratique : les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1981, p. 45-83.

²⁰⁹ SCHNAPPER, Dominique : « L'échec du "modèle républicain" ? Réflexion d'une sociologue », *Annales. Histoire, sciences sociales*, dossier *Penser la crise des banlieues*, 61^e année, n° 4, Paris, juillet-août 2006, p. 759-776.

« naturellement » une partie importante des énergies politiques des classes populaires. Ainsi, l'une des caractéristiques de la politicalité populaire dans ces quartiers est que la vie politique se trouve partiellement dédoublée entre une dimension symbolique, qui semble renvoyer à la sphère nationale et de la citoyenneté, et une dimension matérielle, qui semble se jouer sur le plan de la débrouillardise, de la chasse et des relations de type clientélistes.

Affaiblissement du lien salarial, inscription territoriale au niveau du quartier, réorientation des politiques sociales, contrainte de la chasse aux ressources et aux expédients, la sociabilité populaire se trouve profondément façonnée par des dynamiques fortes, à l'œuvre depuis trois décennies. En réponse à ces dynamiques très agressives, les classes populaires se sont vues contraintes de déployer un mode d'action que j'associe à cette métaphore du « chasseur ». Or, les transformations récentes ne sont pas observables seulement sur le terrain de la sociabilité. Dans le même sens et en même temps, nous observons des changements importants dans la condition politique des individus, dans leur « politicalité ». Ainsi conçu et regardé, le politique n'est pas un épiphénomène ayant été déstabilisé par les bouleversements d'un social toujours regardé en « infrastructure » de l'expérience sociale. Les cités HLM n'ont pas un comportement politique spécifique seulement parce que le chômage et la désindustrialisation ont touché ces populations de plein fouet. La dimension politique de la condition populaire (c'est ce que j'appelle sa « politicalité ») doit être considérée au premier plan car les politiques publiques constituent, elles aussi, de puissants facteurs d'individuation. Autrement dit, si la désaffiliation constitue un facteur d'individuation négative, deux facteurs politiques complexifient le panorama de l'individualisme en milieu populaire. D'une part, la revendication de la citoyenneté sert de point d'appui pour une individuation positive, d'autre part, la politisation de l'accès aux ressources jadis obtenues par le travail contraint à ces modes d'individuation négatifs que nous avons décrits à travers la métaphore du « chasseur ».

La dimension politique du lien social change donc notamment du fait de l'évolution de la présence de l'État dans l'univers populaire. Nous avons déjà évoqué la localisation de son action sociale, le ciblage de toute une fraction des classes populaires par le territoire. Le couple travailleur-famille est quelque part remplacé dans le cas de ces couches populaires par le couple quartier-famille. La présence de

l'État est également marquée par la réorientation de l'action sociale sous la forme de ce que nous appelons les « politiques de l'individu », des politiques qui visent son activation²¹⁰. Pour toute une fraction des classes populaires, la présence de l'État comme garant des droits est déstabilisée. Les ressources ne sont plus « acquises », comme un support, mais instables, voire rares. L'accès aux ressources se trouve ainsi politisé car il faut agir sur le système politique local pour les activer, pour les « toucher ». Une panne d'ascenseur ou une fuite d'eau dans l'appartement qui durent des semaines voire des mois, un problème de logement provoqué par un divorce ou une naissance, les impayés de loyer parce que le travail se fait rare, beaucoup de situations nécessitent la prise de contact, une mobilisation, une action sur le système politique local.

Mais en même temps que cette instabilité et cette activation politique des individus sont de plus en plus fortes, la citoyenneté reste affirmée comme « le » lien social, celui qui invoque l'appartenance et les droits universels de l'individu, sa capacité à faire irruption sur la scène publique pour faire entendre sa voix et pour défendre ses intérêts. À regarder cette fraction des classes populaires qui nous intéresse aujourd'hui, nous observons les habitants se battre pour être reconnus comme des « citoyens » comme tous les autres, et non plus comme les membres de la classe ouvrière. Mais qu'est-ce qui légitime la présence des « habitants » dans la société ?

L'association entre les figures de « citoyen » et de « travailleur » a longtemps participé à l'intégration sociale et politique des individus. Le travailleur « méritait », en principe, la protection sociale car il contribuait au bien commun par son travail. C'était la reconnaissance de sa participation à la production de la richesse nationale et au bien-être collectif qui lui conférait ses droits. La protection venait le « couvrir » des risques encourus justement comme conséquence de sa contribution au bien commun. C'est ce que Robert Castel montre quand il rend visibles les liens étroits qui existent entre « travail » et « utilité au monde »²¹¹. Or, qu'est-ce qui, du point de vue politique, peut lier un « habitant » à la communauté ? Sur quel principe de légitimation reposent les droits des individus devenus de

²¹⁰ Je reviens sur cette question dans la section suivante.

²¹¹ CASTEL, Robert : « Le travail entre servitude et liberté : la place du droit », *La montée des incertitudes, op. cit.*, p. 69-91.

simples « habitants », voire des « pauvres » ou des « chômeurs ». La montée des sans-emploi et la progression des aides sociales non associées au travail ont profondément affecté la nature du lien politique. Un lien politique qui se décline socialement et qu'on ne peut pas subsumer dans une générale « communauté des citoyens », car la politique continue aussi à être un moyen de production des divisions qui traversent la société²¹². Lorsque, aux yeux de la communauté, les habitants sont apparentés à des « inutiles au monde », leur action ne peut reposer « que » sur leur condition de citoyens. Parce qu'ils sont victimes de processus de désaffiliation sociale, le seul lien qu'il leur reste est souvent un lien politique, exclusivement politique, qui ne s'appuie pas sur une participation à la division sociale du travail. L'État se doit de protéger les habitants des quartiers car ils font partie de la République, certes. Mais une question politique fondamentale demeure. Il appartient à ces individus de démontrer en quoi ils contribuent au bien commun, en quoi ils sont « utiles au monde ». Le cas échéant, le soupçon de vouloir vivre sur le dos des autres pèsera fatalement sur eux, et leurs chances d'intégration sociale se réduiront considérablement. Cette question est explosive lorsque, aux problèmes du manque d'emploi et de l'« assistanat », vient s'ajouter le procès fait à tous ceux sur qui pèse le soupçon d'« étranger ». C'est ce qui prouve que sa seule condition de « sujet » ne suffit jamais à l'individu, il faut encore que d'autres veuillent bien le considérer comme un membre à part entière de la société, comme un concitoyen. La condition de l'étranger, sans papiers et sans travail, rend aussi visible la dimension politique de la désaffiliation.

C'est dans le cadre de cette mise en question de la légitimité qu'émerge donc une politicalité populaire spécifique pour cette fraction des classes populaires qui se constitue entre leur inscription territoriale, leur quête de ressources et la revendication de leur condition de citoyens. Et cette politicalité populaire rend compréhensibles certaines formes d'action, autrement réduites à l'espace de la « violence ». Les actions de protestation de type « émeute » prennent appui sur ce lien politique. Les quartiers semblent se révolter pour réclamer que l'espace de vie des familles qui les peuplent soit totalement intégré à l'espace public. Ce même espace vital qui, paradoxalement, est visé par l'action de l'État suite à la localisation de l'action sociale. Comme si, chaque fois qu'un conflit avec la police était suivi

²¹² MURARD, Numa, et TASSIN, Étienne : « La citoyenneté entre les frontières », article cité.

d'une émeute, on entendait : « Notre lieu de vie fait aussi partie de l'espace commun parce que nous sommes des citoyens comme les autres. »²¹³

La nature politique des quartiers et des banlieues françaises est également visible au regard d'un conflit qui les traverse, et dont ces révoltes sont aussi une expression. Souvent les quartiers populaires sont divisés entre la volonté de faire du quartier un espace « respectable » (et c'est pourquoi il est inadmissible à ses habitants-citoyens qu'un ministre les traite de « racaille ») et le désir de quitter ce même quartier, seul moyen de « s'en sortir »²¹⁴. Sur le premier registre, l'appartenance commune est revendiquée comme une volonté d'intégration à l'espace citoyen, à la République, ou comme un désir de « reconnaissance ». Sur le second registre, la volonté d'intégration et de reconnaissance est purement individuelle et passe par l'abandon du groupe.

Ces changements sociaux et politiques donnent à voir une condition populaire qui diffère amplement des modalités classiques décrites par la sociologie de la classe ouvrière, sur le plan social comme sur le plan politique. Ces changements sont-ils positifs ou négatifs ? La sociologie de Robert Castel ouvre de nouvelles possibilités d'observation à travers la loupe de l'individuation : orientation des politiques sociales, constitution des modalités collectives de protestation, formes de négociation et d'activation des individus... Dynamiques « positives » et « négatives » de l'individuation s'entremêlent au sein de l'univers populaire. Les unes augmentent les marges d'indépendance sociale de chacun, les autres conduisent vers l'atomisation et l'isolement. Mais l'une et l'autre engagent les classes populaires dans la tourmente de l'individuation. Une tourmente dans laquelle soufflent des vents politiques et des vents sociaux, au sein de laquelle les individus des classes populaires s'affirment comme des individus ou se trouvent au contraire contraints à agir comme des individus mais sans les liens qui font de l'individuation une intégration, une forme de participation à la vie commune.

²¹³ Nous avons proposé une interprétation des « émeutes urbaines » de l'automne 2005 en termes de « révolte politique » (Merklen, 2006a).

²¹⁴ Rappelons peut-être à titre de comparaison que les ouvriers utilisaient plutôt l'expression de « s'élever » à travers la scolarisation de leurs enfants. Ils avaient la conscience d'une position subalterne, tandis que l'idée de « s'en sortir » renvoie plutôt à une idée de relégation, de marginalisation ou d'exclusion. Sur l'emploi de l'expression « s'élever » chez les ouvriers, cf. SCHWARTZ, Olivier : *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF, 1990.

0

0 0

Dans la prochaine section, je présente les premiers résultats d'un travail de recherche nouveau, avec beaucoup de matière empirique. Le registre de l'analyse est celui de la conflictualité sociale et politique. Comme nous le verrons, nous allons nous éloigner de la question précise de ces politiques de l'individu, aussi bien dans le registre de l'écriture que dans l'objet d'étude. Mais nous verrons aussi aisément que les populations dont il sera question sont traversées par ces questions de l'individuation telles que ces dynamiques se structurent aujourd'hui dans nos sociétés. Dans la prochaine section, ce sera l'occasion de parler d'« actions collectives ». Cela nous permettra de mettre à leur juste place les observations que je viens de faire. Les politiques d'individuation montrent un tournant important dans la conception des politiques publiques et des politiques sociales plus singulièrement, mais elles sont mises en conflit, contestées, contrées par d'autres dynamiques et par d'autres forces, y compris de la part des plus faibles de la société. Avec toute la force qui l'impulse, la tentative d'instaurer une « hégémonie » autour de l'idée de l'individu n'est pour l'instant rien d'autre que cela, une tentative. Dotée, certes, d'importants moyens de coercition et de persuasion.

DEUXIÈME PARTIE

MESSAGES DE PIERRE DANS LES BIBLIOTHEQUES



Une photo de la pierre lancée contre la bibliothèque municipale de Villiers-sur-Marne au début des années 1990. La bibliothécaire a précieusement gardé le message et me l'a montré en 2008 à la fin d'une présentation des premiers résultats de mon enquête.

Pendant les événements d’octobre et novembre 2005 que la presse et la sociologie ont qualifiés d’« émeutes urbaines », j’ai reçu une invitation de la revue *Mouvements* à écrire « à chaud » sur ce qui était en train de se passer. J’ai accepté et écrit un article, à contre-courant de la plupart des réactions visibles à ce moment, et en franc débat avec ces réactions (Merklen, 2006a). Mon expérience argentine et les observations que je systématisais déjà depuis quelques années m’amenaient à proposer une lecture politique de ces événements que la plupart confinaient au « social ». Il me semblait que les « messages de pierre » que les quartiers envoyaient vers le centre de l’espace public risquaient de se voir renvoyés vers la périphérie si on ne leur accordait pas un statut « politique », au moins dans l’écoute et l’interprétation auxquels ces actes faisaient appel. Ma proposition suscita des réactions diverses²¹⁵, mais le champ des « quartiers » et des « émeutes » était à certains égards surinvesti par des chercheurs qui fournissaient déjà depuis longtemps des matériaux empiriques richissimes et des analyses souvent foisonnantes. La combinaison d’« émeutes » et de « quartiers » était devenue une question centrale au moins depuis *La Galère* de François Dubet, c’est-à-dire à la veille des premières révoltes de la fin des années 1970 et de la « marche beur » qui a inauguré les années 1980 avec la présidence de François Mitterrand²¹⁶.

Au printemps 2006, à ma plus grande surprise, je fus invité à participer à une table ronde organisée conjointement par la Bibliothèque publique d’information (BPI) et le *Bulletin des bibliothèques de France* (BBF), le 20 mars 2006, au Salon du livre de Paris²¹⁷. J’ai alors découvert que ces événements avaient « rendu perplexes plus d’un bibliothécaire et fait chanceler leur foi en ce métier. Pourquoi en effet les attaques ont-elles pris des bibliothèques pour cibles ? »²¹⁸. Je ne savais pas alors que

²¹⁵ Parmi les plus critiques à ma proposition de qualifier les révoltes comme « politiques », Gérard Mauger trouva que mon analyse donnait l’exemple d’une « pensée anarchisante ». MAUGER, Gérard : *L’émeute de novembre 2005*, *op. cit.*, p. 102 sq.

²¹⁶ DUBET, François : *La galère. Jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987.

²¹⁷ Pour un compte rendu de cette conférence, cf. LIEBER, Claudine : « Bibliothèques et violences urbaines », *BBF*, 2006, n° 4, p. 105-107 (<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2006-04-0105-018>, consulté le 25 mars 2011).

²¹⁸ *Ibidem*, p. 105.

des bibliothèques avaient été brûlées et caillassées, ni qu'un débat traversait spécifiquement le monde des bibliothécaires²¹⁹. J'ai décidé d'apporter des éléments de réponse à cette question. Le terrain à déblayer était vaste car j'ignorais non seulement pratiquement tout sur les bibliothèques de quartier en France, mais encore davantage sur cette profession de bibliothécaire – mis à part l'immense reconnaissance qu'en tant que chercheur je dois aux bibliothécaires. Mon étonnement a été encore plus prégnant quand j'ai pu confirmer que, parmi ceux qui s'étaient intéressés aux « émeutes » et aux quartiers depuis les années 1980, aucun sociologue n'avait fait attention au fait que des bibliothèques étaient brûlées – contrairement à l'intérêt suscité par les attaques faites contre d'autres établissements publics, notamment les institutions scolaires mais aussi les autres équipements collectifs. Pourquoi les sociologues n'ont-ils jusqu'à présent prêté aucune attention aux bibliothèques incendiées ?

Mes travaux sur les milieux populaires m'ont ainsi conduit à m'intéresser aux différentes formes de violence que rencontrent les bibliothèques de quartier, notamment les incendies volontaires dont elles ont parfois été victimes. Trente-trois bibliothèques furent attaquées par la pierre ou par le feu au cours des révoltes de l'automne 2005²²⁰, d'autres l'ont été entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2007 (comme dans le quartier des Aunettes, à Évry), et d'autres l'ont été après (à Goussainville, Villiers-le-Bel, La Courneuve, Brest). Ces phénomènes ne sont pas isolés puisque d'autres établissements par le passé avaient rencontré les mêmes problèmes, en région parisienne comme en province. Au cours de notre enquête, nous avons identifié 67 bibliothèques volontairement incendiées entre 1998 et 2010. La liste est impressionnante, elle n'est sûrement pas complète²²¹.

²¹⁹ Suivant l'usage à l'intérieur des bibliothèques et la manière dont ils sont identifiés par le public et par les autorités, nous appellerons « bibliothécaires » l'ensemble des personnels des bibliothèques et des médiathèques, à l'exception des personnels d'entretien, de surveillance et de ménage. C'est-à-dire l'ensemble des personnels qui remplissent des fonctions de bibliothécaire, indépendamment de leur diplôme. Comme nous allons le voir, cet ensemble est fortement hiérarchisé, les titulaires d'un diplôme de « conservateur des bibliothèques » occupent en général le haut de la pyramide.

²²⁰ Dans un recensement qui ne peut être exhaustif, j'ai relevé 33 bibliothèques volontairement incendiées entre octobre et novembre 2005. Une liste de la Direction du livre et de la lecture établie au 15 novembre 2005 recense 15 bibliothèques incendiées pendant les émeutes.

²²¹ Pour des raisons que nous tenterons de mettre au jour, les incendies et les attaques de bibliothèques sont passés sous silence. Les maires font tout pour qu'on en parle le moins possible, les journalistes y ont prêté peu d'intérêt et, nous venons de le voir, même les sociologues n'ont pas

Encadré 4 : Bibliothèques incendiées en France

La liste qui suit a été élaborée à partir d'un corpus de sources variées : articles de presse, enquêtes de terrain (des bibliothécaires qui nous ont informé de l'incendie), listes établies par la Direction du livre et de la lecture au ministère de la Culture lors des émeutes d'octobre et novembre 2005. Le recensement fut grandement complété par une prospection de la base d'articles *Factiva* réalisée par Hervé Renard²²².

Ce document ne prétend nullement à l'exhaustivité. De fait, notre mode de prospection a limité notre recherche aux années les plus récentes puisque l'essentiel des titres présents dans la base de données *Factiva* n'y apparaît qu'à partir des années 1990. Nous savons que des incendies volontaires de bibliothèques nous ont échappé, notamment ceux qui sont antérieurs aux années 1990.

Nous n'avons pas inclus dans cette liste les bibliothèques qui, bien qu'incendiées, n'apparaissent pas comme directement visées. Il s'agit, pour la plupart, de bibliothèques d'écoles et de collèges, mais aussi appartenant à des institutions religieuses.

Date de l'incendie	Ville	Type de bibliothèque	Mention dans la presse
JJ/MM/1979	Vaulx-en-Velin	BM	
JJ/12/1997	Dammarie-les-Lys	BM	<i>Le Monde</i> , 22/12/1997
14/9/1998	Sartrouville	BM	Divers presse, 21/12/1998
19/12/1998	Sartrouville	BM	Divers presse, 21/12/1998
13/6/2000	Brest	BM	<i>Ouest France</i> , 23/9/2002
14/7/2000	Épinay-sur-Seine	BM	
JJ/11/2000	Pau	BM	Reuters, 27/9/2003
JJ/MM/2000	Brest	BM	<i>Ouest France</i> , 20/9/2005
JJ/1/2002	Saint-Lyphard	BM	<i>Libération</i> , 15/1/2002
30/4/2002	Marseille	Bib. religieuse	<i>Le Monde</i> , 3/4/2002
JJ/4/2002	Marseille ?	CDI	Reuters, 2/4/2002
22/10/2002	Saint-Gingolph	BM	<i>Le Temps</i> , 2/11/2002
JJ/1/2003	Caen	Bib. pénitentiaire	<i>Ouest France</i> , 28/1/2003
JJ/4/2003	Épinay-sur-Seine	Bib. religieuse	<i>Libération</i> , 5/4/2003

accordé grande importance à ces faits. Nous sommes tombés, à plusieurs reprises, sur des bibliothèques qui avaient été attaquées et sur lesquelles il n'existe aucune mention dans la presse locale ou nationale.

²²² RENARD, Hervé : *Incendies volontaires de bibliothèques : bruit et silence des bibliothécaires*, mémoire de diplôme de conservateur des bibliothèques, Villeurbanne, ENSSIB, janvier 2010, réalisé sous la direction de Denis Merklen (<http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/document-48299>).

JJ/6/2003	Brest	BM	AFP, 30/6/2003
17/10/2003	Strasbourg	BM	Divers presse, 19/10/2003
JJ/4/2004	Theix	BM	<i>Ouest France</i> , 12/6/2004
JJ/MM/AAAA	Plescop	BM	<i>Ouest France</i> , 13/7/2004
JJ/8/2004	Paris	Bib. assoc.	<i>Libération</i> , 23/8/2004
JJ/10/2005	Dax	Bib. assoc.	<i>Sud-Ouest Dimanche</i> , 23/10/2005
5/11/2005	Toulouse	BM	Nouvelobs.com, 6/11/2005
6/11/2005	Bethoncourt	BM	Divers presse, 7/11/2005
6/11/2005	Boissy-Saint-Léger	BM	<i>Le Parisien</i> , 31/3/2006
6/11/2005	Saint-Étienne, Tarentaize	BM	<i>Le Progrès</i> , 7/11/2005
7/11/2005	La Tour-du-Pin	Bib. d'école	AFP, 7/11/2005
8/11/2005	Chalon-sur-Saône	BM	ADBGV *, 25/11/2005
8/11/2005	Izon	BM	<i>Sud-Ouest</i> , 9/11/2005
8/11/2005	Strasbourg	BM	Nouvelobs.com, 10/11/2005
8/11/2005	Nancy	BM	Nouvelobs.com, 10/11/2005
10/11/2005	Grenoble	BM	ADBGV, 22/11/2005
12/11/2005	Lewarde	BM	AFP, 13/7/2005
JJ/11/2005	Angers	BM	AP French Worldstream, 12/11/2005
JJ/11/2005	Auby	BM	AFP, 9/11/2005
JJ/11/2005	Brest	Bib. assoc.	<i>Ouest France</i> , 9/11/2005
JJ/11/2005	Goussainville	BM	
JJ/11/2005	Les Clayes-sous-Bois	BM	<i>Livres Hebdo</i> , 25/11/2005
JJ/11/2005	La Courneuve	BM	<i>Livres Hebdo</i> , 25/11/2005
JJ/11/2005	Le Mans	BM	
JJ/11/2005	Montbéliard	BM	<i>L'Hebdo</i> , 10/11/2005
JJ/11/2005	Mont-Saint-Martin	BM	Nouvelobs.com, 8/11/2005
JJ/11/2005	Romans-sur-Isère	Bib. religieuse	<i>La Croix</i> , 17/11/2005
JJ/11/2005	Saint-Denis	BM	
JJ/11/2005	Saint-Étienne,	BM	ADBGV, 22/11/2005

	Cotonne		
JJ/11/2005	Saint-Étienne, 3 ^e lieu ?	BM	ADBGV, 22/11/2005
2-3/11/2005	Sevran	BM	
JJ/11/2005	Sucy-en-Brie	BM	
JJ/11/2005	Toulouse	BM	AFP, 6/11/2005
JJ/11/2005	Villeneuve-Saint- Georges	BM	
JJ/11/2005	Vigneux-sur-Seine	BM	
JJ/MM/2005	Grigny	Bib. d'école	<i>Le Monde</i> , 25/12/2005
JJ/MM/AAAA	Mulhouse	BM	ADBGV, 25/11/2005
JJ/9/2006	Limay	BM	<i>Livres Hebdo</i> , 25/10/2006
JJ/10/2006	Vannes	BM	<i>Ouest France</i> , 31/10/2006
JJ/10/2006	Vannes	BM	<i>Ouest France</i> , 4/11/2006
11/11/2006	Vienne	Bib. d'école	<i>Le Progrès</i> , 8/12/2007
6/5/2007	Évry	BM	<i>Le Parisien</i> , 7/5/2007
13/7/2007	Pessac	Bib. d'école	<i>Sud-Ouest</i> , 15/1/2008
26/11/2007	Villiers-le-Bel	BM	Divers presse, 26/11/2007
27/11/2007	Toulouse	BM	<i>Midi Libre</i> , 28/11/2007
27/11/2007	Toulouse, Reynerie	BM	<i>Livres Hebdo</i> , 28/11/2007
JJ/11/2007	Toulouse, Bagatelle	BM	AP French Worldstream, 27/11/2007
JJ/11/2007	Goussainville	BM	ABF
JJ/11/2008	Goussainville	BM	
28/3/2009	Castelsarrasin	Bib. d'école	Ladepêche.fr, 24/4/2009
19/4/2009	Quincy-Voisins	BM	<i>Le Parisien</i> , 20/4/2009
30/5/2009	Brest	BM	<i>Ouest France</i> , 30/5/2009
* ADBGV : Association des directeurs de bibliothèques municipales et intercommunales des grandes villes de France.			

Une dynamique conflictuelle apparaît entre certaines bibliothèques et les quartiers où elles sont implantées, une dynamique dont les manifestations les plus visibles vont de l'insulte aux vitres caillassées, jusqu'à l'incendie pour les cas les plus extrêmes. Ces comportements, dans leurs formes mineures, donnent parfois lieu à des sanctions infligées aux usagers par le personnel des bibliothèques. Mais le cadre immédiat de ces conflits est donné par une désaffection de la lecture et par la non-fréquentation de ces équipements : plus de 80 % des personnes résidant à proximité des établissements concernés ne sont souvent même pas inscrites à la bibliothèque. Et si on prend en considération seulement la population « adulte » (âgée de plus de 14 ans, selon les critères des bibliothécaires), ce pourcentage monte encore pour dépasser parfois 90 %. Nous avons vite compris que la place de l'écrit était au centre des révoltes, aussi bien en tant que mode de communication que comme enjeu politique et social.

5. Littérature et révolte populaire

Tu viens d'incendier la Bibliothèque ?

— *Oui.*

*J'ai mis le feu là.*²²³

Peu de temps après avoir commencé à parcourir les terrains qu'un tel sujet imposait de visiter, mes interlocuteurs m'ont donné à lire le poème de Victor Hugo *À qui la faute ?* Ce texte se présente sous forme d'un dialogue entre le poète et un « misérable » ayant brûlé une bibliothèque au cours des révoltes de la Commune de Paris. La première chose qui frappe à la lecture est le déséquilibre entre les deux hommes. Tandis que le poète parle beaucoup (il prononce 472 mots indignés), son interlocuteur ne prononce que deux phrases ; l'une au début de l'échange : « *Oui. J'ai mis le feu là* » ; l'autre à la fin : « *Je ne sais pas lire* », 12 mots en tout pour le prolétaire. Beaucoup de personnes rencontrées au cours de mon enquête, notamment des personnes « lettrées » – je veux dire ici des bibliothécaires, des élus, des enseignants –, se sont elles-mêmes référées à ce texte pour donner du sens aux pierres et aux cocktails Molotov lancés contre les bibliothèques. Le poème de Victor Hugo constitue une véritable clé d'analyse dans la mesure où il inscrit l'acte incendiaire dans la continuité des rapports sociaux, au sein des déséquilibres culturels entre milieux populaires et intellectuels. Il établit une relation entre le « crime inouï » et la place occupée par l'écrit dans nos sociétés modernes, tout en mettant en évidence la cécité de l'intellectuel qui semble tout savoir des livres mais tout ignorer du monde qui l'entoure. Ce texte de Hugo est pertinent pour encore deux raisons. Parce qu'il saisit toute la valeur de l'écrit dans la politicité des classes populaires. Et parce qu'il donne à voir les dialogues ouverts grâce aux actes de

²²³ Victor HUGO : « À qui la faute », *L'Année terrible*, in *Œuvres poétiques*, vol. III, Paris, Gallimard, coll. « La Pléiade », 1974 (1^{re} édition 1872).

révolte, contrairement aux idées reçues qui pensent qu'il n'y a pas de parole derrière une émeute.

En bon sociologue, Hugo remarque que l'incendie de la bibliothèque reste hors du champ de l'interprétation – « insensé » – tant que nous ne prenons pas en compte le fait que les incendiaires ne savent pas lire. Il pensait, avec raison, que l'exclusion de l'écrit était à la base des révoltes. Parce que la parole écrite se trouve au centre de l'ordre politique au sein duquel les prolétaires protestaient déjà avant 1871. Et nous savons que le combat des progressistes pour la démocratisation de l'école eut comme l'un de ses points de départ ces manifestations de violence, avec toutes les contradictions que ce combat pour l'éducation impliquait déjà. Il y avait d'un côté ceux pour qui la violence prolétarienne était une conséquence de l'ignorance, et de l'autre ceux pour qui cette révolte était le fait d'individus conscients des droits qui leur étaient refusés. Aujourd'hui encore, il en est certains pour qui les jeunes sont violents à cause de leur manque d'éducation, alors que d'autres interprètent les faits de violence comme une volonté d'intégration face à un système politique aveugle et sourd.

La dernière phrase d'*À qui la faute ?*, ce « *Je ne sais pas lire* » qui clôt le dialogue en faisant taire le poète, est révélatrice des différences qui existent toutefois entre les prolétaires du XIX^e siècle et les « banlieusards » d'aujourd'hui. Ceux-ci savent lire en effet, et on peut, sans trop d'erreur, faire l'hypothèse qu'ils ont été scolarisés plus ou moins longtemps. Nous pouvons même imaginer qu'un enseignant leur a peut-être donné à lire le poème de Victor Hugo²²⁴. Les violences exercées contre les bibliothèques laissent penser en fait que les conflits sociaux et politiques qui traversent l'espace des classes populaires ont un rapport étroit avec la place que l'écrit occupe au sein de cet univers populaire. Nous pouvons même aller jusqu'à dire que les conflits ont à voir aujourd'hui avec la présence de l'école, alors qu'au XIX^e siècle on pouvait les attribuer à son absence. Nous savons en effet que les jeunes impliqués dans les émeutes s'expriment par écrit. Ainsi la directrice d'une bibliothèque de Villiers-sur-Marne m'a-t-elle un jour apporté une pierre enveloppée d'un papier sur lequel on pouvait lire : « C'EST LE SOIT DISANT FRIMEUR QUI VOUS ENVOIE CE MESSAGE SI GENTIMENT. » Ainsi écrit à la machine, le message et la

²²⁴ Des bibliothécaires de quartier ont souvent organisé des animations où *À qui la faute ?* était lu et soumis à une discussion ouverte sur la voie publique.

pierre avaient été jetés contre une vitre de la bibliothèque au début des années 1990. Le texte faisait référence à une altercation ayant eu lieu la veille entre la directrice elle-même et un lecteur qu'elle avait qualifié de « frimeur ». Et nous savons que les vitres caillassées, comme d'autres formes d'agression, commencent souvent par ce genre de petits conflits. Ces « messages de pierre » sont difficiles à lire et ils ne sont pas déchiffrables sans tenir compte des conflits dans lesquels ils s'inscrivent (Merklen, 2006a).

Les individus qui composent les classes populaires d'aujourd'hui sont pour beaucoup « faits d'école », pour reprendre l'expression de François Dubet, et les conflits que nous observons ont un lien direct avec les mutations que l'univers scolaire a vécu ces trente dernières années²²⁵. Le problème vient du fait qu'une première réaction émanant du camp des « lettrés » tend à interpréter les attaques de bibliothèques comme des attaques contre l'écrit ou, tout au moins, à supposer que ces attaques ne peuvent venir que de ceux qui sont à l'extérieur de l'écrit. Or, comme bien le remarque Roger Chartier, nous vivons à une époque caractérisée par des niveaux très élevés de lecture, où on peut dire qu'on n'a jamais tant lu ni écrit²²⁶. Seulement, les multiples lectures qui forment notre quotidien et le quotidien des classes populaires ne font pas partie de ce que l'on associe avec « lire », où « lire », c'est lire de bons livres... Par exemple, la vie dans les quartiers d'habitat social où se trouvent nos bibliothèques nécessite continuellement une communication écrite avec les institutions, des écrits dans lesquels est en jeu jusqu'au plus intime de la vie individuelle et familiale²²⁷. Cet écrit institutionnel, bureaucratique, ordinaire est, on peut dire, omniprésent et constitue l'une des formes centrales de l'ordre politique²²⁸. Et il est nécessaire de rappeler cette évidence pour ne pas écraser toute forme de littérature avec la forme « livre » ou les

²²⁵ DUBET, François : *Faits d'école*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2008.

²²⁶ CHARTIER, Roger : « Le livre : son passé, son avenir », entretien avec Ivan Jablonka, *lavedesidees.fr*, 29 septembre 2008 (<http://www.lavedesidees.fr/Le-livre-son-passe-son-avenir.html>).

²²⁷ Voir à ce propos les très intéressants travaux de Jean-François Laé, notamment *L'instance de la plainte. Une histoire politique et juridique de la souffrance*, Paris, Descartes et Cie, 1996 ; *L'ogre du jugement. Les mots de la jurisprudence*, Paris, Stock, 2001 ; *Les nuits de la main courante. Écritures au travail*, Paris, Stock, 2008.

²²⁸ Jack Goody a aussi étudié et essayé de comprendre la spécificité du lien entre l'Etat bureaucratique et l'écriture. Cf. GOODY, Jack : *La logique de l'écriture. Aux origines des sociétés humaines*, Paris, Armand Colin, 1986, chap. 3 : « L'État, le bureau et le dossier », p. 97-131 (*The Logic of Writing and the Organization of Society*, Cambridge, 1986).

textes littéraires. En outre, si nous concentrons le regard sur les pratiques de lecture des jeunes, nous constatons que, depuis au moins vingt ans, les pratiques se sont diversifiées, que l'école continue à les informer, quoique de manière différenciée, et que ces pratiques sont moins orientées par un modèle humaniste, esthète et cultivé : « Et pourtant, ils lisent. »²²⁹

Dans un article sur les révoltes des esclaves dans le Brésil du XIX^e siècle, Jack Goody découvre tous les enjeux que pouvait soulever l'écrit comme moyen de communication chez les esclaves eux-mêmes, et entre maîtres et esclaves²³⁰. Parmi les esclaves arrivés d'Afrique, ceux qui savaient lire et écrire occupaient une place importante, qu'il s'agisse des musulmans ayant appris à écrire en arabe ou qu'il s'agisse de ceux qui avaient appris à écrire auprès de leurs maîtres protestants au cours de leur évangélisation. Dans son analyse, Goody nous montre que le rapport à l'écrit est présent dans la révolte au moins de trois façons : comme mode de communication entre les révoltés (dans l'organisation tactique du soulèvement) ; dans la relation avec les maîtres, c'est-à-dire dans l'élaboration d'une vision commune sur le rapport de domination ; en facilitant la construction d'un monde commun, notamment pour ceux qui étaient à même de lire une langue que les maîtres ignoraient (l'arabe)²³¹.

La place de l'écrit est donc apparue très vite comme un élément clé de notre recherche. Ainsi, dans le cadre de la communication avec le pouvoir que toute révolte établit, les autorités elles-mêmes ont immédiatement placé « l'écrit » au centre des échanges. Dans une lettre adressée au maire de Saint-Denis (93), le ministre de la Culture de l'époque qualifie le geste incendiaire, la place de la bibliothèque et le rôle des bibliothécaires de la manière suivante :

²²⁹ BAUDELLOT, Christian, CARTIER, Marie, et DETREZ, Christine : *Et pourtant ils lisent...*, Paris, Le Seuil, 1999.

²³⁰ GOODY, Jack: « Écriture et révolte à Bahia », in *Pouvoirs et savoirs de l'écrit*, Paris, La Dispute, 2007, p. 129-161.

²³¹ Goody met en lumière d'autres rapports entre la littérature propre aux esclaves et leur révolte, notamment autour du lien entre littérature et religion, et le rôle qu'une religion « écrite » peu jouer dans ce type de mouvement. Nous ne reprendrons pas ici ces aspects.

Liberté Égalité Fraternité
République Française

Ministère de la Culture et de la Communication
 VILLE DE SAINT-DENIS

12.12.05 157409

5 DEC. 2005

Le Ministre

Objet:	<i>Culture</i>
À:	<i>M. Sachet</i>
De:	<i>D. Paillard</i>
CC:	<i>CC</i>

Monsieur Didier PAILLARD
 Vice-Président du Conseil Général de la
 Seine-Saint-Denis
 Maire
 Hôtel de ville
 2, place Victor Hugo
 93120 SAINT-DENIS

CC/144617

Monsieur le Maire,

Grande est mon émotion d'apprendre que votre bibliothèque municipale a subi des dégradations intentionnelles qui l'ont fortement endommagée.

En tant que ministre de la culture et de la communication, mais aussi en tant qu'homme, je suis particulièrement choqué. La bibliothèque est l'équipement culturel le plus symbolique de notre démocratie. Lorsque des actes de vandalisme la prennent pour cible, c'est notre République des idées toute entière qui se trouve frappée.

Transmettez, je vous prie, à vos collaborateurs en charge de la bibliothèque, mon message de sympathie et de respect en ces heures difficiles. La mission qu'ils accomplissent est, plus que jamais aujourd'hui, garante de notre vouloir vivre ensemble.

Je souhaite enfin vous indiquer que le Centre national du livre, peut, dans le cas où les collections d'imprimés auraient été endommagées, vous apporter un concours financier. A cet effet, j'invite vos services à prendre l'attache du bureau de la diffusion du livre en bibliothèques (Centre national du livre, 53 rue de Verneuil 75343 Paris cedex 07, tél : 01.49.54.68.68).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Renau Donnedieu de Vabres

Renau DONNEDIEU de VABRES

3, rue de Valenciennes, 75003 Paris Cedex 01 France - Téléphone: 01 40 15 80 00

Fac-similé de la lettre du ministre de la Culture et de la Communication, Renaud Donnedieu de Vabres, à Didier Paillard, vice-président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, maire de Saint-Denis, datée du 5 décembre 2005.
 Les fautes d'orthographe sont du ministre.

La lettre est officielle. Or, n'échappe pas ici à l'observateur non seulement que la devise de la République est inscrite au fronton de la lettre, mais que l'écrit de l'en-tête est en cursive, imitation du manuscrit (la note est importante car, comme en opposition, on remarquera plus loin comment les classes populaires cherchent elles aussi à styliser leurs textes).

La bibliothèque est élevée ici au rang d'élément central de l'ordre politique et social. Le ministre confirme la perception du monde que les émeutiers manifestent : une ligne claire sépare les auteurs d'« actes de vandalisme », d'un côté, les bibliothécaires et les autorités politiques (et l'ensemble des citoyens), de l'autre. Cette ligne claire vient de l'inscription du livre dans l'ordre symbolique de la démocratie. Le livre prend ici une dimension sacrée en ce qu'on considère qu'en démocratie on ne brûle pas de livres, on ne raille pas la parole de l'autre par un acte de violence. Et parce que c'est ainsi que l'autodafé est inscrit comme une atteinte aux fondements de l'ordre politique²³². Or, au niveau du quartier, une autre fonction de la bibliothèque, plus prosaïque, s'ajoute à cette dimension symbolique, voire « sacrée », qui associe le politique et l'écrit : la fonction d'intégration sociale, qui représente un enjeu tout aussi fondamental pour les habitants. La maîtrise de l'écrit se présente pour beaucoup, en effet, comme un support de réussite personnelle et d'approfondissement du rapport à soi, ou comme une voie possible d'intégration sociale, une voie d'accès à la « cité » – pour reprendre l'expression de Michèle Petit²³³. C'est cette forme de littératie qui permet la réussite scolaire et l'accès au marché du travail. Mais une partie de la population des quartiers voit au contraire dans les institutions de l'écrit (l'école mais aussi la bibliothèque) un « système » d'exclusion et de différenciation sociale. Ces établissements contribuent en effet à définir les règles d'un jeu dans lequel certains d'entre eux ont déjà perdu la partie. Ainsi l'attaque de la bibliothèque est-elle probablement le signe d'un rapport à

²³² Il faut tout de suite préciser que les incendies de bibliothèques que nous observons ne constituent en aucun cas des « autodafés ». Ils ne visent pas la censure de la parole de l'autre par l'incendie sélectif de quelques textes choisis, représentant la parole maudite. À certains égards, les incendies des bibliothèques de quartier vont même au-delà, plus profondément, car les livres sont incendiés indépendamment de leur contenu.

²³³ PETIT, Michèle, *et al.* : *De la bibliothèque au droit de cité. Parcours de jeunes*, Paris, Éditions de la Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou, 1997.

l'écrit où le livre est considéré comme une voie d'intégration sociale et même comme un objet sacré « pour eux », tandis que, « pour nous », ces formes de l'écrit ne représentent qu'une barrière infranchissable : je peux à titre personnel me montrer indifférent aux livres et en même temps savoir qu'ils sont des objets précieux pour mes ennemis sociaux, pour ceux qui me tiennent à distance.

Écrits « cueillis »

Sur la base de cette opposition, on observe une mutation des cultures populaires. Une forme de culture populaire urbaine – liée notamment à la musique, à la danse et à un style vestimentaire – est ainsi devenue fortement identitaire pour toute une partie de la jeunesse. Cette culture n'est évidemment pas étrangère à l'écrit, elle est au contraire liée à une forme de littérature particulière associée aux technologies numériques. Nous avons trouvé un blog créé par des habitants d'un quartier dont une bibliothèque, bâtie dans le cadre d'un projet de rénovation urbaine, avait été incendiée. Ce projet de rénovation comprenait le tracé de nouvelles rues, la construction d'un vaste espace vert (la prairie) et la construction de la médiathèque du quartier. Pour ce faire, plusieurs immeubles, la dalle qui les liait et le parking se trouvant sous la dalle ont été démolis²³⁴. Des élus et professionnels en charge du quartier nous avaient alors décrit ces immeubles démolis dans le cadre de cette rénovation comme des « trous à rats », des « espaces insalubres » ou encore des « zones de trafic et de délinquance ». Ce sont des qualificatifs bien différents que l'on trouve dans le blog : les habitants qui se penchent sur le clavier témoignent essentiellement pour leur part de la disparition d'un lieu de vie et d'un lieu de mémoire. Ce blog, « 93200 Saussaie/Floréal/Courtille », contient de nombreuses photos montrant les

²³⁴ Cf. Ville de Saint Denis, requalification urbaine du quartier Saussaie-Floréal-Courtille, publié le 1^{er} janvier 2001 (<http://i.ville.gouv.fr/reference/865>). Pour une étude détaillée de ce processus de rénovation, cf. BRUNET, Loïc : *Le projet urbain au cœur de la démocratie locale. La cité de la Saussaie à Saint-Denis*, mémoire de master 2 « Opérateur urbain », Institut français d'urbanisme, Saint-Denis, université Paris-VIII, septembre 1996.

pelleteuses en action, les immeubles sur le point de s'écrouler. Et nombreux sont les lecteurs, en retour, qui réagissent à ces images fortes²³⁵.

Nous reproduisons ci-après quelques pages de ce blog. On peut lire les interventions des habitants venant toujours en commentaire des images publiées par l'éditeur du blog. Je me limite à reproduire les pages du blog, n'ayant changé ni la typographie, ni la mise en page, ni les couleurs, afin de donner l'accès le plus direct possible au lecteur. En haut de chaque image, les commentaires de l'éditeur du blog, en bas, les commentaires de ses « amis ».

²³⁵ 93200..©SAUSSAIE/FLOREAL/COURTILLE=====>>>>HAMID DU 93200©, <http://sfc-93200.skyrock.com/> Consulté à plusieurs reprises entre 2007 et 2011. Dernière connexion le 27 avril 2011.

Des jeunes issus des classes populaires mobilisent ici une forme de littératie qui répond aux exigences des moyens de communication maîtrisés par le groupe (blog, téléphone portable, courriel, chanson, réseaux électroniques). Ce sont notamment des formes où l'écrit est très proche de l'image et de l'oral, qui demeure dominant. C'est une littératie qui dialogue plus avec la télévision et internet qu'avec les livres et les journaux. Elle s'oppose au pôle le plus opposé de la littératie, celui qu'on a appelé « culture légitime », où c'est au contraire l'écrit qui prédomine et façonne l'oral²³⁶. Dans une inversion du principe de légitimité, l'écrit doit ici suivre la langue parlée par certaines catégories. Cette autre forme de l'écrit sert de mode de communication entre pairs et de mode d'opposition face aux exigences de la langue officielle ; cette dernière apparaissant comme une langue étrangère pour beaucoup²³⁷. Nous observons ainsi la coexistence conflictuelle entre des pratiques d'écriture et de lecture forts différentes. Les formes de culture populaire se développant à l'extérieur des institutions étant ici des cultures de rue ayant rompu avec la tradition d'une culture populaire lettrée telle qu'elle avait été laborieusement travaillée par les traditions catholique et de gauche au sein des mondes ouvriers et paysans²³⁸.

Les militants catholiques, communistes, socialistes, les syndicalistes, prêtres, enseignants, artistes et intellectuels se sont autrefois adressés aux classes populaires de manière à leur proposer un « marché » où la capacité de pouvoir parler de ce qu'on avait lu représentait un atout important²³⁹. En revanche, la situation actuelle renvoie à la vieille opposition entre le savant et le populaire. Mais il s'agit maintenant d'un « populaire » qui n'est pas exclu de la littératie, et il faut rajouter tout de suite d'un « savant » qui perd de sa superbe assez rapidement.

²³⁶ BOURDIEU, Pierre, et BOLTANSKI, Luc : « Le fétichisme de la langue », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 1, n° 4, 1975, p. 2-32.

²³⁷ Il est évident que pour beaucoup cette langue est « étrangère » au double sens du mot, ce qui fait une différence entre certains jeunes (nés et scolarisés en France) et leurs parents immigrés venus souvent d'une autre langue maternelle. Les raisons de l'extranéité sont donc multiples bien qu'elles ne se réduisent pas à la question migratoire.

²³⁸ MAUGER, Gérard, POLIAK, Claude, et PUDAL, Bernard : *Histoires de lecteurs*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2010.

²³⁹ BOURDIEU, Pierre : « La lecture : une pratique culturelle », in CHARTIER, Roger (sous la direction de), *Pratiques de la lecture*, Paris, Payot, 1993.

L'œuvre de Georges Brassens constitue à ce propos un exemple intéressant et important, peut-être un étalon rendant possible l'observation. C'est intéressant car son écriture est tout entière hantée et traversée par cette opposition qu'il surmonte et pousse lui-même vers l'avant en récupérant le « savant » pour le camp du populaire. Les thèmes, l'érudition, les mythes mobilisés, le rapport au « latin », tout semble bon pour lui dans un travail de dignification du populaire qu'il incarne lui-même face à un savant et un puissant (les curés, les juges, les militaires, les idéologues, l'institution du mariage, la police, la guerre) qu'il va ridiculiser avec une ironie et une maîtrise du texte poétique parfaits. Le populaire se retrouve dans la camaraderie, la bonne bouffe, la réflexion sur le rapport hommes-femmes, la sexualité, la solidarité, l'opposition au « pouvoir », l'emploi de gros mots et, évidemment dans le petit théâtre de personnages qui s'opposent aux puissants : ivrognes, voyous, putains, « la Jeanne », les copains, « brave Margot », des gens simples, en somme, mais pas d'ouvriers.

*C'étaient pas des amis de luxe,
Des petits Castor et Pollux,
Des gens de Sodome et Gomorrhe,
Sodome et Gomorrhe,
C'étaient pas des amis choisis
Par Montaigne et La Boétie,
Sur le ventre ils se tapaient fort,
Les copains d'abord.*

*C'étaient pas des anges non plus,
L'Évangile, ils l'avaient pas lu,
Mais ils s'aimaient toutes voiles dehors,
Toutes voiles dehors²⁴⁰*

²⁴⁰ BRASSENS, Georges: « Les copains d'abord », in *Les copains d'abord*, Paris, Philips, novembre 1964, album vinyle 33 tours.

Brassens, c'est du « populaire-savant ». À la fois caustique et respectable. La forme de sa poésie est transgressive, sarcastique, irrévérente, et en même temps traditionnelle (par l'emploi du latin ou des références à la littérature classique, par exemple). La première conquête de la dignité, c'est celle de la « culture » qu'on démonte en ironie. Le rythme de jazz peut servir d'illustration à cette conquête de ce qui a d'abord été combattu : une musique on ne peut plus populaire du point de vue de ses origines, mais qui à l'époque de Brassens a déjà conquis le milieu des musiques cultes et savantes ou, tout au moins, la petite bourgeoisie intellectuelle et les milieux de l'intelligentsia populaire et de gauche. Une culture donc qui peut revendiquer les deux statuts, savante et populaire à la fois. Un populaire qui se fait savant ironique pour démonter la légitimité d'un savoir vide, imposteur ou trompeur. Le nom de Georges Brassens a été donné à plusieurs bibliothèques municipales en France (nous en comptons une quinzaine après une recherche rapide sur internet, dont plusieurs en région parisienne), et nous pourrions rajouter les écoles et collèges²⁴¹. À la lumière du conflit que nous observons aujourd'hui, il est évident que cette institutionnalisation du nom et de l'œuvre de Brassens, acquise après la célébrité, participe de la mutation dans la culture et dans la politique des classes populaires. Une mutation observée dans les années 1990 sur ce qui s'était bâti au cours des années 1950 et 1960, et qui ne se réduit pas au processus de désindustrialisation – bien qu'il coïncide avec elle. Une mutation, donc, qui est aussi traversée par la prise de pouvoir institutionnel, par une intégration aux institutions culturelles, sociales et politiques locales de beaucoup de militants de gauche. Au moment où il est consacré par les institutions, ce populaire forgé dans les années 1950 est doublé par l'émergence de nouvelles formes de culture populaire qui ne se reconnaissent que partiellement dans ce populaire savant. Tout au moins, force est de constater qu'ils occupent des places distinctes vis-à-vis des institutions telles que l'école ou les bibliothèques.

Le rapport au politique de l'œuvre de Brassens permet de prendre toute la mesure de la mutation en cours. Ni la politique, ni les hommes politiques, ni même les partis politiques ne sont pris pour cible de l'ironie de ses chansons. Sûrement parce que, dans les années 1950 et 1960, sa chanson elle-même est conçue et reçue

²⁴¹ Célèbre est le rôle que la bibliothèque a joué pour cet autodidacte hors pair (notamment celle du XIV^e arrondissement).

comme une œuvre politique, et parce qu'à cette époque-là l'imbrication de la politique, de la culture et du social est revendiquée. Une situation qui changera radicalement dans les années 1980, où l'arrivée du rap tracera au sein de l'art engagé une frontière nette entre le monde politique et le monde populaire. L'art engagé et la politique populaire continueront à chanter d'abord et avant tout pour les copains, à l'intérieur des classes populaires, mais le camp des puissants a changé : beaucoup de ceux qui aiment Brassens se trouvent maintenant sur le trottoir d'en face. Du coup, cette association politique entre culture de gauche et univers populaire voit sa structuration radicalement modifiée. Les moqueries du chanteur des « copains d'abord » ne sont que très peu désobligeantes pour le « pouvoir », pour le pouvoir institué tout au moins. Au contraire, les instituteurs de tout bord le prennent comme modèle, et les hommes politiques aussi. Ainsi, en février 2011, j'ai assisté à l'inauguration de la médiathèque Ulysse, dans le quartier des Francs-Moisins, à Saint-Denis. Je me demandais alors qui, parmi les autorités qui allaient prendre la parole, prononcerait les fameux vers. Ce fut Claude Bartolone, député socialiste et président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, qui ouvrit ainsi son allocution : « Heureux qui comme Ulysse a fait un long voyage... »²⁴²

La politicalité populaire a changé parce que les classes populaires ont changé, parce que leurs adversaires ne sont plus les mêmes et parce que les rapports entre les uns et les autres ont aussi évolué. Or, les identités populaires n'ont pas été entièrement remplacées, comme si la nouvelle donne avait chassé complètement l'ancienne, comme si ce qui était là auparavant n'avait plus existé plus parce que le nouveau était là. Les choses évoluent partiellement et dans le conflit, à travers les conflits qui traversent les quartiers populaires. Ainsi, si nous continuons à observer cette littérature populaire de la main de ces intellectuels, nous pouvons comparer deux auteurs issus des quartiers de Saint-Denis.

Le slameur Grand Corps malade semble continuer cette tradition de la chanson à texte en s'inscrivant dans un registre populaire-savant qui revendique l'école (voir notamment sa pièce et son vidéoclip « Éducation nationale »²⁴³) et le

²⁴² La phrase est tirée, comme on le sait, du fameux sonnet que Joachim Du Bellay composa au XVI^e siècle, mais ce sont aussi les vers de la célèbre chanson de Georges Brassens « Heureux qui comme Ulysse », bande originale du film homonyme d'Henri Colpi, 1970.

²⁴³ In *3^{ème} Temps*, Universal Music France, 2010 (<http://www.grandcorpsmalade.com/ecouter.htm>).

politique, mais qui parle d'un populaire urbain adapté à l'idée de banlieue. Ce populaire urbain de type savant n'a pas de mal à pénétrer les bibliothèques²⁴⁴ et à s'inscrire comme une culture populaire qui, de toute évidence, dialogue bien avec les traditions de la gauche. Des textes très poétiques, où les références à la littérature sont permanentes et les cibles de la critique sociale bien définies, sont presque entièrement bâtis sur des jeux de mots complexes dominés par des calembours²⁴⁵. En même temps, la revendication des stigmates collés à ces espaces de la ville et de la société (la cité, le verlan, la banlieue, la culture hip-hop, la différence ethnique, la bande) est bien là pour montrer que la conjoncture a changé et que les quartiers ne peuvent plus être approchés avec les codes d'un populaire resté identifié à la classe ouvrière et aux traditions d'un xx^e siècle intégrateur.

Je viens de là où les mecs traînent en bande pour tromper l'ennui • Je viens de là où en bas sa joue au foot au milieu de la nuit • Je viens de là où on fait attention à la marque de ses textiles • Et même si on les achète au marché on plaisante pas avec le style • Je viens de là où le langage et en permanente évolution • Verlan, reubeu, argot, gros processus de création • Chez nous les chercheurs, les linguistes viennent prendre des rendez-vous • On a pas tout le temps le même dictionnaire, mais on a plus de mots que vous • Je viens de là où les jeunes ont tous un maîtrise de vanne • Un DEA de chambrettes, une répartie jamais en panne • Intelligence de la rue, de la démerde du quotidien • Appel ça comme tu veux, mais pour nous carotter, tiens-toi bien • On jure sur la tête de sa mère à l'âge de 9 ans • On a l'insulte facile mais un vocabulaire innovant • Je viens de là où dans les premières soirées ça danse déjà le break • Je viens de là où nos premiers rendez-vous s'passent autour d'un grec • Je viens de là où on aime le rap, cette musique qui transpire • Qui sent le vrai, qui transmet, qui témoigne, qui respire • Je viens de là où y'a du gros son et pas mal de rimes amers • Je viens de là où sa choque personne qu'un groupe s'appelle Nique Ta Mère • Je viens de là et je kiffe ça malgré tout ce qu'on en pense • À chacun son territoire, à chacun sa France • Si je rends hommage à ces lieux à chaque expiration • C'est que c'est ici que j'ai puisé toute mon inspiration • Je viens de là où dès 12 ans, la tentation te fait des appels • Du business illicite et des magouilles à la pelle • Je viens de là où il est trop facile de prendre la mauvaise route • Et pour choisir son chemin, faut écarter pas mal de doutes • Je viens de là où la violence est une voisine bien familière • Un mec qui saigne dans la cour d'école, c'est une image hebdomadaire

²⁴⁴ Vingt titres concernant Grand Corps malade faisaient par exemple partie du catalogue du réseau des bibliothèques de Plaine Commune en avril 2011.

²⁴⁵ L'art du calembour arrive à son paroxysme chez Grand Corps malade dans le texte « Pères et mères ». La démultiplication des jeux de mots à partir de la prononciation est tellement étendue qu'il ne fournit pas, exceptionnellement, le texte du « morceau » dans son disque. À la place, une légende indique : « Si vous voulez les détails de ce texte, personne ne va vous mâcher le travail... » On l'entend dire, par exemple, « hors-père » et « mère-veille ». Cf. Grand Corps malade, « Pères et mères », in *Enfant de la ville*, Paris, Anouche productions/Universal Music France, 2007.

● Je viens de là où trop souvent un paquet de sals gamins ● Trouvent leur argent de poche en arrachant des sacs à main ● Je viens de là où on devient sportif, artiste, chanteur ● Mais aussi avocat, fonctionnaire et cadre supérieur ● Surtout te trompes pas j'ai encore plein de métiers sur ma liste ● Évite les idées toutes faites et les clichés de journalistes ● Je viens de là où on échange, je viens de là où on se mélange ● Moi c'est l'absence de bruits et d'odeurs qui me dérange ● Je viens de là où l'arc en ciel n'a pas 6 couleurs mais 18 ● Je viens de là où la France est un pays cosmopolite ● Je viens de là où plus qu'ailleurs il existe une vraie énergie ● Je ressens vraiment ce truc-là, c'est pas de la démagogie ● On n'a pas le monopole du mérite ni le monopole de l'envie ● Mais de là où je viens c'est certain, c'est une bonne école de la vie ● Je viens de là où on est un peu méfiant et trop souvent parano ● On croit souvent qu'on nous aime pas, mais c'est peut-être pas complètement faux ● Il faut voir à la télé comment on parle de là où je viens ● Si jamais j'connais pas, j'y emmènerais même pas mon chien ● Je viens de là et je kiffe ça malgré tout ce qu'on en pense ● À chacun son territoire, à chacun sa France ● Si je rends hommage à ces lieux à chaque expiration ● C'est que c'est ici que j'ai puisé toute mon inspiration ● Je viens de là où comme partout quand on dort on fait des rêves ● Je viens de là où des gens naissent, des gens s'aiment, des gens crèvent ● Tu vois bien, de là où j viens, c'est comme tout endroit sur terre ● C'est juste une petite région qu'a un sacré caractère ● Je viens de là où on est fier de raconter d'où l'on vient ● Je sais pas pourquoi mais c'est comme ça, on est tous un peu chauvin ● J'aurais pu vivre autre chose ailleurs, c'est tant pis ou c'est tant mieux ● C'est ici que j'ai grandi, que j me suis construit, je viens de la banlieue.²⁴⁶

Avec son roman *Les anges s'habillent en caillera*, Rachid Santaki²⁴⁷ cherche à ériger la langue de « banlieue » au statut de « livre », « d'inviter la culture urbaine dans la littérature, de casser les barrières »²⁴⁸. J'ai trouvé ce titre en février 2011 sur les affiches collées Porte de Paris, à Saint-Denis, annonçant que « *le 93 a son premier roman noir* »²⁴⁹. Le livre prend la forme d'un polar noir où le protagoniste, Ilyès, dit « Le Marseillais », est un jeune voleur de cartes de crédit. L'histoire s'ouvre et se ferme au même épisode. Au début du texte, le lecteur découvre Ilyès qui sort de prison et tue celui qui l'a « balancé » à la police. Il apprend à la fin qu'en réalité Ilyès était encore piégé par les mêmes policiers qui l'avaient incarcéré. Ceux-ci ont

²⁴⁶ GRAND CORPS MALADE, « Je viens de là », in *Enfant de la ville*, op. cit. J'ai respecté l'écriture des vers telle qu'elle est présentée dans le livret du disque.

²⁴⁷ SANTAKI, Rachid : *Les anges s'habillent en caillera*, Paris, Moisson rouge, 2011.

²⁴⁸ SANTAKI, Rachid : « Pour une littérature populaire », entretien avec I. Meurisse, in *Regards. Le journal de La Courneuve*, n° 327 du 27 janvier au 9 février 2011, p. 16.

²⁴⁹ Rachid Santaki est l'auteur d'un autre roman, vendu à 3 000 exemplaires, épuisé, autobiographique, dont l'objet est aussi la vie en banlieue, mais qui n'est pas un roman « noir » et n'a pas suscité de polémique : *La Petite Cité dans la prairie*, Paris, Le Bord de l'eau, 2007.

préparé le scénario et la scène pour qu'il tue le délateur. Ils veulent le voir commettre l'assassinat, pouvoir ainsi le coincer et le faire chanter pour mettre la main sur son butin et le lui voler. Entre les deux, l'histoire offre une peinture sombre des quartiers de la banlieue nord de Paris, notamment à Saint-Denis – où habite l'auteur. Ce « réalisme » est affirmé par des détails minutieux, la référence à de nombreux épisodes de l'histoire récente du « 93 » et la présence d'extraits de presse qui scandent le récit, placés devant bon nombre de chapitres²⁵⁰. Deux policiers et une petite dizaine d'habitants des cités HLM sont les protagonistes à côté du Marseillais.

Trois choses intéressent ici. La première est la manière dont Rachid Santaki fait de la banlieue l'univers du roman. La banlieue apparaît ici pratiquement réduite à l'illégalité d'un groupe social n'existant qu'à travers quelques registres essentiels : le quartier (dont le centre est la bande de copains et la famille), l'argent (qui est avec l'honneur le seul moyen d'existence sociale) et la revendication de cette même « banlieue » comme espace vital, comme emblème de ce groupe social et comme fait culturel dont le langage, nous le verrons, occupe une place centrale. La banlieue et le quartier sont omniprésents comme territoire du groupe et comme source d'identité de chaque personnage. L'inscription territoriale de chaque personnage est centrale. Immédiatement après l'introduction d'un nom, nous est dit d'où il vient, un tel de Saint-Denis, l'autre de Saint-Ouen. De même, il est indispensable à l'auteur de situer les institutions, les commerces dans la carte du « 93 ». Dans *La Petite Cité dans la prairie*, l'inscription territoriale des individus et des groupes constitue déjà une dimension omniprésente et structurante du récit. Leur quartier et leur ville constituent des coordonnées indispensables à leur localisation dans l'espace social de l'histoire : « 26 mai 2002 : deux ans après mon mariage, c'est celui de Mohamed, mon pote du Globe. La fête à lieu dans une salle à Saint-Denis. Je ressens le fait que notre amitié est presque un lien familial. Sa femme est de Saint-Denis, c'est la petite sœur d'une ancienne camarade du lycée. Je revois Kader et Himed, des anciens du lycée de Stains, mais aussi Nasser El Melah ; ce mec était au collège avec moi, à Saint-Ouen, il est toujours aussi gentil. »²⁵¹

²⁵⁰ Sont reproduits quatre articles du *Parisien* (p. 41, 92, 124 et 153), trois du *Figaro* (p. 31, 112 et 234), un du *Monde* (p. 169), un de *20 Minutes* (p. 65), et un de l'AFP (p. 132).

²⁵¹ SANTAKI, Rachid : *La Petite Cité dans la prairie*, op. cit., p. 180.

Quant à l'argent, il présente un statut ambigu. Il est le seul moyen de valorisation sociale réelle et, en même temps, le plus puissant moyen d'exclusion sociale. Ainsi, qu'ils soient flics ou voyous, les pauvres n'ont d'autre choix que le vol, les trafics et d'autres moyens illégaux pour accéder à ce qui leur est nié.

Dans le deuxième registre, cet univers est le point d'intersection et de rencontre entre le groupe des habitants et celui des policiers : les uns et les autres sont, tous, dans la même souffrance, ils sont tous également violents et ont soif d'argent et de biens de consommation de luxe. L'argent appartient à d'autres (les victimes des vols), et aussi bien policiers qu'habitants ne peuvent s'en procurer qu'illégalement. Policiers et voleurs semblent traversés par les mêmes épreuves car ils ne peuvent accéder à l'argent qu'à travers le vol et les trafics. La présence de policiers corrompus fait éclater la frontière qui veut mettre toutes les illégalités du côté des jeunes et des quartiers. Hervé, le policier du livre, est un habitant du quartier comme les autres qui décide un jour d'entrer dans la police. La seule différence entre la police et les délinquants semble être le « droit » des premiers à envoyer les deuxièmes en prison. Ainsi, comme cela a été observé par beaucoup de chercheurs en Amérique latine, la police, loin de représenter la légitimité de la loi chez les jeunes et dans les classes populaires, est perçue comme une bande rivale qu'il convient d'affronter²⁵².

Enfin, il y a la question du langage et sa coprésence avec autres éléments de la culture populaire. Comme nous l'avons dit, l'auteur met le parler des quartiers sous forme écrite et il érige ainsi le verlan et le lexique de la banlieue parisienne au statut de « livre ». D'où l'affiche que nous avons vu: « Le 93 a son premier roman noir ».

La scène se passe immédiatement après la sortie de la maison d'arrêt de Villepinte. Le protagoniste rentre chez lui accompagné de son cousin germain.

« On s'arrête dans mon quartier, Dourdin, un des plus grands ensembles de Saint-Denis. On n'est pas loin de dix mille à vivre dans ces tours. Les habitants s'agitent pour aller faire des boutiques au centre commercial de la Basilique. Mon premier

²⁵² KESSLER, Gabriel: *Sociología del delito amateur*, Buenos Aires, Paidós, 2004 ; ISLA, Alejandro (comp.): *En los margenes de la ley: Inseguridad y violencia en el cono Sur*, Buenos Aires, Editorial Paidós, 2007 ; MIGUES, Daniel, y SEMAN, Pablo (eds.): *Entre santos, cumbias y piquetes: las culturas populares en la Argentina reciente*, Buenos Aires, Biblos, 2006.

réflexe, avant même de rentrer à la maison, est de me rendre chez le coiffeur. Le salon se trouve au pied d'une cité, en face d'une sandwicherie très populaire.

— Ilyès, t'as vu je dois gérer une meuf vite fait. Je l'appelle, je reste à côté.

— T'es flippanant, dès le matin tu fais le BMD ?

— C'est toi le bouffon des meufs ! Lâche-t-il dans un grand éclat de rire.

Y a déjà deux gars qui attendent pour une coupe à huit balles. Ces crevards viennent tôt car la journée, les cinq sièges en face des grands miroirs sont occupés. A ce prix-là, toute la ville vient chez Hamed. Il est installé depuis des années, il nous a vus grandir et entend toutes nos conversations. C'est là où les mecs de la cité se retrouvent.

— Salut Hamed.

L'un des deux gars de la tess sourit.

— Salam aleykoum ! Wesh le Marseillais, t'es de retour !

— Aleykoum salam, ça va Yanis ?

— Hamdoulillah, mon pote ! Alors c'était bien tes vacances à Center Parcs ? T'es resté longtemps, sa mère !

— Ouais, dix-huit mois ma gueule.

— T'étais avec Zulu Boy, c'est sa sœur qui l'a dit à ma sœur. Faut que lui envoie un mandat. Je vais passer à la poste après, sa mère ! Il doit être comme un ouf. Il a trop la dalle. Nan ?

— Nan, tranquille...

— Vas-y passe direct, il te fait la coupe. Moi, j'ai le temps t'as vu.

Le coiffeur passe un coup de balai et nettoie sa tondeuse. Il m'invite à me poser sur le fauteuil et me passe le tablier.

— Je te coupe comment ?

— Un peu sur le côté, et un peu au ciseau sur le crâne.

— Très bien. Alors ça va ?

— Haimdoulillah, tranquillement.

— T'étais en vacances alors ?

— Ouais... Tranquille, tranquille.

Le gars assis à côté de moi me raconte les dernières nouvelles du quartier. Les histoires de bananes, de meufs et d'autres anecdotes. Un type entre, c'est Khaled ! Mon aîné de dix ans, il est comme mon grand frère et a toujours veillé sur moi. »²⁵³

²⁵³ SANTAKI, Rachid : *op. cit.*, p. 14-15.

La question du langage se présente de manière complexe et comme un problème. Un problème pour l’auteur, un problème pour les personnages. D’une part on peut facilement voir qu’il existe plusieurs registres de langue dans le texte. Dans l’extrait cité précédemment, on note facilement les différences entre le registre du discours du narrateur, plus respectueux du vocabulaire, de la syntaxe et de la grammaire légitimes, et le registre du discours des personnages, notamment dans les dialogues, où l’auteur écrit en *caillera*. Une différence moins marquée entre la langue des policiers et celle des délinquants, ou entre le mode de parler des jeunes entre eux et des jeunes avec leurs parents. Mais si nous le comparons au langage écrit utilisé dans le blog d’un quartier de Saint-Denis (voir *supra*, p. 193-199), on constate aussi rapidement que le *caillera* parlé par les jeunes délinquants entre eux est ici assez respectueux des formes écrites légitimes – le vocabulaire mis à part. La question est souvent abordée par l’auteur, comme dans l’entretien qui suit :

Rachid Santaki : « J’utilise des techniques du hip-hop dans la littérature »²⁵⁴

Le 93 a enfin son roman noir » nous promet la couv de son livre paru la semaine dernière.

Interview Rencontre avec l’auteur de « Les Anges s’habillent en caillera », fiction qui montre « un 93 sale, sombre et assez violent », où le lecteur saura « que la réalité n’est pas très loin ». Dépêchez-vous, le livre est en quasi rupture de stock.



La photo qu’illustre l’entretien correspond à l’image de couverture de l’ouvrage.

« J’ai écrit le livre en écoutant l’album de Mac Tyer *D’où Je Viens* »

²⁵⁴ Entretien de Samba Doucouré publié dans *Street press* le 29/01/2011. <http://www.streetpress.com/sujet/1619-rachid-santaki-j-utilise-des-techniques-du-hip-hop-dans-la-litterature> Consulté le 25/03/2011.

Pour commencer, doit-on prononcer « Les Anges s’habillent en caillera » ou les « En-ges » (sans la liaison) ?

Bien joué! C’est bien ça les « en-ge » du verlan « les gens » parce que je viens de Saint-Denis. Les anciens de ma génération vont reconnaître assez facilement. Après pour les autres, c’est pas sûr. [...]

Est-ce que tu as eu des difficultés à retranscrire le langage de la cité par écrit ?

Cela s’est fait assez naturellement. J’ai lu une chronique dans laquelle on disait que mon livre utilisait le langage de cité, qu’il y a beaucoup de verlan et que c’est gênant. Si on regarde bien cependant et j’y ai fait très attention vu que je l’ai réécrit 4 fois, il y a deux univers. Celui du Marseillais avec un écrit très parlé où il y a du verlan, de l’arabe etc. Puis il y a celui des flics qui n’ont pas du tout le même langage. Si tu prends que les chapitres où il y a la police, tu vas voir la différence.

Ton écriture est un savant mélange entre le français courant et le français parlé dans les quartiers, mais en même temps, c’est comme si tu n’étais pas allé jusqu’au bout. On ne parle pas aussi bien dans les quartiers...

Tout à fait, tu as raison. Je fréquente des jeunes de 13, 14 ans et leur français est dur à comprendre. Ils ne font pas toujours des phrases et ça je ne pouvais pas faire un livre avec ça. Si j’avais retranscrit le langage tel qu’il est parlé aujourd’hui, cela aurait été hyper difficile pour le lecteur. C’est un livre qui, même s’il est destiné aux plus jeunes, ne se veut pas sectaire. Je voulais qu’on puisse comprendre leurs expressions et garder un juste milieu. Toi, tu es jeune et tu peux saisir, mais imagine quelqu’un qui a la trentaine et qui ne vient pas de cet univers... il va abandonner au bout de 5 pages. C’est aussi mon travail de romancier, ce n’est pas de la retranscription d’interview.

En te lisant, on a parfois l’impression de regarder un film ou d’écouter un morceau de rap

On est tous influencés inconsciemment. J’ai écrit le livre en écoutant l’album de Mac Tyer *D’où Je Viens*, qui correspond complètement à cette ambiance. J’ai aussi sûrement été influencé par les séries Braquo ou Engrenage. Le récit du livre est très imagé, et je me pose la question de savoir si je réussirai à faire pareil dans mon prochain ouvrage.

Les couplets de rap de Zulu Boy sont les tiens ?

Oui ce sont les miens. Le délire de Zulu Boy, c’est de faire que de la rime sous la même forme que le morceau *Demain C’est Loin* de IAM. Les gens qui ont été marqués par l’album de Mac Tyer, qui ont kiffé les nouvelles séries de Canal+ création originale vont s’y retrouver. Malgré l’impression un peu bizarre que l’on a au début, en fait ce sont tous ces «samples» et références qui te sont familières qui vont te tenir. [...]

Avec le personnage de Zulu Boy, Santaki se place dans le registre d'une désacralisation problématique. D'un côté il semble faire fi des formes régulées de l'écriture, mais de l'autre il se sert de la forme livre pour revendiquer une identité sociale et pour décrire l'univers populaire. L'auteur emploie un lexique jusqu'ici exclu de la littérature licite, mais il n'y a aucune connotation burlesque. Le texte n'appartient pas au genre d'une picaresque qui se servirait du langage populaire pour tourner en dérision le pouvoir ou les groupes sociaux établis. Il ne s'agit pas ici d'une langue populaire qui, comme dans le cas de l'argot ancien étudié par Roger Chartier pour le cas du *Jargon ou langage de l'Argot réformé*, « masque le langage tout comme les déguisements le font des corps, et cette dissimulation plaisante permet de parodier irrespectueusement les discours légitimes²⁵⁵. » Ici, le langage populaire ne vient pas dissimuler, il est simplement revendiqué pour l'écriture et, surtout, donné à voir comme on présente au public une réalité cachée.

Ce travail sur la langue renvoie à une conjoncture conflictuelle qui traverse les quartiers sur bien plus qu'une ligne de clivage. Ainsi, aux mois de mars, avril et mai 2011 (quelques mois après la parution du roman en question), nous avons pu relever plusieurs débats entre bibliothécaires dans les villes du nord de Paris (y compris à Saint-Denis, où a lieu l'histoire). Les disputes portaient sur le fait de savoir si le livre devait être acheté et intégré aux collections des bibliothèques, si on devait inviter l'auteur à participer à un débat ou à une activité d'animation, etc. Beaucoup de bibliothécaires montraient des réticences portant essentiellement sur deux points. D'une part, ils trouvaient que ce roman noir où les voyous et les policiers sont très violents, qui commence et finit par une scène d'assassinat commis par un protagoniste manipulé par deux policiers donnait crédibilité à une image dégradée de la banlieue. Que ce monde sordide et hors la loi faisait le lit de tous ceux qui dénigrent les quartiers et les classes populaires en les enfonçant encore un peu dans leur misère. Les bibliothécaires estiment que cela va exactement dans le sens opposé à leur action, à leur vocation et à leurs missions. De ce point de vue, ils disaient préférer d'autres écrivains « plus représentatifs de la banlieue »²⁵⁶. D'autre

²⁵⁵ Cf. CHARTIER, Roger : « Le Jargon ou le langage de l'Argot réformé : carnivalesque et burlesque », in *Figures de la gueuserie, op. cit.*, p. 30-46. Citation, page 38.

²⁵⁶ Deux noms étaient alors évoqués : Faïza Guène, auteur de *Kiffe kiffe demain* (2004), vendu à 400 000 exemplaires en France et traduit dans 26 pays (cf. *Jeune Afrique* n° 2536-2537, du 16 au 29 août 2009, p. 46), *Du rêve pour les oufs* (2006) et *Les Gens du Balto* (2008), trois ouvrages publiés à Paris

part, les bibliothécaires n'aiment pas le livre parce qu'il impose un registre de langue auquel ils pensent qu'il ne faut pas céder. Beaucoup sont ceux qui qualifient ce type d'attitude consistant à « parler le langage des jeunes » comme « de la pure démagogie ». Ils vont donc reprocher à l'auteur de céder à cette faute et de se plier à l'image que les pires séries télévisées donnent de ces espaces. Dans leur perception, cautionner ce type de production culturelle (qu'ils perçoivent comme les pires images, du type « Bronx », des « ghettos noirs américains », stéréotypées souvent par les séries télévisées), c'est donner des arguments à des politiques sécuritaires et racistes.

Il est évident que l'auteur lui-même est traversé par la question de la production culturelle, sur laquelle il revient dans les nombreux entretiens qu'il a donnés à propos de son ouvrage. Ilyès, le protagoniste, est lui-même tiraillé par cette tension, ce qui est visible à propos de ses goûts musicaux. Curieusement, il surprend les autres protagonistes de l'histoire – non moins surpris que les lecteurs – en exhibant son goût pour la variété française ou la chanson « à texte » qu'il ajoute aux standards du rap. Ainsi, en prison, son compagnon de cellule l'accuse d'être « un Français » lorsqu'il lui fait écouter « La Bohème » de Charles Aznavour. Et en fin du texte, Rachid Santaki place une liste de chansons sous le titre de « Bande son Les Anges s'habillent en caillera » (p. 252). On y trouve une liste de vingt-quatre chansons où se côtoient les plus célèbres auteurs de rap, comme NTM (Nique ta mère), Oxmo Puccino (qui par ailleurs préface l'ouvrage) ou 113, avec des auteurs « classiques » de la chanson française tels Léo Ferré, Renaud ou Daniel Balavoine, et des standards de la pop internationale tel Prince. La culture populaire semble mettre ici sur un même pied d'égalité plusieurs registres du « populaire » : le populaire-savant et la chanson à texte dans la même liste que les musiques urbaines ou la musique commerciale. En construisant sa liste²⁵⁷, Rachid Santaki construit une relation entre des éléments (les chansons) qui se trouvent habituellement dispersés, il donne ainsi consistance à quelque chose qu'on peut appeler une « culture

par Hachette Littérature. Insa Sané, *Sarcelles-Dakar* (2006), *Du plomb dans le crâne* (2008), *Gueule de bois* (2009) et *Daddy est mort* (2010), quatre romans publiés à Paris par les éditions Sarbacane, collection « Exprim' ».

²⁵⁷ Jack Goody a mis en relief les effets des « listes » comme mise en relation par l'écrit des éléments autrement isolés. Goody, Jack : *La Raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*, Paris, Minuit, 1979 (*The Domestication of the Savage Mind*, Cambridge, 1977).

populaire ». Il en revendique sa version. En fin de compte, l'auteur procède comme un conservateur chargé d'organiser les collections d'une médiathèque dans l'un de ces quartiers.

Encadré 5 : Des textes dans l'univers populaire

Comme un échantillon de ces écrits divers qui parsèment l'univers des classes populaires, le compagnon de cellule du Marseillais, Zulu Boy, garde un tas de feuilles où il écrit des morceaux de Rap qu'il chante à chaque fois qu'il finit d'en écrire un à Ilyès.

« Zulu Boy prend sa respiration et se lance :

Mentalité ghetto, business de stupéfiants, escrocs et dealers à la pelle, criminels, délinquants. Saisies en tonnes qui n'étonnent plus, génération coups de tête, cramée du Rocma jusqu'au Mali, parcours tordu jusqu'à l'impasse, haleine qui pue le bitume [...] Juge insulté de pute, balance, si je sors je te bute ! Larmes de rage, promet d'être sage, remise de peine donc moins de haine, passage à table, perpétuité évitée, dette envers la société, erreurs chèrement payés [...] haine contre le système, mythos et chiens de la casse en grand nombre, qui parlent de te seum et de gros plans, diplôme du crime, BTS braco, apprentissage pénitentiaire [...]

- Putain, ça déchire ! Passe-moi ta feuille que je le lise.

- T'es un ouf, c'est mon texte ! »

Les Anges s'habillent en caillera, op. cit., p. 140.

Et dans un entretien dans le journal *La Courneuve*, l'auteur raconte qu'au moment de finir son manuscrit il l'a donné à lire à l'un de ses jeunes voisins qui ne lisait pas et pourtant un moment après lui a envoyé un message texto sur son téléphone portable pour lui dire qu'il était en train de le lire avec ses petits frères :

« Lorsque le bouquin a été terminé, j'en ai donné un exemplaire à un jeune de mon entourage. L'après-midi même, il m'envoie un texto pour me dire qu'il lisait le livre à haute voix pour lui et ses deux frères. Ça m'a impressionné. Ce jeune n'aime pas lire normalement. Ça m'a vraiment touché. »²⁵⁸

Contester la régulation autoritaire ?

Jack Goody a étudié le rapport à l'écrit en le considérant notamment comme outil de la connaissance et en tant que moyen de communication. D'autres avant et après lui, comme Claude Lévi-Strauss, Raymond Williams ou Pierre Bourdieu, ont

²⁵⁸ « Pour une littérature populaire », entretien réalisé par Isabelle Meurisse, in *Le journal de La Courneuve*, n° 327, du jeudi 27 au mercredi 9 février 2011, p. 16.

considéré l'écrit sous l'angle de l'asservissement, du maintien du pouvoir ou de la domination. Roger Chartier, Robert Darnton, Michel de Certeau, Richard Hoggart ou Jacques Rancière ont observé son rôle dans la culture populaire, la révolte, la résistance et l'émancipation. Le rapport des classes populaires à l'écrit nous intéresse sous tous ces angles, et pour l'examen de la question envisagée, on peut encore le considérer du point de vue de son rôle dans l'intégration sociale et politique. C'est-à-dire dans le chemin que prennent les individus dans leurs efforts de participation sociale, et dans leurs tentatives pour s'associer avec d'autres, dans leurs efforts pour contester.

Je voudrais examiner ici l'écrit dans ses rapports avec le conflit. Dans le cadre de la situation étudiée, chaque fois qu'une bibliothèque est brûlée, nous sommes devant un conflit entre deux groupes sociaux. L'un et l'autre sont en opposition autour de la « régulation autoritaire »²⁵⁹ de l'écrit ; les uns gagnent leur vie grâce à cette régulation, les autres vivent mal, entre autres parce que cette même régulation leur rend la vie plus difficile. Les uns utilisent la loi et autres formes de communication écrite pour sanctionner les autres. Les autres se servent d'autres formes de l'écrit pour contrôler le pouvoir et pour se mobiliser²⁶⁰. Mon point de

²⁵⁹ L'expression est de Jack Goody : *La Raison graphique, op. cit.*, chapitre 6 : « Selon la formule », p. 197-221. Il utilise l'expression pour noter l'une des différences que l'écriture introduit sur le plan cognitif et de la transmission des savoirs avec la soumission de la parole à un ensemble de contraintes qui n'existent pas lorsque la parole reste à la forme orale. Par la formule, la liste, l'observation et la formalisation du discours qu'il rend possible, l'écrit « décontextualise » et « dissèque » la parole, la rend plus apte à la répétition à l'identique et va même parfois « étouffer les possibilités du renouvellement ». Ceci est possible grâce aux « systèmes de notation bien éloignés de la parole », l'écrit seul rend possible un « système de régulation automatique » et un « système bien établi de régulation autoritaire ». Goody insiste sur un aspect qui nous paraît fondamental. Les formes de « régulation autoritaire » que l'écrit introduit (cela ne veut pas dire que la forme orale puisse exister sans règles) sont à l'origine d'une distanciation entre la forme orale et la forme écrite – et qui vont jusqu'à devenir deux langages complètement distincts dans certains contextes. Pour le cas qui nous occupe, on peut se demander si ces écrits « de banlieue » que j'ai « cueillis » pendant mon terrain ne sont pas une tentative pour dissocier les productions culturelles de ces fractions des classes populaires des modes de régulation autoritaire que l'école et le système politique introduisent.

²⁶⁰ Dans le cadre de notre recherche et de l'équipe que j'ai constituée avec un groupe de quatre étudiantes et deux chercheurs à l'université Paris Diderot, Emilia Schijman a réalisé une enquête où elle a exploré les dossiers de l'office HLM du quartier du Clos-Saint-Lazare, à Stains, pendant que j'explorais le rapport à la bibliothèque dans ce même quartier. Est apparue toute une correspondance entre les habitants et cet office HLM où on peut lire trente ans de rapports conflictuels entre eux. L'écrit pénètre ici jusqu'aux chambres les plus intimes de la vie des individus et des familles. Cf. SCHIJMAN, Emilia : *Économie des statuts en cité HLM. Requêtes au guichet et parentés pratiques autour du bail, op. cit.*

départ est là. Le rapport des classes populaires à l'écrit prend alors différents aspects et montre diverses facettes.

Les formes de l'écrit que je viens de présenter dans ce point sur « littératies et révoltes populaires » et les exemples de quelques intellectuels habitant les quartiers sur lesquels nous travaillons donnent lieu à un premier groupe d'observations. Pourquoi et comment se développent ces formes écrites qui échappent à la régulation autoritaire de la grammaire imposée par le système politique à travers l'école et dont les bibliothèques sont l'un des principaux réceptacles et promoteurs dans les quartiers ? Tout se passe comme si nous étions face à un changement des modes de contestation du langage. Des formes de contestation qui n'auraient pu émerger sans la formation de ce « public » de consommateurs et de producteurs, de consommateurs-producteurs, qui est apparu à travers la forme urbaine des grands ensembles et les événements historiques liés à leur formation – en particulier la guerre d'Algérie, l'immigration et la présence coloniale de la France en Afrique. De même que le jazz n'est pas compréhensible sans l'existence de l'esclavage associé à la production de coton, de même le rap et les autres formes de culture urbaine, hip-hop, ou de « banlieue » ne sont pas compréhensibles sans la combinaison de relégation sociale et de ségrégation urbaine qui caractérise les trajectoires des classes populaires sous l'effet des métamorphoses de la question sociale²⁶¹. Et le cadre de cette contestation est également structuré comme une conjoncture politique au centre de laquelle se trouve la question de la citoyenneté et de l'appartenance à une « société de semblables », pour reprendre l'expression de Robert Castel.

On a l'impression que le langage écrit et sa régulation par les institutions qui le contrôlent imposent une frontière nette entre le dedans et le dehors. Les classes populaires étaient parfois exclues de l'écrit et se réfugiaient dans l'oral. Certains de ses membres arrivaient la nuit à pénétrer cet univers normé, se l'approprièrent et se servaient de l'écrit comme d'une arme pour contester l'ordre social ou pour

²⁶¹ Sur la formation de ce public et son rapport avec l'évolution des coordonnées sociales et historiques du monde populaire, cf. LANGREE, Jean-Charles : *Les jeunes chantent leurs cultures*, Paris, L'Harmattan, 1982.

s'émanciper en tant qu'individus. Ce sont les thèmes de Jacques Rancière.²⁶² Selon le point de vue opposé, les classes populaires sont maintenues en dehors d'une parole écrite dont elles n'arrivent pas à maîtriser les règles qui leur apparaissent comme « objectives ». Celles-ci leur étant en réalité imposées par un autre groupe social. C'est le thème du « fétichisme de la langue » développé par Pierre Bourdieu. L'extériorité de ses normes donne à l'écrit la consistance d'une chose extérieure que l'individu populaire ne peut pas s'approprier (sauf en quittant sa classe). On comprend le débat. Mais un élément réunit ces deux points de vue que tout oppose par ailleurs. Tant d'un point de vue que de l'autre, cette forme de littératie évolue dans un univers dont les normes sont communes à tous et communément acceptées par tous. Entrer dans l'écrit nécessite la maîtrise de ce système normatif. Pour Rancière, ces normes sont universelles et donnent lieu à un mode de libération expressive car tout individu peut les maîtriser et en faire un moyen d'émancipation, de communication entre pairs et de contestation de la domination. Pour Bourdieu, ces normes sont imposées et constitutives de la relation de domination. Mais l'univers de l'écrit reste limité, dans les deux cas, à un seul univers de normes grammaticales. Si on sort de cet ensemble de normes, on reste à l'oral. Pour écrire, on s'approprie ou on se plie à ces normes.

Ce que nous observons aujourd'hui sort partiellement de ce cadre. Dans le cas du blog des habitants du quartier Saussaie-Floréal-Courtille, par exemple, apparaît avec évidence qu'il y a là une forme de l'écrit qui se fait en dehors des normes de la régulation autoritaire. Ces formes de l'écrit sont celles d'un mode de communication d'un groupe qui à la fois conteste et contourne la norme scolaire, ce qui suppose d'oser écrire autrement que « comme il faut ». Et cela même si la stylisation chez les intellectuels et artistes de banlieue aboutit immédiatement et inévitablement à la formation de nouvelles normes, d'un nouveau « comme il faut »²⁶³. Ces formes artistiques sont aussi un mode d'expression sociale, et parfois

²⁶² Notamment dans *La Parole ouvrière* (1976) (Paris, La Fabrique, 2007, avec Alain Faure), *La Nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier* (Paris, Fayard, 1981) et *Le Maître ignorant : cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle* (Paris, Fayard, 1987).

²⁶³ De fait, cet ensemble imprécis qu'on appelle « culture hip-hop » a déjà entamé son institutionnalisation, notamment sur le plan de la musique et de la danse. Il faut particulièrement noter une certaine reconnaissance à travers les politiques publiques qui parfois la subventionne, ses radios (comme Skyrock), ses journalistes spécialisés et sa presse (papier et internet), ou l'intégration du rap dans les concours de musique. Les techniques graphiques du « graff » (graffiti) s'intègrent elles aussi parfois au paysage urbain institutionnel par la voie des commandes publiques ou privées. Mais

même d'existence dans l'espace public, comme c'est le cas des tags ou du roman de Rachid Santaki. Mais elles ne sont pas uniquement extrascolaires. L'écart à la norme n'est pas le résultat seulement d'un manque de scolarisation. Ces formes de l'écrit sont souvent celles d'un groupe de gens qui n'arrivent pas à se maintenir suffisamment longtemps à l'école, certes, mais qui cherchent à communiquer, à s'exprimer et à exister par l'écrit. Or, même si elle y aboutissait, nous ne sommes pas non plus devant la recherche explicite d'une nouvelle normativité qui viserait à contredire la grammaire existante. Nous observons la contestation d'une hégémonie culturelle plutôt que la production d'une contre-hégémonie²⁶⁴. Ces formes culturelles des classes populaires cherchent dans la culture un point d'appui pour ceux qui sont exclus du système scolaire, et c'est sûrement pour cela qu'elles se moquent du système politique. Rappeurs, bloggeurs, tagueurs et certains écrivains comme Rachid Santaki semblent laisser au moins partiellement de côté les normes de ce que Bernard Lahire, Daniel Thin et Guy Vincent appellent « la forme scolaire »²⁶⁵. Ils semblent détourner les normes de la grammaire, innover dans le vocabulaire, cherchant à s'affranchir, voire défier l'autorité scolaire et politique. Il ne s'agit pas seulement d'une forme de bricolage propre aux cultures orales et souvent attribué aux cultures populaires. C'est une forme qui va même un petit peu plus loin que ce « braconnage » décrit par Michel de Certeau à propos de la lecture²⁶⁶. Il semblerait que cette forme de littératie cherche à s'affranchir des normes de la régulation autoritaire qui sont à la base du livre (et de l'édition) tel que nous le connaissons jusqu'aujourd'hui. Jusqu'où cette forme de contestation renforce-t-elle les formes d'exclusion déjà en œuvre et jusqu'où sape-t-elle les appuis de légitimité du système politique ?

sur le plan de l'écrit, les choses sont encore largement hors normes. Pour une étude des processus de reconnaissance de cette culture et des conflits auxquels elle a donné lieu, cf. FAURE, Sylvie, et GARCIA, Marie-Carmen: *Culture hip-hop, jeunes de cités et politiques publiques*, Paris, La Dispute, 2005.

²⁶⁴ Nous suivons ici les propositions de Raymond Williams d'étude de la littérature et de la culture dans le cadre d'une théorie de l'hégémonie d'inspiration gramscienne. Cf. WILLIAMS, Raymond : *Culture and Society. Coleridge to Orwell* (1958), Londres, The Hogarth Press, 1980, et *Marxism and Literature*, Oxford, Oxford University Press, 1977.

²⁶⁵ LAHIRE, Bernard, THIN, Daniel, et VINCENT, Guy : « Sur l'histoire et la théorie de la forme scolaire », in VINCENT, Guy : *L'Éducation prisonnière de la forme scolaire ? Scolarisation et socialisation dans les sociétés industrielles*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1994. Et dans le même ouvrage : VINCENT, Guy : « Forme scolaire et modèle républicain : l'éducation de la démocratie », p. 207-227.

²⁶⁶ DE CERTEAU, Michel, GIARD, Luce, et MAYOL, Pierre : *L'Invention du quotidien*, tome I : *Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1980.

Les exemples que nous citons, de Brassens au blog, en passant par Grand Corps malade et Santaki, ne sont pas des archétypes. Ce sont juste quelques exemples d'une large hétérogénéité coexistant au sein d'un même monde populaire qui s'étend de l'école à la bibliothèque jusqu'à la rue et les « textos » des téléphones portables. Les choses ne prennent pas la forme simple d'une bipolarité « culture populaire » *versus* « culture légitime ». Les positions observées à l'intérieur de l'univers populaire prennent parfois la langue officielle comme une langue légitime, mais elle est parfois considérée simplement comme étant la langue des « Français », des « lettrés », des « intellos », celle des livres, ou encore celle de l'école ou celle des « politiques », comme une forme singulière dont la légitimité est contestée comme qui conteste la loi du colonisateur. Le camp opposé semble par contre plus homogène et d'accord dans la considération d'écrire ou de parler « *correctement le français* » et essayer de « *ne pas céder à la démagogie du parler jeune* » – c'est, comme nous le verrons, la position la plus communément adoptée par les bibliothécaires, les enseignants et les hommes politiques. Dans son livre sur l'économie illégale, Nasser Tafferant insiste sur la place qu'occupent, dans les quartiers, ces étudiants qu'il qualifie d'« intellectuels indigènes » pour les situer quelque part entre le « rejet de l'intellectuel » et « la bonne volonté culturelle » (Bourdieu). Ces étudiants des quartiers se situent dans le large espace qui s'ouvre entre ces deux pôles comme le « business » se trouve quelque part entre l'économie légale et les trafics criminels²⁶⁷.

Il faut considérer ces larges registres de la production culturelle locale comme des espaces conflictuels qui s'ouvrent entre les pôles du légal et de l'illégal et entre les pôles du légitime et de l'illégitime. D'une part, ces termes ne constituent pas des dichotomies ou des alternatives (il y a beaucoup de choses entre les deux), d'autre part, « légal » ne coïncide pas toujours avec « légitime », comme « illégal » n'équivaut pas nécessairement à « illégitime ». Il faut identifier les différents codes et les normes existantes. Ces normes locales sont souvent en conflit avec la « loi » aussi bien qu'entre elles. Elles permettent tantôt de valider la légalité, la contester, la critiquer, prendre appui sur elle, l'invoquer, jouer dans ses contradictions, etc. Ainsi, les personnes que Nasser Tafferant a interviewées à propos des normes qui régulent leurs trafics illégaux disent, par exemple, faire appel à « *ce que dit la*

²⁶⁷ TAFFERANT, Nasser : *Le Business, une économie souterraine*, *op. cit.*, voir notamment le chapitre 1^{er}.

religion », ce qui leur permet non seulement de survivre mais d'exister socialement, de mener à bien leur activité économique et de s'intégrer dans un groupe. Ils savent que leur *business* est considéré comme illégal par l'État, mais qu'il faut bien survivre. Et pour cela ils ne vont pas se situer hors norme mais dans un espace normatif qui se trouve en situation de distance institutionnelle par rapport à la loi. Le rapport à l'écrit se trouve déstabilisé dans un sens qui coïncide avec la déstabilisation des autres activités où se joue l'existence sociale.

Ces quelques extraits et ces quelques exemples, quelques « figures de la gueuserie », « images des hommes en marge »²⁶⁸, que j'ai évoqués ici ne prétendent évidemment pas fournir une restitution de la complexité de l'écrit au sein de cette culture des banlieues, ni encore moins au sein de l'hétérogène univers des classes populaires²⁶⁹. Mais quelques exemples suffisent à voir que le rapport entre émeutes et littératie dans la France d'aujourd'hui se déploie sur plus d'un registre.

En premier lieu, on observe qu'une fraction des classes populaires se sert de l'écrit pour construire une identité commune et pour se différencier d'un autre groupe social caractérisé par d'autres formes de rapport à l'écrit. Les hommes politiques, les bibliothécaires, les enseignants, les autorités partagent un type de littératie qui les différencie de cette fraction des classes populaires qui est en conflit avec les bibliothèques²⁷⁰. Or, ce serait une erreur de croire que les habitants de ces quartiers sont exclus de la lecture et de l'écriture. Comme on vient de le voir, certains parmi eux tentent de partager et de revendiquer un autre rapport à l'écrit, un rapport où le texte obéit à d'autres grammaires, où il se trouve souvent conjugué avec l'image, le son et les nouvelles technologies. Mais évidemment, tout cela

²⁶⁸ CHARTIER, Roger : « Figures de la gueuserie : picaresque et burlesque dans la Bibliothèque bleue », in R. Chartier : *Figures de la gueuserie*, Paris, Montalba, coll. « Bibliothèque bleue », 1982, p. 11-106.

²⁶⁹ Pour une analyse de cet univers complexe de l'écrit populaire, voir MORI, Chikako : *Écrire en banlieue : analyse des pratiques d'écriture chez les jeunes issus des immigrations postcoloniales en Île-de-France*, thèse de doctorat, Paris, EHESS, soutenue le 14 septembre 2010.

²⁷⁰ David Lepoutre a montré comment le parler des jeunes des quartiers a pour fonction la distinction de leur groupe de celui des adultes, des enseignants, des policiers qu'ils tentent de disqualifier en parlant une langue que ces derniers ne maîtrisent pas. LEPOUTRE, David : *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob, 1997. Ceci est évidemment vécu, par les groupes et les institutions ainsi mis à distance par les jeunes, comme une forme de « secret » qu'il faut dévoiler, à la manière dont ont dévoilait autrefois les secrets de l'argot et les formes d'action, de tromperie et de crime caractéristiques des classes populaires. Cf. CHARTIER, Roger: *Figures de la gueuserie, op. cit.*, pp. 17-20.

n'implique pas forcément que ceux-ci s'expriment plus que les autres fractions des classes populaires, qu'ils soient plus éloignés ou plus proches des formes légitimes de l'écrit. Cela donne simplement une voie de compréhension par la mise en lumière d'un clivage traversant le monde populaire et permet de comprendre aussi la nature culturelle de la frontière qui passe entre les parties.

En second lieu, il est évident que la littératie des classes populaires constitue un outil pour la mobilisation et l'action collective, notamment dans son association aux nouvelles technologies. Les émeutiers se servent des moyens de communication qui sont à leur disposition pour produire une vision du monde et des logiques de domination dont ils sont victimes (comme dans le cas du blog cité plus haut). L'écrit et les nouvelles technologies (blogs, sites web, réseaux sociaux) constituent des moyens de production d'une « économie morale »²⁷¹, comme lorsque l'on regarde et qu'on commente les déclarations des ministres et autres hommes politiques en boucle (ce qui permet d'échapper, au moins partiellement, à l'aveuglant montage d'images et de commentaires propres aux journaux télévisés).

En troisième lieu, ils se servent de leur téléphone portable, des blogs, des réseaux sociaux pour s'envoyer des messages, des *textos*, dans la gestion des manifestations et des émeutes. C'est très précisément cette littératie en lien avec les nouvelles technologies qui rend effective une méthodologie de l'action collective en réseau dans laquelle il devient possible de dépasser le cercle des connaissances, le face-à-face, le groupe de copains ou de la bande. L'écrit rend possible, à la vitesse de l'éclair, de savoir où sont les gentils et où se trouvent les méchants, qui est en danger et où il faut aller, quand faut-il se planquer, etc.

On voit bien que la compréhension des changements des formes de sociabilité que nous essayons de saisir ne s'épuise pas dans un jeu du conflit normatif. Nous pouvons prêter attention par exemple aux changements dans le rapport au temps qui se jouent dans les modalités d'écriture et de lecture. Les nouvelles technologies de communication électronique lient l'écrit à une autre temporalité, lui confèrent une dimension plus éphémère que celle véhiculée

²⁷¹ THOMPSON, Edward P. : "The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century", *Past and Present*, n° 50, 1971. Et du même auteur, *Customs in Common: Studies in Traditional Popular Culture*, Londres, The Merlin Press, 1991, notamment le chapitre 5 : "The moral economy reviewed", p. 259-351.

lorsqu'on écrit sur papier. Elle résulte d'une communication rapide qui permet d'agir et où ce qui est écrit n'est pas forcément destiné à être rappelé ; c'est « juste » un moyen qui permet de se trouver ensemble à un moment donné, comme quand on s'envoie un *texto*.

Sur un autre registre, nous pouvons observer une forme d'objectivité qui est liée à la forme écrite mais pas exclusivement limitée à cette forme. Dans *La Raison graphique*, Jack Goody a insisté sur « l'objectivité » que l'écrit introduit face à l'oral comme élément référentiel commun qui sert à se départager en cas de conflit. C'est le sens d'un contrat qui met par écrit l'accord entre deux parties qui le signent, ou lorsque, dans les conflits de type religieux, les parties font appel à une exégèse du livre sacré, ou encore dans les débats scientifiques ou philosophiques lorsqu'on se réfère avec précision à une édition, une page, un passage, etc. Dans la littérature populaire que nous observons, cette dimension n'est pas exclue. Elle est même enrichie par les enregistrements de son et d'image permettant de voir et revoir, de partager et de contester ce qu'a dit le ministre ou le président. Ce mode de contrôle public est essentiel, il a joué un rôle central dans le déclenchement de la révolte de 2005 par un accès très étendu aux déclarations de guerre du ministre Sarkozy menaçant de nettoyer la racaille au Kärcher.

Plus qu'avant, pour ainsi dire, le populaire et le savant sont fortement inscrits dans les clivages sociaux contemporains. Ils s'opposent notamment, comme on l'a vu, sur la question de la maîtrise de l'écrit. Mais cette opposition ne se fait plus en laissant lettrés et illettrés d'un côté et d'autre de la ligne de partage. Les classes populaires d'aujourd'hui maîtrisent certaines formes de l'écrit étrangères aux groupes « lettrés » de la population et, grâce à l'école, elles maîtrisent plus ou moins bien certaines formes de l'écrit légitime et officiel²⁷². La littérature dominante à l'école, comme à la bibliothèque tend à fixer un lien très étroit entre la valeur de la parole écrite et un certain nombre d'exigences corporelles et de maîtrise de soi. L'exigence

²⁷² Olivier Schwartz a noté avec justesse que la scolarisation constitue l'une des différences majeures entre les « classes populaires » d'aujourd'hui et celles du passé qui ont servi de modèle à la consolidation de ce concept dans la tradition de la sociologie française (l'autre grande différence étant selon lui l'augmentation de la proportion des employés face à celle des ouvriers). Scolarisation et emplois de service modifient la sociabilité des classes populaires et contribuent ainsi à rendre plus complexe la séparation entre « eux » et « nous » caractéristique du populaire. SCHWARTZ, Olivier : *La notion de « classes populaires »*, habilitation à diriger des recherches en sociologie, université de Versailles-Saint-Quentin, 1998.

de solitude, de quiétude, de silence et de concentration que la lecture savante impose fait notamment l'objet d'un rejet fort dans certains milieux sociaux. Plus profondément, cette forme de l'écrit exige des investissements en temps de très longue durée. C'est très long à lire un roman ou un essai, on tarde beaucoup à faire des études longues pour obtenir certains diplômes. Nous restons des heures et des heures en silence à écouter un cours, une conférence, un instituteur, un professeur.

Et il faut faire ici une parenthèse pour introduire une note importante. Les oppositions et les conflits autour de la maîtrise de l'écrit, de son contrôle et de sa manipulation font partie des clivages sociaux contemporains. Mais ils s'inscrivent dans un même espace public et politique. Des regards méprisants, excluants et extrêmes tendent à unifier et à envoyer ces modalités d'action des classes populaires en dehors de l'espace politique (du verlan aux émeutes, des « trafics » aux « incivilités » et aux « violences », du hip-hop aux tags et aux graffitis), et ces tentatives viennent aussi bien du côté droit que du côté gauche du champ politique. Mais en réalité, ces oppositions et ces conflits ont lieu à l'intérieur d'un même espace politique. Les classes populaires affirment haut et fort qu'elles se trouvent avec leurs productions culturelles et leurs modes d'action bien à l'intérieur de l'espace de la citoyenneté. Et c'est pour cette raison que les bibliothèques sont constituées, dans ce cadre, en acteurs politiques. Parce qu'elles contribuent par la nature de leur action à inclure ou à exclure certaines productions de l'espace politique.

Pour ceux qui attaquent les bibliothèques, comme pour cette portion des classes populaires quotidiennement confrontée à des formes très dures de discrimination, de domination et aussi de pauvreté, cette forme de littérature qui se trouve au centre de « notre vivre ensemble », pour reprendre les mots du ministre de la Culture cités plus haut, induit des effets de désocialisation. Ce rapport légitime à l'écrit peut finir par être désocialisant dans la mesure où il interpelle l'individu pour exiger de lui qu'il s'arrache à son milieu proche, qu'il s'isole face à ces textes²⁷³. Tôt sortis de l'école, difficilement intégrés au marché du travail, souvent discriminés,

²⁷³ Roeger Establet avait déjà observé cet effet désocialisant comme l'un des effets de la scolarisation sur les enfants de la classe ouvrière. Cf. ESTABLET, Roger : *L'école est-elle rentable ?*, Paris, PUF, 1997. Un effet de désocialisation effectivement observé sur ces enfants vingt ans plus tard. Cf. BEAUD, Stéphane : *"80 % au bac" et après ? : les enfants de la démocratisation scolaire*, Paris : La Découverte, 2002.

les uns se sentent menacés par ceux qui assoient au moins une partie de leur pouvoir sur la maîtrise de l'écrit. Les élus, les intervenants sociaux, les professionnels de la culture, les enseignants, les bons élèves et leurs parents, tendent quant à eux à se sentir menacés par ceux qui « font du bruit », s'agitent lorsqu'ils écoutent de la musique, adoptent une apparence spécifique qui leur permet d'être reconnus dans l'espace public comme n'appartenant pas aux classes légitimes de la société.

6. Ce que les bibliothécaires disent de leur quartier

Afin de systématiser une série d'informations que nous avons commencé à recueillir lors des observations au sein des bibliothèques de quartier, nous avons mené une série d'entretiens auprès des bibliothécaires du réseau de lecture publique de Plaine Commune. Il s'agit d'une série de 75 entretiens approfondis – d'une durée de 1 h 30 à 2 heures²⁷⁴. La plupart de ces entretiens ont été réalisés entre le mois d'octobre 2008 et le mois de juin 2009, dans les locaux des 23 bibliothèques du réseau et dans les 8 villes qui composent la communauté d'agglomérations de Plaine Commune, dans la Seine-Saint-Denis²⁷⁵.

Cette enquête par entretiens auprès des bibliothécaires de Plaine Commune visait plus précisément à décrire les représentations que les personnels des bibliothèques se font de leurs missions et des quartiers dans lesquels ils travaillent. D'une part, quel est le quartier de la bibliothèque ? Comment les bibliothécaires se représentent-ils cet univers dans lequel ils essaient d'agir ? Comment est conçu cet univers populaire que le pouvoir politique cherche à transformer par l'action des bibliothèques de quartier ? D'autre part, comment les bibliothécaires entendent-ils les messages qui leur sont adressés par les habitants des quartiers ? Nous avons prêté une attention singulière à deux types de messages constitutifs des échanges entre quartiers et bibliothèques car ce sont eux qui inquiètent le plus les bibliothécaires : la désaffection des publics (moins de 10 % de la population se sert activement de la bibliothèque dans les quartiers que nous avons étudiés), et les désordres et autres échanges conflictuels, que les bibliothécaires appellent le plus souvent « *violences* », ayant lieu à l'intérieur des équipements ou prenant la forme d'attaques le plus souvent commises à l'encontre des structures, parfois contre les bibliothécaires eux-mêmes.

²⁷⁴ Cette série d'entretiens a été réalisée par Noémie Cirencien, Charlotte Perrot-Dessaux (alors étudiantes en master à l'université Paris Diderot – Paris-VII) et moi-même. Afin de garantir l'uniformité des entretiens, nous avons utilisé un guide d'entretien (cf. Annexe 2). Les interviews ont été enregistrés puis retranscrits. Plus de précisions sur les conditions de réalisation de l'enquête, la composition de l'échantillon et la méthodologie employée en Annexe 1.

²⁷⁵ La communauté d'agglomération de Plaine Commune regroupe les villes d'Aubervilliers, Épinay-sur-Seine, L'Île-Saint-Denis, La Courneuve, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis, Stains, Villetaneuse, avec un total de 346 000 habitants en 2007. Plus d'informations en Annexe 1.

Les interrogations principales qui ont guidé notre travail présenté dans cette partie visent à comprendre plusieurs lignes de conflit qui traversent l'univers des bibliothèques. Cet univers s'organise autour d'une ligne de partage qui sépare l'intérieur de la bibliothèque et son extérieur. Mais, comme nous allons le voir, cette frontière est parfois nette, parfois difficile, souvent complexe, évidemment perméable : le quartier entre dans la bibliothèque, celle-ci agit au sein du quartier. Comment se fait la communication entre ces deux univers ? La bibliothèque fait-elle partie du quartier ou est-elle simplement un équipement que des agents extérieurs ont décidé d'implanter là ?

De façon générale, les bibliothécaires pensent que le quartier où est implantée leur bibliothèque était meilleur avant. Et quand nous leur avons demandé de décrire le quartier de la bibliothèque, ils ont commencé à parler, presque indéfectiblement, des problèmes, des trafics, de la délinquance, de l'errance des jeunes (pour ne pas dire la « galère »), que le quartier est moche, qu'il n'y a pas de commerces, que « *la vie a déserté le quartier* »²⁷⁶. On parle ainsi beaucoup de pauvreté et de chômage, des conséquences de la désindustrialisation, du déclin de la banlieue nord de Paris, où « *avant il y avait une certaine prospérité* » tandis que maintenant certains trouvent que face au manque d'avenir et au nombre de gens désœuvrés, « *il y a assez peu de révolte* » et que « *finalement, ça pourrait être pire* ». Et ceci comme un trait commun quel que soit le grand ensemble dont on parle. Apparaît également la dimension ethnique comme pratiquement l'unique critère employé à l'heure de définir l'identité du quartier. Que la population étrangère est majoritaire, que les origines sont plutôt du Maghreb ou de l'Afrique noire, qu'ici il y a une importante population turque, que maintenant ce sont plutôt des Asiatiques, qu'avant c'était des Italiens, des Espagnols et des Portugais, des Russes ou des Polonais. Si elle ne vient pas toujours en premier, comme « *problème* », la dimension « *ethnique* » arrive en deuxième position mais prend une position toujours déterminante – et déconcertante. Enfin, une troisième dimension se mêle, de façon pratiquement systématique aux deux autres. Le quartier se présente aux yeux des bibliothécaires comme un quartier où la violence est trop présente et affecte directement leur travail, où le rapport aux normes est complexe, où le

²⁷⁶ Les passages, les phrases et les expressions indiqués entre guillemets et en italiques correspondent à des citations textuelles de nos interviewés.

respect et la reconnaissance des autorités pose problème. La bibliothèque n'est plus naturellement là, sa place est mise en question, les bibliothécaires trouvent leur rôle déstabilisé, leur mission mise à l'épreuve par des jeunes face auxquels les adultes peuvent peu ou rien. Violence, délinquance et manque d'autorité se présentent comme un magma qui ébranle les certitudes et les cadres de référence des bibliothécaires. Quelles sont les relations de causalité entre ces trois moments de la représentation que les bibliothécaires ont du quartier où se trouve leur bibliothèque ? Trois dimensions se trouvent donc toujours associées : dégradation des quartiers, composition « ethnique » de la population et rapports violence-jeunesse-autorité. L'association de ces dimensions, présente dans le discours de quasiment tous les interviewés, indépendamment du poste qu'ils occupent, de leur carrière, de leur revenu, de leur niveau de diplôme, de leur âge ou leur genre, renforce les rapports d'affinité entre ces différentes dimensions de la représentation.

Dans le cadre de cette relative homogénéité du discours, nous devons introduire les clivages et les différences qui traversent l'univers bibliothécaire. Le personnel des bibliothèques de Plaine Commune vit un renouvellement dans le réseau, suite aux départs à la retraite et à une politique active de modernisation. Nous avons très souvent trouvé des équipes majoritairement composées de personnes qui sont en poste depuis longtemps ou qui ont une longue carrière en bibliothèque, et d'autres, plus jeunes et moins nombreuses, qui viennent d'arriver ou qui sont arrivées dans le réseau plus récemment²⁷⁷. Cette différence entraîne des divergences de perception du quartier. Ceux qui sont dans la bibliothèque depuis longtemps affirment leur action sur le fait qu'ils connaissent amplement leur lieu de travail. Et souvent, cette position se trouve affirmée par le fait que ces personnes habitent la ville, le département, voire le quartier et qui, dans tous les cas, connaissent très bien la banlieue. Assez fréquemment, le bibliothécaire habite le quartier même où se trouve la bibliothèque, quelques-uns y sont nés. À l'opposé, certains sont arrivés dans le quartier et dans la bibliothèque depuis de petites villes

²⁷⁷ Au moment de l'enquête, 40 % des personnes interviewées travaillent en bibliothèque depuis au moins 20 ans. 31% des interviewés avaient plus de 50 ans et 16 % moins de 30. Voir le détail en annexe.

de province, et ce qui domine alors dans leur expérience, c'est un sentiment de « choc » suivi d'un processus de « découverte » et parfois d'intégration.

– Quand vous êtes arrivée ici, comment avez-vous trouvé le quartier ?

« Ah, bah, ça a été le choc. Ballancourt est une petite ville tranquille, très tranquille. Il y avait 7 000 habitants. Ville de droite. La population étrangère quasiment inexistante. J'ai fait mes études à Nanterre, mais quand je suis arrivée ici, ça a été le choc. Je ne m'attendais pas du tout à trouver une médiathèque dans ce quartier-là. [...]

Le quartier, son état très délabré. Il y avait une grosse barre de maisonnettes qui en fait étaient des squats et il y avait pas mal de familles qui habitaient là, et puis tout autour des appartements dans un état !... Pour moi, personne n'habitait là-dedans et après, au fil des jours, j'ai vu qu'il y avait des gens qui sortaient de ces habitations qui pour moi étaient totalement laissées à l'abandon, qui étaient dans un état de vétusté très avancé. C'est vraiment cet état de délabrement du quartier qui m'a surpris parce que j'avais jamais... on voit des choses à la télé, on entend parler, en plus le 93 c'était déjà très célèbre à cette époque-là [en 1994]. Quand on y travaille, quand on prend conscience de leurs conditions de vie, là on se dit : Qu'on puisse laisser des gens vivre dans un tel quartier, dans un tel dénuement, moi, ça m'a beaucoup surpris, ça m'a choquée. » Émilie

– Quelles ont été vos impressions quand vous êtes arrivé dans cette ville, et dans ce quartier ?

« Bon je suis arrivé... Il y a des... je me suis séparé de ma compagne... et enfin bon, je me suis retrouvé un peu parachuté à Aubervilliers, sans connaissance locale, alors que j'ai grandi dans une ville de province où je connaissais à peu près tout le monde. Une ville de 50 000, quand on a passé trente ans de ça vie là-dedans, on finit par connaître un peu tout le monde.

Et là j'étais un peu comme un immigré de l'intérieur, je ne connaissais pas grand monde quoi... Cette expérience de la vie en cité aussi qui a été un peu, je dirais pas difficile mais, il a fallu que je m'y fasse quoi. Voilà et puis petit à petit bah on se met à fréquenter son voisinage et puis ça va. Mais bon l'impression que j'ai oui, c'est beaucoup de pauvreté. Je gagne à peu près 2 000 euros nets par mois, je dois être un des plus riches... Et c'est combien, 800 appart ? On va dire 2 000 à 3 000 habitants. Donc je vois aussi quand j'arrive que je fais partie de ceux qui ont les moyens quoi. » Michel.

Ces agents arrivent en situation d'étrangers en milieu populaire de « banlieue » et de « grand ensemble », expérience qui rejoint une autre situation d'étrangeté : celle des diplômés (conservateurs ou universitaires plus ou moins formés au métier du livre, agents de catégories A ou B) qui arrivent dans ces territoires avec une vision de leur profession le plus souvent marquée par une vocation, nécessairement par ce processus de conversion, de passage d'une foi à une autre, qu'implique toute professionnalisation. Or les diplômés sont minoritaires (50 % des bibliothécaires sont agents de catégorie C), et la plupart d'entre eux ont des origines populaires, étant ceux qui dans leur famille ont réussi un bon parcours scolaire. Enfin, un troisième parcours doit être signalé. Nombreux sont les bibliothécaires (toutes catégories confondues) qui ont un passé personnel ou familial de militantisme de gauche, ou une sensibilité de gauche, souvent liée à la constellation du Parti communiste²⁷⁸. Par ce lien politique, les bibliothécaires possèdent des cadres d'interprétation leur permettant de se représenter, non sans problème, à la fois la mission sociale de la bibliothèque et l'univers populaire de ces quartiers. Ce cadre de référence est dominant mais mis à mal par les évolutions récentes de l'univers populaire, du monde de la bibliothèque et du personnel du réseau. Ainsi, de toute évidence, cette prégnance politique est plus forte parmi les personnes plus âgées et plus diplômées occupant, souvent, des postes de direction.

Ces différences affectent significativement la vision que les uns et les autres ont livrée du quartier de leur bibliothèque au cours des entretiens. La question du déclin qui domine les visions pessimistes renvoie à un sentiment de dépossession de la part de ceux qui vivent une expérience sociale complexe. Nous y reviendrons, mais on peut déjà avancer qu'elle se présente traversée par au moins quatre éléments :

- i) Les transformations vécues par des classes populaires qui ne sont plus perçues comme des classes laborieuses.

²⁷⁸ 51 % des interviewés ont un engagement politique. Nombre d'entre eux ont parlé de l'engagement militant de leurs parents, dans l'immense majorité des cas en lien avec le Parti communiste. Souvent, le fait d'être bibliothécaire « en zone défavorisée » est présenté comme un mode d'engagement ou comme « nécessitant forcément un engagement » de type « social » ou « politique ».

ii) Le déclin du Parti communiste et, plus précisément, de l'influence culturelle de la gauche sur l'univers populaire. Les valeurs d'« illustration », de « prise de conscience » ou de développement de l'« esprit critique » se trouvent fortement associées à des pratiques culturelles définies par la place centrale qu'y tient le livre. Les bibliothèques sont aussi ébranlées par le sentiment que cette bataille est en train d'être perdue au sein de l'univers populaire. Cet ébranlement politique affecte très profondément les bibliothécaires. Il va jusqu'au sentiment que la République est mise en question et que certains fondements de la démocratie (comme l'autorité de l'État) sont également questionnés.

iii) La mise en réseau des bibliothèques des villes qui composent la communauté d'agglomérations, avec un changement dans le projet de la lecture publique dont les bibliothécaires se sentent souvent éloignés, et par lequel ils se sentent parfois menacés.

iv) Le sentiment que cette situation se double d'une révolution technologique et des pratiques de consommation culturelle qui détrône le livre et dévalue leur mission. Plus profondément, le sentiment d'une indifférence culturelle vis-à-vis du livre, ce qui atteint directement leur principale source de légitimité.

Les plus jeunes et nouveaux venus sont, avec les plus diplômés, généralement plus optimistes. Ils possèdent des outils conceptuels pour interpréter la supposée anomie qui sévit dans les quartiers. Les plus diplômés, notamment les « conservateurs », font des études poussées en sciences sociales et ont mené ou participé à l'élaboration de réflexions poussées sur la situation des quartiers. Ainsi, le mémoire avec lequel un élève conservateur couronne ses études constitue déjà une recherche originale, souvent menée sur ce type de questions. Ce sont ces bibliothécaires qui se trouvent socialement plus protégés et plus distants, notamment grâce à ces mêmes outils conceptuels (les armes intellectuelles qu'ils ont acquises au cours de leur professionnalisation) qui permettent de « prendre

distance ». Ils se sentent en conséquence moins déstabilisés ou moins éprouvés par les conflits qui traversent les quartiers et qui secouent parfois de façon violente les bibliothèques. Leur diplôme et la place qu'ils occupent dans la hiérarchie de la fonction publique (ce sont des agents de catégorie A pour la plupart ou B pour certains) les protègent aussi des effets d'assignation à un quartier. Ils possèdent une plus grande capacité de mobilité afin d'échapper plus facilement aux situations difficiles par voie de mutation ou par la recherche d'un poste plus confortable.²⁷⁹

J'ai retrouvé la directrice de la première bibliothèque sur laquelle nous avons enquêté, quelques années plus tard, comme directrice d'une bibliothèque dans une ville moyenne de la région Rhône. Elle nous a expliqué qu'elle avait souhaité partir à la suite d'une situation devenue trop difficile à vivre. Or, au moment où nous travaillions avec elle dans sa bibliothèque, elle affrontait les difficultés avec enthousiasme, espoir et énergie.

Le quartier où travaillent les bibliothécaires

- Quand vous êtes arrivée ici, comment avez-vous trouvé le quartier ?
- *Ah, bah, c'était le choc. Je ne m'attendais pas du tout à trouver une médiathèque dans ce quartier-là.*

Souvent, le quartier est vu comme un espace qui « s'est vidé ». Doublement vidé. D'un côté, parce qu'« *il n'y a plus rien* », les institutions et les commerces ne sont pas là ou sont partis ; de l'autre, parce que la concentration de pauvreté et de chômage est en partie la conséquence du départ des familles les mieux loties, de ceux qui ont réussi et qui ont quitté le quartier parce qu'ils ont réussi. « Vide », le quartier ne semble, aux yeux d'une bonne partie des bibliothécaires, plus produire de sens :

²⁷⁹ Leur relative jeunesse contribue aussi à faciliter leur mobilité car ils n'ont pas encore une situation familiale agissant comme un frein.

ISA. – *Parce que la manière dont s’est fait le quartier, bon vous avez pu voir, il y a pas grand-chose, hein ? Bon, beaucoup d’habitations, évidemment, beaucoup de HLM, et bah voilà... Il y a la bibliothèque qui existe, une maison de l’enfance, qui est juste en face et l’OMJA, l’office municipal de la jeunesse, pour des adolescents de 13 à 25 ans, normalement. Mais sinon c’est tout ce que vous avez sur le quartier, hein. Donc après, effectivement, il y a pas grand-chose quoi, et heureusement que la bibliothèque est là.*

FLORENCE. – *Ouais, et de tous ces lieux-là, il y a que la bibliothèque où c’est gratuit complètement.*

ISA. – *Mais bon, en même temps c’est un quartier où il y a beaucoup de concentration, c’est ça le problème, hein. Beaucoup de concentration.*

FLORENCE. – *Et qui s’est vraiment appauvri. C’est-à-dire que la population d’Aubervilliers, moi, je ne connais pas les chiffres mais bon, il y a beaucoup de Rmistes, il y a beaucoup de chômeurs, c’est une population qui est pauvre !²⁸⁰*

La dégradation du quartier est en partie expliquée comme une conséquence du départ de « *la population moyenne, de ceux qui gagnent un peu mieux leur vie* » qui ont quitté le quartier. On explique que « *les gens ont commencé à partir très vite, à partir du moment où les choses ont commencé à se dégrader* ». Ce départ en masse est situé entre quinze et vingt ans en arrière, c’est-à-dire vers le début des années 1990, et il est (partiellement) à l’origine d’un phénomène de « *concentration* » de la pauvreté qui vient aggraver la situation. Partiellement parce que, nous le verrons, le vide a été rempli par des migrants pauvres, la plupart du temps plus pauvres que ceux qui sont restés.

– Vous habitez à Aubervilliers ?

« *Oui, depuis 52 ans...* »

– Est-ce que vous trouvez que le quartier a évolué ?

« *Il y a cinquante ans j’étais bien jeune quand même... Mais il a évolué quand même en construction déjà, ça c’est sûr ! Puisqu’il y avait pas la piscine, après il y a eu la piscine de construite. Qu’est-ce qu’il y a de neuf, enfin la piscine elle date déjà hein, de 1970, 1974 je crois, peut-être un peu plus vieux... Le gymnase, à côté, je crois qu’il était déjà construit... Oui, ça s’est embelli*

²⁸⁰ Afin de garantir l’anonymat des interviewés, nous n’indiquons pas la bibliothèque où l’entretien a eu lieu et nous avons changé le nom des personnes. La liste des interviewés en annexe permet d’avoir des indications d’âge, de poste occupé, d’ancienneté, de diplôme, etc.

quand même, un petit peu, même si bon, financièrement c'est une ville qui a eu du mal, qui a un budget quand même serré... Oui ça a changé, la population a changé aussi. Une population qui a vécu dans les années 60. La population a changé, disons qu'elle s'est un petit peu appauvrie. Alors que dans les années 60, même si c'était un milieu toujours ouvrier, on sentait qu'il y avait de la croissance dans l'air. Là on sent que c'est plus dur, depuis quelques années. Ça stagne. [...]

Y a beaucoup d'immigrés, mais y en a toujours eu beaucoup dans Aubervilliers. C'est quand même une ville qui a toujours reçu les immigrés, c'est pas les mêmes, selon les vagues d'immigrations. Ça a commencé par les Allemands, les Alsaciens, enfin commencé peut-être pas commencé d'ailleurs, les Luxembourgeois, les Allemands, les Alsaciens... Après, ça a été les Italiens, les Espagnols. Le Maghreb, les Africains noirs en masse, sont venus un peu plus tard, je crois, même s'il y en a qui sont là depuis très longtemps, puisqu'en fait ils ont fait la guerre, ils ont fait les deux guerres, mais je pense pas qu'ils soient venus s'installer en masse tout de suite. Voilà, je ne sais pas combien il y a de nationalités d'ailleurs, c'est énorme à Aubervilliers et même en Île-de-France. Y a je sais pas combien de langues parlées !

*Je pense qu'il y a beaucoup de gens qui viennent d'Afrique noire, qui viennent de nouveau du Maghreb, alors je pense que ça avait un petit peu stagné, qui viennent d'Algérie, qui viennent du Maroc, de Tunisie peut-être un peu moins. Des Chinois bien sûr, qu'il n'y avait pas il y a vingt ans. Certainement beaucoup de Pakistanais, de Sri-Lankais, peut-être d'Amérique latine mais enfin il faut quand même prendre le bateau, et bon mais c'est moins évident, d'Europe de l'Est, il y a eu beaucoup de Polonais, peut-être un peu de Russes, je ne sais pas... Oh, tout le monde, quoi ! [rires], le monde entier ! [rires]. »
Marie-Christine.*

Maintenant, la pauvreté est associée à une série de comportements que les bibliothécaires n'arrivent pas à comprendre ou qui les déroutent. Cette incompréhension est pour beaucoup due à la proximité entre les trajectoires sociales des bibliothécaires et la situation des populations avec lesquelles ils travaillent. Beaucoup de bibliothécaires sont issus des classes populaires et souvent habitent ou ont grandi dans des quartiers similaires à ceux où ils travaillent ou se sont engagés depuis longtemps²⁸¹. Alors, la « *dégradation* » des quartiers apparaît sociologiquement déchiffrable aux yeux des bibliothécaires, en raison de la crise, de l'inefficacité de l'État et du départ des fractions « aisées » des classes populaires. Mais la dégradation des comportements n'en finit pas de provoquer une certaine

²⁸¹ Comme nous verrons également plus loin, cette situation de proximité fait partie des singularités de ce territoire qu'on appelle le « 93 », et plus largement de toute cette banlieue parisienne influencée par le municipalisme du Parti communiste, qu'on a aussi appelé « banlieue rouge ».

perplexité. Ainsi, une bibliothécaire née dans le quartier où elle travaille (52 ans, fille d'immigrés d'origine algérienne, fonctionnaire de catégorie C, travaillant à la même bibliothèque depuis les années 1980), fait une série d'associations d'idées assez représentative. Parlant de la dégradation du quartier et des effets négatifs provoqués par le départ de ceux qui gagnaient mieux leur vie, elle dit :

« Non mais la majorité, ça fait quinze ans qu'ils sont partis, hein ! Certains étaient propriétaires, etc., ils sont partis. Donc, évidemment, on a concentré des populations dite "pauvres". En plus, ce qui est malheureux, c'est dans tous les sens du terme. Quand je dis "pauvre" c'est pauvre financièrement, pauvres dans leur tête. Ça, je le dis, et je le redis. Parce qu'on peut être pauvres effectivement mais bon, on peut se... voilà... Tandis que là, non, c'est pas ça, c'est vraiment, je ne sais pas... il y a quelque chose que je ne comprends pas, que je ne saisis pas dans ces familles...

Moi, je suis d'origine française, je dis bien fran-çai-se ! [rires] Et d'origine maghrébine ! Donc je parle de quelque chose que je connais parce que ma famille est en France depuis maintenant... maman a 89 ans et elle est venue, elle avait 15 ans, en 1935, donc ce qui fait un calcul de plus de 70 ans, voilà, donc je sais de quoi je parle... Donc première immigrée... Euh... donc ils sont venus, ils nous ont donné une éducation. Mais le problème aujourd'hui c'est que la population d'aujourd'hui n'a plus d'éducation. Je veux dire, les parents c'est du n'importe quoi, les enfants font n'importe quoi, donc il arrive un moment... Bon, c'est difficile, hein ! C'est difficile à accepter... Vous allez peut-être dire que je vais peut-être loin parfois... Moi, quand je dis vous, peut-être le sociologue qui va écouter ! Mais c'est vrai que c'est hyper dur lorsque vous avez des origines et que vous voyez donc ces familles-là en question bah... ne rien faire, voilà, c'est surtout ça... Ne rien faire, voilà. Pas éduqués ou... Y a aucun respect, y a aucun respect, n'importe quoi...» Isa.

L'incompréhension vient surtout de la comparaison de son propre parcours biographique avec celui des « jeunes ». Mais c'est aussi le résultat d'une série d'associations où au chômage, à la pauvreté et aux fantasmes sur l'immigration vient s'ajouter un regard sur le sujet en situation de pauvreté. Ce « *ne rien faire* » est agaçant car il s'inscrit dans une logique de « galère » (dans le sens dans lequel François Dubet a repris en sociologie cette expression du langage courant²⁸²) qui renvoie à une démission du sujet, à un non-acteur. Ainsi dans les mots d'une autre bibliothécaire :

²⁸² DUBET, François : *La Galère. Jeunes en survie*, op. cit.

« Le soir tard... Moi, j'habite le quartier, il y a des enfants qui traînent jusque minuit, quoi... Avant c'était que les mois d'été, que juillet et août, pendant les vacances scolaires, des enfants qui ne partaient pas. Maintenant c'est toute l'année.

Et puis, nous, on le voit en jeunesse quand on a un problème avec un même et qu'on appelle les parents, mais des fois le même il a, quoi ?, il a cinq ans ! Et les parents ils disent : "Oh, oui, mais je ne sais plus quoi faire, on est débordés." Je me dis, mais s'ils n'arrivent plus à calmer le jeu quand il a cinq ans, à dix ans c'est plus la peine ! Et il y en a plein, hein ! Y en a plein déjà qui ne se déplacent même pas. On a l'impression qu'ils ont lâché l'affaire... »
Florence.

Cette perception n'est que très faiblement associée à la question du chômage, au fait de ne pas avoir un emploi, une occupation, une activité (20,3 % de chômeurs à Plaine Commune contre 11,5 % en Île-de-France au moment de l'enquête). Le chômage en tant que tel est évidemment mentionné, mais il apparaît dans les réponses seulement au passage, situé parmi les phénomènes concomitants à la pauvreté, parfois même associé à la misère. Mais le lien n'est pas établi entre chômage et comportement. Les bibliothécaires ne prennent pas ici le rapport au marché du travail, à l'emploi ou à l'activité comme un facteur qui pourrait permettre de comprendre le quartier ou la population de la bibliothèque. Et encore moins la distance existant entre les institutions et les habitants. C'est le rôle de l'État qui est le plus directement associé à la dégradation des comportements, d'un État qui a démissionné de sa responsabilité politique, d'un système scolaire qui n'arrive plus à faire son travail. Mais en matière de comportement, la primauté est donnée au rôle des parents, à la question de l'éducation et de la responsabilité des adultes sur les enfants. Les conflits sociaux sont ici renvoyés à l'image d'une « indiscipline », d'un problème dans la socialisation des jeunes qui seront vus comme « *des mômes* », des enfants, et qui vont devenir « *incontrôlables* »...

Cette interprétation, majoritaire, se trouve face à une autre vision de la pauvreté et du chômage, moins fréquente, donnée par ceux qui occupent des postes de direction et/ou qui sont plus diplômés, et très souvent par les hommes²⁸³. Là où

²⁸³ 73 % des bibliothécaires interviewés sont des femmes.

la majorité se trouve dans l'impossibilité de comprendre les comportements et les pense comme « anomiques », ce groupe fera une association entre dégradation de la situation et comportements déviants ou protestataires. « *Comment voulez-vous que les enfants aillent mieux dans la situation dans laquelle se trouvent leurs parents ?* » Et puis, « *il n'y a aucune perspective* ». Ici, les indisciplines sont inscrites dans le cadre des conflits sociaux. Le rapport entre les adultes et la génération suivante est ramenée à une perspective où les jeunes critiquent l'autorité, la défient, l'ignorent, où ils mettent en question les sources de l'autorité. Dans les mots d'un directeur de bibliothèque : « *Qui tu es pour me dire ce que je dois faire ?* » Les institutions et l'État, qui n'arrivent pas à assurer une situation où pauvreté et chômage sévissent, où les services publics dysfonctionnent et où l'habitat est dégradé, se trouvent questionnés. Dans ce cadre, il y a une continuité entre indisciplines quotidiennes et révoltes majeures. Les bibliothécaires qui voient ainsi les choses vont parfois jusqu'à trouver que les jeunes « *se révoltent peu, je trouve, par rapport à la situation. Il faut les comprendre !* »

« [...] ça a été assez surprenant pour moi de voir des enfants venir seuls. Pour moi ça a été peut-être la chose, au-delà de cette impression de quartier complètement laissé à l'abandon, moi ce qui m'a le plus choquée et surprise au début c'est l'absence totale de parents et cette autonomie, je dirais, forcée des enfants. Toute l'après-midi je n'ai pas vu un parent [...] Des enfants seuls, si petits, si jeunes, qui viennent seuls, c'est quelque chose que je n'avais jamais connu. Où j'habitais, les enfants venaient accompagnés des parents. Même l'attente, ce qu'ils attendaient de la bibliothèque et des bibliothécaires c'était des conseils de lecture. Alors qu'ici les enfants qui viennent seuls ont une attente autre. C'est-à-dire, c'est d'abord un contact, un lien, une relation avec un adulte qu'ils cherchent. Je dirais, c'est la première impression que j'ai eue. Des enfants seuls et, je vous dis, cette relation, ce contact, le fait qu'ils soient très tactiles, très câlins... J'ai eu une éducation, une culture où on ne se touche pas, on garde ses distances, on est méfiant, on fait attention. Et là, ces gamins qui très vite vous prennent le bras, vous touchent les cheveux, veulent des câlins... » Émilie²⁸⁴.

²⁸⁴ Agent de catégorie B, Émilie est célibataire, a 35 ans, et n'a pas d'enfant au moment de l'entretien. Elle est arrivée d'une petite ville de province en 1994 et « *ça a été le choc, même si j'avais entendu parler du "93"* ».

En comparaison avec d'autres professionnels, les bibliothécaires font partie d'un groupe social relativement bien informé, qui a ses opinions, qui possède souvent une bonne capacité critique, notamment par rapport à leur profession, souvent par rapport à leur environnement de travail :

– Comme vous m'avez dit au téléphone que vous habitez le quartier, est-ce que vous pouvez m'en parler ? Qui sont les habitants du quartier ?

« J'ai un peu de données statistiques. [...] C'est une population pauvre, à peu près 60 % de la population est en mesure de payer la taxe d'habitation. Apparemment, c'est beaucoup de, d'après ce que j'ai compris, c'est pas beaucoup de familles. Il y a une forte rotation de la population et elle est extrêmement jeune. Apparemment, à Aubervilliers, il y a pas beaucoup de logements familiaux. Ce qui explique entre autres cette rotation, beaucoup d'immigrés, primo-arrivants aussi.

Voilà, toute une culture liée à l'industrialisation de la banlieue et à sa désindustrialisation qui donne un peu ce que c'est, beaucoup de désespoir, du chômage, etc. Mais, j'ai pas connu l'époque où la banlieue était industrialisée où par exemple le chômage n'était pas un si grand problème qu'à l'heure actuelle. Beaucoup de gens quittent Aubervilliers... Je suppose que c'est plus les gens qui accèdent aux classes moyennes. Ils s'éloignent de la banlieue ou alors ils y restent mais dans des cités pavillonnaires, par exemple.

Et qu'est-ce qui prend la place ? Bah, les plus pauvres ! Enfin il y a ceux qui restent, les plus pauvres, les gens qui ont des problèmes divers, de taux d'alcoolisme, des choses comme ça, et puis beaucoup de primo-arrivants. C'est à peu près la situation.

Alors j'habite cité Lénine, je ne sais pas si vous avez vu en entrant, c'est une cité un peu pyramidale, vers la station Total. C'est vraiment la cité de banlieue. [...]

– Comme ça fait depuis sept ans que vous habitez ici, est-ce que vous avez l'impression que le quartier a changé, qu'il a évolué ou qu'il s'est dégradé ?

« Alors on a rénové la cité, il y a eu une réhabilitation de la cité, grosso modo c'est toujours la même chose. Le manque de perspectives. J'avais vu dans les statistiques, je crois qu'il y a, je vais vraiment le faire à la louche, mais ça m'avait étonné, il y a à peu près 200 000 moins de 25 ans en Seine-Saint-Denis, un sur quatre qui est en dessous du seuil de pauvreté. Il faut savoir que le RMI étant déjà en dessous du seuil de pauvreté, en dessous de 25 ans, on n'a pas le droit au RMI, donc en revenus légaux et officiels, grosso modo il y a 50 000 moins de 25 ans qui ont en revenus légaux et officiels : zéro.

Voilà ça donne à réfléchir sur les tensions, tout simplement. Et je trouve que c'est calme par rapport aux réalités, à certaines réalités chiffrées qu'on peut

lire, je trouve que c'est plutôt calme. [...] Pendant qu'il y a eu les émeutes de 2005, si j'avais pas eu la télé, si j'avais pas eu la radio, si j'avais pas entendu les conversations liées à la télé et les radios, c'est comme si rien ne s'était passé dans le quartier. J'ai pas vu de voiture qui brûle. Et pourtant il y a tous les éléments pour que ça soit vraiment chaud. Du moins dans le quartier. À Aubervilliers oui, il y a eu des problèmes, il y a des choses qui ont brûlé et tout ça. » Michel.

Ceux qui ont des origines

Ce phénomène de « *concentration* » qui donnerait ses caractéristiques au quartier d'aujourd'hui par opposition à celui du passé n'est pas seulement une concentration de la pauvreté mais, notamment, de migrants, de « *personnes qui ont des origines* ». Il est ici nécessaire d'explicitier que ces « *origines* » renvoient tacitement à un ailleurs précis, celui des pays sous-développés, pauvres. Il y a encore ici une note fortement dominante dans le discours de la plupart des bibliothécaires. Une note qui associe donc « des gens à origines » avec « pays sous-développés ».

Dans notre guide d'entretien, nous avons formulé une question demandant aux bibliothécaires de décrire les habitants. Nous leurs avons demandé textuellement : « Qui sont les habitants du quartier ? » ou « Pourriez-vous nous décrire les habitants du quartier ? » La plupart des réponses obtenues (plus de 80 %) décrivent les habitants, sans médiations et d'emblée, en termes d'« *origine* » :

– Par rapport aux habitants du quartier, qui sont-ils ?

ISA. – *Si je ne dis pas de bêtises, ils avaient fait un sondage rien qu'au niveau des enfants scolarisés à la maternelle, il y avait au niveau des origines, hein... des différentes origines, mais c'était énorme ! C'était énorme ! Vous avez une population, c'est pas difficile, africaine, asiatique, maghrébine, euh...*

FLORENCE. – *La concentration de populations asiatiques c'est vraiment propre à notre quartier ici sur Aubervilliers.*

ISA. – *Donc, vous avez, voilà, déjà ces quatre-là sont importantes.*

FLORENCE. – *Oui, Maghreb, Afrique noire et Asie. Beaucoup de Chinois en plus. Asie c'est vraiment Chine.*

ISA. – *Donc voilà. Après donc dans l'Asie, je ne sais pas si...*

FLORENCE. – *Ouais, mais, c'est beaucoup de Chinois ici. Après y a pas que ça.*

ISA. – *Oui, mais, bon t'as aussi turque, ah oui pardon j'avais oublié, turque. Voilà, donc c'est vrai que c'est bien concentré quand même. Alors après, au départ c'est peut-être une politique de la ville ou je ne sais pas... Parce que c'est bien d'être d'origine différente, c'est très bien. Mais après, si c'est pour en faire des ghettos, c'est pas la peine.*

Encore un autre cas d'enchaînement direct avec la question « qui sont les habitants du quartier ? » :

– Pourriez-vous nous décrire les habitants du quartier ?

« Ici c'est essentiellement des Maliens, il y a une très forte communauté malienne. Si non, je dirais, il y a une communauté au niveau du Maghreb, c'est assez équivalent, Algérie, Tunisie, Maroc. Mais vraiment la population qui prédomine c'est les Maliens. Pas de population asiatique. Il commence à en arriver là. Avec les nouveaux logements qui ont été construits, il y a quelques familles d'origine asiatique qui ont emménagé, mais c'est encore assez faible. Je pense que c'est à peu près tout. C'est vrai qu'avant dans ce quartier la population était majoritairement espagnole. Cette population-là est partie et ce sont les personnes d'Afrique qui sont arrivées et qui ont pris la place. C'est le Mali ici qui est en force, qui est majoritaire. » Émilie.

Cette caractérisation spontanée de la population du quartier en termes d'« origines » peut devenir particulièrement significative dans le cas d'une institution de politique culturelle comme le sont les médiathèques. Les bibliothèques de proximité dans des quartiers populaires comme celles que nous étudions sont dans une nette ambiguïté entre leur mission sociale et leur mission culturelle, ce qui fait l'objet de beaucoup de tensions, souvent mal définies. Une représentation de la population en termes d'origines nationales et, *a fortiori*, « ethniques », requalifie complètement le problème de la distance sociale entre la bibliothèque et son public potentiel, entre la bibliothèque et son quartier. Il est beaucoup plus simple de penser cette distance entre l'institution et sa cible en termes d'intégration des populations venues d'un ailleurs culturel. De même qu'il est beaucoup plus simple de penser la question sociale en termes de l'intégration des étrangers aux valeurs et aux pratiques culturelles françaises. C'est, en tout cas,

plus simple que d'intégrer le phénomène migratoire et les conséquences des politiques de logement social, au sein d'une question sociale plus vaste de laquelle les institutions sont parties prenantes. La dimension culturelle écrase et reconfigure les problèmes sociaux. La dimension politique de cette conjoncture sociale passe à un second plan, comme si les bibliothèques n'étaient pas des acteurs politiques.

Comme pour le cas de la pauvreté, cette vision se trouve nuancée par ceux qui donnent une vision de la migration en termes de « *richesse* », dans une vision qui se force pour donner une image positive de l'autre. Les villes de la banlieue sont vues comme le résultat d'une histoire d'immigrations successives qui commence presque toujours avec l'arrivée des Italiens, Polonais, Espagnols et Portugais, se poursuit avec celle des Maghrébins et plus tard celle d'Africains, pour finir avec l'arrivée d'Asiatiques et d'Européens de l'Est. Mais il est vrai que cette vision peine à convaincre avec une image idéalisée dans le sens d'un cosmopolitisme métropolitain et finit presque toujours par signaler les problèmes d'intégration ou par dénoncer ce qui est décrit comme une « *ghettoïsation* ». L'idée du « multiculturalisme » comme une richesse cache le fait que dans le sens commun que les bibliothécaires mettent ici en œuvre il y a bel et bien une hiérarchie des origines, des nations et des cultures par laquelle on projette en général sur les individus le « classement » des pays selon leur niveau de développement. Ainsi, un Allemand est vu comme plus développé qu'un Ivoirien, un Européen plus qu'un Africain, et un Magrèbin plus que quelqu'un provenant de l'Afrique sub-saharienne.

La violence des jeunes

Une jeune adolescente. – *Va te faire foutre !*
La bibliothécaire. – *Tu ne me réponds pas comme ça !*
L'adolescente, sûre d'elle. – *Si. T'es payée pour ça. Tu dois me supporter !*²⁸⁵

*Quand on leur dit de sortir, ils comprennent pas et c'est « je sortirai pas, tu te prends pour qui ?! »*²⁸⁶

Lors de mes explorations de terrain, j'ai parlé avec beaucoup d'« intervenants » dans les quartiers à propos de ces attaques faites aux bibliothèques²⁸⁷. Un questionnement à propos de la « violence » vint alors car ce mot était souvent évoqué dans nos conversations. On évoquait la violence au moment de parler des aspects les plus divers concernant la relation des bibliothécaires avec une partie de leurs publics, pour qualifier le quartier où ils travaillent, pour décrire les rapports de la bibliothèque avec son quartier. J'ai décidé de questionner systématiquement les bibliothécaires pour savoir ce qu'ils mettaient derrière ce mot, tenter de faire expliciter ce que « violence » voulait dire. « *Avez-vous été témoin d'actes de violence ?* »; « *Avez-vous été, vous-même, l'objet de violences ?* »; « *Est-ce que la bibliothèque [où l'interviewé travaille] a été l'objet de violences ?* »; « *Diriez-vous que ce quartier est un quartier violent ?* » ont été parmi les questions posées.²⁸⁸

Notre enquête a permis ainsi de voir combien « la violence » est omniprésente dans l'univers des médiathèques. La moitié des personnels rencontrés a déclaré avoir été l'objet de « violences » au cours de son travail ou à l'échelle du quartier d'implantation de la bibliothèque dans laquelle ils travaillent. Parmi ces

²⁸⁵ Échange entre une jeune d'environ 12 ans et une bibliothécaire expérimentée, directrice d'un équipement. « *J'ai eu envie de lui mettre une claque à cette gamine !* » m'a dit ensuite cette dernière.

²⁸⁶ Témoignage de Marine, bibliothécaire, catégorie « B », 32 ans, travaillant depuis 8 ans dans un équipement de quartier.

²⁸⁷ Je reviendrai sur cette façon administrative de désigner les personnes qui travaillent dans les quartiers comme des « intervenants ». Désignation qu'ils ont adoptée pour se nommer eux-mêmes.

²⁸⁸ Plus de détail sur la batterie de questions employées dans le guide d'entretien, Annexe 2.

violences sont mentionnés les « insultes », les « menaces », les agressions physiques, les voitures volées ou brûlées, les vols d'effets personnels. Arrivent largement en tête les violences verbales, de type menace ou insulte puisqu'elles représentent environ 85 % des réponses. Inversement, les cas d'agressions physiques restent largement minoritaires. Les témoins de scènes de violence sont plus nombreux puisque environ 62 % des enquêtés ont déclaré avoir assisté à une scène de violence, que ce soit à l'extérieur ou au sein de la bibliothèque. Les insultes et menaces à l'intérieur de l'établissement sont là encore majoritaires, suivies par les altercations ou bagarres au niveau du quartier. Sont aussi mentionnées les émeutes ou des scènes d'affrontement d'une partie de la population avec les forces de l'ordre. Enfin, un certain nombre de personnels font mention de dégradations que l'équipement dans lequel ils travaillent a pu subir : carreaux cassés, vols d'ordinateurs ou autres documents, fracturation de la porte d'entrée, urine contre un mur... Comme on peut le voir, le « signifié » du mot *violence* est difficile à saisir, il nécessite une attention particulière car il est employé pour nommer beaucoup de choses différentes. Qu'est-ce qui mène les bibliothécaires à vouloir ainsi unifier des actes si divers ?

L'évocation de la violence fait partie de la complexe inscription des bibliothèques dans leur quartier d'implantation. Ainsi que nous l'avons signalé plus haut, quand il était demandé aux bibliothécaires de nous décrire le quartier, la question de la violence était inéluctablement avancée, elle venait comme l'une des caractéristiques premières du quartier. Les cités HLM sont ainsi caractérisées comme des « *quartiers violents* ». À quoi renvoie cette violence ? Plusieurs thématiques ont été avancées régulièrement. Sur la question du caractère violent du quartier dans lequel ils travaillent, l'immense majorité des enquêtés mentionnent les éléments suivants : « *trafics de drogue* », « *vols* », « *agressions* », « *insécurité* », « *problèmes de chômage* », « *misère* », « *précarité* », « *problèmes d'habitat* », « *les jeunes qui tiennent les murs* », « *les conflits entre les jeunes et la police* », « *les problèmes dans les établissements scolaires* ». Plus rarement, des enquêtés ont décrit la violence du quartier dans lequel ils travaillent en termes de « *prostitution* », « *des problèmes de racisme* », « *d'alcoolisme* ».

La question de la violence se trouve ainsi rapprochée de quatre autres problèmes sociaux : la délinquance et l'existence d'une économie illégale,

l'insécurité et la peur, la pauvreté, les conflits avec la police. Dans près de 50 % des cas, les bibliothécaires interrogés ont associé la violence aux actes de délinquance et au trafic de drogue ; et si on rajoute à ces réponses celles qui ont associé la violence à l'existence de bandes et aux conflits avec la police, le pourcentage est de près de 60 %. La violence correspond alors à ce qui entoure le monde du *business* : les deals, les guets, les règlements de comptes, les descentes de police dans le quartier, la méfiance des uns et des autres, l'identification précise de certains lieux connus comme lieux de vente. Bien que, la plupart du temps, les gens ne soient pas témoins des actes de violence physique, les bibliothécaires sont naturellement au courant de ce qui se passe dans leur quartier : « *Ici, tout le monde sait qui fait quoi. On sait très bien qui vend, qui surveille...* » Tout comme personne n'assiste à l'incendie d'une bibliothèque, mais on nous dira souvent : « *on sait très bien qui a brûlé ici* ».

Une partie importante des professionnels interrogés ont lié la violence à la pauvreté, expliquant les actes de délinquance et l'existence d'une économie parallèle comme le résultat de la situation sociale des quartiers. Ils proposent une lecture « sociale » de leur environnement. Les actes de violence sont interprétés comme le résultat d'une dégradation générale et accélérée de la situation sociale de la population des quartiers. Taux de chômage très important, emplois les moins qualifiés, faible niveau de revenu, niveau de formation bas, problèmes d'échec scolaire... Autant de dimensions qui font que, comme le confiait un bibliothécaire, « *la vie n'est plus axée sur le travail mais sur autre chose...* ». Autant d'éléments qui conduisent les habitants de ces quartiers à développer des stratégies, notamment tournées vers l'économie parallèle qui est, selon eux, une activité génératrice de violences.

À cette question de la pauvreté s'ajoute celle de la jeunesse et des rapports intergénérationnels qui méritent une attention particulière. « Les jeunes » sont considérés comme les premiers acteurs des violences et, telle qu'elle se développe ici, la question de la « jeunesse » s'appuie sur une véritable théorisation du social. Une explication causale sur l'« autorité » est construite par un fil qui relie le domaine de la famille à l'État en passant par les principales institutions. Les personnes interrogées expliquent que, face à des situations sociales très précaires, les liens familiaux et le contrôle social se distendent, les adultes étant pris dans l'urgence quotidienne de la satisfaction des besoins élémentaires. À cette explication sociale

s'ajoute une dimension culturelle, certaines populations d'origine étrangère ayant un autre sens de la famille, les enfants seraient bien souvent livrés à eux-mêmes et rendus autonomes dès leur plus jeune âge. La violence est ainsi renvoyée à l'hypothèse selon laquelle il y aurait une corrélation entre « perte de l'autorité parentale » et « comportement violent des jeunes ». Pour certains, cette perte d'autorité des adultes est liée à l'origine ethno-culturelle des parents, au chômage et à la pauvreté, qui minent l'estime sociale des adultes. Pour d'autres, la perte d'autorité est simplement liée à des phénomènes d'ordre purement familial.

Cette question des « jeunes » est centrale car elle permet de comprendre une composante fondamentale dans le rapport des bibliothèques avec leur quartier. Les jeunes font entrer la violence à l'intérieur de la bibliothèque. Ils cassent par ce fait l'enceinte symbolique qui l'entoure et mettent ainsi en question l'identité même de l'institution. En effet, les violences dans les établissements sont majoritaires selon les évaluations des bibliothécaires²⁸⁹.

Ces violences à l'intérieur des bibliothèques et à l'encontre de leur personnel sont associées à deux catégories d'usagers : les « publics difficiles » (faisant référence aux personnes en état d'ébriété, aux handicapés mentaux ou aux personnes agressives), et les « jeunes ». Les « publics difficiles » représentent certes des situations complexes, mais il s'agit de situations peu nombreuses et, dans la quasi-totalité des cas, d'individus isolés. C'est surtout parce que les bibliothécaires peuvent évacuer ces conflits du côté de la maladie (addictions, maladie mentale) qu'ils sont moins inquiets à ce propos.

La question de la jeunesse et surtout de l'adolescence occupe en revanche une position centrale dans leurs soucis. Les bibliothécaires distinguent deux groupes de jeunes. Ils font référence à des « adolescents » (« *entre 10 et 15 ans* ») qui provoquent des désordres à l'intérieur de la bibliothèque. Et « les jeunes » généralement identifiés aux auteurs des « incivilités »²⁹⁰ dans les « cités », qui

²⁸⁹ Il est remarquable qu'aucune mention n'ait été faite à la violence domestique, y compris pour ceux qui ont décrit le quartier comme « violent ».

²⁹⁰ Je voudrais rappeler que la notion d'« incivilités » a été développée suite à l'article de James Q. Wilson et Georges L. Kelling, aux États-Unis : « Broken Windows. The police and neighborhood safety », *The Atlantic Monthly*, New York, mars 1982. Selon ces auteurs, la notion englobe aussi bien les dites « incivilités sociales » (par exemple, des jeunes réunis dans un coin en buvant de l'alcool)

posent problème à l'extérieur de la bibliothèque ou dans son environnement (un groupe d'âge qui est plus indéterminé et qui, dans le discours des bibliothécaires et d'autres intervenants sociaux, peut facilement approcher les 30 ans).

J'ai souvent demandé l'âge d'une personne ou d'un groupe identifié comme « jeune » ou « adolescent ». Ainsi, lorsqu'on me dit « *Nous avons un problème en ce moment avec un jeune qui squatte les ordinateurs* » (ou n'importe quelle autre situation où des « jeunes » sont les acteurs), je demande : « Il a quel âge ? » Sans surprise, j'obtiens des réponses très variées, qui vont de « *bah... 8 ou 10 ans* » jusqu'à, « *je crois qu'il en a 28* » en passant par « *ce sont des adolescents* ». Or, la jeunesse n'est pas qu'un mot, elle ne découle pas seulement d'un effet de catégorisation complètement indéterminé. Dans notre cadre d'enquête, cette désignation réfère à une conjoncture qui ne s'explique entièrement ni par un critère d'âge précis ni par la seule mobilisation de catégories de sens commun. Les bibliothèques municipales sont structurées par une division principale qui distingue le « secteur jeunesse » du « secteur adultes ». Collections, publics, activités, espaces à l'intérieur des locaux, affectation et spécialisation des personnels sont divisés par une ligne qui sépare ce qui est destiné aux moins de 15 ans, les « jeunes », de ce qui est destiné à ceux qui ont 15 ans ou plus, les « adultes ». Pour l'ensemble du réseau de la lecture publique de Plaine Commune (8 villes, 23 bibliothèques et 3 bibliobus), 47,3 % des inscrits étaient « jeunes » (0-14 ans).²⁹¹

La plupart des équipements que j'ai visités sont « tout public », c'est-à-dire qu'ils disposent d'une « section jeunesse » et d'une « section adultes ». Cette distinction par l'âge n'est pas sans poser quelques problèmes. Normalement, c'est à l'âge de 14 ans que les enfants sont autorisés à passer en section adulte. Mais dans les bibliothèques de quartier, les frontières des âges ne sont pas si simples à définir et à maintenir. Les personnels rencontrés défendent de plus en plus la mise en place d'équipements sur un seul niveau, sans cloisonnement entre les différentes sections, le public étant alors libre d'aller où bon lui semble. Pourtant, cette absence de

que les « incivilités physiques » (par exemple, la dégradation des édifices, des voitures abandonnés, des ordures sur les rues et dans les terrains vides, etc.).

²⁹¹ Dans les statistiques de la lecture publique dont sont tirés ces chiffres, est considéré « inscrit » un lecteur « actif », c'est-à-dire qui a utilisé sa carte de lecteur au moins une fois dans l'année. Sur les 33 411 inscrits en 2009, 47,3 % avaient de 0 à 14 ans, 14,28 % de 15 à 24 ans, 30,38 % de 25 à 59, et 4,94 % de plus de 60 ans.

séparation n'est pas sans susciter des difficultés. Effectivement, le public adolescent s'inscrit rarement dans des usages jugés légitimes par les professionnels des bibliothèques : discussions à voix haute, travail collectif, nombreuses pratiques autres que celle de la lecture, la bibliothèque devient lieu de rencontre ou de drague. Cette catégorie d'usagers entre alors en conflit avec d'autres, notamment les adultes et les personnes âgées, « *un public finit par en chasser un autre* ». La complexité de la question de la place des adolescents dans une bibliothèque apparaît également dans la politique documentaire, en particulier au niveau de la « littérature pour adolescents ». Celle-ci porte essentiellement sur des problématiques liées à l'adolescence et à celles des quartiers populaires : suicide, viols, dépression, chômage... Si les personnels des médiathèques sont favorables à l'inclusion de ces textes dans les collections, beaucoup s'interrogent sur la réelle nécessité de ces documents et en particulier sur leur emplacement dans les rayonnages de la médiathèque : en section adulte, en section jeunesse ? Au vu des usages de la bibliothèque par une grande partie du public adolescent, se pose la question de la nécessité d'une salle dédiée aux jeunes. Si certains y sont favorables pour préserver la tranquillité et le calme de l'équipement, d'autres au contraire refusent d'assigner une partie de leur public à un espace déterminé sur la base du seul critère de l'âge²⁹².

Cette catégorisation professionnelle qui divise la bibliothèque entre les secteurs « jeunesse » et « adultes » est donc une imposition extérieure jusqu'ici considérée comme objective et maintenant de plus en plus questionnée. Elle a comme effets premiers d'évacuer l'enfance de l'espace de la bibliothèque ou de le confondre avec celui des jeunes, d'une part, et de rajouter une couche, pour ainsi dire, à la polysémie du mot « jeunes » tel qu'il est employé par les intervenants sociaux, d'autre part. Il faut cependant souligner que l'appréhension de ces

²⁹² La question du public adolescent fait aujourd'hui partie des constantes réflexions de la profession. Les bibliothécaires et leurs institutions produisent eux-mêmes en abondance sur ce sujet. C'est ainsi que la bibliothèque municipale de Montreuil a réalisé un film documentaire à ce propos et que le bureau d'études et recherche de la Bibliothèque publique d'information a mené récemment une enquête sur ce sujet auprès de son public collégien et lycéen. Pour le premier, cf. *Instantanés d'adolescences, Bibliothèques de Montreuil*, ville de Montreuil (scénario : TABAH, Dominique et al.), Entre 9 & 3 productions, juin 2010, 21 minutes. Pour le second, cf. EVANS, Christophe : « L'image des bibliothèques publiques chez les collégiens et lycéens », communication à la journée d'études sur *L'image des bibliothèques*, Bpi-Enssib, Paris, Centre Georges Pompidou, 17 mai 2011 (http://archives-sonores.bpi.fr/index.php?urlaction=doc&id_doc=3397).

« jeunes » par les personnels interrogés varie en fonction de leur propre trajectoire sociale. Certains des personnels rencontrés ont évoqué une certaine proximité avec ces « jeunes » qui posent tant de problèmes. Certains les connaissent car ils sont leurs voisins, d'autres ont grandi dans des quartiers similaires.

« J'ai l'habitude de ce genre de public, de population, ce qui n'est pas forcément le cas pour des personnes âgées qui ne se rendent pas forcément compte des jeunes d'aujourd'hui » Pierre.

Certains, comme Inès, veulent y voir des évolutions sociales : *« Eux (les collègues), ils voudraient que les jeunes, ils soient éduqués comme il y a cinquante ans en arrière, mais c'est ça qu'ils comprennent pas, c'est pas possible. »* D'autres au contraire appréhendent et redoutent cette partie du public, cette appréhension étant corrélée à la distance générationnelle, géographique, sociale, qui les sépare.

« C'est quand même une jeunesse, moi je vois par rapport à la province d'où je viens et où je continue de voir des enfants grandir. Je déteste ce genre de généralité, mais c'est vrai qu'on est quand même plus gonflé ici. On n'a pas peur de s'opposer voire de provoquer l'adulte. Ah oui, moi quand je suis arrivé, je me suis dit "ah d'accord, c'est quand même une autre jeunesse" » François.

À l'intérieur du cadre de la bibliothèque, le conflit se manifeste notamment dans l'opposition entre une lecture individuelle et silencieuse, et des pratiques de lecture orales et collectives ; ou encore dans l'utilisation de certains supports pour jouer et non pour faire une recherche documentaire. C'est un conflit qui déstabilise les bibliothécaires. *« Si on n'est pas dans la légitimité, dans la prescription, où est notre métier ? Cette analyse est encore plus présente dans le secteur jeunesse et encore plus dans ces quartiers. Vous savez, le côté missionnaire [de la profession de bibliothécaire qui cherche à éduquer par la lecture]. »* En effet, la complexité de ce rapport des bibliothécaires aux adolescents est accentuée par cette volonté de participer à l'éducation de ces « jeunes ». Plusieurs fois nous a été répondu : *« on se doit de participer à l'éducation des jeunes de la ville », « on a un rôle à jouer là-dessus, sur le "bonjour", le "merci", on a notre rôle aussi », « ils veulent les éduquer, mais ils comprennent pas qu'ils ont déjà une éducation à la maison ».* Cette dimension « éducative » entre plus ou moins en conflit avec la revendication d'un

rapport à la bibliothèque et à la lecture avant tout basé sur le « plaisir »²⁹³. Les bibliothécaires, acteurs de la politique de la ville, deviennent des promoteurs du vivre ensemble, du civisme, et participent de la construction de l'individu pour son inscription dans la communauté. Cette ambivalence du rôle des bibliothécaires, entre éducation et mise à disposition d'un espace et de supports à utilisation libre, se situe au carrefour des problématiques qui traversent l'univers des bibliothèques : institution culturelle en mutation, représentante de l'État et de l'autorité dans les quartiers, volonté de se distinguer de l'institution scolaire tout en multipliant les partenariats avec les établissements scolaires environnants...

Le public adolescent est ainsi associé au chahut, au désordre, à la drague, aux retrouvailles entre copains. C'est en vérité la première grande violence dont nous ont dit souffrir les bibliothécaires : le bruit, les nuisances sonores, les déplacements dans l'espace, tout ce qui s'oppose aux usages traditionnels de la bibliothèque. Mais, si la question de la discipline est de loin la plus fréquente, beaucoup ont fait part de violences verbales et physiques. Près de 38 % des professionnels interviewés ont déclaré avoir déjà été objet de violences à l'intérieur de la bibliothèque. Parmi celles-ci, les violences verbales (insultes, menaces...) constituent 85 % des réponses apportées : « *dialogues conflictuels* », « *insultes* », « *il a dit qu'il m'attendrait à la sortie* ». Si les cas d'agressions physiques restent minoritaires, nous avons pu recueillir un nombre important de témoignages relatant des épisodes de violence : « *je me suis pris une droite* », « *on m'a craché dessus* », « *je me suis pris une pierre dans une vitre après une altercation* ».

Toutefois, lorsqu'ils associent « violences » et « jeunes », les bibliothécaires changent de registre. Ce qui qualifie les « jeunes » ne sera plus leur âge (c'est-à-dire qu'ils aient jusqu'à 14 ans pour entrer en « secteur jeunesse »). Comme la plupart des « intervenants » et des responsables politiques, ils vont ramasser un ensemble d'éléments dans une chaîne complexe de signifiants présents à des doses et des proportions très variables : quartiers, banlieues, délinquance, violence, étrangers,

²⁹³ La référence à la « lecture plaisir » est permanente. Les bibliothécaires définissent ainsi leur rapport à la lecture, en opposition avec un rapport qui serait plus contraint par les obligations de résultat et de programme propres à l'enseignement. La lecture plaisir serait ainsi ce qui distingue la bibliothèque de l'école.

manque d'autorité, errance, galère, manque d'avenir, hip-hop, drogues, trafics... Quelque chose est toutefois claire au sein de ce magma. « Jeune » évoque ici tout le contraire d'un âge doré ou de l'espoir, un moment de la vie qu'il faut protéger et accompagner. Tout au contraire, « jeune » et « violent » se qualifient mutuellement dans un alliage sémantique par lequel les intervenants veulent rendre visible combien cette jeunesse-là constitue pour eux un problème. Cette jeunesse est loin d'être perçue positivement, comme porteuse d'avenir. Quand il était demandé aux bibliothécaires de nous décrire le quartier, ils nous l'ont décrit sous l'angle de la violence, de la pauvreté, d'un espace dégradé, où de nombreuses nationalités et nationalités d'origine se côtoient. Très peu y ont inclus la jeunesse. Les « jeunes » n'apparaissent dans le discours qu'au moment de l'évocation des violences, à la fois dans la bibliothèque et à l'échelle du quartier. La jeunesse est alors irrémédiablement associée à la violence de la délinquance, de la drogue, des bagarres, des altercations verbales, des menaces, des insultes. Ainsi, pour peu qu'on ait écouté les jeunes et observé les bibliothécaires (ou d'autres représentants des institutions « intervenant » dans ces quartiers), il est évident que se dessine là un conflit fondamental entre deux groupes sociaux. On est, au sein de la bibliothèque, comme au sein de l'école, à la frontière, au point de contact d'une ligne de partage.

À côté du manque de fréquentation, le premier problème auquel sont donc confrontés les personnels des bibliothèques de quartier est celui de la discipline à faire respecter au sein de leur équipement. L'une des principales mentions faites de la violence dans la bibliothèque est celle du bruit, du désordre provoqué par les adolescents. Ce sont des faits évoqués en termes de « *soucis* », de « *petits problèmes* », de « *conflits* », d'« *aléas* ». Pourquoi les listent-ils alors dans la série des « violences » ? En réalité, cette première violence vécue par les bibliothécaires est celle du détournement de l'usage de la bibliothèque par une partie du public, qu'ils vont décrire comme « des préadolescents et adolescents, autant garçons que filles, entre 12 et 16 ans ». Si, comme d'autres, les médiathèques de Plaine Commune sont entrées dans un important processus de modernisation, une tension persiste entre l'usage légitime, traditionnel de la bibliothèque, et l'usage qui en est fait par cette partie de la population. Et bien que tous les professionnels rencontrés aient affirmé vouloir s'écarter du modèle de la bibliothèque silencieuse, lieu de la haute culture et de l'étude, une résistance persiste face à l'apparition de nouveaux

usages. Les échanges sont fréquents entre jeunes qui viennent « *mettre le souk* », des adolescents qui se mettent à plusieurs autour d'une table pour faire les devoirs puis qui parlent trop, ceux qui parlent au téléphone, qui se servent des ordinateurs pour jouer et qui les accaparent, des conflits avec des usagers adultes et, surtout, des personnes âgées. Le « *manque de respect* » (à la fois envers les normes et envers l'autorité ou les adultes) est alors évoqué par beaucoup de bibliothécaires qui trouvent impossible leur tâche dans ces conditions. Ils vont alors commencer par imposer des normes symboliques à l'entrée même de l'enceinte de la bibliothèque.

Ainsi, beaucoup mettent énormément de soin à imposer le « *bonjour* » à l'entrée de la bibliothèque et à demander aux jeunes : « Tu enlèves ta casquette [ou ta capuche] et tes écouteurs, s'il te plaît. Tu mets ton chewing-gum à la poubelle. » Cela agace les jeunes, qui se sentent ainsi naturellement dépossédés et soumis au pouvoir d'une autorité qui contrôle les lieux. Afin d'imposer ses règles, l'institution instaure un rituel visant à désocialiser le jeune de cette sociabilité de « *jeune de banlieue* » que l'intervenant de quartier cherche à combattre. Un combat autour des signes marqueurs de cette condition de « *jeune* » s'instaure. Et d'un côté comme de l'autre on attache à ces détails la plus grande importance, et le plus souvent chacun va faire monter les enchères par une tentative d'extension du périmètre du conflit. Ainsi, devant l'exigence du « *bonjour* », les jeunes vont répondre par un « *salam aleykum* » qui exaspère beaucoup de bibliothécaires. Et ceux-ci rétorquent par des explications qui renvoient à l'éducation reçue à la maison. Nombreux sont ceux qui ont mobilisé devant nous des théories d'ordre psychologique, comme celles du pédiatre Aldo Naouri²⁹⁴, où la critique portera sur le manque d'autorité des parents et tout particulièrement des pères. Pour certains, l'autorité parentale est minée par la situation sociale (*cf.* le père au chômage), pour d'autres, c'est directement « *la faute aux parents* » lancée comme une forme de culpabilisation.²⁹⁵ Au fond, le tout est soumis à une version banalisée de la théorie psychanalytique de l'autorité qui

²⁹⁴ NAOURI, Aldo : *Une place pour le père*, Paris, Seuil, 1999. Au lendemain de l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, Naouri publie un autre livre, où il va critiquer fortement le recentrage de l'éducation sur la figure de l'enfant et plaider pour une reprise forte du rôle des parents et des pères, condition indispensable à la réussite scolaire. Le problème de l'éducation scolaire, soutient-il, se trouve au sein de la famille, dans les rapports parents-enfants. NAOURI, Aldo : *Éduquer ses enfants. L'urgence aujourd'hui*, Paris, Odile Jacob, 2008.

²⁹⁵ Pour une analyse critique de cette position, fréquente dans les dispositifs sociaux, *cf.* MURARD, Numa : *La Morale de la question sociale*, *op. cit.*

fait dépendre toutes ses formes de l'efficacité de la *patria potestas*.²⁹⁶ Et la plupart du temps, ces accusations renvoient à un mélange de responsabilisation, d'infantilisation, de naturalisation de l'autorité, qui perd ainsi sa dimension politique et qui ne peut pas être mise en question. C'est ainsi que les problèmes de violence apparaissent largement rattachés à l'adolescence et à son rapport avec des figures de « l'autorité », comme les bibliothécaires, à la fois adultes et perçus comme des représentants de l'État. En réalité, cette question se pose depuis quelques années au sein des quartiers, des banlieues et des cités. Au début des années 1990, elle a donné lieu à ce qu'on a appelé la politique des « grands frères », censés contenir les plus jeunes concitoyens par un analogon de l'autorité familiale étendue au niveau du quartier et appelée par l'État (nous avons exploré cette question en détail à Saint-Denis ; nous y reviendrons).

Il faut rappeler ici les observations importantes que Gérard Althabe a faites à partir d'une étude de trois quartiers en région nantaise au début des années 1990²⁹⁷. Il y montre brillamment comment l'introduction de la médiation institutionnelle dans la sphère des sociabilités primaires et des relations de voisinage, les « intervenants sociaux », produit une modification profonde des formes de l'autorité intergénérationnelle. Désormais, les enfants ne reconnaissent l'autorité d'aucun adulte qui ne soit leur parent ou une autorité publique. Les formes sociales de l'autorité des autres adultes du quartier sont ainsi les premières mises en question par la pénétration de l'État dans les quartiers. L'entrée des institutions comme mode de régulation de la vie locale a ainsi miné les formes d'autorité jadis caractéristiques des quartiers. Ce sont ces mêmes institutions qui aujourd'hui vantent la proximité.

On peut observer que, dans cette dénonciation ou ces plaintes omniprésentes à propos du comportement des jeunes et de la non-reconnaissance de l'« autorité », se joue un conflit social profond. Il y a certes un questionnement concernant la place des « jeunes » ou de « cette jeunesse-là » dans les institutions et

²⁹⁶ Il convient bien de parler de « banalisation » car on sait combien cette question est complexe chez Freud. On peut noter que des questions telles que celle du conflit (Œdipe), des étapes dans la socialisation (à la manière dont l'a développée Talcott Parsons dans le passage de la « famille » à la « société »), ou du caractère symbolique de l'autorité paternelle sont complètement ignorées.

²⁹⁷ ALTHABE, Gérard : « Procès réciproques en HLM », in G. Althabe *et al.* : *Urbanisation et enjeux quotidiens*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 13-47.

dans la société. Mais il est vrai aussi que, par rebond, ce conflit jeunes-bibliothécaires nous oblige à questionner la place des bibliothèques dans les quartiers. Le défi lancé par les jeunes avec leur indiscipline est clairement identifié par les bibliothécaires en ce qu'il est révélateur des rapports de l'État et du système politique avec les classes populaires. Les bibliothécaires l'expliquent comme un manque de reconnaissance de l'autorité que l'adulte et l'État devraient représenter pour les jeunes. Or, ce que les bibliothécaires ne disent presque jamais, c'est que ce qui se trouve également méprisé par ces jeunes est tout simplement ce qu'ils appellent « la culture ». L'État et les adultes, certes, mais la « culture » aussi. Un point très sensible car c'est sur cette base jadis solide que s'appuie tout le travail des bibliothécaires, leur place dans la société et leur prétention de reconnaissance sociale. Ce conflit dépasse évidemment le cadre de la bibliothèque, mais celle-ci en fait partie. Un conflit qui questionne également l'alliance entre « culture » et « politique », entre intellectuels et personnel politique contre laquelle semble s'insurger une partie des classes populaires.

Ce conflit majeur est donc manifeste dans cette économie de petits échanges conflictuels, omniprésente et qui rend difficile le quotidien de beaucoup de bibliothèques de quartier : « Parfois ça se calme, à tout moment ça recommence. » Le qualificatif de « violence » semble remplir ici deux fonctions. Dans un premier temps, il recouvre toute cette économie d'échanges conflictuels et conduit à une association où les petits échanges se lient avec les événements les plus graves qui vont jusqu'à la violence physique contre les personnes. Il englobe ainsi une série d'actes qui pourraient parfaitement être considérés dans leur hétérogénéité et dans leur dissimilitude. En second lieu, le terme « violence » vise à expulser l'autre des limites du « vivre ensemble », de l'enceinte du politique. Ces actes d'incivilité, ces indisciplines ainsi qualifiés, les « jeunes » qui les commettent s'éloignent des règles de la participation citoyenne et s'exposent aux sanctions, dont la plus fréquente est l'exclusion de la bibliothèque. Puisque la violence constitue une frontière du politique, la qualification de « violent » imposée à de nombreux types de comportement les exclut tous du champ du discutable. Il ne reste ainsi aucun espace pour considérer ces manquements à l'ordre comme un questionnement de celui-ci, ces moqueries comme des critiques à l'autorité, ces bruits comme un refus de croire dans la valeur d'une hiérarchie imposée par l'État entre le personnel des institutions

(qui contrôle les ressources dont les gens ont besoin) et les habitants qui doivent s'y soumettre.

Comme tous les autres intervenants, évidemment, les bibliothécaires ne font ici que défendre leur travail, l'espace d'exercice même de leur activité et leur place dans la société. Ils défendent aussi une conviction politique, celle qui guide la plupart du temps une vocation selon laquelle « apporter » ou « donner accès » à la culture et à la lecture sont une bonne chose pour ces quartiers et pour ces jeunes qui se trouveraient autrement désavantagés dans leurs possibilités de participation sociale et politique.

Encadré 6 : Violence, peur et sentiment d'insécurité

La question de la peur et de l'insécurité est peu présente dans l'ensemble des discours recueillis. Très peu de personnes ont déclaré avoir peur sur leur lieu de travail. Les personnes qui ont souligné l'existence de l'insécurité ont appuyé en grande partie leur discours sur la réputation de l'environnement dans lequel ils travaillent, les échos qu'ils ont pu en avoir avant de prendre leurs fonctions. L'imaginaire collectif des grands ensembles, des « quartiers difficiles » tient une place importante dans les représentations que les bibliothécaires peuvent avoir de leur environnement. Pour les personnes originaires de province, toutes nous ont fait part de cet imaginaire de la violence des grands ensembles des quartiers populaires, des « cités ».

« Quand j'ai dit à ma famille que je viendrais dans le 93, ils m'ont dit "mais t'es folle !" » Agnès.

« Quand je suis venu travailler ici, je savais que ça allait être dur... L'image que j'en avais, c'était la banlieue, les violences, tout ce qu'on entend à la télé quoi. » Baptiste.

Ou encore ce bibliothécaire qui a fait le choix de ne pas dire à ses proches son lieu de travail et a préféré leur faire croire qu'il travaille à Paris pour ne pas les inquiéter.

Jusqu'à quel point cette référence permanente se trouve-t-elle liée au phénomène très étudié du « sentiment d'insécurité » ? On sait combien les études sur l'insécurité en France ont hérité des travaux en Anglais bâtis autour de l'expression « *fear of crime* » (peur du crime). Et on sait combien cette notion a été liée, à partir de la fin des années 1990, et notamment de la campagne électorale de 2002, à la question de la violence des jeunes, des quartiers et des phénomènes de « bandes »²⁹⁸. Au cours des années 1980, la catégorie de

²⁹⁸ ROBERT, Philippe : *L'Insécurité en France*, Paris, La Découverte, 2002.

« violence urbaine » se développe et toute une littérature aborde la construction politico-médiatique des « violences urbaines »²⁹⁹.

Les travaux sur la montée de l'insécurité distinguent deux périodes : la montée du sentiment d'insécurité, telle qu'elle apparaît dans les sondages d'opinion dans les années 1970, et la deuxième moitié des années 1990 et les années 2000, où l'insécurité se consolide comme préoccupation politique. À partir des années 1970, on observe une augmentation de la peur face à la possibilité d'être victime d'un délit, peur qui a dans un premier temps été perçue comme irrationnelle. Plus récemment, les recherches ont mis l'accent sur les fondements objectifs du sentiment. Sébastien Roché a tout particulièrement insisté sur le fait que, s'il n'est pas directement lié aux taux de criminalité enregistrés, le sentiment d'insécurité n'est pas pour autant « imaginaire » ou « irrationnel ». Pour cet auteur, « les craintes ont grandi avec la délinquance » : à partir des années 1970, le taux de criminalité croît de manière importante³⁰⁰. Philippe Robert insiste lui aussi sur le lien entre insécurité objective et insécurité subjective. Il précise néanmoins que tous les délits n'ont pas augmenté dans la même proportion. Deux types de délits sont concernés: il s'agit des délits de prédation (vols et cambriolages) et des délits contre les personnes. Cette dernière catégorie est celle qui alimente le sentiment d'insécurité et retient l'attention des pouvoirs publics.

La politisation de l'insécurité a lieu de manière plus tardive. À la fin des années 1990, on assiste à une poussée des préoccupations sécuritaires, et l'insécurité devient un enjeu électoral de premier ordre. C'est plus particulièrement le cas depuis l'élection présidentielle de 2002. De manière croissante, l'insécurité est alors associée à la question urbaine, aux « cités », aux « jeunes » et à la question de l'immigration.³⁰¹ L'automne 2005 a remis la question de la violence urbaine à l'ordre du jour, et ouvert un débat autour de la dimension politique des pratiques des jeunes de classes populaires. C'est à partir de ce moment que le « sentiment d'insécurité » (lié aux perceptions sociales du délit et du crime) est associé à l'idée de « violences urbaines » et d'« incivilités ».

²⁹⁹ CHAMPAGNE, Patrick : « La construction médiatique des “malaises sociaux” », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 101-102, décembre 1991, p. 64-75. Voir aussi, PERALVA, Angelina, et MACE, Éric : *Médias et violences urbaines. Débats politiques et construction journalistique*, Paris, La Documentation française, 2002.

³⁰⁰ ROCHE, Sébastien : *Sociologie politique de l'insécurité : violences urbaines, inégalités et globalisation*, Paris, PUF, 1999.

³⁰¹ BONELLI, Laurent : *La France a peur. Une histoire sociale de l'insécurité*, Paris, La Découverte, 2008.

Centre et périphérie

La politique de Plaine Commune en matière de lecture publique présente une claire direction modernisatrice. Effectif à partir du 1^{er} janvier 2005, le passage de l'orbite municipale à la mise en réseau des anciennes bibliothèques municipales est allé bien au-delà d'une simple mutualisation des collections et des personnels. Modernisation des immeubles et construction de nouveaux équipements, changement du profil des bibliothécaires comme conséquence d'une politique active de recrutement, modernisation de l'offre avec rationalisation des collections. Cette modernisation implique un changement très profond de ce que les bibliothèques sont par rapport à ce qu'elles étaient. Et cette réorientation s'opère dans la nature même des bibliothèques, de la bibliothèque en tant que telle, dans ses collections et dans ce à quoi elle donne accès. La transformation apparaît comme le mot clé car elle cherche à agir sur la coupure existant entre la bibliothèque et son public potentiel. La désaffection des lecteurs (10 % de la population cible inscrite dans les bibliothèques contre 20 % en moyenne au niveau national) apparaît comme le principal problème du point de vue de la direction.

La période de notre enquête³⁰² coïncide avec nombre de bouleversements survenus dans les bibliothèques suite à ce passage de l'orbite municipale à l'orbite de la communauté d'agglomérations, avec le changement de politique que nous venons d'évoquer. La mise en réseau et la création d'une direction commune aux huit villes, ce qui suppose l'intégration dans une politique unique des 23 bibliothèques et des 3 bibliobus qui composent ce réseau, constituent un fait majeur.³⁰³ Les données que nous avons pu recueillir sont donc très influencées par cette conjoncture particulière. D'une part parce que la création du réseau introduit des modifications profondes dans le travail des bibliothécaires. D'autre part parce que ce processus modifie la nature de l'institution et change le rapport existant entre les bibliothèques et leurs quartiers. Et surtout parce que, pris dans ces mouvements qui ont transformé la hiérarchie de l'univers des bibliothécaires, des

³⁰² Rappelons que nous avons commencé à travailler sur le réseau en 2007 et que la série d'entretiens a été réalisée entre novembre 2008 et juillet 2009.

³⁰³ Plus de détails sur cette évolution dans la troisième partie de ce rapport.

craintes et des enjeux importants les ont sûrement amenés à livrer une image du quartier, de la bibliothèque et de la place qu'ils y occupaient en fonction de cette conjoncture. Le discours des bibliothécaires sur leurs bibliothèques et sur les quartiers a souvent été mêlé à des références abondantes sur les changements importants que les bibliothécaires étaient en train de vivre, qu'ils anticipaient ou qu'ils craignaient. Ce « biais » est d'autant plus important que nous sommes arrivés dans la plupart des bibliothèques après avoir discuté avec la direction de Plaine Commune, après avoir signé une convention entre cette direction et l'université. Nous sommes arrivés par le haut et, à plusieurs reprises, nous avons été associés à « la hiérarchie ».³⁰⁴

Ce passage à Plaine Commune se présente avant tout comme un processus de modernisation, une tentative de « rationalisation » visant à améliorer le contact entre les bibliothèques et leurs populations, et, *in fine*, à promouvoir la culture écrite au sein des classes populaires. Or, comme tout processus de ce genre, le changement provoque des résistances et des conflits divers au sein du personnel et, dans certains cas, entre les institutions et la population. Les représentations que les bibliothécaires nous ont livrées du quartier où ils travaillent se voient naturellement influencées par cette dynamique de changement. Lorsque le bibliothécaire est dans sa bibliothèque, le récit qu'il fait de la relation qu'il a avec le quartier, avec son public et, plus généralement, avec « les classes populaires » est influencé par la façon dont il est pris dans les rapports hiérarchiques de l'institution, la façon dont il se trouve engagé dans des conflits et des luttes de pouvoir dans le réseau des bibliothèques, avec sa municipalité ou la communauté d'agglomérations, etc.

Le premier changement qui va influencer le rapport des bibliothécaires avec leur quartier est la création d'une « direction de la lecture publique », chargée de conduire la politique des 23 équipements dorénavant mis en réseau. Auparavant, les bibliothèques avaient une ou deux « annexes », le personnel des bibliothèques d'une ville était constitué de quelques personnes – dix ou vingt tout au plus. Les

³⁰⁴ Deux précisions doivent être faites ici. Nous ne prétendons, en aucun cas, faire un bilan du transfert des bibliothèques de la sphère municipale à l'orbite de la communauté de communes. Et nous ne prétendons pas, non plus, traduire ici le ressenti ou le vécu des bibliothécaires sur ce transfert. Parce que nous ne disposons pas des données nécessaires à un tel bilan et parce que ce n'est pas notre objectif. Simplement, nous prenons en compte cette conjoncture au moment de lire et interpréter les entretiens car autrement elle participerait comme une « interférence » non contrôlée sur nos observations.

bibliothèques étaient des bibliothèques municipales, et les référents hiérarchiques et politiques du bibliothécaire étaient la municipalité, le maire, les élus municipaux, la ville. Nous passons à un réseau de 23 médiathèques avec un personnel de 200 bibliothécaires et une hiérarchie qui semble disposée à conduire une politique volontariste de transformation de la place des bibliothèques dans cette partie de la banlieue. Et entre les bibliothécaires et les hommes politiques s'interpose une direction qui se comporte selon des critères « techniques » allant dans le sens d'une « rationalisation ». Les bibliothèques sortent des villes pour s'inscrire au niveau de l'agglomération, et cette centralisation des décisions et du pouvoir budgétaire avec une mise en réseau des bibliothèques se fait sous un mode de perception précis :

« Qu'est-ce qu'on a trouvé [en 2005, au moment de la formation du réseau] ? Des bibliothèques qui répondent à une conception très « Seine-Saint-Denis » : des équipements de petite taille présents dans les cités, pas de grands équipements emblématiques. Aucune centrale digne de ce nom. La seule, c'est la centrale de Saint-Denis qui fait 1 500-1 600 m² d'espace ouvert au public, pour 80 000 habitants ; c'est complètement sous-dimensionné. Sinon, on n'avait aucun équipement de plus de 800 m².

« Des équipements qui sont gérés à l'ancienne, qui vivent sur la réputation que la Seine-Saint-Denis est en avance, alors qu'elle est en retard du point de vue de la lecture publique. Elle a été en avance dans les années 1970... Il n'y a pas eu beaucoup de réflexion. On avait très peu de multimédia, très peu d'accès à internet, très peu de collections diversifiées au-delà des imprimés.

– Gestion à l'ancienne ?

« Pas d'organisation écrite, on fonctionnait à la bonne franquette ou au conflit quand il n'y a pas de bonne entente. Pas de réflexion sur le temps de travail ni sur les horaires d'ouverture. On est très peu ouverts, ça fait partie du constat, et surtout très peu ouverts aux horaires où un public non enfantin pourrait venir à la bibliothèque, très peu ouvert à partir de 18 h 30, quasiment pas ouvert entre midi et 14 heures et le samedi on ferme à 17 heures (à l'exception de la centrale de Saint-Denis). Le gros des usagers, c'est des enfants de moins de 12 ans. On touche 7 % des habitants de plus de 20 ans.

« Au niveau des collections, nous n'avions pas de réflexion sur les besoins explicites et sur les besoins implicites. Quand on achetait un bouquin c'est parce que c'est des bons livres et parce qu'on considère que c'est bien de les avoir. Mais on n'avait pas fait une réflexion sur les ouvrages destinés à tel type de public ou à tel autre, sauf à une répartition par âge. On n'avait aucune formalisation et on n'a pas d'évaluation. » Dominique Deschamps³⁰⁵.

³⁰⁵ Directrice du réseau de la lecture publique de Plaine Commune. Entretien réalisé le 22 juillet 2008.

Même si cette direction est très peu bureaucratisée et appelle au « collectif » dans un fonctionnement soucieux de la démocratie interne, nombreux sont les bibliothécaires qui se trouvent dans les « annexes de quartier » et nous ont livré un sentiment presque de « relégation », de mise à l'écart des décisions. Sentiment certainement exagéré quand on sait que la direction se compose d'une directrice et d'une adjointe et que la plupart des décisions sont prises par un collectif composé de chacun des directeurs des bibliothèques. Mais ce sentiment est sûrement une réaction au processus de changement impulsé par le haut. Et il devient compréhensible lorsque les bibliothécaires l'associent avec une caractéristique du quartier populaire, lorsqu'ils l'associent à cette représentation typique du quartier populaire vu comme un quartier « relégué ». Ils placent ainsi le quartier dans la périphérie de la société, aux marges de la ville, éloigné de la culture, en lisière du système politique. Ce sentiment de marginalisation se voit renforcé par le processus de mise en réseau des bibliothèques qui a créé un centre de surcroît localisé dans le « chic » quartier de La Plaine où se trouvent les administrations de l'agglomération et, en conséquence, les bureaux de la direction de la lecture publique. Les annexes dans les « cités », la direction dans le quartier de La Plaine, aux portes de Paris...³⁰⁶

Un habitant du quartier La Saussaie, à Saint-Denis, nous faisait part d'une vision très répandue dans les quartiers selon laquelle le quartier de La Plaine est un premier pas de l'intégration d'une partie de Saint-Denis à Paris, « *c'est eux qui vont récupérer le quartier de La Plaine... de toutes façons, ce n'est pas Saint-Denis, ça c'est déjà Paris* ». Totalemment étrangère à l'univers des bibliothèques, cette

³⁰⁶ Dans le même sens, « la centrale de Saint-Denis », comme les bibliothécaires des quartiers appellent cette bibliothèque, joue dans leurs représentations le rôle d'un « centre » par rapport auquel se situent les autres bibliothèques moins importantes. La bibliothèque centrale de Saint-Denis est très prestigieuse car elle abrite deux fonds très importants : les fonds anciens, expropriés de l'abbaye de Saint-Denis à l'époque napoléonienne, et de très riches collections sur la classe ouvrière et l'histoire du Parti communiste français. Nous devons dire qu'une politique très forte de construction de médiathèques très modernes vise à contrer ce sentiment de relégation. Depuis 2005, quatre nouvelles médiathèques ont été ouvertes dans le réseau, dont trois à Saint-Denis. Nous reviendrons sur ce point.

personne nous donne une mesure de ce que peut représenter cette vision dans cette banlieue.³⁰⁷

Le sentiment de création d'un « centre » qui dirige est renforcé par un certain nombre d'outils de programmation de la politique publique mis en place par la nouvelle direction. Études de fréquentation, mise à jour d'un système d'information statistique permettant de comparer les bibliothèques du réseau avec les moyennes nationales, élaboration d'un discours réflexif permettant d'orienter le changement et donc d'identifier les « problèmes ». Nombre de bibliothécaires ont manifesté le sentiment de se trouver maintenant « exclus » des villes dans lesquelles se trouve leur bibliothèque dans le sens où ils croient avoir perdu la capacité de construire des partenariats d'action au niveau municipal. Quelques-uns vont jusqu'à le comparer à une perte de souveraineté :

« Alors il y a deux choses par rapport à ça. Il y a eu des périodes où ça a été à la fois imposé et où quelque part on n'arrivait pas à trouver notre identité. Je pense qu'à un moment donné, le fait que ce soit dirigé d'en haut. Bah, non. Je comparerais ça à peu près à l'Europe. C'est-à-dire que quelque part on avait tous, sur les huit villes, on avait des choses qui existaient et on a un petit peu abandonné toutes ces choses-là. C'est pour ça que je prends l'exemple par rapport à l'Europe, c'est parce que justement on a un peu l'impression qu'il y a des moments où il y a des choses au niveau de notre liberté qu'on abandonne. Après, pour pouvoir les regagner, c'est difficile. C'est un peu pareil au niveau des fonds. On avait tous un peu notre identité et c'est difficile après de regagner à nouveau et de se dire "finalement, il y a des choses que je suis capable de laisser partir, et il y a des choses sur lesquelles... qui me paraissent assez essentielles sur lesquelles c'est quand même difficile de lâcher". » Alain.

Ainsi, au moment de la réalisation de notre enquête, il y avait une certaine crainte parmi beaucoup de bibliothécaires, crainte probablement provoquée par un processus de changement dont on sentait qu'ils n'en maîtrisaient pas tous les ressorts. Cette incertitude alimentait surtout une crainte de dépossession qu'il est important de prendre en compte car elle rejoint un sentiment similaire présent dans

³⁰⁷ Cette dynamique résultant des effets d'investissement qui ont suivi la création du Stade de France à Saint-Denis et postérieurement de l'agglomération de Plaine Commune créa un déséquilibre important entre le quartier de La Plaine et le reste de l'agglomération.

les quartiers. Ce sentiment provoqué par l'expérience que ce qui se passe dans leurs territoires est décidé « ailleurs ». Un ailleurs qui représente à la fois un autre endroit (ici le quartier de La Plaine, où sont les bureaux de l'administration de Plaine Commune – donc siège du pouvoir politique) et un groupe social singulier : la direction, les autorités, les politiques, etc. La notion de « périphérie » se trouve ici directement associée à ce sentiment de dépossession vis-à-vis des ressorts de la décision, d'une mise à distance du lieu du pouvoir. Tout indique que les bibliothécaires ont craint à ce moment-là un double mouvement, qui les éloignait de leur municipalité d'origine car ils n'étaient plus ses employés, et qui diminuait les prises qu'ils pouvaient avoir sur leur bibliothèque dès lors qu'ils étaient intégrés dans un ensemble plus vaste avec une direction centralisée.³⁰⁸

Il y a, au sein des bibliothèques, une différenciation sociale importante qui s'explique nettement lorsque ce sont ceux du bas de l'échelle qui parlent. Ainsi nous avons pu distinguer clairement le point de vue des agents de catégorie C (qui représentent 50 % du personnel du réseau), qui n'ont pas eu une formation de conservateur, qui, dans beaucoup de cas, n'ont pas choisi cet emploi par vocation pour le livre et qui, dans beaucoup de cas aussi, vivent dans des quartiers d'habitat social. Comme nous l'avons indiqué, souvent, ces bibliothécaires sont en poste depuis longtemps (40 % de nos interviewés sont en poste depuis plus de vingt ans), un bon nombre parmi eux se trouvent près de la retraite (plus de 42 % de nos interviewés avaient plus de 50 ans). Cette situation ne les met pas dans une position de distance par rapport au métier de bibliothécaire, ni par rapport à la bibliothèque ou au livre. Mais ils se positionnent en opposition à une conception « littéraire » de l'équipement culturel où « le » livre est représenté par le roman, « la » littérature, « la fiction ». Ainsi ils vont parler d'un « *élitisme* » dominant la politique de la bibliothèque où les lectures valorisées sont associées au roman ou au théâtre, aux auteurs classiques, aux sciences sociales et humaines, à ce qui est « *pointu* », aux « *phrases qui durent dix lignes* ». Ces bibliothécaires se sentent discriminés à l'intérieur de la hiérarchie de la bibliothèque, où les postes de direction, de ceux qui

³⁰⁸ Ce sentiment peut évidemment se trouver à terme compensé par l'expérience de se voir intégré à une structure plus performante, à un ensemble plus fort, meilleur, etc. Et étant donné les évolutions que nous avons pu observer, y compris après avoir conduit nos entretiens, il est probable que ce sentiment plus positif l'emporte sur les craintes liées au changement. Mais ce qui nous intéresse ici c'est comment les inquiétudes manifestées s'associaient et alimentaient le sentiment de la dépossession et l'expérience de la périphérie.

ont les salaires les plus élevés et les positions dominantes, sont occupés non seulement par ceux qui ont un capital culturel plus important mais surtout par ceux qui appuient leurs positions sur la valeur qu'ils accordent à certaines lectures. C'est ce qu'ils sentent à propos des processus de décision collective où sont engagées l'évolution des collections, la nature des animations, la modernisation des bibliothèques. C'est sur ce point particulièrement sensible qu'ils ressentent une capacité d'argumentation plus faible, dépossession renforcée par la technicisation qui remplace les relations interpersonnelles qui primaient à l'époque où les bibliothèques dépendaient des municipalités et qu'ils étaient beaucoup moins nombreux.³⁰⁹

Pour ce groupe des agents de catégorie C, la modernisation représentée par la politique de Plaine Commune apparaît comme une menace qui actualise une représentation du monde où la position des bibliothèques coïncide avec celle des quartiers. Le « populaire » s'oppose ici en même temps au savant et au puissant. Beaucoup vont avoir le sentiment d'une forme de mépris sur leur personne lorsque les bibliothécaires les plus diplômés vont disqualifier les consommations culturelles de l'industrie du divertissement ou de la « *culture commerciale* », consommations qui sont celles de la plupart des habitants des quartiers mais qui sont aussi souvent les leurs. Le ressenti est si profond que ces agents du bas de l'échelle cachent parfois leur goûts littéraires lorsqu'ils en ont (« *j'aime les romans d'amour* ») ou leurs préférences culturelles lorsqu'ils n'aiment même pas lire, qu'ils ne lisent pas et qu'ils ne peuvent pas le dire : « *Je n'aime pas lire, c'est vrai ! Qu'est-ce que vous voulez ?* » Alors qu'un bibliothécaire est censé aimer la lecture « *depuis l'enfance* », comme une vocation qui devrait être intrinsèque à la personne. Ainsi les bibliothécaires présentent-ils leur parcours lorsque nous les questionnons sur ce qui les a amenés à travailler en bibliothèque : « *J'aimais lire depuis tout petit, je lisais tout ce qui tombait dans mes mains* »... Réponse de la quasi-totalité des bibliothécaires, sauf ceux qui ont eu le courage de nous dire qu'ils cherchaient simplement un emploi et qu'ils l'ont trouvé tout près de chez eux, dans leur municipalité. Ce sentiment de mépris les amène à riposter face aux autres, les « *élitistes* », par une accusation

³⁰⁹ 43 % des bibliothécaires ont parlé en termes d'« *élitisme* » opposé au « *populaire* », la plupart du temps prenant un parti critique vis-à-vis du premier.

d'imposture, de cacher eux aussi leurs lectures : « *elles aussi vont lire Closer quand elles vont au médecin, ou même à la maison, mais elles ne vont jamais le dire.* »

Cette coupure qui traverse l'univers des bibliothèques participe des représentations du quartier qui nous ont été fournies. Lorsqu'ils défendent un goût populaire, ces bibliothécaires s'opposent à l'« élitisme » et se sentent solidaires du goût des « gens » du quartier qu'ils disent connaître, par proximité. Cette association est mobilisée notamment pour rendre compte de la désaffection de la population des bibliothèques. L'argument selon lequel les habitants des quartiers ne viennent pas à la bibliothèque parce que les collections et les activités proposées seraient trop « élitistes » est extrêmement fréquent parmi les agents de catégorie C.

Cette distance sociale entre les agents « C » et les bibliothécaires de métier, à l'extrême desquels se trouvent les « conservateurs » (les intellectuels du groupe), se double, comme ce témoignage le montre, d'un rapport complexe avec la population des quartiers : « *Il faut pas qu'on prenne que ce qui nous fait plaisir, quoi. Parce qu'on est dans la bibliothèque mais c'est pas pour nous.* » Après tout, c'est probablement l'entrée dans la bibliothèque qui a permis à ces agents de se distinguer au sein du quartier, de vivre leur travail comme un vecteur de promotion sociale. Et surtout de traverser la frontière qui sépare le populaire du savant. Sont-ils installés entre les deux ? Probablement, mais en aucun cas dans une situation de confort. Surtout que, comme nous venons de le voir, à la dichotomie savant-populaire, donnant jadis lieu à une interprétation en termes de « culture *versus* exclusion de la culture », s'est ajoutée depuis longtemps la « culture commerciale », et plus récemment d'autres formes de production et de public confortés par les avantages de diffusion qu'offre internet.

Le passage des bibliothèques de l'orbite municipale à celle de la communauté d'agglomérations est présenté comme problématique par la quasi-totalité des interviewés. Se joue là, comme nous l'avons précisé, la création d'un « centre » qui renvoie les bibliothèques et leurs bibliothécaires encore un peu plus vers la périphérie, où la comparaison entre le quartier de La Plaine (concentrant dynamisme, proximité avec Paris, promotion sociale et pouvoir) et « les quartiers » est omniprésente. Le point de vue des bibliothécaires rejoint celui des habitants, redoublé par une spécificité. Beaucoup d'agents nous ont fait part d'un sentiment

de dépossession selon lequel les décisions concernant surtout l'achat de documents, l'évolution des collections et les animations sont maintenant prises à Plaine Commune³¹⁰. Cette centralisation des décisions obéit effectivement à une volonté de rationalisation des collections, dont l'objectif est de créer une offre plus riche et plus proche d'une demande perçue comme de plus en plus différenciée. En effet, les collections des 23 médiathèques sont mises en réseau, consultables grâce à l'outil informatique et potentiellement accessibles à tous. « *Il n'est plus nécessaire d'avoir Tristes Tropiques dans toutes les médiathèques, il suffit de l'avoir dans quelques bibliothèques. Puis le lecteur peut se déplacer ou on peut faire venir l'ouvrage à sa bibliothèque s'il le souhaite.* » Cette hypothèse d'un lecteur informé et mobile est très questionnée par les bibliothécaires travaillant dans les quartiers³¹¹.

« Tout est décidé là-bas, il y a pas de concertation avec les agents. Il y a des simulations de concertation, histoire de dire qu'on s'est vus une fois, donc vous avez participé, mais bon, après, même si, nous, on a dit tout le contraire, le truc, en fin de compte, il est déjà bouclé. Ça se met en place et puis on attend de nous qu'on applique les choses à la lettre, quoi.

Et puis, ils partent sur de fausses idées. Par exemple, au siège, à la direction des médiathèques, ils sont persuadés que les gens bougent beaucoup sur le quartier, que s'il y a un livre qu'on a nous, bah quelqu'un de Villetaneuse il va venir le prendre, qu'il y a rien qui le bloque et tout, alors que ce n'est pas le cas. Mais ça, on a beau leur dire, ils sont persuadés du contraire. Donc ce qu'on dit, ce qu'on connaît des lecteurs, ils l'utilisent pas du tout, je ne suis même pas sûre qu'ils nous croient d'ailleurs quand on leur dit. Je crois pas. C'est l'impression qu'on a, qu'ils ne nous croient pas, et puis, genre, qu'on ne sait pas trop... » Florence.

³¹⁰ Il est important de noter que cette information n'est pas exacte. À terme, très probablement, les décisions sur les achats de livres qui vont alimenter les collections se feront de manière centralisée. Mais pour l'instant (au moment où nous avons réalisé les entretiens), c'est une compétence conservée par chacune des bibliothèques, qui continuent à décider de leurs collections. Il est évident que la rationalisation des collections, consécutive à la mise en réseau des bibliothèques, entraînera une concertation sur ce que chaque bibliothèque proposera, ce qui sera mutualisé, etc.

³¹¹ Cette hypothèse du lecteur informé et mobile est un pari commun à beaucoup de processus de mise en réseau de bibliothèques centrales avec leurs annexes de quartier. On parie sur une spécialisation des équipements de quartier en fonction de l'image que les bibliothécaires se font de chaque quartier et on pense les collections comme un tout unifié (grâce au catalogue unique informatisé) mais avec des spécialisations dans la localisation physique des documents. Tel type de documents dans tel quartier, tels autres dans tel autre quartier. Mais cela suppose que les lecteurs se déplacent ou attendent que le document vienne dans leur équipement de proximité. Certaines évaluations sont très critiques de ce type de rationalisation du fait que cela avantage certains usages et certains types d'usagers, tel que le montre l'étude faite par Mariangela Roselli sur la mise en réseau et la création d'une médiathèque centrale à Toulouse : « Usagers et usages devant une offre de lecture publique libre : parcours d'acculturation et formes d'appropriation lettrées », *Sociétés contemporaines*, n° 64, 2006, p. 135-153.

Vu de l'autre côté, le processus d'unification des bibliothèques dans l'orbite de la communauté d'agglomérations, ajouté à une politique volontariste de modernisation de l'offre de la lecture publique, s'oppose à ces « représentations » des bibliothécaires. On attribue deux sources à ces « représentations » qui alimentent les craintes provoquées par la politique de modernisation et d'intégration des bibliothèques dans le réseau. D'un côté, elles seraient l'expression de visions traditionnelles des villes communistes, représentations provenant d'une inertie qu'il faut dépasser. De l'autre côté, ces représentations seraient le fait d'un sens commun qu'ignore une certaine « technicité » donnée par le professionnalisme et par la connaissance de l'évolution des politiques de la lecture publique.

Le point de vue des agents plus diplômés et plus jeunes est évidemment différent. Le même problème se présente dans d'autres termes. L'opposition fondamentale à l'intérieur de ce groupe est celle qui existe entre la « culture » entendue comme bastion classique des bibliothécaires, et la culture « commerciale ». Ainsi, une bibliothécaire se désole qu'en « *secteur jeunesse le fonds "romans" ne sort quasiment pas, par contre des textes tels que Dora, Naruto ou Titeuf sont empruntés tout le temps* ». La bibliothécaire préférerait que les enfants lisent « *des textes avec d'autres graphismes, non commerciaux, des romans, pas que des albums [...] ce qui à la limite définit même notre rôle, ce qui fait notre mission* ». L'ennemi de la bibliothèque est ici représenté par la télévision et les supermarchés. Les bibliothécaires conçoivent les circuits « commerciaux » et de la « culture » comme des circuits parallèles, voire opposés. Et leur mission serait en conséquence de donner accès aux enfants des classes populaires à « *autre chose* », face à la toute-puissance du commerce. Cette volonté est portée avec d'autant plus de force que, très souvent, ces bibliothécaires suivent eux-mêmes une trajectoire de promotion sociale récente à travers la culture. Il n'y a pas très longtemps qu'ils sont partis de l'univers populaire, grâce à la culture, vers les lettres et les arts. Ainsi, la bibliothécaire du secteur jeunesse que nous venons de citer est une femme de 35 ans, célibataire, sans enfants, qui, suite à une licence de lettres modernes, occupe un poste de catégorie B comme assistante qualifiée. Elle est arrivée dans la région parisienne en provenance d'une petite ville de province où son père était contremaître pour une société de chauffage et sa mère femme au foyer.

L'opposition « culture » *versus* « commercial » s'appuie sur une autre vision des rapports sociaux, confère un autre sens à la domination et accorde une autre place à la bibliothèque face aux classes populaires. Elle place l'action de la bibliothèque dans un conflit qui diffère de celui structuré par l'opposition élites-quartiers. Il n'y a plus une « essence » – ou une identité, si l'on préfère – populaire à défendre, respecter ou faire valoir face à des élites qui surplomberaient les quartiers avec une action méprisante, voire ignorante, des spécificités de la population locale. La bibliothèque est ici, au contraire, une opportunité offerte aux classes populaires, notamment aux enfants, face à la puissance des appareils commerciaux qui maintiennent les quartiers éloignés de la culture, de la réflexion, de la pensée, de l'art³¹². L'ennemi prend donc la forme d'une dynamique d'abrutissement à laquelle l'État, par le biais du service public, se doit de donner une réponse. Dans cette conception, la charge politique de l'action de la bibliothèque se dévoile le plus clairement, et l'école apparaît comme l'allié naturel de la bibliothèque. En effet, « *donner accès à la culture* » suppose une action pédagogique car la simple proximité (le fait d'ouvrir des bibliothèques dans les quartiers) ne suffit pas. « *Donner accès à la culture* » ou aussi « *amener les gens à la culture* », nécessite un travail qui est pensé la plupart du temps comme relevant de la « médiation ».

« Ici vous faites venir un auteur, si ce n'est pas construit avec une classe, ça n'aura aucun succès, personne ne viendrait, il faut proposer des choses qui soient en adéquation avec ce que sont les gens qui habitent le quartier. Quand on a fait ce petit déjeuner béninois, on a cuisiné, on a proposé de découvrir la nourriture béninoise, il y avait un orchestre béninois qui jouait. Il y avait pas de livre, il n'y avait pas de rapport avec le livre à proprement parler, mais ça a marché parce que c'est une culture instinctive, tout le monde peut saisir ça, de la musique, de la nourriture. Ça fait partie de leur culture. La musique, ils adorent ça. La danse, ils adorent ça. La nourriture, ils adorent. On fait venir un auteur pour parler d'un livre, il y a personne. Il faut être réaliste. Donc après il faut savoir, si on veut se faire plaisir nous, on serait ravies de recevoir des auteurs. Mais on serait quatre à écouter l'auteur parler de son livre ce serait très bien. Ou on veut plus faire plaisir au public, on choisit... C'est pour ça, il faut avoir une capacité d'adaptation et voilà. »
Émilie.

³¹² Il est à noter ici que la réflexion politique, que le contenu politique en tant que tels n'apparaissent pas dans le discours des bibliothécaires. De même que n'est jamais mentionné le contenu religieux ou spirituel. Comme si religion et politique ne faisaient pas partie des livres, des bibliothèques, des centres d'intérêt des lecteurs et des non-lecteurs, etc. Je reviendrai sur ce problème central.

Le problème du « goût » populaire peut ainsi se présenter comme un obstacle à surmonter quand on voit qu'il coïncide avec la « culture commerciale », quand le populaire apparaît colonisé par les forces du commerce faisant opposition à la « vraie culture ». Or, contrairement à ce qu'une sociologie de la domination laisserait entendre, le point de vue des bibliothécaires ne voit pas de fatalisme dans cette situation, pas une détermination plus ou moins structurelle, mais au contraire une raison d'être de leur métier, un objectif à viser. La culture commerciale offre un adversaire représenté comme un ennemi commun qui s'opposerait à la fois aux classes populaires et aux bibliothécaires. Seulement, reste à vaincre le problème du désintérêt du public des quartiers pour « la culture ». La plupart du temps, ce divorce est souligné comme une forme de réalisme: « *On fait venir un auteur pour parler d'un livre, il y a personne, il faut être réaliste.* »

Selon ce point de vue, le passage des bibliothèques municipales aux médiathèques de Plaine Commune est apprécié autrement. Cette fois, on reprochera à Plaine Commune de « *faire des bibliothèques au rabais* », de « *tirer vers le bas* », d'abandonner la littérature et d'aller trop dans le sens de la demande, de ne proposer que ce à quoi les gens ont déjà accès : « *si c'est pour proposer ce que les gens ont déjà de toute façon, à quoi on sert ? Je pense que les bibliothèques sont là pour proposer autre chose, je ne sais pas, tout ce à quoi les gens n'ont pas accès* ». Une campagne d'affiches lancée par Plaine Commune pendant l'hiver 2009 a fait beaucoup de bruit et de chahut à l'intérieur des bibliothèques. Sur les affiches, on pouvait lire « *petits, grands, habitants, salariés, demandeurs d'emploi, étudiants, retraités... c'est pour tout le monde !... pourquoi s'en passer* » sur une légende écrite sur le fond d'une pile de livres, revues et DVD sur des thèmes divers : *La Terre vue du ciel* côtoie une méthode d'anglais, un *J'élève mon enfant*, *Les Secrets de l'espace* ou encore un *Rénover* pour les amateurs de bricolage. Qu'est-ce qui est remarqué ici par beaucoup de bibliothécaires ? Qu'il n'y a pas un seul roman dans la pile, ni classique de cinéma ni poésie ni histoire ni analyse politique. Effectivement, dans le souci d'aller vers « tout le monde », l'image que la bibliothèque semble vouloir donner d'elle-même est claire et on comprend qu'elle puisse éveiller un débat. La publicité semble vouloir montrer une bibliothèque qui évolue plutôt de « la culture » vers « les intérêts concrets des gens » ou vers « la vie de tous les jours », « ce qui est

utile ». Dans les schémas d'opposition qu'on vient de présenter chez les bibliothécaires, ce mouvement irait de la culture au commercial, de l'élitisme au populaire, du roman vers les outils.

Nous intéresse surtout ici de voir que ces discussions renvoient à des oppositions sociales, d'une part, et que ces oppositions s'associent aux conflits qui traversent l'univers populaire, conflits qui ont une facture autant culturelle que politique.

L'une des affiches de la campagne *C'est pour tout le monde* et *C'est gratuit* dans un panneau publicitaire de la ville de Stains, à proximité du quartier Le Clos Saint-Lazare

Cliché : 09-12-2008



Dans une certaine mesure, ce changement dans la politique des bibliothèques (qui par ailleurs n'est pas exclusive de Plaine Commune) peut être interprété en termes de réalisme. Rappelons-nous du : « *On fait venir un auteur pour parler d'un livre, il y a personne. Il faut être réaliste.* » Un réalisme qui apparaît quand on regarde en face une situation sociale très fortement marquée par le fait que, dans la population de Plaine Commune, 38,5 % des habitants n'ont pas de

diplôme³¹³. Et quand on regarde en face une situation de conflit entre les institutions et les quartiers qui prend, dans le cas des bibliothèques, le double visage des « violences » et de la désaffection des publics potentiels. Comme on l’a dit, les bibliothécaires et leurs autorités de tutelle sont très sensibles à cet indicateur du nombre de lecteurs inscrits – entre autres parce qu’il permet de comparer ces bibliothèques à la moyenne nationale et d’avoir ainsi un indicateur objectif de performance de la politique publique³¹⁴. À partir de ce constat, la plupart des bibliothécaires sont d’accord sur la nécessité d’un changement. Mais ils s’opposent sur le sens à lui donner. En gros, ils se regroupent sur deux positions opposées : ceux qui pensent que la bibliothèque doit s’adapter à la demande et en conséquence s’ouvrir aux quartiers et à la modernité, et ceux qui pensent que les bibliothèques doivent s’adapter aux nouveaux contextes mais sans renoncer à leur mission principale de « *pédagogie* », d’« *élever le niveau* », de « *donner accès à autre chose* ». Voyons successivement deux représentants de ces opinions, en commençant par la dernière (plus incline à considérer que la modernisation mise en œuvre par la direction de Plaine Commune va finir par faire des « *bibliothèques au rabais* ») :

– Quelles collections sont pour vous importantes dans une bibliothèque ?

« Par rapport aux collections, là on est dans une optique de politique documentaire. Alors il y a le débat entre trop d’élitisme et trop de démagogie. Je dirais que c’est pas facile de se situer. Moi ma pente naturelle serait plutôt pour l’élitisme, mais il faut un équilibre, il faut faire venir des gens...

Mais, quel intérêt à part faire venir [les gens] ? C’est une question que je me pose. Je ne dis pas qu’il ne faut pas de collections “Harlequin”, de films très “blockbuster”. Il en faut. Mais le discours qui consiste à dire on les amène à la bibliothèque, en les attirant par ce qu’ils cherchent en faisant Voici dans les magazines ou enfin je ne sais pas, Closer, machin, tout ça, en pensant qu’il va y avoir un parcours de lecteur et puis que de Voici ils vont sauter à Paris Match et de Paris Match à Télérama, j’y crois pas. J’y crois pas !

Je crois que les gens qui viennent chercher du Voici, enfin des trucs comme “Harlequin”, ils viennent chercher ça mais le parcours de lecture qui les emmènerait de ce type de production à une production intellectuelle supérieure dans une espèce de progression, je crois pas. Ou alors ça nécessiterait un travail de fond qui demanderait des moyens infiniment

³¹³ 38,5 % de la population non scolarisée et de plus de 15 ans. Cf. Annexes.

³¹⁴ En 2009, la moyenne d’inscrits par ville était à Plaine Commune de 9,32 % de la population, contre 20 % au niveau national.

supérieurs aux moyens concrets qu'on a. Je crois qu'on veut attirer des gens avec Voici pour faire du chiffre. Quel intérêt d'aller en bibliothèque si c'est pour y trouver Voici, à part faire du chiffre ? Pour moi, une bibliothèque, c'est pas ça. Alors ça peut attirer les gens, mais vont-ils ailleurs quand ils sont attirés par Voici ? C'est possible mais c'est très très marginal à mon avis, enfin bon ce n'est que mon avis... »

– Vous pensez donc que les magazines « people » comme Voici et Closer n'ont pas vraiment leur place en bibliothèque ?

« Oui et d'autant plus que si on voulait vraiment faire du chiffre, il faudrait en prendre dix, parce que les Voici sortent quand même pas mal, ou Femme actuelle, parce que la presse féminine aussi... C'est marrant d'ailleurs qu'il y ait Elle et tout ça. »

– D'après vous, quelles sont les collections qui doivent être dans une bibliothèque ?

« Moi, la Charte des bibliothèques de l'UNESCO me paraît pas mal par rapport à ça. Une conception universaliste, et pluraliste aussi. Mais la question serait plus précise si on posait qu'est-ce qui ne doit pas être en bibliothèque ? »

– Qu'est ce qui ne doit pas être en bibliothèque ?

« Déjà, pour moi, la limite c'est ce qui est interdit par la loi, voilà. À partir de là, toutes les opinions politiques, morales peuvent être représentées. Mais c'est pas forcément toujours le cas. Au niveau des livres sur les religions, aussi, il y a pas mal de réticences, alors qu'il y a des limites entre le prosélytisme et l'informatif. On pourrait poser la même question au niveau du politique. Si on prend un livre politique engagé ça va être aussi du prosélytisme quelque part. Donc c'est toujours la question délicate. Des questions éthiques, déontologiques, selon qu'il s'agit de politique ou de religion, ça ne va pas être les mêmes... Voilà. [...] »

– Vous me parlez du magazine Voici. Vous pensez qu'il est important de privilégier un certain contenu, une certaine qualité pour le public ?

« Choisir c'est renoncer, quand on a le choix entre un truc pourri et un truc mieux, on renonce au truc pourri ! Voilà ! Closer, on n'a pas les budgets infinis. À la limite Closer en soi, ça ne me dérangerait pas si on avait un budget infini et qu'on avait vraiment tout, bah, oui, allons-y pour Closer. Mais on n'a pas des budgets infinis, et quand on prend Closer, on se prive d'autre chose.

Maintenant, le résultat complet d'avoir Closer en bibliothèque, c'est pour ramener du public, c'est pour ramener des gens en espérant qu'ils vont faire un parcours qui va les amener de Closer à autre chose, ça je n'y crois pas. Si c'est pour ramener du public alors allons y franchement, prenons dix exemplaires de Closer et ça va sortir et revenir. Il y aura toujours un client pour ce genre de truc, mais est-ce que ça fait partie des missions des bibliothèques ? D'autant plus qu'internet étant libre, on peut aller trouver des

informations qu'on trouve dans Closer sur n'importe quel site. Je suis pour la liberté de consultation d'internet, mais voilà, Closer prend la place d'autre chose de mieux. »

– Par rapport à vos missions en tant que bibliothécaire, vous pensez qu'être bibliothécaire suppose un certain engagement ?

« Oui, le problème, c'est qu'on n'a pas tous le même ! [rires] Oui bien sûr, concrètement, il faut être à l'écoute des gens, il faut être humble, disponible... Il y a un mot qui m'énerve, par exemple, c'est le mot "tolérance". Dans "tolérance", il y a une grosse part de condescendance, quand je tolère quelqu'un je condescends à l'accepter. C'est pas comme ça. La mission d'une bibliothèque, c'est quand même d'élever ne serait-ce que d'un degré le niveau de conscience et de réflexion des gens. Closer ne répond pas à ça, au contraire, ça les conforte dans leur bassesse. Pour moi c'est non ! » Michel.

Mais évidemment, face à cette même problématique, les avis peuvent être contrastés, comme nous l'avons indiqué et ceci parfois au sein de la même bibliothèque :

« Il faut quand même être à l'écoute. On ne peut pas rester sur notre façon de faire d'il y a quarante ans, cinquante ans, trente ans. Avec cette nouvelle politique documentaire, si vraiment on arrive à... Parce que c'est beau, la nouvelle politique documentaire c'est magnifique hein ! Franchement, si on y arrive, je ne sais pas si je le verrai, mais si on y arrive, on devrait quand même être le reflet de ce qui se passe dehors. Que ce soit en document proposé, en poste internet, en musique.

En dix ans, tout a été trop vite, très vite. Et nous, les bibliothèques, les médiathèques, on ne propose pas le quart de ce que les gens ont même chez eux, même ceux qui n'ont rien. Même ceux qui n'ont rien, ils savent qu'il y a autre chose qui existe. Donc chez eux, ils n'ont pas accès parce qu'il n'y a pas, à la bibliothèque, ils n'ont pas accès, parce qu'il n'y a pas non plus. Donc évidemment, là-dessus, on peut se poser des questions : "bah, oui, mais alors le livre, là-dedans..." Bah, oui, y a pas le livre, il y a plein d'autres choses encore à proposer. De toute façon tout ça c'est de la lecture, même internet, c'est de la lecture, sans lire on n'a pas accès à internet, hein ! »

– Par rapport à ce que vous offrez aux jeunes, sur quoi mettez-vous l'accent au niveau des collections ?

« Du classique, il en faut toujours un peu, puisqu'à l'école il y en a quand même. Dans les romans, en tout cas, il y a quand même une demande, des professeurs, donc il y a toujours un petit fonds classique. Et puis, comme je

dis, on est au début de la nouvelle politique documentaire, c'est en train de se faire, on est en train de changer les acquisitions et nos fonds. En section jeunesse, les albums entre le nec plus ultra des albums et de l'édition jeunesse de qualité, et bah maintenant bon, pour 2009, il nous est demandé de faire des acquisitions aussi, jeunesse, qui font d'autant plus référence à ce que les enfants vivent autour d'eux, au quotidien hein...

En roman, la même chose, dans les revues, petit à petit aussi et l'abonnement, il y aura toujours ceux qui sont "haut de gamme", de qualité, mais aussi il y aura Closer, pourquoi pas.

Closer et d'autres, dans les documentaires la même chose aussi. On voit qu'il y a des rayons entiers de documentaires qui ne sortent pas, parce qu'il y a aussi internet. Les enfants ont des fois internet à la maison, donc continuer de faire des acquisitions sur, par exemple, les animaux ou par exemple les sciences et techniques, c'est peut-être pas la peine d'avoir des rayons pleins, on voit que ça ne sort pas trop. Tout ce qui est aussi vie sociale, économique, ça ne sort pas beaucoup. »

– Vous m'avez dit qu'il y avait plusieurs origines représentées dans le quartier. Est-ce que vous avez des fonds, par exemple dans une langue turque, par exemple si la population turque est assez représentée dans le quartier ?

« On a effectivement adapté un petit fonds de langues, qui là aussi, l'édition est un peu pauvre hein, pour la jeunesse. On a quelques livres en roumain, en turc, c'est sûr en anglais, en allemand, en espagnol, en italien, en portugais, mais bon ça ne sort pas beaucoup. Bon, on ne sait pas encore si ça sort, là faudrait quand même étudier un peu plus, pousser un peu plus la réflexion, parce que c'est vrai qu'on peut se dire qu'il faut des livres bilingues ou en langue étrangère, alors est-ce que nous on les met pas de façon à ce qu'ils soient visibles et pourtant, ça ne sort pas. Et pourtant c'est dans l'air du temps, de faire des fonds en langues étrangères, mais on se demande si c'est pas mieux de faire quand même sur Internet aussi des langues... déjà on ne voit pas beaucoup de Roumains venir emprunter des livres en roumain ! Ils sont dans un pays où on parle en français et les jeunes en tout cas, je ne sais pas, ils n'ont pas très envie de lire des albums en roumain. Donc je ne sais pas... » Marie-Christine.

On voit bien que ce « réalisme » qui oriente l'adaptation des bibliothèques au goût populaire se fonde en grande partie sur la représentation que les bibliothécaires et les experts qu'ils embauchent pour s'orienter se font des quartiers. Le réalisme se traduit de façon générale par quelques principes. D'un

côté, il cherche à sortir du « classique » pour aller vers le « populaire », de l'autre côté, on fait évoluer la bibliothèque vers la vie « pratique » à travers des « outils » permettant de se débrouiller dans la vie quotidienne (recherche d'emploi, connaissance des nouvelles technologies, méthodes de langue, pêche, jardinage...).³¹⁵ Mais comme nous venons de le voir, le réalisme se traduit aussi dans l'interprétation des quartiers comme étant une population d'immigrés, ce qui ne cesse d'être problématique. D'une part, parce qu'on ne sait pas trop ce que cela veut dire en termes de demande réelle, et d'autre part parce que cette orientation semble répondre à un critère politique plus qu'à une demande sociale. « Il faut » des collections en langue étrangère pour une politique qui se veut d'intégration... Et ceci nous conduit à l'épineuse question de la langue que nous avons déjà évoquée.

La question du langage et de la proximité sociale : une façon de gérer la distance institutionnelle ?

Pour les bibliothécaires qui se sentent socialement très proches des habitants, leur connaissance du quartier est estimée comme une qualité, la « proximité » érigée en valeur. Souvent, ces bibliothécaires disent avoir été embauchés pour cette raison : « *Je pense que, principalement, ils m'ont quand même pris parce que j'étais quelqu'un du quartier et qu'à cette époque il y avait quand même des petits soucis...* » Cette situation impacte assez directement l'intérieur de l'univers des bibliothèques, et joue notamment dans les hiérarchies qui distinguent les bibliothèques et dans la mise en forme des conflits qui organisent leur monde. D'un côté, « l'élite », les intellectuels qui dirigent les bibliothèques, les « *propriétaires de la haute culture* », comme m'a dit la responsable d'une maison de quartier à propos des bibliothécaires ; de l'autre côté, ceux qui connaissent les quartiers, sont « proches des gens ».

³¹⁵ De ce point de vue, cette évolution semble répondre à ce que la sociologie de la lecture (surtout dans ses travaux d'inspiration bourdieusienne) a décrit comme caractéristique du rapport des classes populaires à la lecture. Cf. MAUGER, Gérard, POLIAK, Claude, et PUDAL, Bernard : *Histoires de lecteurs*, op. cit. ; et, sur un plan plus général, BOURDIEU, Pierre : *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, « Le sens commun », 1979.

Ce qui est en jeu ici est la gestion de la distance institutionnelle. La langue fait-elle l'objet d'une « régulation autoritaire ». Que fait-on de toutes les formes linguistiques, parlées et écrites, qui s'éloignent du langage institutionnel ? Et comment cette norme de langage est-elle définie ? Lorsque cette coupure se fait, comme lors des moments où la bibliothèque est cible de violence, elle prend une dimension de classe sous la forme de « ceux d'ici » par opposition à « ceux de là-haut ». Et là-haut se trouvent « *les élites* », ceux qui dirigent, les hommes politiques, ceux qui ne sont pas proches des habitants. Cette division se ravive face à une question pour laquelle les bibliothécaires ont une très grande sensibilité car elle se trouve aux soubassements de leur profession, la question langagière. Quel est le langage approprié pour parler aux « jeunes » et aux habitants des quartiers ? Bibliothécaires, enseignants et hommes politiques, sont-ils toujours aussi légitimes, leur place est-elle toujours légitimée avec la même efficacité par la maîtrise de la langue officielle ?³¹⁶

« Je me souviens qu'un jour Marie m'a dit : "Mais Édith tu peux pas agir et parler comme eux parlent (les jeunes quoi). Oui parce que tu te dois quand même de parler correctement." Mais je lui ai dit : "Attends, Marie, je vais pas, alors qu'ils m'insultent et que ça se passe mal, je vais pas leur parler avec une voix douce. Parce que d'une, ils en ont rien à fiche et ils vont me rire au nez ! Et puis même si je travaille à la bibliothèque et que je dois parler correctement, je suis désolée quoi, là tu... Je vais te le prouver. Un jour tu verras qu'en leur parlant comme eux ils parlent comment ça se passe... Eh bien, bien souvent ça s'arrête." Alors après c'est vrai que c'est pas super de réagir un peu sauvagement comme eux peuvent être super sauvages. Mais y a des fois où ils se disent c'est bon en face de nous y a... C'est pas qu'il y a plus fort mais, "elle va pas se laisser faire, la dame". Et puis bon après, c'est vrai que je connais pas mal de gens ici, ou alors si je les connais pas eux, je connais le grand frère ou la grande sœur. Donc bon voilà, et puis y a une tête aussi qui te dit bah "on la connaît cette dame ! Ah ouais, si, mais elle travaille à la bibliothèque mais elle habite ici elle aussi !" Donc bon il y a tout ça, je pense qu'avec moi, ils ont peut-être jamais franchi certaines limites. » Édith.

Les bibliothécaires sont, comme dans toute institution, attentifs au langage qu'ils emploient. Mais, dans leur cas, il y a une position singulière qui est donnée à la fois par la position que la bibliothèque occupe parmi les institutions présentes dans

³¹⁶ Ces questionnements renvoient au célèbre texte de Pierre Bourdieu (avec Luc Boltanski) sur lequel nous reviendrons : « Le fétichisme de la langue », article cité.

le quartier et par le traitement de la tension distance/proximité avec les habitants. La bibliothèque est quelque part entre « la médiation sociale » et l'école. Comme pour cette dernière, il s'agit d'une institution culturelle où la matière principale est l'écrit et où le but principal est d'amener l'écrit, et plus précisément le livre, dans ces zones de la ville et de la société. Or, l'écrit et le livre sont, la plupart du temps, pensés avec une représentation littéraire et intellectualisante, et, au contact avec les classes populaires, cet intellectualisme prend inévitablement la forme d'une visée pédagogique – classes populaires qui sont représentées à partir d'une idée de pauvreté culturelle, du fait qu'ils sont « démunis » de capital culturel, qu'ils « n'ont pas accès » à la culture, etc.

D'autre part, cela fait plusieurs années que les bibliothèques municipales ont entrepris des démarches d'ouverture et de proximité avec les populations qu'elles veulent atteindre et qui restent, malgré ces efforts, toujours plus ou moins hors de portée³¹⁷. Ces efforts sont visibles. Il y a, en premier lieu, de plus en plus de construction de bibliothèques dans les quartiers, les « annexes » à travers lesquelles les « centrales » municipales se décentralisent pour atteindre les marges de la société et les lisières de la ville. Il y a aussi tout ce qui touche aux collections : l'accès direct, leur diversification vers des livres et des écrits moins centrés sur le littéraire (et plus sur la « pratique », comme les livres de cuisine, la presse ou les manuels en tout genre), vers des collections en langues étrangères qu'on suppose liées aux origines nationales de la population des quartiers, vers d'autres supports (audiovisuel et internet) qui ont transformé les bibliothèques en médiathèques. Et il y a enfin la mutation du métier de bibliothécaire qui évolue de façon rapide « du livre vers l'utilisateur »³¹⁸. L'hypothèse étant que le bibliothécaire ne travaille pas ici avec un intellectuel qui sait déjà ce qu'il veut et qu'il faut l'aider à trouver, mais qu'il faut aller vers des individus pour les aider à se repérer dans un univers qui leur est étranger ou dans lequel ils possèdent peu d'outils pour s'orienter. Souvent, on est obligé d'aller plus loin, d'aller non seulement vers des « usagers » compris comme des individus, mais d'aller vers les « quartiers ». Et un quartier est une entité

³¹⁷ BERTRAND, Anne-Marie : *Les Bibliothèques* (Paris, La Découverte, 3^e édition, 2007) et du même auteur : *Les Bibliothèques municipales et leurs publics : pratiques ordinaires de la culture* (Paris, Éditions de la Bpi, 2001) ; *Lecture publique et territoires, trente ans de mutations en BDP*, actes du colloque de Montbrison, 24 et 25 octobre 2003 (Villeurbanne, 2005).

³¹⁸ BERTRAND, Anne-Marie : *Les Bibliothèques municipales et leurs publics*, op. cit.

complexe qu'il faut tenter d'appréhender pour l'approcher. On recrute alors, parfois, des gens qu'on suppose socialement proches de cet univers et parfois des habitants du quartier.³¹⁹

Dans le cas des bibliothèques situées en milieu populaire, comme celles qui nous occupent, l'ensemble de ces évolutions vers la « proximité » tire le bibliothécaire vers la médiation et le travail social. Dans ce cadre, la question de la proximité sociale devient une question de proximité culturelle où la forme langagière de la communication est essentielle, comme l'est le fait de proposer des livres accessibles par le goût et par les capacités de lecture qu'ils exigent.

– Quels sont les livres qui, pour vous, doivent être en bibliothèque et ceux qui selon vous n'ont pas leur place ici – ça peut être les livres mais aussi les revues, ou les DVD.

FLORENCE. – *Eh bah des trucs trop pointus. Par exemple, un sujet très précis et qui ne pourra intéresser qu'une personne en quinze ans. Pour moi c'est pas notre rôle à nous d'acheter ces bouquins-là. Après on va dans une bibliothèque spécialisée ou dans une bibliothèque universitaire et puis voilà.*

ISA. – *Oui parce que bon, là, vous avez des livres sur tous les sujets, du moins sur pas mal de sujets, oui. Accessibles à tout le monde. Comme dit Florence, pas hyper-pointus parce que, même moi personnellement ça me prendrait la tête, mis à part si je fais des études universitaires. Mais là bon, c'est pas le cas, ceux qui font des études universitaires ne viennent pas spécialement à la bibliothèque du quartier, non, non.*

FLORENCE. – *C'est pas notre rôle, justement on n'est pas une bibliothèque universitaire.*

ISA. – *Là, on va dire, ça s'arrête au bac, peut-être après le bac, un ou deux ans, pas plus, après ils vont ailleurs. Mais pour les sujets, effectivement ils sont ouverts à tous, quoi.*

– Il y a eu une réflexion sur le magazine *Closer*. Où vous situez-vous par rapport à ce débat ?

³¹⁹ Nous ne faisons pas référence nécessairement à la politique de recrutement de la direction du livre de Plaine Commune où, nous le savons, il y a une opposition au recrutement sur le seul critère du lieu d'habitation ou de la proximité sociale et une volonté de « professionnalisation » de la question de la proximité. Le recrutement n'est pas conçu comme une politique de proximité ou comme une proximité de la bibliothèque par rapport au quartier mais plutôt comme une « ouverture » aux demandes ou, plus précisément, à ce que la direction de Plaine commune perçoit comme les évolutions des classes populaires en matière d'identité. Cela nécessite une sensibilité et un savoir-faire, et une accessibilité de l'institution (gratuité, confiance – pas de vigile, ni de vidéosurveillance, etc.). Mais les témoignages que nous avons recueillis sont souvent riches à propos de cette question de la proximité du bibliothécaire avec son quartier. Une proximité qui, dans le discours de beaucoup de bibliothécaires, vient souvent s'appuyer « naturellement » sur le fait d'y être né ou d'y habiter.

ISA. – *Moi personnellement ça ne me choque pas. Et puis qu’elles arrêtent de faire les hypocrites, les bibliothécaires, parce qu’elles le lisent elles-mêmes en dehors ! [rires] Quand elles sont chez le médecin, c’est vrai !*

Personnellement, je ne vois pas où ça pose un problème. C’est une revue comme une autre. Nous on l’a depuis janvier. Effectivement, elle est lue et relue et lue et relue.

FLORENCE. – *Je trouve que c’était bien que ça vienne sur le tapis à un moment donné. Parce que quand même pendant longtemps dans le milieu des bibliothèques on a été super élitistes de : “Nous on sait ce qui est bien à lire et les trucs qu’il va falloir.” Je pense que c’est pas aussi simple que ça et ça c’est bien... Je veux dire, c’est le truc positif de Plaine Commune, ils ont mis ça sur le tapis ! [rires] Et voilà après on sentait que tout le monde n’est pas d’accord, ce que je comprends aussi. Même ici, Henri, un collègue, ne comprend pas qu’il y ait ça dans la bibliothèque. Bon après chacun a le droit d’avoir son avis.*

– *Vous me parliez d’élitisme tout à l’heure, vous pensez que certains veulent privilégier une certaine qualité de lecture ?*

ISA. – *Moi, je ne vais pas polémiquer là-dessus parce que c’est un truc qui va me prendre la tête donc c’est pas la peine.*

FLORENCE. – *Il ne faut pas qu’on prenne que des trucs... Il faut pas qu’on prenne que ce qui nous fait plaisir, quoi. Parce qu’on est dans la bibliothèque mais c’est pas pour nous. Je veux dire moi, chez moi, je ne vais pas m’abonner à Closer, c’est clair. Mais après je comprends que les gens ils attendent aussi ça, ils ont pas forcément envie de lire que des analyses politiques dans le Nouvel Obs ou des trucs comme ça, quoi !*

ISA. – *Ça ou le Magazine littéraire ! Bah, oui, hein... »*

FLORENCE. – *Je serais plus choquée si on mettait Minute. Voilà. Parce qu’il y a une connotation raciste, on ne tient pas de propos racistes dans un lieu public. Je veux dire, il y a des limites aussi.*

ISA. – *Éviter que ça incite à la haine. Déjà qu’on a pas mal de problèmes ici... Moi, ça me pose aucun problème que Closer soit en circulation sur le quartier.*

– *Qu’est-ce qui sort le plus souvent, qu’est-ce qui est le plus souvent emprunté ?*

ISA. – *Les magazines, c’est beaucoup de Elle, Femme actuelle, Marie-Claire, Phosphore.*

FLORENCE. – *Nouvel Obs, Le Point, ça sort aussi.*

ISA. – *Oui, Le Nouvel Obs, Le Point, L’Express.*

FLORENCE. – *Jeune Afrique, ça sort aussi.*

ISA. – *Jeune Afrique, oui, le... Comment ça s’appelle, le magazine de jeux, le magazine de jeux, ordinateurs, etc. Voilà, ça sort. Après, dans la presse écrite, je veux dire des journaux, il y a Le Parisien, L’Équipe, qui est lue sur place, le lecteur aime bien s’installer, prendre L’Équipe, le lire sur place. Le Monde, voilà. »*

Les mêmes observations de séparation de la population du quartier par rapport à la bibliothèque se manifestent à propos des activités culturelles proposées par la bibliothèque, les « animations adulte ». Certains ont la sensation que les activités proposées sont déconnectées du quotidien des habitants, qu'il faudrait proposer des sujets auxquels « *ils sont confrontés tous les jours* », pas de « *sujets pointus* », des choses simples. Ainsi a été critiquée une animation sur « *à quoi sert le temps, ou je ne sais pas quoi* » où a été invité un astrophysicien. « *Alors ils ont eu du monde parce que, bon, ils ont fait... effectivement... c'est des Parisiens qui sont venus avec un astrophysicien ou je ne sais pas quoi. Déjà rien que ça "astrophysicien", tu te dis : "Bon, O.K., c'est quoi ce truc ?" »*

Ces discussions renvoient évidemment à une représentation du rapport entre les bibliothèques, et leur direction, et les quartiers. Mais il s'agit d'une problématique de « classes » qui se dit peu en ces termes. Un seul bibliothécaire a formulé les choses dans ces termes en s'appuyant sur les divisions qui traversent les quartiers (sans faire référence à la question « ethnique ») :

« Le public adulte, je dirais, ça va être les classes moyennes, la majorité. C'est pareil, il va y avoir toujours 10, 15 % de marge, d'ouvriers, d'employés, de petits employés, mais, grosso modo, c'est les classes moyennes, c'est les fonctionnaires de catégorie B, profs, instits, lecteurs de Télérama... [rires] Voilà, c'est comme ça que je perçois le gros du public adulte. [...] Et ça ne change pas en soi une bibliothèque de banlieue populaire d'une bibliothèque d'une ville de province assez bourgeoise, en centre-ville. Je pense que s'il y a moins d'inscrits dans les bibliothèques en banlieue, notamment chez les adultes, c'est tout simplement parce qu'il y a moins de couches moyennes. »
Michel.

Profondes ambiguïtés

Chaque fois que la population des quartiers est disqualifiée, sous une forme ou sous une autre, apparaissent des sentiments profondément ambigus parmi les bibliothécaires. Le plus souvent, dans le même entretien, un bibliothécaire voudra signifier combien le quartier a déperî ou s'est dégradé, combien la violence ou la pauvreté sont importantes, mais immédiatement, quelques minutes plus tard, il commencera à mettre en valeur les qualités des habitants, il relativisera que « *ce n'est pas pire ici qu'ailleurs* », que « *dans la journée c'est un quartier comme les autres* », qu'« *il ne faut pas stigmatiser les gens, ici ils ne sont pas tous pareils* ».

Cette ambivalence trouve deux sources. En premier lieu, les bibliothécaires sont conscients que l'une des choses dont souffrent le plus les habitants et contre laquelle ils se battent avec le plus d'énergie est la mauvaise réputation de leur quartier³²⁰. Il s'agit ici de protéger les habitants contre les effets de stigmatisation auxquels renvoie l'image des territoires de la « banlieue », les « quartiers », les « cités HLM », le « 93 ». Comme la plupart des « intervenants » dans ces territoires, les bibliothécaires veulent s'opposer à la vision que, d'après eux, donnent la presse et la télévision ; une image purement dégradante qui, par amalgame, disqualifie tous ceux qui habitent « les tours ». Une vision de loin, en vrac et stigmatisante de la presse s'oppose au sérieux, au professionnalisme et au contact avec le terrain des bibliothécaires – surtout ceux qui travaillent dans des structures de proximité. Les bibliothécaires sont ici investis d'un sentiment de devoir, d'une responsabilité politique qu'ils assument et d'un fait sur lequel ils peuvent agir à travers leur travail : « l'image ». La seule présence d'une bibliothèque, il est vrai, peut être positive pour la réputation d'un quartier, surtout dans un contexte où, comme on l'a vu, on considère que les quartiers se vident, « *qu'il ne reste plus rien* ». Les bibliothécaires agissent ici dans le sens des maires qui veulent améliorer l'image de leur ville.³²¹

³²⁰ Sur cette question, voir DULONG, Renaud, et PAPERMAN, Patricia : *La Réputation des cités HLM. Enquête sur le langage de l'insécurité*, Paris, L'Harmattan, 1992 ; et MADEC, Annick : *Chronique familiale en quartier populaire*, op. cit.

³²¹ Cette recherche d'une amélioration de l'image des villes et des quartiers vise à attirer les classes moyennes ou à freiner leur départ. Il y a une cohérence entre ces objectifs affichés et les représentations des quartiers comme s'étant « vidés » que nous évoquons plus haut.

Quand je suis arrivé pour la première fois dans le quartier de la Sausaie, en 2007, la photocopie d'un article sur le quartier paru dans *Le Point* un an plus tôt circulait de main en main, et les bibliothécaires de Gulliver m'ont donné une copie aussitôt arrivé. Deux journalistes étaient venus, disant qu'ils enquêtaient sur les émeutes de 2005. Ils se sont installés dans un appartement du quartier pendant deux semaines et ont publié un papier à sensation où ils donnent l'image d'un quartier rongé et dominé par la violence et les trafics de drogue. En décembre 2007, un nouvel article paraît dans *Le Point* au sujet d'un médecin qui a décidé de quitter le quartier après une série d'agressions. Dans les deux cas, les journalistes décrivent un quartier dominé par la violence, où « une poignée de caïds font la loi » et, à travers des témoignages, disent qu'il n'y a plus d'autorité, que la police a quitté les lieux avec les classes moyennes, les juifs et les maghrébins pour être remplacés par des Africains pauvres qui pratiquent la polygamie. L'exagération et la caricature sont à leur limite³²². Les habitants étaient unanimement furieux, les bibliothécaires aussi. Le maire a rédigé un communiqué dans lequel il indique : « En utilisant des raccourcis et des amalgames, en laissant croire que les comportements condamnables d'une minorité sont ceux de toute la population du quartier, en établissant un parallèle entre ces dérives et la religion musulmane, en ne se présentant pas comme des journalistes et en ayant recours parfois à une fausse identité, les auteurs de cet article se sont livrés à une véritable manipulation que je condamne avec la plus grande vigueur. Plus grave encore, la publication de témoignages et de photos – dont on se demande comment elles ont été obtenues –, aboutit à montrer du doigt certaines personnes, et crée un climat détestable. » Il finit par demander un droit de réponse et par avertir les habitants que « toute personne qui voudrait se livrer à des actions de représailles suite à cet article [sera] interpellée et mise à disposition de la justice »³²³.

Une preuve de plus, s'il en fallait, que le rapport à l'écrit, ici la presse et les communiqués officiels, joue un rôle premier dans la constitution de la politicité populaire aujourd'hui. Nous pouvons rappeler également tous les débats qu'il y a eu autour du roman *Les anges s'habillent en caillera*, de Rachid Santaki. Nombreux étaient ceux qui s'opposaient à l'invitation de l'auteur pour animer une activité

³²² Voir les articles du *Point* du 2 février 2006 et du 6 décembre 2007.

³²³ PAILLARD, Didier : communiqué du 14 février 2006.

autour de son livre, et bien nombreux aussi ceux qui s'opposaient à l'achat du roman pour l'intégrer dans les collections. L'image que le livre véhiculait des quartiers, de la banlieue et du « 93 » était, selon eux, une image caricaturale, dégradée, et qui ne faisait qu'alimenter les pires clichés pesant sur ces populations et justifiant une politique répressive à l'égard de cette fraction des classes populaires. C'est effectivement l'une des lectures possibles de l'ouvrage, à commencer par l'image de la couverture où toutes les ambiguïtés sont servies à l'interprétation.

En second lieu, cette ambivalence face aux quartiers est provoquée par l'engagement des bibliothécaires eux-mêmes dans leur travail et aussi, d'une certaine façon, dans la vie du quartier. Travailler dans un quartier considéré comme malfamé disqualifie le travailleur, son travail et sa personne. C'est un sentiment, que beaucoup éprouvent, de véritable discrimination négative, de discrédit, de disqualification. Et ce sentiment n'est pas vécu par rapport à la profession, en termes de carrière ou face aux collègues (car ici un préjugé à l'inverse fonctionne en valorisant ceux qui ont le courage d'aller vers ces populations, comme une véritable « vocation »). Le discrédit est surtout vécu dans la sociabilité, avec ses amis, ses proches et même sa famille. Jusqu'au cas d'un jeune bibliothécaire venu d'une région rurale du nord de la France qui, un an après être arrivé à Saint-Denis, n'avait toujours pas raconté à ses parents où il travaillait, « *pour ne pas leur faire peur* ».

Lorsque la personne travaille et vit dans le même quartier³²⁴, qu'on est parfois même né dans le quartier de sa bibliothèque, l'ambiguïté se présente plus fortement, souvent en valorisant un quartier qui serait un bon quartier qui s'est dégradé par l'effet de forces étrangères à lui-même.

« Je suis née ici, mes parents étaient déjà là depuis... Je sais pas, ma sœur est née en 67. Je pense qu'ils ont été les premiers résidents du Clos, vraiment, je crois qu'il y avait des chantiers partout, il y avait des grues partout. Moi, je suis née en 72, donc c'était quasiment fini, je me souviens pas d'avoir vu des trucs en chantier, c'était une grande cité avec plein d'arbres. Je sais pas si vous avez remarqué ? Vous avez traversé la cité à pieds ou pas ? »

– Un petit peu, je suis arrivé à l'endroit où il y a une statue représentant une sorte de voiture brûlée.

³²⁴ Sur l'ensemble des interviewés, 31 % vivent dans le quartier où se trouve la bibliothèque ou similaire, et plus de 75 % vivent dans une ville de Seine-Saint-Denis.

« Ah vous êtes arrivée par là... Bon, elle a été un peu transformée, mais sinon, c'est vrai qu'il y a beaucoup d'arbres, beaucoup d'espaces verts et après il y a des voitures volées ou des choses comme ça. Il y a de l'espace, c'est aéré entre les tours, c'est pas collé.

Moi j'ai beaucoup joué, j'ai de très très bons souvenirs. En plus, de mon temps il y avait un super centre commercial, c'était là-bas, vraiment une grande place carrée où tous les commerces étaient ouverts. Je sais pas combien de commerces il y avait, je ne sais pas si elle vous en a parlé, Christine, puisqu'elle habitait dans la même tour que moi. Y avait un café, un tabac, une librairie qui faisait tabac, une boulangerie, un cours des halles, une boucherie, une chevaline, un coiffeur, un petit supermarché mais qui marchait super bien puisqu'il y avait une boucherie à la coupe... Enfin, c'était vraiment les vrais commerces ! »

Ce temps passé représente une essence du passé, lié au passé ouvrier où les solidarités faisaient penser à une certaine homogénéité. Un passé perdu où l'univers culturel des classes populaires était beaucoup plus proche de ceux qui sont aujourd'hui devenus bibliothécaires. Où le conflit avec les classes populaires n'en était pas un (dans le discours des bibliothécaires) ou, plus précisément, se présentait autrement du moment qu'il prenait la forme d'un « simple » manque d'accès à la culture. Que reste-t-il de ce monde dans le présent des quartiers ? Était-ce le vrai quartier auquel il faudrait revenir ? Le quartier du présent doit être pensé à partir de l'idée de « transformation » (la réalité des classes populaires est aujourd'hui différente) ou, au contraire, à partir de l'idée de « déviation », auquel cas il faudrait tenter de revenir à sa « véritable » identité ? Cette coupure omniprésente entre passé et présent des quartiers contient plus ou moins explicitement le souvenir, plus ou moins revendiqué, d'un passé ouvrier qui s'oppose à une présence qui se définit dans des codes difficiles à appréhender et à intégrer aux schèmes traditionnels de compréhension des classes populaires :

« Quand on était enfants, il y avait pas de différence entre nous, que ce soit sociales, on était tous des enfants des ouvriers en plus. Même si on était de pays différents ça ne rentrait jamais en compte. Et puis, il n'y avait pas de religion quoi ! Moi j'avais des amis qui allaient au catéchisme un peu mais sinon il y avait pas de... j'ai aucun souvenir de voir des copains faire le ramadan. Si, ça a commencé mais, quand même, quand on était au collège quoi, c'était... Avant on savait pas du tout ce que c'était, non, non.

En plus, mes parents sont athées, donc ils ne m'ont rien transmis par rapport à ça. Et puis, bah, mes copains qu'étaient Algériens ou Marocains, ils allaient

de temps en temps au pays mais je crois qu'ils avaient rien en eux qui les obligeait de toute façon à le faire. Et puis, je pense que leurs parents même s'ils faisaient leur prière, vraiment on le voyait pas, on le savait pas et ça restait d'ordre privé. Maintenant c'est un peu autre chose. Je sais que le vendredi midi, parfois quand je descends à la grande rue, que je descends jusqu'à l'avenue où il y a des bus, bah, le vendredi c'est la prière du vendredi quoi... C'est flippant parce qu'on voit des toutes petites, comme ça, voilées, où on voit que les yeux, les mamans habillées tout en noir où on voit que les yeux ! C'est un autre monde, vraiment pas le monde que j'ai connu. Il y a des mamans d'un côté avec les petites filles et puis après il y a les papas avec les garçons qu'ont leur petit tapis sous leur bras. Et c'est vrai que, bah, moi, j'arrive pas à comprendre quoi. » Édith.

Ce rapport à un idéal représenté dans le passé complique les coordonnées de perception du présent. Rappelons-nous de la volonté d'aller vers la « demande » des classes populaires d'aujourd'hui. Jusqu'où faut-il aller ? Et par quel chemin ? La religion constitue-t-elle une voie légitime de formation de la culture populaire ? Faut-il accepter ces transformations ou lutter contre elles ? L'enjeu est éminemment politique et il se trouve derrière les discussions apparemment techniques sur « comment faire venir le public dans les locaux des bibliothèques ».

7. Territoires de la culture populaire et rapport à l'écrit

– Ils mettent des bibliothèques pour nous endormir, pour qu'on reste dans son coin, tranquilles, à lire. Youssef, 28 ans.

La médiathèque Gulliver a été inaugurée en juin 2004 dans le cadre d'un projet de transformation de l'un de ces « quartiers impopulaires », selon la formule d'Annick Madec, que nous avons l'habitude d'appeler « banlieues » ou « cités ». Couchée au milieu du quartier, la bibliothèque est un bâtiment neuf, très beau, plein de couleurs. Quand on est à l'intérieur, on le perçoit très ouvert, de communication facile avec les tours de la cité. Lorsqu'on regarde la bibliothèque de l'extérieur, on observe une œuvre, pleine de volumes, peinte en bleu, jaune et rouge. Là, ce qu'on remarque, c'est le contraste avec les tours de la cité : grises. Surtout en hiver. Alors, une question se pose. Comment voir le quartier ? Il est invisible. À regarder ces tours et leurs habitants, nous voyons déjà une « cité », préjugée. En revanche, la bibliothèque saute très vite aux yeux. Elle est bien là. Saisissant est le contraste entre tous les immeubles et la bibliothèque. On a l'impression que le géant Gulliver a placé ici cet objet magnifique, presque brillant, ou peut-être qu'il s'est lui-même couché là, comme échoué sur une plage au milieu d'une civilisation lointaine.

Il est beaucoup plus facile d'enquêter sur la bibliothèque, de parler aux bibliothécaires, de voir en elle la réalité des classes populaires. Entrer dans l'univers du quartier, parler « aux gens », dans l'interface de ses espaces multiples, essayer de voir ce qu'il peut y avoir en commun dans toute cette vie, ce ne sera pas chose facile. Entre le spectaculaire des cocktails Molotov qui nous ont conduits jusqu'ici et la présence brillante de cet édifice de la bibliothèque, nous sommes déjà un peu éblouis. Comment saisir la bibliothèque *dans* ce quartier qui paraît invisible chaque fois qu'il n'est pas en flammes ? Comment faire pour que ces discours de communication si facile avec nous, si facilement transposables à l'écrit comme des extraits d'entretiens ou des témoignages ne s'imposent pas, brillants, à ceux qui ne

peuvent pas parler de ce qui est difficile à dire : l'acte ? Comment ne pas refouler dans l'insensé ce qui est difficile à voir et à entendre ?



Date du cliché : 28 mai 2007

La bibliothèque a eu 1 350 inscrits en 2006 (dont une moitié d'« adultes » de plus de 14 ans³²⁵) dans un quartier qui compte 7 000 habitants (dont un tiers de moins de 20 ans). Après quelques mois d'enquête, le travail réalisé par les bibliothécaires dans ce quartier semble irréprochable, et il obéit à une politique locale de la lecture publique qui paraît elle aussi remarquable. Bien que des extensions dans l'ouverture puissent être envisagées, les horaires sont élargis. La bibliothèque est ouverte 19 heures par semaine, dont 7 heures le samedi.³²⁶ La gratuité (nécessaire certainement pour une partie importante des habitants de ce

³²⁵ En 2009, la bibliothèque avait 1 220 inscrits dont 48 % avaient moins de 15 ans, 15 % avaient entre 15 et 24 ans, 32 % entre 25 et 59, et 5 % avaient 60 ans ou plus.

³²⁶ Comme c'est souvent le cas pour les bibliothèques municipales, la médiathèque Gulliver est peu ouverte en soirée : trois jours jusqu'à 18 heures et un jour par semaine jusqu'à 19 h 30.

quartier) est acquise pour tous les supports : livre, CD, DVD, périodiques. Pas de vigile ni de vidéosurveillance. Le pari est à la confiance. Plus de 50 000 prêts en 2006. Un effort constant est fourni par l'équipe des bibliothécaires afin d'aider la bibliothèque à sortir de ses murs. Il se fait en partenariat avec les autres institutions présentes dans le quartier, écoles et collège, mais aussi radio, associations et maison de quartier. 209 collectivités ont été reçues en 2006, ce qui représente l'accueil de près de 3 600 enfants. Dès que le temps le permet, des lectures « en herbe » sont faites dans les espaces verts du quartier. Puis, en hiver comme en été, par temps de pluie comme sous le soleil d'été, les bibliothécaires mènent un travail quotidien de rapprochement avec les jeunes du quartier, « ceux qui tiennent les murs » et qui ne viennent pas à la bibliothèque. Et à l'intérieur de la bibliothèque, une démarche active d'accompagnement du lecteur est entreprise. Il s'agit nous dit-on d'aller à sa rencontre, à sa rescousse, au dialogue, à son orientation dans les rayons, à la médiation entre le livre et lui, à rendre convivial et accueillant l'espace de la médiathèque.



Date du cliché : 28 mai 2007

Mais nous avons en même temps les attaques répétées faites à cette même médiathèque de quartier. Entre la perception et le jugement que je peux me faire lors d'une première approche et ce constat il y a un véritable paradoxe. Quand je l'ai connue, la bibliothèque Gulliver avait déjà été cible d'agressions et objet de conflits à plusieurs reprises, et elle a continué à l'être après que j'aie fini mon enquête de terrain au sein de ce quartier. Vols d'ordinateurs et de collections de CD de rap, incendie, caillassage de ses vitres, tags, désordres dans la salle de lecture, menaces, personnel suivi dans la rue, conflits persistants, insultes.

Ce qui m'a conduit à elle, c'est l'incendie dont elle a été victime pendant les émeutes de 2005. *« On sentait que quelque chose allait se passer et on a demandé un vigile à la mairie. Heureusement. Pendant la nuit, ils ont descendu les vitres, qui sont pourtant difficiles à briser car ce sont des vitres spéciales, et ils ont jeté deux cocktails Molotov à l'intérieur. Heureusement que le vigile était là, sinon, tout serait parti en fumée. Ça a été un grand choc émotionnel pour nous. Ça faisait à peine un an qu'on était ouverts... vous imaginez ? Les collègues ont été très, très choqués. »*

La direction du livre et de la lecture du ministère de la Culture l'a ainsi décrit :

« Saint-Denis (86 000 habitants) : La médiathèque annexe « Gulliver », 630 m², est installée dans le quartier Floréal, depuis juin 2004. Il y a six mois environ, toutes les vitres de la salle de prêt avaient été brisées et les six postes multimédias avaient été volés. Fin octobre 2005, les six postes, qui avaient été rachetés, ont été volés de nouveau, ainsi que 80 CD environ. Depuis cette date, un gardiennage était assuré. Dans la nuit du 5 au 6 novembre, un cocktail Molotov a été lancé sur l'équipement. Le gardien présent sur place a très rapidement éteint l'engin. »³²⁷

La médiathèque Gulliver est mon premier terrain et, avec cet ensemble d'éléments, je me pose déjà énormément de questions. Comment comprendre ces actes ? Qu'est-ce qu'on attaque ? Une institution publique ? Un joli bâtiment ? Une bibliothèque ? La bibliothèque Gulliver, seule dans son contexte local ? Je fais très vite l'hypothèse que la cible est une bibliothèque³²⁸. Mais qu'est-ce qu'une

³²⁷ Source : *Note relative aux bibliothèques d'Île-de-France ayant fait l'objet de déprédations en novembre 2005*, direction du livre et de la lecture, ministère de la Culture, Paris, 2005.

³²⁸ Cette hypothèse peut-être et, de fait, est contestée. Par exemple, l' élu du quartier Saussaie-Floréal-Courtille nous dit que *« par effet de ces grandes baies vitrées, la médiathèque est venue éclairer un endroit du quartier qui était un point de business, trafic de drogues, etc. Il se trouve qu'au*

bibliothèque pour eux, les auteurs des attaques ? Pour « eux », c'est-à-dire, d'autres que nous ?

Le premier pas à faire dans la compréhension de ces actions est de prendre conscience que nous autres, bibliothécaires et sociologues, nous constituons un groupe particulier : nous gagnons notre vie et nous affirmons notre position sociale dans le marché du livre. Et, je le découvrirai très vite, de ce côté de la frontière, nous sommes accompagnés des hommes politiques, des élus, des autorités, des journalistes et des enseignants. Et qui sont « eux » ? Ces « ils » qui ont jeté les cocktails Molotov sont les auteurs de l'incendie. Oui, mais sont-ils seuls ou avec « les habitants » du quartier, avec les « jeunes », la « racaille », les « émeutiers », les « casseurs », les « classes populaires », les exclus par l'école ?

Le livre est un objet de l'individu, individualiste et individualisant. C'est tout du moins la conception de la plupart des bibliothécaires que j'ai rencontrés et aussi de beaucoup d'enseignants. C'est un objet « individualiste » pour plusieurs raisons. Entre autres parce que le livre sert à se cultiver, il sert à l'individu à entrer dans l'espace de sa subjectivité. Mais aussi pour deux autres raisons fondamentales. Parce que l'individu lecteur entre à travers lui en communication solitaire avec un autre individu, l'auteur, dont il s'appropriera l'œuvre de façon plus ou moins indéterminée. Et parce que ce mode de communication fondamental sert à l'individu lecteur à échapper à l'emprise du cadre local, des liens interpersonnels les plus proches, qu'ils soient familiaux, de voisinage, de classe, communautaires, d'âge ou de genre³²⁹.

Mais nous savons que le livre est aussi un objet social. Et nous pouvons déjà voir ici, à travers ces tentatives d'incendie et cette conflictualité que nous examinons, que le rapport au livre sert à tracer des frontières entre les groupes et les catégories sociales. C'est ce que l'attaque des bibliothèques et tous les conflits qui précèdent et suivent ces attaques mettent en lumière. Le livre est donc tout

pied de la tour il y avait quelques jeunes gars qui avaient pas intérêt à ce qu'il y ait de la lumière de ce côté de la tour. C'est tout con, mais c'est quand même ça au départ. Sur l'ensemble du quartier, il y a 7 000 habitants, la petite et moyenne délinquance, c'est 20 personnes, qui pourrissent la vie du quartier. Après, il y a toujours plusieurs interprétations suivant l'air du temps... » Entretien avec Pierre Quay-Thévenon réalisé le 27 août 2008.

³²⁹ C'est aussi cette conception du livre dans l'« émancipation » de l'individu que propose Jacques Rancière, notamment à partir de ses travaux sur le pédagogue Jacques Jacotot.

naturellement objet de luttes. Les bibliothèques contiennent des objets de luttes sociales dans leurs rayons. C'est cette matière que les bibliothécaires manipulent quotidiennement, et ils le font la plupart du temps malgré eux. D'où il demeure toujours et malgré tout une certaine sacralité attachée aux livres, comme le rappelle la note du ministre Renaud Donnedieu de Vabres envoyée au maire de Saint-Denis à l'occasion de l'incendie de Gulliver (*cf. supra*, p. 189). Les livres sont considérés comme des objets sacrés pour les maintenir à l'écart des espaces conflictuels. On ne discute pas le livre pour pouvoir discuter à partir et à propos des livres. Mais alors, lorsque le livre devient socialement connoté par le déroulement des conflits et traversé par les clivages qui divisent l'espace social, comment faire pour parler de ces conflits qui sont provoqués par la place du « livre » ? Et surtout, comment faire pour que cette dimension sociale sorte de l'invisible pour rentrer dans l'espace public du débat ?

Mais laissons un instant le « livre » et recentrons notre regard sur la « médiathèque » comme équipement culturel. Ce déplacement du regard du livre vers le quartier et les politiques publiques d'abord, vers la ville ensuite, devrait nous aider à voir d'autres éléments au contact desquels le livre se trouve. Car lorsque le livre est dans les rayons d'une bibliothèque de quartier populaire, il entre dans l'espace social vital d'un groupe social déterminé. Comment entre-t-il dans ce territoire ?

La bibliothèque comme projet de transformation sociale

La première fois que je suis allé à la bibliothèque Gulliver, j'y ai été conduit par la directrice des bibliothèques de Saint-Denis, fin septembre 2006. Lors d'un long entretien préalable, on a beaucoup échangé à propos des bibliothèques municipales et des violences dont les « annexes » de quartier font assez fréquemment l'objet. Elle m'expliqua alors que la bibliothèque Gulliver faisait partie d'un important projet de rénovation urbaine, entrepris par la ville de Saint-Denis sur trois quartiers voisins où se trouvait l'un des points les plus conflictuels de la ville, trois quartiers qui vivent à la fois ensemble et séparés, et que la médiathèque avait

été placée à l'intersection de ces trois quartiers : La Saussaie, Floréal et Courtille (« SFC » dans le jargon local). La bibliothèque apparaît ainsi pour moi pour la première fois comme un projet de réunion, comme une tentative de promotion de la vie commune. Est-ce à cela que s'opposèrent les incendiaires ? Pas sûr. Mais j'ai appris par la même occasion que la construction de la médiathèque s'intégrait dans un projet de rénovation urbaine qui concerne ce complexe de trois *cités* devenues un seul quartier, Saussaie-Floréal-Courtille.

Ce qui m'apparaît comme une première piste intéressante à explorer, c'est de considérer les actes de violence contre les bibliothèques comme des actes d'opposition à un projet de transformation sociale par l'État (à travers l'action municipale). La question de l'implantation de la bibliothèque se révèle significative. Dans le cas de Gulliver, la nouvelle bibliothèque fut créée dans le cadre d'un projet de rénovation urbaine – ce qui suppose, pour la ville, l'opportunité de financements de l'État sur les fonds de la politique de la ville – et en dépit de l'existence de l'une des deux « annexes » existant alors à Saint-Denis, qui fut fermée avec la création de Gulliver. En effet, en 2004, l'ancienne, vétuste et petite bibliothèque du quartier pavillonnaire Romain-Rolland est fermée au profit de l'ouverture de Gulliver, un équipement neuf, moderne, plus grand, mais situé dans le quartier voisin, au milieu des tours de Saussaie-Floréal-Courtille. Des questions se posent autour de la prise de la décision et de l'existence d'une potentielle demande de la part des habitants. Ce sont eux qui ont voulu ce changement ? Nous posons la question à l' élu du quartier, Pierre Quay-Thévenon (PCF) :

– Comment a été décidée l'implantation de la médiathèque dans ce quartier ? Comment on décide que ce soit dans ce quartier plutôt que dans un autre ?

– *On n'a pas de quartier qui ne mériterait pas le financement d'un équipement de ce type-là. [...] Après, ce qui va jouer, ce sont les projections de croissance démographique et d'opportunité foncière, c'est-à-dire s'il y a un terrain ou pas, et en fonction d'une carte théorique sur la distribution des différents équipements sur le territoire. C'est pourquoi la priorité a très vite été définie entre le quartier de La Plaine, Franc-Moisin et ici.*³³⁰

³³⁰ C'est effectivement dans ces deux autres quartiers qu'ont été construites, quelques années plus tard, les médiathèques Don Quichotte (à La Plaine) et Ulysse (au Franc-Moisin).

– Mais, ce n’est pas en réponse à une demande en provenance du quartier, « ce qu’il nous faut est une bibliothèque ».

– *Non, il n’y a jamais eu de mouvement, de pétition, de signatures, de manifestation pour dire « on veut une médiathèque ». Ça se saurait s’il y avait eu ça. C’est justement parce qu’il n’y a pas ça qu’il faut créer des médiathèques.*

– Et qu’est-ce qui apparaît comme demande ici ?

– *Sur l’ensemble du quartier, c’est le problème des transports. Il y a une seule ligne de bus, pas de fréquence le soir.*³³¹

La question de l’utilisation de l’argent public sera posée par plusieurs de nos interlocuteurs, surtout les habitants, dans les quartiers où nous avons enquêté. Qui et comment décide des investissements ? Souvent, le fait que « *personne n’a demandé ça ici* » sert à questionner la représentativité des élus, voire de la légitimité de leur action. Question rendue aiguë quand on connaît le faible taux de votants aux élections, surtout municipales et locales³³². Lors du second tour des élections municipales de 2008 à Saint-Denis, le maire, Didier Paillard (PCF), a été élu grâce à 7 876 voix (51,12 % des suffrages exprimés) dans le cadre d’une abstention de 58,09 %, où seulement 16 021 personnes se sont mobilisées parmi 38 229 habilités à le faire. Ainsi, sur 85 832 habitants, seuls 9,17 % (moins d’un sur dix !) se sont prononcés positivement pour le candidat gagnant³³³.

En 1998 la municipalité de Saint-Denis fait réaliser une étude sur la lecture publique d’où il ressort que « *malgré la réputation nous étions bien en deçà, en termes de mètres carrés par habitant, de ce qu’il faudrait* » pour que les Dionysiens

³³¹ Entretien réalisé le 27 août 2008 à la maison du quartier.

³³² BRACONNIER, Céline, et DOMARGEN, Jean-Yves : *La Démocratie de l’abstention*, Paris, Gallimard, « Folio actuel », 2007.

³³³ Le second tour a eu lieu le 16 mars 2008. Au premier tour, l’abstention fut encore plus importante (57,9 %), et la liste du maire finalement élu (PCF) obtint 42 % des suffrages exprimés. Aux élections cantonales du 20 mars 2011, le taux d’abstention a été plus important encore, notamment dans le département de la Seine-Saint-Denis : « Avec un taux de 67,3 %, la Seine-Saint-Denis a enregistré le record national de l’abstention au premier tour des élections cantonales. Dans quatre cantons, le score dépasse même les 70 % : à Aubervilliers-est, 72,29 % des électeurs ne sont pas allés voter », COLNET, Claire : « La Seine-Saint-Denis, première sur l’abstention », *Public Senat*, 22 mars 2011 (<http://www.publicsenat.fr>).

aient un accès correct à la lecture publique. La ville projette alors un considérable investissement pour la modernisation des bibliothèques et la construction d'une série de trois équipements, dont Gulliver est le premier à voir le jour (suivi des médiathèques Don Quichotte, inaugurée dans le quartier de La Plaine, en 2007, et Ulysse, dans le quartier de Franc-Moisin, en 2011).

Anne Kupiec et Anne-Marie Bertrand ont déjà attiré l'attention sur le fait que la construction des bibliothèques municipales, et tout spécialement l'emplacement d'« annexes » dans les quartiers, s'inscrit la plupart du temps dans le cadre de projets de rénovation urbaine mis en place par le pouvoir local³³⁴. C'est exactement le cas de la bibliothèque Gulliver. Or il faut considérer ce « projet urbain » comme un véritable projet de transformation sociale dans lequel s'inscrit la politique de la bibliothèque. Son action participe d'une volonté politique de transformation d'une situation sociale perçue à juste titre comme dégradée, comme on en connaît de nombreux exemples depuis que la « politique de la ville » existe. De surcroît, cette volonté de transformation, commencée, dans le cas que nous observons, par la démolition d'une bonne partie du quartier, permet d'observer l'inscription locale d'un modèle d'action de portée nationale.

Municipalité et bailleurs de fonds (« *ils* », dans le discours des habitants) décident courant 1998 une transformation du quartier Saussaie-Floréal-Courtille et de sa réputation. La décision de construction de la bibliothèque sera intégrée à celle de la réorganisation urbaine du quartier. À la lecture des documents de l'époque et à l'écoute des acteurs municipaux, ce projet de transformation sociale se fait selon une méthode conçue en deux dimensions. Nous pourrions qualifier la première de dimension écologique. Il s'agit de changer l'environnement pour bouleverser la conduite des êtres vivants qu'on y trouve implantés. Changement de quelques rues pour rendre plus fluide la circulation et désenclaver l'ensemble, démolition de deux tours et d'une dalle représentant 30 % des 609 logements du quartier La Saussaie. L'espace à transformer est vu comme un foyer du vice, des trafics, comme lieu de mauvaise vie et de misère aussi, dont la seule présence disqualifie la ville, les habitants et le quartier. Le lieu est perçu à l'époque comme un véritable « pôle

³³⁴ BERTRAND, Anne-Marie, et KUPIEC, Anne : *Ouvrages et volumes. Architecture et bibliothèques*, Paris, Éditions du Cercle de la librairie, 1997.

néгатif »³³⁵, comme un repoussoir duquel tout le monde veut s'éloigner et qui sert surtout à disqualifier ses concurrents sociaux les plus immédiats. « *C'était un nid à rats* », nous dit à propos des immeubles détruits la responsable du quartier en 2007. À la place, on construira une « prairie », un espace vert dessiné comme un jardin public, très ouvert, avec bancs, chemins de promenade et même quelques barbecues. Une immense sculpture est située dans le jardin en représentation de ce processus de démolition, comme un « devoir de mémoire ».

Il y a ensuite la deuxième dimension du projet, menée non sans moins d'énergie que la dimension écologique de la démolition-reconstruction. Il s'agit d'un travail social très intense, avec une présence institutionnelle visant à construire un maillage vraiment serré dans l'espace du quartier. Ce travail est présenté comme une « intervention », et les travailleurs sociaux qui y participent se réfèrent les uns aux autres comme les « intervenants ». Ils se réunissent tous les mois dans un « collectif des professionnels » où se concerte l'action de la trentaine d'institutions présentes sur ce territoire : bibliothèque, écoles, crèche, maternelle, maison de quartier, ludothèque, antenne jeunesse, RATP, police, mairie, amicale du quartier, associations... J'ai recensé plus vingt institutions présentes dans le quartier, qui se voit ainsi saupoudré à raison d'une institution pour deux cents habitants.

Sur ce double terrain s'inscrit l'action de la médiathèque Gulliver : à la fois transformation architecturale de l'environnement et action sociale à travers la culture. « *La bibliothèque a été construite sur un ancien parking où on brûlait les carcasses des voitures volées la veille* », nous dit un responsable municipal.

Ce projet plaît à beaucoup d'habitants. Cependant, les destructions ont aussi fait violence à d'autres, qui expriment leur mécontentement, leur regret ou leur opposition. Ils ressentent essentiellement la disparition d'un lieu de vie et d'un lieu de mémoire. Rappelons-nous du blog « 93200 Saussaie/Floréal/Courtille » cité plus haut, avec ses photos, ses témoignages et ses phrases enragées : « *jabiter juste la moi g la rage quand je voi sa g envi de pleurer* » (wahid lancien, 5 juin 2005)³³⁶.

³³⁵ ALTHABE, Gérard : « Procès réciproques en HLM », article cité.

³³⁶ Entre parenthèses, signature de l'auteur du commentaire et date à laquelle il a été posté.

La transformation du quartier ne s'est pas faite sans implication des habitants. La municipalité a travaillé avec les habitants, notamment à travers des réunions publiques dans lesquelles les autorités se sont confrontées aux habitants, des artistes ont été contactés pour faciliter l'expression des avis et des sentiments présents dans le quartier. Ainsi ont été convoqués photographes, peintres et une compagnie de théâtre³³⁷. Parmi ces artistes, il y en a un qui a laissé une trace imposante. Une sculpture énorme est placée sur « la prairie », à l'endroit même où se trouvaient la dalle et les bâtiments 3 et 4 abattus. Je suis tombé sur elle à peine arrivé dans le quartier et j'ai été très impressionné, je ne savais encore quasiment rien de l'histoire du quartier. Le monument semble le contenir tout entier, comme un véritable « lieu de mémoire ». Sur un tas de décombres, un monstre humanoïde doré agit. Pendant qu'il détruit les habitations et les immeubles du quartier avec ses pieds de bulldozer, il tient un livre dans sa bouche. Un bras en haut comme un poing fermé arrache une page du livre tandis que l'autre traîne par terre, serrant dans ses griffes un amas de tours du quartier qu'il écrase. Le livre mordu dans sa bouche explose et au milieu, entre les pages, les tours du quartier résurgent, comme une résistance.³³⁸

³³⁷ 330 000 francs (environ 51 000 €) ont été accordés pour l'« accompagnement au travail de “deuil” de la population. Cf. MINISTERE DE LA VILLE : *Saint-Denis. Requalification urbaine du quartier de Floréal-Saussaie-Courtille*, publié le 1^{er} janvier 2001 (<http://i.ville.gouv.fr/reference/865>).

³³⁸ L'ensemble des clichés de cette sculpture ont été réalisés le dimanche 27 mai 2007.

Quels sont
les rapports
entre le livre
et la
violence ?

Où est la
vie, entre ce
monstre et
les pages du
livre ?



Tout près du livre ouvert, touchant les pages, débout sur un piédestal, un couple s’embrasse, comme s’ils dansaient une valse ou un tango. L’agressivité se mêle à l’angoisse. La présence humaine de cette danse lente et amoureuse rappelle que le monstre détruit un lieu de vie, qui fut sûrement la maison natale de beaucoup. Il y a là tellement d’action que je reste là, bouche bée et bras ballants, devant cette créature terrible. Pendant des semaines, je passerai mon temps à demander aux habitants, aux bibliothécaires, aux hommes politiques, aux enseignants de me livrer leurs sensations et leurs pensées. Comme souvent, ce sont les questions de l’ethnologue qui gênent. Mais j’arrive à savoir deux ou trois choses : contrairement à la bibliothèque, la sculpture a été bien accueillie, elle ne fut jamais maculée ni abîmée. Puis, je sais que les habitants l’aiment tandis que les « intervenants » la trouvent moche. Les bibliothécaires sont plutôt horrifiés par cette représentation violente qui semble assimiler leur intervention à celle d’une armée puissante, terrible, en terre étrangère.



Quelle est la place du livre dans la cité ?

La statue est l'œuvre d'un sculpteur italien, Roberto Ollivero, habitant en Belgique, venu séjourner dans le quartier à la suite d'une commande de la ville. Réalisée en 2000 sur commande municipale dans l'objectif d'aider à élaborer le traumatisme de la démolition, la sculpture est définitivement installée en 2003. Les habitants gardent un bon souvenir de cet artiste qui travaillait, nous racontent-ils, dans le parking souterrain situé sous la dalle qui allait être démolie. « *Il se servait même d'une tronçonneuse.* » Sur la page web de l'artiste on peut lire une brève description : « *Une œuvre sur la mémoire. Un personnage mi-homme, mi-machine. Ses rollers sont des chenilles d'engins de démolition. Sa main droite prend appui sur le sol et se transforme en pince à démolir et à écraser des immeubles. Quant à sa gueule, elle dévore la dalle de l'immeuble, déjà éventrée. Mais cette dalle, c'est aussi un livre, un livre-album, un livre-photos souvenir dont le personnage arrache et brandit tout à la fois une des pages, hissant au niveau de l'emblème des fragments noirs et blancs des temps passés. Sous la dalle-livre, solitaire et perché en haut d'une colonne, un couple danse. L'œuvre a été placée sur un amas de déchets de chantier*

et de plantations, rappelant la destruction de la "barre" qui a été à l'origine du projet. »³³⁹

Une
représentation
de la
violence.
Aux pieds de
chenilles-
bulldozer
deux têtes
d'ouvriers à
moitié écrasés
eux-mêmes,
par le
monstre qui
leur marche
dessus



Nous devons revenir ici à la violence de ces images et à la mémoire de cette violence exprimée dans le blog « 93200 Saussaie/Floréal/Courtille ». Une violence qui va jusqu'à la rage. L'émotion exprimée par les habitants nous dit beaucoup sur ce qui a été détruit, « *le cœur du quartier* ». Puis, se pose la question de savoir qui

³³⁹ OLLIVERO, Roberto : *Les murs s'écroulent, la mémoire reste*, polyester polychrome, 630 x 300 x 360 (hors soubassement) (<http://fr.ollivero.be/work.php?criteria=year&value=2000>, consulté le 2 mai 2011).

est représenté par cette créature homme-machine qui déchire le livre de la mémoire dans sa gueule et qui écrase les habitations. Est-ce la puissance publique ?

Cette violence peut être mesurée à l'aune des réflexions de Gaston Bachelard sur la maison, présentées par dans *La Poétique de l'espace*³⁴⁰. Lorsque la maison entre dans le souvenir, elle prend une dimension affective fondamentale, c'est ce que Bachelard appelle une « rêverie », elle entre dans un domaine qui ne peut être perçu qu'en donnant toute sa place à la « poétique ». C'est ainsi poétiquement que les jeunes s'expriment : « *Le bâtiment 4 était le cœur de la Saussaie et même du kartier... J'aurais vous en parlé pdt des heures de ces bâtiments on aura tout vecu la dedans le bien le mal et j'en garde ke des bons souvenirs... On c tapé vla lé délir ds la terass du bat 4 sa me done tro envi de pleurer... Putain de foto de merde!!!! elle fou la rage 7 foto!!!* »

Ce retour en arrière renvoie au refuge de la maison natale qui est toujours rêvée. Mais cette dimension n'est pas uniquement une affaire de souvenir, elle ne joue pas seulement au niveau symbolique. Olivier Schwartz a montré le rôle très important que joue la maison-refuge pour les classes populaires confrontées au chômage et à la précarité : « c'est sur cet espace de repli protecteur, totalement animé par les femmes, que certaines existences masculines, fracturées par le chômage, peuvent trouver la terre ferme, jusqu'à s'y enfoncer durablement »³⁴¹. On comprend donc bien tout ce que les projets de rénovation urbaine déstabilisent de fondamental sans le dire sans que cela puisse être dit dans l'espace des débats publics tels qu'ils sont organisés par les dynamiques de « participation » auxquelles contraint la loi. Puis, encore une autre dimension de la maison rêvée se trouve fatalement fauchée par les pelleteuses et la démolition : celle de la maison de l'avenir, « celle qu'on en aura un jour ». Puis, ces textes et cette sculpture font émerger pour nous une autre dimension qui échappe, elle, totalement à l'examen de Bachelard : c'est la dimension collective³⁴². Le projet politique « rénovation » fait

³⁴⁰ BACHELARD, Gaston, *op. cit.*

³⁴¹ SCHWARTZ, Olivier : *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, *op. cit.*, p. 387.

³⁴² C'est sûrement dans la nature des matériaux choisis par Gaston Bachelard pour étudier la maison qu'on doit chercher sa difficulté à voir cette forme de l'habiter qui est collective. Bachelard s'appuie uniquement sur des textes d'auteurs qui parlent de « leur » rêve ou de leur expérience à titre individuel. Du coup, la maison acquiert une apparence un peu plus « bourgeoise » que dans notre cas.

émerger le quartier comme le lieu d'une vie commune, celle-là même qu'on va détruire. Et du coup, le collectif existe parce qu'il a une double communauté. Celle qui vient d'avoir habité « là », et celle qui est donnée par la différence d'expérience entre les habitants et les autorités qui décident de détruire nos maisons. Pour quoi mettre à la place ? « *il é zon détrui pr rien ison mi un vieu truc a la place* ».

Nous ne devons pas oublier que les quartiers des classes populaires sont pour beaucoup faits d'« équipements de consommation collective », selon la caractérisation proposée par Manuel Castells (ce qui est une dimension particulièrement forte en France suite à sa politique de « logement social » et à sa conception du « service public », tels qu'ils ont été élaborés à la sortie de la Seconde Guerre mondiale)³⁴³. Ces équipements de consommation collective opposent les habitants non pas aux propriétaires et au marché mais aux autorités politiques et aux institutions. Ainsi, l'autre est l'État. Lorsque la bibliothèque est construite dans le cadre d'un projet de rénovation, elle reste chargée de cette énergie de destruction, de réhabilitation et de relocalisations portée par l'État³⁴⁴. C'est une énergie politique qui s'inscrit dans la dynamique générale de conflit entre les classes populaires et le monde politique. Une charge politique qui apparaît aussi dans une autre parole, récurrente celle-ci car présente dans la presque totalité des entretiens et des points de vue recueillis : « *Gulliver n'a pas été bien accueillie* », « *Maintenant ça va* », assurent la plupart des professionnels, affirmation difficile à croire si on prend en compte les conflits que nous observons. Et pour preuve, en décembre 2010, un nouveau climat de conflits s'installe pendant plusieurs semaines dans cette médiathèque, avec pour résultat des désordres à répétition, des insultes, des vitres cassées. Un type de conflit plutôt lié à l'autre volet du projet de transformation du quartier, celui des interventions sociales, qui sont elles aussi porteuses de conflits.

Et nous pouvons voir la charge politique qui anime l'action de la bibliothèque dans le quartier encore sous un autre angle. En février 2008, un habitant du quartier

³⁴³ CASTELLS, Manuel : « La rénovation urbaine aux États-Unis. Synthèse et interprétation des données actuelles », *Espaces et sociétés*, n° 1, Paris, novembre 1970, p. 107-136 ; et du même auteur : *Luttes urbaines et pouvoir politique*, *op. cit.*

³⁴⁴ « *L'État c'est vous* », écrit une locataire de l'office HLM du quartier du Clos Saint-Lazare dans une lettre de protestation pour les dégradations observées dans les immeubles.

nous explique : « *Ils mettent des bibliothèques pour nous endormir, pour qu'on reste dans son coin, tranquilles, à lire. Ce que les jeunes veulent, c'est du travail. La réponse, c'est : "Cultivez-vous et restez dans vos coins." On t'impose un truc !* »³⁴⁵

Nous savons que le quotidien de beaucoup de personnes dans ces quartiers pauvres est fait de nombreuses difficultés qui demandent une énergie considérable afin d'assurer la survie. Et nous savons que la plupart des ressources dont ces personnes ont besoin sont sous le contrôle du monde politique et administrées par l'État. Alors, il n'est pas étonnant que ces mots apparaissent : « *on t'impose un truc* », que ces sentiments émergent : c'est « *pour qu'on reste dans son coin* », que l'idée d'une intentionnalité autre puisse s'installer : « *ils mettent des bibliothèques pour nous endormir* ». Les idées de superflu, d'imposition et de passivité sont révélatrices d'une conscience de la domination. Seulement, du point de vue d'une culture de l'illustration tout comme du point de vue d'une culture de gauche, que quelqu'un puisse penser que les livres sont là pour « endormir » l'autre, comme un opium du peuple, est inacceptable. Cependant, on voit bien que, dans le cadre du monde que nous observons, ce n'est pas du tout irrationnel.

La charge politique que ces manifestations mettent en question est donc multiple. Elle résulte en premier lieu de l'investissement « sacré » du livre et de la culture « lettrée » ou, plus précisément, « livresque » (nous reviendrons sur ce point). C'est la charge principale, celle qui met les bibliothécaires du côté des instituteurs et des intellectuels. C'est ce qui rend irrecevable la phrase « *ils nous mettent des livres pour nous endormir* ». Mais cette ligne de partage, c'est celle-là même qui est activée par l'acte d'incendier la bibliothèque et qui divise le système politique en deux. D'un côté, ceux qui reçoivent le message, un bloc qui va du bibliothécaire et de l'instituteur au président de la République en passant par la police. De l'autre côté, ceux qui envoient le caillou ou le cocktail Molotov.

Mais à côté de cette charge politique principale, la bibliothèque présente un visage politique local qu'il convient de considérer en parallèle. Dans deux travaux déjà classiques, Anne-Marie Bertrand a souligné la force avec laquelle les élus locaux se sont emparés, surtout avec les lois de décentralisation, des bibliothèques municipales et de quartier comme outils pour l'action politique locale, et

³⁴⁵ Youssef, homme, 28 ans, sans-emploi.

notamment comme vecteur culturel de l'action sociale³⁴⁶. En accord avec ce premier lien politique, municipalités et collectivités territoriales cherchent elles aussi à assurer le « droit de cité » pour les habitants de quartier. Lorsqu'on écoute les discours des inaugurations, c'est une dimension toujours présente. Mais, dans la plupart des cas, les autorités locales voient dans les bibliothèques un outil d'intégration sociale. Et cette charge politique diffère considérablement de la première. « La bibliothèque comme outil de lien social »³⁴⁷ apparaît en ce qu'elle représente une arrivée de la culture et même de la République dans les « quartiers de relégation ». C'est ce que les élus disent, la plupart du temps, quand ils qualifient ces équipements de « hautement symboliques ». Mais dans sa dimension locale, les bibliothèques représentent aussi une forme de « vivre ensemble ». C'est-à-dire qu'elles sont vues comme des espaces publics à l'intérieur desquels peuvent se rencontrer toutes les sensibilités imaginées dans les territoires des quartiers. Cet aspect renvoie aux multiples divisions qui traversent les quartiers : idéologiques, de genre, générationnelles ; mais, comme nous avons pu le voir, cet espace des divisions renvoie de manière privilégiée à ce qui est nommé comme les « origines diverses », les « cultures nationales », voire la « diversité ethnique ». De ce point de vue, la culture prend une dimension notamment expressive dans laquelle « toutes les sensibilités » doivent pouvoir se retrouver et être reconnues. Cette reconnaissance confère un aspect directement politique à la bibliothèque, car c'est l'État qui rend possible la présence des identités dans le temple de la culture. Les efforts architecturaux pour faire de beaux équipements, ouverts, colorés, pleins de symboles, vont dans ce sens. Ainsi, on écrira le mot « bibliothèque » dans toutes les langues et tous les alphabets au frontispice d'un équipement récent.

³⁴⁶ BERTRAND, Anne-Marie : *Les Bibliothèques, op. cit.* BERTRAND, Anne-Marie, BURGOS, Martine, POISSENOT, Claude, et PRIVAT, Jean-Marie : *Les Bibliothèques municipales et leurs publics. Pratiques ordinaires de la culture*, Paris, Bibliothèque publique d'information, 2001.

³⁴⁷ « La bibliothèque, outil du lien social », colloque organisé le 11 décembre 2008 à Villiers-le-Bel par le conseil général du Val-d'Oise, en partenariat avec la communauté d'agglomération Val-de-France et l'association Cible 95 (Coopération inter-bibliothèques pour la lecture et son expansion). Sur le même thème et en prolongation de ce colloque, s'est tenue le 5 novembre 2009 une journée de réflexion organisée par la bibliothèque départementale du Val-d'Oise en partenariat avec Cible 95. Pour des comptes rendus des deux événements (auxquels j'ai moi-même participé en tant que conférencier), cf. ALLOUCHE, Abdelwahed : « La bibliothèque, outil du lien social », *BBF*, 2010, n° 2, p. 78 et 79 (<http://bbf.enssib.fr/>, consulté le 3 mai 2011), et Rico, Christine, « La bibliothèque, outil du lien social », *BBF*, 2009, n° 3, p. 80 (<http://bbf.enssib.fr/>, consulté le 3 mai 2011).



Bibliothèque Ulysse à Saint Denis. **Cliché** : janvier 2011

Le projet d'intégration sociale est également présent par la mise à disposition du public d'outils personnels orientés vers la réussite scolaire, la recherche de travail ou le développement personnel. Enfin, de plus en plus fréquente, la mise en réseau des équipements au sein d'un territoire est basée sur une hypothèse de « mobilité » du lecteur qui vise non seulement à désenclaver les quartiers mais aussi à les rendre attrayants pour les habitants d'autres zones de la ville, comme une façon d'attirer le centre vers la périphérie³⁴⁸.

Ouverte plus de vingt-cinq heures par semaine (dont sept le samedi, de 11 heures à 18 heures), la médiathèque Ulysse est un équipement « tout public », moderne et lumineux, de 800 m², totalement gratuit, avec un accès large aux nouvelles technologies. Il est situé entre les quartiers Bel Air et Franc-Moisin, à Saint-Denis, et c'est le dernier bijou intégré au réseau de lecture publique de Plaine Commune. L'inauguration a eu lieu le samedi 29 janvier 2011, tôt le matin. Étaient

³⁴⁸ Sur la question de la mobilité supposée des usagers, voir l'article de Mariangela Roselli à propos de la mise en réseau des bibliothèques à Toulouse. Toutefois, nous devons noter que, à la différence du cas toulousain, on ne construit pas à Plaine Commune un réseau d'annexes associées à une grande centrale mais un réseau de médiathèques mises toutes sur un plan d'égalité (si ce n'est le statut un peu à part de la bibliothèque centrale de Saint-Denis). ROSELLI, Mariangela : « Usagers et usages devant une offre de lecture publique libre... », *art ; cit.*

présents et ont pris la parole Claude Bartolone (président du conseil général de la Seine-Saint-Denis), Patrick Braouezec (président de Plaine Commune), Didier Paillard (maire de Saint-Denis) et un représentant du préfet. La charge politique était importante. D'autres autorités et militants étaient là. Des bibliothécaires de tout le réseau aussi. Journalistes. Deux sociologues. Au total, peut-être une centaine de personnes. Mais il n'y avait quasiment pas d'habitants. En tout cas, ils étaient visiblement moins nombreux que les hommes politiques. Cette absence rendait plus fort le sentiment que cette inauguration ressemblait à une réunion de notables qui se connaissent, qui partagent un espace, qui se parlent et se répondent. Le climat était celui d'une « classe politique ». Je me suis dit alors que cet espace politique ressemblait peut-être à celui qui est dessiné lors des élections, quand le taux d'abstention est si élevé.

La cérémonie s'est déroulée sans heurts, dans un climat agréable où les efforts de beaucoup se voyaient couronnés. Le matin était froid. Et le contraste était raide, escarpé, entre le climat de la cérémonie et les tours du quartier de Franc-Moisin. Les tours étaient là, juste en face, solides et éloignées, silencieuses, immergées dans le gris presque blanc de l'hiver. Je suis arrivé en marchant depuis la porte de Paris, j'ai contourné le canal et je suis passé sous l'une des bretelles de l'autoroute A1 (c'est ce jour et à cet endroit précis que j'ai vu pour la première fois les affiches annonçant la publication du livre de Rachid Santaki). Quelques mètres avant d'arriver, je me suis arrêté devant le bureau de poste où beaucoup de gens faisaient la queue et un groupe de Lutte ouvrière tenait un stand. Je les questionne : « Pourquoi y a-t-il autant de monde à la poste ? » « *Je ne sais pas*, me dit un militant, *je crois qu'ils payent le RSA aujourd'hui.* » Une trentaine, les clients de la poste sont noirs, Africains, visiblement « pauvres », hommes pour la plupart. Je suis attiré par la musique. Au tournant de la rue une fanfare arrive, professionnels, tous habillés en blanc, avec un chapeau melon noir. Un peu comme les personnages d'*Orange mécanique*, de Stanley Kubrick, mais gais, sans violence. Ils viennent de parcourir le Franc-Moisin mais avancent seuls, deux jeunes femmes distribuent des tracts annonçant les activités de l'inauguration de la bibliothèque. Dans ce froid d'hiver, un samedi matin, le climat n'est pas au carnaval. Personne ne les suit, comme si leur performance était ratée. Je les prends en photo, les filme un peu, puis marche avec eux jusqu'à la médiathèque. Auparavant, j'avais pris des photographies d'autres

endroits et objets qui me paraissaient significatifs, comme je fais souvent. Sur la rue Danielle-Casanova (1909-1943, Résistante, morte en déportation, selon la plaque de rue), une cordonnerie et un petit supermarché avec l'inscription « *Welcome to Supermarché de l'Est. Balkanique groceries* » ; un coiffeur « *spécialiste en coiffure mixte* », avec beaucoup de photos ; un magasin « vente de produits exotiques et bazar » ; une immense affiche de propagande annonçant une « *Nuit africaine* » au Stade de France ; un restaurant kebab ; enfin, un panneau de signalisation indiquant le chemin pour le collège Federico García Lorca. Dans un espace d'affichage municipal, la mairie annonce « *Bonne année Saint-Denis* » sur fond rose, une jeune fille blonde couronnée jette le globe en l'air. Quelqu'un a écrit sur l'affiche : « *Algérie en force* ». Juste à côté, il y a deux autres affiches, bien plus petites. La première : « *La rue râle. Appel de l'AG interprofessionnelle de Saint-Denis à la coordination des AGs interprofessionnelles.* » Sur la seconde, le Nouveau Parti anticapitaliste annonce : « *Tunisie. La révolution ce n'est qu'un début* ». Je me demande comment je ferai pour intégrer ce magma d'informations. Je me dis aussi que les choses ne sont pas simples pour les militants politiques, ni pour les bibliothécaires, ni pour les habitants.



La médiathèque Ulysse en face des tours du quartier Franc Moisin, Saint-Denis. **Cliché** : janvier 2011

Nous devons continuer à explorer cette charge politique de la bibliothèque, tout comme il est nécessaire de prendre en considération le contenu politique de la violence sociale. Il est évident que les « violences » que nous observons doivent être considérées comme autant de mises en conflit multiformes de ces diverses charges politiques qui animent les bibliothèques. Qu'est-ce qui est mis en question ? Beaucoup de choses, parmi lesquelles beaucoup de soupçons. « Ces équipements ne sont pas pour nous mais pour vous. » Les citoyens se sentent dépossédés de leur pouvoir de décision. Après tout, qui décide des dépenses et des investissements ? Qui des collections et des activités ? Qui édicte les normes qui gouvernent l'espace de l'institution ? Plus profondément encore, à qui profitent les postes de travail créés avec la bibliothèque ? À des personnes extérieures au quartier. Cependant, les autorités parlent de la « bibliothèque du quartier », et disent vouloir qu'on s'approprie cet espace. Comment faire dans de telles conditions d'aliénation de la souveraineté ? Le phénomène de l'immigration rend la problématique plus aiguë car, comme nous l'avons vu, ces quartiers sont vus comme des quartiers d'étrangers, c'est-à-dire de non-citoyens.

Un après-midi de l'hiver 2008, Pauline Beunardeau, une étudiante, et moi, nous avons rendez-vous avec Youssef, un habitant du quartier Saussaie-Floréal-Courtille. On se retrouve sur le trottoir.

– « *On va où ?* », demande Youssef devant l'évidence que nous ne pouvons pas faire l'entretien en plein air par ce temps-là et que probablement il ne souhaite pas se voir ainsi interrogé sur la place publique du quartier.

– Je ne sais pas.

– « *Alors on va dans la bibliothèque. C'est chez moi ici, non ?* »

Il tourne sur ses talons et file droit vers l'entrée de la médiathèque Gulliver, cinquante mètres plus loin. Il ouvre les portes et entre comme un ouragan. Nous suivons. La bibliothécaire qui est à l'accueil fait le temps d'un instant une tête d'atterrée. Elle sait que celui-là n'est pas un lecteur. Puis elle nous aperçoit derrière et change son regard. Feint l'indifférence et plonge son regard dans l'écran de son ordinateur. Notre informateur entre dans la salle et s'assoit à une table. Pendant que nous enlevons manteaux et chapeaux et que nous nous installons, il est déjà parti. Il va dans les collections et revient avec trois livres qu'il distribue un pour chacun, comme des cartes. J'ai droit à un guide touristique qu'il ouvre à la page

« Argentine » et qu'il me donne en disant : « *Il faut faire comme tout le monde ici.* » L'ambivalence de la situation est profondément significative. Youssef revendique ostensiblement sa souveraineté sur son quartier et sur une bibliothèque qui est un espace public. Une fois dedans, il est étranger dans un univers dont il ne connaît ni les codes ni les règles. Il ne peut procéder que par imitation, comme qui entre dans le temple d'une religion étrange.

La
bibliothèque
Ulysse, le jour
de son
inauguration
Le 29 janvier
2011



La présence de cette sculpture représentant à la fois le livre, la mémoire, la violence et les démolitions des habitations au milieu d'une cité HLM m'a donc surpris, et la première chose que j'ai observée en allant vers elle et en la regardant c'est la diversité de significations qui traversent ces espaces. À approcher la sculpture et à la regarder d'en bas, on peut apprécier la couverture du livre et sa fonction : la mémoire. Des habitations et du quartier réduit à un tas de décombres, rien ne reste. Si ce n'est la promesse d'une mémoire qui serait gravée dans les pages du livre. Ce livre existe. Nous apprendrons qu'une « brochure » a été imprimée par

la mairie avec la synthèse des travaux faits pour recueillir l'expression des sentiments face à la démolition. Cette mémoire n'est pas dans la bibliothèque du quartier, et nous ne l'avons jamais vue. Quelles sont les mémoires de la ville ? Quelles sont celles contenues dans la bibliothèque ?



Les murs s'écroulent. L'histoire reste, Edition La Saussaie, 2000

Plusieurs quartiers dans chaque quartier

La bibliothèque, le livre, la parole écrite ne sont pas indifférents au regard des habitants des quartiers. Il y en a certes que la bibliothèque indiffère, mais il y en a beaucoup qui l'aiment, tout comme il y a des habitants qui vont jusqu'à les brûler. Ce constat simple, imposé par le thème de notre recherche, conduit rapidement à considérer avec précaution les résultats des enquêtes qui donnent à penser que les

jeunes seraient « indifférents à la culture légitime »³⁴⁹. Ce que nous observons, quant à nous, ce sont des conflits sociaux qui se déploient avec violence, et on ne peut y voir que la récurrence d'un thème classique de l'histoire des classes populaires dans leur rapport à « la culture » et aux institutions du savoir. Dans ce cadre, nous avons besoin d'une interprétation politique de ces violences permettant d'inscrire ces actes dans un contexte de conflit.

Une jalousie à l'égard des bibliothécaires transpire du discours des autres professionnels et intervenants sociaux du quartier. « Ils [les bibliothécaires] prennent la bibliothèque pour un lieu de haute culture. »³⁵⁰ animateurs, médiateurs et travailleurs sociaux sentent une concurrence forte à leur action. Depuis l'arrivée de la bibliothèque, ils ont été dépossédés d'un certain nombre d'actions culturelles qu'ils intégraient à leur travail, comme la lecture publique, et l'arrivée de professionnels du livre apparaît comme une présence intellectuelle qui « juge » par le seul fait d'être là le travail des autres. L'arrivée de professionnels de la culture dans un quartier, comme nous avons pu l'observer avec l'ouverture de nouvelles médiathèques, appauvrit l'action des autres acteurs qui se sont trouvés dépossédés du capital savant. Comme s'il ne leur restait que du pur travail social à faire, c'est-à-dire des tâches moins valorisées. Une claire hiérarchie s'établit vite entre les intervenants sociaux : à l'extrémité supérieure, la bibliothèque, au recoin le plus périphérique des représentations, l'antenne jeunesse. En haut, les bibliothécaires (et les enseignants), en bas, les « grands frères », dont la seule compétence reconnue est une compétence indigène (habiter le quartier, parler la langue des jeunes, connaître leur culture) et la mission qu'on leur attribue semble se réduire à pouvoir calmer leurs cadets³⁵¹.

³⁴⁹ Voir, par exemple, LAHIRE, Bernard : *La Culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, La Découverte, 2004 ; ou PASQUIER, Dominique : *Cultures lycéennes : la tyrannie de la majorité*, Paris, Autrement, 2005.

³⁵⁰ La phrase vient dans le cadre de l'ouverture de la bibliothèque Gulliver à Saint-Denis. Je souligne qu'elle a été dite avec ironie et donnant à entendre « *haute-couture* » à la place de « haute culture », dans un geste qui où mon interlocutrice se moquait des bibliothécaires en les imitant comme s'ils étaient des couturiers.

³⁵¹ Beaucoup peut être dit sur les « grands frères », et le point est important. Nous nous sommes installés (avec Pauline Beunardeau qui y a fait son mémoire de master 2) à l'antenne jeunesse du quartier Saussaie-Floréal-Courtille lorsque j'ai appris que cet espace et la bibliothèque constituaient les deux pôles d'un continuum. Quand la bibliothèque fut incendiée, les animateurs de cette Antenne ont organisé (à la demande des bibliothécaires) une réunion avec des jeunes du quartier qui se sont

Quand les bibliothécaires m'ont décrit cette antenne jeunesse, on me l'a présentée comme tenue par des « grands frères » qui n'avaient « *aucun projet pédagogique* », qui « *organisent des sorties sans objectifs* », qui « *sont là à dépenser leur journée à écouter de la musique sur de vieux canapés défoncés* ». Ainsi, bibliothèque et antenne jeunesse se positionnent mutuellement sur deux pôles : dans l'un on parle « *un langage correct pour ne pas céder à la démagogie* », dans l'autre on parle « *comme les jeunes du quartier* ».

La frontière entre classes moyennes et populaires tracée par le contrôle de la culture écrite divise aussi les intervenants sociaux en classes. Et les bibliothécaires sont placés dans la portion supérieure d'une division qui s'opère au prix d'une violence symbolique considérable car elle ne peut se dire que de façon atténuée, comme par litote. Ainsi, on reproche aux bibliothécaires de ne pas avoir voulu embaucher « *des jeunes du quartier, ce qui aurait facilité les choses* ». « *Désolé, répond-on de l'autre côté, mais bibliothécaire, c'est un métier.* » Accusation et réponse curieuses car des « habitants de quartier » font bel et bien partie de l'équipe des médiathèques. À Gulliver, l'une des bibliothécaires habitait le quartier depuis trois générations où vivaient également ses parents et l'une de ses sœurs ; et deux autres membres de l'équipe viennent aussi des « quartiers » dans d'autres cités de la banlieue parisienne. Enfin, deux bibliothécaires de « la centrale » de Saint-Denis habitent à Saussaie-Floréal-Courtille³⁵².

A ce clivage s'en rajoutent d'autres comme ceux qui traversent le groupe des bibliothécaires et que j'ai décrits dans la section précédente (*cf. supra* Chapitre 6. Ce que les bibliothécaires disent de leur quartier, p. 224-281, et Annexe 1). Le cadre

identifiés comme directement liés aux émeutes et donc à l'incendie de la bibliothèque. Cette rencontre improbable dans d'autres circonstances fut possible parce qu'elle eut lieu dans les locaux de l'Antenne et grâce à la médiation de ces « grands-frères », et c'est ce qui a permis d'avoir une discussion sur les faits. « Cela a calmé le jeu », m'a-t-on dit. Un temps seulement, selon j'ai pu constater. Pour une description monographique de cette Antenne jeunesse et de la politique des « grands-frères » à Saint-Denis, *Cf.* BEUNARDEAU, Pauline : *Quand des animateurs se firent dénommer « grands frères ». Facteurs socio-historiques de la disqualification d'animateurs soumis à la catégorie « grand frère » dans la ville de Saint-Denis*, Paris, université Paris Diderot - Paris-VII, mémoire de master 2, sociologie-anthropologie, spécialité Sociologie et philosophie politique, juin 2009, sous la direction de Denis Merklen.

³⁵² La dernière fois que j'ai vu Christelle, cette bibliothécaire née dans le quartier, elle était dans un état de grande angoisse et cherchait à quitter désespérément le quartier. Sa sœur et son frère l'avaient déjà fait. « Il ne reste plus que mes parents à partir, m'a-t-elle dit. » Le motif en était les « situations de violence à répétition, mes filles ont été menacées et moi aussi, on est venu chez moi me menacer avec un couteau ».

conflictuel des bibliothèques de quartier est donc extrêmement complexe. A propos de la place que la bibliothèque prend au sein de chaque quartier, la situation peut être représentée à travers un double clivage. Les individus qui parcourent le quartier se classent à partir de la perception que les uns et les autres ont du quartier et de son extérieur. Pour les uns l'extérieur du quartier est perçu comme une menace, un danger ou un risque. Il apparaît sous l'image de la ville lointaine, chère ou difficile, du marché du travail bouché, exclusif ou incertain, d'une police raciste, d'une « culture » distante, d'une discrimination sociale et raciale qui commence à l'école. Pour les autres ce même extérieur constitue une forme de salut, d'assurance, où culture, emploi, formation, ville et institutions, les mêmes objets de la vie sociale prennent pour eux des valeurs positives. Pour les premiers les hommes politiques ne sont que des « politiciens », au mieux, des « gouvernants », sans trop se soucier de la différence entre partis ou entre la droite et la gauche. Pour les deuxièmes, les hommes politiques sont tout de même les « élus », c'est-à-dire des « autorités ». Le quartier lui-même est ainsi traversé par deux oppositions fondamentales. Cette première opposition est renforcée par la distance existant entre ceux qui habitent le quartier et ceux qui vivent du quartier. Vivent du quartier les « intervenants », tous les professionnels des 21 institutions qui, à la grande exception des quelques bibliothécaires cités, n'habitent pas le quartier. Qui sont payés pour agir dans sur un quartier qui n'est pas le leur. Mais vivent du quartier également les habitants qui investissent dans le contrôle de l'espace public ou des trafics divers, ceux qui sont dans le *business*. Ces trois groupes (habitants gagnant leur vie ailleurs, intervenants extérieurs et habitants investissant le quartier) se disputent le contrôle des institutions, de l'espace public et du territoire. Ce sont trois types d'intérêts qui se projettent différemment sur l'espace du quartier et ses institutions.

Ensuite, il y a une deuxième opposition fondamentale, concernant seulement les habitants du quartier, cette fois-ci. D'un côté de l'espace du quartier, il y a ceux pour qui « *s'en sortir* » c'est quitter le quartier. Ce sont par exemple les parents qui vivent la cité comme un risque pour leurs enfants, ou ceux pour qui l'adresse « Saussaie-Floréal-Courtille » constitue un stigmat. De l'autre côté, nous trouvons ceux qui font leur vie dans le quartier et qui l'aiment, ceux pour qui par exemple « SFC » constitue « la plus grande cité du 93 », ceux qui savent qu'aucune destinée ne les attend ailleurs et qu'ils doivent y faire leur vie. Souvent, comme nous l'avons

vu incarné dans le discours des bibliothécaires, ces deux positions (la certitude de vouloir partir et la revendication de « la banlieue ») sont en même temps présentes chez les mêmes personnes, comme une tension ou une incohérence. Il y a, par exemple, ceux qui réagissent face aux caricatures stigmatisantes faites des « quartiers » et qui aimeraient « voir progresser le quartier et qu'on reconnaisse nos talents » mais qui en même temps cherchent à s'en aller, tellement ils sont persuadés que la situation va de pire en pire. C'est le cas notamment de ceux qui peuvent le faire, ceux pour qui les choses ne vont pas si mal, et qui, ayant des enfants en âge scolaire, ont peur pour leur avenir, craignent de les voir condamnés à vivre dans un « ghetto ».

Si nous voulons comprendre ce qui est attaqué lorsqu'on lance un cocktail Molotov ou un caillou, il n'est nullement inutile de se demander comment intervient l'action d'une bibliothèque dans cet univers conflictuel, comment celle-ci agit au milieu de tels clivages. Dans quel sens la politique de la bibliothèque agit-elle dans le quartier ? À la faveur de qui et de quoi ? À l'encontre de qui et de quoi ? À la faveur de ceux qui veulent s'en sortir ou de ceux qui veulent y rester ? Est-elle perçue comme une partie intégrante du quartier ou au contraire comme une intervention venant de l'extérieur ? Et les bibliothécaires ? Doivent-ils entrer et sortir du quartier avec précaution où sont-ils maîtres chez eux ? La bibliothèque parvient-elle à dissocier le lien entre sens figuré et sens physique du mot « sortir », comme dans « *s'en sortir* » ? Ou, au contraire, son action cherche-t-elle à offrir à certains (ceux qui le voudront et le pourront) « *une chance de partir* » renforçant l'association « *sortir* [du quartier] = *s'en sortir* [dans la vie] » ? Et quels sont les rapports entre les bibliothécaires et les autres personnalités qui représentent des collectifs : curés, pasteurs, imams, hommes politiques, membres d'associations, de groupes de musique ou de sport ?³⁵³

³⁵³ En 1990, la bibliothèque populaire Florentino Amaghino dans la ville de Venado Tuerto, en Argentine, créa une intéressante expérience d'Université libre, la *Universidad libre de Venado Tuerto*. Plusieurs intellectuels ont pris le bus pour faire les 370 km qui séparent cette petite ville ouvrière de la province de Santa Fe de Buenos Aires (je me suis trouvé parmi eux plus d'une fois en 1993 ou 1994 pour y faire cours). Afin de se financer, cette expérience qui hérité des courants socialistes, communistes et surtout anarchistes du début du XXe siècle, les jeunes qui animaient la bibliothèque ont organisé un restaurant où les notables de la ville venaient faire la cuisine. Ils ont également organisé une équipe de football qui a eu un certain succès dans la ligue locale. L'équipe de foot de la bibliothèque fut dirigée un temps par l'écrivain Osvaldo Soriano. A propos de cette expérience, voir

La place que le livre et la parole écrite occupent dans notre régime politique et social donne lieu à la formation d'importants enjeux au milieu desquels agit la bibliothèque. Nous observons comment se jouent à l'intérieur de l'espace du quartier des conflits opposant les différents secteurs qui composent les classes populaires. L'école et sa maîtrise de la parole écrite avec qui la bibliothèque fait alliance se présentent certes pour beaucoup comme une voie d'intégration sociale, de réussite personnelle et d'approfondissement du rapport à soi, ou encore comme une voie d'accès à la « cité » – celle des citoyens, cette fois³⁵⁴. Mais une partie de la population des quartiers voit dans ces mêmes institutions un système d'exclusion et de différenciation sociale. Ce sont elles qui définissent les règles d'un jeu dans lequel beaucoup ont perdu, d'autres se trouvent perdants, perdus ou avec peu de chances de se retrouver. Parce que, consécration de la parole écrite, le livre matérialise une frontière sociale de nature symbolique. Je ne peux être indifférent au livre en tant qu'individu et en même temps le savoir objet précieux pour mes ennemis sociaux, pour ceux qui me doublent ou m'enfoncent. Je ne peux être indifférent au livre et en même temps le savoir au centre des dynamiques politiques et éducatives qui déterminent les chances de participation politique et les possibilités de progrès et d'intégration sociale.

Sur la base de cette opposition, on observe une mutation des cultures populaires dans laquelle se réédite partiellement un clivage ancien. Une culture populaire de type hip-hop, liée au rap, à un style vestimentaire, identifie une partie de la jeunesse et aujourd'hui déjà des jeunes adultes. Cette culture n'est évidemment pas étrangère à l'écrit (comme nous venons de le voir). Mais elle produit une écriture qui répond aux exigences de la langue parlée et des moyens de communication maîtrisés par le groupe (blog, téléphone portable, courriel, chanson – le rap entre sans doute dans le genre de la « chanson à texte » et du « populaire-savant »). Elle obéit aussi à d'autres normes esthétiques et véhicule à la fois une forme de contestation et un mode d'identification entre pairs. Dans le même mouvement social qui lui sert de support, cette culture populaire se trouve souvent en opposition avec les exigences de la langue écrite officielle, institutionnelle, des

FERRER, Christian : « El saber y la vida », *Revista Lote*, n° 12. <http://www.fernandopeirone.com.ar/Lote/nro012/ferrer.htm>

³⁵⁴ PETIT, Michèle et al. : *De la bibliothèque au droit de cité. Parcours de jeunes*, op. cit.

livres et de l'école. Cette dernière répond à d'autres exigences, celles d'un autre groupe, et elle apparaît comme une langue étrangère à beaucoup d'habitants des quartiers.

Le segment de la culture populaire émergeant à l'extérieur des institutions est aussi une culture de rue. Mais qui a également rompu avec la tradition d'une culture populaire liée au livre telle qu'elle avait été laborieusement travaillée par les traditions catholique et de gauche. Les militants catholiques, communistes et socialistes, syndicalistes et curés, enseignants, artistes et intellectuels, se sont autrefois adressés aux classes populaires de manière à leur proposer un « marché » où pouvoir parler de ce qu'on avait lu représentait un atout important³⁵⁵. En effet, il faut se rappeler que si l'opposition savant/populaire a pu un temps être surmontée, c'est grâce à un travail politique important, et que ce travail politique a agi à la fois sur le registre de création d'un public, ou d'un marché, et sur le registre de la production. C'est ainsi que l'on comprend des productions de type « populaire-savant », tel que je propose de le comprendre à travers la chanson d'auteurs comme Georges Brassens ou Grand corps malade.

La situation que nous trouvons aujourd'hui dans les « cités », en revanche, renvoie plutôt à une forme de réactualisation de la vieille opposition entre le savant et le populaire. C'est dans ce cadre que prend sens la dynamique de professionnalisation du rôle de bibliothécaire que nous observons à Plaine Commune et, plus généralement, dans le mouvement qui a conduit les « bibliothèques populaires », ainsi qu'on les nommait autrefois, à devenir des « médiathèques municipales » et même « annexes » dans le jargon des bibliothécaires. Ce ne sont plus des militants et des bénévoles qui définissent comme jadis les missions de la « lecture publique ». La professionnalisation change la politique de la bibliothèque, qui cherche du côté de l'école et des instituteurs les alliances qu'elle trouvait avant avec les partis politiques et les militants. L'action de la bibliothèque s'institutionnalise et cherche à définir son programme non plus par

³⁵⁵ BOURDIEU, Pierre : « La lecture : une pratique culturelle », in Roger CHARTIER (dir.), *Pratiques de la lecture*, Paris, Payot, 1993.

la production d'une culture populaire mais sous la forme du « travail sur autrui », selon la formule rendue célèbre par François Dubet³⁵⁶.

Aujourd'hui, on a l'impression qu'aux yeux d'une partie de la population des quartiers, l'espace du livre, de la bibliothèque et celui de la rue s'opposent point par point, et ceci des deux côtés de la frontière. Ainsi nous dit une bibliothécaire qui habite une cité HLM à Saint-Denis et qui lit « depuis que j'en ai conscience », et qui « aime bien tripoter les livres » :

« Des enfants qui jouent dehors, qui jouent à la PlayStation à des jeux extrêmement violents, des enfants qui chantent du rap à tue-tête et par cœur à neuf ans, non ! Ma fille a 9 ans, je trouve que ça ne correspond pas au monde des enfants. Je vois pas ma fille écouter Diam's, il y a certains passages qui sont revendicatifs, quand même ! Et sur la PlayStation jouer à tuer des flics à max ! Toutes les copines jouent à ça ici et chez moi c'est "niet" ! Il y a deux manières de faire et ça crée des problèmes à l'école. Elle a peu de copines, il y a du racisme, mes filles se sont toutes les deux fait insulter de "sales blanches". [...] On les prépare aussi au monde du travail, il faut qu'elle soit polie, qu'elle ait du respect envers les autres, le temps de parole des autres. Ce que je vois des enfants dehors c'est qu'il y a rien de tout ça. [...] Je ne peux pas laisser grandir mes enfants dans ce quartier, c'est impossible. [...] Mes enfants lisent tous les trois, sans que je les force. Ils me regardent lire tous les soirs. Je ne regarde pas la télé, je vais me coucher, je lis. Je leur achète beaucoup de livres. Par contre les copines ne lisent pas. » Patricia, bibliothécaire.

Il y a en effet un lien très étroit entre la valeur de la parole écrite et un certain nombre d'exigences corporelles, d'une maîtrise de soi comme une maîtrise du corps. Le livre et la rue nécessitent chacun une dextérité spécifique, le plus souvent incompatibles. Aller vers l'une veut dire abandonner l'autre car il s'agit de deux groupes sociaux distincts et fréquemment en conflit. Dans une étude récente sur les « lecteurs précaires », Véronique Le Goaziou montre comment l'exigence de solitude, de quiétude, de silence et de concentration que le livre impose figurent parmi les principaux éléments de retrait voire d'opposition à la lecture, et j'ajouterais, au livre et à l'école³⁵⁷. Nasser Tafferant montre pour sa part comment certains « intellos » du quartier arrivent à se maintenir un temps intégrés aux

³⁵⁶ DUBET, François : *Le Déclin de l'institution*, op. cit.

³⁵⁷ LE GOAZIOU, Véronique : *Lecteurs précaires. Des jeunes exclus de la lecture ?*, Paris, L'Harmattan, 2006.

bandes et au *business*, mais ils arrivent à le faire seulement au prix de fortes tensions, et parce qu'ils maîtrisent les deux langues (celle de l'université et celle du quartier) et à changer de registre selon où et avec qui on parle. Et nous avons pu observer comment au sein des familles, les individus investissent beaucoup d'énergie dans l'éducation des enfants pour leur apprendre les modes de comportement qui vont leur permettre de se situer d'un côté ou de l'autre des frontières sociales (Merklen, 2010b). Car les frontières sociales sont ces lignes qui permettent aux groupes sociaux de définir les conditions imposées aux individus pour en être membre, ce sont ces comportements exigés pour en faire partie³⁵⁸. Alors, il est difficile de se maintenir présent des deux côtés à la fois. Cette cohabitation toujours tendue exige une dépense d'énergie qui dépasse les forces d'un individu seul. Cela ne peut se faire que grâce à un travail politique qui homogénéise symboliquement les différences, comme lorsqu'on dit, par exemple, « le peuple » ou « nous sommes tous des travailleurs ».

Dans la conjoncture actuelle, les clivages au sein desquels agit la bibliothèque tendent donc à se reproduire. Non seulement parce qu'une partie de la population n'est plus en contact avec un marché social où elle pourrait valoriser ses lectures, mais parce que les différents camps en conflit sentent menaçantes les conduites de l'autre et, en conséquence, les combattent avec ténacité. Les exclus de l'école et de l'emploi se sentent menacés par ceux qui assoient leur pouvoir sur la maîtrise de l'écrit. Auteurs, lecteurs, bons élèves et leurs parents, se sentent menacés par ceux qui font du bruit et s'agitent lorsqu'ils écoutent de la musique, dansent ou marchent dans la rue dans une cadence qui leur permet d'être reconnus dans l'espace public comme membres d'un groupe et pas de l'autre. Il est alors évident que les attaques aux bibliothèques rajoutent une couche à cette hétérogénéité des quartiers. Une hétérogénéité qui ne peut pas être réduite, comme on le voit ici, à une hétérogénéité de positions. Car si les différences majeures découlent des contraintes imposées au groupe de l'extérieur (par le marché du travail, l'institution scolaire ou la configuration urbaine), les différences résultent également de ce que les gens font.

³⁵⁸ BARTH, Fredrick : « Les groupes ethniques et leurs frontières », in Ph. Poutignat et J. Streiff-Fenart : *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, 1995, p. 203-249 (*Ethnic Groups and Boundaries. The Social Organization or Culture Difference*, Oslo, 1969).

Encadré 7 : La couleur de la violence

« Je travaillais dans une bibliothèque à proximité de l'hôpital Lafontaine qui était un peu en sous-sol et on avait tous les drogués qui venaient chez nous. C'était horrible. Dès qu'il y avait du flic qui circulait... Donc on était habitués à la violence. D'autant qu'à Saint-Denis c'était pire qu'ici ! [au quartier du Clos Saint-Lazare, à Stains] Je savais que Saint-Denis était la ville la plus criminogène déjà [en 1993]. À Saint-Denis il y avait des choses que je trouvais très violentes, par exemple les abris de bus en verre. Ça fait dix ans que les abris de bus sont régulièrement cassés et mon abri de bus était toujours cassé. Et les voitures étaient recouvertes de peinture. Ça c'est une image de violence très forte pour moi. J'arrivais au boulot et il y avait une voiture recouverte de peinture rouge. Une personne avait versé dix litres de peinture rouge sur la voiture ! Toujours ce verre et de la peinture partout. Ça je l'ai vraiment pas [oublié] » [...]

Un soir je suis restée et j'ai eu vraiment très très peur. Je ne ferai plus jamais ça. Il y a une autre vie le soir. Il faisait très beau, c'était l'été. L'atmosphère était survoltée, il y avait du rodéo partout. J'avais peur de me faire renverser par une moto. Il y avait des voitures flambées. C'était la folie, il y avait du bruit partout. J'ai traversé le Clos morte de peur et j'ai senti que le Clos protégeait ses enfants. Mais pas dans le bon sens. »

Sonia, bibliothécaire à Saint-Denis, puis à Stains, catégorie B, 55 ans.

Sens, significations et mémoires

Saint-Denis

La plupart du temps, je vais vers les quartiers de la banlieue et leurs bibliothèques depuis Paris. Je fais le trajet toujours par les transports publics, jamais en voiture : métro, RER, bus, marche à pied. La voiture est mauvaise pour cela, elle ne laisse pas voir et ne permet pas de partager. Les transports sont « en commun », et pour cela des espaces d'expérience commune et d'interaction. Pour le premier terrain, celui de La Saussaie-Floréal-Courtille et la médiathèque Gulliver, je prenais le métro jusque la station Saint-Denis-Basilique puis le bus 153 qui conduit au quartier.

A la descente du métro, dans le centre-ville de Saint-Denis, il y a un marché qui se tient deux fois par semaine en plein air, sur la place, à côté de la mairie. C'est un marché de commerçants modestes qui vendent à des clients pauvres. Des chaussures à 3 € la paire, des vêtements pour enfants à 5 € (pyjamas et joggings), un short pour homme à 8€, un ensemble en lin pour femme signé Sergio Tacchini à 20€ (prix de 2009). Pilles, cassettes et DVD, outils, câbles, rallonges et multiprises : il y a de tout à vendre, sauf des livres. Il y en a beaucoup de tissus qui sont souvent aux goûts arabe ou africain. Tout est bon marché. J'y fais un tour en sortant du métro, je bois un express au café de l'hôtel Jaurès et je monte dans mon 153. Au zinc du café de l'hôtel boivent et fument les commerçants. Je peux entendre leur conversation. De l'autre côté de la place, en face de la mairie, on trouve la basilique, la légion d'honneur qui fut jadis abbaye, et la « centrale de Saint-Denis » : la célèbre bibliothèque, centre mythique pour les bibliothécaires avec qui je parle, avec ses riches collections et ses incunables. A l'occasion d'une de mes premières explorations, pendant l'hiver 2007, mon attention fut attirée par deux choses apparemment inconnexes. Je suis allé vers mon enquête et mes questionnements à la sortie d'un cours que je donnais à Sciences Po, Boulevard Saint-Germain. A côté de la porte d'entrée de Sciences Po il y a un magasin de chaussures. Seules trois chaussures pour homme étaient exposées, au goût bourgeois. Je regarde attentivement les prix qui oscillent entre 970 et 1250€. En 40 minutes le métro m'amènera d'un bout à l'autre de la réalité sociale parisienne. Les prix ont cet avantage de mettre en chiffres ce que la culture met en mots, en images et en silences. Au quartier de Gulliver, les familles vivent avec 900€ par mois en moyenne, la moitié qu'à Paris, alors que la part de familles de plus de 6 personnes est de 12% (4% à Paris) et que le chômage touche 16% des habitants contre 9,5% à Paris. L'INSEE considère qu'en 2006 plus de 25% des personnes vivait à Saint-Denis dans un foyer « à bas revenus ».

Ces thèmes de la proximité et de la distance, si chers à la sociologie, ces écarts de prix et de revenus, ces significations condensées dans la ville... Il est impossible que la présence des bibliothèques dans les quartiers où les gens sortent si tôt de l'école soit indifférente à ces dimensions de la vie sociale. Dans le territoire des huit villes qui composent l'agglomération de Plaine commune avec ces 334 000 habitants, 38% des personnes âgées de plus de quinze ans qui ont interrompu leurs

études n'ont aucun diplôme. Ces noms et ses chiffres que je regarde et note sur mon carnet sont à étudier avec le plus grand soin si on veut comprendre ces bibliothèques brûlées, les pierres qui traversent leurs vitres pour tomber dans un bac à disques ou entre les rayons de livres. Ces riches bibliothèques sont implantées dans les quartiers les plus pauvres de la ville, tout à l'honneur des mairies qui les financent, là où peut-être plus de la moitié de la population ne lit pas de livres.

TABLEAU 2
Le Quartier de la Bibliothèque Gulliver, Saint-Denis
Saussaie-Floréal en chiffres clés de l'INSEE (1)

	Floréal-Saussaie	UU Paris
Population 2006	5417	10142977
Population 1999	6134	9644507
Population des ménages 2006	5417	9773419
Nombre de résidences principales 2006	1960	4025513
Part des HLM parmi les résidences principales en 2006	64,90%	24,50%
Part des ménages de 6 personnes et plus en 2006	11,90%	4,00%
Taux d'activité 2006 des 25-65 ans	76,40%	82,40%
Part des demandeurs d'emploi de catégories 1,2,3 (hors activité réduite) parmi les actifs 25-64 ans en 2006	15,70%	9,50%
Part des employés et ouvriers parmi les salariés en 2006	82,20%	51,40%
Part de bénéficiaires de la CMUC parmi les bénéficiaires de la CNAM en 2007	16,70%	7,60%
Part des bénéficiaires de la CMUC parmi les 18-24 ans bénéficiaires de la CNAM en 2007	18,30%	10,50%
Revenu fiscal médian 2006 (par u.c.)	10311	19830
Revenu fiscal médian 2005 (par u.c.)	9693	19300
Part de la population vivant dans un ménage à bas revenus (hors prestations sociales) en 2005	24,80%	11,10%
Nombre moyen de généralistes dans un rayon de 500m en 2006	5	n.d.

(1) Les chiffres ne prennent pas en compte le quartier « Courtille ».

Téléchargé le 15/04/2011 sur <http://sig.ville.gouv.fr/>

C'est la première fois que je mène une enquête à Saint-Denis. Un endroit si singulier de la banlieue. A certains égards, pas du tout « représentatif », si toutefois quelque chose pourrait servir comme pour en faire l'échantillon. Tout d'abord j'ai été enchanté par l'histoire. Par la densité d'histoires contenues là, présentes sur le parcours même du bus. Le 153 passe à côté de la moyenâgeuse basilique de Saint-Denis et ses tombaux de rois profanés par des révolutionnaires, il contourne la mairie communiste, passe entre celle-ci et le marché. Puis il s'arrête non loin de la mythique Université Paris 8 (ex-Vincennes), et file devant le siège du journal l'Humanité. Enfin, avant l'arrivée à Saussaie-Floréal-Courtille, le bus traverse l'avenue Lénine, passe entre la cité Saint-Rémy et le quartier pavillonnaire Romain Rolland, il longe le parc de La Courneuve - qui est pour moi le parc de « la fête de l'Huma ». Maintes fois j'ai fait le trajet à pied (25 minutes depuis le centre-ville). J'observe ainsi d'autres choses. Le panneau de l'Avenue Lénine indique « *homme politique ruse* », je souris. J'entre au FranPrix et regarde les produits en vente, de moindre qualité et de bien plus bas prix que ceux du FranPrix de mon quartier, dans le treizième arrondissement de Paris. Je m'arrête plus d'une fois pour contempler le bâtiment de Niemeyer alors siège de l'Humanité. J'admire l'architecture à la modernité vitrée et aux formes courbées, d'un style similaire à celui de la place du Colonel Fabien à Paris, j'entre dans le hall et lis les pages du projet du journal, manuscrit de Jean Jaurès. L'admiration se rajoute à l'émotion. Une machine d'imprimerie manuelle est dans le hall à côté du manuscrit. Elle fait penser aux hommes qui font le journal. La politique entre le travail manuel et le travail intellectuel. Quand je viens avec des étudiants je m'y arrête avec eux. L'Humanité met en vente son siège pour cause d'endettement en 2007. En janvier 2010, il arrive à le faire acheter par l'Etat³⁵⁹. Je suis attristé, une densité politique se défait comme si dans la défaite Jaurès s'éloignait de Niemeyer, la presse se distancie du Parti communiste, comme si l'humanité partait ailleurs. Comme si les intellectuels battaient en retraite, chassés par les lois de l'économie. Signe du temps. Le capitalisme reprend du terrain. Je pense à l'Argentine sous Menem. Dans le bus, je remémore l'entretien que j'ai eu à la « centrale » quelques jours auparavant avec la

³⁵⁹ « L'Etat rachète l'ancien siège de « l'Humanité », *Le Parisien*, 12 janvier 2010 : « Il aura fallu près de trois ans au journal de gauche pour vendre son siège historique de Saint-Denis. Les 7 000 m², achetés 12 M€, accueilleront la sous-préfecture. » (<http://www.leparisien.fr/seine-saint-denis-93/l-etat-rachete-l-ancien-siege-de-l-humanite-12-01-2010-773422.php>).

directrice des bibliothèques où, entre mille autres choses, j'ai appris que la bibliothèque municipale détient un fonds historique important nourri entre autres de collections sur l'histoire de la classe ouvrière, de legs de dirigeants du Parti communiste français et des incunables de l'abbaye de Saint-Denis confisqués pendant la Révolution et la sécularisation napoléonienne. Parfois je pense à mon directeur de thèse, Robert Castel, fondateur de « Vincennes » et j'essaie d'imaginer cette époque où sa génération a voulu décentrer le savoir de la Sorbonne vers la périphérie alors ouvrière.

Quelle charge symbolique immense contiennent ces quelques kilomètres carrés pour un intellectuel comme moi ! Je suis euphorique. Puis, je me demande : en quoi la mobilisation de ces sens condensés pourra m'aider à comprendre ce qui se passe aujourd'hui au sein des classes populaires ? Je n'oublie pas que ces lieux de mémoire ont été amplement travaillés par l'histoire des historiens que j'ai lus, et qu'il me sera difficile d'échapper à leur point de vue. Or, je ne peux pas m'en souvenir par moi-même car je n'y ai pas vécu cette histoire, ni mes aïeux. Est-ce que, en fin de comptes, ce ne sont pour moi que de souvenirs appris à l'école ou à l'université ? Ce serait exagéré de dire cela comme ça dans mon cas. Certains de ces faits de l'histoire française sont rentrés dans ma vie par le biais de la socialisation politique, comme moments de l'histoire de la gauche, au sein de ma famille d'abord et avec mes amis de la génération « dictature » en Argentine et en Uruguay. Mais il est vrai que ces conversations ont été complètement reformatées, « réformées » après par les livres que j'ai lus. Et il est vrai que ces lieux de mémoire me font surtout revivre les pages que j'ai pu lire. C'est sûr, cette mémoire-là, je ne pourrai que la lire. J'aurai un rapport à ce passé toujours médiatisé par la lecture. Et je ne peux pas oublier que dans l'écrit je trouve ces mémoires-sens institutionnalisés, politisés par l'écriture. Je partage quelque chose avec les personnes dont j'essaie de comprendre leurs actions, ces incendiaires. Mais je ne me cache pas non plus nos distances. Quelque chose de l'ordre du « *feeling* », au sens que Raymond Williams a donné à ce mot, nous sépare et nous réunit à la fois. Si non, je ne serais pas y allé. Je vis dans cet univers culturel, celui des monuments de Saint-Denis, bien à distance des quartiers de la même ville. Et j'ai fait de la maîtrise de ce condensé symbolique un « capital ». Mais il est vrai aussi que dans mon enfance, dans une ambiance de militants de gauche poursuivis par des dictatures fascistes, les références à « la

résistance », la « révolution » et l'antichléricisme étaient bien présentes. La Marseillaise était un chant révolutionnaire et continue à l'être pour les gauches latino-américaines. Ce n'est pas le cas pour les habitants de ces quartiers issus de la colonisation et qui iront parfois la siffler au Stade de France. Alors, je suis moins sûr et moins catégorique. Quelle part de partage et quelle part de distance y-a-t-il entre les habitants et moi ? Et pour les bibliothécaires ? Ils vivent un univers où certainement ces mots et ces monuments font sens. Mais comme je l'apprendrai plus tard grâce à mon enquête par entretiens, de fortes différences sont observées entre eux, entre les bibliothécaires qui ont un passé militant et les autres, plus jeunes, qui arrivent dans les bibliothèques avec un diplôme en poche mais des salles de cours comme seule et unique expérience sociale.

Ensuite, j'ai été étonné par la nature de ma compagnie dans ce bus qui va au quartier. La plupart des fois, j'étais le seul individu de peau « blanche » dans le bus. Sauf, parfois, le conducteur ou les quelques étudiants qui m'accompagnaient faire du terrain. Sinon, en ces débuts d'après-midi et au retour du marché, ce sont majoritairement des femmes, mères de famille probablement, beaucoup avec leur caddie ou leur poussette chargée « à block », bébé plus courses. Les quelques hommes sont jeunes, pour la plupart, il y a quelques fois des vieux, rarement des adultes. C'est un public assez homogène après tout, au moins à le regarder du point de vue de la race et de la classe. Une fois j'étais avec un ami, un anthropologue argentin à qui j'ai demandé de l'aide³⁶⁰. Nous étions dans ce même « 153 » et il a été immédiatement impressionné : « *Tu ne peux pas ne pas prendre en considération le thème de l'immigration. C'est incroyable, il n'y a même pas un seul Français* ». Je crois qu'il ruminait sa phrase depuis la gare du Nord où l'on avait pris cette fois le RER B jusqu'au Stade de France. Comme tout le monde, nous sommes descendus à l'un des arrêts du quartier et nous marchions en silence dans les rues vides de l'hiver. Je pensais que son observation était juste, mais je savais aussi que les choses y sont plus complexes. Parce que sûrement parmi ces « Noirs » et ces « Arabes » il y en a beaucoup qui sont citoyens français³⁶¹, ce qui ne veut pas dire qu'ils se sentent ni qu'ils soient toujours traités comme des « Français », et aussi parce que une

³⁶⁰ Il s'agit de Pablo Seman, anthropologue au Colegio de Mexico, dont les travaux seront cités plus loin à propos des églises évangéliques.

³⁶¹ Selon le recensement de 1999, il y avait dans le quartier 24,1% d'étrangers dans les quartiers Floréal et la Saussaie, contre 15,4% en région parisienne. INSEE, RP 1999.

bonne partie des habitants du quartier sont « Blancs ». Seulement ces derniers sont plus difficilement repérables, « moins visibles » dit-on. On a tellement identifié les styles vestimentaires des classes populaires des banlieues aux « minorités ethniques » que dès qu'on voit un jeune habillé en « *street style* » on le voit sous une optique raciale. Puis, pris comme échantillon, un bus ne représente que les personnes qui prennent ce moyen de transport à une heure donnée de la journée, et pas nécessairement l'ensemble des habitants du quartier dont beaucoup ont une voiture. Après tout, nous venons toujours aux quartiers avec des images que nous voulons confirmer. Le bus en est un condensé. Et pourtant, mon ami anthropologue avait raison, la force de la question raciale est majeure car elle façonne les représentations immédiates des rapports entre les classes, de l'identité des quartiers, des rapports à la citoyenneté. Et les bibliothèques vivent aussi à l'intérieur de cette question raciale, tout comme les transports en commun³⁶².

J'essaye alors de lier mes deux étonnements. Les mémoires que ces lieux m'évoquent et les habitants qui rentrent au quartier par bus, depuis le marché. Je reprends ma question. Qu'y-a-t-il de commun entre leur expérience et la mienne ? Dans quelle mesure ces condensés de sens qui m'enchantent renvoient-ils à des mémoires qui sont les leurs ? Ma sociabilité de lecteur universitaire me lie à ces mémoires d'une façon singulière, qui se distingue fortement de celles des passagers du bus et certainement de beaucoup parmi les habitants du quartier. Il y a là un partage qui peut aider à comprendre la situation des bibliothèques et des bibliothécaires dans les quartiers. De qui les bibliothécaires sont socialement plus proches ? De moi, sociologue, habitant et travaillant à Paris, ou des habitants qui devraient venir lire dans leurs locaux et le font pourtant si peu fréquemment ? Mais la fragmentation n'est pas seulement entre classes moyennes et classes populaires. Il y a aussi un éclatement dans les productions de sens à l'intérieur même des

³⁶² Les rapports entre « question raciale » et « question sociale » constituent l'une des oppositions par lesquelles s'affrontent beaucoup les sociologues travaillant sur les classes populaires. Ainsi, la polémique autour des « quotas ethniques » dans le football a fait rage au mois de mai 2011. Stéphane Beau et Gérard Noiriél, d'un côté (cf. « Race, classe, football: ne pas hurler avec la meute », *Libération.fr*, 06/05/2011), Eric Fassin et Pap Ndiaye de l'autre (*Libération.fr*, 30/04/2011), ont signé des articles dans la presse alimentant ces controverses. Les premiers mettant l'accent sur la dimension « sociale » de la question, les seconds sur sa dimension « raciale ». Pour une synthèse de ces deux positions dans la sociologie contemporaine en France, cf. KOKOREFF, Michel et RODRIGUEZ, Jacques : *Quand l'incertitude fait société*, Paris, Payot, 2004, chapitre IV « La dynamique identitaire et politique des différences », p. 169-217.

classes populaires. A l'intérieur de celles-ci, il y a des individus qui peuvent activer ces mémoires que j'évoque. Mais il y en a qui ne peuvent pas, voire à qui ces mémoires font violence. Qui sont-ils ? Peut-être qu'ils sont parmi ceux qui sortent sans diplôme du système scolaire (38% de la population de l'agglomération de Plaine commune). Peut-être se trouvent-ils parmi ceux qui ont la mémoire encore fraîche de l'empire colonial et des guerres de libération nationale. Peut-être qu'ils se comptent parmi ceux qui se trouvent en dehors de l'espace politique de la gauche. Ceux qui voient ces militants devenus des fonctionnaires très diplômés comme des « classes moyennes », comme des « Français », des « privilégiés » ou les trois à la fois. Peut-être ce sont ceux qui se sentent trahis par « les politiques » et qui voient la politique comme une activité corrompue, clientéliste, de menteurs. Peut-être ils se trouvent parmi ceux qui, venus d'ailleurs, se sentent trompés par la promesse républicaine de l'égalité. Ceux sur qui la police décharge du mépris comme qui tire au *Flash Ball* sur les « jeunes de banlieue ».

Une fois, j'ai trouvé à proximité de la bibliothèque Gulliver un imprimé distribué par la mairie faisant la publicité d'une exposition intitulée « Saint-Denis populaire, 1936-2006 ». Ce dépliant était construit autour de textes et d'images de l'époque du Front populaire. Aucune image ne parlait du présent. Sûrement, ses concepteurs pensaient que ces souvenirs parlaient grandement aux classes populaires d'aujourd'hui³⁶³. En entrant dans la bibliothèque du quartier, je me suis rendu compte que ce dépliant était sorti de ses locaux, que la bibliothèque était le véhicule du message, et j'ai compris qu'il y avait un lien étroit entre ces questions de mémoires et ces couches de population superposées dans un même espace. J'ai compris que les livres de la bibliothèque participent, qu'on le veuille ou non, à ces conflits. Quelles mémoires véhiculent les livres ? C'est une question importante dans l'un des pays qui, comme la France, doit avoir l'une des densités historiographiques les plus importantes du monde. Qui les écrit, les publie, les met là, sur les rayons d'une bibliothèque de quartier ? Et pour quoi faire ? Qui les lit ?

Ce lien entre histoire et symboles politiques présents dans la ville m'a permis de remémorer mes premiers pas de sociologue à Ciudad Evita, dans la périphérie de

³⁶³ Le tract et les activités qui lui étaient associées ont été conçus par deux historiens, l'un professeur à l'université Paris-VIII et l'autre ingénieur d'études travaillant pour la CGT.

Buenos Aires³⁶⁴. Là-bas, j'ai assisté (et ma famille en a été victime) aux violents conflits entre la droite et la gauche péronistes (représentées respectivement par le *Comando de organización* – extrême droite – et par les Jeunesses péronistes – gauche proche de la guérilla). Chacun de ces mouvements cherchait à identifier l'image de Perón à l'une de ses épouses, Evita, revendiquée par la gauche, et Isabel, par la droite. Les uns et les autres écrivaient « Evita » et « Isabel » en gigantesques lettres bleues ciel, effaçant systématiquement le graffiti fait la veille par le courant opposé. Ainsi, *Isabel* chassait *Evita* et *Evita* venait chasser *Isabel*. Et à plusieurs reprises le *Comando de organización* a mis des bombes pour faire exploser les bustes dédiés à Evita. Plus tard, à partir de 1976, les militaires se sont employés à rebaptiser la ville par le nom de généraux, Ciudad General Belgrano, d'abord, Ciudad General Güemes ensuite. Le retour à la démocratie en 1983 a permis de rétablir le nom premier : Ciudad Evita. Je me dis alors que ces présences symboliques ne peuvent exister en soi. Et qu'on peut reprendre l'observation de Roland Barthes à propos des images pour l'appliquer aux noms de la ville : l'image, disait-il ne dit rien si on ne parle pas à son propos, l'image ne parle pas d'elle-même. Ces noms et ses monuments de la ville tels « Jaurès », « Lénine », « L'Humanité » ou « Evita », ne peuvent « parler » qu'au prix d'un important travail politique fait à leur propos. Or dans ces quartiers de la banlieue Nord et du Nord-est de Paris, les institutions telles que les bibliothèques et les municipalités font le travail qu'autre temps faisaient les partis et les groupes politiques. Elles font le travail politique de charger de sens l'univers quotidien des classes populaires et leurs lieux de vie, leurs villes et leurs quartiers. Et je me dis que c'est aussi cette entreprise politique qui est mise en conflit par la pierre, par l'insulte, par le feu ou les indisciplines dites « incivilités ». C'est ainsi que tous ces tags et graffitis viennent concurrencer l'espace symbolique de la ville. Et cela prend la forme d'un mouvement de la société civile qui agit contre l'Etat et les collectivités territoriales, seuls à avoir le pouvoir légal de nommer les lieux publics.

³⁶⁴ Cf. *supra*, Première Partie, Chapitre 2. *Le regard urbain. La construction politique d'une banlieue en morceaux*, p. 51-77.

Stains

Un habitant du quartier entre dans la bibliothèque : « *Salam aleykum.* »

La bibliothécaire qui est à l'accueil : « *Ici t'es en France, on parle pas comme ça.* »

« Ils » viennent à plusieurs après et mettent tous les livres par terre.

À l'automne 2008, je n'enquêtai plus quotidiennement à Saussaie-Floréal-Courtille. J'ai alors déplacé mon regard vers la ville de Stains, au quartier du Clos Saint-Lazare, l'un des quartiers les plus malfamés de la banlieue dont on me dit qu'il est « *la plaque tournante de la drogue* ». La ligne 13 du métro m'emmène jusqu'à la station Saint-Denis-Université, puis je marche jusqu'au « Clos ». Il y avait là la bibliothèque Jules-Vallès, l'une des bibliothèques que la direction de Plaine Commune cherche à changer. « *Elle est pleine jusqu'à l'os* » de documents mais il y a très peu de lecteurs, l'équipement est vétuste. Elle est située au rez-de-chaussée de l'une des tours du quartier, à côté du square Toussaint-Louverture, en face du lycée Maurice-Thorez, entre la rue Guillaume-Apollinaire et l'avenue Nelson-Mandela. Les collections de cette petite bibliothèque de plus de trente ans d'ancienneté sont impressionnantes. J'apprendrai qu'entre plusieurs milliers de CD sa discothèque compte quelques 5 000 disques en vinyle qui partiront au pilon une fois la bibliothèque fermée³⁶⁵. En effet, la bibliothèque Jules-Vallès a été remplacée par un espace de lecture dans une nouvelle structure construite dans le quartier dans le cadre du plan de rénovation urbaine : la « Maison du temps libre ». Quand je vais au Clos, la Maison du temps libre est en construction et je passe à côté du chantier. Ce sera un immeuble beau et moderne qui va sans doute « revaloriser le quartier »³⁶⁶.

³⁶⁵ Les protestations et mises en garde des discothécaires ont finalement sauvé cette collection de vinyles, mais en 2011 ces trente-trois tours n'avaient toujours pas trouvé de place. Ils étaient simplement gardés en attente d'une destination finale. La question a été évoquée à une réunion de la direction de la lecture publique à Plaine Commune comme un problème non résolu.

³⁶⁶ Outre la construction de la Maison du temps libre, la rénovation du square Molière et la construction d'un centre commercial, le projet comprend la démolition de 452 logements, 452 logements à construire, 1 903 logements à réhabiliter. Cf. Office public de l'habitat de la Seine Saint-

Je ne peux pas ne pas continuer à souligner les noms et leurs mutations, à situer les bibliothèques dans la ville et dans l'espace politique. Mes notes me plongent une nouvelle fois dans un froid matin d'hiver. Il est presque midi et je pense déjeuner avant d'aller à la bibliothèque. Je marche depuis la station Saint-Denis-Université sur l'avenue Stalingrad. Je passe à côté du célèbre vélodrome de Saint-Denis et longe le mur qui me sépare des anciens jardins ouvriers. L'avenue est moche, sans vie. Son trottoir n'est qu'un couloir de passage pour les piétons qui viennent au métro : Stains ne bénéficie pas du privilège de l'intégration au réseau parisien, ce qui est un motif pour que les habitants évoquent à plusieurs reprises leur « relégation ». Il n'y a pas d'endroit où manger avant l'angle de l'avenue Stalingrad avec le chemin Saint-Léger. À cet endroit règne un McDonald's, entre le Clos Saint-Lazare et la cité Allende, où j'entre me nourrir. Je suis à 150 mètres du quartier et à 1 km du métro. Je prends comme tout le monde un menu « hamburger, frites, Coca-Cola » (« *Il faut faire comme tout le monde* », m'avait appris en bon ethnologue Youssef dans la bibliothèque Gulliver). Je suis le « *pas comme tous* », le seul qui ne connaît ni habitudes ni style, à l'écart d'une identité parfaitement abritée par ce commerce. Clients et employés « sont les mêmes », me dis-je. Je me sens étranger. Après avoir fini de manger, je prends la rue François-Villon et entre au Clos en direction de Jules-Vallès. J'ai l'habitude de voir les restes de voitures brûlées, il est vrai, dans ces quartiers. Mais ce matin de décembre 2008, je remarque sur l'avenue Nelson-Mandela qu'une sculpture représentant une automobile a été brûlée, juste à la limite entre la cité HLM et le quartier pavillonnaire de la fameuse « cité-jardin » de Stains (je ne saurai rien de plus sur ce fait).

La bibliothèque Jules-Vallès n'est indiquée par aucun panneau. En bas de la tour Apollinaire, on la voit sale, sombre et toujours avec ses rideaux métalliques fermés. Si bien que la première fois j'ai hésité à y entrer. « *On a été volés [au début des années 1990] à plusieurs reprises. Les ordinateurs. Alors la mairie a soudé les grilles au cadre et depuis on ne peut plus les ouvrir.* » C'est ce qui fait que les fenêtres sont tout le temps sales, poussiéreuses. Mais quand j'y rentre, la sensation de familiarité est immédiate. Face à la porte, une affiche de la compagnie « Jolie Môme » m'accueille. Plus loin, dans une salle arrière, une immense affiche montre

Denis, (<http://www.oph93.fr/En-mouvement/Les-travaux-de-renovation-urbaine/Stains-Le-Clos-Saint-Lazare>), consulté le 3 février 2011.

le chanteur sénégalais Youssou N'Dour à la Maison de l'esclavage, sur l'île de Gorée. Dans la salle de la section jeunesse, des affiches d'*Azur et Asmar*, le beau film de Michel Ocelot... tout me fait me sentir comme chez moi. Je reviens à mes impressions de distance et de proximité. Est-ce le cas des habitants du quartier ? Ces personnes avec qui je viens de partager un repas au McDonald's, se sentent-elles aussi à l'aise, comme chez elles, dans la bibliothèque ? Sont-elles bien accueillies ? Le McDonald's et la bibliothèque... il faut mettre ces espaces côte à côte dans le texte comme ils se trouvent dans la ville. Ces institutions visent toutes la même clientèle, la produisent, la divisent, comme le font les deux mosquées et l'église évangélique, également présentes dans le quartier et souvent pleines. Comme le font ces autres espaces à travers lesquels les hommes politiques agissent sur les classes populaires en visant le quartier, l'antenne jeunesse, la maison du quartier, le gymnase, l'école, le collège, etc.

Vue aérienne du Clos Saint-Lazare. Perspective d'est en ouest. Tirée du blog d'un habitant de la ville, l'image est accompagnée de la légende suivante :

« *Le chétane à choisi son lieu par hasard c'est crade, c'est grand sa s'apelle le clos st lazare !!!* »

Source : <http://amine2stains.skyrock.com>

Consulté le 1^{er} octobre 2008



Je pense à cet homme de 30 ans qui, le jour de la fin du ramadan entre dans la bibliothèque Jules Vallès et salue : « *Salam Aleykoum* », pour que la bibliothécaire qui est à l'accueil lui réponde : « *Ici t'es en France, on parle pas comme ça.* » Je me demande, que veut dire ce « ici » dans la réponse de la bibliothécaire ? « Ici, dans la

bibliothèque » ou « Ici, dans le territoire national » ? Et qu'est-ce qui est extérieur à la bibliothèque ou à l'espace de la citoyenneté, le quartier, l'islam, la langue étrangère ? Nous reviendrons sur cette question car elle pose la question des rapports entre l'espace du quartier, celui de la bibliothèque et l'inclusion ou l'exclusion de l'un et de l'autre de l'espace politique ; mais je note que ce conflit n'est pas une anecdote isolée. Nous avons observé à plusieurs reprises cet agacement fréquent chez les bibliothécaires face à ceux qui entrent dans l'espace de la bibliothèque en saluant d'un « *Salam Aleykoun* ». Ils nous disent alors que « *c'est une provocation* ».

Dès les premiers pas de mon enquête se pose la question de la distance sociale et culturelle des bibliothécaires par rapport au quartier où ils travaillent. Tout dans leur attitude, dans leur comportement, dans leurs réactions aux questions que je posais, tout conduit à affirmer dans ma problématique cette question de la « distance sociale ». François Dubet fait de cette distance l'une des raisons de la violence à l'école, suivant l'observation d'Alain Léger et Maryse Tripier qui attribuent cette distance sociale à un effet de la féminisation du corps enseignant³⁶⁷. L'accès massif des classes populaires au primaire, au collège et même au-delà, puis le recrutement de plus en plus souvent de femmes et de plus en plus diplômées est à l'origine de la rupture d'une double proximité. Avant les années 1960, lorsque le lycée était réservé à un nombre très limité de jeunes (environ 10% d'une classe d'âge, contre près de 80% aujourd'hui), la proximité culturelle des enseignants et des élèves semblait assurée. Des profs très cultivés pour le lycée, issus de la classe ouvrière pour les collèges réservés aux quartiers populaires. Aujourd'hui, par contre, les enseignants ont l'impression de se trouver devant des jeunes et des enfants très différents d'eux-mêmes, dont la plupart sait ne pas du tout être destinée à un parcours scolaire du même type. « En se féminisant, le recrutement social du corps des instituteurs et des professeurs du secondaire s'est élevé, accroissant souvent le sentiment de distance culturelle entre les maîtres et les élèves. Ainsi avons-nous souvent entendu qualifier de "cas sociaux" des enfants qui appartiennent tout simplement à la classe ouvrière. [...] Alors que les lycées professionnels reçoivent les élèves les plus en difficulté, souvent orientés contre leur gré, le corps des enseignants anciens ouvriers se réduit ; ils sont remplacés par des enseignants plus

³⁶⁷ LEGER, Alain et TRIPIER, Maryse : *Fuir ou construire l'école populaire*, Paris, Méridiens, 1986.

titrés académiquement et techniquement, mais qui ne bénéficient plus de la même proximité culturelle avec les élèves. »³⁶⁸ Sommes-nous dans une situation semblable dans les bibliothèques ? Cette distance sociale peut-elle être interprétée, comme dans le cas de l'école, comme étant l'une des causes possible des « violences » ? Sans doute, dans la mesure où nous observons le même mouvement de bibliothécaires de plus en plus diplômés, femmes et ayant suivi un cursus long de formation professionnelle, c'est ce qui les éloigne de l'univers culturel des quartiers et les rapproche de l'univers de l'école. Ainsi les bibliothécaires sont mieux placés pour savoir ce qui dans l'offre littéraire est « bien » pour les enfants du quartier qu'ils ne le sont pour interpréter les productions locales de sens. Et, comme nous le voyons, cette distance sociale informe les lignes de conflit qui traversent l'univers populaire et son rapport à l'Etat. Il y a là l'une des clés de compréhension de la politicit   populaire dans la France contemporaine.

³⁶⁸ DUBET, Fran  ois : *Faits d'  cole*, *op. cit.*, p. 102 et 103.

TABLEAU 3
Le Quartier de la Bibliothèque Jules Vallès, Stains
Le Clos Saint-Lazare en chiffres clés de l'INSEE (1)

	Clos Saint Lazare- Allende	Paris
Population 2006	10533	10142977
Population 1999	10778	9644507
Population des ménages 2006	10317	9773419
Nombre de résidences principales 2006	3175	4025513
Part des HLM parmi les résidences principales en 2006	92,20%	24,50%
Part des ménages de 6 personnes et plus en 2006	18,20%	4,00%
Taux d'activité 2006 des 25-65 ans	70,00%	82,40%
Part des demandeurs d'emploi de catégories 1,2,3 (hors activité réduite) parmi les actifs 25-64 ans en 2006	18,90%	9,50%
Part des employés et ouvriers parmi les salariés en 2006	87,40%	51,40%
Part de bénéficiaires de la CMUC parmi les bénéficiaires de la CNAM en 2007	24,80%	7,60%
Part des bénéficiaires de la CMUC parmi les 18-24 ans bénéficiaires de la CNAM en 2007	23,40%	10,50%
Revenu fiscal médian 2006 (par u.c.)	8113	19830
Revenu fiscal médian 2005 (par u.c.)	7811	19300
Part de la population vivant dans un ménage à bas revenus (hors prestations sociales) en 2005	37,50%	11,10%
Part des élèves en retard d'au moins 2 ans en 6ème en 2008	6	2
Nombre moyen de généralistes dans un rayon de 500m en 2006	10	n.d.

(1) Les données associent les chiffres du Clos Saint-Lazare avec celles du quartier Allende, situé en face du premier et faisant partie de la même « Zus ».

Téléchargé le 16/04/2011 sur <http://sig.ville.gouv.fr/>

Il est nécessaire de revenir encore sur d'autres éléments de l'enquête pour aller plus loin dans cette appréciation, y compris en tenant compte de ce que donne un aperçu par les seules données statistiques. Je note d'abord quelques caractéristiques générales. D'après relèvement, parmi les bibliothécaires du réseau de Plaine commune, plus de 40% des interviewés habitent un quartier similaire à celui où ils travaillent et près de 20% habitent l'un de ces mêmes quartiers où se

trouvent les bibliothèques³⁶⁹. Au Clos Saint-Lazare habitent deux des bibliothécaires de Jules Vallès, à la Saussaie-Floréal-Courtille habitent trois bibliothécaires dont une travaille à Gulliver et les deux autres à la « centrale » de Saint-Denis. Puis, selon les statistiques du personnel, sur les 200 bibliothécaires du réseau, 50% sont de catégorie « C » de la fonction publique (et seulement un peu plus de 10% de catégorie « A » très diplômés, conservateurs et autres « métiers du livre »)³⁷⁰. La question de la distance ne se définit pas si simplement. Elle n'est pas le reflet mécanique de la différence de diplômes ou du lieu de résidence. Cette dimension de la distance sociale que je tente de saisir est aussi le résultat de l'évolution récente des classes populaires avec leur éclatement inquiétant, avec leurs fractures abyssales. Et elle est le résultat d'une action politique qui se montre incapable de réunir ces éclats dans l'espace d'une expérience commune de la domination et de l'exclusion. Des événements tels que les émeutes ou les conflits que, de ce côté-ci de la frontière on qualifie de « violences », sont alors vécus et interprétés de telle façon qu'ils produisent de la distance sociale entre ceux qui cassent les vitres et les bibliothécaires, entre lecteurs et non-lecteurs, distance entre bons citoyens et « inciviles » (ainsi considérés par la qualification de leurs comportements comme étant des « incivilités »).

Quand j'ai rencontré Sonia à la bibliothèque Jules Vallès, elle était près de prendre sa retraite. Dans le même temps, cette bibliothèque dans laquelle elle travaillait depuis quinze ans allait bientôt fermer³⁷¹. Ces deux éléments ont sans doute pesé dans les conditions du long entretien qu'elle m'a accordé. Je lui avais proposé de me parler de sa carrière, de l'histoire de sa vie, du quartier, de la bibliothèque et du rôle de discothécaire qu'elle y assurait. Je suis arrivé ce matin d'octobre 2008 en compagnie de Noémie, l'une des étudiantes qui

³⁶⁹ Il y avait 200 bibliothécaires au moment de mon enquête par questionnaires. Ce chiffre a augmenté depuis suite notamment à l'ouverture de 2 médiathèques, Ulysse à Saint-Denis et Colette à Epinay-sur-Seine.

³⁷⁰ Le niveau de formation des conservateurs bibliothécaires est très variable. Pour entrer à l'École nationale des sciences de l'information et des bibliothèques (ENSSIB) afin d'obtenir le grade de « conservateur » (une formation de deux ans précédée d'un concours), il est exigé d'avoir un niveau minimum de bac + 3. Mais dans les faits, la plupart des élèves ont un niveau master (bac +5) et beaucoup sont ceux qui ont un doctorat (bac +8), la plupart du temps en lettres et sciences sociales. Un instituteur a en principe un niveau équivalent master.

³⁷¹ Elle a travaillé avant à la bibliothèque Romain Rolland de Saint-Denis, et avant cela dans une bibliothèque de comité d'entreprise et dans la bibliothèque municipale d'Argenteuil.

m'accompagnerait pendant toute l'année sur ce terrain. La bibliothèque était encore fermée et nous dûmes attendre un peu au square Toussaint Louverture. Contrairement à moi, Noémie venait d'une autre banlieue, à Noisy-le-Sec, et elle avait dû faire une véritable traversée des zones populaires pour arriver jusque-là. Son chemin prenait la forme d'un arc partant de l'est au nord de Paris. Je l'interroge sur ce déplacement qui lui a demandé de prendre plusieurs moyens de transport et sur sa traversée de Bobigny, Drancy, La Courneuve. Elle minimise et souris, mais me dit qu'elle a dû partir assez tôt de la maison. C'est la galère des périphéries. A 10 heures, on est reçus et on en profite pour regarder la bibliothèque, son décor, ses collections, ses classements, les salles de lecture. Avec une demi-heure de retard Sonia téléphone pour s'excuser. Elle nous fait dire qu'elle est malade et ne pourra pas venir. Quelques minutes plus tard, on n'est pas encore partis, elle appelle à nouveau pour dire qu'elle viendra quand même et nous demande de l'attendre. Elle ne tarde pas plus d'un quart d'heure (elle habite à Saint-Denis), et nous allons rapidement à la salle d'animations pour réaliser l'entretien. Ce sera l'un des entretiens le plus durs et le plus marquants que j'aurai fait pendant toute cette période de terrain.

Encadré 8 : Sonia

Sonia, 55 ans, est assistante de conservation du patrimoine en discothèque, sans qualification, catégorie C. Elle a un passé militant au Parti communiste et au sein de la CGT. Elle a fait quelques pas dans le théâtre puis est devenue bibliothécaire. Son père était un militant communiste, immigrant italien, ouvrier maçon « *puisque les Italiens étaient maçons, comme son père et son frère* ». Sa mère, « *un peu rebelle et qui avait un côté artiste aussi, a été sacrifiée comme femme au foyer* ». Sa sœur est secrétaire avec une maîtrise de droit, « *elle aurait pu être avocate mais elle manquait un peu de confiance en soi, comme les enfants d'ouvrier, quoi* ». Sonia habite à Saint-Denis après avoir vécu dans une « cité d'urgence », à Villeneuve-Saint-Georges. Une fois en bibliothèque, où elle travaille depuis près de trente ans, elle a suivi une formation de bibliothécaire qu'elle n'a pas achevée à l'université Paris-XIII, à Villetaneuse. Elle a deux enfants « *qui ont fait leurs études [jusqu'au bac] en banlieue. Ma fille aînée est surveillante de prison, la plus jeune chanteuse lyrique. Il y en a une qui a choisi de s'enfermer. Je ne la vois pas souvent.* »

– Vous êtes en train de lire quelque chose ?

– *Je suis en train de lire un livre de Maryse Condé... je ne me rappelle pas le titre... ça parle de ses parents...*

Sans que l'on sache pourquoi, Sonia est bouleversée. Elle commence à nous parler et à nous expliquer un parcours de vie qui part d'un chômage très dur, quand elle avait 26 ans. Elle est licenciée de l'équipe d'une municipalité où elle était contractuelle, ce qui la laissera deux années sans emploi. « À cette époque, c'était très dur parce que nous sommes en 1978 et le chômage n'était pas encore entré dans les mœurs. Ça a duré deux ans et c'était vraiment très très dur. À chaque fois qu'on me demandait ce que je faisais dans ma vie, quand je disais que je n'avais pas de travail, les gens ne me parlaient plus. Aujourd'hui c'est très dur, mais à l'époque c'était terrible. » Elle trouve finalement un travail dans la bibliothèque municipale d'Argenteuil, elle se forme à « la fac de Villetaneuse » comme bibliothécaire et reste dans cette bibliothèque pendant dix ans. Puis, elle prend un poste qui lui plaît énormément et devient responsable de la bibliothèque d'un comité d'entreprise dans une usine du groupe Dassault, stratégiquement placée à côté du restaurant. Sonia se sent bien dans cette bibliothèque « parce que, comme dans les bibliothèques de quartier, je sentais que j'étais utile, puis parce que j'ai des origines ouvrières. Ça doit se voir, non ? » Elle appartient à ce genre de bibliothécaires liés à la gauche, au Parti communiste, qui ont longtemps milité à la CGT et pour qui l'accès à la lecture est conçu comme un travail politique auprès des classes populaires. Sonia sera licenciée de cette bibliothèque pour venir dans les bibliothèques de Saint-Denis, puis à Stains, suite à un changement politique au sein du comité d'entreprise, où la CGT est remplacée par la CGC : « C'était très cruel encore, quand la majorité du comité d'entreprise a changé, ils ne se sont pas trompés de cible. La première personne qu'il fallait dégager c'était moi. Les bouquins qu'il fallait dégager c'était la philo, toutes les sciences humaines. Ça a été horrible. J'ai vécu un truc affreux, affreux, affreux. C'est pour ça que j'aime si peu le désherbage³⁷². Parce que j'ai vécu un truc si violent. La nouvelle majorité avait balisé tous les rayonnages avec ces

³⁷² « Désherbage » dans le jargon des bibliothécaires est la tâche consistant à retirer les livres qui ne servent plus, vieux, inutiles, abimés, périmés, en mauvais état, le plus souvent pour les envoyer pour leur destruction au pilon. Les raisons peuvent être diverses dans cette activité consistant à retirer les mauvaises herbes des collections pour maintenir celles-ci en vie et permettre aux nouveaux livres de trouver une place. Avec l'achat, l'activité de désherbage participe de la conformation de la collection d'une bibliothèque. Le livre de Bohumil Hrabal raconte avec merveille le drame de cette activité violente dans un cadre de censure politique : *Une trop bruyante solitude*, Paris, Robert Laffont, 1983 (1^{re} édition tchèque, 1976).

rubans qu'il y a dans les chantiers, vous savez ?, et ils ont retiré tout ce qui était sciences humaines. [...] Et ils ont remplacé tout ça par des livres sur le management, "comment manager son entreprise". Je me disais : "je dois cataloguer tout ça ?" C'était atroce. »



Les abords du quartier,
terrains vagues et voitures.

Cliché : Emilia Schijman,
janvier 2009

Les rapprochements qu'elle fait au cours de l'entretien entre drames et moments difficiles sont à première vue disparates et semblent conduits par une mise en perspective ou par l'enchaînement de ce que l'on pourrait appeler des épreuves. Ces événements ont en commun le fait, si fréquemment présent chez les militants de gauche, de placer le territoire de leur vie au croisement des coordonnées politiques, sociales et culturelles³⁷³. Comme Sonia, ce qui leur arrive trouve en eux une explication directement politique, est immédiatement inscrit au sein des conflits collectifs. Mais à y regarder de plus près, ce qui me surprend déjà au cours de l'entretien, c'est le caractère dramatique qu'elle impose à son récit, et surtout la situation de désespoir dans laquelle elle se trouve. Quand on approche du

³⁷³ Comme l'a signalé Olivier Schwartz, « le militantisme ouvrier [et notamment le militantisme communiste, syndical ou partisan], au-delà de la lutte économique et d'une protestation contre les situations vécues dans le travail, [prend] une dimension existentielle globale. Ce que les militants [investissent] dans la politique [déborde] largement la politique [...] On peut suggérer que le phénomène communiste a forgé un de ses traits spécifiques dans la manière dont il a répondu aux aspirations existentielles globales, c'est-à-dire non spécifiquement politiques ». SCHWARTZ, Olivier : « Sur le rapport des ouvriers du Nord à la politique », article cité, p. 83.

moment où elle doit produire l'analyse de la situation présente que je lui ai demandée, Sonia se met à pleurer. Le moment de sa retraite, la fermeture de la bibliothèque avec l'envoi au pilon de la plupart des collections (dont la collection de disques de jazz en vinyle qu'elle a aidé à constituer), son impossibilité à comprendre le présent avec les catégories de perception du monde dont elle dispose, tout cela prend un sens dramatique. *« Finir ma carrière là-dessus, c'est triste, c'est horrible. Ou alors je ne suis plus du tout adaptée à la société d'aujourd'hui. »*

C'est ainsi aussi que se font les distances sociales. Sonia commence par faire le rapprochement entre cette censure politique vécue dans la bibliothèque d'usine et la situation du quartier : *« Ils ont retiré tout ce qui était sciences humaines, comme ici l'imam du quartier ne laisse pas les jeunes filles venir à la bibliothèque »*. Puis, cette distance sociale qu'elle perçoit entre elle et les classes populaires du quartier et qu'elle ne peut penser qu'avec la catégorie de « classe ouvrière », elle ne peut l'expliquer que comme le résultat d'une conspiration. Si les quartiers sont devenus ce qu'ils sont, c'est parce que, comme à l'usine, il y a des acteurs politiques qui agissent sur « les gens ». Et comment est le quartier selon elle ?



A côté de la Bibliothèque Jules Vallès.

Cliché : Emilia Schijman, 2009

Quand Sonia est arrivée au Clos Saint-Lazare, elle a trouvé le quartier « déglingué », et on lui a dit *« qu'ici c'était le Bronx, que c'était Chicago, que "mon*

filis quand il va à Stains, il se fait tirer dessus”... Quand je suis arrivée, ces grands ensembles qui jouxtent cette cité-jardin, ça a été un choc visuel dingue. Je me suis dit : “Mais on est où là ?” » Elle décrit l’état d’abandon du quartier, de ses espaces publics, notamment pour indiquer que « ça peut vous paraître accessoire ce que je vous raconte par rapport à ce qu’ils [les habitants] vivent chez eux, mais c’est clair qu’on ne les respecte pas. Les gens jettent des choses par la fenêtre, pourquoi ils ne le feraient pas ? » Puis, sans pose, elle nous dit que « le Clos Saint-Lazare, aujourd’hui, c’est l’Afrique, et beaucoup de territoires d’outre-mer, aussi ». C’est alors que le nom de Toussaint-Louverture prend tout son sens ; ou peut-être devrais-je dire « se vide de sens », ce nom qui est le nom du square sur lequel se trouve la bibliothèque. Sonia nous raconte comment cet espace vert qui, en 2008, ressemble beaucoup à un terrain vague, très dégradé et avec beaucoup de déchets épars ici et là, « était [avant] un parc très bien où les femmes descendaient » et que « c’était un espace de convivialité ».

Un jour, quelques mois avant notre entretien, Sonia voit la plaque avec le nom du square Toussaint-Louverture brûlé. Elle se sent très mal. Elle ne comprend pas « comment ils ont pu faire ça. Ils ne se rendent pas compte qu’ils sont les descendants de Toussaint Louverture ! ». Elle décide de monter une exposition, mettre en place un projet culturel pour travailler sur la question. Elle pense que c’est une question d’ignorance, qu’ils ne savent pas qui était le héros haïtien et que c’est cette ignorance qui explique le sacrilège qu’à ses yeux ils viennent de commettre. C’est ainsi qu’elle monte une exposition sur le thème de l’esclavage (certaines affiches sont encore présentes dans la salle où nous faisons l’entretien, dont celle de Youssou N’Dour sur la Maison de l’esclavage). Pour l’inaugurer, elle fait venir une classe du collège :

« J’attendais une conférencière qui devait venir, c’était la première fois qu’on m’avait alloué ce luxe. Les grands gaillards comme ça sont arrivés et là ils ont commencé par se coucher par terre. La prof commence à hurler, c’était la prof d’arts plastiques. Ça faisait rien. Alors elle les a menacés de leur mettre zéro. Ils s’en foutaient ! Ils avaient rein à foutre des arts plastiques ! Je sentais qu’on courrait à la cata... et je devais tenir une heure et demie avec eux ! [...]

Ils ont arraché le nom de Toussaint Louverture, ça dégouline, c’est horrible, et autour c’est vraiment la poubelle ! [...] Ils n’ont pas de honte, alors je voulais travailler avec eux pour qu’ils comprennent qu’ils sont les descendants de Toussaint Louverture. Ça va sûrement au-delà de mes prérogatives et de mes

missions, mais j'ai voulu faire le lien avec [les émeutes de] 2005. C'est comme la capoeira, ils aiment ça, mais ils ne savent pas que la capoeira est liée à l'histoire de l'esclavage. »

Sonia représente bien toute une catégorie de bibliothécaires guidés par une véritable vocation politique dont une bonne partie arrive à l'âge de fin de carrière. Cet entretien avec elle (il y en a eu d'autres après) a été finalement long. Ses collègues sont partis, Noémie aussi, et nous sommes restés, elle et moi, encore un bon moment à parler ensemble. Je garde le souvenir de cette femme seule, dans cette bibliothèque vétuste, sombre et close par des grilles soudées 15 années auparavant, dans l'espace d'un quartier qu'elle perçoit comme violent et menaçant. Cette personne dont les outils cognitifs semblent inappropriés pour saisir la réalité de ces classes populaires avec lesquelles elle travaille au quotidien et qu'elle sent distancées de l'histoire de sa propre famille, une famille d'ouvriers immigrants qui ont été socialement promus par l'école et soutenus par l'Etat social. Puis, comme elle dit, « *ici ce ne sont pas des cadres. On me dit qu'il n'y a plus de classe ouvrière mais je ne vois pas des cadres monter dans les bus chaque matin* ». Mais elle n'arrive pas à comprendre que l'évolution des classes populaires n'a pas comme seuls registres le revenu, le lieu de résidence et l'inscription dans le marché du travail, que des dimensions culturelles, politiques et de trajectoire sociale sont également importantes dans la perception du semblable et du différent. Elle vit dans une solitude provoquée par la fin de sa carrière, par l'évolution de la culture et par la future disparition de son lieu de travail, qu'elle a en bonne partie bâti, comme elle a fait la collection de disques de vinyle de sa discothèque. C'est la solitude des militants qui sentent le divorce avec les classes populaires de ces quartiers aujourd'hui. Une mésentente qu'ils vont surinterpréter en évoquant les couleurs de l'immigration, de la différence culturelle et de l'influence religieuse. Je sens encore aujourd'hui ce sentiment de voir cette dame comme on voit à la télévision ces personnes seules en train de chercher des points de repères dans des espaces totalement dévastés après le passage d'un raz-de-marée. Est-ce la fin d'une ère dans la longue vie des bibliothèques populaires ?



Le square
Toussaint
Louverture, à côté
de l'ancienne
Bibliothèque Jules
Vallès

Cliché : décembre
2008

Le combat des héros. Quand Aladin, Ulysse et Gulliver battirent Romain Rolland, Aragon et Jules Vallès

« On ne nomme jamais, on classe l'autre...
on se classe soi-même »
Claude Lévi-Strauss³⁷⁴

Comme je l'ai signalé auparavant, les noms que les espaces et les objets de la ville reçoivent ont toujours pris une importance majeure dans mon travail, et j'ai toujours accordé une importance majeure à cette dimension de la réalité dans mes observations. C'est sans doute Christian Topalov qui nous offre la réflexion la plus approfondie et la plus achevée sur la relation entre ce que nous appelons « la ville » et « ses mots », ces mots que nous entendons prononcer dans la ville ou ces autres que nous utilisons pour nommer la ville³⁷⁵. Dans le cas des villes de Plaine commune

³⁷⁴ LEVI-STRAUSS, Claude : « Universalisation et particularisation », *La pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962, p. 240.

³⁷⁵ Je renvoie parmi ces travaux à son dernier ouvrage, *L'aventure des mots de la ville. A travers le temps, les langues, les sociétés*, Paris, Robert Laffont, 2011 ; et à l'article qu'il a coécrit avec Jean-Charles Depaule : « La ville à travers ses mots », *Enquête*, n°4, Marseille, second semestre 1996, pp. 247-266.

(je rappelle la liste : Aubervilliers, Epinay-sur-Seine, La Courneuve, L'Île Saint-Denis, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis, Stains, Villetaneuse), comme dans le cas de Ciudad Evita dans la périphérie de Buenos Aires, j'ai tendance à voir et entendre ces noms comme une présence politique dans la ville.

Comment s'appellent ces bibliothèques ? Il y a un moment de changement profond qui coïncide avec le transfert des bibliothèques de l'orbite municipale à la sphère de l'agglomération. Les bibliothèques baptisées par les villes avant leur transfert à la communauté d'agglomération portent les noms suivants : André Breton, Saint John Perse, Paul Eluard, Henri Michaux (Aubervilliers) ; Albert Camus, Pierre Mendès France, Jules Vallès (Epinay-sur-Seine) ; Elsa Triolet, Jean Lurçat (L'Île-Saint-Denis) ; John Lennon, Champagnole, Maison de l'enfance (La Courneuve) ; Jacques Duclos (Pierrefitte-sur-Seine) ; Centre-ville, Romain Rolland (Saint-Denis) ; Saint-Just, Jules Vallès, Louis Aragon (Stains) ; Jean Renaudie, Max-Pol Fauchet (Villetaneuse). La communauté d'agglomération, à partir de 2004, va produire les noms suivants : Gulliver, Don Quichotte, Aladin, et Ulysse (Saint-Denis), Maison du Temps Libre (Stains) et Colette (Epinay-sur-Seine), y compris le cas de deux bibliothèques qui ont vu leur nom changer : Aladin remplace Romain Rolland et Maison du Temps Libre remplace Jules Vallès. Dans l'ancienne formule l'auteur de *Le cri du peuple*, membre de la Commune de Paris, côtoyait l'auteur des *Yeux d'Elsa* et la propre Elsa ; de fait, un ensemble de héros, hommes politiques, facilement identifiables par ses engagements culturels ou sociaux, comme Jean Renaudie ou Saint-Just. Des intellectuels révolutionnaires en somme. Un symbolisme très présent dans ces zones de la ville à travers ses rues, monuments, écoles et autres équipements culturels. Le changement de cap est net avec Ulysse, Aladin et Gulliver, et même avec Don Quichotte – Colette est en revanche moins facile à situer d'un côté ou de l'autre de cette division.

Évidemment, je ne dispose pas ici d'un matériau suffisant pour étudier la place que ces héros occupent au sein de la culture populaire. Un objectif si ambitieux demande d'autres moyens, comme ceux employés par Robert Darnton pour « Le Petit Poucet » ou « Le Chaperon rouge » dans son étude des significations de *Ma mère l'Oye*³⁷⁶. Mais ce qui me paraît clair c'est que cette présence symbolique

³⁷⁶ DARNTON, Robert : « Une révolte d'ouvriers : le grand massacre des chats de la rue Saint-Séverin », in *Le Grand Massacre de chats : attitudes et croyances dans l'ancienne France*, Paris, Hachette, 1986.

est introduite par l'État dans les quartiers (seul à posséder l'autorité nécessaire pour ces institutionnalisations). Elle met aussi en évidence l'influence que sur l'État et le pouvoir local exerce un groupe social singulier. Non seulement parce que les premiers de la liste sont tous des héros de gauche, mais également parce que ce sont les symboles de reconnaissance mutuelle d'une génération. Nous nous sommes déjà interrogés sur les effets de mémoire que ces dénominations pouvaient avoir pour les classes populaires. Le cas d'Ulysse est très révélateur. Lors de la cérémonie d'inauguration, c'est Claude Bartolone, député socialiste et président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, qui a placé « Ulysse » dans l'orbite des chansons de Georges Brassens, tandis que la mythologie grecque passait à un deuxième plan et était laissée à la charge d'une représentation faite par des écoliers³⁷⁷. Mais cette resignification d'Ulysse aurait pu venir de n'importe lequel des autres orateurs de la cérémonie et même du public, tellement la communauté était forte entre ceux qui parlaient et ceux qui écoutaient. Très probablement, parmi les habitants du quartier qui n'étaient pas là, il doit y en avoir beaucoup qui ont connu le nom d'Ulysse par le dessin animé, les films de grande distribution et les comptes pour enfants. Et pour beaucoup, ces représentations entrent partiellement en concurrence avec celles transmises par l'école. Mais ils sont sûrement moins nombreux que le public de la cérémonie politique d'inauguration à s'émouvoir avec les paroles « heureux qui comme Ulysse a fait un long voyage ». Et, il va sans dire que les habitants du quartier sont quasiment absents à ce moment-là de la représentation politique. Mais qu'importe après tout, ils ne votent pas, de toutes façons.

Que se passe-t-il lorsque cette charge politique que les bibliothèques portaient à travers leurs noms devient une charge portée individuellement par les bibliothécaires ? Nous pouvons penser qu'elle était lourde dans le premier modèle, celui des héros tels Saint-Just ou Pierre Mendès-France. Et nous pouvons penser que le changement qui va d'Aragon à Aladin obéit à une dépolitisation des équipements de l'État conçus comme un espace public ouvert à tous. Que ce changement allège la charge. Mais en même temps, que signifient Aladin, Don Quichotte, Gulliver ou Ulysse ? Nous avons posé la question à de nombreux bibliothécaires qui n'ont pas su donner de réponse. Si ce n'est « *on a voulu changer des Pablo Picasso, Yuri*

³⁷⁷ BRASSENS, Georges : « Heureux qui comme Ulysse », bande originale du film homonyme d'Enri Colpi, 1970 – sur un texte de Joachim de Bellay.

Gagarine ou Salvador Allende ». Mais pourquoi changer ? Est-ce que cela signifie une moindre charge politique ? Certes, si par politique on entend mise en sens qui oppose les uns aux autres et les invite au dialogue voire au débat.

Encadré 9 : Une image enfantine et féminisée

Au moment où je fréquentais Gulliver, Céline, l'une des bibliothécaires de l'équipe, faisait un travail quotidien hors les murs. Elle allait vers le quartier, vers l'antenne jeunesse, la ludothèque, la maison de quartier. L'équipe ne voulait pas que l'action de la bibliothèque reste limitée aux seuls usagers ni même à ce public captif des écoles que les instituteurs amènent régulièrement. C'est Céline qui s'occupe de cette tâche d'emmener la bibliothèque vers le quartier. En ce 2007, elle sortait à la rencontre des habitants, allait à l'antenne jeunesse, à la ludothèque, à la maison du quartier. Mais elle allait surtout voir « *ceux qui tiennent les murs* », comme elle aime me dire, et tout particulièrement un groupe qui se tenait au centre du quartier, dans la petite place qui se trouve en face du supermarché ED et du café. C'est ce groupe que les bibliothécaires identifient comme les plus éloignés du quartier, ceux qu'ils savent protagonistes des émeutes et qui disputent à l'État le contrôle du territoire du quartier. Céline passe leur serrer la main et discute avec eux. Un rapprochement s'est produit immédiatement après les émeutes de l'automne 2005 lorsqu'une réunion s'est tenue dans les locaux de l'antenne jeunesse, une réunion qui « *a permis [temporairement] de calmer le jeu* ». Elle s'arrête donc systématiquement devant ces « *jeunes* » qui occupent l'espace central du quartier, leur serre la main, dit « *bonjour* », échange quelques mots. Pendant un temps, elle s'est appliquée à essayer de les convaincre de venir à la bibliothèque car « *il y a plein de choses pour vous, vous verrez* » (elle me dira plus loin : « *bien sûr qu'ils savent tout ce qu'il y a à la médiathèque, ils nous ont déjà volé les CD de rap et les ordinateurs le lendemain du jour où ils ont été livrés !* »). Un jour, l'un des hommes accepte. « *D'accord, dit-il, mais il faut que ce soit un jour où c'est fermé.* » « *Pourquoi ?* », s'enquiert-elle. « *La bibliothèque, c'est pour les femmes et les enfants, non ? Il faut pas qu'on nous voie y mettre les pieds* », répond-il. La même chose me répondra Youssef lors de notre entretien dans les locaux de Gulliver : « *C'est bien pour les enfants, ma petite sœur y venait.* » Cette image, à la fois féminine et enfantine de la bibliothèque et du livre, est un grand classique de la culture populaire ouvrière, et elle se reproduit maintenant dans les banlieues³⁷⁸. Les chiffres sur les lecteurs de l'ensemble des 23 bibliothèques de Plaine Commune le confirment. Sur 33 411 inscrits en 2009, 48 % avaient moins de 15 ans et 61 % étaient des femmes. Et encore les jeunes garçons viennent, ils sont 46 % des moins de 15 ans. Mais chez les adultes, 67 % des inscrits sont des femmes et, pour certaines tranches d'âge, la féminisation est plus importante encore : 69 % des 15-24 ans sont femmes³⁷⁹. J'ai assez vite averti que cette question était liée non seulement à une question générale du rapport de genre et d'âge avec la culture et avec la politique, mais qu'elle se liait aussi à l'action de la bibliothèque au sein du quartier. Alors il était évident pour moi que cette

³⁷⁸ MAUGER, Gérard : *Sociologie des jeunes, des groupes marginaux et de la lecture*, Paris, AAR, MSH, 2003 ; et du même auteur : *Les Bandes, le milieu et la bohème populaire : études de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires, 1975-2005*, Paris, Belin, 2006.

³⁷⁹ Cf. tableau n° 6, *Usagers actifs 2009 par âge et par sexe*, p. 452.

institution nommée Gulliver, logée dans un édifice coloré et de volumes importants au milieu des tours grises d'un quartier de banlieue pouvait renforcer ces représentations. Entre les Lilliputiens et les géants des îles fantastiques, Gulliver ne donne peut-être pas une image très alléchante pour de jeunes adultes d'une cité³⁸⁰.

Beaucoup de bibliothécaires sont conscients de ce discrédit porté sur la bibliothèque, comme elle n'était pas faite pour les « hommes ». Or, souvent, cette question de la « virilité » serait présente comme une forme culturelle associée à la question ethnique. Les pratiques culturelles et « coutumes » sont ainsi mentionnées dans une association entre jeunes garçons et « origines culturelles ».

« Dans la population ado, on voit cette espèce de honte qu'il y a à fréquenter les bibliothèques. On la fréquente quand on est seul, mais pas en bande. Devant les copains, c'est encore la honte de fréquenter les bibliothèques. » Ninon.

Il y a encore trois observations à faire ici. La première c'est que, quoi qu'il en soit, les habitants ne participent nullement à ces désignations. Les noms des bibliothèques comme de toutes les autres choses de leur quartier leur sont imposés par « la classe politique ». De ce point de vue, la forme interventionniste des institutions en territoire populaire se voit renforcée, et les chances d'« appropriation » de ces institutions par les habitants, pour parler le langage de ces hommes politiques, se voient réduites, les chances pour que les habitants fassent les leurs ces équipements sont mineures. Quand je suis arrivé à *l'asentamiento 22 de Enero*, en janvier 1986, cette occupation de terres de 107 hectares et alors 1 200 familles n'était qu'un campement au milieu d'un gigantesque terrain vague. Or, les occupants se sont un soir mis, sur l'ébauche d'un plan, à baptiser les « rues » qui existeraient un jour. Ils ont choisi des noms de fleurs car « on veut faire, disaient-ils, un *barrio jardín* (un quartier fleuri) ». Ils ont discuté de l'idée dans des assemblées de quartier et ont voté (une proposition vite écartée était de prolonger le nom des rues du quartier voisin : Martín Coronado, José Hernández, Valentín Gómez, El Lazo...). Les noms alors choisis collectivement sont ceux des rues qui aujourd'hui traversent ce quartier de Ciudad Evita : *los*

³⁸⁰ J'ai présenté cette hypothèse lors d'une conférence au Congrès de l'association des bibliothécaires de France (Merklen, 2008b). La direction de la lecture publique de Plaine Commune se trouvait dans le parterre. Elles (ce sont des femmes) m'ont dit avoir été très touchées par mes propos, « on n'y avait pas pensé. On avait envie de faire un trou et de disparaître dans la salle », m'a confié l'une des bibliothécaires. Après, on a discuté à plusieurs reprises à propos de cette question. J'ai su que la stratégie a été modifiée. Les noms choisis après sont Colette et Aimé Césaire.

pensamientos, las orquídeas, las azucenas, las margaritas... En revanche, si l'on revient à la comparaison de la carte de Ciudad Evita représentant l'effigie de l'épouse du général Perón avec la carte du Clos Saint-Lazare on retrouve la situation inversée. Le plan du quartier de Stains a été conçu pour représenter, vu du ciel, un papillon (voir photo aérienne en p. 326) qui est resté aussi à l'état de projet car la seconde moitié du papillon n'a jamais été bâtie. Ciudad Evita vue du ciel, comme on a vu, représente le profil d'Eva Perón avec son célèbre chinon (voir carte en p. 54).

La deuxième observation vient en reprise du point de vue des bibliothécaires. Si l'on pense à certaines de ces figures, comme celle de Sonia, à Stains, la charge politique symbolisée par des noms tels que Louis Aragon ou Romain Rolland constitue aussi un support, une aide à l'orientation. Les choses sont explicites, il y a un contenu clair donné à l'action de la bibliothèque, cela peut constituer un point d'appui. Plus fondamentalement, ces noms donnent l'occasion d'une inscription collective. Il y a là un « foyer moral », comme dirait Durkheim, où l'action de la personne s'inscrit dans le cadre d'un collectif. La phrase « on sait ce qu'on fait » prend du sens, tout comme il est plus facile de comprendre son contraire : « on n'est pas sûr de ce qu'on fait », qui traduit toutes les ambivalences, les incertitudes et les divisions qui traversent cet univers des bibliothécaires en contact avec un monde de classes populaires également conflictuel. De quelle action est porteuse Gulliver ? Nous avons là, pour le meilleur et pour le pire, devrait dire le sociologue, un groupe politique dépossédé de ses héros. Or, selon l'analyse de certains, la survie des bibliothèques publiques se joue dans leur possibilité à exercer pleinement une action de pédagogie politique³⁸¹. Sur quelles bases ?

³⁸¹ C'est par exemple la position soutenue par Anne-Marie Bertrand lors de son allocution d'ouverture des journées d'études conjointement organisées par la Bibliothèque publique d'information et l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (qu'elle dirige) au Centre Georges Pompidou. Cf. BERTRAND, Anne-Marie : « L'avenir et l'image des bibliothèques », communication à la journée d'études sur *L'image des bibliothèques*, Bpi-Enssib, Paris, Centre Georges Pompidou, 17 mai 2011 (http://archives-sonores.bpi.fr/index.php?urlaction=doc&id_doc=3397).



CARTE 2

Les huit villes de l'agglomération de Plaine commune

En bas au centre, Saint-Denis (en vert). Puis, d'en bas en haut et de droite à gauche, Aubervilliers (en bleue), La Courneuve (orange), Stains (vert claire), Pierrefitte-sur-Seine (rouge), Villetaneuse (beige), Epinay-sur-Seine (gris) et L'Île-Saint-Denis (marron).

Source : <http://www.plainecommune.fr>

Enfin, je dois faire une troisième observation. Elle concerne cette fois le caractère central de l'exemple choisi et la situation particulière de ce fragment de la banlieue parisienne qu'est la communauté d'agglomération de Plaine Commune. Il est vrai qu'à regarder sur la carte cet ensemble urbain, on voit Saint-Denis occuper le centre et les autres villes l'entourer comme une périphérie, comme une sorte de banlieue dans la banlieue. Et il est vrai que cette condition se multiplie sur plusieurs dimensions dont la symbolique n'est pas des moindres. Une symbolique fortement marquée par la place que le Parti communiste a accordée à cette ville. Cette ville a ainsi « rayonné », pour ainsi dire, pendant longtemps vers le reste de la banlieue. C'est ainsi que les exemples des noms donnés aux espaces, aux rues, aux places et aux institutions suivent cette illumination. Or, lorsque nous nous déplaçons vers d'autres périphéries, la ville et les quartiers peuvent prendre un autre aspect. Lorsque je me suis déplacé pour étudier le cas de la médiathèque François Mauriac, à Goussainville, les choses se présentaient autrement, et j'ai pu faire un constat analogue en allant voir le cas de la bibliothèque du quartier des Aunettes, à Évry, ou encore celle de Villiers-le-Bel. Trois bibliothèques qui ont en commun le fait d'avoir été elles aussi incendiées³⁸². Dans l'espace de ces villes et de ces quartiers, la charge symbolique semble moins directement déterminée par la présence d'un parti

³⁸² La bibliothèque Louis-Jouvet de Villiers-le-Bel fut incendiée dans le cadre des émeutes du 26 novembre 2007. Celle du quartier des Aunettes, à Évry, l'a été le 6 mai 2005, dans le cadre des protestations suivant le deuxième tour de l'élection présidentielle. La bibliothèque François-Mauriac, dans le quartier des Trois Bornes, à Goussainville, fut incendiée deux années consécutives : en novembre 2007 et en novembre 2008, puis attaquée à coup de pierres qui ont détruit une bonne partie de ses vitres en 2009.

politique, elle apparaît parfois comme politiquement « neutre », comme à Évry, où la bibliothèque porte le nom du quartier et où la bibliothèque centrale de la ville s'appelle Médiathèque de l'Agora – du nom de la place où se trouvent la station du RER et un important centre commercial à l'intérieur duquel est situé l'équipement. Et les noms de Colette et Aimé Césaire sont ceux de la dernière bibliothèque de Plaine Commune (inaugurée en 2010 à Pierrefitte-sur-Seine) et de celle dont l'ouverture est projetée au centre-ville de La Courneuve. Ce dernier nom attire notre attention car Aimé Césaire est également le nom de celle qui a remplacé la bibliothèque Louis-Jouvet à Villiers-le-Bel après son incendie. Et Aimé Césaire sera probablement le nom de la bibliothèque que la ville d'Ivry-sur-Seine est en train de construire au moment où j'écris. Une conversation avec Bozena Wojciechowski, « élue à la diversité » (PCF) de cette ville nous permet d'apprendre que la figure de l'écrivain martiniquais va justement « plutôt vers une reconnaissance de la diversité »³⁸³.

Si nommer c'est classer³⁸⁴, quelle est la place que Gulliver, Ulysse et Aladin occupent dans la société française ? Et quelle est celle que ces noms occupent à Saint-Denis ou encore dans le « 93 », dans les cités du 93 ? Quelle place prennent les bibliothèques ainsi nommées au sein des classes populaires ? Il n'est évidemment pas une question d'« identités ». C'est une question de rapports sociaux, de positions relatives et de relations. Par rapport à quoi et par rapport à qui se situent ces bibliothèques au sein de l'espace social ? Elles se situent par rapport à ce passé désigné par les noms tels « Jules Vallès » ou « Romain Rolland ». Aladin et Gulliver renvoient Vallès et Rolland au passé, ils prétendent prendre leur place dans le présent politique des classes populaires, et ils prétendent ainsi représenter les territoires populaires au sein de l'espace public, au sein de l'espace politique national où ces noms ont un sens.

³⁸³ Discussion informelle ayant eu lieu en mai 2011.

³⁸⁴ DERRIDA, Jacques : « La guerre des noms propres », *De la grammatologie*, Paris, Minuit, 1967, pp. 157-173 ; et Lévi-Strauss, Claude : « Universalisation et particularisation », *La pensée sauvage*, Paris, Plon, 1962.

Encadré 10 : Une bibliothèque incendiée à Villiers-le-Bel

« Lors des affrontements entre jeunes et forces de l'ordre dans la nuit du 26 au 27 novembre, la bibliothèque Louis-Jouvet a été entièrement détruite par un incendie.

Au lendemain de la mort de deux adolescents dans une collision entre leur mini-moto et un véhicule de police à Villiers-le-Bel (95), les affrontements entre jeunes et forces de l'ordre ont duré de 19 h 30 à 1 heure du matin, pendant la nuit du 26 au 27 novembre, dans six villes du département du Val-d'Oise : Villiers-le-Bel, mais aussi Sarcelles, Garges-lès-Gonesse, Cergy, Ermont et Goussainville.

À Villiers-le-Bel, des incendies ont détruit plusieurs bâtiments dont la bibliothèque Louis-Jouvet et deux écoles.

La bibliothèque Louis-Jouvet, qui assurait près de 30 000 prêts de documents par an, était un des trois équipements de proximité de la ville. C'était même *“la bibliothèque la plus fréquentée dans le vieux Villiers-le-Bel, précise la responsable, Isabelle Walet. Elle accueillait enfants et adultes chaque jour”*. Le bâtiment de 280 m² est entièrement détruit. *“Avec mon équipe, nous sommes désorientés et tristes, dit Isabelle Walet, nous nous investissons beaucoup dans les relations avec les habitants et, en une nuit, ce service public a entièrement disparu.”* »

Article publié par LivresHebdo.fr le 27 novembre 2007

<http://www.livreshebdo.com/actualites/DetailsActuRub.aspx?id=1168>

Consulté le 30 novembre 2007

La bibliothèque face aux églises

Nasser Tafferant observe comment l'islam constitue un refuge pour de jeunes intellectuels des quartiers qui n'arrivent pas à se maintenir suffisamment longtemps dans l'institution scolaire pour avoir une profession intellectuelle³⁸⁵. Un refuge précieux quand on ne trouve pas dans les partis politiques un cadre approprié à la réflexion sur leur condition sociale, morale, politique. La bibliothèque se trouve ainsi en concurrence directe avec les différentes églises et groupes

³⁸⁵ *Le bizness, une économie souterraine, op. cit., p. 157 sq.*

religieux qui constituent la trame de l'inscription territoriale dans le quartier. Et il faut bien insister sur cette concurrence car les bibliothèques ne coopèrent pas avec ces groupes religieux et ne font pas alliance avec eux. Ainsi, par exemple, au Clos Saint-Lazare, il y a une église catholique, deux mosquées et deux églises évangéliques qui partagent un même local, situé square Molière. Une des mosquées est placée sur l'avenue Stalingrad, entre deux ensembles de barres. On peut voir les fidèles déployer leur tapis sur le trottoir pour faire la prière. Les locaux accueillent aussi des habitants pour différentes activités associatives. L'entrée est toujours peuplée, de petits groupes d'hommes debout y parlent quotidiennement. L'autre mosquée se trouve au rez-de-chaussée d'un autre immeuble. Ces locaux religieux accueillent aussi des habitants pour différents activités associatives.

Comme dans le cas de la bibliothèque, il est difficile de trouver l'église évangélique « La source de vie » car ses rideaux sont baissés la plupart du temps et seul un petit panneau, peu visible, indique sa présence au-dessus d'une porte étroite. Les voisins qui habitent square Molière la connaissent, certains d'entre eux se plaignent des chants du dimanche matin. Mais les fidèles viennent aussi d'autres quartiers de Stains, même si parfois ils disent au pasteur que le Clos ne leur plaît pas.

« 1 février 2009 : Ce matin je suis partie tôt pour aller à l'église évangélique que je voyais toujours fermée : le culte se fait les dimanches à 9 h. Je suis arrivée un peu en retard. La porte d'entrée était fermée. Aux côtés, des rideaux métalliques étaient baissés. J'ai fait le tour et je me suis trouvée dans un local peint en blanc, avec certains des murs en couleur lilas. Le contraste est étonnant entre cet intérieur et le square, gris et délabré. À gauche de l'entrée, une petite salle avec une table au milieu, autour de laquelle des enfants étaient assis. Ils dessinaient. Depuis la porte d'entrée, on voyait une autre salle, plus large, au fond de laquelle d'autres enfants, plus petits, étaient réunis. Une femme vient à ma rencontre. Je me présente et je lui demande si je suis bien dans l'église, et elle m'explique que le lieu de culte se trouve de l'autre côté, sur le square, et que dans cet endroit se font des activités culturelles avec les enfants, pendant que leurs parents participaient au culte. Elle m'explique que pendant la semaine, dans ce local, ils organisent des activités de soutien scolaire pour les enfants, comme des cours d'étude biblique et des réunions de prière. À ce moment, un jeune homme se rapproche et me dit qu'il se dirige vers l'église, que je peux venir avec lui. J'ai

été très bien accueillie, tous les deux se présentent par leurs prénoms et me font la bise.

J'entre au temple après lui. La salle d'environ soixante-dix mètres carrés est pleine. L'espace est divisé en deux, une partie surélevée, où se trouve un oratoire. L'autre partie de la salle est remplie de chaises en plastique vert obscur, disposées en environ 10 rangées. Sur les murs il n'y a pas d'images, mais une décoration modeste qui reste de Noël (guirlandes). Sauf trois personnes d'origine française (le pasteur, sa femme et un jeune garçon), toutes les personnes présentes sont d'origine africaine ou antillaise. Près des deux tiers sont des femmes, âgées entre 35 et 65 ans.

Je reste debout, près de la porte, mais tout de suite le jeune garçon me signale une chaise libre. Je suis impressionnée par la scène. À gauche de l'autel, une bande chante et joue des instruments sur un rythme que je crois brésilien. Les fidèles, debout devant leurs chaises, chantent et accompagnent le rythme avec leurs mains. À droite de l'autel, trois personnes restent debout sans danser. Il s'agit de deux pasteurs, un est Français et l'autre d'origine antillaise. Une troisième personne était à leurs côtés. Quand les musiciens et la chanteuse se retirent de la scène et s'assoient, un des pasteurs prend le micro, dit quelques mots implorant Dieu, puis, demande « à la jeune fille qui vient de se mettre debout et de se présenter ». Je comprends vite qu'il s'adresse à moi et me regarde, comme tout le monde, et qu'ils attendent que je dise quelque chose. Je me lève et je dis que je suis Argentine, étudiante, que je fais un travail sur la rénovation au Clos Saint-Lazare et que je veux connaître l'église. J'ajoute qu'en Argentine il y a beaucoup d'églises évangéliques. Je ne savais pas quoi dire. Un des pasteurs exclame "Oui !". Les gens me regardent et me sourient. Le pasteur me remercie et demande une prière pour que Dieu me bénisse, et me dit que la prochaine fois que je viendrai, si c'est le cas, il faut que je cherche la même place. La bande se met à jouer de nouveau et les fidèles, tournés tous vers moi, chantent et dansent, me regardant et me bénissent avec leurs mains. Ils sont souriants. Je reste debout. Je remercie, très émue. Ma voisine me dit que je peux m'asseoir.

Ensuite, une femme prend le micro et informe sur les activités du mois de février, les réunions et les prières (celles destinées aux personnes malades et aux personnes en difficulté) dans les autres "assemblées de Dieu" d'Île-de-France : "Goussainville", "Haïtiens", "Sarcelles", "Sourds" (Sarcelles), "Stains", "Survilliers". Cet ensemble d'églises constitue l'association "Églises évangéliques Source de vie", membre de la Fédération protestante de France. Ensuite, cette femme parle des cours de soutien scolaire et de la sortie "à la neige" qu'ils organisent dans une autre église du réseau. Toute cette information est projetée en PowerPoint sur un grand écran. Je n'ose pas prendre de notes.

Le pasteur français prend le micro. Il évoque une réunion "très assistée" avec de jeunes adultes qui a eu lieu le jour d'avant, à Saint-Ouen, et signale que les "la participation des jeunes est très importante pour l'église". Il invite une des trois jeunes qui étaient dans la salle à parler de la journée. Elle se lève et

prend le micro. Cette fille raconte qu'elle était ravie de la participation des jeunes la veille, et résume la pièce de théâtre qu'ils avaient organisée : il y avait le diable, qui poussait les jeunes à regarder la TV et les empêchait de lire la bible. La pièce finissait par la victoire des "Maîtres de dieu" (?). En effet, cette jeune fille et un autre garçon, d'origine française, sont chargés d'encadrer la jeunesse et de recruter des nouveaux jeunes fidèles.

Le pasteur prend la parole et lit des fragments de la bible, qui sont projetés dans un écran situé à droite de l'oratoire. Il invoque plusieurs fois "la puissance de la communion des frères", puis il interprète des passages de la bible. "Nous sommes tous égaux devant Dieu, même avec 120 de coefficient d'intelligence, Dieu ne regarde pas ça, il faut rester simple, la simplicité est le plus important. Il faut aussi avoir toujours un cœur d'enfant." Il évoque la sincérité des enfants, leur spontanéité, contre l'hypocrisie parfois facile du cœur de l'adulte. Après, il s'arrête pour parler de la responsabilité des parents face aux enfants, à leur éducation, et à la nécessaire autoréflexion des parents sur la manière dont ils les élèvent. Puis, les parents sont un modèle pour les enfants. "Si on dit à table qu'on a menti au patron, après les enfants vont rire, même si ce n'est pas devant eux. De plus, Dieu ne peut atteindre les enfants qu'à travers leurs parents." Les gens écoutent, certains prennent des notes. Ils ont parfois la bible entre leurs mains, souvent marquée par plusieurs Post-it.

À la fin, la musique reprend. Les gens chantent et dansent, toujours très souriants. Quand le culte est fini, une femme se retourne vers moi et me dit qu'à partir de ce jour, je ne serai plus jamais triste. Je remercie (j'ai appris bien plus tard que tout le monde dit ça à son voisin dans le cadre de la cérémonie). Le jeune garçon me demande ce que je fais là, en France... Après, le pasteur me salue et m'invite à aller avec eux à la salle d'à côté, pour parler. Le deuxième pasteur se rapproche et répète l'invitation. Beaucoup de personnes se sont rapprochées, me demandant comment je vais, ce que je fais, si je suis baptisée et chrétienne. "C'est jamais trop tard." Beaucoup m'appellent "sœur". »³⁸⁶

Si je reproduis ici ces extraits d'un journal de terrain, c'est que ce qu'il donne à voir est très significatif à l'égard de ce que l'on a pu voir dans les bibliothèques de quartier. Les deux institutions semblent se distinguer sur tous les points, mais sur certains aspects la proximité est aussi évidente. Le premier réflexe a été de penser à Jean-Luc, le pasteur « français », avec l'histoire de Sonia, la bibliothécaire de Jules-Vallès, en tête. Comme elle, Jean-Luc est un ancien syndicaliste, comme elle, il a

³⁸⁶ Extraits du journal de terrain d'Emilia Schijman, 2009.

choisi d'investir le quartier. Il habite avec sa femme à Sarcelles. Après 35 ans de travail en tant que facteur, il vient de prendre sa retraite. Il a été délégué syndical : « *Ça a été une école de formation, de contact avec les besoins de gens.* » Même si les gens le « *prennent souvent pour un prof* », Jean-Luc se dit « *un homme de la rue.* » Mais les choses vont mieux pour lui qui a créé cette église qui gagne des fidèles tous les jours (l'église compte une centaine de fidèles et 59 enfants qui participent notamment aux activités de soutien scolaire). Le pasteur négocie avec le maire un local pour ses activités que la municipalité lui donne « *pour un prix symbolique, 18 € par mois* », ce à quoi nous devrions ajouter tout le bien que le pasteur dit du maire et les occasions qu'il lui a offertes de venir rencontrer les fidèles. Le contraste est saisissant avec le désarroi affiché de Sonia, cette bibliothécaire qui n'a plus aucune prise sur le quartier, qui semble avoir perdu les liens avec le maire, même lorsque tous les deux sont du même bord politique.

Je connais la capacité de ces églises à s'adapter très rapidement à des conjonctures souvent très différentes. Dans l'Argentine des années 1980 et 1990, l'époque où j'ai observé le développement de nouveaux répertoires d'action collective à travers les *asentamientos* a coïncidé avec un changement important au niveau des pratiques religieuses. Le catholicisme des communautés ecclésiastiques de base que j'ai étudié de près a fortement reculé au profit du développement des églises évangéliques et pentecôtistes. C'est pourquoi j'ai été intéressé par cet essor récent dans les quartiers populaires en France. La politicalité populaire que j'essaie de décrire évolue aussi en concomitance avec ces nouvelles formes de religiosité. Reste le difficile travail de décrire les liens entre l'une et l'autre³⁸⁷.

Deux choses connues mais qu'il vaut la peine de rappeler ici sont rapidement repérables. La première est la simplicité de l'accès au sacerdoce et la possibilité de devenir plus facilement un entrepreneur religieux. Cette condition, qui découle

³⁸⁷ Sur le rapport des communautés ecclésiastiques de base aux nouvelles formes de l'action collective des classes populaires en Argentine, voir Merklen, 1991 et 2001. Sur les rapports de la mouvance évangélique à la nouvelle politicalité des classes populaires dans ce pays, cf. MIGUEZ, Daniel, et SEMAN, Pablo : « Culture politique et pentecôtisme en Argentine. Spiritualisation de la politique ou politisation de l'esprit ? », in CORTEN A. et MARY A. : *Imaginaires politiques et pentecôtismes Afrique/Amérique latine*, Paris, Karthala, 2000, p. 321-341. SEMAN, Pablo : « Cosmológica, holista y relacional: una corriente de la religiosidad popular contemporánea », article cité. MIGUEZ, Daniel, y SEMAN, Pablo : *Entre santos, cumbias y piquetes: las culturas populares en la Argentina reciente*, op. cit.

notamment du rapport de la religiosité protestante avec le Livre, agit sur un mode fondamental au sein des classes populaires d'aujourd'hui. Là où le chemin culturel et scolaire est long pour accéder à la plupart des fonctions et des responsabilités, qu'elles soient économiques, politiques ou religieuses, là où les chemins de scolarité et de formation sont longs et nombreux les diplômes exigés, ces formes de religiosité donnent des possibilités d'action bien plus accessibles. Les formes de distance sociale entre pasteurs et fidèles se trouvent immédiatement raccourcies. Cette première caractéristique est en lien direct avec la seconde. Comme nous l'avons repéré dans l'église du Clos Saint-Lazare, les évangélistes s'approprient très vite les nouvelles technologies de l'audiovisuel et de la communication. Dans la cérémonie que nous venons de décrire, les bibles tenues entre les mains des gens sont en coprésence de la parole du pasteur, des chants et de la musique, et de l'écran qui sur le mur reproduit le discours. Un peu comme dans la pièce de vie des appartements et des maisons populaires où il est fréquent que la télé soit tout le temps allumée pendant que les gens discutent, lisent ou mangent. Tout le contraire de ce que font les familles de classe moyenne et aisée qui visent une éducation de distinction intellectuelle et qui souvent n'achètent pas de téléviseur comme une manière de protéger leurs enfants. C'est ainsi que les gens cherchent à se positionner d'un côté ou de l'autre des frontières sociales³⁸⁸. Et on a vu toute la difficulté des bibliothèques et des bibliothécaires à agir dans cet univers entre ce qu'ils perçoivent comme l'évolution des nouvelles technologies et ce qu'ils perçoivent comme un appauvrissement culturel auquel on soumet toujours les classes populaires.

Ainsi, sur le site web de ce groupe d'églises évangéliques du nord de Paris on apprend beaucoup de choses pratiques comme cette invitation :

« Voici le défi de cette année : Ne plus être un consommateur de programmes ou de réunions proposées par l'église, mais être un acteur !
Comment ?

Esaïe 6.8 : "J'entendis la voix du Seigneur, disant : *Qui enverrai-je et qui marchera pour nous ?*"

³⁸⁸ SAINT-MARTIN, Monique (de), et GHEORGHIU, Mihai Dinu : *Éducation et frontières sociales. Un grand bricolage*, Paris, Michalon, 2010.

Nous te proposons d'organiser la soirée parfaite, idéale pour inviter tes amis et tes collègues afin qu'ils entendent parler de Jésus. Il te suffit pour cela de monter ou de faire partie d'une équipe et de mettre tout en place : La décoration, le repas, l'animation de la soirée, l'ambiance, le thème. Qui mieux que toi sait ce qui correspond le mieux à tes amis ? Ces soirées seront notées à partir des différents critères cités ci-dessus avec remise de prix pour les gagnants. Il y a déjà des équipes en place pour les mois de novembre, décembre, janvier, février, mars et juin si tu veux participer il reste avril et mai. Tu as également la possibilité d'intégrer une équipe existante. Dans tout les cas, tu peux nous contacter à l'adresse suivante : jeunesse(arobase)lasourcedevie(point)net.

A toi d'organiser ! »³⁸⁹

Je reprends enfin cette phrase du journal de terrain : « *Tu ne seras plus jamais triste.* » Je pense au contact physique, aux chants, à l'accueil, aux applaudissements. L'église semble faire tout ce que la bibliothèque ne peut pas faire et tout ce qu'elle cherche à ne pas faire. Aller vers les corps, vers l'affectif et vers les problèmes les plus immédiats et les plus essentiels des gens. Sans que cela signifie en aucun cas un abandon des préoccupations politiques. Le pasteur non seulement offre des contacts avec le maire qu'il dit connaître très bien mais il explique aussi aux gens qu'ils ne doivent plus regarder le maire communiste « *comme à l'époque de l'Union soviétique* ». Il dit que c'est un homme bon et qu'il fait de bonnes choses pour la communauté et pour la ville. Le pasteur semble avoir ainsi une fine perception de la situation : « *Je suis invité à prêcher dans les communautés tamoules. Mais je dis qu'il faut être ouvert. Attention, à un moment il va y avoir un fossé, un divorce, une incompréhension, parce que les jeunes ne vont pas se reconnaître dans l'église de leurs parents. C'est pour ça que j'essaye de mettre en avant ici la jeunesse, je dis quant à la deuxième génération d'immigrants, il faut se mélanger car ce qui est valable pour eux ne sera plus valable pour leurs enfants.* » Il parle à la jeunesse « *des choses très pratiques* » qui se situent « *au niveau des besoins* ». Son église diffuse un livre, d'une cinquantaine de pages, *Trop jeune pour être mère* dont une jeune fille martiniquaise est l'auteur. « *On l'aura ici au mois de mars [l'auteur]. Cette personne a connu... a eu un enfant sans père. On est là confronté à quelque chose... un témoignage : elle va dire et pousser les jeunes à*

³⁸⁹ <http://lasourcedevie.net/rubrique/jeunesse/>, consulté le 25 mai 2011.

*réfléchir : “Tu veux être une mère célibataire ? T’as bien réfléchi aux conséquences ? À 12 ans, 14 ans?” C’est une fille des îles qui l’a écrit et l’on sait que dans les îles il y a beaucoup de filles mères, qui sont seules. Tu déséquilibres ton enfant dès le départ. Il faut donner aux jeunes la possibilité de réfléchir et de se positionner par rapport à ça... Dimanche une fille va présenter le livre. Elle l’a lu et ça l’a interpellée. »³⁹⁰ Puis, ils vont le vendre à 2 euros, « même si nous, on l’achète à 7,50 euros ». Ils distribuent aussi un autre livre sur le parcours d’un jeune, habitant d’une cité HLM de Noisy-le-Roi, *Des ténèbres à la lumière*. La quatrième de couverture :*

« Yannis, abandonné par ses parents à l’âge de trois ans, a été élevé par une grande mère particulièrement désagréable. Au fil des années, il va s’endurcir et connaître l’enfer de la violence et de la drogue. Armes, argent, haschich vont le conduire à créer un véritable empire et entrer dans le grand banditisme. Poignardé à plusieurs reprises, il échappera maintes fois à la mort et verra son frère de 30 ans se faire assassiner.

Derrière ce décor, une femme, Manu, va être traînée dans la boue par l’homme qu’elle a choisi d’aimer. Dans les larmes et la prière, cette fervente Chrétienne va décider de le soutenir et de l’accompagner dans le dernier chapitre de son calvaire.

Yannis sera incarcéré pour de nombreux vols à main armée et Manu va être l’émissaire que Dieu choisira pour lui faire découvrir l’Evangile. »

Nous voyons ici comment un autre agent, l’église évangéliste, mélange plus aisément ce que la bibliothèque maintient séparé. Vie privée et vie publique, les questions liées à la vie quotidienne et à la survie avec des avis plus généraux sur la société. Mais surtout la parole et l’action religieuses se développent là où, municipalisées, les bibliothèques ne peuvent plus agir. L’église évangélique, comme toutes les autres, vise à construire une communauté et, avec elle, un point de vue commun, une vision partagée du monde. C’est ce que visait la bibliothèque populaire lorsqu’elle n’était pas encore un équipement du service public. La bibliothèque était alors plus proche d’une « culture de classe », de la « culture populaire » tel que les travaux de Raymond Williams ou d’Edward P. Thompson l’ont

³⁹⁰ Les extraits d’entretien sont aussi extraits du journal de terrain d’Emilia Schijman.

étudié pour le cas de l'Angleterre. Son action vise la société à partir de l'affirmation d'un point de vue commun, collectif et partiel. C'est ce que les bibliothèques et les médiathèques municipales (ou gérées par d'autres formes du gouvernement local, comme dans le cas de Plaine Commune) ne peuvent plus faire. Elles sont condamnées, pour le bien ou pour le mal, à se constituer sous l'idée du « service public » et à penser leur espace comme un espace public ouvert à tous et à chacun. En ce sens, leur action vise essentiellement les individus. Elles visent l'égalité, cherchant à offrir aux habitants du quartier les mêmes opportunités qu'aux autres membres de la cité. Mais elles sont pratiquement incapables de produire une vision collective, d'agir dans le sens d'un acteur collectif.

8. Dedans et dehors, la bibliothèque un espace public ?

*Si Sarkozy passe, on vous brûle la bibliothèque*³⁹¹

Je conduis cette recherche en reprenant à mon compte la question de la place que le livre et, plus généralement, l'écrit occupent au sein de la culture populaire. Le cas des bibliothèques de quartier ne permet évidemment de considérer cette question que très partiellement. Mais inversement, enquêter sur les rapports conflictuels que les bibliothèques entretiennent dans leur quartier d'implantation devient chose impossible si on ne pose pas cette question première. Je voudrais donc revenir ici encore une fois à l'économie des échanges entre la bibliothèque et ces quartiers périphériques. Où se trouve la bibliothèque ? Quelle est sa place dans l'espace du quartier ?

Nous avons vu que, pour une bibliothécaire, « *ici on est en France, on ne parle pas comme ça* ». Nous avons vu encore qu'un habitant considère qu'on peut faire un entretien dans les locaux de la bibliothèque car « *on est chez moi ici* », mais que lui-même, ne connaissant pas les règles du comportement, imite les autres, prend des livres pour s'asseoir à une table et lance « *il faut faire comme tout le monde* ». Nous avons également vu comment la bibliothèque se situe à distance et en communication avec d'autres institutions, du McDonald's aux institutions scolaires en passant par les institutions religieuses, l'Antenne jeunesse ou les radios associatives. Je voudrais m'arrêter ici un moment sur la manière dont les bibliothécaires pensent leur rapport à l'école et sur cette relation école-bibliothèque. Sans prétendre encore épuiser ce rapport fort complexe, son exploration nous permettra de tenir compte d'une dernière facette de la présence des bibliothèques dans l'univers des quartiers, et de la culture de cette fraction des classes populaires qui peuple les « cités » de nos banlieues.

³⁹¹ De l'habitant d'un quartier de Saint-Denis à une bibliothécaire, la veille du deuxième tour de l'élection présidentielle de mai 2007.

Les bibliothèques et les écoles

La grande majorité des bibliothécaires que nous avons rencontrés au cours de la recherche donne une explication des émeutes en fonction du contexte social de ces quartiers populaires. Dans ce cadre, « la violence » constitue une pièce importante de leur caractérisation. Qu'en est-il de leur explication sur le fait que des écoles, comme les bibliothèques, puissent être prises pour cibles au cours de ces troubles urbains, ou théâtre de conflits divers de façon plus quotidienne ? À la situation sociale évoquée comme le cadre général des émeutes, ils vont ajouter une hypothèse sur le fonctionnement des institutions présentes dans les quartiers. D'un côté, l'État et le système politique seraient « méprisants », réduisant les quartiers à une minorité jetée dans l'oubli ou dans l'abandon. D'un autre côté, certaines institutions exerceraient une « violence » directe sur les habitants des quartiers, notamment la police et l'école. Le mépris et la violence institutionnelle agissent, toujours dans le discours des bibliothécaires, de manière renforcée comme conséquence d'un contexte de discrimination « ethnique » dans des quartiers où la population d'origine africaine, maghrébine ou asiatique est majoritaire. Or, jetant ainsi la pierre sur ces institutions, les bibliothécaires et avec eux beaucoup d'autres agents, autorités et hommes politiques laissent les bibliothèques en dehors du champ conflictuel. « *Alors, disent-ils, je comprends qu'on puisse s'affronter à la police et, à la limite, qu'on puisse attaquer une école. Mais une bibliothèque ? Alors là, je ne comprends plus rien !* » Pourquoi ?

Tous les bibliothécaires que j'ai rencontrés ont souligné combien il leur paraissait fondamental de distinguer la bibliothèque de l'institution scolaire. C'est une distinction fréquente car elle est constitutive de la profession. « *Un bibliothécaire, c'est pas un instituteur* », et pourtant, rien ne semble plus proche, dans l'espace du quartier, que l'école et la bibliothèque³⁹². Les professionnels des bibliothèques veulent asseoir la légitimité de leur action sur l'opposition qu'ils construisent entre ce qu'ils appellent la « lecture plaisir » et une « lecture prescrite » ou « contrainte ». La première est celle qu'ils promeuvent, la seconde renvoyant

³⁹² Les bibliothèques accueillent de plus en plus de classes d'école, ce qui apparaît dans leurs statistiques sur les usagers comme des « collectivités » (« essentiellement enseignants », précise-t-on). En 2009, 1 036 enseignants se sont inscrits avec leur classe à l'une des bibliothèques de Plaine Commune, contre 976 en 2008. Cf. Plaine Commune : *Rapport d'activités 2009*, document cité.

évidemment au monde de l'école. D'où vient cette distinction aussi systématiquement prônée par les bibliothécaires ? Cette revendication du plaisir face à la contrainte et au devoir leur permet d'affirmer leur spécificité et même la légitimité de leur action face à l'institution scolaire. Face à une école dont le programme institutionnel est guidé par la mission d'éduquer et d'instruire, un programme qui fixe des objectifs et qui sanctionne, qui définit donc ce qu'il faut lire et comment le lire, la bibliothèque se veut un espace ouvert destiné à servir la demande et les envies multiples et librement (in)déterminées par son public. Comme on le sait, ce discours naît au moment où se sont constituées la profession et la lecture publique, au tournant du XX^e siècle, moment où la profession de bibliothécaire tente d'ouvrir une place à la « lecture publique » entre l'école et l'église, d'un côté, et les bibliothèques populaires et les bibliothèques érudites, de l'autre³⁹³. C'est à ce moment-là que le discours de la « lecture plaisir » se constitue comme projet politique destiné au « citoyen » grâce, entre autres, à l'action d'institutions comme l'Association des bibliothécaires de France. « Le discours des bibliothécaires est porté par un mythe fondateur qui mettrait des techniciens au service de la lecture d'adultes et non pas des prescripteurs au service des lecteurs analphabètes ou mineurs. »³⁹⁴ Le cœur du débat, et de la capacité des bibliothèques à se différencier des autres institutions de promotion de la lecture et du livre, se trouve donc autour du concept de « prescription » et du caractère « pédagogique » ou pas du projet culturel porté dans chaque cas.

Dans le cadre de la conjoncture actuelle des bibliothèques de quartier, cette revendication de la « lecture plaisir » se décline d'une manière renouvelée. Elle est d'autant plus affirmée ici qu'elle apparaît nécessaire aux yeux des bibliothécaires travaillant dans des quartiers où la majorité de la population semble éloignée de certaines dispositions culturelles, comme celle de fréquenter les bibliothèques. Cette distance vis-à-vis des pratiques de lecture, associée à un parcours scolaire conflictuel et douloureux, est régulièrement avancée par les professionnels pour légitimer leurs pratiques conçues en termes de « *nous, on est pour la lecture plaisir* ».

³⁹³ CHARTIER, Anne-Marie, et HEBRARD, Jean : *Discours sur la lecture, 1880-1980*, Paris, Éditions de la BPI, Centre Georges-Pompidou, 1989.

³⁹⁴ Propos d'Anne-Marie Chartier dans CHARTIER, Anne-Marie, et POMPOUGNAC, Jean-Claude : « La lecture publique entre discours et pratiques », *Esprit*, n° 170, Paris, 1991, p. 106.

« Je prône la lecture individuelle, pour ne pas faire comme l'école justement. Pour pas être l'Éducation nationale justement, c'est très important. »
Charlène.

« La médiathèque, c'est pas dans le temps scolaire, qu'on soit pas identifié... On veut avant tout être dans un rapport au plaisir. La médiathèque, c'est pas pour noter, on n'est pas là pour évaluer et donner un jugement sur un travail, surtout pas. » Romain.

« On essaie vraiment de faire en sorte qu'ils ne perçoivent pas la médiathèque comme quelque chose, comme un complément de l'école. »
Sylvie.

Cette revendication d'un rapport au plaisir est accentuée par la multiplication des supports disponibles et proposés au public au sein des médiathèques. En effet, le livre a longtemps été le support roi de la bibliothèque, source fondamentale de légitimité et aussi support privilégié sur lequel repose la position des bibliothécaires³⁹⁵. Dans le passage de la « bibliothèque » à la « médiathèque », la place jadis centrale du livre se voit déstabilisée. Tandis que la bibliothèque est associée à un lieu de « distinction », la médiathèque apparaît comme quelque chose de « familier ». Les bibliothécaires suivent un sens commun aux professionnels de la culture selon lequel l'évolution des pratiques culturelles et de loisirs, d'un côté, et les évolutions technologiques, de l'autre, ont conduit à une baisse des pratiques de lecture dans la population en général³⁹⁶. Un sens commun selon lequel la culture de l'écran entraînerait inévitablement la mort du livre et même du lecteur³⁹⁷. Face à ces nouvelles pratiques et suivant les représentations qu'ils se font de la jeunesse et des

³⁹⁵ Rappelons, par exemple, que les périodiques ne sont entrés dans les bibliothèques que dans l'entre-deux-guerres et qu'ils ont été difficilement acceptés par les bibliothécaires.

³⁹⁶ Ces diagnostics s'appuient sur la lecture, à chaque sortie, du célèbre rapport commandé par le ministère de la Culture sur la consommation culturelle des Français. La principale victime de cette victoire des écrans serait le livre. Ainsi, beaucoup voient un rapport direct entre « le triomphe des écrans » et la baisse de lecteurs de livres. Le rapport de 2008 montre que de plus en plus de Français ne lisent aucun livre dans l'année : 30 % en 2008. Parmi les lecteurs, 38 % ont lu 1 à 4 livres en 12 mois. Et il montre aussi que les bibliothèques se vident un peu plus : 72 % des Français n'y ont pas mis les pieds de l'année en 2008 (contre 69 % en 1997). Et la proportion des Français y allant au moins une fois par semaine est passée de 9 à 7 %. Cf. DONNAT, Olivier : *Pratiques culturelles des Français à l'ère numérique. Enquête 2008*, Paris, La Découverte/Ministère de la Culture et de l'Information, 2009. Et du même auteur : « Lecture, livre et littérature. Évolutions 1973-2008 », in EVANS, Christophe : *Lectures et lecteurs à l'heure d'Internet. Livre, presse, bibliothèques*, Paris, Éditions du Cercle de la librairie, p. 27-40.

³⁹⁷ CHARTIER, Roger : « Lecteurs et lectures à l'âge de la textualité électronique », in ORIGGI, Gloria, et ARIKHA, Noga : *Text-e. Le texte à l'heure de l'internet*, Éditions de la BPI, Centre Georges-Pompidou, 2003, p. 17-30.

classes populaires des quartiers, les bibliothèques se sont ouvertes à de nouveaux supports, ont diversifié leurs fonds, leurs collections et leurs activités en multipliant les animations, les partenariats avec des institutions diverses et variées. Ainsi pour les quartiers, l'intégration de la BD, du « manga », de l'audiovisuel, des CD et de la culture hip-hop, et plus récemment les ordinateurs avec accès à internet, ont à chaque fois constitué des étapes importantes³⁹⁸. Et cette ouverture qui ne cesse de poser problème aux bibliothécaires est loin de finir, comme le témoigne la question de la presse « *people* » – sur laquelle nous reviendrons plus loin. Une bibliothécaire nous dit qu'« *il faut des espaces où le livre n'est pas majoritaire* » (Karima), et une autre, dans le même sens, affirme la nécessité d'« *avoir d'autres supports que le livre, c'est très important, parce que les gens viennent pour les DVD, les ordinateurs...* » (Dorine). À la recherche d'une nouvelle légitimité et surtout d'une nouvelle image plus attractive, les bibliothèques et leurs personnels s'attachent à nouveau à la notion de plaisir, cherchant à se distinguer ainsi de l'institution scolaire, lieu de formation, d'évaluation et de sanction, revendiquant et défendant une « lecture plaisir » par opposition à la « lecture devoir », prescriptive et contraignante, de l'école.

Dans ce cadre, il est plus facile de voir la difficulté qu'ont les bibliothécaires à comprendre pourquoi les bibliothèques sont prises pour cible. De leur point de vue, on peut concevoir que soit attaquée une école, institution de contraintes. Mais on ne peut pas comprendre les « violences » à l'encontre des médiathèques, conçues comme des espaces de liberté et source potentielle de plaisir. Ainsi, autant la barque est chargée du côté de l'école, autant l'image des bibliothèques devenues médiathèques résulte adoucie. Dans des quartiers où les taux d'échec scolaire et de chômage sont largement supérieurs aux moyennes nationales, l'école est pointée du doigt comme une institution qui exerce une certaine violence à l'encontre de cette partie de la population. Elle est signalée dans son échec, d'un côté, parce « *qu'elle ne tient pas ses promesses d'intégration* ». Mais de l'autre côté, à cet échec d'intégration sociale s'ajoute l'expérience douloureuse du rapport à l'écrit dans le

³⁹⁸ La part de livres dans les collections reste très majoritaire. Pour les 23 bibliothèques de Plaine Commune, les livres représentent 76 % des 838 542 documents qu'intégraient leurs collections en 2009, tous supports confondus. Les DVD représentaient 2 % des fonds et 14 % des prêts. La part des livres, en baisse, était de 78 % en 2008. Cf. Plaine Commune : *Rapport d'activités 2009*, document cité.

parcours scolaire. Alors, ce n'est plus qu'elle n'arrive pas à intégrer les classes populaires, comme par le passé. C'est qu'elle est elle-même un agent d'exclusion. L'école est dénoncée par la violence qu'elle exerce sur les enfants en les laissant en dehors des possibilités d'intégration sociale. Ainsi perçue, l'école apparaît comme l'institution qui laissera les hommes de demain sans chances de s'intégrer au marché de l'emploi car les enfants qu'ils sont aujourd'hui ne maîtrisent pas la grammaire, l'orthographe, la syntaxe. C'est pourquoi les bibliothécaires rencontrés craignent tant l'amalgame de l'institution scolaire avec la bibliothèque. Si une telle association se produit, faisant de la bibliothèque une institution parascolaire, on pourrait alors comprendre pourquoi des bibliothèques sont attaquées. Mais cet amalgame est rejeté par les bibliothécaires. Et en raison de cette volonté de se démarquer du fonctionnement scolaire et de cette revendication du plaisir, certains professionnels ne s'expliquent pas que des bibliothèques puissent être objet de violences, ou alors ils se disent que si la bibliothèque peut être ainsi mise en question, c'est parce qu'elle se trouve finalement proche de l'institution scolaire.

« Je comprends pas [la violence] car les bibliothèques proposent de l'antiscolaire aux gens. Je comprendrais plus qu'on brûle un collègue à la limite, à cause de la violence qu'il y a, entre les élèves, entre les profs et les élèves. Et puis ça représente l'État. Alors que la bibliothèque, c'est la liberté, les lumières, les couleurs. » Charlotte.

« Mais attaquer une bibliothèque, je comprends. C'est le même rejet par rapport à l'école, le savoir pour être formé, faut trouver sa place dans la société mais ça marche pas, ça fait mal. C'est l'image de l'échec. Pour certains enfants en échec, l'école et la bibliothèque sont dans le même panier, notamment à cause du travail avec les classes. » Cécile.

« On n'a rien d'un lieu scolaire, on n'a rien d'un lieu chiant, c'est que du plaisir, du loisir, et idem pour la Maison de l'enfance, je veux dire... Y a aucune forme de... Y a pas eu de rapport scolaire avec eux, jamais, c'est ludique ! » Jean-Paul.

« Effectivement, je pense qu'il y a une partie de la population qui se sent exclue du monde des bibliothèques, cette population justement qu'on ne touche pas. On représente l'institution quelque part, les valeurs de ceux qui réussissent et y a cette population-là... L'école m'a exclu, la bibliothèque m'exclut parce que c'est la culture dite universaliste justement qu'on m'apprend à l'école donc j'y fous le feu [...] Nous les ados, quand ils font trop de bruit, on les met dehors. C'est peut-être pas une solution parce qu'effectivement, on les met déjà dehors à l'école ». Susie.

Une minorité souligne le potentiel de violence que représente une institution culturelle comme la bibliothèque, institution longtemps réservée à une certaine élite intellectuelle et sociale. La bibliothèque peut être source de violence à cause de l'image qu'elle renvoie, des représentations qu'elle véhicule, celles d'une institution culturelle, de la culture « légitime », « sérieuse », en opposition immédiate avec une culture plus populaire, plus familiale, représentée par la médiathèque, tournée vers la consommation des produits culturels les plus médiatisés et de divertissement. Cette distinction présente le dilemme existant entre une culture jugée « *populaire* », « *au ras des pâquerettes* », et une culture considérée comme plus « *élitiste* ». Un dilemme également visible dans l'opposition faite entre les bibliothèques « centrales » et les « annexes » et renforcée donc par la transformation des bibliothèques en médiathèques. Selon cette idée, les annexes de quartier et les médiathèques concentrent plus les ouvrages « grand public », les centrales proposant des produits culturels reconnus comme plus « sérieux ». Et nous avons vu plus haut comment cette représentation s'associe aisément avec un imaginaire du type « centre/périphérie » fonctionnant comme un schème de perception de cette fraction des classes populaires pensée avec des mots tels que « banlieue », « cité HLM » ou « quartier » (voir *supra*, « Centre et périphérie », p. 254 sq.).

« Dans les quartiers, on leur met des CD de rap, comme s'ils ne pouvaient pas écouter autre chose. Pourtant, moi j'en ai vu des gamins qui n'écoutaient que du rap, et qui petit à petit, se sont tournés vers autre chose. » Inès.

« Après, est-ce qu'il faut absolument adapter la bibliothèque à la sociologie du quartier ? Mettre du rap et des films grand public dans les quartiers ? » Sylvain.

« C'est en réaction à une violence, parce qu'on représente la culture, les bibliothèques elles avaient cette tradition-là de... fallait monter les escaliers. Il faut que ce soit vivant, qu'ils n'aient pas l'impression de rentrer dans la maison de LA culture ». Charlène.

« Oui, qu'ils s'en prennent à des institutions culturelles, oui ça me paraît pas si bizarre, étrange, illogique. Parce que finalement la Culture, telle qu'on l'entend avec un grand C, c'est pas leur culture forcément. Ils ont une culture qu'on ne prend pas forcément en compte, qu'on dénigre. » Émilie.

Ainsi, si la totalité des bibliothécaires revendiquent la lecture plaisir face à l'école, il y en a une minorité (moins de 10 % de nos interviewés) qui comprend que la bibliothèque et l'école puissent être dans le même panier. L'une et l'autre souffrent les conséquences de la violence qu'elles (ou leurs personnels) exercent sur les élèves et les usagers. Parmi les bibliothécaires à avoir ainsi mentionné la bibliothèque comme source potentielle de violence, il y a ceux qui signalent le comportement de leurs collègues vis-à-vis de certaines catégories d'usagers, comportements parfois marqués par un certain racisme ou une condescendance jugée déplacée. La bibliothèque se rapproche ici des problématiques de l'école en ce qu'elle apparaît comme une institution qui exclut, mais qui exclut comme conséquence de la distance existant entre instituteurs et bibliothécaires d'un côté et population de l'autre. Une distance sociale qui apparaît comme redoublée par le racisme.

« Il y a des comportements des fois de collègues que je trouve inadmissibles, ils jouent avec le règlement. Être très rigoriste avec le règlement envers une certaine catégorie de personnes et puis assez coulant envers d'autres catégories de personnes... Ils se permettent des trucs qui ne sont pas dans le règlement. Et quand c'est pas dans le règlement on est dans l'arbitraire envers une certaine catégorie de personnes et pas envers d'autres catégories de personnes. »

– Vous avez des exemples en tête ?

« Euh... À mon avis, c'est mon intime conviction, des gens racistes et ou islamophobes. Parce que ça va viser par exemple des femmes voilées. L'autre jour une femme voilée qui venait utiliser internet avec son enfant, il se trouve que l'enfant se met à pleurer et cette personne s'est fait humilier en disant : "Vous sortez !"... La moindre des choses, c'est d'aller voir la personne, de lui parler à voix basse, d'essayer d'avoir une... Voilà, c'est ce que j'appelle une application rigoriste du règlement. Il n'y a pas besoin d'humilier les gens pour leur faire comprendre comment fonctionne une bibliothèque. Elle était probablement elle-même gênée du fait que son enfant pleure. Il faut lui proposer une solution et pas l'humilier comme ça, aller la voir, lui parler à voix basse. Essayer d'avoir des contacts, respecter les gens, leur montrer qu'on les respecte aussi, parce qu'ils sont très sensibles à ça. » Michel.

« Il y en a, c'est vrai, ils parlent pas très bien français, mais et alors ? Faut pas les prendre pour des cons, faut les respecter ! Y en a [des bibliothécaires] qui leur parlent d'une façon, un manque de respect... [...]

Ce qu'ils aiment, c'est du Bellemare, du Steele, on a qu'à en prendre, mais non, notre ancienne responsable, elle trouvait que c'est de la merde... Et elle le faisait comprendre, alors après ils reviennent plus, évidemment... » Inès.

La bibliothèque se rapproche de l'école aussi en ce que l'une comme l'autre représentent l'État, l'autorité, les pouvoirs publics, la municipalité. La bibliothèque est ici institution de la République. Elle serait mise à mal car elle est l'acteur, dans ces quartiers de relégation, d'une puissance politique jugée injuste et violente en raison du racisme et des discriminations, et surtout en raison du fait qu'elle revendique la légitimité de pouvoir décider lequel, parmi les jeunes, pourra continuer sa route vers le progrès et lequel restera sur place, hors l'école (ces derniers représentent près de 40 % dans la banlieue nord de Paris).

« Dans leur colère, ils y voient des représentants d'une puissance politique qui les méprise, et comme ce sont pour eux des symboles, c'est à ça qu'ils s'attaquent. » Arthur.

« C'est l'image de l'État, et de la ville plutôt. Je vois pas en quoi... S'ils se révoltent, c'est que, quelque part, on les attaque, on leur a fait du mal... Et je pense pas que l'école, la bibliothèque fait du mal à ces personnes. » Marine.

« Ils mettent tout dans le même panier, l'État, la mairie, les services publics, l'école, la bibliothèque, ils n'ont pas conscience des choses... » Inès.

« C'est sûrement pas le hasard, y a plusieurs choses. Quand on s'attaque à une bibliothèque, on s'attaque à un service public, donc à la police... Et la bibliothèque, c'est bien souvent, dans ces quartiers, le dernier service public. » Joseph.

Les bibliothécaires qui ont la vision la plus positive de leur travail, ceux qui sont portés par l'espoir et qui accordent une véritable valeur à la mission de la bibliothèque (l'immense majorité des bibliothécaires !), ceux qui parient sur l'avenir des bibliothèques dans les quartiers, voient celles-ci comme de véritables centres sociaux. Beaucoup affirment l'action de la bibliothèque à la fois grâce à une adaptation à la réalité (culturelle) des classes populaires d'aujourd'hui (qui les différencie de celles du passé), à une volonté de sortie des bibliothécaires hors des murs de la bibliothèque, et au partenariat avec les autres acteurs présents sur les quartiers. La bibliothèque se présente ainsi comme un vecteur de renforcement de

l'inscription territoriale des classes populaires. La bibliothèque amènerait la société dans le quartier et permettrait à ses habitants de se projeter au-delà des limites d'une situation d'enfermement. Ainsi, une bibliothécaire d'Aubervilliers décrivait le rôle important que joue la bibliothèque dans l'accompagnement des enfants du quartier qu'elle observe en situation d'errance, voire d'abandon, « *surtout l'été, quand toutes les structures sont fermées et les enfants n'ont plus où aller* ». La bibliothèque devient ainsi « *une force du quartier* » à côté des autres institutions, nombreuses : une maison de l'enfance, un centre de loisirs, une école maternelle et une école primaire, un collège, une coordination du quartier de la mairie, une association artistique. Au-delà de leur rôle classique, les bibliothèques que nous avons visitées vont sortir des murs et vont aller même jusqu'à « *accompagner des enfants sur Paris, en RER, une découverte pour eux, voir une exposition Jacques Prévert à la mairie de Paris, parce qu'ils ne savent même pas ce que c'est de prendre le RER, ils vont découvrir* ». Or, il est vrai que cette « sortie » a pour effet de déstabiliser le rôle du bibliothécaire tellement ces dynamiques sont hétérogènes et étrangères aux représentations classiques d'un métier essentiellement conçu autour du livre. Un autre bibliothécaire nous raconte comment, face à un vol, il est simplement sorti de la bibliothèque pour aller vers le gymnase où il savait qu'il trouverait les auteurs du vol. Il les a interpellés en leur disant fermement que « *je veux que dans l'après-midi vous me rameniez les soixante-quinze euros qui manquent* », ce qu'ils ont fait ; et il ajoute aussi que « *si j'avais porté plainte, ça aurait merdé* ».

Or, comme la plupart des bibliothécaires observent les quartiers à partir d'une image de l'autre (y compris lorsqu'ils y habitent !), cet « autre » va beaucoup influencer les idées d'ouverture de la bibliothèque. L'altérité est pensée par référence à un passé « populaire » dominé par une « classe ouvrière » idéalisée, et surtout en référence à une présence culturelle représentée par des images « *ethniques* ». C'est ainsi que lorsque les bibliothécaires nous rapportent « *ce qui marche* », c'est-à-dire ce qui attire le plus de public, les bonnes actions se résument à quelques centres d'intérêt bien définis : la culture hip-hop, la question raciale et du racisme, la culture « *d'origine* » (le plus souvent présentée comme une culture non lettrée dans les topiques de la danse, la musique, la cuisine...). Parfois, lorsqu'ils parlent de la problématique au cœur des bibliothèques (le manque d'intérêt du

public « adulte »), « *ce qui marche* » sont les activités culturelles pour enfants, la littérature pour retraités (littérature de terroir, romans d'amour) et le sport (représenté dans la lecture de *L'Équipe*).

À la question : « Pensez-vous que la bibliothèque peut être source de violence, que la bibliothèque peut faire violence à quelqu'un ? », environ un tiers des bibliothécaires ont répondu positivement en établissant un lien entre « *la violence* » et « *la culture* », « *le livre* » ou « *les classiques* ». Ainsi, quelqu'un a répondu à cette question par un « *c'est vrai qu'on a d'autres choses que des classiques* ». L'idée est double. D'une part que « *le livre* » et notamment « *les classiques* » peuvent faire violence ou susciter la violence. D'autre part qu'il y a une association la culture-le livre-les classiques-les élites. Dans cette interprétation, les bibliothécaires actualisent cette représentation selon laquelle il y a une forme de production culturelle (« *la culture* ») qui fait violence aux classes populaires des quartiers. La plupart du temps, l'idée est que les bibliothèques font violence aux habitants en provoquant un sentiment de dépossession :

– À votre avis, pourquoi les jeunes prennent-ils pour cible la bibliothèque ?

« Bah parce qu'ils sentent certainement que c'est pas un lieu pour eux. Ils n'ont pas leurs repères. De toute façon, les jeunes qui viennent, c'est que déjà ils sont exclus un petit peu de l'école, donc l'école n'est pas pour eux, la bibliothèque n'est pas pour eux, bon voilà, chez eux, c'est pas pour eux non plus. [...] C'est un lieu pour eux trop étranger pour eux... C'est pas ce qu'ils aimeraient y trouver, c'est une agression, c'est des livres. Et des livres, pour y entrer dedans, pour être à l'aise dans un endroit comme ça, il faut être apaisé dans sa tête, ne pas avoir de soucis. Ou même oser pousser la porte et même s'ils ne prennent pas de livres, y en a certains qui sont là pour parler, pour avoir un peu de... avant de rentrer à la maison, pour parler, pour faire leurs devoirs, pour avoir de l'aide et puis avoir un regard qui ne juge pas, qui pense, qu'on ne le juge pas. » Marie-Christine.

Le problème se présente encore une fois de façon profondément ambiguë et, en conséquence, alimente une tension. D'un côté, l'association « bibliothèque-classiques de la littérature » renvoie à la représentation d'une « élite » qui traiterait avec mépris des classes populaires auxquelles il faudrait reconnaître simplement d'autres intérêts, d'autres priorités et, *in fine*, d'autres goûts. Alors, les

bibliothèques de Plaine Commune participent à l'évolution générale des bibliothèques publiques qui depuis une vingtaine d'années déjà deviennent « médiathèques », diversifient leurs collections, entourent le roi livre d'une multitude d'autres supports qui représentent autant de consommations culturelles s'imposant dans le marché et dans l'évolution des médias. BD, mangas et disques de rap ont trouvé leur place ; dans les coins presse se côtoient la plupart du temps *Le Monde* et *L'Équipe* ; les livres de bricolage ou de cuisine, les méthodes de langue, les guides du bien-être ou les guides pour la recherche d'un emploi semblent bien avoir déplacé le roman du prix Goncourt, la philosophie, la sociologie et la psychanalyse. C'est le sens de la campagne d'affiches sur le thème de « *C'est gratuit !* » et de « *C'est pour tous* » qui a occupé l'espace public des huit villes du réseau et que nous avons citée plus haut. Cette évolution dans la conception des collections, les bibliothécaires la présentent de plusieurs façons. Certains pensent qu'il faut plus de livres « *grand public* » ou ce qu'ils appellent aussi des « *livres d'appel* », c'est-à-dire des livres pratiques (par exemple, méthodes de langue, livres de cuisine ou manuels de bricolage) et plus proches du goût des habitants : « *que les gens trouvent à la bibliothèque ce qu'ils ont déjà à la maison* ». Ces nouveautés s'opposent à une conception jugée ancienne, centrée sur la littérature, mais également autour du « *beau livre* », de ce qui n'était pas à la maison. Maintenant, l'espoir qui se trouve derrière le « *livre d'appel* », c'est qu'il serve d'appât pour amener les lecteurs de leur maison à la bibliothèque et du livre pratique à la culture lettrée.

Or, comme nous l'avons vu, dans un cadre de mutations multiples et dans un univers très réflexif comme celui des bibliothécaires, cette position se trouve à son tour contestée par tous ceux qui pensent que, sans visée éducative, la bibliothèque perd son âme et sa raison d'être. Par ailleurs, il y a effectivement l'idée que la culture serait vécue de telle façon qu'elle « *fait violence* » aux habitants, mais ce serait un sentiment sinon illégitime, du moins irréal de la part de ces derniers. L'idée, c'est qu'une politique de médiation adéquate, qu'un travail d'éducation approprié devraient rapprocher les habitants des quartiers de la culture et leur donner des armes plus sophistiquées pour faire face à une situation de domination dans le cadre de laquelle la culture constitue avant tout un enjeu politique.

Le principal problème auquel doit faire face la bibliothèque au moment d'aller vers les classes populaires résulte du fait qu'elle désocialise, et ceci sur

plusieurs plans. Premièrement, parce que la lecture exige l'isolement, la concentration. Quand on est à côté de quelqu'un qui lit, on sent qu'il est ailleurs, qu'il n'est pas avec nous. Deuxièmement, la lecture renvoie celui qui ne lit pas à son image d'exclu. Et du coup, celui qui lit peut se trouver renvoyé à l'extérieur du groupe. Troisièmement, la lecture casse les collectifs qui, dans les quartiers, se constituent massivement sur d'autres pratiques plus grégaires où le partage n'est pas différé, comme dans le cas de la lecture, à des références communes. Le partage est ici un être ensemble immédiat, en train de faire ensemble. Le rapport à l'écrit à travers internet favorise cette sociabilité, contrairement au « livre », perçu comme plus proche des catégories scolarisées, des goûts bourgeois, des classes moyennes, des groupes rivaux. Enfin, parce que, dans la conjoncture actuelle, la culture écrite véhiculée par l'école, et en ceci la bibliothèque et l'école sont du même côté, est l'une des voies principales par lesquelles certains réussissent à « s'en sortir ». C'est-à-dire à s'inscrire dans une dynamique de promotion sociale qui extrait certains (les « meilleurs » ?) du groupe d'appartenance. Ce sont ceux qui ont le plus de chances de quitter le quartier et souvent de s'éloigner de leur milieu et même de leur famille. Paradoxalement, ce travail de promotion contribue fortement au départ des « couches moyennes », dont on a entendu beaucoup de bibliothécaires dénoncer les effets d'appauvrissement des quartiers, où finiront par se concentrer ceux qui seront restés. C'est pourquoi le lecteur en milieu populaire suscite une sanction de la part du groupe qui naturellement se défend de ce qu'il perçoit comme une menace à sa cohésion. Et la bibliothèque, avec l'école, sont les agents extérieurs qui amènent des pratiques et des voies de socialisation incitant certains à quitter le groupe.

« Ils ont du mal à devenir autonomes, à s'isoler, à être seuls avec un livre, après, à un moment donné, lâcher l'album et aller vers les premières lectures, les premiers romans. C'est quelque chose qu'ils ont beaucoup de mal à faire, peut-être qu'on leur a donné une mauvaise habitude, à toujours les accompagner, à lire. C'est vrai que c'est des enfants qui sont beaucoup dans un rapport, ils fonctionnent beaucoup en groupe, ils viennent à plusieurs, ils font leurs devoirs, ils sont tous agglutinés sur une même table, ils ont beaucoup de mal à être seuls. La lecture est un plaisir solitaire, il faut être, il faut avoir cette capacité à s'isoler, à rentrer un peu en soi pour plonger dans l'histoire. C'est quelque chose, je pense, qu'ils ont énormément de mal à faire. C'est vrai que, là-dessus, ils ne sont pas forcément bons lecteurs. Bon c'est sûr qu'ils ont un niveau de lecture assez faible. » Émilie.

La clôture du sanctuaire

François Dubet insiste sur l'enceinte à la fois symbolique et physique qui entoure l'école et la sépare des familles et du quartier, une enceinte qui permet de délimiter un espace séparé, qui devrait contribuer à la préservation d'une certaine sacralité pour cet espace ainsi maintenu à l'écart des forces communautaires et des conflits sociaux³⁹⁹. Cette séparation sert aussi à Dubet d'outil analytique pour distinguer les formes de violence associées à l'institution scolaire. Il sépare ainsi les « violences extérieures à l'école », les « violences dans l'école » et les « violences antiscolaires »⁴⁰⁰. On peut dès lors identifier un type de comportement « anémique » à partir des formes d'indiscipline constitutives du rapport des jeunes à l'école dans un cadre de distance sociale des élèves par rapport à la culture scolaire. Ce sont là les violences qui ont lieu dans l'école et qui font le quotidien du travail enseignant dans ce type de quartier, une problématique définie par les enseignants en termes d'« indisciplines ». Les deux autres formes de violence (celles « extérieures à l'école » et celles qualifiées d'« antiscolaires ») obéissent à d'autres raisons. Selon Dubet, il y a une forme de violence qui est importée à l'intérieur de l'enceinte scolaire. C'est le cas des « règlements de comptes » entre jeunes, une violence qui éveille une demande sociale de fermeture de l'école, de séparation encore plus marquée entre l'école et le quartier : il faut augmenter les dispositifs de sécurité, rehausser les enceintes, durcir les contrôles à l'entrée des établissements. Cette forme de violence se distingue ainsi clairement de la première en ce que l'une est intrinsèque à l'institution tandis que, dans l'autre, l'école souffre du contact avec son environnement. Enfin, les « violences antiscolaires » résultent, quant à elles, de la résistance au pouvoir de l'institution et sont orientées contre l'école elle-même. Elles sont l'expression contemporaine du conflit d'une fraction des classes populaires avec l'État. Les violences antiscolaires « se portent contre l'établissement, contre les enseignants, contre les élèves qui “collaborent” avec l'école, ce sont celles qui apparaissent comme les plus dangereuses [...]. Dans les établissements où les élèves ont été orientés contre leur gré, là où domine souvent

³⁹⁹ Cf. DUBET, François : « Hors du monde », p. 25-29, et « Le sanctuaire », p. 29-31, in *Le Déclin de l'institution*, op. cit.

⁴⁰⁰ Cf. DUBET, François : « Quelles formes de violence à l'école », in *Faits d'école*, op. cit., p. 105-111.

l'échec scolaire, le groupe des élèves ne se construit pas à côté mais contre l'école [...]. Parce qu'ils sont en situation d'échec et se sentent humiliés par l'école qui ne peut leur donner qu'une image dévalorisante d'eux-mêmes, ils choisissent de défendre leur dignité en créant, dans la communauté des garçons en particulier, une hiérarchie de valeurs qui renverse celle de l'école [...]. Le leader du groupe de jeunes est alors celui qui ne se "compromet" pas avec les enseignants, celui qui ne se laisse pas faire et impressionner par les punitions, celui qui peut devenir violent et régler ses comptes lui-même contre un enseignant qui l'aurait humilié devant la classe »⁴⁰¹.

Sur un plan analytique, les bibliothèques ne peuvent évidemment pas être confondues avec l'institution scolaire. Les raisons en sont multiples. L'institution scolaire classe les individus par âge, les bibliothèques sont « tout public ». L'école est fermée et maintient les élèves à l'écart de la vie sociale pendant un temps défini et précis, la bibliothèque est ouverte et les usagers sont libres d'entrer et sortir à leur gré. L'école est obligatoire, la fréquentation d'une bibliothèque facultative. L'institution scolaire sanctionne, qualifie et donne des diplômes selon un système de mérite, la bibliothèque n'exige en retour que la restitution des documents empruntés. Les sanctions et les diplômes sont attribués à l'école par un personnel investi par l'État de la capacité « objective » de juger, d'évaluer et de sanctionner. Contrairement aux bibliothèques, les écoles fonctionnent selon un « programme » prédéfini auquel doivent se plier enseignants et élèves. De la performance scolaire dépendent, enfin, les chances de réussite sociale, surtout pour les classes populaires. Cependant, au vu des analyses de François Dubet, à entendre les habitants des quartiers et les usagers, le rapprochement entre l'école et la bibliothèque est là. Et à entendre les hommes politiques et les journalistes qualifier les unes et les autres, on voit bien que l'école et la bibliothèque se trouvent dans le même champ symbolique, comme le montrent les chroniques publiées par *Le Télégramme de Brest* lors de l'incendie de l'école et la bibliothèque du quartier de Pontanézen :

« Le conseiller municipal Fortuné Pellicano réagit avec indignation aux actes de vandalisme perpétrés ces derniers jours, dans plusieurs équipements publics, à Pontanézen et à Sanquer. *“Ce qui s'est produit ces derniers jours, à quelques heures d'intervalle, contre des équipements publics brestois, est tout*

⁴⁰¹ *Ibid.*, p. 108.

simplement scandaleux”, dénonce Fortuné Pellicano. Cocktails Molotov à la médiathèque de Pontanézen, incendie criminel à l'ex-école Nattier et mise à sac de l'école Sanquer : cette trop longue série d'actes criminels est inacceptable. “Car, à ce niveau, il ne s'agit plus d'incivilités pardonnables mais bel et bien d'actes criminels condamnables. Saccager des écoles et une médiathèque montre bien que les lieux publics sont de plus en plus les cibles gratuites de déchaînements imbéciles. Tous les pouvoirs publics, que ce soient les collectivités locales, la police et la justice, doivent montrer leur détermination face à ces actes honteux.” »⁴⁰²

« Après les saccages perpétrés dans la nuit de samedi à dimanche, dans les locaux de l'école publique maternelle et primaire Sanquer et peu de temps après les incidents de Pontanézen, les élus de l'Union de la droite et du centre, dans un communiqué, se déclarent “scandalisés par ces actes inacceptables”. Pour Marie-Annaïck Moal, membre du conseil d'administration de la maternelle et qui s'est rendue sur place, hier après-midi, “il est plus que temps d'être intransigeant avec ces voyous. L'école est et doit rester un sanctuaire. S'y attaquer, c'est porter atteinte à la population, pour qui l'école est un symbole fort. On attaque une médiathèque à coups de cocktails Molotov, on incendie une école désaffectée, on pille et vole un groupe scolaire” ... Où cela se terminera-t-il ? »⁴⁰³

« “S'attaquer à une école et à une médiathèque, ça en dit long sur l'état d'esprit des auteurs de ces actes, s'indigne Hosny Trabelsi. La médiathèque est notamment utilisée par toute une équipe qui y organise des spectacles et des animations, afin de transmettre le goût de la lecture. Une fois de plus, c'est un peu tout le monde, ici, qui est pénalisé par des comportements aussi stupides [...] Nous avons, ici, un millier de jeunes et, seuls, peut-être dix ou quinze petites cervelles fragiles qui mettent le bazar. Avec, désormais, des jeunes d'autres quartiers qui débarquent à Ponta, avec dans l'idée que c'est l'endroit le plus chaud de Brest et même de Bretagne... Il faut dire que le reportage de France 2 nous a fait beaucoup de mal⁴⁰⁴. Là, c'est comme s'ils avaient obtenu leur palme d'Or” ... Et maintenant ? “On va se retrousser les manches, comme d'habitude. Avec le programme de rénovation urbaine, nous sommes en train de construire un beau quartier. Alors, il en faudrait plus pour nous décourager!” »⁴⁰⁵

⁴⁰² « Pontanézen, école Sanquer. Des actes criminels », *Le Télégramme*, Brest Ville, 2 juin 2009. <http://brest.letelegramme.com>

⁴⁰³ « École Sanquer, Pontanézen. Les élus UDC scandalisés », *Le Télégramme*, Brest Ville, 3 juin 2009. <http://brest.letelegramme.com>

⁴⁰⁴ Allusion à un reportage du magazine « Envoyé spécial », diffusé quelques semaines auparavant. Note D.M.

⁴⁰⁵ « Pontanézen. Incendie criminel contre une école désaffectée », *Le Télégramme*, Brest Ville, 31 mai 2009. <http://brest.letelegramme.com>

Notre système politique exige que l'école comme la bibliothèque soient délimitées comme un espace protégé des conflits sociaux, politiques, religieux. Cet espace sanctuarisé est l'espace d'un individu séparé de sa sociabilité. Ainsi abstrait, l'individu est érigé en citoyen. École et bibliothèque se définissent de cette façon comme des espaces politiques selon une conception qui conçoit le politique dans le sens d'une « émancipation » de l'individu vis-à-vis de sa condition sociale, celle-ci étant conçue comme une « adhérence », comme quelque chose qui colle à la peau de l'individu et dont le sujet devrait se débarrasser pour aller libre de toute attache vers la citoyenneté. L'individu « réel », aurait dit Marx, est ainsi laissé au quartier et à sa famille⁴⁰⁶. L'école, quant à elle, ne reçoit que l'enfant de la République. Mais dans cette définition de l'individu comme citoyen au sein d'un espace séparé de sa sociabilité, il peut finalement être écrasé dans sa politicalité. Pourquoi ? Parce que cette vision de l'espace politique sanctuarisé et lavé du social exige notamment des classes populaires qu'elles abandonnent les modes de mise en acte de la politique qui leur sont spécifiques et avec lesquelles elles tentent souvent de se défendre des modes de domination dont elles souffrent. De surcroît, cette conception des institutions comme si elles étaient des espaces neutres empêche de voir leur participation à ces modes de domination et leur qualité d'agents sur le monde social.

Encadré 11 :

Incendies de la bibliothèque Jo-Fourn dans le quartier de Pontanézen, à Brest

« Des cocktails Molotov, lancés à travers une vitre préalablement brisée, ont noirci nombres de livres de la médiathèque Jo-Fourn. Conséquence : au moins 15 jours de fermeture au public.

Ici, personne n'a oublié cette triste soirée de juin 2000, quand la bibliothèque fut réduite en cendres. Reconstituée, elle a aujourd'hui pris le nom de médiathèque Jo-Fourn. Hier, les habitants du quartier ont trouvé porte close, les vitres s'ornant d'un simple avertissement : "Fermé pour travaux". Car il s'en est fallu de peu que les événements d'il y a neuf ans se reproduisent. Au cours de la nuit précédente, peu après minuit, des inconnus ont en effet brisé l'une des vitres du bâtiment. Ils ont ensuite jeté à l'intérieur plusieurs cocktails

⁴⁰⁶ MARX, Karl : *Sur la question juive*, Paris, La Fabrique, 2006 (*Zur Judenfrage*, Paris, 1844).

Molotov. Fort heureusement, seuls deux ont véritablement explosé. L'alerte a été donnée vers 0 h 45.

Grosse fumée : Rapidement sur place, les pompiers ont circonscrit le sinistre. Les dégâts sont néanmoins importants. Les flammes ont détruit une trentaine de livres, des romans du rayon enfants. Mais les engins ont surtout provoqué un épais dégagement de fumée qui a dégradé plusieurs parois et revêtements. La suie a également souillé nombre de livres. Dès le début de la matinée, le personnel s'est affairé à nettoyer ce qui pouvait l'être. Dans l'après-midi, la sentence est tombée : pour venir à bout de tout le nettoyage, pas moins de deux semaines seront nécessaires. Hier soir, les investigations des policiers n'avaient abouti à aucune interpellation. Des témoignages ont fait état de la « présence de jeunes » dans le secteur au moment de l'alerte. Rien à voir, toutefois, avec un contexte de violences urbaines. C'est d'ailleurs l'hypothèse d'une « vengeance » qui est apparemment privilégiée par les enquêteurs. Des adolescents, priés de quitter la médiathèque récemment, parce que trop bruyants, auraient mal accepté les remontrances. Rappelons que le centre d'animation de la Confédération syndicale des familles (Cap-CSF) a aussi été victime d'un début d'incendie, le 3 mai. »

Alain Coquil : « Pontanézen. Cocktails Molotov à la médiathèque », *Le Télégramme*, Brest Ville, 30 mai 2009. <http://brest.letelegramme.com>

« Hier soir, à 22 h 30, les pompiers de Brest sont intervenus pour éteindre un incendie dans l'ancienne école Nattier, au cœur du quartier de Pontanézen, à Brest. Selon les premières constatations, le feu avait délibérément été allumé dans un tas de chiffons et de bois. Il semblerait que les flammes aient endommagé le toit de l'établissement. Pendant de longues minutes, une fumée très épaisse s'est dégagée du bâtiment. Une quinzaine de pompiers sont intervenus sur ce sinistre à l'aide de deux fourgons et de la grande échelle. En une demi-heure, ils sont venus à bout des flammes. Déjà, dans l'après-midi, des cocktails Molotov avaient été lancés dans la médiathèque Jo-Fourn, à travers une vitre préalablement brisée, noircissant quelques livres. Les lieux devraient être fermés au public au moins durant quinze jours. Le 3 mai dernier, le centre d'animation de la Confédération syndicale des familles (Cap-CSF) du même quartier avait lui aussi été incendié. »

« FINISTÈRE. Incendie criminel. Une ancienne école prise pour cible à Brest », *Le Télégramme*, Brest Ville, 30 mai 2009. <http://brest.letelegramme.com>

« Quelques heures après la médiathèque Jo-Fourn, l'ex-école Nattier, à Pontanézen, a, à son tour, été la cible de vandales, vendredi soir. Un acte toutefois sans conséquence pour le quartier. Le 3 mai, le centre d'animation du Cap-CSF était la proie des flammes. Dans la nuit de jeudi à vendredi, des cocktails Molotov étaient jetés à travers des vitres de la médiathèque Jo-Fourn, y mettant le feu. Et, vendredi soir, des vandales tentaient d'incendier un bâtiment de l'ex-école Nattier. Selon l'enquête, les auteurs du sinistre ont délibérément mis le feu à des papiers, des livres et des chiffons, après les avoir rassemblés dans une salle de l'école. L'intervention rapide des pompiers, prévenus par un riverain, a permis de limiter les dégâts. Seuls le plafond et les murs de la pièce d'où est parti le feu ont été endommagés. Depuis deux mois et l'aggravation, en appel, de peines de prison prononcées contre des Brestois, poursuivis dans le cadre de violences urbaines, commises en novembre 2005 (dont des coups de feu tirés contre des policiers), des équipements de Pontanézen sont régulièrement la cible d'actes de vandalisme.

Promise à la destruction : Le dernier en date, cependant, n'aura guère de conséquence, comme l'explique Hosny Trabelsi, adjoint chargé du quartier de l'Europe : « L'école Nattier est fermée depuis 2007 et des opérations de désamiantage doivent y démarrer la semaine

prochaine. Le bâtiment sera détruit et, à sa place, seront bâties des maisons de ville.”
L’incendie, la veille, de la médiathèque Jo-Fourn, en revanche, va se traduire par une fermeture de 15 jours et des dégâts dont le coût est estimé à 20 000 euros. »
Patrice Le Berre : « Pontanézen. Incendie criminel contre une école désaffectée », *Le Télégramme*, Brest Ville, 31 mai 2009. <http://brest.letelegramme.com>

S’il est vrai que l’espace du service public doit être protégé des conflits et des influences sociales ou politiques qui risquent de le coloniser, il est tout aussi vrai qu’une sociologie qui limite son champ d’analyse à un segment de la réalité ainsi définie par cet idéal de la citoyenneté abstraite risque de laisser trop de choses hors champ. Une sociologie qui se limiterait de cette façon risque de contribuer à la condamnation de tous ceux qui sont victimes de ces institutions censées les intégrer. La distinction proposée par François Dubet possède une productivité importante pour l’analyse des conflits qui entourent l’école et jusqu’à un certain point on peut la mobiliser pour comprendre le cas des bibliothèques. Comme les enseignants, les bibliothécaires nous disent être confrontés quotidiennement aux « indisciplines » ou aux « incivilités » des jeunes qui ne veulent pas se plier au règlement. Et tout comme pour l’institution scolaire, les conflits du quartier semblent pénétrer l’enceinte de la bibliothèque et perturber le sanctuaire. D’où la perplexité des bibliothécaires lorsqu’ils disent : « Nous n’y sommes pour rien. » Mais la distinction extérieur/intérieur prise dans l’absolu risque d’entériner sur le plan de l’analyse ce qui est justement en question : la séparation (ou l’intégration) de la bibliothèque d’avec le quartier. Si elle maintient cette coupure sans la questionner, la sociologie pourrait contribuer à une double naturalisation. D’une part, elle pourrait entériner le rapprochement entre l’école et la bibliothèque et tendre à laisser ainsi entendre que les unes et les autres doivent fonctionner sur le même mode. D’autre part, elle entérinerait la sanctuarisation de l’espace de la bibliothèque conçu comme un espace séparé des conflits sociaux qui traversent les quartiers. Procédant ainsi, nous rendons plus difficile la prise en compte de la bibliothèque comme étant un « acteur » qui participe pleinement de l’espace conflictuel des classes populaires.

Cette idée de séparation et, surtout, de dépouillement de l’individu pour pouvoir entrer dans le sanctuaire va parfois très loin. Ainsi, il y a le problème des

signes religieux et des « *salam aleykum* » qui dérangent les bibliothécaires et dont nous avons déjà parlé. Ainsi, il y a l'exigence imposée parfois de façon rédhibitoire aux jeunes d'enlever les écouteurs et la casquette ou la capuche, comme à l'église on enlève son couvre-chef. Ainsi, les exigences de retenue dans la conduite à l'intérieur de la salle de lecture (exigence de garder un minimum de silence, de ne pas courir, de ne pas parler au téléphone ou de ne pas manger) sont parfois vécues comme des exigences de dénuement identitaire – sans vouloir aller trop loin, un peu à la manière dont Erving Goffman a décrit le dépouillement identitaire opéré par les institutions totalitaires sur les individus, coupe de cheveux, obligation d'abandonner ses habits, etc.⁴⁰⁷ Cette volonté de séparation de la bibliothèque par rapport à la vie du quartier se voit renforcée par la présentation de la réalité conflictuelle à laquelle participe la bibliothèque en termes de « violence ». Dans la problématisation des tensions, le mot « violence » remplace le mot « conflit » et parfois même celui de « contestation » ou d'« opposition à ». Or, il convient de sortir ce magma de conduites, de comportements et de faits en dehors de l'enfermement que sa catégorisation en termes de « violence » implique. Non qu'il n'y ait pas de violence dans nombre de ces actes, ou qu'ils ne fassent pas violence à beaucoup. De la violence, il y en a, et certains actes ou comportements « font violence », ce qui n'est pas pareil. Mais le problème vient du fait que le terme « violence » renvoie à une unidirectionnalité de l'acte. L'action va nécessairement de l'auteur à sa victime. Au contraire, si on pense en termes de « conflit », une réciprocité de l'action s'ouvre immédiatement. Une réciprocité entre deux parties ou plus qui se trouvent donc en situation d'opposition, de dispute ou de confrontation. Et, en cas de conflit, s'ouvrent beaucoup de questions et de problèmes que l'idée de « violence » obture. Quel est l'objet du conflit ? Qui a raison ? Comment cela a-t-il commencé ? Comment résoudre le contentieux ?, etc.

⁴⁰⁷ GOFFMAN, Erving : *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*, op. cit.

Closer, Closed and Open

Comme nous l'avons vu, les bibliothécaires répètent à qui veut l'entendre qu'ils ne sont pas des enseignants. Une chose les distingue. Tandis que maîtres et professeurs font de la lecture une obligation et un programme, eux sont là pour la « *lecture plaisir* ». Pas d'utilitarisme ni d'instrumentalisation, pas de calcul, pas de contrainte. Du plaisir. Voilà une fiction par laquelle ils cherchent à se maintenir dans un espace protégé. Car contrairement aux institutions scolaires, ils seraient « innocents » du point de vue des conflits sociaux, des dynamiques d'exclusion et des formes de domination auxquelles participeraient celles-ci. Ils ne demandent donc qu'à être maintenus à l'écart des conflits. Et peu importe le caractère fallacieux de cette représentation de soi. Ce qui compte, c'est la distinction qu'elle opère entre les deux institutions, école et bibliothèque, les deux professions et les deux champs sociaux. Ainsi, prétendent les bibliothécaires, ce n'est pas pareil d'entrer à l'école ou au collège que d'entrer dans la médiathèque du quartier. Celle-ci serait ouverte comme un espace public, comme un espace de liberté pour qui veut la prendre. Elle est ouverte, « *tout public* », cherche à devenir de plus en plus accueillante et moderne, à élargir ses collections à des conceptions de moins en moins « élitistes » de la culture, elle fait des efforts pour ajouter d'autres contenus plus familiers dans la royauté du « livre ».

Ainsi, essayant de comprendre comment sont fixées les limites symboliques de la bibliothèque, nous avons interrogé les bibliothécaires à propos de *Closer*, un magazine de la « presse *people* ». L'idée nous est venue après avoir appris que, courant 2008, les bibliothécaires de Plaine Commune avaient débattu et s'étaient disputés à propos de l'inclusion ou pas de ce quotidien, qui se présente lui-même comme étant « *Le premier féminin people. News, actualités, scoops, potins, look, mode de stars, tout sur les célébrités et aussi des histoires vécués, forums, programme TV : tout est dans Closer* ». Les arguments échangés à son propos sont de deux types. Un groupe, bien minoritaire, soutient que, si on veut que les gens viennent à la bibliothèque, il faut leur donner à lire ce qu'ils aiment, et les gens aiment lire la presse « *people* ». Avec une nuance, certains dans ce premier groupe prétendent que ce type de lecture peut fonctionner comme un appât permettant de « *les amener vers autre chose* », cette autre chose étant sous-entendue comme des lectures plus « sérieuses ». La majorité s'y oppose, prétendant que la bibliothèque

ne peut pas sacrifier sa fonction éducative et que céder à ce type de publication constitue une abdication, « *la bibliothèque n'est pas là pour offrir ce que les gens trouvent déjà dans les supermarchés* », synthétise un bibliothécaire. Mais surtout, beaucoup trouvent cette publication de mauvais goût, la qualifiant même de « *basse littérature* », répugnés par ce caractère presque pornographique où la vie sentimentale, intime et sexuelle des célébrités est exhibée par un journalisme qui ne s'occupe d'autre chose que d'étaler la vie privée des personnalités publiques à la vue de tous. C'est du potin, et on le sait, « le potin est un signe de race des petites gens et des petits esprits »⁴⁰⁸. La presse *people* est considérée comme pornographique parce qu'elle se fonde, il est vrai, sur l'alliance de l'exhibitionnisme des célébrités et du voyeurisme du public. Et comme on le sait, la pornographie est l'une des limites à l'ouverture des collections des bibliothèques. *Closer* et la presse *people*, c'est du voyeurisme. Pour le cas de Plaine Commune, le débat n'est pas clos, et 8 bibliothèques sur 23 sont abonnées à la publication qu'ils mettent en rayon « adultes » (pour 7 d'entre elles) ou « presse ». En tout cas, quand nous avons interrogé les bibliothécaires sur ce qui devait être dans une bibliothèque de quartier et ce qui ne devait pas y être, la presque totalité se sont réfugiés derrière le « Manifeste de l'Unesco », notamment lorsqu'il indique que « Les collections et les services doivent être exempts de toute forme de censure, idéologique, politique ou religieuse, ou de pressions commerciales »⁴⁰⁹. Cependant, ils ont tout de suite ajouté : « à l'exception, évidemment, des documents à contenu raciste ou pornographique ». Or, la presse *people* pose énormément de problèmes à ce système classificatoire et déstabilise les bibliothécaires pour une raison très simple. Ils sont persuadés que les habitants des quartiers lisent ce type de presse et sont même gourmands de ce genre de littérature. Mais ils sont incapables de faire une interprétation sur le contenu de ce type de magazine et sur les lectures auxquelles ils peuvent donner lieu.

⁴⁰⁸ MAUPASSANT, Guy de : « Correspondance », in *Contes et nouvelles*, tome I, Paris, Gallimard, coll. « La Pléiade », 1974 (*Contes divers*, 1982). Dans ce même texte, composé de lettres échangées entre une nièce et sa tante, on peut lire aussi : « Mais il est une chose qui m'exaspère et me choque par-dessus tout, c'est la liberté qu'ils prennent à parler en public » ; « ils » étant ici « les hommes », « les chasseurs » toujours grossiers.

⁴⁰⁹ Cf. Manifeste de l'UNESCO sur la bibliothèque publique.

http://www.unesco.org/webworld/libraries/manifestos/libraman_fr.html Consulté le 6 juin 2011.

Raymond Williams a attiré l'attention sur les effets de la classification de la littérature en termes de production d'un ordre culturel qu'il qualifie d'« hégémonie ». Celle-ci est une conséquence directe notamment de l'isolement de la « fiction » comme un genre littéraire à part, de la séparation de la vérité intérieure (subjective) de la vérité « extérieure » (objective). Selon Williams, ces distinctions fondamentales sont tributaires, en dernière instance, de la séparation bourgeoise entre individu et société. Et surtout, plus profondément pour ce qui nous intéresse, ces distinctions donnent lieu à la distinction entre le moment de l'« intention » (dans l'acte d'écrire) et le moment de la « critique » propre à la lecture⁴¹⁰. Les observations des bibliothécaires à propos de leurs collections et de la lecture et, dans notre cas, de la presse *people*, peuvent être interprétées dans ce cadre général où ce qui importe ce sont les « effets » que la lecture de ce type de littérature peut avoir sur la culture des classes populaires⁴¹¹. Il s'agit, après tout, d'une presse qui, d'un côté, casse les barrières du public et du privé et attire l'attention du lecteur sur ce qui ne nous intéresse pas (la chambre à coucher et l'affectif). De l'autre côté, cette presse entraîne le lecteur vers un monde de fantaisie et de familiarité. Le lecteur est ainsi complètement détourné des vrais centres d'intérêt politiques, avec tous les effets de domination que cela peut entraîner. « *Au lieu de s'intéresser à la marche de l'économie et aux décisions du gouvernement, les gens perdent leur temps avec les histoires du président de la République et son épouse !* »

Mais c'est surtout Robert Darnton qui nous fournit un cadre d'interprétation pour ce rôle de la bibliothèque comme institution de classification et de prescription de la lecture que nous examinons ici à travers l'exemple de la presse *people*. Dans ses travaux sur l'univers de la littérature clandestine au XVIII^e siècle, il a notamment attiré l'attention sur la classification opérée par la police de l'Ancien Régime à propos des livres considérés comme « dangereux »⁴¹². La police renvoyait à la

⁴¹⁰ WILLIAMS, Raymond : *Marxism and literature*, op. cit., p. 153 sq.

⁴¹¹ Dans le cadre d'un échange entre bibliothécaires pour décider si *Closer* devait être intégré aux collections ou pas, une bibliothécaire a dit qu'elle laissait sa fille de 13 ans lire ce magazine mais à condition de la faire avec elle (la mère). Elle a indiqué alors que « *peut-être il faut faire pareil* [à la bibliothèque] ».

⁴¹² Cf. DARNON, Robert : *Édition et sédition : l'univers de la littérature clandestine au XVIII^e siècle*, Paris, Gallimard, 1991 (*The Literary Underground of the Old Regime*, 1982). Voir aussi, du même

clandestinité toute une série de livres catalogués comme « philosophiques ». Or ce qui surprend l'observateur contemporain, c'est que cette catégorie de livres « philosophiques » comprenait aussi bien des titres de philosophie devenus pour nous des classiques, comme l'œuvre de Rousseau, que d'autres que nous qualifierons sans hésiter de « pornographiques », où l'objet était la représentation publique de l'obscénité ou, plus précisément, qui mêlaient obscénité et scandale⁴¹³. Ce qui surprend, c'est que ces deux catégories puissent être mêlées, philosophie et pornographie confondues alors que nous maintenons ces deux genres radicalement séparés. Pourquoi mettre la pornographie dans le même sac que la philosophie ? Pourquoi ces deux genres étaient-ils considérés comme dangereux au même titre, et classés de la même manière ? Pourquoi les livres de pornographie étaient-ils considérés comme « philosophiques » ? Et, ce qui peut nous paraître plus surprenant encore, pourquoi les auteurs eux-mêmes, dans certains cas, comme dans le cas de Mirabeau, étaient-ils écrivains d'un genre et de l'autre ? Pourquoi l'œuvre de Rousseau était-elle considérée comme « philosophique » au même titre que des textes qui décrivaient des actes sexuels et du voyeurisme ? Pour deux raisons, nous dit Darnton. Premièrement, parce que la police d'Ancien Régime considérait cette littérature (philosophique et pornographique) comme dangereuse. Elle envoyait ainsi dans la clandestinité tous les livres qui offensaient l'Église, l'État ou la morale. Ainsi éditeurs, distributeurs et libraires cohabitaient dans un monde d'illégalismes avec auteurs et lecteurs, un monde fait de circuits qui allaient de l'auteur aux imprimeurs établis en Suisse ou en Belgique pour revenir par des chemins sinueux jusqu'à la périphérie de Paris et être vendus sous le manteau par des libraires au cœur même de la capitale. Mais il faut chercher la deuxième cause de la confusion de ces deux genres dans les motifs par lesquels la pornographie devenait « philosophie ». La pornographie n'était pas dangereuse parce qu'elle pouvait porter

auteur : « Vies privées et affaires publiques sous l'Ancien Régime », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 154, Paris, Le Seuil, 2004, p. 24-35.

⁴¹³ Bien que la littérature érotique soit très ancienne, la pornographie comme telle n'existait pratiquement pas à la fin du XVIII^e siècle, bien que le mot ait été inventé en 1769 par Restif de la Bretonne dans *Le Pornographe ou Idées d'un honnête homme sur le projet de règlement pour les prostituées*. La pornographie naît pendant le XIX^e siècle, lorsque les bibliothécaires ont mis sous clef les livres qu'ils considéraient comme sales dans « l'Enfer » de la Bibliothèque nationale ou dans le *Private Case* du British Museum. Cf. DARNTON, Robert : *The forbidden best-sellers of pre-revolutionary France*, London/New York, W.W. Norton, 1995, notamment le chapitre III, partie II, « La philosophie pornographique ».

atteinte à l'intégrité morale des individus, comme aujourd'hui. Elle était dangereuse parce qu'elle sapait les bases morales du régime. Que décrivaient très précisément ces livres pornographiques ? Ils racontaient la corruption des mœurs de l'aristocratie, de la noblesse, des membres du gouvernement et de l'Église. Ils décrivaient la sexualité des hommes et des femmes du pouvoir, permettant aux lecteurs de voir ce que l'écran de la représentation publique du pouvoir rendait invisible. La connivence malsaine et corrompue des gens du pouvoir était mise à nu. On pouvait voir, à travers les descriptions minutieuses et le luxe des détails, les actes sexuels entre la comtesse et l'abbé. Des descriptions où le narrateur met souvent le lecteur à la place d'un voyeur. Et pour cela il faut aller voir non pas ce qui se passe là où le pouvoir se met en scène mais là où il se cache, là où les véritables rapports entre les hommes et les femmes ont lieu. Des rapports sexuels qui sont en général cachés au peuple mais qui permettent de comprendre la véritable sociabilité du pouvoir. Les hiérarchies sociales et politiques sont ainsi désacralisées, les autorités deviennent des femmes et des hommes communs ou, pire encore, totalement immoraux et corrompus. On peut alors se moquer d'eux et les connaître dans leur véritable vie. C'est probablement là qu'a vu le jour cette image d'une noblesse ignoble devenue depuis sens commun. Surtout lorsque, à la corruption sexuelle et aux tromperies d'alcôve s'ajoutent des conflits économiques, des vols, des héritages où l'intérêt privé et matériel le plus immédiat est totalement confondu avec l'exercice du pouvoir. Les livres pornographiques étaient classés comme dangereux à côté des livres philosophiques parce que les uns comme les autres traitaient de politique, de la réalité du politique et non pas de son idéal. C'est dans ce sens que ces deux genres de livres ont joué un rôle émancipatoire ou préparatoire de la Révolution, si l'on veut⁴¹⁴.

La confusion entre pornographie et philosophie, littérature érotique et libertine est courante parmi beaucoup de philosophes comme Diderot car elle était pour eux une conséquence de l'exercice de la liberté et de l'esprit critique. Darnton étudie un exemple très intéressant dans l'un des plus importants « *best-sellers* » de

⁴¹⁴ Et c'est parce qu'ils s'inscrivent dans le cadre d'un long processus de transformation culturelle démarré au siècle précédent sous la forme d'un « processus de civilisation » (Norbert Elias) que cette critique de la morale de l'Ancien Régime a été efficace. Cf. CHARTIER, Roger : *Les Origines culturelles de la Révolution française*, réédition avec une postface inédite de l'auteur, Le Seuil, Paris, 2000 (1^{re} édition, 1990).

l'époque, *Thérèse philosophe* (un temps attribué à Diderot)⁴¹⁵. « Bien qu'elle soit dans l'air de son temps, la combinaison de sexe et de philosophie dans *Thérèse philosophe* choque le lecteur moderne. Comme dans beaucoup de cas de la tradition pornographique, le récit est fait d'une série d'orgies, mais articulées par une série de dialogues métaphysiques qui ont lieu pendant que les couples retrouvent leur souffle et récupèrent leurs forces pour la suivante ronde de plaisir. Copulation et métaphysique, rien n'est plus éloigné dans la mentalité moderne, mais plutôt proche de l'esprit libertin du XVIII^e siècle. »⁴¹⁶ Le livre s'inspire de toute une série d'affaires célèbres dans la période prérévolutionnaire et très concrètement de l'affaire « Dirrag », surnom donné dans l'ouvrage à Jean-Baptiste Girard. Celui-ci fut le recteur jésuite du séminaire de la Marine royale de Toulon, accusé par une jeune fille dont il était le confesseur d'avoir profité de sa condition de « directeur de conscience » pour la séduire. L'affaire donna lieu à une série de pamphlets sensationnalistes où on dénonçait le cas, notamment après l'acquiescement de Girard par le parlement d'Aix, en 1731. *Thérèse philosophe* avait tout pour attirer l'imagination anticléricale : « sexe et fascination, jeux sales dans le confessionnal et le dévoilement du jésuitisme. [...] En traitant ces thèmes, *Thérèse philosophe* semblait raconter une histoire vraie »⁴¹⁷. Ce type de littérature « philosophique » érode les bases morales de l'Ancien Régime par plusieurs chemins. Mais, pour ce qui nous intéresse, un élément est particulièrement important : comme dans le cas de *Thérèse philosophe* mais aussi dans beaucoup d'autres, ces textes construisent une communauté de citoyens face au despotisme : « la distribution des rôles met les lecteurs et les écrivains dans une même communauté de citoyens [...] unie face à un même ennemi » : le pouvoir despotique⁴¹⁸. Et dans cette division, est essentielle la stratégie qui met narrateur et lecteur à regarder les espaces interdits du pouvoir, comme des voyeurs. Une fois ce point de vue adopté, « la politique devient simplement la lutte pour le pouvoir et un conflit de personnalités, l'une plus

⁴¹⁵ *Thérèse philosophe. Mémoires pour servir à l'histoire du père Dirrag et de mademoiselle Eradice*, probablement écrit par le marquis d'Argentan et publié en 1748, selon Darnton.

⁴¹⁶ DARNTON, Robert : *The forbidden best-sellers...*, op. cit. Les citations correspondant à cet ouvrage sont tirées de l'édition argentine : *Los best sellers prohibidos en Francia antes de la revolución*, Buenos Aires, Fondo de cultura económica, 2008, p. 147. J'ai traduit.

⁴¹⁷ *Ibid.*, p. 148.

⁴¹⁸ *Ibid.*, p. 205.

perverse que l'autre »⁴¹⁹. Le lecteur était souvent « introduit dans le monde secret des bordels où il pouvait observer les personnages les plus célèbres en train de jouer avec l'avenir des autres et avec la destinée de la France ». Dans certains cas, la disqualification du pouvoir et de l'autorité résulte d'autres procédés. C'est le cas des *Anecdotes sur Mme la comtesse Du Barry* (1775) où ce sont les capacités sexuelles de la protagoniste qui lui permettent de passer « de lit en lit, d'un bordel au trône »⁴²⁰. Sur le long chemin de son ascension sociale, Mme Du Barry découvre que plus le statut social de ses amants était élevé, plus leur capacité sexuelle était faible. « Sous les draps, les riches et les nobles sont incompetents ou pervers. Les ducs n'ont pas d'érection, les prélats demandent à être flagellés, les comtesses pratiquent le lesbianisme. Lorsqu'elle voulait du plaisir pour elle, Du Barry descendait dans les chambres des servants. Ce thème, le plébéien comme étalon, était devenu un lieu commun dans la littérature érotique, mais il apparaît ici sous un ton presque démocratique, comme pour suggérer la supériorité innée des gens du commun. »⁴²¹ Et Darnton ajoute dans son analyse : « Le répertoire symbolique joue surtout sur un registre sexuel : le monarque, loin d'être une personne auguste, est aussi ridicule que n'importe quel cornard ; son sceptre est aussi impuissant que son pénis, son autorité aussi illégitime que tous les enfants qui vivent à la Cour, où les aristocrates fatigués laissent leurs laquais satisfaire leurs épouses. Par sa grossièreté même, le texte, raillant la personne du roi, travaille donc à enlever tout caractère sacré et, au-delà de ses symboles, toute légitimité à la monarchie. »⁴²² Enfin, « c'était une propagande plus dangereuse que celle du *Contrat social* car elle sectionnait les liens de vertu qui liaient le public à ses gouvernants »⁴²³.

Pourquoi ne pas lire la presse *people* dans le même sens ? Je n'ai pas procédé à une enquête sur les façons de lecture de ce type de magazine illustré ici par *Closer*. Mais à regarder ses pages, il semble qu'une hypothèse sur son contenu soit plus complexe que la simple disqualification de « basse littérature » opérée par les

⁴¹⁹ *Ibid.*, p. 233.

⁴²⁰ *Ibid.*, p. 213.

⁴²¹ *Ibid.*, p. 223.

⁴²² DARNTON, Robert : *Édition et sédition, op. cit.*, p. 212.

⁴²³ DARNTON, Robert : *The Literary Underground of the Old Regime*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1982, p. 225.

bibliothécaires. Ce qui attire l'attention, c'est ce double effet de proximité avec le pouvoir et d'un certain voyeurisme qui donnerait accès au monde des célébrités et des puissants en chair et en os. Non seulement la « vraie vie » des hommes publics est mise au jour mais on a l'impression de découvrir le véritable tissu de relations sociales qui sous-tend le pouvoir. Les fêtes, les boîtes de nuit, les résidences secondaires, les propriétés, les héritages, les relations sentimentales, les infidélités, l'argent, le luxe, le sexe et surtout les corps sont au centre du regard. La portée politique d'une telle presse de ragots est immédiate car elle met en question la séparation privé/public. Mais, en fin de compte, ces journalistes et leurs lecteurs ne s'éloignent pas trop de l'hypothèse générale qui sert de soubassement à toute sociologie politique, à savoir qu'il y a un rapport entre la sociabilité et la politicalité de tout individu, que pour mieux connaître le citoyen nous devons connaître ses relations, son capital, ses habitudes et sa vie quotidienne. Pourquoi, sinon, demander dans un sondage d'opinion quel est le niveau de diplôme, la taille de la famille, les goûts de consommation, le lieu d'habitation, le revenu, l'état civil, etc. Parce qu'on pense que la « condition sociale » des individus informe leurs idées politiques et même, pensent les politistes, leur vote. Ce type de procédé n'est évidemment pas exclusif de la presse *people*. C'est propre à tout le journalisme de caricature, humoristique et même d'investigation du type *Canard enchaîné* ou *Charlie Hebdo*. Un type de journalisme politique dont l'essence est d'exposer au jour la face cachée du pouvoir, une face faite essentiellement de relations sociales et de liaisons invisibles dans la sphère publique.

Ce serait exagéré et peut-être même déplacé de soutenir que la presse *people* érode les bases morales de notre régime politique. Notamment parce que ce type de presse bénéficie de la soumission de l'espace public à la télévision et à une forme de télévision où le seul but recherché est la production de l'« image ». Dans ce monde, la télévision poursuit l'audimat comme les hommes politiques courent derrière les sondages. Il s'agit évidemment d'une forme d'espace public où les possibilités d'échanges argumentatifs s'avèrent pratiquement anéantis⁴²⁴. Mais

⁴²⁴ Encore une fois, la comparaison France – Argentine apporte un certain éclairage. Beatriz Sarlo montre comment l'émergence de ce qu'elle appelle « celebrityland » au moment du premier gouvernement Menem se prolonge jusqu'aujourd'hui comme une forme de perversion politique où la télévision se combine à la presse *people* et aux réseaux de type Twitter ou Facebook. Cf. SARLO, Beatriz : *La audacia y el cálculo. Kirchner 2003-2010*, Buenos Aires, Sudamericana, 2011. Voir notamment, « Aventuras de la política en celebrityland », pp. 11-57.

quelque chose de l'ordre d'une dénonciation de la corruption du régime démocratique y est présente chaque fois que cette presse met dans le même panier les hommes politiques et des personnalités de la télévision et du *show-biz*, des sportifs de haut niveau, des artistes et des personnalités de l'aristocratie européenne⁴²⁵. Ils ont tous quelque chose en commun : ils sont riches et célèbres. Cette presse manque sûrement du raisonnement métaphysique qui liait dans le cas de l'Ancien Régime la littérature libertine à la philosophie. Si, comme le soutient Darnton, la pornographie d'alors parlait la même langue que des auteurs tels que Diderot, Holbach, La Mettrie, Mirabeau ou Rousseau, c'est qu'elle mettait en question son rapport au pouvoir autant que les représentations les plus fondamentales qui lient l'individu au monde, comme dans le rapport du sujet individuel, d'un côté à son corps et à sa sexualité et de l'autre côté à un espace public séparé du premier qualifié de « vie privée ». Mais il y a encore une autre coïncidence entre la presse *people* et les observations faites par Robert Darnton pour les livres prohibés pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Comme pour l'ancienne monarchie, cette presse confirme l'idée que la politique est une affaire de puissants qui dans le secret trompent le monde car ils cachent la véritable nature de leurs actions et de leur sociabilité, et qu'ils le manipulent car les décisions importantes se prennent dans l'arrière-scène de l'espace public, comme dans l'Ancien Régime les choses étaient cuisinées au sein de la Cour plutôt que devant le peuple.

Dans son ouvrage *Les Origines culturelles de la Révolution française*, Roger Chartier met les thèses de Robert Darnton en débat⁴²⁶. Non point pour questionner l'analyse que l'historien américain fait des « livres philosophiques » mais dans le cadre d'une discussion sur l'impact de cette littérature sur la révolution. Il soutient

⁴²⁵ Une étude plus détaillée de cette presse – que j'ai l'intention de faire –, en plus d'un travail sur les manières de lire cette presse, sur les conditions de sa réception, devrait montrer les différences et nuances que les titres des nombreux magazines *people* présentent entre eux. Par exemple, l'hebdomadaire *VSD* met en scène davantage les hommes politiques que les autres personnalités du show-business, comme le fait *Closer*.

⁴²⁶ Cf. CHARTIER, Roger : « L'événement et ses raisons », postface à l'édition de poche, *Les Origines culturelles de la Révolution française*, *op. cit.*, notamment p. 287 sq. Ainsi, dit-il, « à trop serrer le lien entre la subversion, présente dans les écrits, et la "révolution", installée dans les esprits, le risque existe d'annuler la spécificité des opérations par lesquelles des lecteurs ou des lectrices construisent la signification des textes » (p. 287). Pour Roger Chartier, « les détachements vis-à-vis [...] de l'ordre ancien ne doivent pas être compris comme le *résultat* de la circulation des "livres philosophiques" mais, à l'inverse, comme la *condition* de leur succès » (p. 288).

que, si ces livres ont pu être ainsi reçus et devenir de véritables *best-sellers*, c'est parce qu'il y avait déjà dans la conjoncture culturelle et politique de l'Ancien Régime un climat qui les rendait aptes à jouer ce rôle. Il met ainsi en question une image trop linéaire et de causalité trop immédiate entre l'auteur d'un texte et son influence politique qui ferait l'impasse des conditions sociologiques ou historiques de la formation d'un public. Il va sans dire que nous ne prétendons pas intervenir dans ce débat. Mais cela m'amène à faire preuve de la plus grande prudence concernant les hypothèses que je présente ici à propos de la presse *people*. Si je peux donner à lire cette presse tel que je suis en train de le faire, cela ne veut pas dire qu'elle est reçue exactement de cette façon par ceux qui la lisent quotidiennement, et moins encore que la séparation entre « classe politique » et classes populaires serait le « résultat » d'une telle littérature. Je le redis, cela nécessite entre autres une étude des lecteurs et de la lecture à laquelle je n'ai pas procédé. Par exemple, nous savons que la proportion de personnes âgées de 20 à 30 ans lisant ce type de presse a beaucoup augmenté en France depuis dix ans, jusqu'à atteindre aujourd'hui 46 % de cette population ; cela est étroitement lié au phénomène de diffusion des réseaux dits de type Web 2.0, Facebook ou Twitter (selon les résultats de l'enquête AEPM, Audience et études de la presse magazine). Mais il est intéressant de voir également comment certains analystes cartographient ce type de « presse *people* », appelée aussi « presse *trash* ». Ainsi, à partir d'une « analyse sémiologique » sur le contenu de la presse magazine, apparaît un schéma selon lequel cette presse *trash* (*Closer, Public, Choc, Entrevue*) se trouve à l'opposé des magazines « qui ont été longtemps la référence de la presse française » (*Le Monde Magazine, Le Figaro Magazine, Le Point, L'Express, Le Nouvel Observateur, Marianne*). Tandis que les premiers se diffusent et élargissent leur audience, les deuxièmes vieillissent et deviennent des « magazines de génération »⁴²⁷.

Mais reprenons notre fil, résultant d'une observation de la présence de cette presse dans le cadre de notre terrain. Ce type de presse et de littérature confirme le sentiment que, dans sa réalité, la démocratie est divisée en deux, le monde des gouvernants et celui des gouvernés, le monde des puissants et celui des citoyens. C'est sur la base de cette séparation qu'émerge et se lève l'idée d'une « classe

⁴²⁷ BARBIER-BOUVET, Jean-François : « La lecture des magazines par les jeunes adultes : un écran de papier ? », in EVANS, Christophe : *Lectures et lecteurs à l'heure d'Internet*, op. cit., p. 115-133.

politique », et il n’y a rien qui ait plus de force dans les représentations des classes populaires avec lesquelles j’ai travaillé que cette séparation entre « eux » (les *puissants*, les *politiques*) et « nous ». Dans ce cadre, une presse comme *Closer* permet à la fois de se croire proche du pouvoir et de le regarder à nu. C’est là que réside toute l’ambiguïté de cette relation politique au pouvoir. Souvent les effets critiques de telles lectures sont annulés par l’illusion de proximité entre gouvernants et gouvernés qu’elles induisent. Mais de toute évidence, cette presse couvre un espace vacant dans le monde de l’analyse politique. Et, de surcroît, elle fournit aux classes populaires l’occasion de parler du pouvoir.

Le problème posé aux bibliothécaires par ce type de littérature vient d’un registre multiple. En premier lieu, par cette séparation entre « eux » et « nous », par la distinction et la disqualification qu’elle affirme de la « classe politique » et des « puissants ». Elle confirme ainsi l’hypothèse selon laquelle, dans notre régime, les hommes politiques ne sont pas des citoyens comme les autres. Le pouvoir n’est plus dans nos démocraties un « lieu vide », à la manière dont l’a caractérisé Claude Lefort, mais bien un espace occupé par un groupe social⁴²⁸. Dans ce sens, des observateurs de points de vue si discordants entre eux que Bernard Manin⁴²⁹, Jacques Rancière ou Pierre Rosanvallon⁴³⁰ s’accordent récemment pour dénoncer ce problème du régime représentatif comme étant l’un des problèmes majeurs de notre démocratie. Rancière va même jusqu’à parler de « monopolisation du pouvoir » et d’une « privatisation du politique » de la part d’une « aristocratie politicienne »⁴³¹.

En deuxième lieu parce que l’exercice de cette censure, qui interdit le pornographique et qui rend difficile l’entrée de périodiques comme ceux de la presse *people* (que beaucoup de bibliothécaires qualifient de presse « *cul* »), rend évident que la bibliothèque ne peut pas être réduite à une « *lecture plaisir* » mais qu’elle est bel et bien un acteur politique qui agit dans les quartiers et sur les classes populaires. Or, c’est un agent qui, tout comme les hommes politiques, cache une

⁴²⁸ LEFORT, Claude : *L’invention démocratique : les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1981 ; et du même auteur : *Essais sur le politique*, Paris, Seuil, 1986.

⁴²⁹ MANIN, Bernard : *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 1996.

⁴³⁰ ROSANVALLON, Pierre : *La contre-démocratie : la politique à l’âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006.

⁴³¹ RANCIERE, Jacques : *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005.

phase de son pouvoir pour pouvoir l'exercer. Ainsi le vieil « enfer » des bibliothèques d'antan a trouvé une forme d'existence nouvelle dans beaucoup de bibliothèques de quartier où les bibliothécaires livrés à eux-mêmes par le pouvoir politique ne savent pas quoi faire des conflits religieux. À la bibliothèque John-Lennon, dans le quartier dit « des 4 000 », à La Courneuve, la direction a décidé de sortir la Bible, le Coran et la Torah et d'enfermer ces trois livres sacrés dans un placard. Motif ? « *Parce que le Coran a été volé à plusieurs reprises, des pages de la Bible sont régulièrement arrachées et la Torah a été souillée avec des croix gammées et des insultes antisémites* », nous explique l'un des bibliothécaires.

Nous savons encore que « tout le monde » ou presque considère que la bibliothèque est une institution essentiellement politique mais qu'à peu près tout le monde aussi nie ce caractère politique de la bibliothèque. Elle est « *au cœur de notre démocratie* » pour le ministre de la Culture, c'est un instrument d'émancipation pour beaucoup de bibliothécaires qui la considèrent aussi souvent comme « *un outil de lien social* ». Et les habitants lui attribuent un caractère politique. Ainsi, dans la nuit précédant le second tour de l'élection présidentielle de mai 2007, fut brûlée l'« annexe » du quartier des Aunettes, à Évry. Et quelques jours avant, dans un quartier de Saint-Denis, un de ces jeunes rebelles, un de ceux qui tiennent les murs du quartier, a dit à l'une des bibliothécaires : « *Si Sarko passe, on vous brûle la bibliothèque.* » J'entends encore la phrase comme une menace qui résonne. Et je souligne le « vous » de la phrase, *on vous brûle la bibliothèque*, qui semble tout dire : « vous et nous ne sommes pas les mêmes » ; « la bibliothèque est à vous et pas à nous » ; « vous êtes du même côté que Sarkozy, pas nous » ; « vous êtes du côté de ceux qui nous gouvernent ». Enfin, cette phrase rappelle ces actes qui, comme les incendies pendant les émeutes, placent la bibliothèque effectivement au cœur du fonctionnement politique de la société, qui lui donnent une place importante dans le rapport entre les classes populaires et l'État, entre elles et le système politique.

Or, le problème ainsi posé, qui charge la bibliothèque avec les intentionnalités politiques d'un groupe particulier (celui des « politiques », justement), réduit presque à néant l'autre intentionnalité politique de la bibliothèque, celle-là même par laquelle elle s'auto-définit comme un espace « ouvert », comme un espace public. Je suis conscient de mobiliser ici le mot

« politique » dans des sens hétérogènes, voire divergents. Dans un cas, par exemple, quand la bibliothèque se défend de « faire de la politique » ou que l'école ne veut pas que « la politique entre » dans son enceinte, le mot « politique » est employé pour faire référence aux luttes partisans ou à la concurrence pour le pouvoir. Dans un autre sens, le mot est employé pour nommer la noble dimension du « vivre ensemble », en démocratie et en république. Mais cette polysémie confuse et polymorphe n'est pas seulement à clarifier comme dans une démarche analytique qui séparerait l'ivraie du bon grain. Car si cette polysémie confond c'est aussi parce qu'elle doit être prise en considération, intégrée dans notre champ d'observation en tant que telle. Surtout si nous voulons rendre visibles les formes de domination dont souffrent aujourd'hui les classes populaires.

9. Conclusions à la deuxième partie

*Dicere etiam solebat nullum esse librum tam malum,
ut non aliqua parte prodesset*⁴³²

Nous avons déjà évoqué les clivages socioculturels qui agissent sur la conjoncture actuelle à travers la parole écrite. Afin de comprendre le lien entre les violences et les bibliothèques de quartier, j'ai essayé de prendre les pierres et les cocktails Molotov lancés contre les premières comme étant des messages⁴³³. Il n'y a pas que les livres pour abriter des productions de sens. Ces autres messages de pierre devraient nous permettre de mieux comprendre les rapports de la bibliothèque à la culture populaire. En effet, incendies et caillassages parlent autant de ceux qui lancent pierres et cocktails Molotov que des bibliothèques auxquelles ils s'adressent. Une interprétation culturelle du conflit nous oblige à interroger les productions de sens, qui se superposent, cohabitent et entrent en compétition au sein de l'univers populaire comme autant de mémoires empilées les unes sur les autres. A la manière de Roger Chartier, nous pouvons interroger la parole écrite comme étant essentiellement un lieu de mémoire⁴³⁴. Quelles sont les mémoires inscrites dans les livres ? Comment ne pas penser que l'hétérogénéité des classes populaires renvoie aussi à leur capacité à interpréter le monde en fonction de mémoires distinctes et différenciées et qui peut-être ne communiquent pas toujours entre elles ? Quels sont les éléments utiles à la compréhension des mobilisations contemporaines tels qu'ils se trouvent écrits et condensés dans ce que nous appelons « mémoire ouvrière » ? Dans quelle mesure la mémoire à laquelle donne accès l'écrit permet-elle de donner sens aux conflictualités actuelles ? Ne renvoie-t-elle pas plutôt nombre de productions contemporaines vers le non-sens ? Quel livre pourrait aller chercher dans ces rayons un bibliothécaire afin de comprendre pourquoi ces individus qu'il appelle « jeunes » et qu'il tente d'aider lui lancent des

⁴³² « Il n'y a point de livre, pour mauvais qu'il soit, qui ne contienne quelque chose de bon. » La phrase, attribuée à Pline le Jeune (*Correspondance*, livre III, v. 10) est placée en ouverture du *Lazarillo de Tormes*, « Prólogo », *op. cit.*, p. 5.

⁴³³ Nous avons proposé une lecture des émeutes de 2005 dans ces termes (Merklen, 2006a).

⁴³⁴ CHARTIER, Roger : *Inscrire et effacer : culture écrite et littérature (XI^e-XVIII^e siècle)*, Paris, Gallimard, 2005.

cocktails enflammés qui vont inévitablement souiller ce qu'il y a de plus sacré pour lui ?

Les bibliothèques de quartier sont avant tout des institutions destinées à « rendre accès », disent avec raison les bibliothécaires. Mais la bibliothèque est aussi, fondamentalement, une institution destinée à orienter, qui sert à la fois de « phare et de havre », pour reprendre l'expression de Roger Chartier⁴³⁵. Et dans ce dernier rôle, elle se voit obligée de classer, d'intégrer et d'exclure, de qualifier, organiser, sélectionner et bien séparer, justement, l'ivraie du bon grain. C'est en quoi consiste l'action de « désherber » et, plus important encore, les achats qui font peu à peu les fonds de chaque bibliothèque. C'est par ce biais que celle-ci construit un public et qu'elle peut remplir, dans chaque quartier, ses missions pédagogiques. Or, le problème c'est que les bibliothécaires ne peuvent discuter de ces questions qu'à huis clos, c'est-à-dire entre professionnels. Puisqu'elle se représente elle-même comme un « service public », comme un espace ouvert à tous, elle fonctionne sur la fiction d'un espace public, sans contrainte, comme un agent qui n'agit pas, neutre. Alors, refoulés, les conflits sociaux et politiques font irruption dans son enceinte protégée comme un caillou à travers une vitre.

Si fort est notre désarroi que nous ne pouvons plus ouvrir nos textes en affirmant avec le Lazarillo de Tormes et Plinie le Jeune qu'« *Il n'y a point de livre, pour mauvais qu'il soit, qui ne contienne quelque chose de bon* ». Tout au contraire, mon travail a été guidé par la conviction que ces pierres et ces cocktails incendiaires lancés contre les bibliothèques, qui vont brûler des livres et « souiller » des collections entières avec l'abîme de l'enfer, ne déstabilisent pas seulement l'action des intervenants dans les quartiers, comme les bibliothécaires, les enseignants ou les travailleurs sociaux. Ces pierres frappent aussi à la fenêtre de nos bibliothèques, je veux dire celles où s'abreuvent sociologues et politiques.

Nous n'avons pas fini d'explorer nos pistes dans le cadre de ce mémoire d'habilitation à diriger des recherches. Beaucoup reste à faire, volumineux est le matériel empirique que nous avons encore à explorer, et je ne suis pas en mesure d'assurer que les pistes que j'ai ouvertes ici fructifieront. Nous en avons exploré certaines, comme, par exemple, les parcours sociaux et politiques de la classe des

⁴³⁵ CHARTIER, Roger : « Lecteurs et lectures à l'âge de la textualité électronique », art. cité, p. 26.

bibliothécaires. Y a-t-il dans les modes de formation et de recrutement des bibliothécaires une forme de compréhension des violences qui leur sont adressées ? Est-ce qu'une radiographie plus précise des destinataires des attaques nous permettrait de mieux comprendre les conflits qui leur donnent sens ? Quel est leur lien avec les enjeux de pouvoir locaux ? Quel est le poids de la vocation politique dans les parcours de bibliothécaire ? Ce sont des questions qui restent malgré tout ouvertes. Ce que nous savons, c'est que la compréhension de la relation sociale constitutive d'une bibliothèque, entre les bibliothécaires et leur public (et leur non-public), ne peut pas être comprise uniquement par une étude de ce dernier. C'est pourtant ce que les bibliothécaires réclament en permanence : des études sur les publics et leurs usages. Et peut-être la sociologie propose-t-elle trop souvent une radiographie des publics, des usages et des lectures comme seul moyen de comprendre la bibliothèque.

Je voudrais pour finir exposer deux dernières pistes que j'ai développées en filigrane tout au long du texte. La première est guidée par l'hypothèse de la bibliothèque considérée comme un espace public. La seconde, que je développerai quelques pages plus loin, consiste à prendre au sérieux la « sacralité » invoquée des bibliothèques.

La bibliothèque comme lieu public

Si nous voulons comprendre la relation existant entre la politique des bibliothèques et les violences sociales, nous devons faire un effort pour comprendre les deux actions, l'intervention locale des pouvoirs publics à travers les bibliothèques et les pierres lancées contre elles, comme faisant partie d'un échange entre groupes et catégories sociales. Et les messages échangés parlent autant de comment les bibliothécaires voient les classes populaires que de ce qu'est une bibliothèque, comment elle est vue, ce qu'elle représente pour les classes populaires. Ces messages doivent nous parler essentiellement de nous et de notre travail. Nous avons vu que, face à l'écrit comme face à tout le reste, les différentes opinions, avis et positions des classes populaires sont loin d'être uniformes. On y voit des

oppositions entre les habitants eux-mêmes. Mais au sein de ces voix confuses et de ce vacarme difficile à saisir, on entend une voix très puissante qui nous renvoie, elle, à notre propre position sociale.

Une force centripète déconcentre la politique par un investissement du lieu de vie comme étant un lieu du politique. Cette force exprime une volonté manifeste de désenclavement du quartier pour le ramener au centre de l'activité politique et pour rappeler que ces territoires font aussi partie de l'espace public. C'est l'un des premiers éléments qui confère sa spécificité à la politicalité populaire d'aujourd'hui. Dans cette nouvelle politicalité populaire, nous observons un investissement du quartier comme territoire du groupe, comme lieu d'appartenance, comme source d'identité et comme moyen d'accès à des ressources variées (Merklen, 2006b). C'est ce que nous avons souligné plus haut comme étant à l'origine du conflit entre ceux qui cherchent à s'approprier le quartier et ceux qui cherchent à « *s'en sortir* ». Cette double volonté d'inscription du territoire local dans l'espace du politique et d'investissement de ce même territoire comme lieu de vie est à la base d'une tension fondamentale qui traverse l'univers populaire et dont les victimes ne sont pas seulement les bibliothèques mais les institutions en général et les habitants en particulier. D'un côté, les classes populaires poussent vers l'inscription territoriale du groupe, de l'autre, elles tirent vers une inscription dans la communauté des citoyens, en tant qu'individus. La politicalité populaire telle que nous l'observons dans les quartiers est traversée par une contradiction. Celle-ci est à l'origine de divisions sociales tout comme elle est source de tensions symboliques, de représentation de soi, de son espace et de celui des autres.

Encore une fois, dans quel espace s'inscrit la bibliothèque ? Dans un sens, son action vise l'intégration sociale des individus, leur accès au « droit de cité », comme l'a justement souligné Michèle Petit⁴³⁶. Mais dans un sens pas tout à fait concordant avec le premier, l'action des bibliothèques apparaît comme un projet porteur de sens, comme un emblème, comme lieu de mémoire où les mémoires sont classées et qualifiées, légitimées ou au contraire délaissées. Nous avons vu jusqu'où la bibliothèque joue avec les classifications à travers le cas de la revue *Closer*, par exemple. C'est dans ce double sens que la bibliothèque intègre l'univers

⁴³⁶ PETIT, Michèle : *De la bibliothèque au droit de cité*, op. cit.

des classes populaires. Elle n'est pas seulement porteuse d'un projet républicain ou de démocratisation. Nous devons nous interroger sur les mémoires qu'elle véhicule et représente en tant qu'institution culturelle. Dans quelle mesure ces mémoires servent de support aux habitants ? À quels habitants ? Pour quoi faire ? Dans un sens, les bibliothèques de quartier s'apparentent à l'espace public, comme un lieu que chacun peut investir de contenus divers. Mais dans l'autre, elles constituent l'emblème d'un groupe, son projet de transformation sociale, son support matériel et symbolique. Et ce qu'elles visent à transformer, ce sont surtout les classes populaires. Alors, comment celles-ci pourraient-elles ne pas résister quand ces projets sont conçus par des « intervenants » étrangers ? Dans ce cas, la bibliothèque devient objet de conflit car son action s'oppose à celle des autres groupes qui se sentent attaqués par elle. Nos premières impressions nous amènent à penser que, même lorsqu'elles se présentent et se veulent comme un espace public, les bibliothèques de quartier se trouvent prises au milieu de conflits sociaux qui les dépassent et qui renvoient leur action à celle de l'emblème d'un groupe social singulier.

D'un point de vue très général, considérées comme symboles, les bibliothèques de quartier oscillent entre deux formes d'action. Et cette oscillation constitue l'un des enjeux principaux de la conflictualité qui sert de cadre aux incendies et aux divers heurts que nous avons observés jusqu'ici. À l'une des extrémités de ce flottement, la bibliothèque apparaît comme le symbole qui représente l'espace public. À l'autre extrémité, elle est renvoyée à la place d'un emblème qui représente un groupe ou une classe. Nous pouvons regarder ainsi la bibliothèque et nous demander dans quelle mesure elle symbolise l'emblème d'un groupe particulier ou, au contraire, elle représente un espace public.

Du point de vue de l'emblème d'un groupe (un drapeau, par exemple), quatre traits caractérisent le rapport entre le symbole et ce qui est symbolisé. En premier lieu, le symbole est régi par des règles connues de tous (pour celui qui les ignore, le drapeau n'est qu'un chiffon de couleur). En deuxième lieu, le symbole est ici univoque (chaque nation ou chaque club de foot a son drapeau). En troisième lieu, le symbole s'épuise dans son signifié (cela ne peut être *que* le drapeau de telle nation ou de tel club). Enfin, étant donné un régime de régulation, le rapport entre le symbole et ce qui est symbolisé est invariable et, corrélativement, ses

matérialisations, infinies. Que le drapeau soit en toile ou peint sur un mur, dans un lieu ou dans un autre, ne change pas la qualité du signifiant.

Dans le cas d'un lieu public, comme l'a montré Silvia Sigal dans son histoire de la place de Mai, les symboles possèdent des attributs opposés⁴³⁷. Premièrement, il n'y a pas de normes qui puissent le clôturer, qui fixent son statut symbolique. Reste donc ouverte la possibilité d'inclure le lieu dans de nouveaux rapports signifiants, dans de nouvelles mémoires. Ainsi, la place de Mai a été successivement celle de la Révolution, celle de Perón et du péronisme, celle des militaires et de la dictature, celle des « mères » et de la démocratie, celle de la CGT et celle de l'alfonsinisme. Deuxièmement, étant donné son caractère ouvert, le sens des symboles ne peut pas être univoque et donne naturellement lieu à des interprétations diverses, souvent en conflit. Troisièmement, le lieu public signifie exclusivement dans les instants où la mémoire est activée. Au-delà de ces moments, comme dans le cas des monuments pour Robert Musil, les lieux publics « rendent invisible ce qui est visible », comme une place devient un lieu de piétons ou de pigeons. La place de Mai n'est qu'un espace ouvert que le passant traverse. Enfin, c'est justement parce qu'il peut être quotidiennement trivial que le lieu public peut accueillir des sens divers sans contradiction. Ainsi, les emblèmes symbolisent des identités collectives, tandis que les lieux publics représentent des événements.

Qu'en est-il des bibliothèques dans les quartiers ? Sont-elles des espaces publics que les uns et les autres peuvent investir de contenus divers ? C'est ce que prétendent les bibliothécaires et les autorités de « tutelle ». Comme un livre peut hypothétiquement être ouvert par n'importe qui et théoriquement investi de sens multiples au moment de sa lecture, la bibliothèque doit nécessairement être pensée comme un espace public ouvert à tous. C'est, de ce point de vue, un espace ouvert d'où toute censure est exclue. Ainsi, comme le livre, dans la conception que s'en font les bibliothécaires, la bibliothèque est un espace « individualiste ». Je veux dire par cette expression deux choses. D'une part que les objets qui composent les collections des bibliothèques constituent autant de possibilités offertes à chacun de communiquer avec un autre individu, l'auteur, et ceci d'une façon totalement libre car le lecteur n'est même pas redevable des intentions de celui-ci et peut penser ce

⁴³⁷ SIGAL, Silvia : *La plaza de Mayo, una crónica*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2006.

qu'il veut avant, pendant ou après la lecture. D'autre part, je veux dire qu'en tant qu'espace public et justement parce qu'elle rend possible la communication avec des individus qui ne sont pas là, parce que le livre a été écrit ailleurs et souvent il y a relativement longtemps, la bibliothèque rend possible une émancipation de l'individu de la contrainte locale. Ceci est effectivement très important pour les classes populaires. Comme le montrent beaucoup d'études, c'est souvent grâce à la bibliothèque que les jeunes filles arrivent, par exemple, à échapper aux représentations machistes ou religieuses qui les étouffent au sein de leur famille et du quartier lui-même.

Cette représentation de la bibliothèque comme lieu public est très importante parce qu'elle décrit une dimension de la présence de cette institution publique dans les quartiers, et certainement aussi parce qu'elle lui confère un horizon d'action. Mais en même temps, elle oblitère la possibilité de penser à d'autres dimensions de son action et de sa présence, de la manière dont elle est inscrite dans les conflits qui divisent l'espace du monde populaire. Nous pouvons dire peut-être, et sans trop de risque de surinterprétation, que quand une pierre casse la vitre d'une bibliothèque elle est dénoncée pour avoir failli dans la constitution d'un espace ouvert à tous et qu'elle est devenue un agent voire l'emblème d'un groupe particulier. C'est « leur bibliothèque, ce n'est pas la nôtre ».

En réalité, la bibliothèque est un espace clôturé par une série de normes, dont celles inscrites dans son règlement intérieur, qui ferment son périmètre afin de rendre son activité possible. En ce sens, elle ne peut pas être un lieu complètement ouvert, comme une place ou le trottoir de la rue. Son régime de régulation est à la fois plus strict et plus précis. Or, une question se pose. Peut-on considérer la bibliothèque comme un « espace public », à proprement parler, c'est-à-dire au sens de l'espace politique de la démocratie ? La question est pertinente car une certaine confusion se présente dès lors que ces équipements sont conçus, à la fois dans la pensée politique contemporaine et dans la pensée professionnelle des bibliothécaires, comme un « service public » et comme un espace politique dont le but est d'offrir aux citoyens des outils pour leur intégration sociale et pour leur formation politique. Les livres, les disques, les films, les périodiques sont là, dans l'espace des quartiers, pour permettre à ces individus et à ces familles d'accéder à la culture et de disposer d'un certain nombre d'outils nécessaires à l'intégration sociale

(recherche d'emploi, réussite à l'école, éducation familiale, méthodes de langue, activités diverses). Mais les collections sont également disponibles pour permettre à chacun d'explorer et d'élargir ses horizons culturels, d'alimenter son esprit critique, de s'informer, de se former, de changer. La lecture mais aussi l'écoute des œuvres musicales ou l'observation d'œuvres cinématographiques sont supposées pleines de vertus pédagogiques dont l'individu de nos sociétés a besoin pour sa performance sociale et pour son agir comme homme politique. La République défend son espace et promeut sa culture en même temps qu'elle donne des chances aux individus de participer à sa permanente redéfinition. Tout à son honneur.

Le problème vient de la présence des bibliothèques dans ces territoires des classes populaires que sont « les quartiers ». Car notre société ne constitue pas un espace ouvert et homogène où chaque individu se promène en liberté. Elle présente plutôt la forme d'un espace profondément divisé, et aussi d'espaces multiples parfois incompatibles qui choquent, se chevauchent et se repoussent comme des plaques tectoniques ; secousses plus ou moins périodiques y comprises. C'est dans ce cadre-là que la bibliothèque est renvoyée par les agressions qu'elle subit à son rôle d'emblème, voire du « sacré de l'autre ». C'est dans ce cadre-là qu'elle est rappelée à son objectif d'« intervention sociale », c'est-à-dire d'intervention d'un groupe social sur le territoire d'un autre. Car chaque fois que l'État conçoit son action comme une « intervention sociale », il fait des quartiers où ces actions se déploient des « territoires » de l'autre. Un autre qui cesse ainsi d'être considéré comme un concitoyen pour devenir une « classe populaire »⁴³⁸.

Ainsi considérée, il est indispensable de penser la bibliothèque comme un espace ouvert, certes, mais aussi comme le symbole d'une frontière sociale. Cette frontière sépare deux territoires. Selon le point de vue des habitants, on observe que de l'autre côté, dans l'espace de la bibliothèque comme dans celui de l'école et des institutions publiques en général – c'est-à-dire dans l'espace gouverné par « les politiques » –, un groupe social impose sa loi. Et cet espace séparé est enclavé dans

⁴³⁸ Sur les rapports entre « citoyenneté », « classes populaires », « quartiers » et « État » en France, voir les travaux pionniers de Numa Murard, notamment MURARD, Numa (sous la direction de) : *Pauvres et citoyens ? Faites vos preuves !*, rapport de recherche au Fonds d'action sociale présenté par l'association TRASS (Travaux de recherche et d'analyse du social et des sociabilités), Paris, mai 1995.

notre territoire. Alors, il devient impératif de montrer que de ce côté c'est nous qui gouvernons.

À la bibliothèque Aimé-Césaire, celle par laquelle le conseil général du Val-d'Oise a remplacé l'ancienne bibliothèque de Villiers-le-Bel, incendiée dans la nuit du 26 novembre 2007, un bibliothécaire me fournit un bon exemple. J'étais venu dans les locaux de la municipalité pour présenter les résultats de ma recherche dans le cadre d'un colloque organisé par le conseil général en décembre 2008, un an après l'incendie de ladite bibliothèque. Le colloque avait été programmé à la date exacte du premier anniversaire de l'incendie, puis légèrement déplacé « *pour ne pas faire "commémoration"* », selon ce que m'ont expliqué les organisateurs. L'objet des débats était « La bibliothèque comme outil de lien social », et se sont inscrits 250 participants d'un public composé de bibliothécaires et d'élus⁴³⁹. Ce mélange de deux catégories professionnelles, « bibliothécaires » et « élus », a été quelque chose de très important pour les premiers car ils ont l'habitude de se réunir pour discuter entre eux, mais ils ne le font presque jamais avec les élus (qui ne viennent que pour prononcer un discours d'ouverture et de bienvenue lorsqu'un congrès ou un colloque important de bibliothécaires se tient dans leur ville). Le colloque était donc à la fois un moment de diagnostic (essayer de comprendre l'incendie de la bibliothèque une année auparavant) et programmatique (présenter la bibliothèque « comme outil de lien social » afin de trouver une sortie par le haut à la situation provoquée par l'incendie de l'ancienne bibliothèque). Les débats et les communications ont été effectivement fort intéressants. Or, j'ai remarqué une absence qui m'a frappé : aucun habitant des quartiers concernés, aucune association n'a été invitée à la discussion. On discutait entre nous des interventions qu'on allait faire chez eux, et on interprétait du mieux qu'on pouvait le sens de ce message sans parole envoyé dans les cocktails Molotov parce qu'on n'ait à cette parole tout espace de déploiement. Ont parlé, dans l'ordre, des hommes politiques (à commencer par le président du conseil général puis le maire de la ville), des experts (dont moi-même) et des bibliothécaires (qui ont raconté « des expériences » réussies dans la « promotion du lien social »). Les habitants étaient dans leur

⁴³⁹ Colloque « La bibliothèque outil de lien social », conseil général du Val-d'Oise – communauté d'agglomération Val de France – association Cible 95, Villiers-le-Bel, 2 décembre 2008. Pour ma communication, « Bibliothèques et fractures sociales », cf. Merklen, 2009e.

quartier, à quelques centaines de mètres de là. Les inviter aurait été accepter le risque de considérer que l'incendie avait un sens, et aurait nécessité l'ouverture de l'espace du colloque à l'espace public des conflits. Alors, à la pause déjeuner, je me suis échappé pour aller à la nouvelle bibliothèque Aimé-Césaire, dans ses locaux préfabriqués. Et là, un bibliothécaire m'a expliqué beaucoup de choses, il m'a fait un récit du moment des émeutes et de l'incendie. Il ressentait une angoisse évidente qui se manifestait par son envie de parler à ce sociologue qu'il ne connaissait pas et qui n'a fait que se présenter et dire sur quoi il travaillait (« *les bibliothèques prises pour cible de violences* »). Mais je retiens ici un élément particulier. Il m'a expliqué que « *depuis la réouverture de la bibliothèque, tous les jours, ils [les jeunes du quartier] viennent marquer leur territoire* », c'est-à-dire « *qu'ils mettent les livres par terre, font du bruit, puis ils s'en vont. Cela dure une demi-heure, pas plus* ». Cette expression faisant référence à un acte consistant à « marquer le territoire », que j'ai entendue maintes fois, est devenue une espèce de lieu commun des « intervenants sociaux » dans les quartiers. C'est la dispute pour une frontière sociale et pour la participation à la formation des normes qui régulent ces espaces et pour la définition de leur contenu. L'expression englobe aussi les conflits résultant des disputes pour le contrôle des ressources qui y sont disponibles. Lorsque l'institution pense les habitants comme étant « des usagers » et que ceux-ci ont le droit d'entrer à la bibliothèque en sachant qu'ils demeurent essentiellement extérieurs à celle-ci, elle produit un clivage fondamental. Sans aucun pouvoir de décision, transformés en usagers, les habitants des quartiers où se trouvent les bibliothèques sont placés en face de la bibliothèque. Alors ils se disent : « Leur espace (celui de l'institution) est plus riche que le nôtre, ils ont des choses que nous voulons, d'autres dont nous avons besoin. Souvent ils dépensent un argent qui nous manque dans des objets que nous n'aurions jamais choisis en priorité. Mais en même temps, ils ont besoin de nous. Et c'est pour ça qu'ils viennent jusqu'à nous, sinon, ils ne viendraient même pas. C'est peut-être pour ça qu'ils viennent nous voir et qu'ils veulent qu'on entre dans leurs espaces, parce qu'ils ont besoin de nous. Alors, quand on passe de l'autre côté de la frontière, il faut bien se tenir, s'habiller, être correct, parler poliment. » Par contre, « ici, au quartier, chez nous, c'est mieux. Nous sommes chez nous et les choses sont plus simples. Il n'y a pas d'effort à fournir, on peut être comme on est, simplement. C'est peut-être pour ça que les bibliothécaires, les médiateurs, les travailleurs sociaux, s'appellent "*intervenants*". C'est qu'ils doivent sentir, eux aussi,

qu'ils ne sont pas chez eux. Il paraît même qu'ils ont peur de sortir la nuit de leur espace et de traverser le quartier. Et c'est vrai qu'il y a des gars du quartier qui prennent plaisir à leur faire peur. Ils ont peur pour leurs biens, pour leur téléphone et leur bagnole. Nous leur faisons peur ? C'est vrai, ils ne sont pas chez eux. Le bibliothécaire garde un espace enclavé dans notre territoire, et c'est lui qui y fait la loi, qui contrôle l'entrée et la sortie des gens et des choses. Il dit que la bibliothèque est pour tous et qu'elle est ouverte. Mais il peut à tout moment dire : "Vous ne pouvez plus emprunter, vous êtes exclu du prêt." Ils imposent leurs conditions. Et quand quelqu'un ne respecte pas leur règlement, ils le mettent à la porte. Alors, on ne peut pas faire comme on veut dans notre propre quartier. Dans la bibliothèque comme à l'école, il faut faire des efforts. Eh oui, ce n'est pas chez nous. C'est un espace à eux mais situé de ce côté-ci de la ligne. »

L'État (les municipalités, les gouvernements locaux, les communautés d'agglomération) construit des bibliothèques et des médiathèques « pour eux », pour les classes populaires. Et c'est tout à l'honneur de ces institutions que de disposer ainsi de ses ressources, qu'il obtient, pour l'essentiel, dans le territoire d'autres groupes sociaux plus riches. Il s'agit, après tout, d'une redistribution des ressources que le marché a dans un premier temps réparties de façon à ce qu'elles se trouvent concentrées dans l'espace de certains groupes sociaux. Mais ce que les pouvoirs locaux ne font pas, c'est construire des bibliothèques « pour nous », en incluant dans ce « nous » la population qui est censée constituer la collectivité locale. On ne dit jamais : « bâtissons des bibliothèques, des gymnases, des maisons de quartier pour nous ». La conception même de ces institutions établit la communauté locale comme un groupe social divisé : les classes populaires (les habitants) d'un côté, les gouvernants de l'autre.

Cette distinction fondée sur le principe de la représentativité est évidemment propre à notre régime politique, et il légitime le droit de « faire au nom de ». Or, nous devons nous interroger sur la distance existant entre la légitimité institutionnelle et les légitimités ordinaires. Ce que nous avons pu observer tout au long de notre recherche, c'est la présence diffuse mais explicite d'un ensemble de refus et de contestations. Nous voyons contester les projets d'urbanisation ou de « rénovation urbaine » dans lesquels s'inscrivent la construction ou la transformation des bibliothèques. Nous avons observé souvent le refus de

reconnaître toute représentation aux gouvernants, aux autorités ou aux fonctionnaires. Rappelons-nous : « *Ils mettent des bibliothèques pour nous endormir, pour qu'on reste dans son coin, tranquilles, à lire. Ce que les jeunes veulent c'est du travail. La réponse c'est : "Cultivez-vous et restez dans vos coins." On t'impose un truc !* » Rappelons-nous les critiques au processus de rénovation urbaine qui détruit « le cœur du quartier » pour le remplacer par « un lieu vide, un truc de rien, pour des vieux ». Rappelons-nous : « *Quand on leur dit de sortir, ils comprennent pas et c'est : "Je sortirai pas, tu te prends pour qui ?"* » Nous avons aussi observé le refus de reconnaître les catégories institutionnelles, notamment, pour le cas des bibliothèques, concernant ce que « jeune » veut dire.

J'ai décrit cette conflictualité quotidienne qui rend parfois très difficile le travail des bibliothécaires et qui prend des formes multiples d'opposition. Une conflictualité au sein de laquelle les normes, leurs principes et les systèmes d'autorité qui leur sont associés sont contestés au nom d'autres principes. Au nom d'une norme religieuse souvent, au nom de sociabilités juvéniles, au nom de principes d'appartenance sociale symbolisés dans des goûts culturels (le hip-hop, les cultures urbaines), dans le cadre plus général d'une contestation de la légitimité de l'État et de sa capacité répressive (ce qui se traduit le plus souvent par des conflits et des affrontements avec la police qui irradient après sur l'ensemble des institutions publiques). Une contestation qui prend la forme d'une contestation de l'utilisation des ressources et des priorités. Ainsi, nous avons observé la demande de certains habitants d'être embauchés dans les bibliothèques de leur quartier (pourquoi payer quelqu'un d'autre avec cet argent ?), ou les demandes de « travail » dans le cadre de la rénovation urbaine au Clos Saint-Lazare, ou encore la priorité demandée à la réparation des appartements, des dysfonctionnements d'infrastructure ou des ascenseurs au lieu de consacrer l'argent à une « maison du temps libre ».

Écartés des principes de délibération et de décision, les habitants des quartiers ont souvent le sentiment de voir leur condition de « surnuméraires » de l'intégration sociale (selon la description qu'en a faite Robert Castel), doublée d'une condition de « surnuméraire » politique (dans un sens proche de celui que Jacques Rancière a donné à ce mot)⁴⁴⁰. On peut ainsi comprendre que ces fractions des

⁴⁴⁰ Cf. CASTEL, Robert : *Les métamorphoses de la question sociale, op. cit.* ; et RANCIERE, Jacques : *La méésentente : politique et philosophie*, Paris, Galilée, 1995.

classes populaires qui trouvent dans l'inscription territoriale l'un des seuls supports sur lequel elles peuvent compter s'opposent à ce que « leur » territoire devienne un lieu public. Mais en même temps, nous pouvons observer que par leur action, en brûlant les établissements publics comme les voitures, elles attirent l'attention des médias et de l'opinion publique, cherchant ainsi à faire sortir leurs quartiers de l'oubli. Contre la relégation, elles cherchent à montrer que leur espace de vie fait partie de l'espace public, c'est-à-dire de l'espace des conflits et des débats politiques, de l'espace de la République.

Se présentant elle-même comme un lieu public, comme un espace ouvert à tous, sans prescription (la « lecture plaisir »), gratuit, sans vigile ni vidéosurveillance (c'est le cas dans le réseau de Plaine Commune), la bibliothèque se retire de l'espace de la délibération publique. Alors elle voit l'irruption des corps des adolescents et des habitants, habillés de leurs habits, avec casquette et écouteurs, avec voiles plus ou moins évidents, qui signifient à la fois une inscription collective et le refus d'être réduits à leur seule condition d'individus. Alors la bibliothèque subit l'irruption de formes d'action et de contestation sociale qui lui rappellent qu'elle ne peut pas, qu'aucune institution ne devrait s'extraire de l'espace public de la politique et que, au sein d'un régime démocratique, en tant qu'institution de la République, elle doit se soumettre au risque de la contestation. La sociologie, comme les bibliothécaires et souvent les hommes politiques, se désole de ne pas pouvoir entendre une parole (un porte-parole, un leader, une liste de revendications, un programme) dans le cadre des émeutes ; elle disqualifie alors ces actions en leur collant l'étiquette d'« apolitiques ». Mais, ce faisant, les uns comme les autres restreignent la politique à un espace d'échanges délibératifs⁴⁴¹. La sociologie s'interdit de voir et d'entendre, et, surtout, elle prive la société de l'aide que les sciences sociales devraient lui fournir. Une aide qui résulte de leur capacité à interpréter avec des yeux et des oreilles différentes car formées dans les cadres de pensée qui lui sont spécifiques. Et quand il agit ainsi, le système politique refuse d'ouvrir ses portes et de considérer pleinement la citoyenneté à tous les habitants du territoire.

⁴⁴¹ TASSIN, Étienne : « Les gloires ordinaires. Actualité du concept arendtien d'espace public », in *Sens public*, dossier « A-t-on enterré l'espace public ? », sous la direction de M. Leclerc-Olive, Paris, automne 2011, sous presse.

Mais dès qu'on ouvre la porte à la considération politique de l'action de l'autre (avec son caractère disruptif), l'insensé se volatilise et les possibilités de compréhension prennent corps. Ainsi cette phrase : « *Si Sarko passe on vous brûle la bibliothèque* », qui vient qualifier les incendies et les caillassages qui ont eu lieu dans le cadre de l'élection présidentielle. J'ai le souvenir de la jeune bibliothécaire qui a reçu la phrase en pleine figure, comme un caillou. Elle a été abasourdie, choquée, étonnée. Comme un homme de sciences qui rentre dans son laboratoire ou dans son cloître universitaire, elle est rentrée dans sa bibliothèque chercher une explication, un fil de compréhension à saisir. Mais elle n'a rien trouvé. Pour elle, le candidat Sarkozy et le ministre de l'Intérieur qu'il avait été était à l'opposé de l'action de cette bibliothèque de municipalité communiste dans laquelle elle travaillait. Le premier proposait la répression, le nettoyage de la racaille au Kärcher, le remplacement de la police de proximité par l'envoi des CRS ou de la BAC, il représentait l'intolérance vis-à-vis de l'immigration, voulait réduire les droits sociaux afin de mettre tout le monde au travail, incarnait une politique très anti-intellectualiste et « anti-culture ». Sa bibliothèque au contraire propose de traiter tout le monde en sujet politique, en individus de plein droit, et utilise les ressources de l'État pour créer un équipement d'excellente qualité, ouvert, dans un quartier où les chômeurs et les précaires sont nombreux. Alors, elle n'arrive pas à comprendre comment quelqu'un peut confondre les deux, « *mettre Sarkozy et les bibliothèques dans le même sac* », dit-elle. La phrase « *si Sarko passe on vous brûle la bibliothèque* » est pour elle de l'ordre de l'insensé. Mais ce que le bibliothécaire ne peut pas voir parce qu'il s'interdit une lecture politique de la situation, c'est la chaîne de liens symboliques qui unit le président de la République à la bibliothèque d'un quartier de périphérie.

Encadré 12 : Une bibliothèque incendiée pour protester contre l'élection de Nicolas Sarkozy

Le Parisien, lundi 7 mai 2007 : Tensions en Île-de-France [...] :

ESSONNE. Le quartier de la Grande-Borne, à Grigny, a été émaillé d'incidents sporadiques tout au long de la soirée. Le calme est revenu avant qu'une série de caillassages à coups de parpaings ait lieu dans le quartier des Pyramides, à Évry, où une bibliothèque a, par ailleurs, été partiellement incendiée. Place de la Commune, un policier municipal a été visé, sans être blessé. Des incidents sont également signalés à Corbeil.

[Cette même bibliothèque, l'annexe du quartier des Aunettes, à Évry, avait déjà été la cible d'un cocktail Molotov pendant les émeutes de novembre 2005. Son cas n'est pas répertorié dans le rapport de la Direction du livre et de la lecture.]

De la souillure. S'attaquer au sacré de l'autre

SOUILLER de l'anc. franç. *soil* « abîme de l'enfer ; borbier ». [...] 1. Littér. Salir. [...] « *Vêtus de loques, souillés d'avoir été abandonnés dans leur ordure* » ZOLA. [...] Altérer l'état d'asepsie de. Corrompre, infecter, polluer. 2. Fig. et littér. Salir par le contact d'une chose impure. *Puritains « que souille le seul contact des autres hommes »* MAUPASSANT. Contaminer. « *Les vices dont furent souillés quelquefois ces asiles de la pitié* » VOLTAIRE. Profaner. Salir, altérer (ce qui aurait dû être préservé, respecté). Avilir, entacher. Souiller la mémoire de qq. « *Qu'est-ce donc que ce besoin de souiller, qui est chez la plupart – souiller ce qui est pur en eux et dans les autres* » R. ROLLAND

Le Petit Robert, 2009

Il est vrai que, comme l'a souligné Durkheim, notre régime social et notre régime politique reposent sur des dimensions « sacrées » en ce sens qu'il y a des zones de la vie sociale qu'on considère comme intouchables, et qui sont hors du débat public. Son sacrés ces lieux de la vie sociale que toucher équivaldrait à souiller, qui ne peuvent être intégrés à l'espace politique car leur mise en question

vaut profanation. Le sacré concerne ce sur quoi reposent nos régimes de régulation. Durkheim lui-même a beaucoup insisté sur cette dimension sacrée de l'ordre social moderne et de la démocratie à propos du caractère sacré de la personne individuelle. Au moment de sa participation aux débats qui ont eu lieu autour de l'affaire Dreyfus, il a pris parti pour l'accusé et pour les intellectuels. D'un côté, il s'opposait aux « conservateurs » de l'époque car, soutenait-il, une institution qui écrase l'individu (comme l'armée en ce moment) sort de l'ordre social, n'est plus légitime, devient « anomique ». L'opinion des individus n'a pas une valeur désorganisatrice pour la société et les institutions, au contraire, son respect est fondateur d'un ordre nouveau⁴⁴². De l'autre côté, contre la position « libérale » au sein de ces mêmes débats (qui opposait aussi individu et institution, contrainte et liberté), Durkheim se servait de la figure du sacré pour réconcilier institution et individu, liberté individuelle et ordre social. Or, le caractère sacré de la personne humaine qui fonde notre ordre social ne relève pas, selon lui, d'un quelconque « droit naturel », ne va pas de soi. Au contraire, il est le résultat de l'action de l'État qui a conféré des droits à l'individu jusqu'à le placer au cœur de notre société⁴⁴³. Pour lui, les institutions (l'État) confèrent un caractère sacré à la personne individuelle, ce qui constitue le fondement même de notre régime politique.

C'est sur la base de ce raisonnement que nous reconnaissons sans difficulté une certaine sacralité dans l'ordre de la bibliothèque. Elle n'est effectivement pas un équipement comme les autres, « antenne jeunesse », « ludothèque », « maison de quartier » ou gymnase. De même que l'institution scolaire dans ses salles de cours, la bibliothèque contient quelque chose de sacré dans ses rayons. Une dimension sacrée de notre ordre social qu'on trouve mal définie, et en même temps évidente et difficile à reconnaître. Comme Durkheim l'a souligné, le sacré d'une société se reconnaît en creux chaque fois qu'un événement horrifie les membres d'un groupe social. Et l'incendie d'une bibliothèque, comme celui d'une école, provoque

⁴⁴² Rappelons que l'argument des « conservateurs » consistait à dire que si un individu pouvait mettre en question une institution, comme l'armée ou la justice, l'ordre social allait se décomposer car il pouvait alors avoir autant de questionnements de chaque décision qu'il y a d'individus dans une société, et tous seraient alors « légitimes ».

⁴⁴³ DURKHEIM, Emile : *L'individualisme et les intellectuels*, Paris, Mille et une nuits, 2002 (1898). Sur la question du sacré, voir *Les Formes élémentaires de la vie religieuse. Le système totémique en Australie*, Paris, PUF, 1994 (1912). Sur le rôle du sacré dans la modernité et le rôle de l'État dans son institutionnalisation progressive, voir les *Leçons de sociologie*, Paris, PUF, 1950, 1^{re} édition, Istanbul, 1947.

indignation et colère mais aussi consternation, angoisse, désarroi, silence. D'où certainement la difficulté à revendiquer cet acte, qui semble n'avoir personne pour l'assumer, personne pour dire, comme dans le poème de Victor Hugo, « *j'ai mis le feu là* ». Et encore moins pour un hypothétique « j'ai brûlé la bibliothèque ». Du côté de l'autonomie de l'individu, de son droit à l'information et au savoir, de son droit à reconstruire sa mémoire et à se doter d'un passé collectif, du nécessaire respect des idées et des opinions, de ce « trésor » que nous avons en commun et sur la base duquel on peut en même temps agir ensemble et s'affronter dont parle Étienne Tassin avec Hannah Arendt, la bibliothèque contient sans doute quelque chose de sacré⁴⁴⁴.

Dans une « Note relative aux bibliothèques d'Île-de-France ayant fait l'objet de déprédations en novembre 2005 » de la Direction du livre et de la lecture (DDL) du ministère de la Culture, nous pouvons lire une série de treize brefs comptes-rendus sur les bibliothèques brûlées pendant les trois semaines d'émeutes de l'automne de cette année. La note ne recense pas la totalité de bibliothèques et de médiathèques ayant été incendiées. Mais une chose a attiré mon attention. Dans presque la totalité des cas, le mot « souillé » sert à qualifier ce qui est arrivé aux livres :

« **Yvelines (78), Les Clayes-sous-Bois (18 000 habitants)**. Le bâtiment, d'environ 550 m², date des années 80. Il a reçu, dans la nuit du dimanche 6 au lundi 7 novembre, un cocktail Molotov qui a provoqué un début d'incendie. Ont brûlé : un chariot à livres, une étagère et quelques livres. L'intégralité des documents restants, soit environ 40 000 ouvrages, est souillée de suie et de cendres.

Essonne (91), Vigneux-sur-seine (26 000 habitants). L'équipement de 900 m², ouvert en 1989, est implanté dans un bâtiment public contre lequel a été lancé, dans la nuit du 5 au 6 novembre, un cocktail Molotov qui a brûlé quelques bandes dessinées ; plusieurs bacs à albums et tables ont été partiellement incendiés. L'intégralité des documents restants, soit environ 45 000 ouvrages, est souillée de suie et de cendres.

Seine-Saint-Denis (93), La Courneuve (36 000 habitants). La bibliothèque annexe (environ 100 m²), qui date de 1970, est implantée dans une maison

⁴⁴⁴ TASSIN, Étienne : *Le Trésor perdu. Hannah Arendt, l'intelligence de l'action politique*, Paris, Payot et Rivages, 1999.

de l'Enfance située dans le quartier des Quatre Routes. Le bâtiment a été incendié dans la nuit du 4 au 5 novembre, ce qui a provoqué la destruction des trois ordinateurs que possédait l'annexe, de la banque de prêt et d'un grand nombre de livres, 7 à 8 000 environ, soit le quart des collections, destinées très majoritairement à la jeunesse. Les ouvrages restants (22 000 environ) sont tous souillés de suie et de cendres. »⁴⁴⁵

J'étais donc surpris, dès le début de ma recherche, par cette invocation de la sacralité présente en creux à travers l'évocation de la « souillure » tout au long de ce rapport. Mais j'ai trouvé par la suite « de la souillure » évoquée dans le discours des bibliothécaires, des autorités, des hommes politiques, des journalistes et même dans les échanges avec d'autres sociologues chaque fois que je présentais à la discussion les avancées de mon travail. Il ne m'échappe évidemment pas que le verbe « souiller » fait partie de la langue courante française (plus que son équivalent *mácula* ne l'est dans l'espagnol contemporain de l'Amérique latine, par exemple), notamment pour faire référence aux effets salissants de la fumée et des cendres. Mais cette familiarité ne peut pas cacher le fait que le mot indique ici la forme par laquelle ces cocktails Molotov sont reçus. Notamment parce que « la souillure » n'est pas apparue une seule fois dans le discours des habitants. Et l'idée de souillure, avec toute sa charge de religiosité, va profondément marquer les échanges qui suivront à chaque incendie à l'extérieur du quartier⁴⁴⁶. En premier lieu parce que l'onde de choc provoquée par ces impacts va de la bibliothèque à la mairie et à partir de celle-ci elle atteint l'ensemble du système politique, provoquant jusqu'à la réaction de ministres et des plus hautes autorités. En chemin, les attaques placent les bibliothèques et leurs quartiers, comme nous l'avons vu, au centre de l'espace public, jusqu'à ce que la médiatisation de l'événement s'éteigne avec le feu (est-ce pour cela que les pompiers sont caillassés dans les cités, parce qu'ils éteignent la

⁴⁴⁵ Le rapport continue avec la description de plusieurs cas dans le Val-de-Marne et le Val-d'Oise. Il contient une liste – établie au 15 novembre 2005 – de 13 bibliothèques prises pour cible lors de la révolte de novembre 2005.

⁴⁴⁶ Voir l'analyse qu'Hervé Renard a faite à propos des débats entre bibliothécaires de toute la France qui ont suivi, dans leurs listes de discussion (comme biblio.fr) ou dans la presse spécialisée (comme *Livre Hebdo*). RENARD, Hervé : *Incendies volontaires de bibliothèques : bruit et silence des bibliothécaires*, op. cit.

médiatisation avec l'extinction du feu ?). En second lieu, parce que cette propagation de l'action n'est possible que grâce à son inscription dans la dichotomie qui sépare pur et impur, sacré et souillé, *purity and danger*⁴⁴⁷.

Mary Douglas montre bien comment cette frontière entre la pureté et le danger est structurante d'un ordre social. C'est par son institutionnalisation que l'ordre acquiert sa capacité à tracer la frontière qui sépare le groupe de son extérieur. Alors, que l'action des classes populaires soit reçue en termes de « souillure » ne relève pas du hasard ou d'une coïncidente déformation du langage courant. La qualification relève du « sens commun », c'est-à-dire du sens partagé. Les différents termes employés par Douglas dans son analyse et dans ses descriptions, « pollution », « souillure », « impureté » (traductions de *dirty, uncleanness, pollution*) renvoient à ce qui est à la fois méprisable et ignoble (*dirty*), ce qui implique l'impureté (*uncleaness*) et à ce qui relève de la profanation (*pollution*)⁴⁴⁸. L'ensemble de ces catégories servent à signifier le désordre, la maladie, le malheur ou le mal. L'inexplicable⁴⁴⁹.

Ainsi qualifiée de souillure, l'attaque de la bibliothèque sort de l'ordinaire de la vie sociale parce qu'elle a touché au sacré. L'acte n'est pas seulement inexplicable ou insensé. Ses auteurs sortent du corps social et sont expulsés de l'autre côté de la frontière comme les auteurs d'un fait extraordinaire. À l'opposé de cette explication de sens commun, on peut dire dans un premier temps que l'émeute (au sein de laquelle s'inscrit l'incendie) fait partie de l'ordre des choses et que ceux qui lancent pierres et cocktails Molotov ne sont ni des « racailles » ni des « voyous », qu'il s'agit de « jeunes ordinaires », c'est-à-dire du même type de jeunes qui habitent ces quartiers⁴⁵⁰. Mais dans un deuxième temps, il faut immédiatement compléter que ces actes ne peuvent pas être considérés uniquement comme le résultat d'une

⁴⁴⁷ DOUGLAS, Mary : *De la souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*, Paris, La Découverte, 2001 (*Purity and Danger*, 1966).

⁴⁴⁸ Voir à ce propos l'intéressante étude de Luc de Heusch, qui introduit l'édition française de *Purity and Danger*, *op. cit.*, « Préface à l'édition de 1971 », p. 7-20.

⁴⁴⁹ Je prends aussi en considération ici DOUGLAS, Mary : *Natural Symbols*, Londres et New York, Routledge, 2007 (édition accompagnée d'une nouvelle introduction, 1^{re} édition 1970).

⁴⁵⁰ BEAUD, Stéphane, et PIALOUX, Michel : « La "racaille" et les "vrais jeunes". Critique d'une vision binaire du monde des cités », *Liens socio*, novembre 2005 http://www.liens-socio.org/article.php3?id_article=977

« communauté d'expérience » qui rend ces jeunes « ordinaires ». Car il y a, contenu dans ces actes, quelque chose d'exceptionnel. Et cela malgré le caractère endémique de l'émeute depuis que les quartiers sont devenus des « cités » et non plus les quartiers d'habitat social de la classe ouvrière. Avec ses messages de pierre et ses incendies, l'émeute est constitutive de ce que ces quartiers sont aujourd'hui, mais pas dans le sens qu'elle « résulte » normalement des conditions sociales qui les caractérisent. Il y a quelque chose dans l'action qui doit nous conduire à nous interroger sur le régime politique et qui dépasse la seule détermination de l'action par les données sociologiques. L'incendie d'une bibliothèque n'est pas la conséquence immédiate d'une « disposition » des habitants ; entre autres choses parce que la réception de l'acte (par les autorités, les autres habitants, les médias, etc.) et son inscription (ou non) dans l'espace public font partie de l'action elle-même⁴⁵¹. Ainsi, chaque fois que j'ai présenté les avancées de mon travail dans des congrès, colloques ou journées d'étude organisés par des bibliothécaires, j'ai été étonné du fait que des bibliothécaires soient venus me dire « dans ma bibliothèque aussi ». Il s'agissait d'incendies (comme à Goussainville, en banlieue parisienne, ou à Aubry, près de Douai, dans le Nord⁴⁵²), ou d'autres attaques, comme dans le cas de cette directrice d'une bibliothèque du Val-d'Oise qui m'a raconté comment, un matin, ils ont trouvé la bibliothèque touchée par des impacts de balles qui avaient été tirées contre elle pendant la nuit. Dans aucun des cas il n'y avait eu le moindre article dans la presse ni la moindre prise de parole publique. Chaque fois, ces bibliothécaires m'ont demandé : « Voudriez-vous venir voir, je vous raconterai. »

La compréhension des attaques faites aux bibliothèques dans le cadre d'une pensée sur la sacralité permet de les inscrire dans l'ordre des choses. Cela permet de

⁴⁵¹ Cette idée de la disposition à l'émeute me fait penser aux analyses des classes populaires en Argentine qui, à partir d'une extrapolation totale des mots de la théorie de Pierre Bourdieu, parlaient d'« habitus clientéliste » pour expliquer l'adhésion des classes populaires à la figure d'Eva Perón trente ans après sa mort. Cf. AUYERO, Javier : *Evita como performance*, op. cit.

⁴⁵² La bibliothèque municipale Louis-Aragon, dans la petite ville d'Aubry, près de Douai (Nord), a été incendiée dans la nuit du 11 novembre 2005. À cette occasion, la mairie a aussi été attaquée, et le lendemain : « **12 h 18 - Aubry** Plusieurs centaines d'habitants d'Aubry (Nord) participent à une marche silencieuse pour dénoncer l'incendie de la médiathèque municipale », selon une dépêche du site Nouvelobs.com, qui recense les événements concernant les émeutes « heure par heure » sous une rubrique « Violences urbaines ».

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/societe/20051108.OBS4513/les-evenements-du-jeudi-10-novembre-lundi-14-novembre-avant-18h.html> Consulté le 18 juin 2011

voir ces actes comme une conséquence « naturelle » des dysfonctionnements de l'ordre social comme l'ont fait maints sociologues pour le cas des émeutes et des violences urbaines. Et cela permet, surtout, de percevoir que ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement la mauvaise gestion d'un équipement de service public. Les questions posées dans le message qui entre avec la pierre dans la salle de la bibliothèque interrogent la nature même de notre régime politique. Et je me permets d'insister : la bibliothèque ainsi avertie et mise en question n'est pas seulement la petite bibliothèque de quartier, c'est celle qui contient les livres de sociologie et de politique contemporaine.

Or, une telle hypothèse nécessite encore plus d'un pas supplémentaire dans l'écriture sur ce type d'événement. Car bien qu'elle soit éclairante, la prise de conscience des sacralités qui définissent le périmètre de notre monde commun peut occulter ou, tout au moins, ne pas illuminer les divisions qui traversent l'ordre social. Je veux dire que le sens du « sacré » qui est pris pour cible n'est vraisemblablement pas univoque. Peut-être, lorsque la bibliothèque est attaquée, cesse-t-elle d'être ce sacré qui nous réunit pour devenir le sacré de l'autre : « *on vous brûle VOTRE bibliothèque* ». Comme dans l'extériorité totale qu'introduit la dernière phrase du poème d'Hugo par laquelle le communard qui a commis l'incendie répond au poète qui a tenté de lui faire prendre conscience de tout ce qu'il a détruit de culture « universelle ». Ce « *je ne sais pas lire* » sépare inévitablement les deux hommes qui ne partagent plus le même « univers »⁴⁵³. Comme le montre bien Hugo, cette bibliothèque contient du sacré pour le poète, et c'est ce qui l'indigne, mais l'analphabète n'a strictement rien à y faire et c'est grâce à la parole ouverte par son acte qu'il arrive à rendre visible son analphabétisme et son exclusion de la bibliothèque. Et son acte permet au poète de comprendre que la « culture universelle » ne comprend pas tous les individus qui habitent la société.

Lorsque les hommes politiques, les journalistes ou les autorités, les « représentants », pourrait-on dire, disqualifient les modalités de la protestation des classes populaires pour les renvoyer du côté de la « colère » (c'est-à-dire de la maladie), de l'émeute ou de la délinquance, ils cherchent à sortir l'autre de la sphère du commun. D'où la « souillure » qui qualifie à la fois l'incompréhensible et

⁴⁵³ HUGO, Victor : *À qui la faute ?*, *op. cit.*

l'inacceptable. D'où la qualification excessive de « violences » appliquée à toute forme de conflit, même lorsqu'aucune violence physique n'est commise contre les personnes – comme c'est le cas des conflits « ordinaires » que nous observons presque quotidiennement à l'intérieur des bibliothèques⁴⁵⁴. Mais si le message qui enveloppe la pierre est autrement accueilli et reçu, les feux qu'allument les bibliothèques peuvent nous éclairer sous un autre jour. Peut-être pouvons-nous voir alors nos concitoyens derrière ces incendies et non plus des pestiférés. Car la sacralité de notre ordre de régulation et la tournure que nos démocraties sont en train de prendre en s'accommodant de plus en plus aisément de la pauvreté redonnent de l'actualité à la séparation des concitoyens en classes. Alors, dans ce cadre, il redevient vrai que « le sommeil des hommes est plus sacré que la vie pour les pestiférés »⁴⁵⁵.

Le sacré d'un régime social et politique ne concerne pas seulement ce que nous avons en commun et qui nous permet de vivre ensemble d'une certaine manière. Il est également, en même temps, fondation de l'ordre de la domination. C'est suivant les courants qui se sont développés sous l'inspiration des travaux d'Antonio Gramsci autour de son concept d'« hégémonie » qu'on peut mieux comprendre la nature de cet enjeu fondamental⁴⁵⁶. Notamment parce que, contrairement aux concepts de « culture » et d'« idéologie » (telles que ces notions ont été massivement mobilisées dans les années 1960 et 1970), l'idée de l'hégémonie ainsi conçue met le conflit au centre de la conceptualisation. Ainsi, pour Raymond Williams, l'hégémonie non seulement est dynamique et processuelle

⁴⁵⁴ C'est dans le cadre de la transition de la dictature à la démocratie pendant les années 1980 et 1990 que j'ai pris conscience du changement de statut de la violence dans ces deux régimes. L'exclusion de toute violence, dans le second, permet de fixer les limites du politique et résulte ainsi fondatrice du pacte social (plus personne ne pourra se servir des armes pour parvenir à ses fins politiques). Mais par ce même changement, la violence sert aussi à disqualifier l'action de tous ceux qui posent problème à l'ordre de la domination. Cf. Merklen et Sigal, 2009d.

⁴⁵⁵ CAMUS, Albert : *La Peste, Œuvres complètes*, vol. II, Paris, Gallimard, « La Pléiade », 2006 (1947), p. 208.

⁴⁵⁶ C'est le cas des travaux déjà cités de Raymond Williams mais auxquels il faut naturellement ajouter au moins ceux d'Edward Palmer Thompson et du marxisme italien. J'ajoute, dans le cadre de ce mémoire, que les courants d'inspiration gramscienne ont eu (et ils continuent d'avoir quoique sans doute avec moins d'influence) une grande importance en Amérique latine, surtout au moment des transitions démocratiques et de l'analyse des causes des dictatures. Sur ce dernier point, voir ARICO, José : *La cola del diablo. Itinerario de Gramsci en América Latina*, Buenos Aires, Puntosur, 1988. Sur une conception de la culture à partir du concept gramscien d'hégémonie, cf. WILLIAMS, Raymond: *Marxism and Literature*, notamment les chapitre 6, *Hegemony*, et 9, où il développe son célèbre concept de « *structures of feeling* ».

(contre les idées de « structure » ou de « système »), n'est absolument pas un phénomène « total » et, dit-il, inclut des formes de contestation et de « contre-culture » : « *It does not just passively exist as a form of dominance. It has continually to be renewed, recreated, defended, and modified. It is also continually resisted, limited, altered, challenged by pressures not all its own.* »⁴⁵⁷ L'idée d'hégémonie introduit la possibilité de considérer une totalité sociale comme toujours inachevée et en conséquence comme susceptible d'être contestée. En ce sens, il convient de distinguer une conception « organique » de l'hégémonie d'une conception « plurielle » de l'hégémonie⁴⁵⁸. Une conception non organique de l'hégémonie met l'accent sur ce moment où les groupes dominants présentent leur vision du monde comme une vision « universelle » mais sans jamais arriver à l'imposer complètement, elle conçoit la domination comme un processus toujours contesté. La vision ainsi imposée ne peut que « prétendre » à l'universalité car elle est toujours confrontée à l'expérience sociale, au vécu, de chacun des groupes sociaux et, *in fine*, de chacun des individus⁴⁵⁹. Lorsque l'hégémonie est contestée, elle cesse d'être une matrice générale qui informe l'expérience sociale pour devenir simplement l'idéologie d'un groupe singulier. Elle a alors perdu une bonne partie de son efficacité. Elle a quitté l'ordre du sacré pour devenir le sacré de l'autre.

C'est dans ce sens que nous pouvons lire les travaux de Robert Darnton sur le caractère « subversif » de la littérature « philosophique » dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Et c'est ainsi que nous devons lire cette extériorité qui se constitue entre le quartier et « votre » bibliothèque au moment où celle-ci est attaquée. Comme toujours, comme dans le cadre de tout conflit, cette extériorité est profondément ambiguë et elle ne peut pas être totale car c'est aussi la bibliothèque de « notre » quartier. Mais au moment du conflit, la menace de faire basculer la bibliothèque de l'autre côté de la frontière est là. Et cet autre côté a un double visage. L'autre côté est celui d'un autre groupe social (celui des classes moyennes ou

⁴⁵⁷ *Ibid.*, p. 113

⁴⁵⁸ Je suis ici la conceptualisation proposée par Emilio De Ipola et Juan Carlos Portantiero : « Lo nacional-popular y los populismos realmente existentes », in E. De Ipola : *Investigaciones políticas*, Buenos Aires, Nueva Visión, 1989, p. 21-36 (1981).

⁴⁵⁹ Sur cette idée d'une « différence » (un point de vue particulier) qui « prétend » s'ériger en totalité sans jamais y parvenir, cf. LACLAU, Ernesto : *La Raison populiste*, Paris, Le Seuil, 2008 (*On populist reason*, 2005).

des fonctionnaires, des agents de l'institution scolaire et des bibliothécaires, par exemple) mais c'est aussi, en même temps, le côté des « politiques », des autorités réduites à la catégorie de « gouvernants », de ceux qui nous gouvernent – et qui donc « ne nous représentent pas ».

Toujours dans cette perspective, la bibliothèque s'inscrit dans un ordre qui nous comprend, elle contient quelque chose qui est de l'ordre du « sacré », de la « culture universelle », et ce n'est donc pas bien de brûler des livres. Mais en même temps elle n'est qu'un équipement destiné à ceux qui réussissent à l'école, pour ceux qui vivent du livre, un truc des politiciens, pour les classes moyennes. À ce moment-là, la bibliothèque devient le sacré de l'autre. Et c'est précisément cela qui est attaqué et pour cette raison-là que la bibliothèque devient une cible. De façon à peine caricaturale, « si nous sommes loin de l'emploi et de l'école, si on nous dit sans cesse que nous ne maîtrisons pas “le français”, alors, la bibliothèque n'est pas pour nous. Alors vous dites qu'elle est importante, sacrée, que celui qui brûle des livres est un sauvage... ». Les attaques des bibliothèques visent à sortir les équipements destinés aux classes moyennes, et sur lesquels repose le régime politique, du champ du sacré pour les inscrire dans l'espace conflictuel du politique.

Comme nous l'avons vu, plusieurs conditions aident à définir ainsi cette conjoncture. La séparation de plus en plus nette entre gouvernants et gouvernés (la conscience d'une « classe politique ») en est une, les processus de fracture sociale en sont une autre. Mais il y a encore deux conditions qui rendent possible de concevoir les incendies de bibliothèques de cette façon. La première est liée au silence qui entoure les incendies ; la seconde au fait que, matériellement parlant, il peut être banal de brûler des livres. La question du silence qui entoure les incendies des bibliothèques apparaît dans le récit de cette directrice qui nous raconte comment sa bibliothèque a été la cible d'attaques répétées :

« Nous avons reçu une balle cet été, pendant les vacances. La bibliothèque été fermée, mais il n'y a pas eu de suites. » Puis après m'avoir expliqué que pratiquement personne ne s'est intéressé à ces balles tirées contre sa bibliothèque, elle m'explique que les portes étaient « *toujours caillassées* » et que « *la mairie a dû les changer trois fois consécutives dans l'espace de quelques mois. C'est un sas très important et très imposant, les gens doivent pousser deux portes très lourdes et très imposantes pour entrer dans la bibliothèque. Alors, forcément, elles sont toujours caillassées.* » Elle me dit

ensuite qu'elle pensait à l'intervention du géographe qui avait parlé le matin dans le cadre de la formation où j'ai réalisé cet entretien et qui a dit que pour lui la bibliothèque était comme « un sas pour toutes les personnes qui réussissent », sous-entendu elle pense que ceux qui ont caillassé les portes sont ceux qui ne réussissent pas. C'est alors qu'elle me parle du maire : « *Le maire n'est jamais venu parler avec moi pour me dire : "Mme. P., ça fait la troisième fois que les vitres sont cassées, qu'est-ce qui se passe ?" Non, rien. Je suis dans une ville communiste et, pour eux, la culture a un coût, ça se paye, puis, "ce sont des dégâts collatéraux". Puis moi, je ne sais pas. J'attends de vous lire...* » Sylvie⁴⁶⁰.

Il y a là une attitude que nous avons pu constater dans beaucoup d'autres villes. Le pouvoir politique local fait tout son possible pour qu'on ne parle pas publiquement des attaques faites aux bibliothèques. Les maires, notamment, essaient de ne pas en parler. Nous l'avons vu à La Courneuve, à Goussainville, à Évry, à Saint-Denis, à Villetaneuse, où la bibliothèque Max-Pol Fouchet a été incendiée dans les années 1990 sans que nous ayons pu jamais en connaître le moindre détail. C'est ainsi que la presse se saisit très peu de ces événements et que, très probablement pour les mêmes raisons, la sociologie n'a jamais jusqu'à aujourd'hui montré le moindre intérêt pour l'incendie ou les attaques des bibliothèques – alors qu'elle ne manque vraiment pas d'intérêt pour les « émeutes ». D'où provient cette mise sous silence ? Du point de vue des maires, on devine facilement qu'ils ne veulent pas nourrir la mauvaise réputation de leur ville et de leur quartier avec un sujet qui peut être facilement exploité dans le jeu de la concurrence partisane par l'opposition.

Lorsqu'on arrive le matin dans les cités HLM les plus dures de la banlieue, il n'est pas difficile de voir les traces des voitures qui ont été brûlées la nuit. Les motifs de ces incendies peuvent être multiples (conflits entre habitants, protestations collectives ou simplement volonté d'effacer les restes d'une voiture volée en vue de cacher à la police les pistes pouvant conduire aux auteurs). Mais il est très difficile de voir les restes des voitures calcinées elles-mêmes. La plupart du temps, on voit

⁴⁶⁰ Directrice de la bibliothèque municipale de Pierrelaye (Val-d'Oise). L'entretien a été réalisé à Taverny, le 5 novembre 2009, après une conférence que j'ai donnée dans le cadre d'une formation pour bibliothécaires organisée par le département du Val-d'Oise.

seulement les traces que le feu a laissées sur le bitume. Pourquoi ? Parce que les collectivités territoriales disposent de services spécialisés dans l'effacement des traces de ces comportements qui, cumulés à d'autres « incivilités » comme les tags ou autres dégradations du mobilier urbain, atteignent directement le gouvernement local dans son devoir d'entretenir la ville et d'assurer le respect de l'espace public urbain. Les municipalités agissent ainsi dans une logique voisine de celle qui les mène au ramassage des ordures dans la voie publique : « il faut maintenir propre pour que ce soit propre et que les gens respectent la propreté ». Mais le résultat, c'est qu'on a l'impression que rien ne s'est passé. Le caractère muet de ces actes ne provient pas seulement du fait qu'ils ne sont pas accompagnés de discours, mais du fait que les gouvernements s'efforcent d'éviter qu'on en parle. Le pouvoir politique donne ainsi l'impression qu'il n'y a aucune conséquence de ces actes sur le corps social. L'État s'empresse de reconstruire rapidement tout ce qui est « dégradé », comme un jeu du chat et de la souris qu'il entretient avec « *les casseurs* ». Mais du coup, disparaît toute parole qui ne prend pas la forme d'une condamnation de ces actes comme étant des actes de « délinquance » ou d'une dénonciation du « coût que ces actes de vandalisme représentent pour la communauté ».

Dans le cas des bibliothèques et surtout des livres, à cette question du silence s'ajoute un autre aspect singulier, qui constitue la deuxième condition générale contribuant à ce que la dimension symbolique de la bibliothèque se voie isolée et à ce qu'elle devienne « le sacré de l'autre » que l'on prend pour cible. Les bibliothécaires, les enseignants, les hommes politiques et un nombre important d'habitants considèrent effectivement comme un sacrilège le fait de brûler des livres, de s'attaquer à la culture. Les sociologues ne cessent de qualifier ces actes comme du « nihilisme » ou des « actions autodestructrices ». Mais du point de vue de beaucoup, et notamment des auteurs, il ne faut pas exagérer. « *Après tout, m'a dit un bibliothécaire, dans ces annexes de quartier, il n'y a pas d'incunables. Alors, [après l'incendie] les collections seront refaites et tout repartira comme avant. Souvent mieux qu'avant, parce que ces incendies représentent pour nous l'occasion d'aller demander aux pouvoirs politiques de mettre les moyens que nous demandons depuis des années sans succès.* »⁴⁶¹ Ce que je veux dire, c'est que l'attaque isole la

⁴⁶¹ Ex-directeur de la bibliothèque Albert-Camus (43 ans), à Epinay-sur-Seine, incendiée en 2000 et dont je n'ai trouvé aucune trace dans la presse. Entretien réalisé au Salon du livre de Paris en 2010.

dimension symbolique de la bibliothèque. C'est cette séparation des dimensions symbolique et matérielle de l'institution qui permet de faire glisser le sacré du fondement de l'ordre politique au sacré de l'autre, de symbole de l'espace public à emblème d'un groupe qui constitue notre opposant et qui se cache derrière ces symboles qu'il dit représenter l'ordre de la République. Ce glissement constitue la raison pour laquelle les incendies représentent toujours une situation « *très, très traumatique. On a mis des mois à s'en remettre* ». Ou comme me l'a dit l'ancienne directrice de la bibliothèque Louis-Aragon, entièrement détruite par les flammes, à Auby :

« Les gens sont venus nous dire leur douleur les larmes aux yeux. Il y a eu un peintre qui est venu mettre ses petits tableaux qu'il peignait avec Don Quichotte. C'était très drôle... enfin, si, très drôle. C'est une équipe de huit personnes qui ne s'en remet pas parce qu'on ne sait pas comment se reconstruire. C'est à cause de ça que je suis partie d'Auby » – elle est prise par l'émotion et sa voix se brise quelques instants. Puis cette femme d'une cinquantaine d'années reprend : *« Je n'ai jamais pu comprendre ce qui s'est passé. Même aujourd'hui, vous voyez, c'était en 2005 et on n'a jamais réussi à s'en remettre. C'est pour ça que je suis partie »*⁴⁶². On dirait presque le récit d'un départ en exil.

Ce contraste évident entre l'importance symbolique que les livres représentent pour tous ceux qui vivent du livre et la matérialité de leur destruction est à mettre aussi au contact d'un aspect de contexte. Nous sommes en France dans une société de l'abondance. Il y a des livres partout, qui sont consommés comme n'importe quelle autre marchandise. Ainsi, je me rappelle mon étonnement, fraîchement arrivé à Paris comme étudiant, face au nombre impressionnant d'exemplaires de classiques, de Molière à La Fontaine, en passant par Camus, Zola ou Victor Hugo, que je voyais sur les trottoirs, dans des cartons, prêts à partir à la poubelle à côté de toute sorte de littérature passée de mode, cette littérature de romans bon marché que beaucoup achètent pour un voyage en train ou pour lire à la plage en attendant de bronzer. Mais j'étais surpris par ces « classiques » dont les instituteurs et les professeurs ont commandé la lecture et qui ne servent plus à rien une fois les cours finis. Des livres qui partent donc à la poubelle, inutiles, et qu'il serait plus coûteux de garder à la maison dans une bibliothèque que de les acheter à

⁴⁶² Entretien réalisé à Taverny, le 5 novembre 2009.

nouveau en cas d'envie ou de besoin⁴⁶³. Venant du contexte de Buenos Aires et de ma propre histoire, je me suis jeté avec précipitation sur ces cartons pleins de merveilles mais aussi d'œuvres futiles qu'aucun bibliothécaire n'aurait gardé. Et puis, il y a ces milliers de livres que les bibliothécaires eux-mêmes envoient au pilon, comme des mauvaises herbes, dans le cadre de régulières opérations de « désherbage ». Évidemment, ce sentiment de perte d'importance de la matérialité du livre et des autres supports se voit accentuée, et ceci de manière croissante, par un phénomène beaucoup plus puissant dont les classes populaires de la périphérie des grandes villes font l'expérience quotidienne : la dématérialisation. Ainsi sont-ils l'un des alliés de ces accès sans limite (ou « illimité », comme promettent les fournisseurs d'internet et de téléphonie), sans maître et sans gardien, à une culture désacralisée. Une perspective sans doute illusoire⁴⁶⁴, mais qui permet de se passer du garde-frontière le plus proche, notamment lorsque celui-ci ne nous donne pas accès à la porte d'entrée.

0

0 0

Nous sommes en présence de quelque chose qui se rapproche de l'image inversée du récit livré par Claude Lévi-Strauss dans sa célèbre « leçon d'écriture »⁴⁶⁵.

⁴⁶³ Des listes qui surprennent toujours car elles disent quelque chose de leur propriétaire et de son quartier. Ainsi, le jour où j'allais rédiger ces lignes, j'ai trouvé sur un trottoir du 13^e arrondissement de Paris, laissé dans un mince sac en plastique, à côté des poubelles (mais pas à l'intérieur, comme pour laisser la chance à quelqu'un d'en profiter), un bout de bibliothèque privée dont voici la liste : Nicolas Rey : *Un léger passage à vide* (Au diable vauvert, 2010) ; Sacha Guitry : *Mémoires d'un tricheur* (Gallimard, Folio, 2004) ; Philippe Sollers : *Les voyageurs du temps* (Gallimard, NRF, 2009) ; Patricia Delahaie : *Être la fille de sa mère et ne plus en souffrir* (Marabout, 2002) ; *Istanbul, city guide* (AS & 64 Ltd. Co., 2008) ; Philippe Labro : *Tomber sept fois se relever huit* (Gallimard, Folio, 2005) ; Laurent Greilsamer : *Le prince foudroyé. La vie de Nicolas de Staël* (Fayard, 1998) ; Philippe Dubois : *L'acte photographique* (Nathan Université, 1990) ; Clément Rosset : *Le réel et son double* (Gallimard, Folio essais, 1993) ; et un ici immanquable au fond du sac, Michel Houellebecq : *La possibilité d'une île* (Fayard, Le livre de poche, 2007).

⁴⁶⁴ CHARTIER, Roger : « Lecteurs et lectures à l'âge de la textualité électronique », article cité, et du même auteur, « Le lecteur dans un monde en perpétuelle mutation », in MOLLIER Jean-Yves et al. : *Où va le livre ? Édition 2007-2008*, Paris, La Dispute, 2007, p. 345-360.

⁴⁶⁵ LEVI-STRAUSS, Claude : « Leçon d'écriture », *Tristes tropiques, Œuvres*, Paris, Gallimard, « La Pléiade », 2008 (1955), p. 293-305.

Rappelons-nous de cette scène où Lévi-Strauss raconte comment les membres d'une bande de Nambikwara l'imitaient dans l'acte d'écrire en traçant « sur le papier des lignes horizontales ondulées. » L'anthropologue se demande alors : « Que voulaient-ils donc faire ? Je dus me rendre à l'évidence : ils écrivaient ou, plus exactement, cherchaient à faire de leur crayon le même usage que moi, le seul qu'ils puissent alors concevoir, car je n'avais pas encore essayé de les distraire par mes dessins. Pour la plupart, l'effort s'arrêtait là ; mais le chef de bande voyait plus loin. Seul, sans doute, il avait compris la fonction de l'écriture. »⁴⁶⁶ Et on connaît la suite. Face aux membres de son groupe et de l'anthropologue réunis, le chef sort des feuilles de papier écrites et se met à y « lire » les instructions sur les retours de cadeaux que, disait le chef, l'ethnologue devait aux premiers : « À peine avait-il rassemblé tout son monde qu'il tira d'une hotte un papier couvert de lignes tortillées qu'il fit semblant de lire et où il cherchait, avec une hésitation affectée, la liste d'objets que je devais donner en retour des cadeaux offerts. [...] Qu'espérait-il obtenir ? Se tromper lui-même, peut-être ; mais plutôt étonner ses compagnons, les persuader que les marchandises passaient par son intermédiaire, qu'il avait obtenu l'alliance du Blanc et qu'il participait à ses secrets. »⁴⁶⁷ Par la suite, Lévi-Strauss se perd dans un territoire inconnu, épisode où il se trouve lui-même ridicule, perdu donc dans ce territoire des « indigènes » que ceux-ci connaissaient au contraire très bien, sans besoin de boussole, de carte ni d'écriture.

Quel rapprochement avec cette brousse du Mato Grosso et les attaques des bibliothèques de quartier de la périphérie parisienne ? Imaginons l'ethnologue dans une cité HLM de la banlieue parisienne, après une émeute où la bibliothèque a été incendiée, avec un groupe d'habitants. Dans notre cas, c'est comme si les compagnons du chef ne croyaient pas un instant au papier ni à son « secret ». C'est ce que nous observons à travers ces mises en conflit de la bibliothèque. C'est comme si l'un d'entre eux venait devant le chef au moment où celui-ci finit de lire ses instructions, il prend le papier des mains du prétendu leader et le déchire. Comme si les membres de la bande ne croyaient plus à cet échange inégal de cadeaux, même s'il est écrit noir sur blanc que l'échange est équitable et qu'ainsi cela doit être. Le papier déchiré, il n'y aurait alors plus de secret, ni de mystique ni

⁴⁶⁶ *Ibid.*, p. 296.

⁴⁶⁷ *Ibid.*

de pouvoir. Les « indigènes » seraient partis de leur côté, laissant seul leur prétendu chef avec son allié blanc.

Où se situerait alors la rupture ? Au moment où quelqu'un détruit l'écrit permettant au groupe de partir ensemble, le dos tourné au chef et à son allié ? Ou peut-être avant, lorsque le chef a raté sa performance faute de ne pas avoir compris que ses pairs ne croyaient plus au secret de l'écriture et qu'ils n'étaient pas disposés à accepter tel quel ce système d'échanges ? En créant une situation de conflit (lorsqu'ils incendient la bibliothèque, mettent ses livres par terre, insultent un bibliothécaire ou cassent les vitres et les portes, lorsqu'ils disent « tu te crois qui pour me donner des ordres ? »), les habitants poussent la bibliothèque à sortir de sa « simple » qualité de service public. Son statut d'équipement collectif est mis en question voire dénoncé. En revanche, sa dimension symbolique revient au premier plan. Le secret de l'écriture est mis en débat.

L'un des effets premiers provoqués par les pierres et les bombes incendiaires est de mettre en question la bibliothèque comme institution destinée à l'individu, aux individus. La bibliothèque est déstabilisée dans sa posture d'institution qui épuise ses forces dans sa relation aux « usagers » et, à la limite, s'efforce de convertir les indifférents, tous ceux qui ne viennent pas s'inscrire, en « usagers ». Ainsi sont résignifiées les classes populaires en « usagers » de la bibliothèque. Ces mêmes classes populaires qui refusent le temps d'un instant d'être des usagers pour devenir un collectif qui constitue en face-à-face deux groupes sociaux : les habitants d'un côté, les bibliothécaires et leurs alliés de l'autre. Une mise en conflit qui n'est évidemment que pari. La formation du collectif réussira-t-elle ? Ces segments de classe populaire, ces éclats de la modernisation que nous observons dans les périphéries se mettront-ils côte à côte pour former une ligne continue ? Finiront-ils par agir comme une « classe », au sens que les penseurs du XIX^e siècle et les historiens de la « classe ouvrière » donnèrent à ce mot ? Rien n'est moins sûr. Mais leur action semble aller dans le sens du collectif dans un contexte d'atomisation sociale et politique. L'issue du conflit ne dépend pas uniquement des lanceurs de cocktails Molotov, des « casseurs » ou des « jeunes de banlieue ». D'autres forces débordent leurs forces avec force. L'attitude des autres habitants de ces mêmes quartiers constitue la première question. Celle des partis et des pouvoirs locaux qui détiennent les clefs des bibliothèques en est une autre. La municipalisation des

bibliothèques (qui ne peuvent dès lors plus être « populaires »), la professionnalisation des bibliothécaires (qui ne peuvent dès lors plus être « militants » ou « bénévoles »). La bibliothèque elle-même devient un agent politique qui ne peut plus être partisan, qui ne peut plus prendre parti. Situation difficile à tenir dans le cadre d'un conflit politiquement si aigu. C'est comme si les bibliothécaires étaient appelés, puis poussés, d'un bord et d'autre pour savoir de quel côté ils se placent.

CONCLUSION GENERALE

LA POLITIQUE DES CLASSES POPULAIRES *(Synthèse et projection)*

Quand mon premier travail sur les *asentamientos* (les occupations illégales de terres dans la banlieue de Buenos Aires), prit la forme d'un livre en mai 1991, je suis allé dans l'un de ces quartiers en discuter le contenu avec les habitants, protagonistes de l'histoire. J'avais dit, pendant tout mon travail de terrain, cinq ans donc, que j'écrivais l'histoire de leur épopée : « j'écrirai l'histoire du quartier » (*Voy a escribir la historia del barrio*), un quartier qu'ils avaient fait sortir de terre, pour lequel ils s'étaient battus contre vents et marées. Deux semaines plus tôt, j'avais été fier de venir distribuer un bon nombre d'exemplaires du livre aux habitants du quartier *El Tambo*, et j'étais maintenant fier de venir en discuter avec eux dans les locaux de la coopérative du quartier. Fier d'un livre qui racontait l'histoire du quartier et qui était accepté par les protagonistes eux-mêmes. Le rêve de l'intellectuel. La coopérative avait trouvé de l'argent auprès d'une ONG et avait acheté cent exemplaires qu'elle avait distribués, en grande partie, parmi les habitants (ils ont aussi réservé quelques exemplaires pour les relations diplomatiques avec journalistes, hommes politiques, des alliés du quartier). Le principal dirigeant de l'*asentamiento*, Luis D'Elia, ex-militant des Communautés ecclésiastiques de base de l'Église catholique et de la Démocratie chrétienne, et ex-instituteur, avait écrit un commentaire intégré en fin de volume⁴⁶⁸. Le « président » de l'*asentamiento* y identifiait quelques absences dans le récit et rétablissait la mémoire de quelques protagonistes qui étaient importants pour la vie du quartier à ce moment-là et qui n'étaient pas mentionnés dans mon récit. Puis le dirigeant saluait mon humanisme, l'attitude de ce « jeune de Ciudad Evita » (ville voisine, identifiée par les occupants comme celle des classes moyennes qui les avaient tant menacés et combattus) et saluait aussi mon attitude intellectuelle car je n'étais pas venu en donneur de leçons, disait-il, mais en chercheur, ce qu'il identifiait comme étant de l'écoute. Effectivement, je voulais apprendre et chercher à comprendre la nouveauté que ce mouvement social apportait à la politique argentine de ces années 1980. Il voyait en revanche d'un autre œil les intellectuels et militants qui venaient à cette époque aux *asentamientos* la plupart de temps en tant que « techniciens », c'est-à-dire en tant que salariés d'ONG ou de telle ou telle institution : « Ces dernières années, beaucoup de techniciens sont venus aux *asentamientos*, beaucoup de gens qui essaient avec la science de structurer un

⁴⁶⁸ D'ELIA, Luis : « Commentario de Luis D'Elia », in D. Merklen: *Asentamientos en La Matanza. La terquedad de lo nuestro*, Buenos Aires, Catalogos, 1991, p. 199-201.

message. Un message qu'en général nous refusions parce qu'il était, de façon ouverte ou cachée, autoritaire. Parce qu'en définitive il contenait du mépris vis-à-vis de notre élaboration d'idées, de l'élaboration de nos propositions, de notre vie, de notre façon d'être » (p. 201). Mon attitude était donc, toujours selon lui, « différente ».

Le jour de la discussion est venu, et je m'y suis rendu donc fier et heureux de discuter avec mes concitoyens. Mais je ne devrais pas dire ici « concitoyens » car à ce moment-là, même si je ne l'avouais pas, ces gens-là, ces pauvres de très grande pauvreté qui s'étaient organisés et soulevés pour prendre ce qui leur appartenait de droit, représentaient pour moi « le peuple » plutôt que des citoyens⁴⁶⁹. J'y allais donc recevoir la bénédiction du « peuple » illettré, ce qui me protégerait même des éventuelles critiques des intellectuels, avant même d'avoir présenté le livre à l'université (chose que j'ai évidemment faite par la suite). Il est vrai que beaucoup des habitants des *asentamientos* ne lisaient pas et qu'ils étaient, pour beaucoup d'entre eux, semi-analphabètes. Je savais qu'ils avaient lu mon livre en petits groupes, à voix haute, et qu'ils l'avaient fait avec passion : ils me l'ont raconté eux-mêmes, contents et fiers eux aussi d'avoir un livre qui mettait noir sur blanc l'histoire de leur épopée. J'avais écrit leur histoire qui sortait de l'anonymat pour prendre la forme livre. Mon texte était parti pour devenir l'histoire officielle de ces occupations illégales et j'étais en passe de devenir une espèce d'intellectuel organique de cette périphérie misérable de La Matanza. Il est aussi vrai que, comme avait bien remarqué D'Elia, je ne les avais pas traités d'« intrus », « illégaux » ou

⁴⁶⁹ À la décharge de cette image un peu caricaturale que je rends de ma propre représentation, je dois dire que les habitants des *asentamientos* se présentaient eux-mêmes comme des *vecinos*. Cette catégorie, que je reprenais déjà amplement dans mes textes de l'époque et dans le livre en question, renvoie à une représentation de la citoyenneté. En castillan, le mot « voisin » dépasse les trois sens d'« habitant », de « voisin » et de « citadin » que la traduction française propose car il contient une dimension morale et politique qui lui vient de l'époque coloniale où les *vecinos* (citoyens) se distinguaient des « infidèles », les indiens non catholiques. Dans le cadre des *asentamientos*, la stratégie reprise de cette catégorie permettait aux occupants de se distinguer des *villeros* (les habitants des bidonvilles, considérés comme honteux et marginaux) et de se présenter comme d'honnêtes gens ayant droit à une vie digne car étant des « concitoyens », c'est-à-dire des égaux au sein de l'espace de la démocratie récemment installée dans ces années 1980 de l'Argentine (Merklen, 1991 et 2001). Ce sujet des liens entre la catégorie *vecino* et la citoyenneté a fait l'objet d'autres travaux depuis. Voir notamment FREDERIC, Sabina: *Buenos vecinos, malos políticos. Moralidad y política en Gran Buenos Aires*, Buenos Aires, Prometeo, 2004; et PRIVITELLIO, Luciano (de): *Vecinos y ciudadanos. Política y sociedad en la Buenos Aires de entreguerras*, Buenos Aires, Siglo XXI-Argentina, 2003.

« usurpateurs » et que ma parole pouvait signifier une ébauche de reconnaissance de la valeur de leur action.

Grande fut ma surprise lorsque les gens ont pris la parole et commencé à mettre sérieusement en question mon travail. Ils n'étaient pas du tout là pour faire des éloges ou pour montrer leur contentement mais pour se défendre, pour revendiquer leur parole, pour se battre au sein d'un enjeu de toute évidence important pour eux. Ils n'étaient pas indifférents au livre. Les uns me reprochaient que, dans mon histoire, j'avais omis des événements qu'ils considéraient comme des épisodes importants. D'autres me reprochaient de ne pas mentionner telle ou telle personne, d'accorder trop d'importance à celui-ci et de négliger le rôle de celui-là. Certains ont fini par me dire que mon livre était du « n'importe quoi », qu'il ne servait à rien, que les choses ne s'étaient pas passées comme cela (il est aussi vrai que personne ne l'a qualifié de mensonge). Ils étaient pour la plupart très en colère et ils ont fini par me demander de réécrire un certain nombre de pages, par me dire qu'ils étaient prêts à aller voir l'éditeur pour lui demander de corriger le texte avant la distribution du livre.

Quand j'ai refusé cette proposition et avancé la thèse de « ma vérité », quand j'ai dit que c'était ma vision honnête des choses et que, en conséquence, je ne changerai pas ma version, une rupture s'est produite. Je vivais à la fois un désenchantement et une prise de conscience. Au moment de la publication, le sociologue que j'étais quittait le ciel de la science pour devenir un acteur qui intervenait au sein des conflits qu'il disait observer avec respect et « écoute ». J'imposais mon histoire à la leur et ils ne pouvaient rien y faire. Je gardais ma liberté d'auteur, ils pouvaient garder la leur de sujets politiques et ils pouvaient en conséquence réfuter ma version des faits et mes analyses ou simplement écrire leur propre histoire. Mais ils m'obligeaient à prendre conscience de l'asymétrie qui caractérisait notre relation. Une asymétrie fondamentale séparait ma liberté de la leur. Ils n'avaient aucune chance de pouvoir écrire et publier un livre : celui que j'ai écrit demeure, vingt ans après sa publication, le seul livre disponible sur ces quartiers. Contrairement aux Nambikwara étudiés par Claude Lévi-Strauss ou aux Aché étudiés par Pierre Clastres, les habitants de cette périphérie de Buenos Aires ne vivaient pas dans un espace protégé de l'écriture, de l'État moderne et de

l'exploitation⁴⁷⁰. On faisait, et on fait toujours, eux et moi partie de la même société. Ce qui veut dire aussi que le sociologue ne peut pas, comme ce fut un temps le privilège des anthropologues, se « retirer » pour écrire. Les classes populaires ne sont pas des ethnies éloignées, qu'on pourrait tenir à distance. Notre relation est celle d'un rapport asymétrique, mais c'est une relation qui est toujours là, présente, une relation à laquelle le chercheur ne peut pas échapper. À commencer par cette inflexion fondamentale survenue dans la recherche en sciences sociales avec la scolarisation : comme l'a signalé Clifford Geertz, les peuples éloignés lisent et parfois écrivent pour critiquer l'anthropologue⁴⁷¹. Et à nous d'ajouter : les classes populaires aussi. Cette prise de conscience induit un changement essentiel dans la manière de conduire mon travail : je pouvais continuer à travailler sur les « classes populaires », mais à condition de considérer chacun de ses membres comme mon concitoyen.

Cet échange avec les habitants de l'*asentamiento* à propos de « leur » histoire et de « mon » livre a rendu observables beaucoup de choses. Parmi celles-ci, je confirmais une évolution que j'avais déjà repérée dans la vie du mouvement social. Dans les dernières pages de mon livre, je soulignais que, cinq ans après l'occupation des terres, l'*asentamiento* était devenu un quartier pauvre, certes, mais consolidé, les menaces d'expulsion s'étaient épuisées et les abris de fortune et les cabanes (*las casillas*) avaient déjà donné lieu à de véritables maisons. Le quartier disposait de nombreux équipements collectifs : une école et un jardin d'enfants, un terrain de sports, un petit centre de santé, un local pour la coopérative. Or, ces conquêtes n'étaient pas venues seules, elles s'associaient à d'autres évolutions. J'écrivais ainsi que « l'une des premières transformations que l'on doit observer au sein du mouvement [social] est celui d'une distanciation entre les dirigeants et les habitants de chacun des *asentamientos*. Les organisations de chaque quartier sont devenues des coopératives ou des associations [suite à la reconnaissance des organisations par l'État, qui commençait à les financer et qui exigeait en contrepartie une légalisation des organisations]. Ceci les oblige à suivre une série de normes, et des besoins techniques sont rapidement apparus : des comptables pour assurer les bilans, personnel idoine et salarié pour des tâches diverses, une

⁴⁷⁰ CLASTRES, Pierre : *Chronique des Indiens Guayaki. Ce que savent les Aché, chasseurs nomades du Paraguay*, Paris, Plon, 1972.

⁴⁷¹ GEERTZ, Clifford : *Ici et Là-bas. L'anthropologue comme auteur*, Paris, Métailié, 1996 (*Works and Lives : The Anthropologist as Author*, 1988).

spécialisation découlant des normes juridiques que les institutions imposent, etc. Le papier commence à gagner du terrain comme intermédiaire dans la relation entre les habitants et leurs organisations, ces mêmes relations qui se construisaient avant autour du feu de joie, lorsque le quartier n'était qu'un champ (*alrededor del fogón, cuando el barrio sólo era campo*) »⁴⁷².

Le débat autour de mon livre et le conflit qui s'en suivit se sont soldés par mon éloignement du mouvement des *asentamientos*. Luis D'Elia, le dirigeant, a dû prendre parti. Soit je restais son allié et il s'éloignait de ses *vecinos*, soit je partais et il reniait mon travail⁴⁷³. Mais l'événement m'a aussi permis de voir que le mouvement se divisait, que les hétérogénéités et les fractures émergeaient au fur et à mesure que l'occupation cessait d'être menacée, qu'elle était acceptée par le système politique et que le jeu politique entraînait dans le quartier. Des fractures qui se creusaient aussi au fur et à mesure que les dirigeants s'éloignaient des habitants, qu'une bureaucratisation avait lieu et que la communication à travers le papier remplaçait l'allocation et les relations en face-à-face. Comme l'a bien vu Lévi-Strauss, le papier arrive sous deux formes : celle de l'écrit et celle de l'argent. Les organisations des quartiers se bureaucratisaient et les dirigeants se distancaient des habitants (*los vecinos*) à la même vitesse que l'État donnait de l'argent et exigeait l'institutionnalisation des organisations de quartier qui devenaient des coopératives, des mutuelles ou des associations – selon les cas.

Dans son étude sur la « langue comme une écriture », Jacques Derrida critique la séparation « à la hache » établie, « de Lévi-Strauss à Rousseau », entre la parole et l'écriture, et il qualifie d'« onirisme ethnocentrique » l'expression « société sans écriture » qui ne répondrait « donc à aucune réalité et à aucun concept »⁴⁷⁴. Le point est important car il y a là un problème qui traverse mon travail, depuis mes premières enquêtes sur les *asentamientos* de La Matanza jusqu'à celle sur les

⁴⁷² MERKLEN, Denis : *Asentamientos en La Matanza, op. cit.*, p. 194.

⁴⁷³ Nous avons pris de la distance pendant longtemps. Il m'a répudié car pendant les années de ma recherche j'étais devenu un allié précieux pour eux, participé très activement au mouvement, j'étais devenu un compagnon de tous les jours. Je suis revenu des années plus tard et une certaine amitié me lie toujours à lui et à sa famille, comme à d'autres habitants de ces trois quartiers. Quand j'y retourne, il m'arrive que des gens que je ne me rappelle plus me parlent de ce petit livre qu'ils gardent toujours chez eux, parfois seul livre de leur bibliothèque.

⁴⁷⁴ DERRIDA, Jacques : « La violence de la lettre : de Lévi-Strauss à Rousseau », *De la grammatologie, op. cit.*, p. 149-202 (citations tirées des pages 161 et 177).

bibliothèques de la banlieue parisienne. Derrida qualifie la distinction entre l'oralité et l'écriture de « péché original », une erreur qui, selon lui, enferme la connaissance du social sur l'hypothèse de l'opposition entre un monde naïf (là où la violence n'aurait pas encore pénétré) et notre monde (celui de l'anthropologue comme celui du sociologue), qui apporterait avec lui la violence qu'il introduirait au sein du premier monde comme qui exerce une violation. Pour Rousseau comme pour Lévi-Strauss, le monde de l'écrit fait violence à la nature innocente d'un monde fondé sur l'oralité. Pourquoi ? Parce que l'écrit introduirait une forme d'aliénation faisant du langage un système de classifications et transformant chaque personne et chaque objet en une simple position relative où les uns ne peuvent se comprendre que par rapport aux autres. C'est la perversion du « nom propre » qui devient dès lors une simple classification : « nommer c'est classer ». L'écrit est source de divisions, de hiérarchie et, surtout, de « distanciation » sociale. Par opposition, un monde fondé sur l'allocution, sur les interactions en face-à-face, sur la communication directe, serait un monde sans domination. C'est aussi la thèse de Pierre Clastres. Derrida a raison, sur un certain plan, lorsqu'il soutient que cette supposition du « bon sauvage » qui fait de l'oralité un monde protégé de la violence est une « illusion » relevant d'un ethnocentrisme renversé. C'est une forme d'illusion qui est aussi présente dans la sociologie des classes populaires. La dénonciation des formes de domination et d'exploitation dont souffrent les classes populaires, la dénonciation des mécanismes d'exclusion et de séparation dont elles sont victimes s'appuie, bien trop souvent, sur la projection sur ces mêmes classes populaires d'une vision idyllique. N'y a-t-il pas quelque chose de cette nature dans mes observations des *asentamientos* quand je voyais (et regrettais ?) disparaître ces collectifs qui se construisaient dans l'oralité, autour de conversations abritées par le foyer moral des feux de joie ? Quand je voyais ces premiers collectifs du face-à-face se voir remplacés par des collectifs « bureaucratisés », où le papier était le support et la source d'une distanciation des dirigeants par rapport aux autres membres du mouvement social, le support de divisions et de distances entre les *vecinos* entre eux ? Et ne reste-t-il pas quelque chose de cette illusion dans mes travaux actuels sur les conflits autour des bibliothèques des banlieues françaises ? L'expression

« classes populaires » ne conduit-elle pas inévitablement à la voie sans issue du « populisme », comme l'a si savamment averti Jean-Claude Passeron ? ⁴⁷⁵

Jack Goody s'est opposé avec fermeté et non sans raison à la thèse d'une continuité entre oralité et écriture car cela peut conduire à ignorer toutes les différences que l'écrit a introduites dans la vie sociale⁴⁷⁶. Or, notre problème ne coïncide pas complètement avec celui traité par Jacques Derrida sur la nature essentiellement violente du langage et le traitement qu'il fait de celui-ci comme d'une « écriture ». Notre problème est celui des modalités des liens sociaux et politiques au sein de l'univers populaire et du populaire lui-même dans son rapport à la société, aux autres classes sociales, à l'État et aux institutions. Notre réflexion est située, elle a lieu à l'intérieur d'une conjoncture précise. Car, c'est sur fond de ces liens et de ces divisions qu'entre en jeu une discussion sur la catégorie de populaire elle-même. Les « classes populaires » existent-elles dans une société comme la société française d'aujourd'hui ? Quand le sociologue requalifie de la sorte les usagers (ou les non-usagers) d'une bibliothèque, combien relève de la projection de l'auteur, de son « onirisme ethnocentrique », et combien relève de ses observations ? Je dois dire que, dans mon cas, un soupçon s'est souvent manifesté de la part de mes collègues français : ce que je crois voir dans les quartiers des périphéries françaises, me dit-on, relève pour beaucoup de la projection des catégories élaborées dans le Grand Buenos Aires sur une réalité qui, en réalité, ne serait pas « ça ».

J'ai déjà précisé plus haut (*cf. supra* « Individus populaires. Sociabilité et politicalité », p. 155 *sq.*), et je le répète, car l'un des problèmes peut découler d'un excès de généralisation : je parle à partir de l'observation seulement d'une fraction des classes populaires, celles-là mêmes qu'on trouve dans les « cités HLM » des périphéries des grandes villes. Les conflits que nous y observons concernent seulement cette fraction des classes populaires qui vit dans les quartiers de banlieue, celle qui trouve ses caractéristiques autant dans certaines données

⁴⁷⁵ PASSERON, Jean-Claude : « Le sens et la domination », *Le raisonnement sociologique*, Paris, Albin Michel, 2006 (1^{re} édition, Nathan, 1991), p. 385-398 ; et du même auteur (avec C. GRIGNON) : *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Le Seuil, 1989.

⁴⁷⁶ GOODY, Jack : « Derrida au milieu des archives de l'écrit et de l'oral », *Pouvoirs et savoirs de l'écrit, op. cit.*, p. 163-175.

statistiques (ses bas niveaux de revenu, ses taux importants de chômage, ses bas niveaux de scolarisation) que dans sa localisation et sa position dans la ville (habitation sociale, « cités », périphérie des grandes villes), dans ses modes d'action (une faible participation électorale, des émeutes comme forme d'action collective caractéristique), sa trajectoire (il s'agit d'un groupe qui se détache de l'ancienne classe ouvrière et qui suit des parcours migratoires hétérogènes mais où on partage majoritairement le fait de venir d'une ancienne colonie française), enfin, cette fraction des classes populaires qui « reçoit » un regard assez caractérisé de la part des autres groupes sociaux : ce sont « les banlieues », « les jeunes de banlieue », « les quartiers HLM ». C'est une fraction des classes populaires qui souffre de la fragmentation sociale, qui est très négativement marquée par les dynamiques d'individuation qui traversent avec force l'ensemble de notre société et qui arrivent jusqu'à eux sous la forme de responsabilisations, d'exigences d'activation et d'injonctions biographiques. Associées à la précarité, les stratégies de type « chasseur », un temps conjurées par la stabilité du salariat, réapparaissent dans cet univers où la « lutte pour la survie » (Merklen, 2009a) prend une place importante dans le quotidien de beaucoup familles et occupe de plus en plus d'individus. Ce sont des classes populaires qui se pensent elles-mêmes et qui sont pensées beaucoup moins à partir des mots comme « ouvrier » ou « travailleur » qu'avec une référence permanente à l'idée de citoyenneté. Un glissement du travailleur au citoyen où les classes populaires essaient de reconstituer des modalités d'action et de participation politique face à la perte de puissance des formes « classiques » de mobilisation (celles justement qui se sont articulées autour du travail, notamment la grève). En somme, c'est une fraction des classes populaires qui se caractérise autant par sa sociabilité que par sa politicité. Deux formes de lien social, social et politique, qui donnent lieu à autant de formes de conflit.

Est-ce à dire que ce que nous observons dans ces quartiers est absent des autres formes du populaire, que ce que nous voyons chez cette fraction minoritaire ne se trouve pas dans les autres catégories subalternes de la société ? Je ne le crois pas. Mais bien que je ne puisse fournir aujourd'hui une définition précise de ce que l'expression « classes populaires » veut exactement dire dans ma sociologie, je voudrais apporter une précision. Cette vacuité ne relève pas entièrement d'un manque de précision. Car cette imprécision fait aussi partie d'un choix

épistémologique. D'une part, j'inscris mon travail dans une conception de l'expression « classes populaires » qui répond davantage à la tradition de la sociologie latino-américaine qu'à celle de la sociologie française telle qu'elle s'est élaborée à partir des années 1960, surtout sous l'influence de l'œuvre de Pierre Bourdieu⁴⁷⁷. Comme on le sait, cette dernière hérite d'une tradition où « populaire » renvoie surtout à l'idée de « classe ouvrière » et, dans une moindre mesure, à « paysannerie ». Sous ses formes les plus appauvries et les plus dépolitisées, c'est une vision qui se réfugie derrière les catégorisations socioprofessionnelles et qui additionne : populaire = ouvrier + paysan + employé à bas revenus. C'est une vision qui peut conduire non seulement à une dépolitisation du regard sociologique (comme si les classes populaires n'étaient pas aussi faites politiquement) mais qui peut conduire à une perte d'historicité. Ainsi, les classes populaires seraient toujours là sous la même forme sociale et lorsque le populaire n'est pas ouvrier on a l'impression que tantôt la sociologie s'entête à le voir ouvrier, tantôt elle se perd et commence à voir des « déviations » chaque fois que ses descriptions ne coïncident pas avec l'image héritée de ce populaire ouvrier.

La tradition de la sociologie latino-américaine sur les classes populaires, en revanche, s'est forgée dans la lutte contre une difficulté de conceptualisation. Dès le début (autour des années 1950), il fut évident que les classes populaires qui peuplaient ce continent de l'Argentine et du Chili jusqu'au Mexique n'étaient pas des ouvriers. Il y avait bien ici ou là des classes ouvrières plus ou moins « mûres », comme les mineurs boliviens ou les *descamisados* en Argentine. Mais le marxisme éprouvait des difficultés à développer sa théorie. Ainsi l'ont problématisé la plupart des observateurs, de Carlos Mariátegui à la théorie de la dépendance de Fernando Henrique Cardoso ou celle de la marginalité de José Nun en passant par la sociologie de Gino Germani⁴⁷⁸. Le populaire était plus informe que structuré. Il était constitué d'ouvriers et de travail manuel, mais aussi de question indienne (« ethnique », dit-on aujourd'hui), d'informalité et d'illégalité, de « culture » et de « politique », de lieu de résidence et de pauvreté. Au sein de cette tradition, « populaire » veut aussi bien dire « ouvrier » que « marginal », « pauvre » ou « péroniste ». Au fond, on peut dire

⁴⁷⁷ Voir à ce propos, SCHWARTZ, Olivier : *La notion de « classes populaires », op. cit.*

⁴⁷⁸ Pour un panorama de la sociologie latino-américaine à cette époque, cf. TOURAINE, Alain: *La parole et le sang. Politique et société en Amérique latine*, Paris, Odile Jacob, 1988.

que l'expression « classes populaires » venait nommer un univers hétérogène et multidimensionnel pratiquement impossible à stabiliser dans une définition. Non seulement parce que cette identité changeait beaucoup d'un pays à l'autre, mais aussi parce que ce qu'on nommait ainsi évoluait beaucoup d'année en année, de conjoncture en conjoncture. C'est pourquoi la sociologie latino-américaine s'est si étroitement rapprochée de l'historiographie anglaise, par exemple, parce que sous la plume d'auteurs tels Eric Hobsbawm, E. P. Thompson ou Raymond Williams, cette histoire permettait de faire du populaire un monde relationnel et en évolution. Et c'est probablement pourquoi l'influence d'Antonio Gramsci a été si importante, parce qu'elle permettait de mettre l'accent de la conceptualisation plus sur l'hétérogénéité que sur l'homogénéité du populaire. Mais une hétérogénéité qui ne se limite pas à une subdivision de la « classe » en plus petits segments pour parler de « catégories », comme si le pluriel suffisait à rendre lisible la complexité. L'hétérogénéité est ici bien entendu comprise à partir des segments parfois très différents qui l'intègrent, mais elle est là pour essayer de mettre aussi sous analyse ce qui contribue à faire ensemble ou, au contraire, ce qui va dans le sens de l'éclatement. Parler en termes de « classes populaires » ainsi conçues s'est se donner la possibilité d'observer un monde qui est bien là même lorsque le sociologue est incapable de déterminer avec précision ses contours, et c'est surtout la possibilité de l'observer dans sa « formation ». Une formation qui est toujours mise en question, dans des rapports conflictuels avec les autres et au sein même de l'univers populaire.

Le travail qui a été le mien depuis mes premiers pas comme chercheur est donc celui de l'observation d'une fraction singulière des classes populaires. Cette fraction se constitue premièrement comme résultat des processus de décomposition du salariat à partir des années 1970 en Argentine, à partir des années 1980 en France. Il s'agit d'une fraction qui s'est affirmée autour de ces formes de l'inscription territoriale qu'on nomme « quartier ». J'essaie d'observer les caractéristiques qui sont données à cette conjoncture du populaire à la fois par la manière dont les gens s'affirment dans la notion de « citoyen » et par les très

ambivalents rapports qu'ils entretiennent avec les processus d'individuation en cours, tels que ces derniers résultent du mélange complexe d'éléments positifs et négatifs. Ainsi, l'une des caractéristiques de cette conjoncture du populaire, c'est probablement que nous voyons la problématique de la domination se doubler d'une problématique de l'exclusion. Deux dynamiques qui se présentent mêlées mais qui font que les thèmes de la « libération » ou de l'« émancipation » semblent moins présents dans la sociologie qu'ils ne l'ont été par le passé. En effet, le présent des classes populaires semble être fait aussi par des luttes contre des forces qui excluent, qui fragmentent, qui atomisent. Les classes populaires semblent aujourd'hui guidées par des soucis d'intégration.

Mais depuis ma recherche sur les bibliothèques, j'ai dû intégrer à mon travail une dimension culturelle à laquelle je ne prêtais qu'une attention pour ainsi dire latérale par le passé. La présence de l'écrit est venue au premier plan de ma recherche. Il éclipse d'autres dimensions. Est-ce parce que cette dimension est plus centrale aujourd'hui qu'avant ? Certainement pas. Simplement, je suis venu observer un nouveau conflit et cela m'oblige à adopter un point de vue légèrement décalé en même temps que je me donne l'occasion de voir avec un autre regard, au contact d'autres auteurs et d'autres problématiques. Ainsi, dans sa critique de la « leçon d'écriture », Jacques Derrida souligne tout le poids que l'idée de « pénétration » tient dans la compréhension lévi-straussienne de l'écrit comme forme de la domination et de la violence. L'écrit vient de l'extérieur corrompre une société fondée sur l'oralité, et il va tellement profondément dans sa pénétration qu'il change les noms des individus : ainsi des Nambikwara à qui l'on attribue des prénoms portugais, parfois des sobriquets. Dans son texte sur la révolte des esclaves à Bahia, Jack Goody observe le même phénomène. Avant de l'embarquer vers un nouveau continent, l'esclavagiste donne un bout de papier à chaque esclave avec lequel il le rebaptise, une sorte de carte d'identité imposée et qui fixe l'individu dans un nouvel ordre social. Toutes proportions gardées, j'ai aussi observé quelque chose de l'ordre d'une « pénétration » dans nos quartiers des banlieues parisiennes.

J'ai prêté une attention singulière à cette présence ambiguë mais forte des agents de l'État qui conçoivent leur travail sous la forme d'une intervention : les « intervenants » sociaux dans les quartiers, comme ils s'autodésignent, l'« intervention sociale », comme ils nomment leurs actions. J'avais observé les

classes populaires de l'Argentine des années 1980, 1990 et 2000 se débattre contre l'absence de l'État, contre la pauvreté. Je vois les classes populaires des cités HLM en France se débattre aujourd'hui elles aussi contre la pauvreté. Mais plutôt que de faire ce que l'État ne fait pas (comme lorsque les habitants des *asentamientos* construisaient une école ou un centre de santé), ces classes populaires françaises semblent lutter contre l'arbitraire de l'État. Un État qui est partout sauf là où on le voudrait : « Ils nous mettent des bibliothèques pour nous endormir. Nous ce qu'on veut, c'est du travail ! » C'est un pouvoir qui semble tout faire. Il construit et bâtit, dynamite et détruit, peuple et déménage, nomme et change les noms des lieux et des institutions. L'État éduque, établit des règlements disant comment il faut se comporter à l'école, dans les bibliothèques, dans les parcs (je fus longtemps frappé, à mon arrivée en France, de découvrir qu'un règlement long et minutieux précisait la conduite à tenir et tout ce qu'on ne pouvait pas faire à l'entrée de ces espaces publics que sont les parcs, les places, les squares).

Et pour toutes ces opérations, symboliques et matérielles, les agents de l'État comptent sur l'appui de la force publique, de la police. C'est, si je peux dire ainsi, le drame des bibliothèques de quartier. Lorsqu'un « jeune » ne respecte pas le règlement, il sera exclu de la bibliothèque. Et s'il n'accepte pas sa propre exclusion, il sera mis dehors par la force⁴⁷⁹. Mais lorsque la police est accusée, discréditée, disqualifiée comme raciste, discriminatoire et arbitraire, la légitimité des institutions commence à être mise à nu comme un corps sur lequel on lance des pierres lapidaires. La force légitimée des institutions commence à devenir partielle voire arbitraire. Devons-nous rappeler cette donnée souvent oubliée ? Pratiquement chaque « émeute » en France commence, depuis trente ans, par un conflit avec la police dans le cadre duquel, très souvent, un « jeune » du quartier en question est mort. Ainsi l'a dénoncé Mohamed Bourokba, dit Hamé, du groupe La Rumeur : « Les rapports du ministère de l'Intérieur ne feront jamais état des centaines de nos frères

⁴⁷⁹ On pourra nous objecter que de nombreux bibliothécaires refusent dans ces quartiers d'appeler la police, sauf en cas de conflit majeur, ou en cas de « peur » comme dans certaines anecdotes que nous avons rapportées ici. Mais la question est justement là. Ces intervenants bénéficient en dernière instance de l'appui de la police.

abattus par les forces de police sans qu'aucun des assassins n'ait été inquiété. » Une dénonciation pour laquelle il est poursuivi⁴⁸⁰.

Évidemment ces interventions de l'État n'ont pas lieu dans une civilisation vierge de toute violence et fondée uniquement sur l'oralité. Les quartiers populaires sont loin d'être un paradis perdu, et leur univers est aussi évidemment loin de ressembler à une « société sans écriture ». La violence ne vient pas seulement du dehors tout comme l'écrit n'appartient pas exclusivement aux agents extérieurs. Comme nous avons pu le constater, les choses sont extrêmement complexes. D'une part parce qu'une bonne partie des intervenants « étrangers » aux quartiers appartiennent à ces mêmes fractions des classes populaires et habitent bien souvent dans les mêmes quartiers. Car ces quartiers sont loin d'être des communautés homogènes. D'autre part parce que l'univers populaire est aujourd'hui traversé par l'écrit, auquel non seulement il accède et qu'il est contraint de maîtriser, mais dont il sait se servir pour communiquer et pour s'exprimer. Cependant, même dans ce cadre complexe, les rapports conflictuels que nous observons trouvent une dimension fondamentale dans cette situation d'extériorité par laquelle la politique arrive aux quartiers comme une force qui les pénètre. Et c'est sur ce point précis que la politique façonne le monde des classes populaires en introduisant des divisions en son sein. Toute écriture n'arrive pas du dehors aux quartiers, l'écrit qui arrive de l'extérieur est l'écrit de la politique. C'est l'écrit que l'école amène et dont l'apprentissage est indispensable à l'exercice de la citoyenneté, et c'est l'écrit à travers lequel fonctionne la politique institutionnalisée. C'est l'écrit des administrations de l'État, auxquelles on doit écrire pour obtenir un logement, pour réclamer une réparation ou pour demander une mutation, ou encore pour faire la demande d'un logement plus adapté à une nouvelle situation familiale. Comme l'ont observé bien d'autres avant nous, cet écrit « légitime », largement perçu au sein des classes populaires comme étant celui de la « forme scolaire », cette langue écrite gouverne l'oralité d'un nombre important d'agents sociaux liés à l'État : les hommes

⁴⁸⁰ « C'est pour avoir écrit, dans un magazine promotionnel, cette simple phrase que Mohamed Bourokba, dit Hamé, est poursuivi depuis maintenant six ans par le ministère de l'Intérieur. Relaxé une première fois en décembre 2004 par la 17^e chambre du tribunal correctionnel, à nouveau relaxé deux ans plus tard par la cour d'appel de Paris, Hamé a dû comparaître une troisième fois le 3 juin 2008 après la cassation du second jugement. Relaxé une fois de plus le 23 septembre, il apprend trois jours plus tard que le ministère de l'Intérieur se pourvoit à nouveau en cassation... » TEVANIEN, Pierre : « Entretien avec Mohamed Bourokba », *Mouvements*, n° 57, Paris, janvier-mars 2009, p. 120.

politiques, les agents des administrations, les instituteurs et les professeurs. C'est aussi la langue des journalistes et des intellectuels. Dans un cadre de conflit social comme celui que nous observons, la langue de la politique tend à devenir non pas un langage universel mais l'idiome d'un groupe social particulier.

Si le populaire aujourd'hui ne se caractérise plus par son analphabétisme, il ne se caractérise pas non plus par une complète extériorité par rapport à la langue écrite officielle ou légitime. Et celle-ci ne constitue pas non plus une force de domination complètement extérieure ni totalement efficace. Car la maîtrise de la langue écrite de l'école, des livres, des revues et des journaux est concurrencée par des phénomènes multiples de l'écriture. Beaucoup sont vieux et connus, comme celui qu'on observe dans la chanson (aujourd'hui décliné sous forme de rap) ou de littérature populaire tels les exemples que nous avons cités à travers les textes de Rachid Santaki ou de Faïza Guène. Et beaucoup d'autres sont nouveaux car associés notamment aux nouvelles technologies et au développement d'internet. De nouveaux moyens de communication qui permettent l'expansion et l'affirmation de formes culturelles que l'école et les institutions ont du mal à contrôler complètement. Mais il y a un aspect plus fondamental qui nous a sauté aux yeux dès notre arrivée sur le terrain. Cette forme écrite de l'école, des institutions et de la politique constitue aussi un puissant vecteur d'intégration sociale pour beaucoup. Et le terrain du conflit qui semble entourer l'école comme les bibliothèques semble structuré sur cette dimension et non pas sur celle d'une contestation de la langue légitime.

À la perception d'extériorité qui caractérise la présence des institutions sur le sol des quartiers s'ajoute donc cette autre dimension étroitement liée à la manière dont l'institution scolaire se trouve articulée au marché de l'emploi. Pour les jeunes habitants de ces quartiers, il est aussi évident que pour les sociologues que l'échec scolaire multiplie les chances de se trouver en dehors de l'emploi et probablement condamné à errer entre des périodes plus ou moins prolongées de chômage et l'obligation d'accepter des contrats de travail intermittents, mal payés et dans des tâches peu agréables à accomplir. Le conflit commence alors à mûrir lorsque la sortie de l'école commence à être vécue de moins en moins comme un « échec » personnel et de plus en plus comme une injustice ou une exclusion arbitraire dans ce sens qu'elle tombe toujours sur les mêmes.

C'est dans ce cadre que se superpose toute une série d'ambivalences sur lesquelles j'ai essayé d'attirer l'attention. Je reviendrai ici seulement sur deux d'entre elles. Il y a, en premier lieu, une ambivalence dans la perception de ce caractère extérieur des institutions. La bibliothèque comme l'école ou l'antenne jeunesse ne sont pas complètement ni toujours perçues comme des interventions étrangères. Elles sont aussi revendiquées comme l'école, la bibliothèque ou l'antenne jeunesse du quartier. Elles sont bien à « nous ». Un nous qui définit doublement la propriété. Elles sont « à nous » parce que nous sommes des citoyens et qu'elles nous appartiennent « de droit ». Et elles sont « à nous » car ce sont l'école, la bibliothèque ou l'antenne jeunesse de notre quartier (et donc pas celles des autres). Rappelons-nous toute l'ambivalence de cette interaction que j'ai rapportée à travers les propos de ce jeune homme qui m'invite à tenir notre entretien « à la bibliothèque » car « on est chez moi ici » et toute la dépossession dont il fait preuve une fois dans les locaux d'une institution gouvernée par des normes qu'il ne connaît ni maîtrise. En deuxième lieu, il y a cette ambivalence des attitudes face à l'écrit et à l'école. Les classes populaires semblent hésiter entre plusieurs attitudes. Tantôt elles revendiquent le droit d'y accéder : à la bibliothèque, à l'école, à l'emploi, au logement, etc. – c'est une adhésion qui est sans doute largement majoritaire dans les cités HLM. Tantôt elles contestent la forme institutionnelle et semblent revendiquer le droit à vivre dignement, à la consommation, au bien-être et à la citoyenneté, même lorsqu'on a échoué à l'école. On revendiquera alors, par exemple, des écritures totalement hors-norme comme celles qu'on trouve dans les blogs ou sur les murs en forme de « tag ». C'est cette attitude minoritaire qui semble la plus extrême et qui conteste le plus violemment les formes instituées de la culture et du social. Entre les deux pôles, toutes les positions et tous les mélanges sont possibles.

Toutes ces formes de conflit, voire de contestation partagent des points communs, malgré leur ample diversité. Premièrement, malgré les apparences, elles ont toutes lieu à l'intérieur de l'espace de la République, elles revendiquent la démocratie et se déploient dans une conscience affirmée de la citoyenneté. Elles le font beaucoup plus qu'à l'époque où la socialisation politique se faisait dans le cadre d'une sociabilité ouvrière au contact avec le militantisme de gauche et d'un

parallélisme entre certaines idéologies et certaines positions sociales⁴⁸¹. À cette époque, la politicité populaire tournait autour d'une revendication de la place des travailleurs au sein de la société (c'était bien une demande de reconnaissance). Mais aujourd'hui, les demandes de citoyenneté semblent plus affirmées (et peut-être plus radicales). C'est ainsi que Dominique Schnapper l'a observé à propos des événements de l'automne 2005 : si les émeutes ont pu avoir lieu, nous dit-elle, c'est que les habitants des quartiers sont parfaitement intégrés politiquement, qu'ils revendiquent le droit à l'intégration sociale, à la non-discrimination et qu'ils dénoncent les formes d'exclusion qui pèsent sur eux⁴⁸². Deuxièmement, les formes de conflits que nous observons dénoncent toutes plus ou moins directement un certain nombre de « corruptions » qui affectent l'espace politique : la séparation des gouvernants et des gouvernés comme étant deux « classes distinctes » (d'où l'expression « classe politique ») ; la sensation que les victimes des injustices sont « toujours les mêmes » ; le sentiment que les voies du progrès, les chemins d'une individuation positive, sont fermées pour beaucoup. Troisièmement, il y a cette représentation complexe des institutions comme étant à la fois celles qui intègrent (par l'emploi, par l'école, par l'accès à « la culture » et à la citoyenneté) et celles qui excluent, en ce sens que ce sont ces mêmes institutions qui constituent à la fois le chemin privilégié de la projection vers un avenir meilleur et qui ferment la porte de ce même avenir et de la justice au nez de beaucoup de citoyens. Enfin, il y a toute une série de contradictions qui habitent l'espace vital de ces fractions des classes populaires. Ainsi, du « quartier ». Nous observons, d'un côté, que ces quartiers sont souvent mobilisés pour rappeler que leur territoire fait partie de l'espace commun, que la République devrait s'occuper d'eux, leur donner les mêmes chances qu'aux autres concitoyens. Alors, les écoles, les bibliothèques et toutes les autres institutions sont les bienvenues. Sur ce registre, les habitants réclament davantage de services publics. Mais, de l'autre côté, les habitants cherchent, en même temps, à contrôler leur quartier, à pouvoir déterminer les normes de leur vie commune et à sortir de cette forme d'hétéronomie que représente pour eux le fait que des agents extérieurs à leur monde, à leur quartier, à leur maison viennent leur imposer des normes.

⁴⁸¹ SCHWARTZ, Olivier : « Sur le rapport des ouvriers du Nord à la politique », article cité.

⁴⁸² SCHNAPPER, Dominique : « L'échec du 'modèle républicain' ? Réflexion d'une sociologue », article cité.

Cet ensemble d'ambiguïtés voire de contradictions habite l'espace des classes populaires, des quartiers et des cités HLM. Parfois, elles s'expriment en termes de différences, de groupes distincts et de catégories qui cohabitent à l'intérieur de ces univers : ceux qui ont un emploi et ceux qui galèrent et qui vivent des trafics ou de l'assistance, ceux qui sont « français » et ceux qui ont des « origines » ou qui sont étrangers, les « jeunes » et « vieux », les fonctionnaires et représentants de l'État et les habitants et usagers, ceux qui ont été « tentés » par la politique et qui font partie du monde associatif et ceux qui se sentent totalement à l'extérieur de ce monde, ceux pour qui la laïcité constitue une valeur première et ceux pour qui il est impossible de se défaire des normes religieuses au moment de franchir la porte, etc. Souvent, un même individu occupe plusieurs de ces positions en même temps, parfois, au sein d'une même famille, les uns et les autres se trouvent d'un côté ou de l'autre de telle ou telle ligne de partage. Alors, plus on se rapproche des personnes (individuellement considérées) et des situations ponctuelles, et plus l'univers populaire semble éclaté et traversé par des divisions qui rendraient impossible d'en parler comme d'un objet unitaire. Ainsi, les images que j'ai pu restituer ici et proposer à l'analyse peuvent paraître partielles, et cela à plusieurs titres. Ensuite, reste toujours la difficulté de la généralisation. Je reviens à ma question : peut-on parler aujourd'hui en France de « classes populaires », même lorsqu'on emploie l'expression au pluriel ? Ne conviendrait-il pas mieux de parler de telle ou telle situation sans prétendre l'englober dans une hypothétique généralisation qui ne résulterait que d'une surinterprétation abusive de cas hétérogènes ?

Écrire à propos de telles situations est devenu particulièrement difficile dans le contexte actuel d'une sociologie qui, non sans raisons, est devenue réticente aux théorisations excessives. Mais la possibilité même de saisir certaines dimensions de la réalité sociale invite à la prise de certains risques. Ainsi en va-t-il de la possibilité même de décrire et d'analyser les rapports sociaux qui caractérisent la situation de ces réalités que nous observons dans les quartiers ou qui éclatent au moment des conflits violents comme un feu d'artifice surgit à la visibilité de l'espace public chaque fois qu'on brûle des voitures la nuit d'un 14 juillet dans une banlieue improbable. Si nous ne courons pas le risque de proposer des hypothèses d'interprétation à ces réalités denses, si nous ne courons pas le risque de quelques

hypothèses simplificatrices face à l'hétérogénéité, comment faire alors pour inscrire ces situations singulières dans les dynamiques de force qui traversent notre monde commun ? Le parti pris qui est le mien est celui d'inscrire la parole et les actes que j'écoute et que j'observe dans les périphéries urbaines comme si elles avaient une place centrale dans la compréhension de nos sociétés. C'est de regarder chacun de ces individus dans l'espace de la citoyenneté et donc de parler d'eux comme de concitoyens. Et toute la difficulté est de rendre visible le fait que cet espace commun dans lequel nous sommes engagés est divisé et tiraillé jusqu'au risque de l'éclatement. Que ces divisions soient plus ou moins profondes, intenses et nombreuses, qu'il s'agisse d'inégalités ou de fractures, de conflits ou de contradictions ne dépend pas du sociologue ni de sa théorie. Ce sont plutôt les acteurs sociaux engagés dans des espaces conflictuels qui tirent telle ou telle conjoncture dans un sens ou dans l'autre. Ainsi les évolutions récentes du capitalisme et de nos démocraties semblent autoriser à nouveau l'expression « classes populaires », mais celles que nous observons, ce sont des classes populaires aux contours incertains et à l'avenir ouvert.

A N N E X E S

1. Les terrains de l'enquête sur les bibliothèques
2. Guide d'entretien des personnels des bibliothèques de quartier
3. Listes des tableaux et des encadrés

ANNEXE 1 : Les terrains de l'enquête sur les bibliothèques

On pourrait penser que les quelques réflexions présentées dans la deuxième partie de ce mémoire d'habilitation sont tirées exclusivement d'observations faites en Seine-Saint-Denis, que ce que j'ai observé ne vaut que pour Saint-Denis ou pour le « 93 », que mes réflexions concernent seulement la vie politique dans ce territoire et que les mémoires étudiées sont seulement celles de la célèbre banlieue du nord-est de Paris, mais qu'aucune portée générale ne peut être attribuée à ce travail de recherche. Ce n'est pas ainsi. Le contexte local a évidemment une singularité qui lui est propre. Mais les conflits que nous y avons observés ne sont que l'expression locale d'une problématique nationale et qui touche une fraction particulière des classes populaires, celle qui vit en « cité HLM » des périphéries des grandes villes, qui trouve ses caractéristiques autant dans certaines données statistiques (ses bas niveaux de revenu, ses taux importants de chômage, ses bas niveaux de scolarisation) que dans sa localisation et sa position dans la ville (habitation sociale, « cités », périphérie des grandes villes), dans ses modes d'action (une faible participation électorale, des émeutes comme forme d'action collective caractéristique), sa trajectoire (il s'agit d'un groupe à parcours migratoires hétérogènes mais où on partage majoritairement le fait de venir d'une ancienne colonie française), enfin, cette fraction des classes populaires qui « reçoit » un regard assez caractéristique de la part des autres groupes sociaux : ce sont « les banlieues », « les jeunes de banlieue », « les quartiers HLM ».

La recherche sur laquelle s'appuie cette deuxième partie du terrain présente les caractéristiques suivantes : elle a été réalisée entre l'automne 2006 et décembre 2010. J'ai réalisé des enquêtes monographiques approfondies sur cinq quartiers où autant de bibliothèques avaient été la cible de conflits importants :

- La première monographie de terrain a été réalisée dans le quartier Saussaie-Floréal-Courtille, à Saint-Denis, de l'automne 2006 au printemps 2008. La médiathèque Gulliver de ce quartier avait été incendiée pendant les émeutes de 2005.

- Une enquête approfondie a été réalisée au quartier des Aunettes, à Évry, au printemps 2007. La bibliothèque de ce quartier a été incendiée entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2007.
- Une monographie a été réalisée au quartier des Quatre Routes, à La Courneuve entre l'automne 2008 et l'été 2010. La bibliothèque Maison de l'enfance avait été brûlée pendant les émeutes de 2005.
- Une monographie a été réalisée au quartier du Clos Saint-Lazare, à Stains, entre l'automne 2008 et l'été 2010.
- Une enquête approfondie a été menée auprès de la médiathèque François Mauriac, dans le quartier des Trois Bornes, à Goussainville. Cette bibliothèque a été partiellement incendiée à deux reprises (en 2007 et en 2008) et ses grandes baies vitrées entièrement caillassées en 2009.
- Deux autres cas ont fait l'objet d'une observation détaillée : la bibliothèque Louis-Jouvet, à Villiers-le-Bel, incendiée en novembre 2007 ; et la bibliothèque Jo-Fourn, dans le quartier de Pontanézen, à Brest, incendiée à deux reprises, en 2000 et en 2009.

Le travail de recherche s'appuie aussi sur une enquête par entretiens réalisée auprès du réseau des 23 bibliothèques de la communauté d'agglomération de Plaine Commune entre octobre 2008 et juin 2009. Soixante-quinze entretiens approfondis (d'une durée de 1 h 30 à 2 h 30) auprès des personnels de ces bibliothèques (les entretiens ont été enregistrés et ensuite retranscrits).

Mon travail de recherche est également basé sur une enquête documentaire. J'ai ainsi épluché plusieurs sources statistiques et documentaires (de l'INSEE, des municipalités, de Plaine Commune). Un travail a été réalisé sur la presse (locale et nationale), sur la presse liée à la profession de bibliothécaire et sur des sites internet en lien avec les quartiers ou avec la profession de bibliothécaire, notamment. (La liste de la documentation et des sources explorées se trouve en Bibliographie générale et Autres sources citées, en fin de volume.)

Pendant le travail de terrain et d'enquête, plusieurs personnes ont collaboré avec moi. Pauline Beunardeau (alors étudiante en master à l'université Paris-

Diderot) a participé à l'enquête de terrain dans le quartier Saussaie-Floréal-Courtille. Noémie Cirencien (alors étudiante en master à l'université Paris-Diderot) a participé à la réalisation de la série d'entretiens auprès des bibliothécaires de Plaine Commune. Hervé Renard (élève conservateur à l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques) a participé à une recherche approfondie sur la parution des incendies de bibliothèques et les débats entre bibliothécaires dans la presse nationale, locale et spécialisée. Charlotte Perrot-Dessaux (alors étudiante en master à l'université Paris-Diderot) a participé à l'enquête de terrain dans le quartier des Quatre Routes et a participé à la réalisation de la série d'entretiens auprès des bibliothécaires de Plaine Commune ; nous avons cosigné le rapport *Ce que les bibliothécaires disent de leur quartier. Le quartier des bibliothèques, les bibliothèques des quartiers* (Paris, CSPRP-Université Paris-Diderot, octobre 2010).

La lecture publique à Plaine Commune : bibliothèques et bibliothécaires⁴⁸³

Je présente ici les principaux éléments d'une enquête que nous avons menée dans le réseau de lecture publique de Plaine Commune. Il résulte principalement de l'analyse de 75 entretiens approfondis – d'une durée de 1 h 30 à 2 h 30 – réalisés auprès de bibliothécaires. La plupart de ces entretiens ont été réalisés entre le mois d'octobre 2008 et le mois de juin 2009 dans les locaux des 23 bibliothèques du réseau et dans les 8 villes qui composent la communauté d'agglomération.

Le territoire de Plaine Commune et ses bibliothèques

Au cours de l'année 1998, 10 villes de la Seine-Saint-Denis s'associent et produisent une charte intercommunale, qui regroupe les villes d'Aubervilliers,

⁴⁸³ Les données présentées dans cette partie ont pour source l'INSEE (RP 2007 et RP 1999), le service Études et prospections économiques de Plaine Commune et la Direction de la lecture publique de Plaine commune.

Épinay-sur-Seine, La Courneuve, L'Île-Saint-Denis, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis, Saint-Ouen, Stains, Villetaneuse et Pantin. À la suite de la loi dite « Chevènement », qui instaure les communautés de communes et d'agglomérations, est créée le 1^{er} janvier 2000 Plaine Commune, communauté de communes qui deviendra un an plus tard une communauté d'agglomérations regroupant 5 villes : Aubervilliers, Épinay-sur-Seine, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis et Villetaneuse. En 2003 s'y associent les villes de Stains et de l'Île-Saint-Denis, rejointes par La Courneuve en 2005. La création de la communauté d'agglomérations Plaine Commune avait pour objectif de redynamiser ces territoires en déclin, fortement touchés par la désindustrialisation. Une modernisation du territoire sur les plans urbain, économique, culturel. Le pari était aussi de créer un pôle attractif de l'Île-de-France permettant d'améliorer la position de cette partie nord de la banlieue par rapport aux autres villes de la région parisienne.

Quelques chiffres

- 346 209, c'est la population officielle des huit villes qui composent l'agglomération de Plaine Commune en 2007. Elle se répartit en classes d'âge de la façon suivante : 23 % de 0-14 ans ; 23,5 % de 15-29 ans ; 22,7 % de 30-44 ans ; 17,7 % de 45-59 ans ; 8,7 % de 60-74 ans et 4 % de 75 ans et plus. La majorité de la population est constituée par des personnes jeunes, en âge de travailler. Au contraire, les adolescents et les retraités sont peu présents sur le territoire.
- La population active estimée en 2007 était de 163 041 personnes (soit 47,5 % de la population totale).
- 20,3 %, c'est le taux moyen de chômage estimé des 15-64 ans sur l'ensemble du territoire en 2007.
- 58,5 %, c'est la proportion de foyers fiscaux non imposables en 2007.
- 2,7, c'est, en 2007, le nombre moyen de personnes par foyer sur l'ensemble du territoire de Plaine Commune – contre 2,3 pour la région Île-de-France.

En 2006, le territoire de Plaine Commune concentre 136 000 emplois, majoritairement dans les villes de Saint-Denis et d'Aubervilliers, ce qui représente environ 25 % des emplois du département de la Seine-Saint-Denis. Ce territoire a connu un véritable essor en matière d'emplois disponibles depuis 1999, ce dynamisme s'explique en partie par la construction du Stade de France et l'implantation de nombreuses entreprises dans le quartier de la Plaine, à Saint-Denis. Depuis 1999, l'offre d'emplois a augmenté d'environ 18 % sur le territoire de Plaine Commune, ce qui représente près du double de l'augmentation pour les départements de la Seine-Saint-Denis, les Hauts-de-Seine ou encore la région Île-de-France. Entre 1999 et 2004, le nombre d'emplois est supérieur au nombre de résidents, puisque le rapport est de 111 emplois pour 100 résidents. Pourtant, le taux de chômage reste important et supérieur aux taux départementaux et régionaux. En mars 2008, le taux de chômage estimé sur le territoire de Plaine Commune est de 11,1 % contre 9,2 % pour la Seine-Saint-Denis et 6,5 % pour la région Île-de-France (*source : Service Études et perspectives économiques de Plaine Commune*).

TABLEAU 4

Proportion des établissements situés sur le territoire de Plaine Commune, selon le secteur d'activité

Nombre d'établissements actifs au 31/12/2007	19 597
Part de l'industrie (%)	7,1
Part de la construction (%)	12,6
Part du commerce et des réparations (%)	30,0
Part des services (%)	50,3

Source : INSEE, CLAP.

Le marché du travail du territoire de Plaine Commune montre un décalage entre l'offre d'emploi et le niveau de qualification de la population. Les offres d'emploi ne correspondent pas vraiment aux qualifications et au niveau de formation des populations autochtones. Le niveau de qualification et de formation exigé est bien souvent supérieur au niveau de formation des habitants de la communauté d'agglomération de Plaine Commune. Ainsi, les cadres ne représentent que 8 % des résidents de Plaine Commune, mais constituent 19 % des emplois offerts. Inversement, le nombre d'emplois d'employé et d'ouvrier est inférieur au nombre de résidents puisque le rapport est de 77 emplois offerts pour 100 résidents. Ces catégories sont surreprésentées parmi les habitants du territoire de Plaine Commune puisqu'elles représentent 72 % de cette population, contre 48 % en Île-de-France.

Cette inadéquation entre niveau de formation local et offre d'emploi est à l'origine d'importants flux domicile-travail, une partie importante de la population de Plaine Commune se rendant dans les départements voisins pour leur travail, en particulier à Paris.

Au niveau de la formation, 38,5 % de la population de plus de 15 ans non scolarisée et habitant Plaine Commune n'a pas de diplôme, et 32,5 % a un diplôme de niveau brevet des collèges ou BEP. De plus, 76 % de la population de plus de 15 ans n'a jamais fréquenté un lycée d'enseignement général. Par ailleurs, le territoire de Plaine Commune compte deux universités, Paris-8 et Paris-13, situées respectivement à Saint-Denis et à Villetaneuse. Ces deux universités comptabilisent, à elles deux, près de 42 000 étudiants, tous niveaux de diplôme confondus – ce qui équivaut à plus de 12 % de la population totale de Plaine Commune.

TABLEAU 5**Niveau de diplôme le plus élevé de la population de plus de 15 ans non scolarisée du territoire en 2007**

Part des titulaires parmi la population de plus de 15 ans non scolarisée	225 464
Aucun diplôme (%)	38,1
Certificat d'études primaires (%)	7,9
Brevet des collèges (%)	6,2
CAP ou BEP (%)	17,9
Baccalauréat ou brevet professionnel (%)	14,7
Diplôme de niveau bac + 2 (%)	7,4
Diplôme de niveau supérieur à bac + 2 (%)	7,9

Source : INSEE, RP 2007 Exploitation principale.

Le parc immobilier sur l'ensemble du territoire de Plaine Commune est représentatif de la situation économique et sociale de ce territoire. D'après l'INSEE, en 2007, le statut d'occupation des résidences principales sur le territoire de Plaine Commune se répartit de la façon suivante : 27,1 % des résidences principales sont des propriétés ; 72,9 % sont des locations dont 43,5 % sont des locations HLM. Si l'on considère la proportion de logements sociaux, on s'aperçoit que le taux de logements sociaux sur Plaine Commune (46,9 %) est bien supérieur à ceux de la Seine-Saint-Denis (36,3 %) et de l'Île-de-France (25,5 %), selon les chiffres de la direction régionale de l'équipement pour 2005. Les 8 villes de la communauté d'agglomération Plaine Commune ont un taux de logements sociaux supérieur aux taux régionaux et départementaux, avec en tête les villes de Villetaneuse et de L'Île-Saint-Denis, dont les taux de logements sociaux sont respectivement de 73,4 % et 66,8 % en 2005.

La lecture publique en Plaine commune

Le transfert de la lecture publique des municipalités à la communauté d'agglomérations est effectif depuis le 1^{er} janvier 2005 et résulte d'un état des lieux préalable soulignant les insuffisances des locaux et des taux de pénétration de l'ensemble des bibliothèques du territoire. Le transfert des compétences en matière de lecture publique des municipalités à la communauté d'agglomération Plaine Commune avait pour objectif la construction de 20 000 m² de bâtiments, une modernisation des services, la mutualisation et la mise en réseau des documents et ressources.

Les missions de la mise en réseau sont les suivantes, telles qu'elles ont été définies par la charte des médiathèques de Plaine Commune, délibérée lors du conseil communautaire du 16 décembre 2004 :

- Mettre en œuvre un accès équitable des habitants aux documents et services proposés par les médiathèques, afin de favoriser :
 - la pratique personnelle en matière de culture mais aussi de loisirs,
 - la construction de références communes et de l'esprit critique et citoyen,
 - la formation individuelle et l'auto-formation.

- Contribuer à l'attractivité du territoire :
 - participer à l'aménagement des quartiers par l'implantation des médiathèques dans des projets urbains structurants,
 - contribuer au maillage du territoire en matière d'équipements.

Le réseau de bibliothèques regroupant l'ensemble des bibliothèques municipales se constitue donc à partir de 2005 et, dans son site, présenté ainsi par la communauté d'agglomération : « Depuis le 1^{er} janvier 2005, la compétence de la lecture publique a été transférée à Plaine Commune par les villes de l'agglomération. Cela représente aujourd'hui un réseau réparti sur les huit villes et

comprenant : **23 bibliothèques ou médiathèques, 3 bibliobus, 45 000 usagers⁴⁸⁴, 1 million de documents** (50 000 nouveautés par an). Ces structures sont **ouvertes à tous** et vous offrent livres, revues, journaux, BD ou encore CD et films... Elles fonctionnent désormais en réseau. Cela signifie concrètement que **quel que soit votre lieu d'inscription, vous pouvez emprunter et réserver dans n'importe laquelle des 23 médiathèques** des 8 villes de Plaine Commune. »⁴⁸⁵

Le passage à Plaine Commune a permis à des villes qui n'avaient plus les moyens de monter en puissance de se mettre à jour et d'envisager la construction de nouvelles médiathèques qu'elles avaient en projet depuis des années. Les bibliothèques étaient vieillissantes et étaient en train de s'appauvrir dans un mouvement qui semblait accompagner le déclin des quartiers où elles se trouvaient. Et les bibliothécaires en sont conscients : *« C'est vrai que Plaine Commune nous a permis aussi d'autres choses quand même, dans le sens où petit à petit les villes étaient en train aussi de perdre, petit à petit... Par exemple, au niveau de Stains, chaque année c'était un budget en diminution donc, ça aussi, c'est-à-dire que le budget de fonctionnement des médiathèques chaque année diminuait. À un tel point qu'on a été les dernières années, on a énormément touché au niveau des périodiques, le nombre a bien diminué, on commençait petit à petit à diminuer l'argent qu'on avait pour les livres et les CD... Alors que Plaine Commune a permis de rester à niveau. »*

Pendant la période où nous avons réalisé notre enquête, de nouvelles et très modernes médiathèques avaient déjà été inaugurées, d'autres ont suivi ou sont en cours de construction. À Saint-Denis, les médiathèques Gulliver, à l'intersection des quartiers Saussaie-Floréal-Courtille, et Don Quichotte, dans le quartier de La Plaine, et le centre de ressource lecture Aladin, dans le quartier Romain-Rolland ; à Stains, la fermeture de la bibliothèque Jules-Vallès et l'ouverture de la médiathèque du Temps libre⁴⁸⁶. Ces constructions se sont inscrites dans le cadre de projets de

⁴⁸⁴ Les statistiques élaborées par la même direction du livre établissent en 33 411 le nombre de lecteurs pour 2009.

⁴⁸⁵ Site de l'agglomération consulté le 2 juillet 2010 : www.plainecommune.fr

⁴⁸⁶ La médiathèque Gulliver était ouverte depuis 2004, Don Quichotte, Aladin et la médiathèque du Temps libre furent inaugurées pendant notre enquête. Plaine Commune annonce que : « D'ici 2015, Plaine Commune construit 4 médiathèques d'environ 2 500 m² chacune et 2 équipements de proximité de 800 m², ce qui contribue à l'aménagement des quartiers et au maillage du territoire en

« rénovation urbaine » des quartiers respectifs. Dans le cas de Gulliver et de la médiathèque du Temps libre, les nouveaux équipements ont remplacé des bibliothèques anciennes qui étaient situées dans des locaux inadaptés, obscurs, vétustes, difficiles à trouver, avec les grilles soudées aux cadres des fenêtres (comme dans le cas de l'ancienne bibliothèque Jules-Vallès, à Stains) ou avec des parties inutilisables suite à des dégâts des eaux (comme dans le cas de la bibliothèque Romain-Rolland, à Saint-Denis).

Cette politique très active d'investissement par la rénovation ou la construction de nouvelles bibliothèques se fait également par une incitation très forte à la rationalisation des collections en vue de proposer une offre plus adaptée au public potentiel des quartiers. En effet, le principal souci des autorités est la faible connexion entre les bibliothèques et leurs quartiers. Connexion qui trouve une mesure claire : le taux d'inscrits à la bibliothèque, ce qui dans le jargon de la lecture publique se dit « le taux de pénétration ». Seulement 10 % de la population des villes de l'agglomération sont inscrites dans les bibliothèques municipales, et ceci paradoxalement dans des bibliothèques qui possèdent des collections très riches (si on compte le nombre de volumes) et très anciennement implantées⁴⁸⁷. Ainsi, la bibliothèque d'un quartier de 6 000 habitants pouvait avoir une collection de plus de 35 000 livres, 8 000 disques en vinyle et 5 000 CD et se trouver pratiquement désertée, notamment par le public adulte. Il faut ajouter à cette situation le fait de l'ancienneté du personnel. Dû probablement à un faible recrutement, si on considère le personnel présent avant le transfert à Plaine Commune, l'âge moyen des bibliothécaires était de près de 47 ans (femmes et hommes confondus), plus de 42 % des interviewés étaient âgés de plus de 50 ans et seulement 2 personnes avaient moins de 35 ans au moment de l'enquête. En moyenne, ces personnes travaillaient dans les bibliothèques depuis plus de 19 ans et 40 % des

matière d'équipements. De plus, la communauté d'agglomération rénove chaque année un des équipements transférés par les villes. »

Source : <http://www.mediatheques-plainecommune.fr/opacwebaloes/index.aspx?IdPage=98> , consulté le 25 mars 2010.

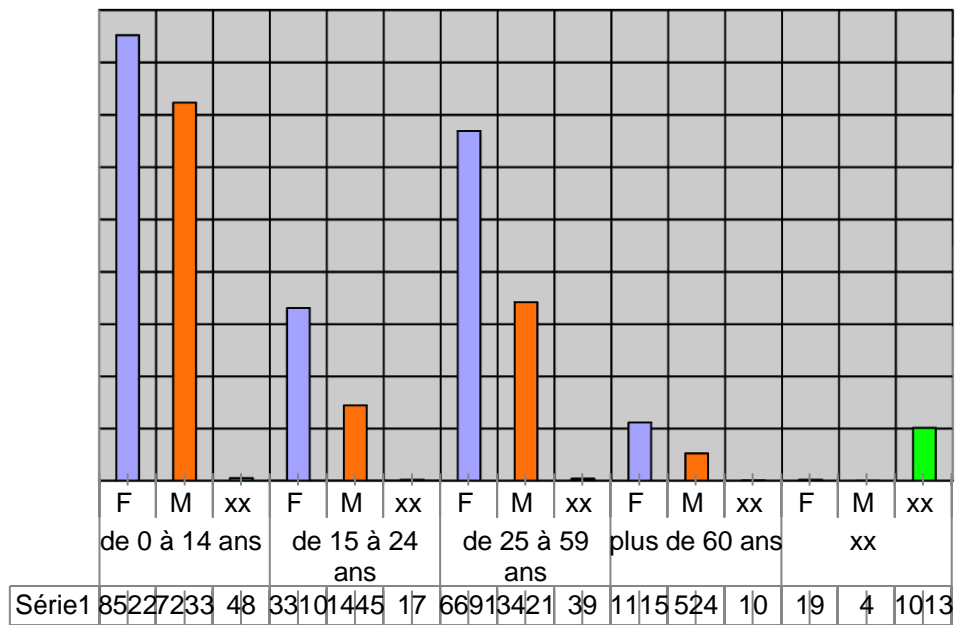
⁴⁸⁷ Ce taux est en augmentation, il était de moins de 9 % en 2008. Rappelons que le taux est de 15,45 % pour la moyenne nationale des bibliothèques municipales. Dans le cas de Plaine Commune, le taux descend de façon importante quand on enlève les enfants, c'est-à-dire les publics « jeunes » : 47 % des inscrits en bibliothèque ont moins de 14 ans.

interviewés travaillaient en bibliothèque depuis plus de 20 ans. 33 % de nos interviewés travaillaient dans la même bibliothèque depuis plus de 15 ans.⁴⁸⁸

Les bibliothèques de ces villes communistes bénéficient, dans l'univers de la lecture publique, d'une bonne réputation due à un investissement pionnier dans la lecture publique et dans la création des bibliothèques de quartier. Cependant, au moment du transfert de l'orbite municipale vers celle de la communauté d'agglomérations, les bibliothèques ressemblent plutôt à l'image de la bibliothèque poussiéreuse, vieillie, peu adaptée aux nouvelles exigences imposées par le changement des pratiques culturelles, des nouvelles technologies. C'est l'occasion de la mise en place d'une nouvelle politique de lecture publique qui répond aussi à un changement dans la vision des quartiers de la part des autorités, à un changement dans la vision qu'ils ont des populations et du rôle que les bibliothèques doivent y jouer. C'est dans ce sens qu'à la montée en puissance de l'action publique, suite à l'augmentation du budget, s'ajoute une dynamique de « modernisation ».

⁴⁸⁸ Voir annexe statistique pour plus de précisions.

TABLEAU 6 : Usagers actifs 2009 par âge et sexe



Source : Plaine commune, Direction de la lecture publique, rapport d'activités 2009

L'enquête par entretiens en série

Le travail présenté ici en deuxième partie repose pour une grande partie sur une série de 75 entretiens dont la plupart ont été réalisés entre octobre 2008 et juin 2009 dans les locaux de 20 des 23 bibliothèques du réseau visitées, et dans les 8 villes qui composent la communauté d'agglomérations. Ces entretiens, d'une durée d'une à deux heures chacun, ont été retranscrits et ont fait l'objet d'une analyse approfondie individuelle (pour chaque entretien), puis d'une analyse en série afin de tirer quelques constantes et pourcentages. Pour des raisons de respect des

interviewés, les entretiens ont été anonymes et, lorsque les propos des interviewés sont cités, les noms des personnes ont été changés. Les enquêteurs ont suivi un guide d'entretien « semi-directif » qui a permis de standardiser les interviews et que nous proposons en annexe.

Principales caractéristiques de la série d'entretiens réalisé avec des bibliothécaires du réseau de Plaine commune

32 personnes ont été interviewées par Noémie Cirencien (25 femmes, 7 hommes).

34 personnes ont été interviewées par Charlotte Perrot-Dessaux (22 femmes, 12 hommes).

9 personnes ont été interviewées par Denis Merklen (7 femmes, 2 hommes).

TOTAL : 75 personnes interviewées, dont 54 femmes (72 %), sur un total de 208 bibliothécaires travaillant dans les bibliothèques du réseau.

Âge

Âge moyen des interviewés : 41 ans (dont 31 % qui avaient 50 ans ou plus et 16 % qui avaient moins de 30 ans).

Âge moyen des femmes : 41 ans et 5 mois (la plus jeune avait 21 ans ; la plus âgée, 60 ans).

Âge moyen des hommes : 39 ans et demi (le plus jeune avait 22 ans ; le plus âgé, 51 ans).

Si on enlève les 18 personnes arrivées depuis moins de 5 ans, l'âge moyen monte à près de 47 ans (femmes et hommes confondus). Plus de 42 % des interviewés étaient âgés de plus de 50 ans et seulement 2 personnes avaient moins de 35 ans au moment de l'enquête.

Catégories des personnes interviewées selon hiérarchies du personnel de la fonction publique

– 20 agents de catégorie A, responsables de structure ou conservateurs (27 %) ; le réseau compte 16 % d'agents dans cette catégorie, 34 agents.

– 31 agents de catégorie B (41 %) ; le réseau compte 35 % d’agents dans cette catégorie, 73 agents.

– 24 agents de catégorie C (32 %) ; le réseau compte 50 % d’agents dans cette catégorie, 101 agents.

Les écarts entre notre échantillon et l’ensemble des personnels proviennent notamment du fait que nous avons interviewé la totalité des directeurs des 20 bibliothèques visitées, ce qui donne plus de poids dans notre échantillon aux agents de catégorie A ou responsables de structure.

Ancienneté en bibliothèque : 15 ans et 5 mois en moyenne. Si on enlève les 18 personnes arrivées depuis moins de 5 ans, la moyenne montait à 19 ans et 3 mois. 40 % des interviewés travaillaient en bibliothèque depuis 20 ans ou plus.

Ancienneté dans l’équipement : 10 ans (dont 33 % travaillait dans la même bibliothèque depuis 15 ans ou plus).

TABLEAU 7

Quelques caractéristiques des bibliothécaires interviewés

Prénom (1)	Âge	Catégorie	Ancienneté (2)
Michel	43	B	??
Émilie	35	B	12
Isa	52	C	18
Florence	38	C	19
Marie-Christine	??	B	14
Alain	50	B	18
Édith	37	B	14
Agnès	52	A	30
Baptiste	48	B	6
Sylvie	31	C	8

Marguerite	48	B	24
Danièle	27	B	1
Jean-Paul	50	B	20
Ninon	48	B	10
Juliette	50	B	34
Lucie	28	B	4
Inès	46	C	17
Stéphanie	40	C	15
Pierre	28	C	3
François	48	B	6
Arthur	43	C	16
Josiane	53	A	30
Charlène	39	B	20
Brigitte	46	B	25
Joseph	30	A	2
Valérie	36	C	15
Marine	32	B	8
Romain	39	A	8
Charlotte	56	C	??
Cécile	48	A	25
Dorine	26	C	2
Susie	56	A	28
Sylvain	36	C	2
Salim	??	C	3
Caroline	62	B	38
Julia	43	C	21
Annie	54	B	15
Sonia	55	B	30

¹ Les prénoms ont été changés, sont indiqués ici les prénoms fictifs avec lesquels nous les avons identifiés dans le texte.

² Temps depuis lequel la personne travaille en bibliothèque.

20 bibliothèques un bibliobus visités en Plaine commune

Le réseau compte 23 médiathèques ouvertes en moyenne 18 heures par semaine (section adultes) et 3 bibliobus – ensemble les 23 médiathèques comptent 850 000 documents, 50 000 nouveautés par an⁴⁸⁹.

Aubervilliers

André-Breton : Tout public. Livres, revues, livres K7 et livres CD, Internet. En jeunesse : CD, VHS, DVD. La bibliothèque est ouverte 18 heures par semaine (adultes) et 12 heures par semaine (jeunesse).

Saint-John-Perse : Tout public. Livres, revues, livres K7 et livres CD, VHS, DVD, espace multimédia, Internet. En jeunesse : CD. La bibliothèque est ouverte 24 heures par semaine (adultes) et 14 heures par semaine (jeunesse).

Paul-Éluard : Public 0-14 ans. Livres, revues, livres K7 et livres CD, Internet, CD, VHS, DVD. La bibliothèque est ouverte 12 heures par semaine.

Henri-Michaux : Tout public. Livres, revues, livres K7 et livres CD, Internet. En jeunesse : CD, VHS, DVD La bibliothèque est ouverte 21 heures par semaine (adultes) et 12 heures par semaine (jeunesse).

Épinay-sur-Seine

Albert-Camus : Tout public. Livres, revues, livres K7 et livres CD, DVD, Internet, espace multimédia. La bibliothèque est ouverte 21 heures par semaine. Population cible : 11 000 habitants.

Jeunes Centre : Public 0-14 ans. Livres, revues, livres K7 et livres CD, Internet. La bibliothèque est ouverte 16 heures par semaine.

Pierre-Mendès-France : Public 14 ans et plus. Livres, revues, livres K7 et livres CD, espace multimédia, CD, Internet. La bibliothèque est ouverte 15 heures par semaine.

Jules-Vallès : Tout public. Livres, revues, livres K7 et livres CD, Internet. La bibliothèque est ouverte 21 heures par semaine (adultes) et 4 heures par semaine (jeunesse).

⁴⁸⁹ Données tirées du site du réseau des médiathèques de Plaine Commune : <http://www.mediatheques-plainecommune.fr/> Consulté le 10 mai 2010.

Île-Saint-Denis

Elsa-Triolet : Tout public. Livres, revues, Internet. En jeunesse: livres K7 et livres CD. La bibliothèque est ouverte 16 heures par semaine (adultes) et 5 h 30 par semaine (jeunesse).

Jean Lurçat : Tout public. Livres, revues, Internet. En jeunesse: livres K7 et livres CD. La bibliothèque est ouverte 5 heures par semaine (adultes) et 5 h 30 par semaine (jeunesse).

La Courneuve

John-Lennon : Tout public. Livres, revues, livres K7 et livres CD, CD, VHS, DVD, espace multimédia, Internet. La bibliothèque est ouverte 24 heures par semaine (adultes) et 5 h 30 par semaine (jeunesse).

Champagnole : Tout public. Livres, revues, livres K7, CD, partitions musicales, Internet. La bibliothèque est ouverte 23 heures par semaine (adultes) et 5 h 30 par semaine (jeunesse).

Maison de l'enfance : La médiathèque de la maison de l'enfance est un équipement destiné au jeune public et lie la parentalité à ses activités.

Cette médiathèque a rouvert ses portes en septembre 2007 après 2 ans de fermeture suite à un incendie en 2005. D'une surface de 100 m², totalement rénovée, elle offre une vingtaine de places assises, un espace multimédia de 4 postes avec accès Internet, 5 000 documents destinés en priorité au jeune public. On y trouve des livres, des revues mais aussi des CD et DVD pour tout public. Elle est ouverte 19 heures par semaine (adultes) et 5 h 30 par semaine (jeunesse).

Pierrefitte-sur-Seine

Jacques-Duclos : Tout public. Livres, revues, livres CD, DVD, Internet. La bibliothèque est ouverte 16 heures par semaine (adultes) et 5 h 30 par semaine (jeunesse).

Saint-Denis

Centre-ville : Tout public. Livres, revues, CD, VHS, DVD, espace multimédia, Internet, ressources patrimoniales. La bibliothèque est ouverte 25 heures par semaine (adulte) et 6 heures par semaine (jeunesse).

Gulliver : Tout public. Livres, revues, CD, DVD, espace multimédia, Internet. La bibliothèque est ouverte 17 heures par semaine.

Don Quichotte : La médiathèque Don Quichotte est la toute première bâtie par Plaine Commune dans le cadre de son programme de construction sur l'ensemble du territoire de la communauté d'agglomération. Elle est aussi la deuxième des trois médiathèques de proximité à voir le jour à Saint-Denis. Déjà au début du

20^e siècle existait dans le quartier une bibliothèque populaire créée par la société Franklin et municipalisée en 1934. Avec un coût global de 2,9 millions d'euros, la nouvelle médiathèque a une surface de 600 m² et propose des collections diversifiées sur un plateau unique favorisant la circulation des publics. Le fonds documentaire est de 13 000 livres, 70 titres de journaux, 2 300 CD et 2 000 DVD. 6 postes permettent un accès à internet. La médiathèque Don Quichotte a été inaugurée en septembre 2007. La bibliothèque est ouverte 19 h 30 par semaine.

CRL Aladin : Le centre ressource lecture Aladin situe l'enfant au cœur de sa démarche et propose des projets innovants avec l'école pour favoriser la réussite scolaire.

Il est installé au premier étage de l'ancienne bibliothèque Romain-Rolland, dans des locaux rénovés. Le rez-de-chaussée du bâtiment accueille la maison de quartier Mutuelle. Pour un coût de rénovation de 415 000 euros, la médiathèque Aladin a une surface de 171 m², contenant un fonds documentaire de 6 000 livres complété par 6 postes informatiques multimédia. Elle est ouverte au public 9 heures par semaine et accueille des groupes 14 heures par semaine. La médiathèque a été inaugurée décembre 2007.

Stains

Saint-Just : Public 0-14 ans. Livres, revues, livres K7 et livres CD, DVD, VHS, espace multimédia, Internet. La bibliothèque est ouverte 12 heures par semaine.

Jules-Vallès, devenue la médiathèque du Temps libre : Équipement de proximité de 300 m², situé à l'intérieur de la maison du Temps libre.

Au cœur du quartier du Clos Saint-Lazare, la maison du Temps libre accueille également le centre social municipal, une ludothèque, une salle polyvalente et des locaux associatifs.

La médiathèque propose des livres, des revues et journaux, des CD, mais aussi des DVD pour tous les âges. Accessible sur un unique plateau, les 13 000 documents s'adressent à tous les publics. Elle accueille des fonds communautaires en langue turque. Un espace multimédia doté de 11 postes informatiques ouvert à tous offre des accès Internet, des outils de bureautique, ainsi que des méthodes de langue. La médiathèque est ouverte 20 heures par semaine. La médiathèque du Temps libre a ouvert ses portes en juin 2009.

Louis-Aragon : Public de + de 14 ans. Livres, revues, livres K7 et livres CD, DVD, Internet, espace multimédia. La médiathèque est ouverte 20 h 30 par semaine.

Villetaneuse

Jean-Renaudie : Tout public. Livres, revues, Internet. En jeunesse : livres K7 et livres CD. La médiathèque est ouverte 22 heures par semaine.

Max-Pol-Fouchet : Tout public. Livres, revues, Internet. La médiathèque est ouverte 13 heures par semaine.

Selon ces données, les médiathèques de Plaine Commune sont ouvertes au public (pour la section « adultes ») en moyenne 18,94 heures par semaine, quand la moyenne nationale pour les bibliothèques municipales était de 19 h 57 en 2007.
Source : Direction du livre et de la lecture, « Données d'activités » des bibliothèques municipales, Synthèse nationale.

TABLEAU 8 : Nombre d'inscrits en bibliothèque selon la ville			
Ville	Population¹	Nombre d'inscrits²	Pourcentage³
Aubervilliers (4 bibliothèques)	74 038	6 642	8,97 %
Épinay-sur-Seine (4 bibliothèques)	51 922	4 598	8,85 %
Île-Saint-Denis (2 bibliothèques)	7 254	612	8,43 %
La Courneuve (3 bibliothèques)	37 347	3 269	8,75 %
Pierrefitte-sur-Seine (1 bibliothèque)	27 662	1 716	6,2 %
Saint-Denis (4 bibliothèques)	98 937	11 103	11,22 %
Stains (3 bibliothèques)	34 887	3 063	8,78 %
Villetaneuse (2 bibliothèques)	12 025	1 082	8,99 %
Total⁴	344 072 (dont 47 % ont moins de 15 ans)	32 085	9,32 %

¹ Selon le recensement de 2006, INSEE.

² Nombre d'usagers actifs, « ayant emprunté une fois au moins dans l'année », 2009. Données Direction de la lecture publique, *Rapport annuel d'activité, 2009* – Plaine Commune.

³ Pourcentage de lecteurs inscrits dans l'ensemble des bibliothèques de la ville sur population totale.

⁴ Totaux hors bibliobus. Prenant en compte les 3 bibliobus (gérés par les services centraux de Plaine Commune, 1 326 inscrits), il y a eu 33 411 inscrits en 2009, ce qui représente 10 % de la population totale des huit villes de l'agglomération.

ANNEXE 2 : Guide d'entretien des personnels des bibliothèques de quartier

Guide d'entretien employé dans la réalisation de 75 entretiens après des bibliothécaires du réseau de la lecture publique de Plaine Commune. Ce guide a permis une certaine standardisation des entretiens réalisés par trois enquêteurs différents – dont moi-même. Projet de recherche *Les bibliothèques de Plaine Commune et leurs quartiers. Une étude sur les représentations que les personnels des bibliothèques ont de leur métier et de leur environnement social.*

Date : / / Bibliothèque :
Quartier :

Ville :

Entretien réalisé par :

Présentation de l'enquêteur et de l'enquête :

Je m'appelle X et je suis étudiante en sociologie à l'Université Paris 7. L'entretien que je vous propose est totalement anonyme, c'est-à-dire qu'il sera impossible d'identifier vos réponses, vos avis et vos opinions et que nous ne prendrons pas note de votre nom. Cet entretien ne sera pas non plus publié.

Nous menons une enquête universitaire sur les bibliothèques de quartier. Ce qui nous intéresse, c'est surtout le rapport que les bibliothèques et les bibliothécaires entretiennent avec leur quartier. Et ce qui nous intéresse c'est surtout votre point de vue personnel. Ainsi, nous aborderons plusieurs sujets, de votre histoire et votre rapport au travail, de votre point de vue sur la bibliothèque. Deux sujets nous importent particulièrement : les liens de la bibliothèque avec l'école et avec l'éducation, et la question de la violence, dans le quartier, dans la bibliothèque, à l'école.

Enfin, nos questions sont des questions de sociologues, elles peuvent être déplacées, pas pertinentes, incomplètes... N'hésitez pas à nous corriger ou à nous l'indiquer si vous le jugez nécessaire.

Vous

Comment est-vous venu à être bibliothécaire ? Quelle est votre formation/diplôme ?

Qu'est-ce qui vous a poussé vers le monde du livre ? *Faire parler la personne de son parcours, récit de vie en rapport à son engagement actuel. Ses parents (sa famille) : un engagement politique/social/culturel ? Origines sociales. Géographiques ?*

Comment êtes-vous arrivé dans cette bibliothèque ? Comment a eu lieu le recrutement ? Y a-t-il eu un entretien d'embauche, vous rappelez-vous des questions qui vous ont été posées ?

Depuis quand travaillez-vous ici ? Où travailliez-vous avant ? Où voudriez-vous éventuellement travailler ?

Décrivez nous un peu votre travail : poste, fonctions, responsabilités, temps de travail, tâches.

Qu'est-ce que vous aimez le plus et qu'est-ce que vous aimez moins dans votre travail ?

Le quartier

Pourriez-vous nous décrire le quartier ? Si vous deviez décrire le quartier à un étranger, comment le feriez-vous ?

Qui sont les habitants du quartier ? *Quel type de gens habite le quartier ?* Y a-t-il différents types de jeunes dans le quartier ? Pourriez-vous les décrire ?

Quelle a été votre impression lorsque vous êtes arrivé pour la première fois dans le quartier ?

Quelles institutions sont présentes dans le quartier (école, collège, lycée, police, églises, maison de quartier, antenne jeunesse, ludothèque, associations, partis politiques...) ?

Comment le quartier a-t-il évolué dernièrement ? Pourriez-vous nous raconter l'histoire du quartier ? *Regarder quelle périodisation il fait, quels thèmes il choisit.*

Quelles divisions voyez-vous à l'intérieur du quartier ?

Quelle est la place des immigrés (et des étrangers) ? Sont-ils majoritaires ou minoritaires ? Pourriez-vous nous parler des rapports interethniques ? Y-a-t-il des divisions interethniques entre des différents groupes, lesquelles ? Comment elles sont visibles ?

Pourriez-vous décrire sa jeunesse, les jeunes du quartier ?

Y-a-t-il des exclus ? Qui sont-ils ?

Si j'étais un chercheur étranger et que je vous demandais de décrire la culture populaire aujourd'hui en France telle que vous la voyez depuis la bibliothèque, comment la décririez-vous ? Et du point de vue des jeunes ? (*Rap, Hip-hop, cultures de rue, tags, graffitis,...*). En quoi a-t-elle évolué au cours des dernières années ? Est-ce qu'elle est en cours d'évolution ? En quoi cette culture émergente se différencie-t-elle de la traditionnelle culture des quartiers ? Qu'est-ce que les jeunes lisent (presse, livres, mangas, BD...) ?

Qui sont les « intellectuels » du quartier ? (militants, religieux, membres d'associations, artistes, musiciens...)

Quel est le rapport de la bibliothèque à cette culture populaire ? Leurs actions vont-elles dans le même sens ? Y-a-t-il des points sur lesquels production culturelle du quartier et bibliothèque se trouvent en opposition ?

La bibliothèque

Depuis quand existe cette bibliothèque ? Comment et pourquoi a-t-elle été créée ?

Quel est son public ? Combien de lecteurs (*inscrits/usagers/usagers à distance/séjourners*) ?

Pourriez-vous nous décrire le public par rapport à celui d'autres bibliothèques que vous connaissez ?

-enfants

-jeunes, jeunes-hommes, jeunes-femmes

-rapports français-étrangers

-catégories sociales du public ?

-les adultes

-les personnes âgées

Qu'est-ce qu'ils (*chacune de ces catégories*) viennent chercher à la bibliothèque ?

Qu'est-ce qui différencie les usagers entre eux ?

Pourriez-vous nous décrire les principaux types d'usage (*et non pas d'usager*) de la bibliothèque ? Pourquoi les gens viennent-ils à la bibliothèque ? Qu'est-ce qu'ils viennent chercher ?

Qui ne vient pas à la médiathèque (*Penser aux catégories précédentes*) ? Pourquoi ? Y-a-t-il de raisons particulières qui expliqueraient ce refus de venir se servir de la médiathèque ?

Qu'est-ce qui est fait pour élargir l'accès à la médiathèque ? Et qu'est-ce qui devrait être fait ?

Quelle est la fonction d'une bibliothèque de quartier ? Quels sont les principaux rôles de la bibliothèque par rapport au quartier ?

En quoi cette bibliothèque se différencie-t-elle (*ou pas*) des autres bibliothèques de quartier ? Est-ce que ce quartier a des besoins spécifiques ? Lesquels ?

Parlons un peu de l'espace physique et de l'aménagement de la bibliothèque ? Conviennent-ils aux publics qui fréquentent la bibliothèque ? Est-ce qu'il y a des usagers différents qui demandent des espaces différentes ou des aménagements particuliers ? *Je pense à la différence entre adultes et jeunes, par exemple.*

École - bibliothèque

Quels sont les rapports entre la bibliothèque et les autres institutions présentes dans le quartier ? (*école, maison de quartier, antenne jeunesse, centre de sports*). Avez-vous des activités en commun ? Y a-t-il des points de conflit ?

Quelles sont les relations entre la bibliothèque et les établissements scolaires du quartier ou de la ville ? Comment inscrirez-vous cette relation dans le cadre plus général des rapports école - bibliothèque ? Y a-t-il des activités/projets en commun ? Lesquels ?

Est-ce qu'on peut comparer le monde de l'école et celui de la bibliothèque ? Est-ce que la bibliothèque a une mission pédagogique ? laquelle ?

Est-ce qu'on peut considérer que la bibliothèque est comme l'école ? Toutes les deux s'occupent de livres et de donner accès à l'écrit, n'est-ce pas ? Est-ce qu'on peut considérer que la bibliothèque est une institution parascolaire ?

Nous savons que les publics des bibliothèques de quartier sont majoritairement des jeunes élèves. Pourquoi la bibliothèque n'arrive-t-elle pas à éveiller d'autres intérêts ou motivations au sein du quartier ? Quels pourraient être, selon vous, ces autres intérêts potentiels ?

Finalement, est-ce qu'à la bibliothèque on n'est pas obligé de faire la discipline comme à l'école ?

Les livres et les collections

Dites-moi le genre de livres que vous considérez importants pour la bibliothèque ? Pourquoi le sont-ils ? Pouvez-vous me donner des exemples ? Si vous deviez mentionner trois titres, parmi ceux qui sont dans les collections, lesquels mentionneriez-vous ?

Si vous deviez recommander des achats pour la bibliothèque, que recommanderiez-vous ? Et si vous deviez proposer trois livres, lesquels choisiriez-vous ? Pourquoi ?

Parlons de genres : donnez-moi des profils de livres importants pour les habitants, livres parascolaires, pour la recherche d'emploi, le code de la route, sur l'éducation des enfants, des livres de photos...

Quel autre support considérez-vous important ? (*musique, DVD, périodiques...*) Pourquoi ?

Qu'est-ce qui ne doit pas être dans une bibliothèque ? Des livres politiques ? Religieux ? Vous abonneriez-vous à la revue « Closer » ? Pourquoi oui/non ?

Violences

Diriez-vous que ce quartier est un quartier violent ?

Pourquoi ? Quelles sont les violences présentes dans le quartier ? Quelles formes prennent ces violences ? *Lui demander de décrire*

(Laisser parler la personne puis questionner : violences domestiques, subies dans le monde du travail, à l'école, entre habitants, violences verbales, physiques, sexuelles, délinquance, violence des jeunes... contre qui ? adultes, institutions (lesquelles), autres jeunes (lesquels)...)

Avez-vous été l'objet ou témoin d'événements violents ?

Racontez-moi ? *Décrire : quand, comment, qui, où.*

Est-ce que la bibliothèque a été objet de violences ?

Racontez-moi, pourriez-vous les décrire ? quand, comment, qui, où. Ces violences sont-elles fréquentes ?

Comment cela est-il vécu par le personnel de la bibliothèque ? et par les usagers ?

Comment cela a-t-il été vécu par les gens du quartier ?

Est-ce que les autres institutions (*école, maison de quartier, centre de sports*) présentes dans le quartier ont réagi ? Sont-elles aussi victimes d'agressions ? Est-ce que les agressions sont de la même nature ?

Qui sont ceux qui agressent ?

Qu'est-ce qui peut les pousser à attaquer la bibliothèque ? et les autres institutions, est-ce pareil ou différent ? Y-a-t-il des violences au sein de l'école/collège/lycée du quartier ? De quelle nature sont celles-ci ? Pourquoi ?

Pensez-vous qu'il y a un dénominateur commun (ou pas du tout) entre les violences à l'école et à la bibliothèque ?

Pourquoi les bibliothèques sont-elles prises par cible ? Êtes-vous surpris par le fait que des bibliothèques soient la cible d'attaques ? Considérez-vous que ce fait est exceptionnel ? ou plutôt banal ?

Y-a-t-il une logique ou une rationalité que vous puissiez déceler derrière les agressions ? ou, au contraire, diriez-vous que les bibliothèques sont attaquées par hasard, parce qu'elles se trouvent « là » ou « juste à côté » ? Si logique il y a, pourriez-vous nous aider à la comprendre ? Quelles sont les raisons pour brûler des livres ?

Pensez-vous que la bibliothèque peut faire violence à quelqu'un ? Et l'école, pensez-vous que l'expérience de l'école peut être violente pour les élèves ou leurs familles ?

Le point est important, essayer de faire parler la personne, lui demander de décrire et d'expliquer son propos. Surtout ne pas se contenter de réponses courtes.

Les émeutes urbaines

Quelle perception avez-vous des émeutes de novembre 2005 et en général des révoltes urbaines, par exemple des voitures brûlées lors du 14 juillet ou lors des dernières élections présidentielles ? Comment ça se passe/s'est passé dans le quartier ? Ce quartier est-il différents des autres à ce propos ?

Quelle est la perception que vous avez eue des émeutes en tant que bibliothécaire ? Quel a été le climat dans le quartier pendant les événements ? Avez-vous eu peur ? Des mesures particulières ont-elles été prises pour protéger la bibliothèque ?

Qui étaient les émeutiers ? Que voulaient-ils ?

Politique

Avez-vous des contacts avec les élus locaux ? Est-ce qu'ils viennent à la bibliothèque ?

Qu'est-ce que les autorités municipales attendent de la bibliothèque ? Si vous deviez décrire les objectifs des pouvoirs municipaux en termes de « lecture publique », comment le feriez-vous ? Pourquoi les municipalités construisent-elles des bibliothèques dans les quartiers ? Est-ce vraiment important ? Est-ce nécessaire ? Est-ce prioritaire ?

(lui faire remarquer que nous voulons son avis personnel – et pas un discours officiel).

Et pourquoi les adultes fréquentent si peu les bibliothèques ?

Est-ce que les bibliothèques sont adaptées aux intérêts/besoins du quartier ? Et les collections ?

Pourriez-vous nous parler des animations ? *Lui demander de décrire et si elles sont adaptées aux besoins du quartier.*

Et les jours et horaires d'ouverture ? Sont-ils adaptés aux besoins de la population ?

Que pensez-vous de la gratuité ? et de la vidéosurveillance ? Faut-il mettre un vigile dans les établissements ?

Diriez-vous que vous avez une vocation sociale ou politique ?

Vos parents, avaient-ils un engagement social, politique ou culturel ?

Y a-t-il une relation entre votre vocation/héritage politique/sociale et votre travail de bibliothécaire ?

Dans ce cas, nous revenons à notre question : pourquoi la lecture est-elle importante ?

Est-ce qu'être bibliothécaire suppose une vocation ou un engagement social ou politique ?

Avez-vous un engagement social ou politique ? Est-vous militant d'une association, d'un parti politique ? *Lui demander de décrire.*

L'avez-vous été par le passé ?

Quelques données personnelles dont nous avons besoin

Quel est votre âge ? Sexe ?

Situation familiale : marié/célibataire/divorcé/en couple... Enfants ? (âge, sexe, scolarité)

Diplôme ?

Grade et fonction ? Indice.

Où habitez-vous ? Quartier, Ville, Département.

Etes-vous locataire (privé ou social), propriétaire, à titre gracieux ?

Votre père : profession, diplôme, lieu de résidence.

Votre mère : profession, diplôme, lieu de résidence.

Etes-vous en train de lire un livre ? Lequel ? Pourriez-vous me dire quels ont été les trois derniers livres que vous avez lus ? Et celui qui vous a le plus marqué cette année ?

Avez-vous des projets pour quitter la bibliothèque ou aimeriez-vous plutôt y rester ? Pourquoi ? Qu'est-ce que vous plaît/déplaît ?

ANNEXE 3 : Listes de tableaux et des encadrés

Tableaux	Page
1. Les <i>asentamientos</i> de La Matanza. Population et surface occupée	21
2. Le Quartier de la Bibliothèque Gulliver, Saint-Denis. Saussaie-Floréal en chiffres clés de l'INSEE	316
3. Le Quartier de la Bibliothèque Jules Vallès, Stains. Le Clos Saint-Lazare en chiffres clés de l'INSEE (1)	329
4. Proportions des établissements situés sur le territoire de Plaine Commune, selon le secteur d'activité	445
5. Niveau de diplôme le plus élevé de la population de plus de 15 ans non scolarisée du territoire en 2007	447
6. Usagers actifs en 2009, par âge et par sexe	452
7. Quelques caractéristiques des bibliothécaires interviewés	454
8. Nombre d'inscrits en bibliothèque selon ville	460

Encadrés et cartes	Page
Encadré 1 : Les quartiers comme espaces institutionnels complexes	45
Carte 1 : L'effigie d'Eva Duarte de Perón, dite <i>Evita</i> , sur la carte de Ciudad Evita	54
Encadré 2 : Statuts de propriété et distance institutionnelle	76
Encadré 3 : Penser et dire la violence	89
Encadré 4 : Bibliothèques incendiées en France	181
Encadré 5 : Des textes dans l'univers populaire	213
Encadré 6 : Violence, peur et sentiment d'insécurité	252
Encadré 7 : La couleur de la violence : verre et peinture	314
Encadré 8 : Sonia	331
Encadré 9 : Une image enfantine et féminisée	340
Carte 2 : Les 8 villes de l'agglomération de Plaine commune	343
Encadré 10 : Une bibliothèque incendiée à Villiers-le-Bel	345
Encadré 11 : Incendies de la bibliothèque Jo-Fourn, dans le quartier de Pontanézen à Brest	370
Encadré 12 : Une bibliothèque incendiée pour protester contre l'élection de Nicolas Sarkozy	401

BIBLIOGRAPHIE

1. Bibliographie citée de Denis Merklen – par ordre chronologique de parution

1991, *Asentamientos en La Matanza. La terquedad de lo nuestro*, Buenos Aires, Ed. Catálogos, 210p. – Introduction d’A. Federico et F. Robert.

1997, « Un pobre es un pobre. La sociabilidad en el barrio, entre las condiciones y las prácticas », *Sociedad n° 11*, Buenos Aires, agosto de 1997, pp. 21-64.

2000, « Vivir en los márgenes. La lógica del cazador », in M. Svampa *Desde abajo. Las transformaciones de las identidades sociales*, Buenos Aires, Ed. Biblos, pp. 81-119 (2^e édition, 2003).

2000b, *Le projet Jalousie : « Développement intégré d’un bidonville haïtien »*, Paris, UNESCO/MOST. <http://www.unesco.org/most/evaluationvillesjal.pdf>

2001, *Inscription territoriale et action collective. Les occupations illégales de terres urbaines depuis les années 1980 en Argentine*, thèse soutenue en déc. 2001 à l’EHESS de Paris (édition par l’ANRT, Lille, 2006), 629 p.

2002, *Aux marges de la fonction publique : des politiques d’emploi aidé aux emplois jeunes*, Paris, Centre d’Études des Mouvements Sociaux – CEMS/EHESS, CEE-ministère de l’Education nationale, de la recherche et de la technologie, 234 p. (avec Isabelle ASTIER, Robert CASTEL et Frédérique LE GOFF)

2003, « Entre ciel et terre : Les sciences sociales et la mobilisation populaire en Argentine », *Cahiers des Amériques latines*, n° 41, Paris, pp. 33-54.

- 2003b, « Du travailleur au pauvre. La question sociale en Amérique latine », *Études rurales* n° 165-166, Paris, Editions de l'EHESS, 2003, pp. 171-196.
- 2003c, « La modernisation du service public par la réponse à des *besoins émergents* », in S. Divay : *Regards croisés sur les emplois-jeunes*, CA-Céreq de Rouen, série Documents 173, Rouen, pp. 65-73.
- 2005, *Pobres Ciudadanos. Las clases populares en la era democrática (Argentina, 1983-2003)*, Buenos Aires, Ed. Gorla, 218 p. – préface à la 1^{ère} édition de Silvia Sigal.
- (2010, 2^e édition augmentée par un 7^e chapitre et une préface de l'auteur, Buenos Aires, Ed. Gorla, 251 p.).
- 2006a, « Paroles de pierre, images de feu. Sur les événements de novembre 2005 », *Mouvements*, n° 43, janvier-février 2006, pp. 131-137. Version espagnole : « Palabras de piedra imágenes de fuego. Sobre los motines urbanos de noviembre de 2005 en Francia », *Apuntes de investigación* n° 11, septembre de 2006, pp. 177-187.
- 2006b, « La politique contre la société. Les intellectuels face aux transformations politico-sociales en Argentine (1983-2001) » in D. Martuccelli, J.-F. Veran et D. Vidal : *Politique et société en Amérique latine : regards sociologiques*, Lille, Editions du conseil scientifique de l'Université Charles-de-Gaulle – Lille 3/coll. Travaux & Recherches, pp. 119-134.
- 2006c, « Une nouvelle politicit   pour les classes populaires. Les *piqueteros* en Argentine », *Tumultes*, n° 27, Paris, novembre 2006, pp. 173-201.
- 2006d « Con los pies en el agua y la boca seca », *Conflictos globales, voces locales*, n° 3, Buenos Aires, Universidad Nacional de San Martin, novembre 2006, pp. 47-55.
- 2007, « L'action de l'Etat face aux classes populaires » in Diana Quattrocchi-Woisson : *L'Argentine apr  s la d  b  cle. Itin  raire d'une recomposition in  dite*, Paris, Michel Houdiard Ed., pp. 299-327.
- 2008, « L'eau et le travail. Le march   de l'eau potable entre politiques sociales et traditions politiques, Argentine 2004-2006 », *Entreprises et histoire*, n° 50, Paris, pp. 52-66.
- 2008b « Quelles raison pour br  ler des livres? Une   tude exploratoire sur les violences faites aux biblioth  ques de quartier », *Revue Hors-Texte*, n° 84, Gen  ve, mars 2008, pp. 13-26. Texte de la conf  rence publi  e au 53^e congr  s

de l'Association des bibliothécaires de France, Nantes, 8-11 juin 2007 sous le titre « L'image des bibliothèques dans la population de Seine Saint Denis ».

2009a, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute.

2009b, *L'expérience des situations-limites*, Ed. Karthala – ouvrage collectif codirigé avec Gilles Bataillon.

2009c, « Une nouvelle politicalité pour les classes populaires en Argentine » in P. Bouffartigue et S. Béroud : *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives?*, Paris, La Dispute, pp. 237-251.

2009d, « Violence et politique. Une approche argentine », *La Nouvelle Revue Argentine n° 2*, Paris, CNRS, Univ. Paris X – Nanterre, Univ. de Quilmes, Observatoire de l'Argentine contemporaine, avril 2009, pp 11-20 – avec Sigal, Silvia.

<http://www.lanouvellerevueargentine.com/assets/files/article%20Merklen-Sigal%20%20p%2011-20.pdf>

2009e, « Bibliothèques et fractures sociales », Colloque *La bibliothèque outil de lien social*, Conseil général du Val d'Oise – Communauté d'agglomération Val de France – Association Cible 95, Villiers-le-Bel, 2 décembre. Synthèse de ma communication, in *Actes du colloque*, Conseil général du Val d'Oise, pp. 17-20. Consultable en ligne : <http://www.valdoise.fr/7914-la-bibliotheque-outil-du-lien-social-colloque-villiers-le-bel-decembre-2008-.htm>

2010, « El impacto de la cooperación. ¿Qué tipo de relaciones sociales genera la solidaridad internacional? » in A. Arias y M. Vallone: *La dimensión social de la cooperación internacional*, Buenos Aires, Ed. Ciccus/Univ. Complutense de Madrid/Univ. Nacional de San Martín, pp.97-111.

2010b, « Frontières sociales : divisions, mouvements », in M. de Saint-Martin et M. D. Gheorghiu : *Education et frontières sociales. Un grand bricolage*, Paris, Michalon, pp. 9-24, avec Monique de Saint-Martin.

2010c, *Ce que les bibliothécaires disent de leur quartier. Le quartier des bibliothèques, les bibliothèques des quartiers*, Paris, CSDRP-Université Paris Diderot, octobre 2010, 108 p. – avec Charlotte Perrot-Dessaux. http://www.csprp.univ-paris-diderot.fr/Rapport_2010.pdf

2011, « Littératie et révolte populaire. Enquête sur les bibliothèques incendiées pendant les émeutes urbaines », in Ch. Evans : *Lectures et lecteurs à l'heure d'Internet. Livre, presse, bibliothèques*, Paris, Editions du cercle de la librairie, pp. 245-250.

2. Bibliographie générale. Textes cités

ALLOUCHE, Abdelwahed : « La bibliothèque, outil du lien social », *BBF*, 2010, n° 2, p. 78-79

<http://bbf.enssib.fr/>, consulté le 03 mai 2011.

ALTHABE, Gérard : « Procès réciproques en HLM », in G. Althabe et alii. : *Urbanisation et enjeux quotidiens*, Paris, L'Harmattan, 1993, pp. 13-47.

ALTHUSSER, Louis : « Idéologie et appareils idéologiques d'Etat (notes pour une recherche) », Paris, *La Pensée* n° 151, juin 1970.

ANÓNIMO : *Lazarillo de Tormes* (1554), Madrid, Planeta, 1995. Trad. Française: *Nouvelles aventures et mésaventures de Lazarillo de Tormes*, Paris, Gallimard, 2008.

ARENDT, Hannah : *Les Origines du totalitarisme. Le système totalitaire*, Paris, Gallimard-Quarto, 2002 (*The Origins of Totalitarianism*, 1951).

- *La condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1961 (*The Human Condition*, London, Chicago, University of Chicago Press, 1958).

ARICO, José : *La cola del diablo. Itinerario de Gramsci en América Latina*, Buenos Aires, Puntosur, 1988.

ASTIER, Isabelle : *Revenu minimum d'insertion et souci de soi*, Paris, Desclée de Brower, 1997.

- avec DUVOUX, Nicolas : *La société biographique. Une injonction à vivre dignement*, Paris, L'Harmattan, 2006.

- *Les nouvelles règles du social*, Paris, PUF, 2007.

AUYERO, Javier: *¿Favores por votos? Estudios sobre clientelismo político contemporáneo*, Buenos Aires, Losada, 1997.

- « Evita como performance. Mediación y resolución de problemas entre los pobres urbanos del Gran Buenos Aires » in J. Auyero: *¿Favores por votos? Estudios sobre clientelismo político contemporáneo*, Buenos Aires, Losada, 1997.

- *La política de los pobres. Las prácticas clientelistas del peronismo*, Buenos Aires, Manantial, 2001.
- « La zone grise de la politique argentine. Regard sur les liens clandestins entre violence et acteurs politiques », *La Nouvelle Revue Argentine* (CNRS/Univ. Paris 10/Univ. de Quilmes), n° 2, décembre 2008, pp. 21-30.
<http://www.lanouvellerevueargentine.com/assets/files/article%20Auyero%20%20p%2021-30.pdf>

BACHELARD, Gaston : *La poétique de l'espace*, Paris, PUF, 2010 (1^{ère} édition, 1957).

BACQUE, Marie-Hélène : « Empowerment et politiques urbaines aux Etats-Unis », *Géographie, économie, société* 2006/1, Vol. 8, p. 107-124.

- avec BIEWENER, Carole : « *Empowerment*, développement et féminisme: Entre projet de transformation sociale néolibéralisme », in M.-H. Bacqué et Y. Sintomer : *La démocratie participative, regard historique*, Paris, La Découverte, 2011.

BARBIER-BOUVET, Jean-François : « La lecture des magazines par les jeunes adultes : un écran de papier ? » in Ch. Evans : *Lectures et lecteurs à l'heure d'Internet. Livre, presse, bibliothèques*, Paris, Editions du cercle de la librairie, 2011, pp. 115-133.

BARTH, Fredrick : « Les groupes ethniques et leurs frontières », in Ph. Poutignat et J. Streiff-Fenart : *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, 1995, pp. 203-249 (*Ethnic Groups and Boundaries. The Social Organization or Culture Difference*, Oslo, 1969).

BAUDELLOT, Christian, CARTIER, Marie et DETREZ, Christine : *Et pourtant ils lisent...*, Paris, Le Seuil, 1999.

BEAUD, Stéphane : *"80 % au bac" et après ? : les enfants de la démocratisation scolaire*, Paris : La Découverte, 2002.

- avec PIALOUX, Michel : « La 'racaille' et les 'vrais jeunes'. Critique d'une vision binaire du monde des cités », *Liens socio*, novembre 2005
http://www.liens-socio.org/article.php3?id_article=977
- avec NOIRIEL, Gérard : « Race, classe, football: ne pas hurler avec la meute », *Libération.fr*, 06/05/2011.

BECK, Ulrich : *La société du risque*, Paris, Flammarion, 2001 (*Risikogesellschaft*, Francfort, 1986).

BELL, Daniel: *La fin de l'idéologie*, Paris, PUF, 1997 (*The End of Ideology: On the Exhaustion of Political Ideas in the Fifties*, 1960).

- *The Radical Right*, New Jersey, Transaction Publishers, 2008 (1st published in 1955).

BEROUD, Sophie et BOUFFARTIGUE, Paul (sous la dir. de) : *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?*, Paris, La Dispute, 2009.

BERTRAND, Anne-Marie : *Les bibliothèques*, Paris, La Découverte, coll. Repères, 2004.

- et KUPIEC, Anne : *Ouvrages et volumes. Architecture et bibliothèques*, Paris, Editions du cercle de la librairie, 1997.
- *Lecture publique et territoires, trente ans de mutations en BDP. Actes du colloque de Montbrison, 24 et 25 octobre 2003*, Enssib, Villeurbanne, 2005.
- avec BURGOS, Martine ; POISSENOT, Claude et PRIVAT, Jean-Marie : *Les bibliothèques municipales et leurs publiques. Pratiques ordinaires de la culture*, Paris, Bibliothèque publique d'information, 2001.
- « L'avenir et l'image des bibliothèques », communication à la journée d'études sur *L'image des bibliothèques*, Bpi-Enssib, Paris, Centre Georges Pompidou, 17 mai 2011.
http://archives-sonores.bpi.fr/index.php?urlaction=doc&id_doc=3397

BESSIN, Marc : « Les seuils de l'âge à l'épreuve de la flexibilité temporelle », in Chaire Quetelet : *Le temps et la démographie*, Louvain-la-Neuve, Academia, 1993, pp. 214-230.

- avec LEVILAIN, Hervé : « Pères sur le tard. Logiques temporelles et négociations conjugales », *Recherches et Prévisions*, n° 76, Paris, CNAF, juin 2004, pp. 23-38.

BEUNARDEAU, Pauline : *Quand des animateurs se firent dénommer « grandes frères ».* *Facteurs socio-historiques de la disqualification d'animateurs soumis à la catégorie « grand frère » dans la ville de Saint-Denis*, Paris, Université Paris Diderot – Paris 7, mémoire de Master 2, Sociologie-anthropologie, spécialité Sociologie et philosophie politique, juin 2009, sous la direction de D. Merklen.

BOBBIO, Norberto : *Libéralisme et démocratie*, Paris, Le Cerf, 1996 (1985).

BOLTANSKI, LUC et CHIAPELLO, Ève : *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

BONELLI, Laurent : *La France a peur. Une histoire sociale de l'insécurité*, Editions La Découverte, 2008.

BOURDIEU, Pierre (avec Luc Boltanski) : « Le fétichisme de la langue », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Vol. 1, n° 4, Paris, 1975, p. 2-32.

- *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit/Le sens commun, 1979.

- « La lecture : une pratique culturelle », in Roger CHARTIER (dir.), *Pratiques de la lecture*, Paris, Payot, 1993.

BRACONNIER, Céline et DOMARGEN, Jean-Yves : *La démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard/Folio actuel, 2007.

BRUNET, Loïc : *Le projet urbain au cœur de la démocratie locale. La cité de la Saussaie à Saint-Denis*, mémoire de master 2 « Opérateur urbain », Institut français d'urbanisme, Saint-Denis, Université Paris VIII, septembre 1996.

CASTEL, Robert : *La gestion des risques. De l'anti-psychiatrie à l'après-psychanalyse*, avec une préface inédite, Paris, Seuil, 2011 (Minuit, 1981).

- avec LAE, Jean-François : *Le RMI une dette sociale*, Paris, L'harmattan, 1992.

- *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.

- « Les marginaux dans l'histoire » in S. Paugam : *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1996, pp. 32-41.

- avec HAROCHE, Claudine : *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard, 2001.

- *La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Paris, Seuil, 2009.

CASTELLS, Manuel : « La rénovation urbaine aux Etats-Unis. Synthèse et interprétation des données actuelles », *Espaces et sociétés* n° 1, Paris, novembre 1970, pp. 107-136.

- *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, Maspero, 1973.

- *Sociologies des mouvements sociaux urbains*, Paris, EHESS, Vol. 1, avril 1974.

CASTORIADIS, Cornelius : « Imaginaire politique grec et moderne », in *La montée de l'insignifiance : les carrefours du labyrinthe 4*, Paris, Seuil, 1996.

- CERTEAU, Michel (de), GIARD, LUCE, MAYOL, Pierre : *L'invention du quotidien I. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1980.
- CHAMPAGNE, Patrick : « La construction médiatique des 'malaises sociaux' », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, N° 101-102, décembre 1991, p. 64-75.
- CHARTIER, Anne-Marie et HEBRARD, Jean : *Discours sur la lecture, 1880-1980*, Paris, Editions de la Bpi, Centre Georges Pompidou, 1989.
- CHARTIER, Anne-Marie et POMPOUGNAC, Jean-Claude : « La lecture publique entre discours et pratiques », *Esprit* n° 170, Paris, 1991, pp. 104-115.
- CHARTIER, Roger : « Figures de la gueuserie : picaresque et burlesque dans la Bibliothèque bleue », in R. Chartier : *Figures de la gueuserie*, Paris, Montalba, coll. Bibliothèque bleue, Paris, 1982, pp. 11-106.
- *Les Origines culturelles de la Révolution française* (1990), réédition avec une postface inédite de l'auteur, Seuil, Paris, 2000 (1^{ère} édition, 1990).
 - *Pratiques de la lecture*, Paris, Payot, 1993.
 - *Inscrire et effacer : Culture écrite et littérature (XIXe-XVIIIe siècle)*, Paris, Gallimard, 2005.
 - « Le livre : son passé, son avenir », entretien avec Ivan Jablonka, *laviedesidees.fr*, le 29 septembre 2008. <http://www.laviedesidees.fr/Le-livre-son-passe-son-avenir.html>
 - « Le lecteur dans un monde en perpétuelle mutation », in J.-Y. Mollier et alii. : *Où va le livre ? Edition 2007-2008*, Paris, La Dispute, 2007, pp. 345-360.
 - « Lecteurs et lectures à l'âge de la textualité électronique », in G. Origgi et N. Arikha : *Text-e. Le texte à l'heure d'Internet*, Editions de la Bpi, Centre Georges Pompidou, 2003, pp. 17-30.
- CHERESKY, Isidoro : « Autoridad política debilitada y presencia ciudadana de rumbo incierto », in *L'Ordinaire latino-américain n° 188*, Université de Toulouse Le Mirail, juin 2002, p. 25-35.
- CHOAY, Françoise : *L'urbanisme, utopies et réalité*, Paris, Seuil, 1965.
- CLICHEVSKY, Nora, PREVOT-SCHAPIRA, Marie-France et SCHNEIDER, Graciela : *Loteos populares, sector inmobiliario y gestión local en Buenos Aires*, Buenos Aires, CEUR-CREDAL, 1990.
- CORIAT, Benjamin : *L'atelier et le chronomètre*, Paris, Christian Bourgois, 1979.

CUENYA, Beatriz: *Condiciones de hábitat y salud de los sectores populares. Un estudio piloto en el asentamiento San Martín de Quilmes*, Buenos Aires, CEUR, 1985.

DARNTON, Robert: *The Literary Underground of the Old Regime*, Cambridge - Massachusetts, Harvard University Press, 1982.

- *Le grand massacre de chats: attitudes et croyances dans l'ancienne France*, Paris, Hachette, 1986.
- *The forbidden best-sellers of pre-revolutionary France*, London/New York, W.W. Norton, 1995.
- *Édition et sédition : l'univers de la littérature clandestine au XVIIIe siècle*, Paris, Gallimard, 1991 (, 1982).
- « Vies privées et affaires publiques sous l'Ancien Régime », *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 154, Paris, Le Sueil, 2004, pp. 24-35.

DE IPOLA, Emilio : *Investigaciones políticas*, Buenos Aires, Nueva Visión, 1989.

- *Metáforas de la política*, Buenos Aires, Homo Sapiens, 2001.
- avec PORTANTIERO, Juan Carlos : “Lo nacional-popular y los populismos realmente existentes”, en E. De Ipola: *Investigaciones políticas*, Buenos Aires, Nueva Visión, 1989, pp. 21-36 (1981).
- AVEC DE RIZ, Liliana : “Acerca de la hegemonía como producción histórica. Apuntes para un debate sobre alternativas políticas en América latina, in Labastida: *Hegemonia y alternativas políticas en América latina*, Mexico, Siglo XXI, 1985.

DONNAT, Olivier : *Pratiques culturelles des Français à l'ère numérique. Enquête 2008*, Paris, La Découverte/Ministère de la culture et de l'information, 2009.

- « Lecture, livre et littérature. Evolutions 1973-2008 », in Ch. Evans : *Lectures et lecteurs à l'heure d'Internet. Livre, presse, bibliothèques*, Paris, Editions du cercle de la librairie, pp. 27-40.

DONZELOT, Jacques : « Le social en compétition », *Esprit*, n° 349, Paris, pp. 51-77.

- *Vers une citoyenneté urbaine ? La ville et l'égalité des chances*, Paris, Editions de la rue d'Ulm, 2009.
- DONZELOT, Jacques : *La police des familles*, éditions de Minuit, 1977.

DOUGLAS, Mary : *De la souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*, Paris, La Découverte, 2001 (*Purity and Danger*, 1966).

- *Natural Symbols*, London and New York, Routledge, 2007 (édition accompagnée d'une nouvelle introduction, 1st published in 1970).

DUBET, François : *La galère. Jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987.

- avec LAPEYRONNIE, Didier: *Les quartiers d'exil*, Paris, Seuil, 1992.
- *Le déclin de l'institution*, Seuil, Paris, 2002.
- *Faits d'école*, Paris, Editions de l'EHESS, 2008.

DUCHESNE, Sophie : *Citoyenneté à la française*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

DULONG, Renaud et PAPERMAN, Patricia : *La réputation des cités HLM. Enquête sur le langage de l'insécurité*, Paris, L'Harmattan, 1992

DUMONT, Louis : *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Paris, Seuil, 1991 (1^{ère} éd. 1983).

DURKHEIM, Emile : *L'individualisme et les intellectuels*, Paris, Mille et une nuits, 2002 (1898).

- *Les formes élémentaires de la vie religieuse. Le système totémique en Australie*, Paris, PUF, 1994 (1912).
- *Leçons de sociologie*, Paris, PUF, 1950. 1^{ère} édition, Istanbul 1947.

DUVOUX, Nicolas : *L'autonomie des assistés. Sociologie des politiques d'insertion*, Paris, Puf, 2009.

- « L'injonction biographique dans les politiques sociales », *Informations sociales*, n° 156, Paris, CNAF, 2009, p. 114.

EHRENBERG, Alain : *La fatigue d'être soi. Dépression et société*, Paris, Odile Jacob, 1998.

ELIAS, Norbert : *La société des individus*, Paris, Fayard, 1991 (*Die Gesellschaft der Individuen*, Francfort, 1987).

- avec SCOTSON, John : , *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard, 1997 (*The Established and the Outsiders*, London, 1965).

EVANS, Christophe (dir.) : *Lectures et lecteurs à l'heure d'Internet. Livre, presse, bibliothèques*, Paris, Editions du cercle de la librairie, 2011.

- « L'image des bibliothèques publiques chez les collégiens et lycéens », communication à la journée d'études sur *L'image des bibliothèques*, Bpi-

Enssib, Paris, Centre Georges Pompidou, 17 mai 2011. http://archives-sonores.bpi.fr/index.php?urlaction=doc&id_doc=3397

FAURE, Sylvie et GARCIA, Marie-Carmen: *Culture hip-hop, jeunes de cités et politiques publiques*, Paris, La Dispute, 2005.

FERRER, Christian : « El saber y la vida », *Revista Lote*, n° 12.
<http://www.fernandopeirone.com.ar/Lote/nro012/ferrer.htm>

FOUCAULT, Michel : *Surveiller et punir : naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.

FREDERIC, Sabina: *Buenos vecinos, malos políticos. Moralidad y política en en Gran Buenos Aires*, Buenos Aires, Prometeo, 2004.

GARGARELLA, Roberto : « “Piedras de papel” y silencio: La crisis política argentina leída desde su sistema institucional » in *L'Ordinaire latino-américain n° 188*, Université de Toulouse Le Mirail, juin 2002, p. 37-44.

GAUCHET, Marcel : « Essai de psychologie contemporaine. Un nouvel âge de la personnalité », *Le Débat*, n° 99, Paris, 1998, pp. 164-181.

- « Les deux sources du processus d'individuation », *Le Débat*, n° 119, Paris, 2002, pp. 133-137.
- *La démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, 2002.

GAULEJAC, Vincent (de) : *La société malade de la gestion*, Paris, Seuil, 2005.

GIDDENS, Antony : *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'harmattan, 2005 (*The Consequences of Modernity*, Cambridge, 1990).

GOFFMAN, Erving : *Asiles. Études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*, Paris, Minuit, 1968 (*Asylums...* 1961).

GONZALEZ, Horacio: « La multitud creadora », in *L'Ordinaire latino-américain*, n° 188, Université de Toulouse Le Mirail, juin 2002.

GOODY, Jack : *La raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*, Paris, Minuit, 1979 (*The domestication of de savage mind*, Cambridge, 1977).

- *La logique de l'écriture. Aux origines des sociétés humaines*, Paris, Armand Colin, 1986, (*The Logic of Writing and the Organization of Society*, Cambridge, 1986).
- *Pouvoirs et savoirs de l'écrit*, Paris, La Dispute, 2007.

HABERMAS, Jürgen : *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard, 1987 (*Theorie des kommunikativen Handels*, Francfort, 1981).

- HALPERIN DONGHI, Tulio : *La larga agonía de la Argentina peronista*, Buenos Aires, Ariel, 1994.
- HEUSCH, Luc (de) : « Préface à l'édition de 1971 », in M. Douglas : *De la souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*, Paris, La Découverte, 2001, pp. 7-20.
- HOBBSAWM, Eric : « La ville et l'insurrection », *Espaces et sociétés* n° 1, Paris, novembre 1970, pp. 137-147.
- HOGGART, Richard : *La culture du pauvre*, Paris, Minuit, 1970 (*The uses of literacy*, 1957).
- HONNETH, Axel : *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000 (*Kampf um Anerkennung*, Frankfurt, 1992).
- INDEC : *La pobreza en la Argentina*, Buenos Aires, 1984.
- ISLA, Alejandro (comp.): *En los márgenes de la ley: Inseguridad y violencia en el cono Sur*, Buenos Aires, Editorial Paidós, 2007.
- JELIN, Elizabeth (comp.): *Los nuevos movimientos sociales*, Buenos Aires, CEAL, 1985.
- KOKOREFF, Michel et RODRIGUEZ, Jacques : *Quand l'incertitude fait société*, Paris, Payot, 2004.
- KESSLER, Gabriel : *Sociología del delito amateur*, Buenos Aires, Paidós, 2004.
- KORN, Francis : *Buenos Aires: los huéspedes del 20*, Buenos Aires, GEL, 1989.
- KORN, Francis y DE LA TORRE, Lidia : "La vivienda en Buenos Aires 1887-1914", *Revista Desarrollo Económico*, Buenos Aires, 1985.
- LACLAU, Ernesto : *La raison populiste*, Paris, Le Seuil, 2008 (*On populist reason*, 2005).
- LAE, Jean-François : *L'Instance de la plainte. Une histoire politique et juridique de la souffrance*, Paris, Descartes et Cie, 1996.
- *L'ogre du jugement. Les mots de la jurisprudence*, Paris, Stock, 2001.
 - *Les nuits de la main courante. Ecritures au travail*, Paris, Stock, 2008.
- LAE, Jean-François et MURARD, Numa : *L'argent des pauvres. La vie quotidienne en cité de transit*, Paris, Seuil, 1985.
- *L'argent des pauvres 1980-2010. Ethnographie de la mémoire*, Paris, Bayard, 2011 à paraître.
- LAHIRE, Bernard : *L'Homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Nathan, 1998.

- *La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, La Découverte, 2004.
- avec THIN, Daniel et VINCENT, Guy : « Sur l'histoire et la théorie de la forme scolaire » in G. Vincent : *L'Education prisonnière de la forme scolaire ? Scolarisation et socialisation dans les sociétés industrielles*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1994.

LANGREE, Jean-Charles : *Les jeunes chantent leurs cultures*, Paris, L'Harmattan, 1982.

LECA, Jean : « Individualisme et citoyenneté » in J. Birnbaum et J. Leca : *Sur l'individualisme : théories et méthodes*, Paris, Presses de Sciences Po, 1986.

LEGER, Alain et TRIPIER, Maryse : *Fuir ou construire l'école populaire*, Paris, Méridiens, 1986.

LE GOAZIOU, Véronique : *Lecteurs précaires. Des jeunes exclus de la lecture ?*, Paris, L'Harmattan, 2006.

LE GOIX, Renaud : "Gated Communities: Sprawl and Social Segregation in Southern California", *Housing Studies*, vol. 20, no. 2, 2005, pp. 323-344.

LEFORT, Claude : *L'invention démocratique : les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1981.

- *Essais sur le politique*, Paris, Seuil, 1986.

LEPOUTRE, David : *Cœur de banlieue. Codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob, 1997.

LEVI-STRAUSS, Claude : « Leçon d'écriture », in *Tristes tropiques, Œuvres*, Paris, Gallimard-La Pléiade, 2008 (1955), pp. 293-305.

LIEBER, Claudine : Bibliothèques et violences urbaines, *Bulletin des bibliothèques de France*, t. 51, n° 4, avril 2006. <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2006-04-0105-018>

MADEC, Annick : *Chronique familiale en quartier populaire*, Paris, La Découverte, 2002.

MANIN, Bernard : *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 1996.

MARCUSE, Herbert : *L'Homme unidimensionnel : Essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Minit, 1968 (*One-Dimensional Man*, Boston, 1964).

MARTUCCELLI, Danilo : *Grammaires de l'individu*, Paris, Gallimard-Folio/Essais, 2002.

- *Forgé par l'épreuve. L'individu dans la France contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2006.

- MARX, Karl : *Sur la question juive*, Paris, La Fabrique, 2006 (*Zur Judenfrage*, Paris, 1844).
- MAUGER, Gérard : *L'émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*, Paris, Editions du Croquant, 2006.
- *Sociologie des jeunes, des groupes marginaux et de la lecture*, Paris, AAR, MSH, 2003.
 - *Les Bandes, le milieu et la bohème populaire : études de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires, 1975-2005*, Paris, Belin, 2006.
 - avec POLIAK, Claude F. et PUDAL, Bernard : *Histoires de lecteurs*, Paris, Nathan, 1999.
- MIGUES, Daniel y SEMAN, Pablo : *Entre santos, cumbias y piquetes: las culturas populares en la Argentina reciente*, Buenos Aires, Biblos, 2006.
- MIGUEZ, Daniel et SEMAN, Pablo : « Culture politique et pentecôtisme en Argentine. Spiritualisation de la politique ou politisation de l'Esprit ? » in A. Corten et A. Mary : *Imaginaires politiques et pentecôtismes. Afrique/Amérique latine*, Paris, Editions Karthala, 2000, pp. 321-341.
- MORI, Chikako: *Écrire en banlieue: analyse des pratiques d'écriture chez les jeunes issus des immigrations postcoloniales en Ile de France*, thèse de doctorat, Paris, EHESS, soutenue le 14 septembre 2010.
- « Visibilisation et stigmatisation des « cultures de banlieue » en France : la place à première vue marginale de l'écriture », publié en ligne : http://www.ic.nanzan-u.ac.jp/EUROPE/kanko/documents/03mori-16_000.pdf.
- MORIN, Eric : *Le ghetto français, Enquête sur le séparatisme social*, Paris, Seuil, 2004.
- MURARD, Numa (sous la direction de) : *Pauvres et citoyens ? Faites vos preuves !*, Rapport de recherche au Fonds d'Action Sociale présenté par l'association TRASS (Travaux de recherche et d'analyse du social et des sociabilités), Paris, mai 1995.
- *La morale de la question sociale*, La Dispute, 2003.
 - et TASSIN, Etienne : « La citoyenneté entre les frontières », *L'Homme et la Société* n° 160-161, Paris, 2006, pp. 17-35.
- NAOURI, Aldo : *Une place pour le père*, Paris, Seuil, 1999.
- *Eduquer ses enfants. L'urgence aujourd'hui*, Paris, Odile Jacob, 2008.

- NOVARO, Marcos et PALERMO, Vicente : *Política y poder en el gobierno de Menem*, Buenos Aires, Flacso/Norma, 1996, p. 384.
- *Los caminos de la centroizquierda. Dilemas y desafíos del Frepaso y de la Alianza*, Buenos Aires, Losada, 1998, pp. 74-75.
- NUN, José : « La rebelión del coro » in J. Nun: *La Rebelión del coro. Estudios sobre la racionalidad política y el sentido común*, Buenos Aires, Nueva Visión, 1989, pp.11-24.
- NUN, José et PORTANTIERO, Juan Carlos (eds.): *Ensayos sobre la transición democrática en la Argentina*, Buenos Aires, Punto Sur, 1987.
- O'DONNELL, Guillermo : « ¿Democracia delegativa? », en *Cuadernos del CLAEH* n° 61, Montevideo, 1992.
- PASQUIER, Dominique : *Cultures lycéennes : La tyrannie de la majorité*, Paris, Autrement, 2005.
- PASQUIER, Sylvain : « Les nouvelles règles du social », *Revue du MAUSS permanente*, 22 octobre 2007. <http://www.journaldumauss.net/spip.php?article188>
- PERALVA, Angelina et MACE, Eric : *Medias et violences urbaines. Débats politiques et construction journalistique*, Paris, La Documentation française, 2002.
- PEREYRA, Sebastián: « ¿Cuál es la herencia del movimiento de derechos humanos? » in F. Schuster et alii.: *Tomar la palabra. Estudios sobre protesta social y acción colectiva en la Argentina contemporánea*, Buenos Aires, Prometeo, 2005, pp. 151-191.
- PETIT, Michèle et alii. : *De la bibliothèque au droit de cité. Parcours de jeunes*, Paris, Editions de la Bpi, Centre Georges Pompidou, 1997.
- PETONNET, Colette : *On est tous dans le brouillard. Ethnologie des banlieues*, Paris, Éditions Galilée, 1979.
- PINET, Nicolas : *La politique au-delà de la vie politique. Pratiques et représentations de la citoyenneté chez les jeunes adultes à Santiago du Chili, New York et Paris*, Paris, EHESS, 2010.
- PORTANTIERO, Juan Carlos : *La producción de un orden*, Buenos Aires, Nueva Visión, 1988.
- "Notas sobre crisis y producción de acción hegemónica", in Labastida: *Hegemonia y alternativas políticas en América latina*, Mexico, Siglo XXI, 1985.

- PRIVITELLIO, Luciano (de): *Vecinos y ciudadanos. Política y sociedad en la Buenos Aires de entreguerras*, Buenos Aires, Siglo XXI-Argentina, 2003.
- RANCIERE, Jacques et FAURE, Alain : *La parole ouvrière*, Paris, La Fabrique, 2007 (1976).
- RANCIERE, Jacques : *La nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier*, Paris, Fayard, 1981.
- *Le maître ignorant : Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Paris, Fayard 1987.
 - *La mésentente : politique et philosophie*, Paris, Galilée, 1995.
 - *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique, 2005.
- RENARD, Hervé : *Incendies volontaires de bibliothèques : Bruit et silence des bibliothécaires*, Mémoire de Diplôme de conservateur des bibliothèques, Villeurbanne, ENSSIB, janvier 2010. <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/document-48299>
- RIESMAN, David : *Individualism Reconsidered*, Glencoe, The Free Press, 1954.
- avec DENEY, Reuel et GLAZER, Nathan : *La Foule solitaire, Paris, Artaud, 1964 (The Lonely Crowd, Yale, 1950)*.
- RICO, Christine : « La bibliothèque, outil du lien social », *BBF*, 2009, n° 3, p. 80-80 <http://bbf.enssib.fr/> Consulté le 03 mai 2011.
- RINESI, Eduardo: *Política y Tragedia. Hamlet, entre Hobbes y Maquiavelo*, Buenos Aires, Colihue, 2003.
- ROBERT, Philippe : *L'insécurité en France*, Paris, La Découverte, 2002.
- ROBERTS, Robert : *The Classic Slum. Salford Life in the First Quarter of the Century*, Penguin, 1971.
- ROCHE, Sébastien : *Sociologie politique de l'insécurité: violences urbaines, inégalités et globalisation*, Paris, PUF, 1999.
- ROSANVALLON, Pierre : *La contre-démocratie : la politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil, 2006.
- ROSELLI, Mariangela : « Usagers et usages devant une offre de lecture publique libre : parcours d'acculturation et formes d'appropriation lettrées », *Sociétés contemporaines*, n° 64, 2006, pp. 135-153.

- ROULLEAU-BERGER, Laurence: *La Ville intervalle. Jeunes entre centre et banlieue*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1993.
- RUDE, Georges : *La foule dans la révolution française*, Paris, Maspero, 1982 (*The Crowd in the French Revolution*, Oxford University Press, 1959).
- SAINT-MARTIN, Monique (de) et GHEORGHIU, Mihaï Dinu : *Education et frontières sociales. Un grand bricolage*, Paris, Michalon, 2010.
- SARLO, Beatriz : *La audacia y el cálculo. Kirchner 2003-2010*, Buenos Aires, Sudamericana, 2011.
- SCHIJMAN, Emilia : *Economie des statuts en cité HLM. Requêtes au guichet et parentés pratiques autour du bail*, Master 2 de Sociologie, ENS/EHESS, sous la direction d'I. Coutant et de D. Merklen, Paris, juin 2010.
- SCHNAPPER, Dominique : « L'échec du 'modèle républicain' ? Réflexion d'une sociologue », in *Annales. Histoire, sciences sociales*, Dossier *Penser la crise des banlieues*, 61^e année, n° 4, Paris, juillet-août 2006, pp. 759-776.
- SCHUSTER, Federico et PEREYRA, Sebastián: "La protesta social en la Argentina democrática: balance y perspectivas de una forma de acción política", in N. Giarraca: *La protesta social en Argentina. Transformaciones económicas y crisis social en el interior del país*, Buenos Aires, Alianza, 2001, pp. 41-63.
- SCHNAPPER, Dominique : *La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation*, Paris, Gallimard, 1994.
- « L'échec du 'modèle républicain' ? Réflexion d'une sociologue », in *Annales. Histoire, sciences sociales*, Dossier *Penser la crise des banlieues*, 61^e année, n° 4, Paris, juillet-août 2006, pp. 759-776.
- SCHWARTZ, Olivier : *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF, 1990.
- « Sur le rapport des ouvriers du Nord à la politique. Matériaux lacunaires », *Politix*, Vol. 4, n° 13, Paris, 1991, pp. 79-86.
 - *La notion de « classes populaires »*, habilitation à diriger des recherches en sociologie, université de Versailles-Saint-Quentin, 1998.
- SEMAN, Pablo : "Cosmológica, holista y relacional: una corriente de la religiosidad popular contemporánea", *Revista Ciências Sociais e Religião* año 3 n° 3, Porto Alegre, octobre 2001.

- SENNETT, Richard : *Le travail sans qualités. Les conséquences humaines de la flexibilité*, Paris, Albin Michel, 2000 (*The corrosion of character*, New York, 1998)
- *Respect. De la dignité de l'homme dans un monde d'inégalité*, Paris, Albin Michel, 2003 (*Respect: The Formation of Character in an Age of Inequality*, London, 2002).
- SIBLOT, Yasmine : *Faire valoir ses droits au quotidien. Les services publics dans les quartiers populaires*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.
- SIDICARO, Ricardo : *Los tres peronismos. Estado y poder económico 1946-55 / 1973-76 / 1989-99*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2002.
- SIGAL, Silvia et KESSLER, Gabriel : « Comportements et représentations face à la situation de dislocation des régulations sociales : l'hyperinflation en Argentine », in *Survivre. Réflexions sur l'action du chaos*, *Cultures & Conflits* n°24/25, Hiver-Printemps 1996-1997.
- SIGAL, Silvia : “ Marginalidad espacial, Estado y ciudadanía ”, *Revista Mexicana de Sociología* Nro. 4/81, México, 1981, pp. 1547-1577.
- *Intelectuales y poder en la década del sesenta*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2002. (1^{re} ed. Puntosur, 1991). Version française : *Le rôle politique des intellectuels en Amérique latine. La dérive des intellectuels en Argentine*, Paris, L'Harmattan, 1996.
 - “Intelectuales y peronismo”, in J. C. Torre : *Los años peronistas (1943-1955)*, Buenos Aires, Sudamericana, 2002, pp. 481-522.
 - *La plaza de Mayo, una crónica*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2006.
- SINGLY, François (de) : *Les uns avec les autres*, Paris, Armand Colin, 2003.
- TASSIN, Etienne : *Le trésor perdu. Hannah Arendt, l'intelligence de l'action politique*, Paris, Payot et Rivages, 1999.
- « Les gloires ordinaires. Actualité du concept arendtien d'espace public », in *Sens Public*, Dossier « A-t-on enterré l'espace public ? » sous la direction de M. Leclerc-Olive, Paris, automne 2011 – sous presse.
- TAFFERANT, Nasser : *Le business, une économie souterraine*, Paris, Puf, 2007.
- THOMPSON, Edward P.: “The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century”, *Past and Present*, n° 50, 1971.

- *Customs in Common: Studies in Traditional Popular Culture*, London, The Merlin Press, 1991, pp. 185-258.
- TILLY, Charles: *La France contestée. De 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1998 (The Contentious French. Four Centuries of Popular Struggle, Cambridge MA, 1986).
- TISSOT, Sylvie : *L'État et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique*. Paris, Seuil, 2007.
- TOPALOV, Christian : *Naissance du chômeur 1880 – 1910*, Paris, Albin Michel, 1994.
- avec COUDROY DE LILLE, Laurent, DEPAULE, Jean-Charles et MARIN, Brigitte : *L'aventure des mots de la ville. A travers le temps, les langues, les sociétés*, Paris, Robert Laffont, 2011.
 - et DEPAULE, Jean-Charles : « La ville à travers ses mots », *Enquête*, n°4, Marseille, second semestre 1996, 247-266.
- TORRE, Juan Carlos : *El 17 de Octubre de 1945*, Buenos Aires, Ariel, 1995.
- TOURAINÉ, Alain : *Production de la société*, Paris, Seuil, 1973.
- *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978.
 - *La parole et le sang. Politique et société en Amérique latine*, Paris, Edile Jacob, 1988.
- VERRET, Michel : *La Culture ouvrière*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- *L'Espace ouvrier*, Paris, L'Harmattan, 1995.
 - avec NUGUES, Paul : *Le Travail ouvrier*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- VINCENT, Guy : « Forme scolaire et modèle républicain : l'éducation de la démocratie », in G. Vincent : *L'Éducation prisonnière de la forme scolaire ? Scolarisation et socialisation dans les sociétés industrielles*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1994, pp. 207-227.
- VRANCKEN, Didier : *Le nouvel ordre protectionnel. De la protection sociale à la sollicitude publique*, Lyon, Parangon/Vs, 2010.
- WAGNER, Peter : *Liberté et discipline. Les deux crises de la modernité*, Paris, Métailié, 1996 (*Soziologie der Moderne, Freiheit und Disziplin*, Frankfurt, 1995).

WARNER, Stephen, WELLEMAN, Davis and WEITZMAN, Lenore : « Le héros, le pauvre type et le combinard. Trois spécifications des opprimés », *Espaces & sociétés* 30-31, Paris, 1981, pp. 87-110.

WILLIAMS, Raymond: *Marxism and Literature*, Oxford, Oxford University Press, 1977.

- *Culture and Society. Coleridge to Orwell*, London, The Hogarth Press, 1980 (1958).

WILSON, James Q. and KELLING, Georges L. : « Broken windows. The police and neighborhood safety”, *The Atlantic Monthly*, New York, march 1982.

YUJNOVSKY, Oscar: *Claves políticas del problema habitacional argentino - 1955/1981*, Buenos Aires, GEL, 1984.

Numéros de revue :

Revue *Esprit*, n° 170, « Lecture et bibliothèques », Paris, mars-avril 1991, pp 63-129.

Revue *Mouvements, des idées et des luttes*, n° 57, « Cultures populaires. Populisme et émancipation sociale », Paris, La Découverte, janvier-mars 2009, pp. 7-136.

Revue *Politix*, n° 87, « Etat et illégalismes », Paris, 3/2009, sous la direction de FISHER, Nicolas et SPIRE, Alexis.

Revue *Raisons pratiques*, n° 18, Paris, Editions de l'EHESS, février 2008, sous la direction de MUNCK, Jean (de) et ZIMMERMANN, Bénédicte : « *La liberté au prisme des capacités. Amartya Sen au-delà du libéralisme* ».

3. Autres sources citées

Presse locale :

En commun. Mensuel de Plaine commune.

Le journal des Médiathèques [de Plaine commune].

Le journal de Saint-Denis

Le Parisien

Le Télégramme. Brest. www.letelegramme.com

Ouest France. www.ouest-france.fr

Regards. *Le journal de La Courneuve.*

7 jours à Stains. Hebdomadaire de la ville de Stains. www.ville-stains.fr

Blogs, pages web et presse spécialisée en ligne :

- AGGLOMERATION DE PLAINE COMMUNE : www.plainecommune.fr
- BIBLIO-FR : <http://biblio-fr.info.unicaen.fr/>
- BIBLIOTHEQUE PUBLIQUE D'INFORMATION. CENTRE GEORGES POMPIDOU : <http://www.bpi.fr>
- BULLETIN DES BIBLIOTHEQUES DE FRANCE : <http://bbf.enssib.fr/>
- ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE SCIENCES DE L'INFORMATION ET DES BIBLIOTHEQUES (ENSSIB) : <http://www.enssib.fr/>
- BLOG D'HABITANTS DE DU QUARTIER SAUSSAIE-FLOREAL-COURTILLE :
93200..©SAUSSAIE/FLOREAL/COURTILLE=====>>>HAMID DU 93200©
<http://sfc-93200.skyrock.com/>
- BLOG D'UN HABITANT DE LA VILLE DE STAINS : <http://amine2stains.skyrock.com>
- LE BLOG LANGUE BRETONNE : <http://languebretonne.canalblog.com/>
- LIVRESHEBDO : <http://www.livreshebdo.com/>
- LE NOUVEL OBSERVATEUR : <http://tempsreel.nouvelobs.com/>
- OFFICE PUBLIQUE DE L'HABITAT DE LA SEINE SAINT-DENIS : <http://www.oph93.fr>
- OLLIVERIO, Roberto : *Les murs s'écroulent, la mémoire reste.* Polyester polychrome, 630 x 300 x 360 (hors soubassement).
<http://fr.ollivero.be/work.php?criteria=year&value=2000>
- RESEAU D'EGLISES PROTESTANTES EVANGELIQUES DU NORD DE PARIS, SOURCE DE VIE : <http://lasourcedevie.net/>
- RESEAU DES MEDIATHEQUES DE PLAINE COMMUNE : <http://www.mediatheques-plainecommune.fr/>
- SITE D'INFORMATION SUR PARIS ET SA BANLIEUE : <http://www.streetpress.com>

Textes littéraires, films et chansons

BRASSENS, Georges : « Les copains d'abord » in *Les copains d'abord*, Paris, Philips, novembre 1964 – album vinyle 33 tours.

- « Heureux qui comme Ulysse », bande originale du film homonyme d'Enri Colpi, 1970 – sur un texte de Joachim de Bellay.

CAMUS, Albert : « La peste », in *Œuvres complètes Vol. II*, Paris, Gallimard – La Pléiade, 2006 (1947), pp. 31-248.

CHAPLIN, Charles : *Modern Times*, United Artists, 1936.

GUENE, Faïza : *Kiffe kiffe demain*, Paris, Hachette Littérature, 2004.

- *Du rêve pour les oufs*, Paris, Hachette Littérature, 2006.
- *Les gens du Balto*, Paris, Hachette Littérature, 2008.

GRAND CORPS MALADE : « Education nationale », in *3e temps*, Universal Music France, 2010.

- « Pères et mères », in *Enfant de la ville*, Paris, Anouche productions/Universal Music France, 2007.

HRABAL, Bohumil : *Une trop bruyante solitude*, Robert Laffont, 1983 (1^{ère} édition tchèque, 1976).

HUGO, Victor : « A qui la faute » in *L'année terrible, Œuvres poétiques Vol. III*, Paris, Gallimard, Coll. La Pléiade, 1974 (1^{ère} édition 1872).

HUXLEY, Aldous: *Le meilleur des mondes*, Paris, Plon, 1933 (*Brave New World*, London, 1932).

MACHADO, Antonio : *Poesía completa*, Madrid, Austral, 2010 (*Proverbios y cantares*, XXXV, 1913).

MAUPASSANT, Guy de : « Correspondance », in *Contes et nouvelles Tome I*, Paris, Gallimard, Coll. La Pléiade, 1974 (*Contes divers*, 1982).

PETRI, Elio : *La classe operaia va in Paradiso*, 1972.

SANE, Insa : *Sarcelles-Dakar*, Paris, éditions Sarbacanes, 2006.

- *Du plomb dans le crâne*, Paris, éditions Sarbacanes, 2008.
- *Gueule de bois*, Paris, éditions Sarbacanes, 2009.

- *Daddy est mort*, Paris, éditions Sarbacanes, 2010.

SANTAKI, Rachid : *Les anges s'habillent en caillera*, Paris, Moisson rouge, 2011.

- « Pour une littérature populaire » - entretien avec I. Meurisse, in *Regards. Le journal de La Courneuve*, n°327 du 27 janvier au 09 février 2011, p. 16.
- « J'utilise des techniques du hip-hop dans la littérature », entretien de S. Doucouré publié dans *Street press* le 29/01/2011.
<http://www.streetpress.com/sujet/1619-rachid-santaki-j-utilise-des-techniques-du-hip-hop-dans-la-litterature>
- *La petite cité dans la prairie*, Paris, Le bord de l'eau, 2007.

Ville de Montreuil : *Instantanés d'adolescences, Bibliothèques de Montreuil*, (Scénario : TABAH, Dominique et allii.), Montreuil, Entre 9 & 3 productions, juin 2010, 21 minutes.

Sources statistiques, articles de presse et autres documents consultés

Association des Directeurs des *Bibliothèques municipales* et intercommunales des grandes villes de France (ADBGV). Statistiques.
<http://www.adbgv.asso.fr/index.php?page=statistiques>

BEUNARDEAU, Pauline : *Journal de terrain et entretiens à l'Antenne jeuneuse du quartier Saussaie-Floréal-Courtille*, 2008.

COLNET, Claire : « La Seine-Saint-Denis, première sur l'abstention », *Public Senat*, 22-03-2011. <http://www.publicsenat.fr>

DECUGIS, Jean-Michel et MARTEAU, Stéphane : « Deux semaines dans une cité chaude », *Le Point*, n° 1742, Paris, pp. 56-67.

DECUGIS, Jean-Michel, LABBE, Christophe et RECASENS, Olivia : « Un médecin jette l'éponge », *Le Point*, publié le 06 décembre 2007 à 00h00.
<http://www.lepoint.fr/archives/article.php/213378>

DIRECTION DE LA LECTURE PUBLIQUE, Communauté d'agglomération Plaine Commune, *Rapport d'activités 2009*.

DIRECTION DU LIVRE ET DE LA LECTURE, Ministre de la culture et de la communication :
Note relative aux bibliothèques d'Ile-de-France ayant fait l'objet de déprédations en novembre 2005, Paris, Novembre 2005.

- Bibliothèques municipales – plusieurs séries.
<http://www.culture.gouv.fr/culture/dll>
- Bibliothèques municipales. Bibliothèques départementales d'Outre mer. Données d'activités 2007. Synthèse nationale.
<http://www.culture.gouv.fr/culture/dll/biblio-stats/BMsynthese07.pdf>

DONNEDIEU DE VABRES, Renaud (Ministre de la culture et de la communication) : *Lettre à Didier Paillard*, Vice-président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis, Maire de Saint-Denis, datée du 05/12/2005.

INSEE (RP 2007 et RP 1999, plusieurs séries).

MINISTERE DE LA VILLE. Politique de la ville. Plusieurs séries. <http://sig.ville.gouv.fr/>

- Saint Denis. Requalification urbaine du quartier de Floréal-Saussaie-Courtille. Publié le 01 janvier 2001. <http://i.ville.gouv.fr/reference/865>

MANIFESTE DE L'UNESCO SUR LA BIBLIOTHEQUE PUBLIQUE.

http://www.unesco.org/webworld/libraries/manifestos/libraman_fr.html

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA SEINE SAINT-DENIS : Projet de rénovation urbaine du quartier Clos Saint-Lazare, Stains. <http://www.oph93.fr/En-mouvement/Les-travaux-de-renovation-urbaine/Stains-Le-Clos-Saint-Lazare> Consulté le 03 février 2011.

PAILLARD, Didier : Communiqué, « Didier Paillard, Maire de Saint-Denis, exprime son indignation à la suite d'un article du « Point » sur Floréal Saussaie La Courtille », le 14 février 2006.

SCHIJMAN, Emilia : *Journal de terrain et entretiens au quartier du Clos Saint-Lazare*, 2009.

SERVICE ETUDES ET PROSPECTIONS ECONOMIQUES de Plaine Commune.

STATISTIQUES de la lecture publique du réseau de bibliothèques de Plaine Commune.

THATCHER, Margaret: *Talking to Women's Own magazine*, October 31, 1987.
<http://www.margareththatcher.org/document/106689>

Table des matières

Remerciements.....	5
Présentation : pour une sociologie politique des classes populaires	7
PREMIERE PARTIE	17
PERSPECTIVE SUR UN PARCOURS DE RECHERCHE.....	17
1. Quelques enseignements du premier terrain : Les chasseurs, leur inscription territoriale et leurs pratiques politiques	19
L'inscription territoriale des classes populaires.....	26
La logique des chasseurs	29
La politicalité populaire.....	32
La distance institutionnelle.....	42
2. Le regard urbain. La construction politique d'une banlieue en morceaux.....	51
Une ville en dehors de la ville	55
Conflits politiques et rivalités territoriales	59
L'occupation d'un territoire toujours inachevé : la compétition pour l'accès au sol	60
La planification autoritaire	62
La deuxième confrontation : les années de la démocratie et les <i>asentamientos</i>	67
3. Les ciments d'une réflexion : la politique contre la société	78
L'université dans le retour à la démocratie (1983-1989)	83
Réviser l'histoire : l'Argentine de masses de la période 1945-1976	86
La revanche de la société : l'apparition d'une nouvelle politicalité pour les classes populaires (1989-2001)	96
4. Ouverture : Les classes populaires dans la nouvelle conjoncture de l'individuation.....	109
Dynamiques d'individuation et politiques de l'individu.....	111
Individus populaires. Sociabilité et politicalité	155
DEUXIÈME PARTIE.....	177
MESSAGES DE PIERRE DANS LES BIBLIOTHEQUES.....	177
5. Littérature et révolte populaire.....	185
Écrits « cueillis ».....	191
Contester la régulation autoritaire ?.....	213
6. Ce que les bibliothécaires disent de leur quartier	224
Le quartier où travaillent les bibliothécaires	230

Ceux qui ont des origines.....	237
La violence des jeunes.....	240
Centre et périphérie.....	254
La question du langage et de la proximité sociale : une façon de gérer la distance institutionnelle ?	271
Profondes ambiguïtés.....	277
7. Territoires de la culture populaire et rapport à l'écrit	282
La bibliothèque comme projet de transformation sociale	287
Plusieurs quartiers dans chaque quartier	305
Sens, significations et mémoires.....	314
Le combat des héros. Quand Aladin, Ulysse et Gulliver battirent Romain Rolland, Aragon et Jules Vallès.....	337
La bibliothèque face aux églises	345
8. Dedans et dehors, la bibliothèque un espace public ?.....	354
Les bibliothèques et les écoles.....	355
La clôture du sanctuaire	367
<i>Closer, Closed and Open</i>	374
9. Conclusions à la deuxième partie.....	387
La bibliothèque comme lieu public	389
De la souillure. S'attaquer au sacré de l'autre	401
CONCLUSION GENERALE	419
LA POLITIQUE DES CLASSES POPULAIRES.....	419
A N N E X E S	439
ANNEXE 1 : Les terrains de l'enquête sur les bibliothèques	441
La lecture publique à Plaine Commune : bibliothèques et bibliothécaires.....	443
ANNEXE 2 : Guide d'entretien des personnels des bibliothèques de quartier.....	462
ANNEXE 3 : Listes de tableaux et des encadrés.....	469
BIBLIOGRAPHIE	471
1. Bibliographie citée de Denis Merklen – par ordre chronologique de parution	471
2. Bibliographie générale. Textes cités.....	475
3. Autres sources citées.....	491